



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 7 - SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Rapport sur le budget 2019 et la programmation financière pluriannuelle
Exposés des ministres (budget, pluriannuel, PSC et PNR)

p. 208
p. 211

Débats (budget, pluriannuel, PSC et PNR)
Sommaire des séances publiques n°s 17 et 18
Sommaire des questions parlementaires

p. 213
p. 234
p. Q139

17^e séance
18^e séance

Mercredi 24 avril 2019
Mercredi 24 avril 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



L'UE et la lutte contre l'antisémitisme



Échange de vues des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes avec la Coordinatrice européenne chargée de la lutte contre l'antisémitisme, Mme Katharina von Schnurbein (1^{re} rangée, 5^e de droite).

« L'antisémitisme augmente malheureusement en Europe. »

C'est ce que la Coordinatrice européenne chargée de la lutte contre l'antisémitisme, Mme Katharina von Schnurbein, a constaté lors d'un échange de vues sur l'antisémitisme au Luxembourg et au sein de l'Union européenne (UE) avec les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.

« La sécurité de la population juive ainsi que la lutte contre l'antisémitisme et la haine en ligne occupent une place importante dans les travaux de la Commission européenne », a souligné Mme von Schnurbein. Dans ce contexte, elle a ajouté qu'un groupe de travail de haut niveau de l'UE sur le combat contre le racisme, la xénophobie et toute autre forme d'intolérance se réunit régulièrement afin de soutenir les États membres et l'UE dans ce combat.

Dans la lutte contre l'antisémitisme il s'agit aussi de défendre « une société ouverte, diverse et démocratique ». Un problème au sein de l'UE consiste, selon Mme von Schnurbein, dans le nombre considérable d'actes antisémites et de discours de haine qui ne sont pas signalés ou ne sont pas poursuivis en justice.

Durant l'échange de vues, les députés ont salué le travail important que fournit la Coordinatrice européenne chargée de la lutte contre

l'antisémitisme. Les députés ont notamment demandé à leur interlocutrice où elle considère que se situe la ligne rouge entre antisémitisme et critique de l'État d'Israël dans le débat public. Pour Mme Katharina von Schnurbein, la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) est une bonne ligne directrice pour un discours nuancé dépourvu d'antisémitisme, de haine et de banalisation de l'Holocauste.

« Le Luxembourg : un partenaire pour la démocratie »

« Le Luxembourg n'est pas seulement un partenaire commercial mais peut aussi être un partenaire pour la démocratie et la liberté. » C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a reçu le Premier Ministre de la République d'Arménie, M. Nikol Pachinyan, à la Chambre des Députés.

En temps d'incertitude et de division, il est plus important que jamais de défendre les mêmes valeurs, a souligné M. Fernand Etgen. Le Premier Ministre arménien a tenu à remercier le Luxembourg pour son accueil chaleureux et s'est dit confiant que sa visite « favorisera de nouvelles activités » dans le cadre des relations bilatérales entre les deux pays.

Renouveau démocratique en Arménie

Au cours des discussions avec le Premier Ministre arménien, les députés ont notamment posé des questions concernant la révolution qui a eu lieu en Arménie en 2018. D'après M. Nikol Pachinyan, la spécificité de la révolution arménienne réside dans le fait qu'elle a eu lieu « sans ingérence étrangère ». Une réforme éco-

nomique qui « offre de nouvelles opportunités aux citoyens » ainsi qu'une démocratie qui ne « régresse pas institutionnellement » figurent parmi ses priorités.

La situation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Les députés luxembourgeois se sont enquis de l'analyse du Premier Ministre arménien concernant le conflit gelé au Haut-Karabakh. M. Nikol Pachinyan a rappelé que le 12 mai 2019 a marqué les 25 ans du cessez-le-feu signé entre l'Arménie, le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan.

En ce qui concerne la résolution du conflit ainsi que les négociations en cours, il a souligné qu'elles sont « positives » et servent en tant que « mesures de rétablissement de la confiance » entre les deux pays. À son avis, l'unique résolution envisageable de ce conflit devra être pacifique, acceptable pour toutes les parties et impliquer les populations concernées.

M. Nikol Pachinyan et M. Fernand Etgen



« L'Union européenne doit rester unie »



Le Directeur général chargé du commerce auprès de la Commission européenne, M. Jean-Luc Demarty, et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes

« L'Union fait la force, aussi en matière commerciale », voici le constat principal du Directeur général en charge du commerce auprès de la Commission européenne, M. Jean-Luc Demarty, face aux députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration

et de l'Asile. À trois jours des élections européennes, la politique commerciale de l'Union européenne était au cœur de cet échange de vues.

Certains députés ont déploré le fait que la politique commerciale européenne soit peu présente lors de la campagne des élections eu-

ropéennes. De manière générale, les députés apprécient la volonté de la Commission européenne de conclure des accords de partenariat économique qui évoquent l'accord de Paris sur le climat, tel l'accord commercial UE-Japon entré en vigueur le 1^{er} février 2019. M. Jean-Luc Demarty a souligné que l'Union européenne

négoce des accords commerciaux fondés sur des règles et dans l'intérêt des citoyens européens.

Au cours de l'échange de vues avec les députés, M. Demarty est revenu sur les défis auxquels est confrontée la politique commerciale de l'UE. Parmi ces derniers, le Directeur général en charge du commerce a énuméré la menace du capitalisme d'État et les conséquences des guerres commerciales. « Face à ces défis, l'Union européenne doit rester unie », a-t-il affirmé.

Certains députés ont regretté le fait que l'Union européenne n'ait pas une stratégie unie face à la Chine. En ce qui concerne les relations entre la Chine et l'UE, M. Demarty estime que les États membres sont beaucoup moins divisés qu'avant. D'après lui, « la dynamique des relations va dans le bon sens ».

À la question d'un député si l'Union européenne avait des alliés pour défendre le système commercial multilatéral, M. Jean-Luc Demarty a répondu que l'UE a plusieurs partenaires au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui préfèrent sauvegarder ce système.

Les députés se sont également renseignés sur la politique commerciale de l'Union européenne avec l'Afrique et sur le potentiel accord de libre-échange avec le Royaume-Uni en cas de Brexit.

La politique commerciale de l'UE

La Direction générale en charge du commerce est responsable de la politique commerciale de l'UE avec les pays non membres de l'Union.

La politique commerciale relève de la compétence exclusive de l'Union européenne, ce qui signifie qu'il revient à cette dernière et non aux États membres de légiférer sur les questions commerciales et de conclure des accords commerciaux internationaux.

Visite du Musée national d'histoire militaire

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, s'est récemment rendu au Musée national d'histoire militaire (MNHM) à Diekirch, répondant ainsi à l'invitation des responsables du musée.

Créé en 1984 sur initiative d'un petit groupe de collectionneurs et passionnés d'histoire, le musée s'est constamment agrandi et enrichi. Sur 3.200 m², il montre non seulement toutes sortes de pièces, documents, photos, armes, équipements de communication et une sélection de véhicules militaires américains et allemands, mais présente également sur environ 50 dioramas grandeur na-

ture des scènes de la vie quotidienne des soldats et civils pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le Président et fondateur du MNHM, M. Frank Rockenbrod, a expliqué que les fondateurs du musée étaient guidés par la volonté d'une représentation historique objective, respectant les points de vue américain, allemand et civil. Le directeur, M. Benoît Niederkorn, a présenté les projets et défis actuels du musée.

Impressionné par la collection, le Président de la Chambre des Députés a félicité les responsables pour leur travail et leur engagement.



M. Frank Rockenbrod (à droite) et M. Benoît Niederkorn (au milieu) présentent le MNHM au Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.



Les responsables du musée donnent des explications au Président et au Secrétaire général de la Chambre.

Le Président visite le Musée de la Police grand-ducale

Suite à une invitation du conseil d'administration de l'ASBL Le Musée de la Police grand-ducale, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, ont effectué une visite des bâtiments de l'ancien garage de la Gendarmerie grand-ducale à Verlorenkost.

Accueillis par le Vice-Président de l'ASBL, M. Camille Diener, les visiteurs ont pu admirer une collection impressionnante d'objets, d'uni-

formes, d'armes et de véhicules de la police et de la gendarmerie.

Lors de sa création en 2010, l'ASBL avait ouvert ce musée au public à Verlorenkost, les bâtiments de 1954 n'étant plus affectés à des tâches policières. Sept ans plus tard, le musée a dû fermer ses portes au public pour des raisons de non-conformité au niveau des sorties de secours. Loin de se laisser décourager, les membres de l'ASBL ont continué à organiser des expositions

à travers tout le pays. Depuis 2017, les amis du musée se battent pour trouver une solution tant pour les bâtiments que pour la collection historique.

Le Président de la Chambre des Députés Fernand Etgen, louant les efforts de l'ASBL pour sauvegarder la mémoire des corps de police et de gendarmerie, a souligné l'importance d'une telle structure pour promouvoir l'attractivité des métiers de la Police grand-ducale.

Op Besuch bei der Generalinspektioun vun der Police (IGP)

En Donneschdeg, den 23. Mee 2019, war eng Delegatioun vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet a Verdeedegung op Besuch bei der Generalinspektioun vun der Police.

Zënter dem Akraafttrieden, den 1. August 2018, vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'IGP ass d'Onofhängegkeet vun der Inspektioun verstärkt a sinn hir Kompetenzen ausgebaut ginn.

Esou gouf enner anerem en neit Departement geschaf fir d'Instruktioun vun den Disziplindossieren, déi vum Generaldirekter vun der Police initiéiert ginn.

D'Deputéiert kruten den Impakt vun de Recommandatiounen, déi d'IGP iwwert d'Policearbecht mécht, méi genee presentéiert an haten d'Geleeënheet, fir vill Froen ze stellen.

Et gouf drop higewisen, dass déi nei Raimlechkeeten, an déi d'Inspektioun Enn Januar vun dësem Joer geplënnert ass, eng Opdeelung erlaabt hunn, déi dem neien Organigramm vun der Administratioun entsprécht.



Eng Delegatioun vun der Kommissioun fir bannenzeg Sécherheet a Verdeedegung gouf vun de Responsable vun der Police-Generalinspektioun empfangen.

Remise du rapport 2018 du Centre pour l'égalité de traitement



Encadrer les victimes et témoins de discrimination, informer et sensibiliser chacun sur ses droits et obligations en matière d'égalité de traitement : tels sont les objectifs du Centre pour l'égalité de traitement (CET) créé par la loi du 28 novembre 2006.

Lors de la remise officielle du rapport de l'année 2018 au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le Président du CET, M. Patrick Hurst, et la Directrice, Mme Nathalie Morgenthaler, ont notamment présenté les statistiques.

En 2018, le CET a été saisi de 126 nouveaux cas, ce qui représente une augmentation de 11 % par rapport à 2017. S'y ajoutent 24 dossiers non clôturés de 2017. Dans 55 % des cas, le CET a su résoudre le problème du requérant.

Parmi les motifs de discrimination, le handicap arrive en premier lieu tandis que le sexe occupe la deuxième place des statistiques. Suivent l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnologie, l'âge, la religion ou les convictions et l'orientation sexuelle. Dans 14 cas, le requérant estime être victime de discriminations basées sur plusieurs motifs.

44 % des dossiers ont été introduits par des femmes, 43 % par des hommes et 13 % par des associations. La plupart des dossiers proviennent de Luxembourgeois.

Le CET a également relevé 40 offres d'emploi discriminatoires. Les employeurs concernés ont reçu un courrier pour les sensibiliser à l'égalité de traitement.

Les représentants du Centre pour l'égalité de traitement présentent leur rapport.

Le nombre des déclarations d'euthanasie est constant

La Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de loi relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide a remis le rapport des années 2017 et 2018 au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et au Président de la Commission de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo.

La loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit que cette commission établit tous les deux ans un rapport à l'attention de la Chambre des Députés. Le rapport contient un volet statistique, une évaluation de l'application de la loi et des recommandations.

La commission a reçu 11 déclarations d'euthanasie en 2017 et 8 en 2018. Le nombre reste plus ou moins constant par rapport aux années précédentes.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2009, 71 cas d'euthanasie ont été déclarés. L'âge des patients se situe entre 53 et 93 ans. 15 des 19 personnes concernées souffraient d'un cancer.

Le lieu du décès varie par rapport aux années précédentes. De 2009 à 2016, l'hôpital était majoritairement le lieu du décès. Suivant le rapport 2017-2018, 13 euthanasies ont été pratiquées au domicile du patient, seules 2 ont été pratiquées dans des établissements hospitaliers, 3 dans

un centre intégré et une en un lieu privé. En 2017-2018, la commission a enregistré 619 dispositions de fin de vie. Un intérêt croissant au sujet s'est manifesté du côté de personnes encore jeunes.

Informer davantage les patients concernés

Lors de la remise du rapport, le Président de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation Dr Carlo Bock a de nouveau regretté le manque d'information constatable parmi les patients concernés.

Comme déjà dans un précédent rapport, la commission recommande l'instauration d'une consultation médico-éthique par des médecins formés à cet effet pour informer les personnes qui le souhaitent.

En ce qui concerne d'éventuelles améliorations à apporter à la loi du 16 mars 2009, le Dr Carlo Bock recommande notamment que la qualification juridique du décès par euthanasie ou assistance au suicide de « décès de cause naturelle » devrait être ajoutée.

Finalement, la commission regrette que l'existence de membres suppléants ne soit pas prévue par la loi.

Le rapport sera analysé par la Commission de la Santé.



Le Dr Carlo Bock remet le rapport sur l'euthanasie des années 2017 et 2018 au Président de la Chambre.

Zwee nei Beamte fir d'Chambersverwaltung

Sou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, si viru Kuerzem zwee Mataarbechter aus dem Service Compte rendu, d'Maxima Lorenzini (2. vu lénks) an de Lou Wio (3. vu riets), vum Generalsekretär Claude Frieseisen (an der Mëtt) vereedelegt ginn, nodeem se vum Chambersbureau hir definitiv Nominatioun als Fonctionnaire an der Redakteschcarrière kritt haten.

Un der Zeremonie hunn och de bäiguerdnete Generalsekretär Benoît Reiter (1. vu riets) souwéi d'Responsabel vum Personalservice Manon Hoffmann (2. vu riets) a vum Service Compte rendu Claire Garçon-Wio (1. vu lénks) deelgeholl.



... S. E. M. Karsten Vagn Nielsen, Ambassadeur du Royaume de Danemark



... S. E. M. Bernardo de Sicart Escoda, Ambassadeur du Royaume d'Espagne



... S. E. M. Petr Kubernat, Ambassadeur de la République tchèque



... S. E. M. Tamás Iván Kovács, Ambassadeur de Hongrie

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Choe Il, Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée



... S. E. M. Piotr Wojtczak, Ambassadeur de la République de Pologne



... S. E. M. Lilian Darii, Ambassadeur de la République de Moldavie



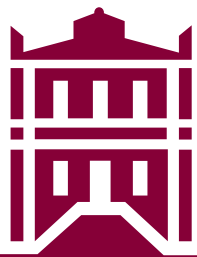
... S. E. M. Peiman Seadat, Ambassadeur de la République islamique d'Iran



... S. E. M. Bernard Nikaj, Ambassadeur de la République du Kosovo



... S. E. Mme Norma Miguelina Goicochea Estenoz, Ambassadrice de la République de Cuba



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
- Hommage à la mémoire de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean
- M. Fernand Etgen, Président - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- Suspension de la séance publique de 09.11 heures à 09.12 heures
- Ordre du jour
- M. Fernand Etgen, Président
- 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :
1° le Code de la sécurité sociale ;
2° le Code du travail ;
3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;
8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes

et

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

5. 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant [...] (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR)

- Exposé relatif aux projets de loi 7450 et 7451 et présentation du Programme de stabilité et de croissance : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Présentation du Programme national de réforme : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de l'amendement 1)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Étienne Schneider et M. Félix Braz, Vice-Premiers Ministres ; M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech maa-chen d'Sitzung op.

2. Hommage à la mémoire de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg trauert. Gëschter hu mir déi traureg Noriicht kritt, datt eise fréiere Statschef, de Grand-Duc Jean, am Alter vun 98 Joer fir ëmmer vun eis gaangen ass. Zesumme mat eise Groussherzog Henri a mat der ganzer groussherzoglecher Famill trauere mir ëm ee Mann, dee sech iwwer Jorzéngte fest an eiser aller Härze verankert hat.

Während deene 36 Joer, an deenen de Grand-Duc Jean d'Geschécker vun eise Land geleet huet, huet Hien dat mat enger grousser, natierlecher Härzlechkeet an enger absolutter Dignitéit gemaach. National wéi international war Hien als Statschef an als Mënsch allsäits respek- téiert a beléift.

An deenen donkele Momenter vun eiser Ge- schicht, wou et dem Land schlecht gaangen ass, wou Krich, mënschlecht Leed an Zerstücke- rung zum Alldag gehéiert hunn, huet den de- molegen Ierfgroussherzog, de Prënz Jean, Seng Verantwortung geholl. Mat Senger Mamm, der Groussherzogin Charlotte, a Sengem Papp, dem Prënz Félix, huet Hien de Wee an den Exil ugetrueden.

En huet zu där Zäit Seng militäresch Ausbil- dung an England gemaach an duerno an den alliéierte Sträitkräfte bis zum Schluss vun den Auseinandersetzungen op europäeschem Bue- dem gedéngt. Hie war ee vun eise Jongen, déi fir eis Fräiheet gekämpft hunn. Nom Krich steet Hie Senger Mamm an der Phas vun nationalen Opbau a vun der internationaler Vernetzung vun eise Land zur Säit a bereet sech mat vill Engagement op Seng zukünftige Aufgab vir.

Spéider huet Hien, mat der Ënnerstëtzung vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, Säin Deel derzou bäigedroen, datt dat wäertvollt Fundament, dat ënnert dem Règne vu Senger Mamm geluecht gouf, zum Wuert vun Lëtze- buerger Vollek weider ausgebaut konnt ginn.

Mir soen Him als Chamber nodréiglech nach eng kéier ee grouse Merci fir Säi prononcéiert Verantwortungsgéfill a fir Säi feinfülegte Ge- schéck, mat deem Hie Senger Roll als Statschef gerecht ginn ass.

Säi ganzt Liewe war de Grand-Duc Jean awer och e wëssbegierigen an extrem angeneeme

Mënsch. Jiddereen, deen eemol d'Geleeënheet, d'Gléck hat, mat Him zesummenzekommen, konnt Zeie si vu Senger Oppenheet, Sengem Interessi fir d'Belaanger vun eise Land a senge Leit, konnt Zeie si vu Sengem léiwem, duussen an angeneeme Charakter. Vun Him goung ëmmer eng mënschlech Wäermt aus, an doduerch huet Hie Sengem Vis-à-vis ëmmer d'Géfill vu Wuelfille vermëttelt.

Och wa mir eise fréiere Statschef an enger extraer Zeremonie freides, den 3. Mee gedenke wäerten, wëll ech awer elo schon am Numm vun der ganzer Chamber dem Groussherzog Henri, der Groussherzogin Maria Teresa, dem Groussherzog Seng Schwëstereen a Bridder an där ganzer groussherzoglecher Famill vun de- ser Plaz aus eist déifste Matgefill ausdrécken. Si kënnen gewëss sinn, datt mir Hir déif Trauer deelen, datt mir an dese schwéiere Momenter mat Hinne fillen an a Gedanke fest bei Hinne sinn.

Ech géif elo eise Premierminister, dem Här Xavier Bettel, d'Wuert ginn.

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Mi- nistre d'État.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e schwéiere Moment fir eis alle- guerten. Déi traureg Noriicht iwwert den Doud vun onsem Grand-Duc Jean huet eis gëschter schockéiert. Si huet eis aus dem All- dag gerappelt a mir trauere mat der groussher- zoglecher Famill, mam Grand-Duc Henri, mat der Grande-Duchesse Maria Teresa, de Kanner, Enkel- an Urenkelkanner a mat all deene ville Mënschen, déi eise fréiere Statschef no a wichteg waren.

De Grand-Duc Jean war en aussergewöhnleche Mënsch mat Sengem Sënn fir Verantwortung, fir Integritéit vis-à-vis vun onsem Land a senger Geschicht. Eng Geschicht, déi Hien op eng exzeptionell Aart a Weis matgepräegt huet.

D'Reaktiounen, déi mer déi lescht Stonnen héieren hunn, hunn eppes kloer ënnerstrach: De Grand-Duc Jean ass de Leit hei zu Lëtze- buerg immens no, ganz wichteg. Mir trauern ëm eng Persoun, zu där d'Leit eropgekuckt an un där se sech och orientéiert hunn. E Stats- chef, deen duerch Seng Mënschlechkeet, awer och duerch Säi Geschéck un der Spëtzt vun Land opgefall ass an un dee mer eis gären erënneren.

Mir sollen Hien an Eieren halen a Säin Enga- gement weiderféieren. En Engagement fir d'Fräiheet, fir d'Onofhängegkeet a fir d'Wäer- ter vun Toleranz, vu Respekt, vu Solidaritéit mat eise Matmënschen, en Engagement fir d'Natur, fir eis Ëmwelt a fir d'Zukunft vun de Generatiounen, déi no eis kommen.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci vill- mools, Här Premierminister. Ech géif lech elo bieden, als Zeeche vun eiser Veréierung an an Erënnerung un eisen allsäits beléifte Grand-Duc Jean opzestoen a Senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

Als Zeeche vun eiser Trauer an aus Respekt virun deem Verstuerwene géif ech d'Sitzung e puer Minutten ënnerbriechen. Ech géif lech awer bieden, op Are Plaze sëtzen ze bleiwen. Merci.

(La séance publique est suspendue à 09.11 heures.)

(La séance publique est reprise à 09.12 heures.)

3. Ordre du jour

D'Sitzung geet erëm weider.

Den ofgeännerten Ordre du jour, wéi d'Presi- dentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le Code du travail ;

3° la loi générale des impôts modi- fiée du 22 mai 1931 (« Abgabenord- nung ») ;

4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplo- matique ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le re- venu ;

6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établisse- ment public dénommé « Fonds d'as- sainissement de la Cité Syrdall » ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la tré- sorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des re- cettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des re- cettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes

et

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanz- kommissioun iwwert de Projet de loi 7450 vum Statsbudget fir d'Joer 2019 an iwwert de Projet de loi 7451 iwwert déi finanziell Programma- tioun fir d'Joren 2018 bis 2022. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► M. André Bauler (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an den Ae vu ville Leit ass de Statsbudget bal esou eppes wéi e Buch mat siwe Sigelen, eppes Komplexes, dat net ëmmer op den éischte Bléck einfach ze verstoen ass, kuerz gesot: eng dréche Matière.

E Spréchwuert seet, datt een heiansdo vu lauter Beem de Bësch net méi gesäit. Beim Budget ass et äänlech. Am Dschungel vun den Zuelen ass dat Wesentlecht dacks nëmme schwéier erkennbar. Et ass duerfir d'Aufgab vum Rapporteur, d'est méi kloer a grëffeg ze maachen. Et ass seng Aarbecht, dat Wichtigst erauszestilléieren, en Iwwerbléck ze verschaf- fen, de Bléck op an iwwert den Horizont net ze verléieren, fir ze weisen, wou mer stinn a wat fir Akzenter am Déngscht vun de Bierger gesat solle ginn.

All Joer stelle sech op en Neits eng Rei Froen: Wéi gutt geet et dem Land eigentlech? Maa- che mer wierklech eng Politik fir d'Wuel vun de Leit? Stelle mer eis den Erausforderunge vun deser Zäit? Wou lauerer Risiken? A wou gëtt et Potenzial, fir eist Land op muer ze preparéieren? Verpasse mer also keng Chancen? Well et gëllt jo, zum richtige Moment ze handeln. Fräi nom Gorbatschow: „Wien ze spéit kennt, dee bestrooft d'Liewen.“

De Statsbudget soll deemno Schwéierpunkte setzen, fir datt et méi gerecht am Land zou- geet. E soll awer och derfir suergen, datt d'Éko- nomie attraktiv bleift, well nëmme e Land, dat attraktiv ass, huet d'Méttel, fir de gesellschaft- lechen Zesummenhalt finanziell ze begleeden an eis Gesellschaft méi nohalteg opzestellen.

D'Attraktivitéit vun eiser Économie sécheren, de gesellschaftlechen Zesummenhalt stäerken an nohalteg wirtschaften, dat sinn déi dräi Zi- ler, an deene sech den éischte Budget vun de- ser Legislaturperiod orientéiert. Et ass wichteg, datt ee sech esou Ziler setzt, well, fir mam Seneca oder mam Montaigne ze schwätzen: „Et gëtt nun eemol kee gënschtege Wand fir deen, deen emol net weess, a wat fir engem Haf en ukomme wëllt.“

Här President, wéi all Joer schwätze mer am Kontext vum Statsbudget am Fong iwwer zwee Gesetzer: engersäits dat klassescht Budgetgesetz an anerersäits d'Gesetz iwwer de laangfristige Finanzplang bis 2022.

Fir d'Éischt e puer Wieder zur wirtschaftlecher Situatioun heiheim, an Europa an der Welt. Déi international Konjunktur huet en direkten Afloss op eis ganz kleng, oppen an duerfir verletzlech Economie. „Kuck, wou s de stees a wien s de bass, den Zolwerknapp ass kee Parnass“, huet den Dicks geschriwwen. Mir Lëtzebuurger sinn net déi Gréisst op der Welt, dat ass gewost. Jo, mir si kleng. Mä „t ass d'Gréisst net grad, déi d'Gléck bedeit“, heescht et am Michel Lentz sengem Feierwon.

Well mer kleng sinn, muss mer heiansdo ganz séier handelen, also flexibel sinn. Dat hu mer dacks genuch an eiser Geschicht bewisen, och mat dem néidege Gléck an der Kreativitéit, déi ee besonnesch a stiermeschen Zäite brauch, fir leschten Enns am sécheren Hafen unzekommen.

D'Weltwirtschaft ass fir de Moment an onsécherer Gewässer ennerwee. Méiglech Handelskonflikter téschent den ekonomesche Bléck oder de Brexit féieren zu enger konjunktureller Schwächt. Och eventuell Ännerungen am internationale steierlechen Émfeld gehéieren dozou, grad wéi temporär Baissen op de Boursen. An enger klenger, oppener Economie mat engem dominante Secteur, der Finanzindustrie, bewege mer eis unni Weideres an engem volatillen Émfeld.

Et ass dowéinst net evident, fir Previsiounen ze maachen. Aus deem Grond solle mer net eenzel Wäerter, mä vill méi d'Tendenzen ënnert d'Lupp huelen a versichen, dorauer ze liesen. A mir sollen och esou éierlech mat eis selwer sinn, datt mer net versichen, d'Risiko schönze schwätzen oder ze verdrängen.

De Wuesstum an der Eurozon gëtt vum Finanzministère fir 2019 op 1,5 % geschat. 2020 läit e bei 1,6 %. Och an de Joren duerno läit dese Wuesstum bei ronn 1,4 %. D'Schätzung vum FMI leien äänlech. D'OCDE ass méi pessimistesche a schätzt de Wuesstum op 1 % beziungswies 1,2 %.

De Brexit bréngt grouss wirtschaftlech Onsécherheete mat sech. Dat dréckt op d'Erwaardungen an d'Vetraue vun de Stéit an de Betriber. D'Skandalen an der däitscher Automobilbranche an hir Konsequenzen drécken op d'Nofro. D'Vetrauen an d'Solvabilitéit vum italieneische Stat bleift weider kleng. Dat dréckt op hire wirtschaftleche Wuesstum a kéint eng nei Scholdekris auslösen. A Frankräich hunn d'Streikaktioun vum den „gilets jaunes“ och wirtschaftlech Auswierkungen.

Fir Lëtzebuerg tabléiert de Stateg op enger Croissance vum reelle PIB vun 3 % fir 2019 a vun 3,8 % fir 2020 während d'Bréisseler Kommissioun just 2,7 % virausset. Fir 2021 an 2022 seet d'Regierung e Wuesstum fir Lëtzebuerg vun 3,5 % beziungswies 3 % viraus. Mä d'Konjunktur an der Eurozon géif awer ofgebremst ginn op 1,4 % respektiv 1,3 %, wann d'Previsiounen am méijärege Budget korrekt sinn. Et gëtt also allgemeng eng Ofschwächung vun der Konjunktur erwaart. Duerfir schléisst de Stateg net aus, datt dese Wuesstum bis zu engem Prozentpunkt no ënne kéint revidéiert ginn. Mä dat ass eng Hypothees a keng definitiv Wuerecht.

Wann een déi lescht Legislaturperiode kuckt, esou louch de strukturelle Sold all déi Joren iwwer dem Objectif à moyen terme, dem OMT. Téschent 2020 an 2022 ass dat och esou, wann een de Prognose gleewe kann. Souguer am Fall vun engem externe Schock géife mer et trotzdeem packen, fir bis 2022 iwwer dem OMT vun 0,5 % ze leien. Dës gëllt och fir de Fall vun engem Zénsschock. Dat weise jiddefalls d'Berechnung vum Nationale Rot vun den öffentleche Finanzen.

Jo, et muss ee sech ëmmer d'Erausforderungen op laang Siicht virun Aen halen, besonnesch an der sozialer Sécherheet. Eent ass awer kloer: Mir respektéieren an all deene Joren d'Kritäre vu Maastricht. Mir leie souguer wäit ënnert der Grenz vun 30 % Statsschuld par rapport zum PIB a fale viraussichtlech ab 2020 ënner 20 %.

Zanter 2013 ass d'Statsschuld am Verglach zum PIB kontinuierlech erogaangen - mat enger klenger Ennerbriechung 2017 -: vun 23,7 % am Joer 2013 op elo ronn 20 % an 18,4 % am Joer 2022.

2018 hate mer eng aussergewöhnlech Croissance vun ronn 10 % bei de Recetten. D'Depensé sinn em 7,2 % geklommen. Fir 2019 ass de Finanzminister méi virsichteg a gesäit eng Croissance vun 2 % vir. D'Depensé géifen awer em 5,6 % steigen.

Den Nationale Rot vun den öffentleche Finanzen bemierkt, datt d'Statsschuld an absolutten Zuele weider klëmmt, op 13,2 Milliarden am

Joer 2022. Sāi President huet awer vun enger Stagnatioun vun der Schold geschwat. An absolutten Zuelen ass des effektiv nëmme lues geklommen. A relativen Zuelen, also mat Bléck op e staark wuessende PIB, soll si däitlech erfoegen. D'Aussichte gesinn also net esou schlecht aus, och wann ee bei makroekonomesche Schätzungen, sprécht Previsiounen ëmmer virsichteg muss sinn.

De Stateg ass onofhängeg. Op sengen Zuelen, déi hien elo am Fréijoer net wesentlech revidéiert huet, baséieren d'Prognosen. Hien huet eng wéssenschaftlech Method an huet ugekënnegt, des Method nach ze verfeinere.

Wat déi eenzel Branchë betrëfft, esou ass d'Tendenz generell favorabel. Trotz den internationalen Turbulenzen a potenzielle Risikofactoren steet eis Finanzplang gutt do a bleift och weiderhin interessant fir Investoren a fir Betriber. Besonnesch am Kader vum Brexit konnt sech de Finanzsecteur gutt positionéieren an nei Akteuren unzéien. Och d'Bilane vun den etabléierten Akteuren hu sech positiv entwéckelt. Dem Stateg no sinn d'Revenue bei de Banken duerchschnëttlech em 8,5 % d'lescht Joer gewuess. Bei den Assurancégesellschaften sinn d'Primme souguer em 17,8 % am drëtten Trimester par rapport zum Joer virdu gewuess.

Wat d'Fongenindustrie betrëfft, esou ass de Wäert vun den Aktivaen, déi an engem OPC domiciliéiert sinn, em 7,1 % am Verglach zum Virjoer an d'Luucht gaangen. Och den Déngrschlechtssecteur ass am leschte Joer gewuess. Déi eenzel Beräicher, dat heescht vum Commerce iwwer d'Horeca, d'Servicer „business to business“ an d'Autosverkeef bis hin zum Transport, hunn am Duerchschnëtt téschent 3 % a 4 % méi Plus-valüé geschaf wéi dat Joer virdu.

D'Industrie wiisst mat engem Taux vun 2,8 % zu Lëtzebuerg liicht méi séier wéi an der Eurozon. Do louch d'Croissance am selwechten Zäitraum bei 2,2 %. Par contre ass de Bilan am Bausecteur ganz gutt. Dese Beräich ass nëmmelech mat 4,5 % hei am Land duebel esou séier gewuess wéi an der Eurozon.

Wat d'Inflatioun betrëfft, esou krut des eng nei Dynamik mat der Indexnackel an duerch déi méi favorabel Lounentwécklung a bestëmmte Secteure mat Kollektivverträgen. D'Klammern vun de Léin ass awer och bedéngt duerch déi besser Konjunktur an duerch d'Tatsaach, datt et ëmmer méi schweier gëtt, fir qualifizéiert Leit ze fannen. D'Hausse vun de Pétrolspräisser a vu bestëmmte Liewensmëttel, déi duerch d'Dréchent am Summer méi deier goufen, huet d'Inflatioun dunn op den Niveau vun 2 % am Joer 2018 gedriwwen.

Fir 2019 gëtt en Taux vun 1,9 % erwaart, während awer gläichzäiteg domadder gerechent gëtt, datt d'Inflatioun ab 2020 duerch de gratis öffentlechen Transport an d'gratis Kannerbetreuung nees erofgeet.

De Chômageaux läit fir de Moment bei 5,2 %. 5,2 %, Kolleeginnen a Kolleegen, dat heescht, datt mir nees um nämlechten Niveau ukomm si wéi virun der Kris. 2022 soll e souguer bei 4,6 % leien. Dës erkläert sech duerch déi wuessend Nofro un Aarbechtskräften, souwuel am Privatsecteur ausserhalb vun der Finance wéi bei der öffentlecher Hand.

Esou vill zur makroekonomescher Wiederlag. Dir gesitt, par rapport zu anere Länner st mer gutt do. Wéinst den ugeschwate Risiken, dorënner natierlech de Brexit, wäerte mëttelfristeg awer och bei eis e puer gro Wollke méi um ekonomeschen Himmel eropzéien. Et gëllt also, virsichteg ze sinn an eng verantwortlech Budgetpolitik ze bedriewen.

Ech kommen elo op den europäesche Kader vun der Budgetpolitik an do vup bei d'Regelwierk vum Semestre européen. Dir wësst, d'Länner hu sech méi strikt Regele ginn, fir hir Budgetpolitike besser openeen ofzestëmme. Dat war eng vun de Léieren aus der leschter Finanz- a Wirtschaftskris. Well déi Häre Finanz- a Wirtschaftsministeren no deser Ried déi 20. Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance PSC respektiv den neie Programme national de réforme PNR virstellen, erlaben ech mir, mech op deem Punkt méi kuerzefassend.

Esou vill sief awer gesot: Déi Europäesch Kommissioun huet eis an hirem Avis iwwer de PNR fir d'Joer 2018 eng bonne Note ausgestallt. Si bestätegt, datt Lëtzebuerg säin „objectif à moyen terme“, den ominéisen OMT, net nëmme erreicht, mä och iwwer déi ganz Periode genuch Sputt behält. Lëtzebuerg wäert deemno d'Dispositiounen vum PSC an de Joren 2018 an 2019 respektéieren.

D'Kommissioun hieft natierlech och eng Rei Erausforderunge fir Lëtzebuerg ervir, déi sech op laang Siicht stellen. Dës si virun allem déi laangfristeg Käschten a Relatioun mat eisem Pensiounssystem. D'Kommissioun recommandéiert an deem Kontext, Mesuren ze ergreifen, fir den Taux d'emploi vun deenen eelere Leit ze

stärken. Domadder soll Drock vun eisem Pensiounssystem geholl ginn.

Wéi gesäit et elo konkret mat der mëttelfristeger Budgetpolitik aus? Well et ëmmer erëm fir Konfusioun suert, erlaben ech mir, nach kuerz eemol drop hinzewiesen, datt mir zu Lëtzebuerg zwou Methoden hunn, fir de Budget ze presentéieren: éischens, déi europäesch Referenzmethod, déi sougenannt SEC 2010, déi et erlaabt, kohärent an zouverlässeg Vergläicher téschent de Memberstate vun der Eurozon ze maachen, an och d'Engagementer kuckt, an zweetens, déi Lëtzebuurger Kontabilitéitsregelen aus dem 1999er Gesetz iwwer de Budget, d'Kontabilitéit an d'Tresorerie, déi d'Logik vun enger Comptabilité de caisse suivéieren.

Béid Methode werfen also een ënnerschiedleche Bléck op d'Budgetszuelen. Si stinn duerfir net am Widdersproch zueneen, mä si ergänge sech. Well dës an de leschte Joren, wéi gesot, ëmmer erëm zu enger gewéssener Konfusioun bei der Presentatioun vum Budget gefouert hat, huet de Finanzministère dës Joer versicht, fir béid Methode méi no beieeneze féieren. Dat gouf vu villen Akteuren, dorënner och dem Statsrot, gefuerdert an ass och ze begrëssen.

Dës gesot, kommen ech elo zum Budget pluriannuel. An de Joren 2019 bis 2022 bleift de Sold vun der Administration publique, dem Gesamtstat, largement exedentaire. Den Iwwerschoss vu 632 Milliounen Euro am Joer 2019 klëmmt den aktuelle Previsiounen no bis op 1 Milliard an 158 Milliounen am Joer 2022. A relativen Zuelen ausgedréckt, verduebelt sech den Iwwerschoss vun 1 % op 2 % vum PIB.

De Sold vum Zentralstat bleift déi ganz Periode iwwer defizitär. 2019 gëtt mat engem Minus vu 650 Milliounen gerechent, woubäi mir allerdéngs 2022 quasi am Equiliber ukommen. Den aktuelle Previsiounen no hu mir nëmmelech dann am Zentralstat just nach en Defizit vu 44 Milliounen Euro oder vun emgerechent 0,1 % vum PIB.

D'Administrations locales, also d'Gemengen, affichéiere während der ganzer Periode 2019-2022 en Iwwerschoss vu ronn 0,5 % vum PIB, also 300 Milliounen am Duerchschnëtt. D'Sécurité sociale stabiliséiert sech ronderëm 1,6 % vum PIB mat engem Sold, dee vun 997 Milliounen am Joer 2019 op eppes méi wéi 1 Milliard am Joer 2020 wäert eropgoen, fir dann 2022 bal 1,2 Milliarden ze errechen.

Déi positiv Entwécklung um Aarbechtsmaart bewierkt fir de Moment, datt d'Cotisations fir d'Pensiounsversicherung weider eropginn an datt d'Finanzsiatioun vum Pensiounsregime einstweile confortabel bleift. Enn 2018 louch déi global Reserv vum Kompensatiounsfong bei engem Drëttel vum PIB a läit domat däitlech iwwer dem Wäert vun der öffentlecher Schold.

D'Situatioun iwwer de Moment keng Ursach, fir a Panik ze geroden. Mä mir wëssen alleguer, datt eise Pensiounssystem e staarke Wuesstum vun der Economie viraussetzt. D'Regierung huet duerfir en Aarbechtsgruppgesetz, dee Recommandatiounen fir d'Viabilitéit vun dem System ausschaffe soll.

E puer Wuert dann elo zur öffentlecher Schold. An absolutten Zuele wäert d'Statsschuld vun 12,5 Milliarden am Joer 2018 op 13,2 Milliarden am Joer 2020 klammen. Hei kann ee vun enger lichter Hausse ausgoen, eng Entwécklung, déi een awer als Stagnatioun bezeeche kann, esou wéi de Romain Bausch vum CNFP eis gesot huet. Déi öffentlech Schold stabiliséiert sech nom Budget pluriannuel am Joer 2018 par rapport zum PIB. Dës läit däitlech ënnert der Limit vum 30 %, déi d'Regierung sech selwer och am neie Regierungsprogramm gesat huet.

Erlaabt mer, nach eemol drun ze erënnere, datt de Comité de prévision am Joer 2014 vun ëmmerhin 29,2 % fir 2016 ausgaange war, wann d'Budgetpolitik net nei orientéiert gi wier.

De Solde structurel wäert och an den nächste Joren däitlech iwwer dem OMT leien, an dat iwwer déi ganz Trajectoire bis 2022. Et ass bis 2020 mat enger lichter Verschlechterung vum Solde structurel ze rechnen, vun 2,6 % d'lescht Joer geet de Wäert 2020 op 0,8 % erof, fir sech awer duerno erëm ze erkréien a bis 2022 op 1,8 % eropzuegoen.

Dës Zil erreche mer, ouni datt déi öffentlech Investissementer erofgesat mussen ginn. D'Regierung seet, datt si gezielt a bewusst an d'Zukunft vun deene kommende Generatiounen investéiere wëllt. Duerfir ginn d'Investissementer vum Stat vun 2,5 Milliarden am Joer 2019 op eppes iwwer 3 Milliarden am Joer 2022 erop.

D'Investissementer ginn awer net just an absolutten Zuelen an d'Luucht, mä och am Verglach zum PIB. Louchen des 2018 bei 3,8 %, esou komme mer dës Joer op 4,2 % an 2021 souguer op 4,5 %, fir géint Enn vun der Periode am Joer 2022 erëm bei 4,2 % ze landen.

D'Regierung huet zanter 2014 d'öffentlech Investitiounen ëmmer héich gehalen, trotz der Noutwendegkeet, fir d'Entwécklung vun de Statsfinanzen nees an de Grëff ze kréien. Um Enn vun der Periode 2019 bis 2022 wäert d'Regierung iwwer eefle Milliarden investéiert hunn.

Grouss Investitiounen sinn noutwendeg, jo onëmgänglech. Ech denken do virun allem un Investitiounen an Zuch an Tram, an d'Schoulgebäuer, an d'Sanierung vun de Staudämm vum Rouspert an Esch/Sauer, an d'Spideeler, awer och a Strukture fir Jonker an eeler Matbirger an a Moosnamen, fir eisen Deel am Kampf géint de Klimawandel ze leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, éier ech de Budget 2019 analyséieren, wéilt ech nach eng Kéier kuerz op de Kont vum 2017 agoen. No der Lëtzebuurger Methodologie hu mir d'Kont vum 2017 mat engem Iwwerschoss vun knapp 1,3 Milliarden ofgeschloss. Zum Zäitpunkt vum Budgetsvott gouf nach mat engem Defizit vun 850 Milliounen gerechent. An anere Wieder: Et gëtt also en Ecart vun 2,2 Milliarden téschent dem gestëmmte Budget an dem Kont.

Op den éischte Bléck kéint dat sécherlech deen een oder aneren iwwerraschen. Op den zweete Bléck erkläert sech dës Ecart awer virun allem duerch verschidden aussergewöhnlech Operatiounen, wéi ënner anerem d'Kontabilisatioun vum Prête an Emprunten oder d'Dotatioun vun Investitionsfongen. Mir schwätzen do iwwer ëmmerhin 1,7 Milliarden op der Recettésäit an 130 Milliounen op der Depensésäit.

Rechent een also déi extraordinär Operatiounen eraus, komme mer nach op en Defizit vu ronn 293 Milliounen a schneiden domadder bal 560 Milliounen besser of wéi am Budget virgesinn. Den Haaptgrond vun där Verbesserung läit bei de Recetten. Déi hunn d'Previsiounen em 4,5 % iwwertraff, an dat trotz der Steuerreform, déi den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden ass. Deemoos war jo gefaart ginn, datt d'Käschten an där Reform vun der Steuerverwaltung an dem Finanzministère ënnerschat gi wier. D'Budgetexekutioun vum 2017 weist eis awer elo, datt deem net esou ass.

Och beim Compte prévisionnel fir de Budgetexercice 2018 gesäit et de Moment gutt aus. Mir kruten do déi lescht Zuelen den 1. Februar vum Finanzminister presentéiert. Op den 31. Dezember 2018 goufen ewell 107,9 % vun de Recetten erageholl. Mir hunn also méi Suen erakritt, wéi mer ufanks geduecht hunn. Och op der Depensésäit si mer nees mat 97,7 % no bei enger Punctlandung.

An der Logik vum SEC 2010 gouf et am Zentralstat Enn 2018 en Iwwerschoss vu 772 Milliounen. An de Jore virdu, 2016 an 2017, louch deen Iwwerschoss zum selwechten Zäitpunkt bei nëmme 150 respektiv 330 Milliounen Euro. Dës positiv Entwécklung leet u sech de Grundstee fir de Budgetsequiliber fir 2018.

Ech kommen elo bei de Budgetprojet fir 2019.

Hei muss ee virop präziséieren, datt ee wéinst dem ugeschwate Rapprochement vun deenen zwou Methoden de Kont 2017 respektiv de Compte prévisionnel vum 2018 net méi esou einfach mam Projet de budget 2018 (veuillez lire : Projet de budget 2019) vergläiche kann. Dee foust jo elo op enger anerer Basis wéi déi Jore virdu.

Fir d'Joer 2019 geet de Finanzministère vu Recetté vun eppes iwwer 16,6 Milliarden aus. Op där anerer Säit rechent hie mat Depensé vun eppes klengem iwwer 17,4 Milliarden. An der Logik vun eise Kontabilitéitsregele wier de Budget 2019 also mat ronn 815 Milliounen defizitär. Dës, wéi gesot, nom Rapprochement vun deenen zwou Kontabilitéitsmethoden.

Wann ee wëllt erausfannen, wéi d'Recetten an d'Depensé par rapport zu deene leschte Joren evoluéieren, muss een déi Ugläichungen awer nees erausrechnen. Fir datt op deem Punkt keng Konfusiounen entstinn, huet de Finanzminister virgesuert an an aller Transparenz och déi zwou Rechemethoden an d'Budgetsdokument integréiert.

Rechent een d'Ugläichungen also nees eraus, fir d'Budgetjore matenee vergläichen ze kënnen, gesäit een, datt d'Recetté par rapport zum Budget 2018 em 10,3 % wuessen an d'Depensen em 9 %. D'Recetté wuessen also méi séier wéi d'Depensen. Och de Sold vum Budget 2019 ass méi wéi 100 Milliounen manner defizitär wéi de programmierte Sold vum Budget 2018. Do si mer jo ufanks vun engem Defizit vun ëmmerhin 925 Milliounen ausgaangen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei e puer politesch Akzenter vun dem Budget. Et



huet kee Wäert, se allegueren opzezielen, den Här Finanzminister huet dat schonn am Mäerz gemaach. Ech picke mer der e puer eraus.

Do wieren emol virop déi steierlech Mesuren. Wéi ugekënnegt, gëtt mam Budgetgesetz de Mindestloun ëm 100 Milliounen Euro netto de Mount erhéicht. Dat geschitt iwwert de Wee vun der ...

► **Une voix.** - Dat wär gutt!

► **Une autre voix.** - Dat wär schéin!

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Pardon, ... ëm 100 Euro netto de Mount erhéicht. Dat geschitt ...

(Interruption)

Ech si frou, datt Der esou gutt oppasst.

(Hilarité)

Dat éiert lech.

(Interruptions)

Dat geschitt iwwert de Wee vun der Aféierung vun engem neie Crédit d'impôt salaire social minimum, dee retroaktiv op den 1. Januar 2019 a Kraaft tritt. Parallell geet de Mindestloun brutto ëm 2 % erop, dat sinn zesummen 100 Euro netto.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Nieft der Steuerreform 2017 a ville Sachleeschungen zugonschte vu Leit mat méi kleng Léin ass d'Erhéijung vum Mindestloun e weideren Akzent a puncto Kafkraaft vu Leit mat méi schmuele Schälleren. De Budget 2019 steet domadder och kloer am Zeeche vun der gesellschaftlecher Kohäsion.

De Budget stierkt weider d'Kompetitivitéit vun eise Betriber. Déi musse sech an engem ëmmer méi haart ëmkämpften Émfeld behaupten. Dorüwer eraus kënn et nach déi progressiv Erweiderung vun der Steuerbasis duerch d'Ëmsetze vun de BEPS-Mesuren an der ATAD-Direktiv op si zou. Fir dorobber ze reagieren, geet op den 1. Januar d'Besteuerung vun den Entrepreneuren um Niveau vum IRC vun 18 % op 17 % erof. Gläichzäit geet de Montant, fir deen de reduzierten Taux vu 15 % gëllt, vu 25.000 op 175.000 Euro erop. Dës Mesuren hëllefen all den Entrepreneuren, a besonnesch de jonken, innovative Start-uppen an dem Mëttelstand.

Bei den indirekte Steiere wëll ech och nach d'Erofsetze vun der TVA op verschidde Produiten ervirsträichen, wéi zum Beispill déi digital Publikatione, déi elo mam superreduzierten Taux vun 3 % besteiert ginn. Den Taux fir biologesch phytosanitär Produkte gëtt op 8 % erofgesat. Dës ass am Sënn vun der nohalteger Landwirtschaft ze gesinn.

Schlussendlech kënn d'Regierung awer och der Fuerderung vu ville Fraen no, datt bestëmmt Hygieneproduiten net méi sollen als Luxusartikelen ugesi ginn. Dës Artikel ginn elo mam niddregen Taux vun 3 % besteiert.

Här President, d'Nohaltegkeet ass ee vun de Schwéierpunkten am Regierungsprogramm an de Budget spigelt dat och erëm. D'Regierung hält hir Engagement am Kader vum Paräisser Klimaafkommens escht an investéiert deemspriechend an de Klima- an Naturschutz. Fir e puer Zuelen ze nennen: Esou wäerten 20 % vun den Investissementer vun deem Budget an deementspreechend Projekte fléissen. Dat si 455 Milliounen eleng fir dës Joer. An den nächste Jore geet dës Montant weider erop, soudatt iwwert déi ganz Legislaturperiode gekuckt méi wéi 2,3 Milliarden Euro fir Investissementer am Beräich vu Klima an Ëmwelt virgesi sinn.

Donieft ginn d'Mobilitätsinfrastrukture weider massiv ausgebaut. Et ass evident: Wa mer wëllen dohinnerkommen, datt d'Offer der Demande gerecht gëtt an den öffentliche Transport punktlech a bequeme ass, da muss et mat den Investissementer am selwechte Rhythmus wéi während de leschte fënnf Joer weidergoen.

An deem Sënn klëmmt och de Budget vum Mobilitätsministère op den historeschen Héichpunkt vun iwwer zwou Milliarden. Investéiert gëtt virun allem an den Ausbau vum Zuch- an Tramsreseau. Denke mer nëmmen un den Ausbau vun der Stater Gare, wou zwee nei Quaien derbäikommen, an un déi nei Streck tëschent Beetebuerg an der Stad. Wat den Tram betrëfft, esou soll deen an den nächste Joren op Hollerech, op d'Cloche d'Or, d'Areler Strooss erop a bis bei de Findel fueren.

D'Regierung investéiert also immens vill Suen an d'Schinn. Et sief nach eemol drun erënnert, datt esou Aarbechten deier sinn a laang brauchen, mä wann d'Waggone bis eemol rullen, da sinn d'Verbesserungen direkt ze spieren.

Ab dem 1. Mäerz 2020 gëtt den öffentliche Transport komplett gratis, ausser an der éischter Klass. Dës Mesur sollen de Leit mat méi engem niddregen Akommes zeguttkommen. Anerersäits soll et awer virun allem eng Incitation fir vill Bierger sinn, fir den Auto wa méiglech stoen ze loossen an op Bus, Zuch an Tram ëmzeklappen. Doduerch sollen net nëmmen d'Problemer an der Mobilitéit - wéinstens zum Deel - geléist ginn, et ass och e weidere Schratt, fir d'CO₂-Emissionen ze reduzieren.

Fir en Zeechen an déi Richtung ze setzen, huet d'Regierung dorüwer eraus och decidéiert, d'Akzisen um Bensin an Diesel ëm ee respektiv zwee Cent ze erhéijen. Dës Moosnam huet virun allem e symbolesche Charakter, mä si ënnersträicht och de Wëllen, fir lues a lues aus der Ofhängegkeet vun de fossilen Energien erauszeklappen.

D'Finanzkommissioun hat eng sëllegen Entwécklung mat verschidde Institutiounen a Verwaltungen. Dat huet zu Recommendatione gefouert, déi ech kuerz wëll ernimmen. Ech flécken der fënnf eraus:

Déi éischt Recommendation betrëfft déi makroekonomesch Analys. Lëtzebuerg ass e klengt Land an et ass duerfir enger grousser makroekonomescher Volatilitéit ausgesetzt. Et geet also drëm, fir déi makroekonomesch Analys, op där d'Previsiounen basieren, ze verfeinere, andeems den Impakt vun eventuellen externe Schocken, wéi zum Beispill Handelskrieger, Schwankungen op der Bourse, Schwankungen och vum Pétrolspräis oder nei Regulationen am Finanzsecteur, besser kann ageschat ginn.

Déi zweet Recommendation betrëfft déi personell Verstärkung vun eise Finanzverwaltungen. Do si jo schonn Ustrenge gemaach ginn. Déi gëllt et weiderzedreien, quitta datt een déi Leit, déi ee blutnéideg brauch, net aus dem Stee schlöe kann.

D'Besteierungsregelungen sollen, wa méiglech, vereinfacht ginn an d'Digitalisatioun vun de Steuerklärungen soll Realitéit ginn. Déi obligatoresch elektronesch Besteuerung vun de Gesellschaften, déi zënter dem Steuerjoer 2017 gëllt, huet gewisen, wéi effikass d'Digitalisierung ka sinn. Elo gëllt et, dës Potenzial och bei de physische Persounen ze notzen.

Donieft mussen déi verschidde Finanzquellen, déi de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg speisen, weider gestärkt ginn a si mussen méi an d'Richtung vun der verantwortlecher Finanz gefouert ginn. Mir liewe fir de Moment a besseren Zäiten an do stellt sech onweigerlech d'Fro, ob mer net en Deel vun den eventuelle budgetäre Plus-wäerten dozu notze sollen, fir d'Dotatioun vum Zukunftsfond no uewen ze revidieren, wann et méiglech ass. Bis ewell si méi wéi eng Véierelsmilliard Euro an deem Fong. Et dierft eiser nationaler Spuerbéchs fir d'Zukunft vum Land sécher guttgoen, wann hir Fonge géifen zousätzlech mat eventuellen Iwwerschëss aus dem Budget gespeist ginn a wann déi Fongen esou nohalteg an zukunftsweisend wéi méiglech ugeluecht ginn.

Déi drëtt Recommendation betrëfft de Suivi vun de verschidde Politicken, déi déi divers Regierung an d'Weeër geleet hunn. Dës Politicke sollen no enger Rei Joren enger kritescher Analys ënnerzu ginn, fir eventuell Korrekture virzehuelen oder se ze reformieren, wann dës noutwendeg sollt sinn. Et geet och drëm, fir déi parlamentaresch Kontroll iwwert déi grouss Infrastrukturprojekten, déi de Käschtpunkt vun zéng Milliounen Euro iwwerschneiden, ze verstärken, andeems och déi Konstruktionsprojete gekuckt ginn, déi de Stat mat enger plafo-néierter Subventioun ënnerstëtzt.

Déi véiert Recommendation betrëfft de Phénomene vun der Digitalisatioun. Dës werft eng Rei ethesch a gesellschaftlech Froen op, ronderëm déi mer eng breet Diskussioun féiere mussen. Et misst an enker Zesummenarbecht mat der akademescher Welt an enger pluralistescher Approche gekuckt ginn, d'Erausfu-derung vun der kënnschlecher Intelligenz an der Digitalisatioun fir Mënsch an Natur ze hanterfroen an d'Verantwortung vun den einzelnen Akteuren ze klären.

Déi fënnf Recommendation betrëfft d'Governance an Zäite vun der Digitalisierung. D'numeresch Transformation ass jo en trans-versale Prozess. An duerfir ass eng global Strategie noutwendeg, zemoos wann et ëm déi administrativ Vereinfachung geet. Schlisslech muss et jo geléngen, d'Verwaltungen iwwert de Wee vun der Digitalisierung nach méi effizient opzestellen, fir dem Bierger e bessere Service unzuebidde. D'Digitalisierung huet eng intersektoriell Dimension. An duerfir besteet d'Noutwendegkeet vun enger méi breeder Konzertiatioun. Aus deem Grond ass et och eng gutt Iddi, en Haut-Comité vun der digitaler Transformation op d'Been ze stellen, deem seng Aufgab et ass, d'Governance op deem Zukunftsgebitt ze verbessere.

Et geet natierlech och drëm, attraktiv Servicer ze offerieren, déi e gesécherten a séieren Traitement vun Dokumenter vun de Bierger, de Betriber an den aneren Akteuren erméiglechen, andeems d'Deele vun Donnéeën tëschent de Verwaltung verstärkt gëtt. Et ass awer kloer, datt all Zougrëff op perséinlech Informatiounen a strengster Transparenz geschéie muss. Den Haut-Comité kéint donieft och d'Regierung bei strategeschen Investissementer beroden an déi Creneauen identifizieren, déi Lëtzebuerg an Zukunft am Beräich vun der kënnschlecher Intelligenz exploitéiere kann.

Ech wëll dann awer och nach all den Institutiounen a gesellschaftlechen Akteure Merci soen, déi e schrëftelechen Avis zum Statsbudget an zur méijäreger Budgetplanung ofginn hunn. Dorënner ware ganz fundéiert a pertinent Iwwerleeungen, déi mer gehollef hunn, dës Rapport mat der néideger Gewëssenhaftgkeet ze schreiwen.

Ech kann aus Zäitgrënn leider net mëndlech op déi eenzel Avisen agoen. Déi verschidde Positionen fannt Dir am Detail am schrëfteleche Bericht.

Wat de politesche Schwéierpunkt vu mengem Bericht ugeet, esou hunn ech dës Budgetrapport bewosst an de Kontext vun der Digitalisierung gestallt. D'Digitalisierung ass e Prozess, deen eis all erausfuert. Lëtzebuerg kann op kee Fall virun dëser Entwécklung d'Aen zoumaachen. Amplaz d'Digitalisierung einfach op eis duerkommen ze loossen, si also hinzehuele wéi eng Fatalitéit, heescht et, proaktiv ze handelen an déi zukünfteg Entwécklungen ze anticipieren.

D'Digitalisierung verännert eis Gesellschaft an eis Aarbechtswelt, ob eis dat gefält oder net. Grad duerfir mussen mer dat Beschit draus maachen an d'Potenzialer vun dëser Entwécklung zum Wuel vun de Leit an deem eenzelen Mënsch notzen.

A mir stinn och net esou schlecht do, zum Beispill a puncto Konnektivitéit, also bei der Vernetzung. Mir sinn op deem Terrain eent vun den éischte Länner an der Europäescher Unioun. Gleeft een der leschter Aktualisierung vum „Digital Economy and Society Index“, deen d'Bréisseler Commissioun all Joer verëffentlecht, gëtt eist Land als „high performing country“ am Prozess vun der digitaler Transformation agestuft. Och beim mobilen a fixen „haut débit“, bei der Vitesse vun den Daten an der Notzung vun den Onlineservicer läit Lëtzebuerg un der Spëtzt vum europäesche Klassement.

Op där anerer Säit gëtt et awer och Retarden, esou zum Beispill um Plang vun den öffentliche digitalen Déngschtleeschungen an den administrative Formalitéiten. Och bei de klengen a mëttlere Betriber gëtt et Nohuelbedarf. D'PMEE wieren zum Beispill wéineg implizéiert bei den Onlineverkeef. Manner wéi 10 % verkafen hir Produiten oder Servicer iwwert den Internet. An der EU sinn et ronn 17 %.

D'Digitalisierung ass ee Prozess, dee sech séier mécht. Quasi all Beräicher sinn dovunner be-trafft. Mir mussen d'Chancen, déi sech erginn, ergräifen, fir d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze erhalen. D'Digitalisierung verlaangt eng verstärkt Zesummenarbecht vun alle gesellschaftleche Kräften. Dobai fällt dem Stat eng spezifesch Koordinatiounsroll zou.

Duerch déi néideg Investissementer souwuel an d'Infrastrukturen - ech denken hei un d'5G-Technologie - wéi och an den Know-how an d'Weiterbildung vun sengem Personal kann de Stat de Bierger an de Betriber Servicer ubidden, fir si esou méi sécher duerch de séiere Wandel ze guidieren. De Stat ass verflücht, d'Friichte vun der Digitalisierung zum Wuel an zur Sécherheet vu senger Bierger ze notzen. D'Digitalisierung soll am Déngscht vum Bierger stoen an net de Bierger am Déngscht vun der Digitalisierung.

De Bierger muss also am Mëttelpunkt vun all Politik stoen, déi sech mat der Digitalisierung befasst. Et geet drëm, d'Liewensbedingunge vun de Leit, déi hei am Land liewen a schaffen, ze verbessere, vun der administrativer Vereinfachung iwwer eng besser Mobilitéit bis hin zu méi Sécherheet am Netz, enger zäitgeméisser Ausbildung oder och nach neie Methoden an Instrumenter am Gesondheetsberäich; denke mer zum Beispill un déi personaliséiert Medizin. Dat muss d'Finalitéit vun all Strategie sinn, déi mat der Digitalisierung ze dinn huet.

Mir mussen eis ergo virun allem froen: Wéi kann d'Digitalisierung am Interêt vum eenzelen Mënsch agesat ginn? Wéi ka si dem Mënsch konkret dëngen a säi Liewen erlichteren? Wéi kënnen mir d'Bierger an deem Land op dës Entwécklung virbereeden a si begleeden?

E pertinent Beispill liwwert eis do d'Finanzindustrie. Lëtzebuerg ass op deem Feld gutt opgestallt. D'Digitalisierung vun deem Secteur geschitt weltwäit mat enger grousser Vitesse.

Grad duerfir mussen mir haut d'Konditiounen schaffen, fir dës Prozess ze begleeden. Begleeden heescht och, d'Leit, déi op der Finanzplaz schaffen, ze formieren a weiderzubilden. Hir Berufsprofileren mussen un dat verännert Émfeld ugepasst ginn. Mä och de generelle Manktem u qualifizéierte Matarbechter ass a bleibt eng Erausfuertung fir de Secteur.

Innovatioun, initial Ausbildung a Weiterbildung sinn d'Plazen, wou mer den Hiewel usetze mussen, wa Lëtzebuerg seng Virreiderroll als international Finanzplaz erhalen an ausbauen wëllt. Dat heescht, datt d'Verbindungen tëschent Digitalisierung, Enseignement a Finanzplaz ëmmer mussen genee gekuckt ginn. Dat gëllt och fir d'Industrie, d'Handwierk an d'Déngschtleeschungen am Allgemengen.

Am digitalen Zäitalter gesinn d'Finanzinstituter sech net nëmmen als Konkurrent, mä och als Partner. Hei léiert ee vun deem aneren. Lues a lues gëtt zesumme geschafft an no Start-uppe gekuckt, déi de Banken an Investmentfonge Léisungen op d'Mooss sichen. Lëtzebuerg ass haut schonn unerkannt als en europäeschen Hub vun der Finanztechnologie. Vernetzung ass wichteg. Et gëtt ëm déi 50 FinTech-Hubben op der Welt, mat deenen d'Luxembourg House of Financial Technology schonn a Verbindung steet, an dës Volet wäert nach weider ausgebaut ginn.

Eng Modernisierung vun de Finanzinstituter hirem Émfeld ass onëmgänglech. Dat ass eng strategesch Prioritéit. Wëll et geet jo drëm, fir Léisungen ze fannen, souwuel am Déngscht vum Client, deen ee besser kenneliere muss, wéi am aldeegleche Geschäftsliewen, also am „business to business“.

Mir mussen de Banken, Fongen an Assurancëgesellschaften och an Zukunft e Kader bidden, deen innovativ ass an dee komplex Prozedure verännere hëlleft. Geschitt dat net, da gi si éierens anescht hiren Know-how an hir Leit sichen. Den Haut comité de la place financière huet duerfir d'Thema vun der Digitalisierung genee am Blick an en ënnersicht, wéi eng Upassung vum gesetzleche Kader néideg sinn, fir datt Lëtzebuerg d'Blockchain-Technologie an Zukunft notze kann. Initiative wéi d'ASBL Infrachain, an där Akteuren aus der Lëtzebuurger Wirtschaft federéiert sinn, schaffen drun, e passende Kader ze schafen, deen eng sécher Implementatioun vu blockchain-baséierten Applikatiounen erméiglecht.

Och d'CSSF, also eis Autorité de surveillance, ass bereet, fir d'Entwécklung um Gebitt vun de FinTeche genee am A ze behalen, souwuel heeheim wéi och international. D'CSSF ass haut schonn unerkannt als ee vun deene kompetenteste Regulateuren op deem Gebitt, well si zu deenen Éischte gezielt huet, déi sech mam Thema virtuell Devisen auserneegesat hunn, an op deem Gebitt déi néideg Rechtssécherheet geschaf huet.

D'Regierung huet och eng Rei Initiativen op de Wee bruecht, dorënner besonnesch d'Reform vum Artikel 41 vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur, fir den Austausch vun Donnéeën tëschent den Akteuren an och tëschent de Banken an de FinTeche méi einfach ze maachen an esou fir méi Innovatioun am Déngscht vum Client ze suergen.

D'LHoFT, also d'Luxembourg House of Financial Technology, ass wäit méi wéi en Inkubator oder en „coworking space“, wéi dat haut esou schéin heescht, et ass eng Plattform, déi all d'Akteuren zesummebréngt an hëlleft, eis Finanzplaz ze digitalisieren. E gutt Beispill duerfir ass de Projet „Bank as a service“, un deem momentan geschafft gëtt.

Komme mer zum Thema Enseignement a Digitalisierung. Mir schwätzen hautdesdaags dacks vun „digital natives“, wa vun deene Jonken an hirem Émgang mat den digitale Medierieds ass. D'Jugend wissst mat den neien Technologien op. Si si vu Klengem un a Kontakt mat Smartphone, PC, Tablet an esou weider. Mat hirem jugendlechen Opfaassungsverméige gi si extra séier eens. Déi Habititéit am Émgang mat deenen neien Technologien soll eis awer net driwwer ewechtäuschen, datt verschidde vum hinne sech net ëmmer de Geforen a Risike vun der virtueller Welt bewosst sinn.

De Schutz vun der Privatsphär a vun de perséinlechen Donnéeën, de kriteschen Émgang mat den Informatiounen, d'Méiglechkeet, fir den Handy och eemol op d'Säit ze leeën, d'Gefore vu méigleche Verhalensstéierungen wéi der Social-Media-Sucht, d'Gefore vum Mobbing a soziale Medien an esou weider, dës sinn alles Sujeten, déi mat de Jonken diskutéiert an Deel vun der allgemenger Bildung mussen ginn. Un der Politik ass et, fir déi Jonk op den Digitalisierungsprozess virzereeden.

Et geet drëm, fir an eise Schoulen d'Medie complementaire anzusetzen. Si sollen hinnen hëllef, besser ze léieren an ze widerhuelen. Si sollen de Léierprozess begleeden an er-

gängen. Dat Geléiert soll esou widderholl a gefestegt ginn. Well mer eng ëmmer méi diversifizéiert Populatioun hunn, geet et drëm, fir d'Bildung ze individualiséieren a grad op spezifesche Bedierfnesser anzugeen. Deemno: ënnerschiddlech Methoden an Instrumenter fir ënnerschiddlech Schüler. Dann ergëtt d'Digitalisatioun an der Schoul Sënn. Da verstärkt si d'Chancen, fir besser ze léieren.

Letztlech geet et jo drëm, fir déi Jonk fir d'Gesellschaft a fir d'Aarbechtswelt ze preparéieren. Ech denken do un Initiative wéi zum Beispill Digital⁴Education, déi sech ronderëm fënnef Achsen dréit:

- den Digital Citizen, wou et ëm de responsablen Émgang mat deem Digitale geet, denke mer un administrativ Demarchen, un E-Banking an E-Commerce,

- dann den Digital Peer, wou et ëm d'Sécherheet am Netz geet,

- den Digital Learner, wou dat numeresch Potenzial am Léierprozess vun deene Jonke sënnvoll a verdéiwend agesat gëtt. Hei ass d'Applikatioun MathemaTIC - TIC hanne mat T-I-C en majuscules geschriwwen - e pertinent Beispill,

- den Digital Worker, wou déi Jonk geléiert ginn, komplex Problemer mat Hëllef vun der moderner Technologie ze léisen,

- an zum Schluss den Digital Entrepreneur, mat Hëllef vun deem d'Innovatioun an déi kreativ Capacitéiten ugereegt solle ginn.

Gläichzäitig heescht et och, d'Risiken ze geréieren. Ech denken do, wéi gesot, virun allem un de Cybermobbing an un d'Sécherheet am Netz.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Enn vu mengem Rapport ass et mer e perséinlecht Uleies, fir all deene gesellschaftleche Kräften, den Institutionen an der Zivillgesellschaft souwéi och der parlamentarescher Opposition e grouse Merci ze soe fir hiert Mätschaffen, hir Kriticken a Suggestiounen, déi si am Virfeld vum Debat iwwert dese Statsbudget formuléiert hunn. An enger lieweger Demokratie ass et nëmmen normal, datt all d'Forces vives zu Wuert kommen an hir Meenung abréngen, wann et ëm esou en ëmfaassend an deiert Gesetz geet wéi de Statsbudget, well mam Vott vum Budget façonnéiere mer Joer fir Joer e Stéck Zukunft vum Land. Mir solle jo d'Jalonen am Interessi vum Allgemengwuel setzen.

E besonnesche Merci geet dofir un all déi Beamten aus der Regierungsverwaltung, déi eis an der Finanz- a Budgetkommissioun Ried an Antwort stoungen. Si haten et net ëmmer einfach mat eis, mä duerch déi vill kritesch a pertinent Froen ass et eis dach awer geleeëntlech méiglech ginn, viles méi kloer ze verstoen. A bei kriddelegen Themen ass eis dann och eng Späicherlicht opgaangen.

Merci och mengem parlamentaresche Beroder, dem Gene Kasel an dem Yan Sales, déi mech mat vill Fläiss an Zouverlässegkeet a menger Aarbecht ënnerstëtzt hunn. Och dem Finanzminister Pierre Gramegna an de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun e groussen Dank fir den Austausch. Zu gudder Lescht der Madam Caroline Guezennec e grouse Merci fir déi beandrockend Schreifaarbecht, déi si gelescht huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2018 ass dat éischt Joer no der Finanzkris vu September 2008, wou mer nees en Iwwerschoss am Zentralstat wäerte schreiwen. Dat ass e Liichtbléck. E weist eis, datt mer ëmmer virsiichteg musse sinn an datt mer och hei zu Lëtzebuerg nimmols de Sënn fir d'Realitéit an déi materiell Suerge vun de Leit dierfen aus dem Bléck verléieren.

Als Parlamentarier hu mir eng Verantwortung fir d'Wuel vu Land a Leit. Eng besonnesch Verantwortung hu mir awer géintwuer deene jéngere Generatiounen an deenen, déi no eis kommen. Dofir musse mer investéieren, fir datt Lëtzebuerg en attraktiven an nohaltege orientéierte Standuert bleift. Dës Investissementer maache Sënn a si garantéieren d'Recetté vun der Zukunft.

Et kéint ee sech et jo einfach maachen an eng hallef Milliard manner investéieren, da géife mer eng schwaarz Null schreiwen. Déi historesch niddreg Zënsätz sollen awer der Regierung no genotzt ginn, fir haut déi Investissementer ze tätigen, déi mer brauchen, fir eist Land aus den Enkpäss vun engem net ëmmer nohaltege Wuesstum erauszuféieren.

Déi jénger Generatioun wäerte mat sëllegen Erausforderung konfrontéiert ginn, wann een nëmmen un Theme wéi Logement, Digitaliséierung oder Klimawandel denkt. 20 % vun den Investissementer an deem Budget si fir ëmweltpolitesch Moosname reservéiert. Lëtzebuerg wäert sécherlech domat d'Welt net retten; ma et ass awer eis Pflicht, haut dat ze maachen,

wat an eiser Muecht steet. Mir sollen haut net déi sinn, déi iwwermuer gesot kréien: „A wou waart Dir dann? Wat hutt Dir dann ënnerholl, wéi eise Planéit an de Schweess geroden ass? Musse mir haut fir Är Indifferenz, Är Gläichgültigkeet vun deemools bezuelen?“

Neen, dat wëlle mer net gesot kréien, kee vun eis heibannen! An dofir muss een dese Statsbudget och a besonnesch am Liicht vun der Nohaltegkeet analyséieren. Well mir hunn nëmmen eng Aerd an eng Natur. Mir sinn op engem Punkt ukomm, wou mer op deem Feld faarf bekenne mussen.

Ech wéilt dofir mat engem Zitat vum englesche Statsmann, Naturwëssenschaftler a Schrëftsteller Francis Bacon schléissen. Hien huet eemol treffend gesot - ech zitieren e fräi op Lëtzebuergesch -: „Mir kënnen d'Natur nëmmen doduerch beherrschen, andeems mer eis hire Gesetzer ënnerwerfen.“

Dese weise Wierder wéilt ech näischt méi bäifügen, ausser datt ech lech alleguer Merci soe fir Är Opmierksamkeet an Är Gedold.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporteur, dem honorablem Här André Bauler.

5. 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le Code du travail ;

3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR)

Mir héieren elo den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2019 an iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2018 bis 2022 souwéi och d'Presentatioun vum Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Exposé relatif aux projets de loi 7450 et 7451 et présentation du Programme de stabilité et de croissance par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Här Premierminister, Léif Regierungskolleegen, Dir Dammen an Dir Härren Deputéiert, ech ka meng Ried iwwert de Budget haut net ufänken ouni e Gedanken un de verstuerwene Grand-Duc Jean, deem säin Ambassadeur och laang Joren a Japan war, an ouni natierlech mäin déifst Bäileed un d'groussherzoglech Famill auszesprechen.

De Budget 2019, deen haut hei vun lech debattéiert gëtt, ass deen éischten, deen d'Markenzeche vun der Regierung Bettel 2 dréit, där Regierung, déi aus de Wahlen vum leschten Oktober erauskomm ass. Dofir war d'Aarbecht vum Rapporteur André Bauler ganz wichteg an och eng Erausforderung.

Ech soen dofir dem Rapporteur villmools Merci fir seng Aarbechten, fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Rapport a fir déi vill Recommendatiounen, déi e gemaach huet an op déi ech och wäert am Laf vun menger Ried agoen. Ganz allgemeng wëll ech soen, dass ech net wäert op alleguerten d'Punkte vun deem Budget zréckkommen, well ech dat jo schonn a menger Ried vum März gemaach hat, mä nëmmen déi wichtegst Punkten hei wéilt erausschliessen.

Ech wäert och déi wichtegst Konklusiounen aus dem Stabilitéitsprogramm „Pacte de stabilité et de croissance“ an deser Presentatioun matbauen. Mäin Exposé presentéiert sech a véier Deeler. Fir d'Éischt maachen ech e Rappell vum ekonomeschen Émfeld. Zweetens wäert ech dann déi grouss Linne vum Budget ënnersträichen an, den drëtten Punkt, eng Vue d'ensemble maachen, an zum Ofschluss kucken, wéi mer d'anddo sti par rapport zu den europäesche Kritären.

D'Lëtzebuurger Wirtschaft ass déi lescht fënnef Joer an der Moyenne ëm 3 % gewuess. Si ass nom Statec och an deene Paragë fir déi nächst Joren, an zwar 3 % fir d'Joer 2019 an 3,8 % fir d'Joer 2020. An de Joren 2021 géifen et 3,5 % ginn an 2022 3 %.

Wéi all Joers huet de Finanzministère d'Zuele vum Statec geholl, wéi se sinn. An ech rappelleieren, dass dat och esou vun Europa virgesinn ass an dass de Statec eng onofhängeg Institution ass.

Nun ass et awer all Joers, mengen ech, eng sportlech Aktivitéit vu villen Akteuren, déi en Avis iwwert de Budget schreiwen, fir des Prognosen als entweder ze vill pessimistesche oder ze vill optimistesche duerzustellen. Dat war och erëm eng Kéier d'est Joer de Fall bei der Cour des comptes, bei der Banque centrale oder bei der Chambre de Commerce.

Nun ass et awer wichteg, mengen ech, dass ee sech e bësse mat där Saach ausemsetzt. Ech war déi lescht Wochen am Fonds monétaire international an op der Weltbank. An ech kann lech confirméieren, dass déi Sujeten, déi ech schonn am März hei evoquéiert hat, op déi ee muss oppassen an déi Risiken duerstelle fir eis Wirtschaft, grad déi sinn effektiv, iwwert déi sech och den FMI an d'Banque mondiale Suerge maachen.

Wat fir eng Risike sinn dat? Den Impakt vun engem Brexit ouni Accord, den Handelskonflikt tëschent China an Amerika an tëschent Amerika an Europa, de Protektionismus, dee ronderëm d'ganz Welt ëmmer méi Amateur fént, d'Evolution vum Boursen, déi an de leschte Méint ganz volatil sinn, oder d'Entwécklung vun den Zësen.

Déi richtege Fro ass en fait: Wivill Spillraum hu mer an deem Budget? An dofir hu mer eis Spezialiste gefrot, am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance Zeenariolen duerzerechnen, fir ze kucken, wat da géif geschéien, an där éischter Hypothees, wann de Brexit ouni Accord géif geschéien op där enger Säit an den Handelskrich tëschent Amerika an deenen anere Länner géif ausbriechen, wat wier dann den Effet op eis Wirtschaft zu Lëtzebuerg. Eh bien, da géif d'Croissance am 3 % op 1,7 % erofgoen, da wär se nach 1,3 %. Dat hätt natierlech en Impakt, an eis Schold géif op 20,9 % eropgoen am Joer 2023 am 17,3 % wat elo virgesinn ass, 17,3 %.

Et gouf och ausgerechent, wat géif geschéien, wann een an engem Zeenario - deen de Moment net vill Experte virgesinn - vu méi héijen Zësen wier, wat dann den Impakt wär. Eh bien, deen Impakt wär relativ méi kleng an hätt nëmmen en Impakt vun 0,2 % op eiser Croissance an eis Schold wär 17,9 % 2023 am 17,3 % an de Chômage géif weider ënner 5 % bleiwen.

Dir gesitt also, dass déi zwee Zeenariolen gekuckt gi sinn an een en fait relativ berouegt.

Elo kann een awer net just pessimistesche an d'Landschaft kucken, mä et kann een och positiv Zeenariolen ausrechnen. Dat hu mer och gemaach. Wann elo en Accord mat Groussbritannien fonnt gëtt, wann d'Zësen niddreg bleiwen, jo, dann huet dat e positiven Effet vun 0,4 % op eise Wuesstum. An dat hätt dann als Resultat, dass bis 2023 eis Schold manner wéi 15 % vum PIB, vun eisem Räichtum wier.

Dir gesitt also, dass déi zwee Zeenariolen, déi negativ an déi positiv, zwar en Impakt hunn, mä mir mengen, dass dat, wat mir als Hypothese geholl hunn, dat, wat de Statec ausge-rechent huet, dee virsiichtegen an de realistesche Mëttelwee duerstellt.

Et muss een och ënnersträichen, dass Lëtzebuerg eng oppe Wirtschaft an e klengt Land ass an dass dofir international Schwankungen méi Effet hu wéi bei anere Länner. Dat huet och de Conseil national des finances publiques a sengem Avis ënnerstrach an op déi methodologesch Problemer higewisen, déi et do gëtt. Ech kann lech soen, dass de Statec sech dären bewusst ass an amgaangen ass, op deenen Analysen ze schaffen.

Op där anerer Säit, well eis Wirtschaft och esou open ass, besteet zu Lëtzebuerg eng 100%eg Korrelatioun tëschent der Entwécklung vum Wuesstum op där enger Säit an der Entwécklung vun de Recetté vum Stat. E gutt Beispill dofir ass d'Joer 2017 gewiescht. Do hat de Statec nëmmen d'Croissancezifferen ëm 0,8 % erofgeschraaft, vun 2,3 % op 1,5 %, an trotzdem sinn 2017 d'Recetté 5 % eropgaangen. Och 2018 hu mer eng äänlech Evolution gesinn.

An ech kann lech och soen, wann ech déi provisoersch Zuelen - ech ënnersträichen: provisoersch Zuelen! - vum éischten Trimester kucken vun de Recetten, da gesäit een, dass mer de Moment nach eng méi staark Progressioun hu wéi dat, wat mir an eise virsiichtegen Hypotheesen ugeholl hunn.

Mir hunn also eng virsiichteg Approche gehat, an dat confirméiert och d'Kommissioun. Déi seet an hirer Analys nämmlech, dass d'Zuele vun der Regierung virsiichteg sinn, op Englesch „rather conservative assumptions about the elasticity of revenues“.

Anescht wéi d'Kommissioun schéngen d'Zentralbank an eng Rei vun de Chambre-professionellen d'Tendenz ze hunn, d'Glas éischter hallef eidel ze gesi wéi hallef voll, besonnesch am Hibleck wat d'Entwécklung vun dese Steuerrecetten ubelaangt.

Mä et ass esou, dass d'Changementer um europäeschen internationalen Niveau, wat d'Steierlandschaft ubelaangt, net nëmmen negativ Konsequenzen hunn. A mir participéieren och als Lëtzebuerg proaktiv bei deenen Diskussiounen, sinn do also en aktive Verhandlungspartner, wou mer eis Interéte verteidegen, awer och konstruktiv no Léisunge sichen.

D'Zäiten, an deenen d'Politik bei ons am Land war, just esou laang wéi méiglech ze blockéieren, sinn definitiv eriwuer. Dofir bréngen mer et och fäerdeg, déi Changementer, déi kommen, proaktiv ze begleeten. A mir gesinn dat am Kontext BEPS. Et stëmmt: Eng Rei vun Entrepreneuren hu bei eis hir Dieren, oder besser gesot, hir Bréifkëschten zougemaach. Mä mir gesinn awer och anerer, déi hir Präsenz an hir Substanz hei zu Lëtzebuerg verstärkt hunn. An de Kontext vum Brexit huet gewisen, dass Lëtzebuerg en attraktiven a kredibelen Standuert ass.

Déselwecht Entwécklung stelle mer bei der Steuerreform vun 2017 fest. Am Virfeld gouf et vill Polemik driwwer, dass de Finanzminister den Impakt vun de Steuerreduktiounen ze niddreg ageschat hätt. D'Realitéit huet awer gewisen, dass d'Regierung richtegglouh, well den Impakt vu méi niddrege Steieren de Konsum no uewe gedriwwen huet an d'Kompetitivitéit vun den Entrepreneuren gestärkt huet an doduerch den Nettoeffet vun der Steuerreform ganz no bei de Resultater war, déi d'Regierung virgesinn hat.

Datselwecht wäerte mer eiser Meenung no am Joer 2019 feststellen, wou mer jo och eng Reduktioun vun 1 % vun der Kierperschaftsteuer virgesinn. A mir wäerten och do deen Impakt, den Nettoimpakt feststelle kënnen, dass et also do net nëmmen no ënne geet, mä och no uewe ka goen.

Et ass och esou virgesinn am PSC, dass mer laangfristeg Recetté vu 45 % bis 46 % vum PIB géifen erakréien.

Am Kontext vun deem, wat ech vun de Recetté gesot hunn, wëll ech da soen, dass ech d'Analyse an d'Pisten, déi de Rapporteur an deem Beräich gemaach huet, ganz gutt fannen an dass ech och wäert d'Stäerkerung vun den Effekteren vun der Steierverwaltung op där enger Säit (veuillez lire : op där enger Säit virundreiwen) an och hir Capacité d'analyse économique an Zukunft stärken. Mir brauchen dat an enger Welt, wou d'Steierlandschaft esou séier changéiert.

Mäin zweete Punkt sinn dann déi grouss Linne vum Budget. Ech hat dat am März mat dräi Akzenten ënnerluecht. Dat hei ass e Budget vun der sozialer Kohäsioun a Gerechtegkeet zum engem, vun der Kompetitivitéit zum zweeten a vun der Nohaltegkeet zum drëtten.

Zum éischten Punkt: sozial Kohäsioun a Gerechtegkeet.

Dése Budget ass een, wou bal d'Halschent vun den Depensen am Domaine social sinn. Et ass also e soziale Budget. An dem Avis vun der Chambre des Métiers steet, dass dat ze vill e groussen Deel wier. Ech deelen déi Meenung net. D'Regierung deelt des Meenung och net. Au contraire: Mir sinn der Meenung, dass de soziale Fridden, dee mir zu Lëtzebuerg hunn, d'Kompetitivitéit vum Land stäerkt an domat och d'Entreprises. An deem Sënn weist d'Zentralbank och an hirem Avis interessanterweis dorop hin, dass Lëtzebuerg am Verglach mat anere Länner mat deem soziale Fridde besser duerch d'Kris komm ass wéi aner.

D'Mesure phare vun deem Budget 2019 ass natierlech d'Augmentatioun vum Mindestloun ëm 100 Euro netto pro Mount, an dat réckwierkend op den 1. Januar 2019.

D'Chambre de Commerce bedauert des Hausse vum Mindestloun. Si gebraucht op Franséisch d'Wierder „regrette profondément“, well d'Entreprises domadder en Deel dovunner matdroen an dofir dann och impaktéiert sinn an hir Kompetitivitéit domat belaaucht gëtt. Dobäi well ech awer ennersträchen, dass de gréissten Deel vum Käschtepunkt vun der Augmentatioun vun 100 Euro netto net vun den Entreprisë gedroen ass, mä vum Stat, do-duerch, dass mer e Crédit d'impôt salaire social minimum agefouert hunn.

D'Chambre des Salariés op hirer Säit huet fonnt, dass effektiv de Stat ze vill vun där Augmentatioun dréit an dass d'Entreprises hätte misse méi e groussen Deel droen. Ech mengen, och hei hu mer e gesunde Mëttelwee fonnt.

D'Zentralbank ennersträcht enner anerm och, dass de Stat indirekt iwwert d'Cotisationsen 3,5 Milliounen méi Recettë wäert erakreien duerch des Augmentatioun vum Mindestloun.

Nach am Domän vun der sozialer Kohäsion a vun der Gerechtegheet sinn ech frou, dass alle-querten d'Akteuren d'Baisse vun der TVA op den Hygiènesproduiten op 3 % begréisst hunn.

Zum Thema Kompetitivitéit: Op den 1. Januar 2019 geet d'Kierperschaftssteuer fir d'Entreprisë vun 18 % op 17 % erof. Dat steet an deem Budgetsprojéit. Gläichzäitig geet de Montant, wou de reduzierten Taux vu 15 % spillt, erop vu 25.000 Euro op 175.000 Euro. Ech freeë mech, dass och d'Chambre des Salariés des zweef Mesure begréisst, well se natierlech gutt ass fir d'Start-uppen a fir d'PMEen.

Wat d'Baisse vun der Kierperschaftssteuer ubelaangt, huet d'Chambre de Commerce gesot, dass dat zwar géif an déi richteg Richtung goen, dass et awer net géif duergoen an dass aner Mesurë misse geholl ginn. A si proposéiert der zwou, an zwar d'Ofschaf vum Impôt sur la fortune an d'Ofschaf vum der Retenue à la source op den Dividenden. Déi zwou Mesurë géife ronn eng Milliard Euro kaschten oder eng Milliard Euro Déchet fiscal duerstellen.

Et muss een der Chambre de Commerce gutt-halen, dass si eng Rei Mesurë proposéiert, fir desen Ausfall ze kompenséieren. Ech zitieren der e puer: Zum Beispill, dass ee misst bei der Halschent vun de Leit, déi beim Stat schaffen, den 13. Mount strächen oder bei den 165.000 Pensionéierten d'Allocation de fin d'année kieren. Dat ass net eng Politik, déi des Regierung géif maachen! Als Finanzminister akzeptéieren ech net, dass déi eng géint déi aner ausgespillt ginn, dass d'Stëit géife méi belaaucht ginn, fir dass d'Entreprisë kéinte méi entlaascht ginn.

Ech wäert och an Zukunft derfir surgen, dass jiddweree säi faire Bäitrag dréit, a wann Entlaaschtunge kommen, dass se gerecht verdeelt ginn tëschent de Personnes physiques an den Entreprises.

Zum Thema Kompetitivitéit e Wuert: Digitalisation. Do begrëssen ech ausdrécklech déi vill Virschléi, déi de Rapporteur presentéiert huet an op déi ech och wäert am Laf vun der Legislaturperiod agoen, well dat ass eng absolutt Prioritéit. Net nëmme d'Augmentatioun vun der Finanzplaz, wou et natierlech ganz flagrant ass, mä op der ganzer Economie. Ech kann lech soen, ech war virun zwou Wochen zu San Francisco an de Silicon Valley an e bësse virdrun och an Israel, an ech konnt feststellen, dass mer zu Lëtzebuerg gutt preparéiert sinn an um richtige Wee sinn, wat d'FinTehen ubelaangt, an dass mer do a verschiddenen Domäne Virreider sinn. Mir kënnen natierlech op Plaze wéi San Francisco an an Israel villes léieren, enner anerm an der Cybersécurité, a mir wäerten dat natierlech gutt kucken.

Esou wéi d'CoFibu dat an hirem Rapport freet, wäert ech dann dee Sujet, wéi gesot, mat lech déi nächste Jore beschwätzen. An ech hunn och den Haut comité de la place financière an

d'Luxembourg House of FinTech agespaant, scho méi laang, fir op deene Sujete mat der Regierung ze schaffen.

De Rapport huet de grouse Meritt ze weisen, dass den Defi vun der Digitalisation net nëmme een ass fir d'Wirtschaft, mä fir eis ganz Gesellschaft. An ech mengen, dass mer do zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn, fir eis Chancen do auszunutzen, an dass d'Weihe richtig gestallt sinn.

En drëtter Punkt vun der Kompetitivitéit, an ech hunn en express ënnert deen Titel gesat, ass d'Personalpolitik beim Stat. Zu enger kompetitiver Wirtschaft gehéiert och eng performant Fonction publique. Wann d'Populatioun vun engem Land wüsst, da muss een och eng Fonction publique hunn, déi wüsst, fir dass een uerdentlech Servicer kann ubidden.

Wann ee méi Kanner an der Schoul huet, da brauch een och méi Léierpersonal. Wann ee méi Awunner huet, da brauch een och méi Polizisten. Ech hunn nach ni ee begéint, e Bierger do bausse begéint, dee mer gesot hätt, dass mer Schoule missten hu mat manner Professoren oder Klasseäll ouni Professoren, oder nach ni Leit begéint, déi mengen, mir bräichte manner Polizisten.

Wann ech elo d'Beispill vum Finanzministère huelen, ech mengen, dass dat mäi Propos heit gutt illustréiert. Dese Moment verhandele mer zu Bréssel net manner wéi 20 Direktiven am Domän vun de Services financiers. Fir dat kënnen ze suivieren a proaktiv ze beaflossen, hunn ech an deene leschte fënnef Joer schon de Personalbestand vum Finanzministère gestärkt. Deen ass em een Drëttel eropgaangen, vu 54 op 72. Mä Dir wäert jo all remarkéieren: 72 ass nach ëmmer eng ganz kleng Ziffer fir de Finanzministère vun engem Land, wat esou eng grouss Finanzplaz huet wéi Lëtzebuerg.

Trotzdem liesen ech a verschiddenen Avisen, dass d'Personalkäschte beim Stat ze séier wuessen. Ech wéilt awer dann d'Personalkäschte beim Stat an den internationale Kontext setzen. D'Fonction publique zu Lëtzebuerg wüsst manner séier wéi d'Populatioun. Eis Fonction publique, wann een déi vergläicht mat deene vun anere Länner an der OCDE, kascht 12 %, wärend d'Moyenne an der OCDE bei 18 % läit. An am europäesche Verglach sinn och d'Fonctionnementskäschte vum Stat zu Lëtzebuerg mat déi niddregst.

An awer fuerdert d'Chambre de Commerce, just d'Halschent vun deene Leit anzustellen, déi fir d'est Joer virgesi sinn. Mir wäerten natierlech bei eiser Propos bleiwen.

An ech wéll awer kuerz erklären, dass bei deenen Augmentatiounen, déi mer hunn, zwee Drëttel dovu virgesi si fir den Enseignement an den Cadrement vu Kanner am educativen a psychosoziale Beräich, wou mer ganz vill Besoinen hinnen. Wann een op der falscher Plaz géif spueren, da muss een dat duerno deier bezuelen. De Budget vun Ministère de l'Éducation geet dofir am Joer 2019 fir d'Éischt iwwer 2,5 Milliarden Euro erop. Dat si gutt investéiert Suen! D'Kanner an d'Jugendlecher sinn d'Zukunft vu muer an d'Zukunft vun eisem Land.

Just een Drëttel oder 325 Poste si fir all déi aner Servicer vum Stat an déi 24 Ministère virgesinn. Dat schéngt mer also eng ganz verstänneg Zuel.

Drëtter Punkt: Nohaltegheet. Och do hu mer steierlech Mesurë virgesinn. Do ginn der eng Retsch vun allen Avisa begréisst, an zwar déi, dass mer elo op den digitale Publikatiounen 3 % virgesinn. Dofir hate mer eis an Europa geschlossen an dee Match hu mer an der Tëschenzäit gewonnen. Mir hunn och e reduzierten Taux vun 8 % op biologesche phytosanitäre Produiten am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft virgesinn. Och dat gëtt iwwerall begréisst.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Dat, wat méi kritisches beuerteelt gëtt, ass d'Hausse vun den Akzisen op de Pétrolsproduiten, an zwar 1 Cent de Liter um Bensinn an 2 Cent de Liter um Diesel. Fir déi eng geet dat ze wäit, fir déi aner geet dat net wäit genuch. Ech wéll do ganz kloer drop hiweisen, a wellechem Kontext mer déi Saachen do maachen. An de Kontext ass e ganz kloer: dee vun Klimawandel. Erënnere mer eis un déi Dausende Jugendlecher, déi zu Lëtzebuerg an duerch ganz Europa op d'Stroos gaange sinn, fir op d'Defie vum Klima hinzeweisen. Mir kënnen d'Hänn do net an de Schouss leeën. Lëtzebuerg muss seng Ziler anhalen a Lëtzebuerg muss seng Engagementer, déi et international geholl huet, anhalen. Dazou gehéiert natierlech och de Fait, dass mer de Verbrauch vun de Pétrolsproduiten net weider sollen encouragéieren.

D'Mesure ass dofir och ze kucken am Kontext vun all deenen anere Mesuren, déi mer am Ka-

der vum Budget geholl hunn: d'Primme fir Elektroautoen, d'Opriichte vu Borne fir des Autoen, e besseren öffentliche Transport an Investissementen an erneierbare Energien.

„Héich Investissementen“, d'Wierder si gefall. Mir wäerten dat konsequent weiderféieren, esou wéi mer dat déi lescht fënnef Joer gemaach hunn. D'Investissementen wäerten op der ganzer Period bis 2023 iwwer 2,5 Milliarde pro Joer leien a sinn dobäi dann och iwwer 4 % vum PIB.

Verschiddener, an enner anerm d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, fannen, dass dat nach net duergeet, dass dat just géif duergoen, fir de Retard opzehuelen. Aneerer fannen och, dass misst méi investéiert ginn. D'Zentralbank weist drop hin, dass virun allem am Wunnengsbau, an den Infrastrukturen an am Klimaschutz soll méi investéiert ginn. An ech kann deem nëmme zoustëmme. De Budget vum Wunnungsbauministère geet 6,8 % erop. De Ministère fir d'Mobilitéit an öffentliche Aarbechte geet fir d'Éischt iwwer zwou Milliarden ewech. D'Regierung investéiert, fir d'Offer am öffentlichen Transport ze verbessern, ier en dann d'nächst Joer gratis gëtt. D'Gratuitéit geet jo awer en parallèle da mat méi Investissementen.

Wann een all d'Investissementen am Beräich vun der Émwelt a vum Klima kuckt, dann heescht dat, dass mer fir d'Joer 2018 455 Milliounen dofir investéieren. An dat si ronn 20 %. Deen Taux wäert regelméisseg eropgoe bis op 23,3 % zum Schluss vun der Période d'analyse.

Ech hu Verständnis fir déi, déi froen, dass een nach méi misst investéieren, mä Dir verstitt jo, dass ech als Finanzminister muss Fouss bei Mol halen an dass mer awer mussen e gewëssenen Equilibre am Budget hunn. An dat bréngt mech dann op d'Vue d'ensemble, den drëtter Chapitre vu menger Ried.

D'Depensé fir 2019 wäerten 19,6 Milliarden Euro an der Administration centrale duerstellen. Dat ass eng Progressioun vu 5,8 %. Iwwert déi nächst Joren ass de Rhythmus méi lues: 2020 klammen d'Depensé 4,7 %, dat Joer duerno 5,6 % an 2022 nëmme 3,3 %.

Wéi gesäit et mat de Recetten aus? 18,9 Milliarden an der Administration centrale am Joer 2019, dat heescht, eng Hausse vun 1,6 % par rapport zum leschte Joer. Déi Joren duerno wäerten d'Recetten awer méi héich leie wéi d'Depensen, wat den Taux ubelaangt, an zwar bei 5,6 % 2020, 5,9 % 2021, 5,5 % 2022.

Firwat hu mer d'Recettë fir 2019 relativ virsiichteg ugeat? Ech muss do e bëssen zrëckkucken.

An de Joren 2014, 2015 an 2016 hu mer bei de Recetten all Käiers bei der Planung eng Punktlandung gemaach. 2017 an 2018 par contre waren d'Recetten däitlech méi héich wéi virgesinn. Dat kann awer net eng nei Normalitéit ginn.

Mir rechnen dofir am Joer 2019 mat Recetten, déi zwar nach ëmmer licht iwwert dem Niveau vun 2018 leien, mä iwwert d'ganz Joer gekuckt net massiv no uewe ginn. Op Basis vun den éischte provisoireschen Zuele vum éischten Trimester 2019 kann ech lech elo scho soen, dass ech awer zouversichtlech sinn, dass mer d'Previsiounen vum Budget a Saache Recettë wahrscheinlech iwwertreffe wäerten.

Wat de Sold ubelaangt, d'Administration centrale: D'Konsequenz vun deem, wat ech elo grad erkläert hunn, ass, dass d'Depensé méi séier wuesse wéi d'Recetten an dass mer also do en negative Schiéereffekt hunn, deen awer nëmme temporär ass, wéi ech virdrun erkläert hunn. D'Resultat ass, dass mer dann en Defizit vu 650 Milliounen Euro wäerten am Zentralstat hunn.

Ech wéll dat awer och an e Kontext setzen, dass, wéi gesot, wann d'Recetten awer méi dynamesch géife sech entwéckelen, deen Defizit e gutt Stéck méi kleng kéint ginn. Esou ass et och schon 2018 gaangen. Deemools hate mer en Defizit vu minus 890 Milliounen Euro virgesinn a mir si gelant bei engem Surplus vun 121 Milliounen Euro; dat éischt positivt Resultat säit zéng Joer bei der Administration centrale.

Vun 2020 u wäert den Defizit weider progressiv erofgoen an 2022 leie mer da ganz no beim Equilibre.

Et wär méiglech gewiescht, fir déi ganz Legislaturperiod a besonnesch fir 2019 e verschéinert Bild ze weisen an en equilibréierte Budget ze presentéieren. D'Regierung huet awer de Choix gemaach, sech plütôt virsiichteg Projéktiounen hinzeginn, d'Investissementen héich ze halen an och am soziale Beräich Verbesserungen ze maachen.

Wat fir e Bild gëtt dat an der Administration publique? An der Administration publique komme bei d'Administration centrale nach

d'Gemengefinanzen derbäi an d'Sécurité sociale. An d'Administration publique bleibt an der ganzer Legislaturperiod positiv.

Eurostat huet gëschter eng Statistik erausbruecht, déi gewissen huet, dass Lëtzebuerg 2018 deen héchsten Iwwerschoss vun der ganzer Europäescher Unioun hätt. Dese Iwwerschoss läit dann 2019 bei 632 Milliounen oder 1 % vum PIB a geet da progressiv erop op 1,6 Milliarden oder 2,2 % vum PIB am Joer 2023. Dat ennersträcht, dass eis Statsfinanzen an hirem Ensembl zolidd sinn.

Wat sinn dann d'Konsequenzen dovun op der Statsschold?

D'Statsschold, esou wéi se am Budget plurianuel an am Pacte de stabilité et de croissance berechent gëtt, ass dat mechanesch Resultat vum Sold vun der Administration centrale. Wann d'Administration centrale e positive Sold huet, jo, da geet d'Schold erof, a wa se en negative Sold huet, da geet d'Schold erop.

Vu dass mer 2018 awer elo en Iwwerschoss hatten, ass d'Schold 2018 an absolutten Termen erofgaangen. Mä méi wichteg ass d'Schold par rapport zum Räichtum. A wéi ech als Finanzminister 2013 ugetruede sinn, louch d'Statsschold bei 23,7 % vum PIB. 2018 läit se elo bei 21,4 %, 2019 wäert se bei 20,2 % leien a bis 2022 op 18,4 % erofgoen. Eis Statsschold geet par rapport zum Räichtum konsequent erof. Si läit och ëmmer däitlech enner der Limitt vun den 30 %, déi sech d'Regierung selwer ginn huet a wat jo méi eng streng ass wéi déi, déi d'Europäesche Unioun virgeschriwwen huet. De Conseil d'État begréisst dat ausdrécklech.

An an Zäite vun niddregen Zënse an an Zäiten, wou Lëtzebuerg nach ëmmer e konsolidéierten a staarken Triple-A huet, ass et och besser, sech weider ze refinanzéieren zu engem bëllegen Taux, wéi wellen d'Schold mordicus erofzedrücken. D'Zënslascht op de Scholde geet och konsequent erof a wäert och 2019 enner deem vun 2018 leien.

Ronn d'Halschent vun den eelef Milliarden Schold, déi d'Regierung 2013 geierft huet, muss am Laf vun dieser Legislaturperiod refinanzéiert ginn. An ech soen der CoFibu Merci fir de Virschlag, iwwer gréng Obligatiounen nozedenken. Mir sinn amgaangen, dat ze maachen.

Zum Ofschluss: Mir respektéieren d'europäesche Kritären, wéi gewosst. Déi europäesche Kritäre sinn do, fir laangfristeg d'Gesondheet vun de Finanzen ze sécheren. A fir dat ze moossen, muss een den Objectif à moyen terme respektéieren. Den Objectif à moyen terme, dee gëtt dann emgesat an de Solde structurel vun engem Land. De Solde structurel rechent och d'Effekter vum konjunkturellen Zyklus mat an an och déi exceptionnell Evenementer.

Den Objectif à moyen terme gëtt all dräi Joer nei fixéiert. Fir d'Joer 2019 ass deen Taux minus 0,5 % vum PIB. A vum nächste Joer un, fir eng Period vun dräi Joer, klëmmt en dann op plus 0,5 % vum PIB.

D'Regierung huet deen neien Taux ugeholl fir déi nächst dräi Joer, deen also dann elo am Pacte de stabilité et de croissance ageschriwwen ass. A si mécht dat äänlech wéi déi viregt Regierungen alleguerten, déi d'Proposition oder d'Rechnung vun der Kommission a Betrecht zéien, fir sech deen Objectif ze fixéieren.

Tatsaach ass, dass de Solde structurel iwwert déi nächst Joren net nëmme iwwert dem Objectif à moyen terme läit, mä ganz kloer driwwer wäert leien a sech op der ganzer Periode verbessere wäert. 2019 leie mer bei 0,9 %, plus 0,9 % natierlech. An 2023 wäert mer bei plus 2,2 %.

Wéi schonn déi lescht Jore léisst sech d'Regierung och e gewëssene Sputt oder eng Marge de manoeuvre, fir sécher ze sinn, dass mer à tout moment deses Objectif à moyen terme respektéieren. Souwuel de Conseil d'État wéi de Conseil national des finances publiques confirméieren, dass Lëtzebuerg alleguerten d'europäesche Kritären anhält. D'Regierung gesäit dat och esou. An d'Europäesche Kommission, déi rezent hiren Avis iwwer eise Budget ofginn huet, gesäit dat och esou: « Le Luxembourg présente une situation budgétaire saine qui respecte le volet préventif du pacte de stabilité et de croissance et [la Commission] invite les autorités à exécuter le budget. »

Deem hunn ech net vill bäizefügen. D'Kommission confirméiert dat, wat ech lech am Mäerz gesot hat. D'Weihe fir Lëtzebuerg a fir de Budget si richtig gestallt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Henri Kox,** *Président de séance.*- Merci. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister.



Mir héieren elo den Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider, fir eis d'Presentatioun vum Nationale Reformprogramm PNR ze maachen.

Här Wirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

Présentation du Programme national de réforme par M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Wat de PNR ugeet, wäert ech mech kënne kuerzfaassen, well meng Virriedner, souwuel de Budgetsrapporteur wéi och de Finanzminister, hu scho ganz villes gesot, wat natierlech och de PNR direkt oder indirekt concernéiert.

Fir d'Éischt emol eng Constatatioun, wat d'Économie an der Europäescher Unioun ugeet: Mir sinn an enger rarer Period vu siwe Joer kontinuierlecher Croissance an der Europäescher Unioun. Et ass allerdéngs esou, an ech mengen, dat ass de Bemoll, dass d'Aussichte fir d'Zukunft net gradesou roseg sinn an dass speziell och de Brexit an all déi Handelskricher, déi ronderëm Europa ugezettelt ginn, eis natierlech net wäerten hëllefen, dass déi der Europäescher Unioun, der Croissance an der Europäescher Unioun net wäerten hëllefen an natierlech dann och logescherweis der Économie, der Croissance hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt wäerten hëllefen.

De Moment ass et allerdéngs esou, dass mer eis kënne baséieren op Chifferen à court et moyen terme, déi weiderhin éischter gutt ausgesinn. Mir hunn eng Croissance virgesi vu ronn 3 % fir 2018/2019. Mir ginn awer och fir déi Period vun 2021 bis 2023 dovunner aus, dass mer an der Moyenne eng Croissance vu ronn 3 % wäerte weiderhin hunn. Datselwecht gëllt fir d'Croissance vum Emploi, deen och an deene Joren 2018 bis 2023 wäert weider ëm ongeféier 3 % kënne klammen. An eise Chômage, wéi Der wësst, deen dréit de Moment ronderëm 5 %. An dat wäert och an deenen nächste Jore méi oder weiniger esou weidergoen.

D'Finances publiques si saines. Ech mengen, de Finanzminister huet dat ganz androcksvoll och elo nach eng Kéier ënnerstrach.

Bon, wéi gesot, d'Perspektive gesinn net onbedéngt esou gutt aus, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war, eben, well Lëtzebuerg natierlech och staark ofhängeg ass vun deem, wat am Ausland ronderëm eis passéiert. An d'Kommissioun remarkéiert och - an ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck - speziell elo fir Lëtzebuerg, dass am Privatsecteur aus hirer Vue net genuch investéiert gëtt.

Et ass esou, dass mer zwou Recommendationen krute fir d'Period 2018/2019. Et ass net vill Neies. Déi éischt Recommendation, déi geet a Richtung Taux d'emploi vun de Personnes âgées a Fiabilitéit vun eisem Pensiounssystem. Dat heescht, dass mer eigentlech opgefuert ginn, derfir ze suergen, dass eis Leit generell méi laang solle schaffe goe respektiv dass och eeler Leit erëm eng Kéier reintegréiert ginn an den Aarbechtmarké, wa se eng Kéier aus gesondheetlechen oder anere Grënn fréizäiteg ausscheede respektiv wa se duerch Restrukturatiounen a Betriber ausscheiden, dass een hinnen eben hëllef, erëm an den Emploi ze kommen.

Mir hunn do eng ganz Rei Initiativen an deene leschte Jore geholl: 2016 d'Reform vum Reclassement professionnel; 2016 och d'Mise en place vum Groupe de travail pensions, dee regelméisseg kuckt, wéi eise Pensiounssystem evoluéiert a wat een eventuell muss maachen, fir géigenzesteieren, wann en an déi falsch Richtung geet. Mir hunn 2017 de Regim vun der Preretraite reforméiert. Mir hunn 2017 och d'Gesetz iwwert de Chômage longue durée gemaach.

An 2018, mengen ech, ass och ee ganz wichtige Punkt den Digital Skills Bridge, wou mer speziell deene Leit hëllefen, déi eben technologesch, ech soen elo emol „iwwerholl“ sinn an net méi nokommen an hirem Job, fir eben deenen ze hëllefen, iwwer weider technologesch Formatiounen erëm eng Kéier eng Chance ze hunn, an den Aarbechtmarké integréiert ze ginn. A mir hunn och 2018 d'Reform vun der Assurance dépendance geholl. Dat sinn alles ganz wichtige Mesuren, déi d'Regierung geholl huet am Kader vun där doter Recommendation vun der Kommissioun. Allerdéngs brauch dat natierlech e puer Joer, bis dat da wierklech seng Resultater weist. Mä mir ginn awer emol dovun aus, dass do villes wäert besser ginn.

Wat elo déi zweet Recommendation ugeet, do ass et esou, dass mer gesot kréien, mir wäeren nach ze vill restriktiv, wat den Droit d'établissement ugeet respektiv wat de Secteur des services en général ugeet. An do hu mer och direkt drop reagiert. Mir hunn eng ganz Rei Simplificatiounen virgeholl am Beräich vum Droit d'établissement, vun den Autorisations d'établissement, déi een haut awer innerhalb

vun enger Woch kritt hei zu Lëtzebuerg. A mir schaffen nach ëmmer drun, respektiv den Här Delles, dee jo elo dee Ressort iwwerholl huet, schafft nach drun, fir dat nach weider ze verbessern.

Et ass och esou, dass mer bis viru Kuerzem nach Autorisatiounen gebraucht hunn, wann ee wollt eng Grande surface zu Lëtzebuerg opmaachen; dat war och eppes, wat vun der Kommissioun kritiséiert ginn ass. Dat hu mer ofgeschaaft. Dat heescht, haut ka jiddwereen déi Form vu Geschäfte, Grande-surfaces opmaachen, wéi en dat fir richtig fënnt. An da sinn et eben d'Offer an d'Demande, déi wäerten decidéieren, ob déi Persoun Succès huet oder net. An et ass net méi d'Regierung, déi decidéiert, ob et opportun ass, eng weider Grande surface ze hunn oder net.

Et ass och esou, dass mer an eisem Regierungsaccord jo virgesinn hunn, dass mer den Droit d'établissement generell nach eng Kéier op de Leescht huelen an iwwerschaffen. Dat wäert och geschéien. An e leschte Punkt an deem dote Kapitel ass dee vun den Öffnungszäiten, wou Bréssel eis seet, dass mer déi zimlech rigid oder ze rigid géifen handhaben. Do wësst Der, dass mer eng Etüd maache gelooss hu vum LISER an dass den Här Delles elo ebe kuckt mat deene Responsabelen, wéi mer dann op deem dote Punkt, wat d'Öffnungszäiten ugeet, an Zukunft wäerte reagéieren.

Ech kommen dann op e Punkt zrëck, deen ech ganz am Ufank bemierkt hunn. Dat ass nämlech eng Remark och vun der Kommissioun, déi net falsch ass. Dat ass déi, dass net genuch investéiert gëtt, net genuch investéiert wuelverstanen am Privatsecteur. Ech mengen, wa mer de Lëtzeburger Stat kucken, an de Budgetsrapporteur ass drop agangeng, dann hu mer mat engem Invest vu ronn 4,4 % vun eisem PIB respektiv méi wéi 2,5 Milliarden Euro am Joer 2019 Rekordzuelen, wat d'staatlech Investissementer ugeet. Dorun hänkt et also definitiv net. Mä bei den Entrepreneuren ass den Taux d'investissement ze geréng. An d'Kommissioun féiert dat op verschidde Problemer zrëck.

Éischtens emol mengt se, dass d'Disponibilitéit vu Logement a vun Infrastrukturen e Frein wär ebe fir weider Investitiounen vum Privatsecteur. Bon, och do muss ee soen, wann een den Accord de coalition liest, da si jo speziell an deene Beräicher extrem vill Projekte virgesinn: Infrastrukturen, do hu mer e ganze Programm lancéiert, Logementen hu mer an eisem Regierungsaccord. An och déi éischt Mesuren, déi déi zoustänneg Ministesch geholl huet, ginn, mengen ech, ganz kloer an déi richteg Richtung.

Et gëtt och gesot, dass mer net genuch géifen - also net mir, mä d'Entrepreneuren -, net genuch géifen an d'Recherche, Innovatioun investéieren. D'Kooperatioun tëscht der Uni, de Centre-de-recherchen an der Économie wär nach net esou, wéi se misst sinn. A mir hätten, an dat ass allerdéngs och wouer, ëmmer méi e Problem mat Mangel u Main-d'œuvre qualifiée. Allerdéngs ass dat net just e Problem, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, deen hu mer iwwerall, an dat gëtt mat Sécherheet mittel- bis laangfristeg e gréisser Problem, net nëmme fir Lëtzebuerg, mä fir vill aner Länner an der Europäescher Unioun och.

An da gi mer natierlech och drop higewisen, dass mer nach eng ganz Rei Efforte solle maachen am Beräich vun der Digitalisierung vun eiser Économie, mä och vun eiser Gesellschaft generell. Mä, wéi gesot, d'Lëtzeburger Regierung huet eng ganz Rei Äntwerten op déi dote Froe ginn. En Deel dovun stinn elo nach am Regierungsaccord, sinn nach net ëmgesat, mä sinn awer an der Phas, fir ëmgesat ze ginn: all déi ganz „grands projets d'infrastructure“, déi decidéiert gi sinn, och d'Aid'fir d'PMEEen - Luxembourg Future Fund -, déi mer opgeluecht hunn. Den nächste Fong, dee mer wäerten opleeën zesumme mam Privatsecteur, ass de Luxembourg Space Fund. Alles Fongen, déi eben erëm eng Kéier an eis Économie sollen investéieren.

Eis Strategie, déi mer eis ginn hunn, „talent attraction and retention“, wou mer ganz enk ënner Ministären zesummeschaffen, ass fir eben ze kucken: Wéi kréie mer déi Main-d'œuvre qualifiée, déi mer brauchen, ugezunn op Lëtzebuerg? A virun allem och: Wéi hale mer se hei? An dann de Projet HPC, High Performance Computing, wou Der wësst, dass mer et fäerdegbruecht hunn als Lëtzebuerg, de Lead ze kréien, europawäit, an deem dote Projet. Eis Strategien, déi mer zesumme mat deenen anere Ministère gemaach hunn am Beräich Data Driven Economy oder Artificial Intelligence, alles dat si ganz kloer Strategien, déi mer eben hunn, fir eis Économie fit ze maachen, fir och eis weider Diversifizierung vun der Économie kënne virunzedriewen.

Ech wëll och hei vläicht just op ee Projet hiweisen, dee mer viru Kuerzem virgestallt hunn,

nämlech dee wou „driverless driving“, wou mer e gemeinsame Projet hunn, deen éischten d'ailleurs grenzwwerschreidende Projet an der Europäescher Unioun, fir eben d'Mobilitéit ouni Chauffeur kënne virunzedriewen ënner dräi Länner, Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland, wou mer kucken: Wou sinn déi technologesch Problemer? Wou sinn déi gesetzgeberesch Problemer? Wou sinn d'Problemer vun Assurancen, déi mer hunn an deem Beräich, fir deen ebe just ze realiséieren? Alles dat, do ass Lëtzebuerg am Lead an der Europäescher Unioun.

Voilà, dann ass et esou, dass et jo nach en zweete Volet gëtt vun deem PNR, dat sinn déi Objektiv, déi mer eis ginn hu fir 2020. An 2020, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass muer! Mir haten eis do ënner dem Titel « Croissance intelligente, durable et inclusive » eng ganz Rei Ziler ginn, déi mer sollten errechen. A wéi all Joer maachen ech lech dann och do de Bilan, wou mer dru si mat deenen Ziler.

Wat de Volet « Croissance intelligente » ugeet, do ass et esou, dass mer natierlech erëm eng Kéier am Volet RDI - Recherche, Développement, Innovation - do e Problem hunn. Wéi ech virdu gesot hunn, mir stagnéieren do bei 1,26 % vum PIB, déi eben an RDI investéiert ginn, a mir haten eis en Zil gi vun 2,3 % bis 2,6 %. Dat ass wierklech e Problem. An do muss mer wierklech nach dru schaffen. Mä nach eng Kéier: De Problem läit haaptsächlech do, dass am Secteur privé net nogezu gëtt. Just fir lech ze soen, wat de Stat investéiert huet an RDI an deene leschte Joren, fir lech d'Evolutioun ze weisen: Am Joer 2000 waren dat grad emol 23,6 Milliounen Euro, déi mir als öffentliche Hand an RDI investéiert hunn. Haut si mer bei 368,5 Milliounen. Dat ass also enorm, wéi eng Efforte mir gemaach hunn. Mä, wéi gesot, muss och vum Secteur privé nach eppes kommen.

Den Décrochage scolaire, do ass et esou, dass mer eis en Zil ginn hunn, dass manner wéi 10 % vun de Schüler sollen hir Schoulen ofbriechen, dass mer dat mussen hikréien, dass manner wéi 10 % vun de Schüler ouni Diplom aus der Schoul kommen. Mir hunn dat Zil erreicht, mir hunn et souguer largement erreicht. Mir sinn nämlech bei 7,3 %, wat exzellent ass, zemoos wann ee gesäit, dass d'Moyenne an der Europäescher Unioun bei 10,6 % läit.

Och wat den Enseignement supérieur ugeet, hu mer eis Ziler, bon, net erreicht, mä mir sinn awer gutt. Wann ech lech soen, dass am Enseignement supérieur an der Europäescher Unioun ronn 40,5 % vun de Leit en Héichschouldiplom hunn. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat entre-temps scho 54,7 %. Mä mir haten eis allerdéngs méi en héicht Zil nach gesat, eent vu 66 %. Do hu mer nach e bësse Wee ze goen, mä et geet awer zumindest an déi richteg Richtung.

Dann, am Volet « Croissance durable », do ass et esou, dass mer eis en Zil ginn haten, d'CO₂-Emissiounen ze reduzéieren ëm minus 20 % bis d'Joer 2020. Mir leie laut de Schätzungen, déi mer elo hunn, bei minus 17 %, déi mer wäerten errechen. Mä op där anerer Säit hu mer awer och elo eng Rei Initiative geholl, wou mer et wäerte fäerdegbréngen, méi no nach un déi 20 % ze kommen. Ech erënneren un den Transport public, dee gratis gëtt, deen awer wäert eng Rei méi Leit motivéieren, den Auto doheim ze loosse. Un d'Elektromobilitéit wëll ech lech erënneren, och un déi Subside respektiv déi Steierreduktiounen, déi mer de Leit ginn, déi eben op Elektromobilitéit an all hire Formen zrëckgräifen.

Mä och déi Mesuren, déi mer geholl hunn, déi Centimmen un Diesel an um Bensinn: Och wann dat vu villen duergestallt gëtt, wéi wann dat Peanuts wäeren, ass et awer esou, dass et, wat d'Camionneuren aus der Belsch ugeet, natierlech dozou féiert, dass do ganz vill manner wäert zu Lëtzebuerg getankt ginn an dass domadder och eis CO₂-Bilanz sech zumindest an deem Punkt wäert kënne verbessern.

Bei den erneierbaren Energien hate mer eis en Zil gi vun 11 % bis d'Joer 2020. Dat Zil wäerte mer och errechen. A bei der Energieeffizienz, do si mer och um gudden Wee, fir eist Zil vu minus 4,2 Mt equivalent Pétrol, fir déi anzespuere bis 2020.

D'« Croissance inclusive », do sinn och zwee grouss Sujeten. Deen éischten ass dee vum Taux d'emploi. Et ass esou, dass mer no un deem sinn de Moment, wat an der Europäescher Unioun d'Moyenne ass vum Taux d'emploi, mir sinn nämlech bei 72,2 % vun eiser Populatioun, déi aktiv am Berufsliewen nach stinn. Mä mir haten eis en Zil gi vun 73 %. Mir leien also net méi ganz wäit dovun ewech, 0,8 %. A mir wäerten, hoffe mer, mat deene Reformen, déi mer geholl hunn, dat och kënnen errechen. Ech erënneren un d'Reform vum Congé parental, vum Congé de paternité,

wou mer de Leit et wëlle méi einfach maachen, fir am Beruf kënnen ze bleiwen an net d'Déciounen ze huelen, opzehale mat schaffen, wa se bis Kanner hunn. Dat wäert also och e positiven Effet op eisen Taux d'emploi hunn.

Op där anerer Säit ass et esou, dass mer e ganz wichtige Programm lancéiert hunn tëscht der ADEM an der UEL. Dee Programm heescht « Entreprises, partenaires pour l'emploi », wou et drëm geet, och eben iwwer Formation continue, Formation professionnelle continue méi Leit erëm am Aarbechtsliewen ze hale respektiv an d'Aarbechtsliewen ze kréien.

Deen anere Volet, wat d'« Croissance inclusive » ugeet, ass de Risque de pauvreté. De Risque de pauvreté, wou mer gesinn, dass mat villen Efforten, déi mer an deene leschte fënnf Joer scho geholl hunn, awer d'Situatioun esou ass, dass se sech net onbedéngt an déi richteg Richtung entwéckelt. Mir hunn de Moment en Taux d'exclusion oder e Risque de pauvreté et d'exclusion sociale - well et heescht jo net, dass een et d'office ass, mä et ass e Risiko do - vun 21,5 % vun eiser Populatioun. Dat ass manner wéi den EU-Duerchschnitt, mä et ass awer net zefriddestellend fir e Land wéi Lëtzebuerg.

Dofir hu mer an der leschter Legislatur eng ganz Rei Mesurë geholl, ënner anerem iwwert déi lescht Steierreform, fir ënner anerem deene Leit, déi am vulnerabelste sinn, fir an d'Pauvretéit ze falen, wéi zum Beispill d'Monoparentalen, fir deenen hir Situatioun ze verbessern. Dofir hu mer och an deser Regierung elo jo schonn d'Jalone gesat, fir eben och genee bei deene Leit, deenen et am mannste gutt geet, eng Hand mat unzepaken. De Revenu d'inclusion sociale ass agefouert ginn, mä virun allem dee Vott, deen dozou féiert, dass de Mindestloun fir d'Leit ëm netto ronn 100 Euro an d'Luucht geet, wäert eis hei natierlech e gutt Stéck no vir bréngen.

An och d'Allocation de vie chère, doru wëll ech nach eng Kéier erënneren, ass éischtens emol verlängert ginn, mä och verbessert ginn a méi breet opgestallt ginn an hirer Applikatioun. An och hei hu mer an eisem Regierungsaccord nach eng Kéier virgesinn, dass mer, wa mer eng nächst Steierreform maachen, och do nach eng Kéier eng vun eise Prioritéiten eben dorobber setzen, fir deene Leit, deenen et am mannste gutt geet hei am Land, ze hëllefen, och iwwer eng weider Steierreform dann hir Situatioun kënnen ze verbessern.

Voilà, dat am Résumé als Äntwert oder als Résumé iwwert d'Situatioun no engem weiderem Joer an deem dote Kader. Mä, wéi gesot, 2020 ass muer an da wäerte mer d'Schlussbilanz zéien, ob mer eis Ziler erreicht hu respektiv wou mer se net erreicht hunn a firwat mer se eventuell och net erreicht hu respektiv wat mer dann och an Zukunft nach gedenken ze maachen, fir trotzdem awer nach op déi Ziler ze kommen.

Vläicht just d'Suite vun den Aarbechten. Et ass esou, dass d'Kommissioun fir de 5. Juni hir nei Propositionen wäert maachen. Déi gi jo dann an deene verschiddene Comitées respektiv an deene verschiddene Ministerréit diskutéiert. An da muss mir jo am Budget fir 2020 och erëm eng Kéier an deem Kader eis Äntwerte ginn, eis Reaktiounen ginn op déi Recommendationen, déi vu Bréssel kommen. Den nächste Semestre européen gëtt jo dann am November lancéiert. An dat, wat dann elo e bësse wäert änneren, dat ass ..., oder ob eppes ännert oder net, dat hänkt dovun of, wéi déi nei Europäesch Kommissioun zesummegehallt ass an och, wéi hir Prioritéite fir déi nächst Jore wäerte sinn. Mir kënnen op alle Fall gespaant sinn op dat, wat am November da kënt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. Ech ginn dem Här Wirtschaftsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Mir kéimen dann elo un déi ageschriwwen Riedner. Eischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gi Momenter am Liewen, do schéngt d'Zäit einfach stëllzestoen. Dat ass am private Liewen esou, dat ass am Liewe vun enger Natioun esou an dat ass och an deem Moment vun der Stats-trauer ëm eise fréiere Statschef, de Grand-Duc Jean, de Fall.

De Grand-Duc Jean war net just iwwer 36 Joer eise Statschef. Neen, hie war esou eppes wéi e gudder Familjepapp vun eiser Natioun. Sengem Fils, dem Grand-Duc Henri, awer och der ganzer groussherzoglecher Famill well ech am Numm vun eiser Fraktioun an och a mengem perséinlechen Numm eist déif empfontent Bälled ausschwätzen.

Et ass elo net einfach, en Iwwergang bei de Budget ze fannen, ausser vläicht deen, datt de Grand-Duc Jean och ëmmer e grouss Verfechter vun der parlamentarescher Demokratie war. An esou well ech och eis Debatt vun de Mëtteg oder vun de Moie verstane wëssen, eis Budgetsdebatt, déi eben och zu eiser demokratescher, zu eiser parlamentarescher Demokratie gehéiert. A wéi de fréieren Hofmarschall Guy de Muysen de Moie bei RTL sot, war de Kapp hänke loosse fir eise Grand-Duc Jean keng Op-tioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Méi Wuelbefanne fir d'Leit - fir eng nei Budgetpolitik zu Lëtzebuerg“, ënnerst dee Motto well ech meng Ried haut gäre setzen.

Viru ronn dräi Wochen, méindes um Wee vum Parking hei a mäi Büro, sinn ech engem Mann begéint, dee sichtlech frustréiert war um Wee fir op d'Aarbecht, well e sot mer einfach esou - also ech hunn de Mann net kannt, ech weess net, ob e mech kannt huet -: „Elo geet et erëm fir eng Woch an d'Hamsterrad.“

Firwat soen echlech dat? Mä well et u sech wouer ass, an dat op verschidde Fassongen.

Fir d'Éischt emol empfanne vill Leit hir Aarbecht, awer och allgemeng hiren Alldag als Hamsterradlaf, also als en Dréien ouni erkennbare Sënn an als eng lästeg Routine, déi just dem Brouterwerb déngt, déi awer meilewäit fort ass vun deem, wat d'Aarbecht eigentlech soll sinn, nämlech eng Erfüllung oder zumindest eng Beräicherung, an dat iwwert de Bankkonto eraus.

Déi ëmmer méi heefeg Fäll vu Burn-out an Depressiounen och bei eis am Land - Lëtzebuerg ass do keng Insel - sinn hei just d'Spëtzt vum Aisbierg an enger ze dacks ze kaler Gesellschaft. An och dat weist eis, datt mer an der Politik allgemeng vill méi mussen eng „Well-being“-Approche hunn. D'Wuelbefannen ass nämlech u sech de Kinnekswee eraus aus dem Hamsterrad.

Mä d'Bild vum Hamsterrad huet och eng weider Bedeitung an et huet och eng Bedeitung an eiser Lëtzebuerger Politik, well dacks, an dat géllt fir eis alleguer, si mir an der Krautmaart-Bubble gefaangen an domadder u sech an engem politeschen Hamsterrad, am Business as usual. An déi Bubble an dee Business sinn dacks ganz wäit fort vun de Leit.

Natierlech brauche mer alleguer Ritualer. Si ginn eis Sécherheet, si schafen Zesummenhalt, si stëften och Identitéit. An och mir an der Chamber brauche Ritualer. Mä grad d'Budgetsdebatt ass fir eis, grad wéi och d'Debatt iwwert d'Lag vum Land, déi jo dëst Joer eréischt am Hierscht ass, méi wéi e Krautmaart-Ritual oder eng administrativ-technesch Pflichtübung. Et ass a bleift d'Hauptgesetz vum politesche Joer, mat deem d'Chamber d'Regierung autoriséiert, oder och net, fir hir Politik a boer Mënz ëmzesetzen. Einfach nënnen e politeschen Hamsterradlaf d'Budgetsdebatt definitiv net ginn.

An eng drëtt a lescht Bedeitung kënn der Metapher „Hamsterrad“ och makroekonomesch zou. „Gefangen im Hamsterrad“, nennt dat de Soziolog Fritz Reheis. An e schwätzt souguer vun enger „hannerhälteger Physik“, well wat ee méi séier am Rad leef, wat d'Rad och erëm méi séier dréit, an da muss de Wuesstumshamster erëm eng Kéier méi Gas ginn, fir matzehalen. A genee déiselwech Gefor besteet och, wann een dat makroekonomesch kuckt, bei eiser Wirtschaft als Ganz, well déi ass och an engem risegen Hamsterrad vun enger virun allem quantitativ gekuckter Croissance vum Bruttoinlandsprodukt, vum PIB also, ënnerwee.

An aus där vermeintlech positiver Réckkoppelung vun där PIB-Croissance kann awer séier en Däiwelskrees ginn, an dat iwwerens net just finanztechnesch, mä och gesamtwirtschaftlech, fiskalesch, ëmwelttechnesch, a wann een dat vun de Leit aus kuckt, och a Saache Logement, Mobilitéit, Gesondheitswiesen a virun allem och a puncto Familjepolitik.

Op déi éischtgenannten Aspekter wäert mäi Fraktiounskolleeg Gilles Roth de Mëtteg agoen an op de Beräich Familjepolitik mäi Fraktiounskolleeg Marc Spautz da muer de Moien.

Här President, mir wëllen als CSV-Fraktioun nämlech an dëser Budgetsdebatt dräi Schwéierpunkte setzen. Deen éischten ass déi genannte Familjepolitik, an dat am wäite Sënn. Mir denken hei net a Siloen, net a Ministère, mä mir denke vun der Famill aus, wou mer muer als konstruktiv Oppositionspolitik en ëmfaassende Familjepackage op den Dësch vun der Chamber wäerte leeë mat konkret fënneg Gesetzespropositiounen a siwe Motiounen, an dat mat engem kloere Leitmotiv: nämlech méi konkret a praktesch Fräiheet fir alleguer eis Famillje beim Choix vun hirem Familjen- a Liewensmodell. An dat net mat manner Stat bei der Ennerstëtzung, ganz am Géigendeel, mä awer kloer mat manner Stat beim Virschreiwe vum perséinleche Liewensmodell. Loosst lech also vum Marc Spautz iwwerraschen!

(Interruption)

Eisen zweete Schwéierpunkt ass d'Opweise vun der Differenz tëschent Usproch a Wierklechkeet vun dëser Regierung, dëser Koalitioun, dëser Majoritéit. Dat wäert de Gilles Roth an engem méi kriteschen, awer ëmmer nach konstruktive Bäitrag iwwerhuelen, virun allem awer och mat villen interessanten Alternativpropositiounen.

An eisen drëtte Schwéierpunkt an och de Schwéierpunkt vu menger Ried ass nieft dem Budget u sech d'Wuelbefannen oder den „well-being“ oder Bien-être, wéi Der et och ëmmer wëllt nennen. An dat u sech net als Slogan, mä als wierklech politesch Visioun, déi an eisen Aen och misst en Afloss op de Budget hunn an och op eis Wirtschafts- a Wuesstumspolitik, déi net nënnen d'eng reng quantitativ orientéiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis geet et also ëm d'Leit an hiert Wuelbefannen. Dat ass um Enn vum Dag eis Prioritéit. Am Engleschen nennt een d'Wuelbefannen „well-being“, et kënn also vun „gutt liewen“ an och vun „gutt sinn“, iwwerens och a grad am digitalen Zäitalter. Well ech mengen, den „digital-being“ muss och een „well-being“ sinn oder ginn.

Doriwwer eraus, an dat soen eis all relevant nei Studien, ass grad dat Digitaal och dee Beräich par excellence, dee fir qualitativen an nohaltege Wuesstum an domadder och fir eis Lëtzebuerger Economie prädestinéiert ass, an zwar inklusiv an net als neit digitaal Hamsterrad. Och do si mer mat der Digitaliséierung bei engem Punkt u sech, eigentlech bei enger Hällewull vu vernetzte Punkten, déi de Rapporteur André Bauler zum Schwéierpunkt vu sengem Budgetsrapport gemaach huet. Mir begrëssen dat, och wa mer am Detail net ëmmer mat allem averstane sinn.

Mä wann ech elo beim Budgetsrapport sinn, esou well ech hei am Numm vun der CSV-Fraktioun an och a mengem perséinlechen Numm dem André Bauler villmoos Merci soe fir säi ganz ausgeschaffte Budgetsrapport, an dat eben net just als Ritual, mä wierklech als bewusste Message, well de Budgetsrapport vun dësem Joer ass e Beweis fir déi sportlech - wéi hien dat nennt - „Fläissaarbecht“.

(M. André Bauler entre dans la salle plénière.)

Här Rapporteur André Bauler, ech soen lech nach eng Kéier villmoos Merci am Numm vun der Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm, wéi gesot net nënnen als Floskel, mä dat kënn tu ganzem Häerzen. Wéi gesot, de Budgetsrapport vun dësem Joer ass e Beweis fir déi sportlech - wéi Dir dat nennt - „Fläissaarbecht“ an och fir den Engagement vum Rapporteur. Also villmoos Merci nach eemol!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wuelbefannen ass en Element, dat sech schmäärzlech an deene ronn tausend Säfte souwuel vum normale Budgetgesetz wéi och vum Pluriannuel vermësse léisst. Mir soen als CSV ganz kloer: Wa mer wierklech eng Politik an domadder och e Budget fir d'Leit hei wëlle stëmmen, da muss mer dat änneren. Mir brauchen eng Politik an domadder e Budget, deen de Leit direkt an hirem Alldag, an hirer Famill, op hirer Aarbecht, an hirem Soheem, op hirem Wee op d'Aarbecht an och soss an hirem Zesummenliewen an eiser Gesellschaft zouguttkënn, a virun allem eng Politik, déi d'Schéier tëschent Aarm a Räich erëm méi no beieneefiert. A genau de Géigendeel hutt Der de Moien um Radio am Rapport vun der CSL héieren.

Mir erfannen hei d'Rad net nei. An dat ass och guer net noutwendeg. Schonns am 19. Johontert hat den Thomas Jefferson d'Suerg ëm dat mënschlecht Liewen an ëm d'Gléck als Zil vun all gudder Politik genannt. Mir kënnen awer och nach vill vun den nordesche Länner léieren, och vu Kanada an och vun Neuseeland. Well grad Neuseeland geet jo dëst Joer fir d'Éischt de Wee vun engem wierklech integrierten „Well-being“-Budget. Hei huet also

ënner dem Leadership vun der Premierminister Jacinda Ardern d'Wuelbefannen de Wee schonn an de budgetäre Mainstream fonnt.

An och dofir plädéiere mir als CSV fir e Budget vum Zesummewuessen. An „zesummen“ am duebele Sënn: zesummen als Gesellschaft, zesummen als Economie an och am Sënn vum Allgemengwuel. An dat ass definitiv - sidd mer dofir net béis! - méi wéi just Carpe diem wann d'Sonn schéngt, esou wéi eise Premier dat gesot hat.

Dat ass eis als Visioun e bëssen ze kuerz gegriff. An dofir hat ech och hei op dëser Plaz de Koalitiounsaccord als Schéiwiederpak kritiséiert. An dëse Budget, dee jo u sech soss näischt ass wéi eng budgetär Ëmsetzung vun deene sëlliche Mesuren, beweist dat leider op en Neits. Et sinn ënner dem Stréch soss näischt wéi Schéiwiederemesur fir e Schéiwiederpak. Mä eng wierklech politesch Visioun feelt eis.

Nach muss een awer dem Minister (veuillez lire : dem Finanzminister) an dem Premier och zegutthalen, datt den Usproch een anere war an ass. Esou hat den Här Bettel de Koalitiounsaccord jo als Programm vun der Wäitsichtgeeket, der Gerechtegeeket, der Nohaltegeeket, der sozialer Kohäsioun an der Kompetitivitéit bezecheent. All dat héiert sech gutt un. Mä och hei weist eis de Budget: Dat alles ass virun allem Fassad.

A leider gouf och eis éischt Analys vum Här Gramigna senge famése Weichstellungen an d'Zukunft och bei enger méi déif gräfender Lektür vum Budget bestätegt. Och hei sinn d'Weihe just d'richteg gestallt, wann ee souwuel dat makroekonomesch wéi och dat mikroperséinlecht Hamsterrad als Selbstzweck an Ideal ugesäit.

Mä ganz sécher gi mat dësem Budget keng Weichen a Richtung nohaltege Wuelbefanne vun de Leit gestallt! D'Regierung mécht vill méi dat, wat se am beschte kann: Si dréit mat der Gramigna-Weichstellung am Krees ronderëm sech selwer. D'Regierung ass gewässermoossen hiert eegent Hamsterrad. Mir ënnerstellen hei keng béis Intentioun, mir stellen einfach nëmme fest.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zum Budget selwer. An dee baséiert virun allem emol op ganz optimistesche Previsiounen. Hie baséiert sech op e prognostizéierte Wuesstum vum PIB vun 3 % fir 2019, 3,8 % fir 2020, 3,5 % fir 2021 an 3 % fir 2022. Dat erschéngt eis relativ optimistes. Zum Verglach: An der Eurozon leien d'Previsiounen fir 2019 bei plus 1,5 %. D'Previsiounen vun der Kommissioun fir Lëtzebuerg leie fir 2020 ëm 1,1 % méi niddreg wéi déi, op déi sech dëse Budget baséiert.

Da sinn d'Previsiounen awer net nëmme ganz optimistes, si sinn och nach zimlech onsécher, well de Stater sträicht nämlech methodologesch Problemer ervir, wat d'Ofschätze vum PIB ugeet. An dofir sot en och déi Verantwortlech vun der Banque centrale an der Kommissioun: „Mir schaffen op deem, wat mer hunn, mä mir wëssen net, ob dat, wat mer hunn, vill Wäert huet.“ Dat héiert sech no enger wackeliger, net ganz fiabeler Affär un.

Neen, mir sollen d'Zukunft net schwarzmolten. Mir solle se awer och net einfach mam Carpediem-Sonnebrëll kucken, well jo, souwuel de Premier wéi och de Finanzminister an och de Rapporteur hu recht, datt bis elo déi volkswirtschaftlech Rechnung nach ëmmer iergendwéi oppgaangen ass. Iergendwéi! Dofir froe mer eis: Ass et wierklech klug, sech op dëst „overschimmte Gléck“, esou huet de Pierre Werner dat 1987 an engem „Land“-Interview genannt, ze verlossen? Mir mengen net.

A mir si jo och hei a gudder aktueller Gesellschaft, well dës Virsiicht a vläicht och Kritik um iwwerstrapazéierten Optimismus si jo och de Grondtenor vu quasi sämtlechen Avisen zu dësem Budget.

Leider schéngt eis och hei de Budgetsrapport e bësse verschéinerend a verklärend ze sinn. Mä ech mengen, och dat gehéiert zum Budgetsritual.

D'Chambre de Commerce huet zum Beispill an hirem Avis virgerechent, datt, wann de PIB nämlech nëmme géif ëm 2,6 % zouhuelen amplat ëm 3 %, wat duerchaus kéint sinn, da géife mer 2022 mat enger Milliard manner Recetten dosto.

An da muss ech awer och soen, datt mer zimlech enttäuscht sinn, datt mer d'Wirtschaftszuele vun den éischten dräi Méint vun dësem Joer net virun de Budgetsdebatten, esou wéi mer dat gefrot hunn, presentéiert kritt hunn. Mir hoffen dann elo emol, datt dës dräi Méint déi optimistesche Prognose bestätegen. Well och wann d'Wirtschaft an d'Weltpolitik ëmmer weiderdréien, esou dréie se awer vläicht aneschter an och emol eng Kéier méi lues. Dofir ass et wichteg, sech grad an enger klenger Volkswirtschaft op de Weltmierer vun

der Weltkonjunktur net just op éiwegt Schéiwieder, wéi dat am Koalitiounsaccord vun dëser Regierung geschitt, an dëse Budget ass eng weider Illustratioun dovunner, ze verlossen.

Dofir jo, mir wëllen dat schéint Wieder vum Ament genéissen, mä mir sollen doraus keng Dugend maachen a gläichzäitig och eist Land weider wiederfest maachen. A mir mussen eise Wuesstum méi nohaltege gestalten. Mir dierfen net just op de Sand vun der Weltkonjunktur bauen. A gläichzäitig muss mer gewesse Risike vun der Weltkonjunktur anticipéieren. Ech denken hei just un d'Beispill vum Brexit oder och un den Handelsstrait tëschent China an den USA.

D'Statsschold an déi budgetär Ziler - och e Ritual bei der Analys vun engem Budget.

Wat d'Statsschold ugeet, esou hale mer an enger éischer Phas emol fest, datt se zumindest an absoluten Zuele klëmmt. Richteg ass awer och, datt se relativ zum PIB, well mer vun enger Steigerung vum PIB ëm 22 % an där gesamter Period ausginn, erofgeet.

2013 hate mer eng Schold vun 11 Milliarden, 2022 leie mer bei 13,2 Milliarden, 18,4 % vum PIB. Mir kënnen also festhalen, datt d'Regierung d'Scholdkritäre vu Maastricht respektéiert an och dee famésen OMT, den Objectif budgétaire à moyen terme. Mä dat ass ongeféier esou, wéi wann ee sech mengt, wann een an der Schoul just eng Genügend geschriwwen huet. E Schold-Musterschüler ass dës Koalitioun domadder sécherlech net.

Zentral ass, datt d'Verhältnis tëschent den Investitiounen an der Schold stëmmt an datt och dës Schold rasonabel bleift, an zwar rasonabel net just no europäeschen, mä och no Lëtzebuerger Normen. Well mir sinn effektiv eng kleng an duerchaus „atypesch“, esou wéi den Här Bauler dat gesot hat, Economie. An ech géif och nach derbäifügen: Och eis Schold mécht ënner dem Stréch nënnen da Sënn, wa se konkret de Leit eppes bréngt.

Här President, ech kommen dann zum Budget u sech. An hei ass et fir eis zentral, datt en nohaltege ass. Well ouni Nohaltegeeket kee Wuelbefannen an ouni Wuelbefannen, an dat ass jo dat, wat mer gären hätten, hu mer keng gutt Politik gemaach.

Ech fänke bei de Recetten un. An hei ginn et ganz vill Incertituden. 2018 waren d'Recetten exzeptionell héich. Am Zentralstat ass déi ominés schwaarz Null geschriwwen ginn. Dat ass u sech eng gutt Saach, esou eng schwaarz Null, well Scholde sinn ni gutt.

(Interruption)

Nach muss ech awer soen, datt fir eis déi schwarz Null och keen Dogma ass, grad wéi d'Maximisierung vun der PIB-Croissance kee Fetisch ass. Wichtig si fir eis, wéi gesot, d'Wuelbefannensresultater fir d'Leit.

Mä ech kommen nach eng Kéier zrëck bei déi aussergewéinlech héich Recettë vun 2018. Déi si virun allem op d'Aféierung vun der automatischer Besteuerung bei der Kierperschaftsteuer an op e massiiv Akasséiere vun den Arriären zrëckzeféieren. Mä och déi kasséiert een nëmme eemol an. An dofir gesäit et fir 2019 schonn erëm ganz anescht ass. Fir 2019 ass dann och nëmme méi eng Steigerung vun de Recettë vun 2 % virgesinn. 2019 wäerte mer am Zentralstat dann och 650 Milliounen Defizit maachen.

Déi Joren duerno ass dann op eemol erëm eng Steigerung vun de Recettë vun an der Moyenne 5,5 % ageplangt. Duerch wat awer op eemol déi zousätzlech Steigerung vun de Recetten ab 2020 kënn, ass leider néieren erklärt. An och dat mécht dës Previsiounen esou onsécher.

Eng Hällewull Onsécherheete schwiewen also iwwert dësem Budget, speziell och iwwert de Recetten. Ech ginn hei just op dräi Punkten an:

Éischtens, déi gréisst Inconnue: de Wuesstum, d'Konjunktur.

Zweetens, déi ugekënnegt Steierreform. Wéi eng Konsequenzen huet déi ugekënnegt Steierreform? Just nach eng Steierklass a kee verléiert? Da misst een dat an de Budgetsprevisiounen gesinn. Do mierkt een awer näischt. Oder war dat nëmme eng Seefeblos, an eidelt Versprechen, fir Stëmmen ze sammele virun de Wahlen? Zumindest dat géif de Pluriannuel bestätegen, an dat emol eemol mat zimlecher Certitude.

En drëtte Punkt: Wéi een Afloss huet d'Erofsetze vun der Betriebsbesteuerung? Wéi een Afloss huet d'Erweiderung vun der Tranche, op déi den niddrege Steiersaz vu 15 % applizéiert gëtt?

Als CSV begrësse mer dës Moosnam. Mir mussen eis Betriber kompetitiv halen. Mir hunn dat och virun de Wahle gesot. Ech ka mech

awer do nach ganz gutt un d'Reaktiounen vun der LSAP an deene Gréngen erënneren. An et wär schonns interessant ze héieren, wat si dann haut vun dëser Moosnam halen.

Wat awer nach ëmmer net kloer ass, dat ass d'Fro: Wéi gëtt an den nächste Joren op weider Verbreederunge vun der Base impossible reagiert? Gëtt den IRC am Sënn vun der Kompetitivitéit nach weider erfogusat an den nächste Joren? D'Betriben brauchen hei ganz einfach Kloerheet a mir als CSV hätten och gäre Kloerheet an dëse Froen.

Wéi een Afloss dës Mesuren elo op de Budget hunn, ass net genau bekannt. D'Zentralbank seet sech an hirem Avis erstaunt driwwer, dat de Budget 2019 absolutt keng Estimatioun gëtt vum Käschtepunkt vun dëse Mesuren.

Ben, de Finanzminister hat a senger Virstellung vu 50 Milliounen ab 2020 geschwat. Am Budget fanne mer déi net erëm. Hie kann eis déi da vläicht herno nach eng kéier erklären.

Dës dräi Punkten - ongewëss Wuesstumsprognosen, ugekënnegt Steuerreform, mä näischt am Budget virgesinn, Betriebsbesteuerung - sinn nëmme dräi herausgepickte Beispiller a weisen dach, wéi vill Incertituden op der Recettésäit dëse Budget kennzeechen. Hei kann ee scho bal soen, e Wiederbericht iwwer Wochen ass da schonns bal eng exakt Wëssenschaft dergéint.

De Budget vun den Depensen - e Spigelbild u sech vum Kouhandel Koalitionsaccord.

Op der Depenssäit muss mer nämlech feststellen, dat et sech hei nu wierklech ëm e Fourre-tout-Budget handelt. Nach emol: Sécherlech ginn et eng ganz Partie flott a sënnavoll Einzelmessuren. Mä nach gesäit de Budget wierklech wéi e Sammelsurium vun Einzelmessur virun allem vun de verschiddene Ministereen a Koalitionspartner aus. De Kouhandel vum Koalitionsaccord spigelt sech asoufern e bëssen am Kuddelmuddel vum Budget erëm. A beim Pluriannuel kënn dat bei de Kuddelmuddel nach derbäi, dat vill bekannt Depensen emol nach net berücksichtegt sinn.

Fir d'Joren 2020-2022 gesäit de Budget pluriannuel also net nëmme eng méi héich an onerklärten Zounam vun de Recetté vir, wéi ech et elo grad beschriwwen hat, mä op där anerer Säit och nach eng onerklärte méi lues Steigerung vun den Depensen. Wéi och dat soll erreecht ginn, steet wahrscheinlech an de Stärken, well dës Diminution ass virgesinn, eischtens, trotz enger Rei vun neie Mesuren, déi d'Regierung selwer chiffriert op 247 Milliounen fir 2019 an op 375 Milliounen fir 2022, an trotz awer enger ganzer Partie Mesuren, déi nach net chiffriert sinn. Och hei hu mer et also mat enger gewëssener Schéimolerei ze dinn.

Richtig ass: Schwaarmolerei ass falsch. Mä geneesou falsch ass awer och eng Schéimolerei bei den Ausgaben, well dat kann an d'A goen, souwuel am Private wéi och an der Politik.

Weider muss ee sech dann och d'Fro stellen, wat e Pluriannuel definitiv wäert ass, wa bekannt Elementer net berücksichtegt ginn. Och hei just ee Beispill: de Chèque-service. Am Moment gëtt e chiffriert mat 421 Milliounen fir 2019. Mir hunn eng Steigerung vun 9,5 %. Hei kënnn elo eng gratis Kannerbetreuung an de Maisons relais derbäi während der Schoulzäit. Onofhängeg dovunner, wat een dovun hält, misst een awer, mengen ech, kënnen ofschätzen, wat esou eng Mesure zirka géif kaschten.

Ben, an der Finanzkommission hat ech den Här Gramegna gefrot, wéi dës Mesure soll ausgesinn a wat se géif kaschten. Hie sot mer, ech soll den zoustännege Minister froen. Ech hunn dunn och den zoustännege Minister gefrot, an deen hätt mech wahrscheinlech erëm gradesou gäre bei den zoustännege Finanzminister geschéckt. Dat konnt en awer net méi maachen, du krut ech einfach keng Antwort.

Et ka jo awer net sinn, dat een einfach emol Saachen annonciert - zumindest a menger Logik net -, ouni sech awer nëmme e bësse Gedanke gemaach ze hunn, wat et kéint kaschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vu pluriannueller Planung schwätzen, wann ech vu Wuelbefanne schwätzen, da muss ech och de Beräich vun der Sécurité sociale uschwätzen. Déi sozial Ofsecherung ass ee wesentlechen Aspekt vum Wuelbefannen. A praktesch all Avis gëtt d'Problematik ernimmt, am Budgetgesetz selwer gesi mer net vill dovunner.

Ech weess, dat mat dësem Sujet keng gëlle Kou ze gewannen ass. Mä et ass awer e Fait, dat mer hei risquéieren, e gréisser Problem ze kréien. D'Zentralbank, de Conseil national des finances publiques, d'Chambre de Commerce an de Groupe de travail européen sur le vieillissement démographique bemierken alleguer, dat, wa sech näischt ännert an eiser Politik, dann trotz eise Wuesstum eis zolidd Reserv,

déi mer am Moment hunn, relativ séier opgebraucht wäert ginn a sech wäert ëmwandelen an eng galoppéierend Schuld.

An enger Generation wäerten d'Käschte fir d'Pensionen sech verduebelt hunn an d'Käschte vun der Assurance dépendance sech verdreifacht hunn. Et ass alles anescht wéi nohalteg, fir dëse Problem einfach ze ignoréieren.

Deen, deen an der Verantwortung ass, muss och Verantwortung iwwerhuelen. Et geet, wéi gesot, net nëmme duer mam Carpe diem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Programmation pluriannuelle baséiert also eischtens op optimistesche Wuesstumsprognosen, zweetens op onschere Wuesstumsprognosen, drëtens op prognostizierte Recetten an Depensenentwécklungen, déi net erkläert ginn, véiertens op Prognosen, déi eng Partie ugekënnegt Schéiwiedermessuren net berücksichtigen.

An anere Wieder: Dëse Budget riskéiert, op konjunkturellem Dreifsand gebaut ze sinn. An dësen Text ass alles anescht wéi nohalteg. Wou den Här Bauler do deen Dugenddräck vu wirtschaftlecher Attraktivitéit, Nohaltegkeet a sozialer Kohäsion gesäit, dat gesi mir net esou direkt. Mir jiddfalls gesinn hei eischter e Warndräck fir d'Zukunft. Derbäi kënn, datt vu Wuelbefannen emol keng Ried ass, wat engem awer muss ze denke ginn.

E bessert Wuelbefanne vun de Leit muss eist Zil sinn, muss och eist budgetéiert Zil sinn. A fir et kloer ze maachen: Mir als CSV sinn net géint de klassesche PIB-Wuesstum. Mä mir muss méi op d'Qualitéit setzen an eben och grad op d'Liewensqualität vun de Leit, vun de Leit alleguer.

Mir brauchen och an Zukunft e quantitative PIB-Wuesstum. Mir brauchen och an Zukunft Recetten, fir kënn Suen auszeginn. Dat ass evident. Mä mir gesinn de Wuesstum awer net als Selbstzweck un. Oder wéi den Tim O'Reilly sot: „Sue si wéi Bensinn am Auto. Et muss een oppassen, ëmmer genuch am Tank ze hunn. Mä een erfollegräiche Betrib oder e gutt Liewe si keng Rees duerch d'Tankstellen.“

Genuch am Tank, virun allem am Iddientank, muss och eis Ekonomie hunn. Fir eis ass d'Ekonomie dee Pilier an all Land, dee fir d'Entwécklung ausschlaggebend ass. Dofir begrësse mer och, dat zousätzlech an d'Attraktivitéitszone soll investéiert ginn, well eis kleng a mëttel Betriben sijn eist Rückgrat a brauchen déi noutwendeg Ennerstëtzung.

Mir sollen, esou den EU-Conseil, wa mer nei Betriben unzéien, virun allem Aktivitéite mat héijer Plus-value sichen. An dës Secteure setze breet op d'Recherche an d'Innovation. E qualitative Wuesstum erfuerdert deemno och zousätzlech Efforten an der Recherche an der Innovation an nach e bessert Zesummeschaffe vun der Fuerschung an de Betriben. Mir brauchen och méi Fuerschung am private Secteur.

Et géllt am Allgemengen, eis Ekonomie dohinnerzebréngen, datt si sech nach weider diversifizéiert an eis mat innovativen, ressourcësichounenden a qualitativ héichwäertege Produkter an Déngschleeschtungen ofzeechent.

Zur Ekonomie gehéieren awer och vill méi buedemstänneg Wirtschaftssectoren: eis Landwirtschaft, eise Gaardebau, eise Wäibau. An am Sënn vun der Nohaltegkeet solle mer, esou wéi an all anerem Wirtschaftsberäich och, d'Ressourcësichounen ennerstëtzen, d'Recherche an dësem Beräich férdere, Innovationen ennerstëtzen, d'Regionalitéit geziilt férdere. D'Liewensmittelproduktioun ass immens wichteg fir eis.

Fir de Wuesstum anstänneg ze begleeden an och ze anticipéieren an net hannendrunzéhaken, brauche mer eng performant Landesplanung. An och an dësem Punkt hat Bettel 1 séiert Handele versprach. No engem Weekend zu Clief sollt alles geregelt sinn. Ech weess jo, datt d'Eisler Loft gutt ass. Mä an deem Fall hat d'Regierung net nëmme d'Wierkraaft vun där gudder Loft, mä och vu sech selwer komplett iwwerschat.

A wann ech vun „anständiger Landesplanung“ schwätzen, da gehéiert hei och d'Entwécklung vun der Nordstad derzou. An da sinn ech bei de Gemengefinanzen. Dir wësst, datt mer mat der Reform net averstane waren an och nach ëmmer net sinn, well déi flächeméisseg grouss Gemenge regelrecht bei d'Liesset gelooss ginn. De Gilles Roth hat hei eng ganz Partie Amendementer gemaach. Hannert deene sti mir nach ëmmer 100%eg.

Elo gëtt awer am Budgetgesetz iwwert den Artikel 26 geregelt, wéi d'Dotatioun vun de Gemengen no der sougenannter „population ajustée“ berechent gëtt. Wann d'Regierung um Prinzip festhält, wat se jo gemaach huet, datt all d'CDAs weinst hire regionalen Aufgaben an Ajustement kréien, dann ass et net ze verstoen,

firwat datt just Ettelbréck-Dikrech hei net berücksichtegt gëtt. De Bipôle Ettelbréck an Dikrech souwéi och Esch sinn als „CDA d'ordre moyen“ klasséiert.

An an deem Sënn deposéieren ech hei nach eemol eisen Amendement, mat deem mer eng Zwëschenetapp a Richtung Gläichbehandlung mat deem anere CDA d'ordre moyen virschloen, an zwar datt de Bipôle Ettelbréck an Dikrech zumindest d'selwecht behandelt gëtt wéi déi aner CDA-regionallen, nämlech en Ajustement vu 5 % op senger Bevëlkerung kritt. Dëst wär e kloert Zeechen, e positivt Zeeche vun der Regierung am Sënn vun enger méiglecher Fusioun an et wär net Ueilech op d'Feier fir d'Fusionsgéigner.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Wannechgelift!

Amendement 1

Projet de loi 7450 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019

Amendement concernant le point 1 de l'article 26

Le point 1 de l'article 26 prend la teneur suivante :

*Art. 26. Fonds de dotation globale des communes
1° L'article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a) prend la teneur suivante :*

« 82 pour cent entre les communes d'après la population ajustée, l'ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité et effectué avec la somme des pourcentages définis comme suit :

i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, de Junglinster, de Mersch, de Redange-sur-Attert, de Steinfort, de Diekirch et d'Ettelbruck à raison de 5 pour cent. »

Exposé des motifs

Le programme directeur de l'aménagement du territoire de 2003 a défini un système des centres de développement et d'attraction qui distingue trois catégories : les CDA d'ordre supérieur, les CDA d'ordre moyen et les CDA régionaux.

Le noyau urbain de la « Nordstad » a été classé dans la catégorie centre de développement et d'attraction d'ordre moyen. Selon le programme directeur d'aménagement du territoire de 2003, « le territoire de la « Nordstad », centré sur le bipôle Ettelbruck-Diekirch, est défini en tant qu'espace à développer. Le développement du territoire de la « Nordstad » devra permettre de constituer une zone urbaine multifonctionnelle, faisant office de bassin d'emplois et de services aux régions rurales limitrophes, notamment celles du nord du pays. La position géographique de la « Nordstad », située entre les espaces ruraux nord et l'agglomération de la Ville de Luxembourg lui donne une importance stratégique fondamentale qu'il est impératif de valoriser et de renforcer, afin d'éviter une dépendance accrue des espaces ruraux du nord du pays à la région Centre. Le développement de la « Nordstad » implique une coopération plus étroite entre les communes concernées et l'État, afin de coordonner au mieux les besoins de développement, et les formes d'occupation du sol qui en découlent, avec les contraintes (par exemple les zones inondables, servitudes paysannes,...) et les potentialités (par exemple bonne accessibilité par les transports en commun) caractérisant cet espace. »

En 2006, l'État luxembourgeois avait signé la convention de la composition de la « Nordstad » avec les six communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Ettelbruck, Erpeldange, Diekirch et Schieren. La convention actuelle (2014-2019) a été conclue par ces six communes avec le Gouvernement en date d'avril 2014. Elle constitue la base légale de la collaboration entre les communes de la « Nordstad » et l'État luxembourgeois, pour une période de cinq ans et spécifie l'attente du Gouvernement à l'égard de la « Nordstad », son importance pour le développement national et son processus d'intégration.

Depuis l'automne 2018, le projet d'une fusion de plusieurs communes de la « Nordstad », longtemps considéré comme une idée abstraite, se concrétise de plus en plus. En effet cinq des six communes se sont déclarées favorables au débat en vue d'une fusion.

Afin de promouvoir cette initiative, il est proposé de conférer aux deux plus grandes communes de la « Nordstad », à savoir les villes d'Ettelbruck et de Diekirch, le statut de centres régionaux de développement et d'attraction. Ce « coup de pouce » devra soutenir les deux communes dans leurs efforts de diversifications au niveau de l'offre scolaire, médicale, culturelle et artistique, au ni-

veau de la construction de nouveaux logements et au niveau de l'offre commerciale et de services.

Selon le programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 les villes d'Ettelbruck et de Diekirch devraient être reconnues comme centre de développement et d'attractivité (CDA) moyen dans le contexte de la répartition des finances communales. Or, tel n'est pas le cas. La proposition susmentionnée est dès lors à considérer comme une étape intermédiaire. En effet, cette situation doit être redressée au niveau des finances communales au plus tard au moment où une fusion éventuelle des cinq communes serait devenue réalité.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Léon Gloden, Aly Kaes, Gilles Roth, Marco Schank.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Lëtzebuerg brauch zolidd Investissementen an Infrastrukturen, dëst souwuel am Beräich vun der Digitalisation wéi och am Beräich vun der Mobilitéit, dem Logement an esou weider. A mir däerfen net vergiessen, datt och hei de Wuesstum eis am Hamsterrad lafe léisst. Mir hänken nämlech elo schonns hannendrun. Mir brauchen awer erëm Wuesstum. Dëse Wuesstum brauch erëm nei Infrastrukturen an esou weider. An ob dat, wat am Budget virgesinn ass, duergeet, ass doduerch schwéier anzeschätzen, virun allem och, well dat, wat am Budget steet, jo och nach meeschtens net komplett émgusat gëtt. De Gilles Roth wäert de Mëtteg nach eemol dorobber agoen.

Fir e qualitative Wuesstum, awer och fir de Bien-être brauche mer eng héichwäerteg Education. Mat dësem Budget investéiere mer vill Suen an dëse Beräich. Dat ass och gutt esou. Et geet ëm eis Zukunft. Allerdéngs huet den Här Meisch schonns vill deier Reformen duerchgeboxt, huet vill Gremie geschaaft, wou ee sech ka froen, wat et bruecht huet.

Mir erwaarden eis eng Evaluation vun all deene betraffene Mesuren an déi noutwendeg Upassungen am Sënn vun enger besserer Ausbildung fir eis Kanner a fir eis Jugendleche.

Zum Wuelbefanne gehéiert och bezuelbare Wunnraum. Am Géigendeel zu Bettel 2, dee virun allem op de Locatif setzt, wëlle mir eis net komplett vum Eegenheem verabschiden. Dat huet och eppes mat eiser Lëtzebuurger Kultur ze dinn.

De Budget vum Logementsministère, dee geet elo fir 2019 ëm 6,8 % erop. Ass dat ee Garant, fir de Problem ze léisen? Ech mengen, eischter net!

D'Chambre des Fonctionnaires seet an hirem Avis, datt d'Regierung zwar seet, si géif d'Efforte weiderféieren an matière de logement. Si seet awer och, datt se leider keng konkret an effikass Mesuren erkennt, fir géint dës desastreëse Situatioun virzegoen. Abee, mir erkennen och nach keng!

A wann d'Regierung seet, si géif d'Efforte vun deene leschte Jore weiderféieren, da muss ech awer soen: Eischtens geet dat net duer an zweetens ass dat net schwéier, well an deene leschte fënnef Joer si vun éffentlecher Säit nämlech nëmme ëm déi 1.500 Wunnenge gebaut ginn, an dat bei engem Zouwuess vun iwwer 50.000 Leit hei zu Lëtzebuerg. Dat ass definitiv just eng Drëps op de gliddege Steen. An och hei wäert de Gilles Roth de Mëtteg nach eng kéier mat konkrete Proposen drop agoen.

Ee weidere groussen Defi fir eist Land am Kontext vum Wuesstum, dem Wuelbefannen, ass d'Nohaltegkeet, ass de Klima, ass d'Ëmwelt. De Budget, dee fir d'Ëmwelt zur Verfügung gestallt gëtt, steigt laut Här Gramegna ëm 50 %. 20 % vun de Gesamtinvestissementer vum Stat géife fir d'Ëmwelt an de Klima agesat ginn. 2022 sollen dat 23 % sinn. Awer et ass, fir eis zumindest, net konkret erauszefannen, wou dës Investissementer solle gemaach ginn.

Fir 2030 huet Lëtzebuerg sech dann als Zil gesat, fir d'Zäregaser ëm 50 % bis 55 % ze reduzéieren. Schätzungen no wäerte mer dat gesatent Zil fir 2020 emol net erreechen. Fir 2020 huet Lëtzebuerg sech 11 % als Zil gesat fir den Undeel an erneierbaren Energien an eise Gesamtbedarf, a fir 2030 huet Lëtzebuerg sech 23 % als Zil gesat. D'Fro, déi sech awer stellt, ass: Wéi kënn mer dës vun der Regierung selwer gesaten Ziler erreechen? Wéi kënn mer et erreeche mat deem Wuesstum, dee mer brauchen, fir dëse Schéiwiederpak émssetzen?

Äntwerten heiropp krute mer nach keng. Beim Setze vun Ziler misst eng Regierung sech jo awer genausou wéi beim Annonciéieren vu Mesuren am Virfeld Gedanke maachen iwwert



d'Konsequenze vun dësen Annoncen. Ech soe jo och net, ech géif elo hei 25-mol d'Rad schloen, wann ech emol net weess, wéi ech et eemol géif schloen, hei an der Chamber. Also et misst ee jo méi virausschauend plangen!

(Interruption)

Entweder huet d'Regierung sech tatsächlech nach keng Gedanke gemaach; da ka si eis et och net soen. Dann ass et awer alles aneres wéi virausschauend Politik, dann ass et Konzeptlosigkeit. Oder si huet et geplangt, ass awer net transparent, wat och näischt Neies wär. An dofir hätte mer einfach gare Kloerheet.

Allgemeng muss ee soen, an ech mengen, do si mer eis alleguer eens, ass et wichteg, datt mer manner Energie verbrauchen. Dat misst dann zum Beispill och Konsequenzen op d'Standuerpolitik hunn. Awer wéi eng Standuertpolitik maache mer? Wa mer Froen zum Energieverbrauch vu Google zum Beispill stellen, da kréie mer keng zefriddestellend Äntwerten.

Ech sinn dann elo emol gespaant, ob mer Äntwerte kréien iwwert déi geplangt Holzverbrennungsanlage vu Lenzweiler, wouzou den Emile Eicher eng Question élargie ugefrot huet.

Och wat d'Elektroautoen ugeet: D'Primmen, fir dës ze ënnerstëtzen, hate mir schonns 2011 agefouert. De Marco Schank war dat. Bettel 1 hat se ofgeschaaft, a si féiere se elo erëm als grouss Errungenschaft an. Et muss een awer och soen, datt et och hei kee Schwaarz a Wäiss gëtt. Dat wär näamlech ze einfach! Hei mussen och d'Ëmwelt an de sozialen Impakt bei der Fabrikatioun vun den Elektroautoe berücksichtegt ginn, d'Extraktioun an de Raffinage vu Metaller fir d'Batterien - Kobalt, Lithium -, hiert Asamelen an hire Recyclage, wat ganz dacks Kanerarbeit ass. Hei muss mer global kucken.

Als CSV soe mer, datt Lëtzebuerg ganz geziilt d'Recherche am Beräich vun alternativen Energiequelle sollt férdere. Et gi jo och nach aner Alternative wéi d'Elektromobilitéit. Ech denken do zum Beispill un de Waasserstoff als Energiequell.

Vu datt e groussen Deel vun den Zäregaser op de Stroosseverkéier zréckzeféieren ass, sinn am Budget eenzel Mesurë virgesinn, anerer waren an der Diskussioun, awer och hei ass viles nach net kloer:

Den öffentliche Transport gëtt gratis. Dat kascht eis alleguer 40 Milliounen d'Joer. Vill méi wichteg wär et allerdéngs, den öffentliche Transport esou séier wéi méiglech effikass, séier, zouverlässeg an attraktiv ze maachen, an dat och flächendeckend. Fir d'Gratuitéit ze finanzéieren war d'Reduzierung vun der Kilometerpauschal annonciert ginn. Wat kënnt hei op eis zou? Am Budget ass näischt ze fannen.

Fir eis als CSV ass et kloer, datt mer doduerjer net kënnen déi Leit am ländleche Raum, wou den öffentliche Transport net gutt funktionéiert, déi also net vun der Gratuitéit kënnen profitéieren, zweemol schloen.

Dann huet dës Regierung decidéiert, de Spritt méi deier ze maachen, fir datt eben ëmgeduecht gëtt a puncto Mobilitéit, een Cent um Bensinn, zwee Cent um Diesel. Hei stelle sech awer och d'Froen: Wat bréngt dat der Ëmwelt konkret? Wat bréngt et der Ëmwelt global gesinn? Gëtt doduerch manner Auto gefuer? Gëtt just éierens anescht getankt? Wat bréngt et dem Stat? Wat kascht et de Stat? An hei ginn d'Meenunge ganz wäit ausereen, an och do wäert de Mëtteg de Gilles Roth nach eng kéier drop goen.

Den Här Gramegna sot bei RTL, datt Lëtzebuerg mat där liichter Augmentatioun den Ziler aus dem Paräisser Accord méi no kéim. En huet gemengt, duerno misst een da monitoren, an hie sot, et kéim elo net onbedéngt all Joer zu enger Akziserhéijung.

Den Här Turmes sot allerdéngs an engem Artikel am „Tageblatt“ vum 27. März - ech zitieren aus deem Artikel: „Meine Aufgabe ist es, das Land ultraeffizient zu bekommen“, so Turmes. Ein Weg dorthin führt über den Geldbeutel der Konsumenten. „Diese Regierung muss die Besteuerung hochfahren“, sagte Turmes. Um zu verhindern, dass empörte Bür-

ger sich der Gelbwesten-Bewegung anschließen, schlägt er „kleine Schritte“ vor. „Wenn die Ökosteuer auf Raten eingeführt wird, werden es die Verbraucher nicht bemerken“, hofft Turmes.“

Dat ass jo emol eng interessant Ausso vum Här Turmes. An dofir eis Fro: Wat heescht „Ökosteuer auf Raten“? Fir eis kënnen e Bild ze maachen, ass och hei Transparenz a Kloerheet gefrot.

Am Klima an am Energiefong sinn da fir 2019 zum Beispill 715 Milliounen als Avoir virgesinn. Mir denken, datt dës Sue sennvoll am Kampf géint de Klimawandel sollen agesat ginn. An och hei stellt sech d'Fro: Wat huet d'Regierung geplangt, fir ebe grad méi en nohaltegen, ressourcéschonende Wuesstum positiv ze férdere?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauche Wuesstum. Mä mir brauchen e Wuesstum, deen de Leit hirem Wuelbefannen eppes bréngt. Deen aktuelle Wuesstum bréngt och ganz vill Problemer mat sech. A mir moossen och zanter 2009 hei zu Lëtzebuerg de PIB du bien-être. Mir moossen hei ganzer 63 Indicateuren an 11 Kategorien, déi do sinn: de Revenu an de Patrimoine, den Emploi, de Logement, d'Santé, d'„work-life balance“, d'Education, d'Lien-socialen, d'Gouvernance, d'Ëmwelt, d'Sécherheet an och de subjektive Bien-être.

Nach emol: D'Wuelbefanne vun de Leit muss am Mëttelpunkt vun der Politik an och vum Budget stoen. Mir riskéieren awer, am Hamsterrad vum Wuesstum ëmmer méi séier mussen ze dréien. Ech erënneren nach eng kéier un dem Fritz Reheis seng „hannerhätteg Physik“, déi e beschriwwen huet. An da riskéiere mer dann awer iergendwann eng kéier, wann d'Fliehkraft ze vill staark wierkt, datt mer do erausgeschleiert ginn. An dat ka wéidinn. De Serge Wilmes wäert an deem Sënn eng Interpellatioun iwwert de PIB du bien-être ufroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir plädéieren als CSV fir eng Politik, fir e Budget, deen d'Wuelbefanne vun de Leit integréiert a

kloer férdert, an net fir nach méi Hamsterrad, wéi gesot, och net fir en neit digitaalt Hamsterrad 2.0.

Ech kommen zréck bei mäi Bild vum Ufank: D'Hamstere sinn näamlech méi gewéizt wéi mir Mënschen. Wann et hinnen ze bont gëtt, da klamme si eraus aus dem Hamsterrad. D'Wuelbefannen ass de politesche Schlëssel zum Wuelstand.

Et gëtt do iwwregens an Neiseeland ee schéint aalt Spréchwuert vun de Maori; dat ass u sech déi indigen Populatioun vun där schéiner Insel. An ech mengen, déi Leit, déi Kanner hunn, déi den Disney-Film „Moana“ kennen, wëssen, vu wat ech hei schwätzen. An dës Spréchwuert huet och grad am digitalen Zäitalter näischt vu senger Richtegkeet verluer: Wat ass dat Wichtigst op der Welt? An d'Äntwert ass net: „De Budget!“, d'Äntwert ass: „Menschen, Menschen, Menschen!“

„Māori“ heescht iwwregens „normal“ oder „natierlech“, also: bei de Leit, sou wéi och d'Politik vun der Regierung misst bei de Leit sinn, wat awer leider dacks net de Fall ass. Derbäi kënnt, datt de Budget och nach op konjunkturellem Dreifsand gebaut ass an domadder alles aneres wéi nohalteg ass. An da sinn d'Weichen am Dreifsand, ech hunn et scho gesot, och nach ouni erkennbart Zil gestallt, ouni genuch Schinnen ze leeën.

Sou kann dat net funktionéieren. Sou kann dat och net funktionéiere mam Wuelstand. An aus all dëse Grënn kënnen mir dem Budget net zoustëmmen.

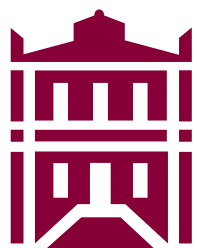
Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Mir fueren de Mëtteg ëm Punkt zwou Auer weider mat den Debatten iwwert de Budget.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 11.43 heures.)



SÉANCE 18

MERCREDI
24 AVRIL 2019

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Fernand Etgen, Président
- 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :
 - le Code de la sécurité sociale ;
 - le Code du travail ;
 - la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
 - la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
 - la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;
 - la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
 - la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)

et

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Discussion générale (suite): M. Eugène Berger (interventions de M. Alex Bodry, M. Mars Di Bartolomeo, M. Guy Arendt et M. Serge Wilmes) - M. Alex Bodry (intervention de Mme Octavie Modert) - Mme Josée Lorsché - M. Sven Clement (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Charles Margue) (dépot de la motion 1) - M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Eugène Berger) - M. Gilles Roth (interventions de M. Alex Bodry, M. Pierre Gramegna et Mme Josée Lorsché) - M. Yves Cruchten - M. Henri Kox (interventions de M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Marco Schank et Mme Martine Hansen)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen, Här President.

M. Fernand Etgen, Président. - Dat schéngt net de Fall ze sinn.

2. 7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le Code du travail ;

3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung »)

4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des re-

cettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et



Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtteg mat den Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2019 an iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2018 - 2022 virun. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

► **M. Eugène Berger (DP)**. - Här President, d'Trauer an de Respekt, déi dat ganz Lëtzebuerg Vollek zanter gëschter zum Ausdrock bréngt, soe genuch iwwert d'Verdéngschter vum Grand-Duc Jean fir eist Land. Ech wëll mech de Wieder vum Chamberspräsident an dem Statsminister uschlëssen an der groussherzoglecher Famill am Numm vun der DP-Fraktioun eist häerzlecht Bäileed ausdrécken.

Här President, et ass net a menge Gewunnechten, fir mat engem eegenen Zitat unzefänken. Ech maachen et awer dës Kéier eemol, well et ass och nach net esou laang hier ...

► **M. Alex Bodry (LSAP)**. - Altersphenomeen.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**. - Dat ass kurz virum Schluss.

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP)**. - Ech soen et awer. Ech zitieren also: „D'Gerechtheet, dat ass, wat eng Gesellschaft, wat eis all hei am Land zesummenhält. Well nëmmen an der Solidaritéit si mer staark a kënne mer eng gutt Zukunft fir jiddwereen opbauen. An dës Koalitioun ass gewëllt, fir och déi nächst fënnf Joer keen um Rand vun der Strooss stoen ze loosse, mä jiddweringem déi beschtméiglech Chancen ze ginn.“

Dat hunn ech relativ zent am Ufank vu menger Analys zur Regierungserklärung am Dezember 2018 gesot gehat, well d'Gerechtheet zitt sech wéi e sozialliberale Fue dem duerch de ganze Programm, dee sech d'Regierung Bettel 2 ginn huet.

A méi Gerechtheet, dat ass fir dës Regierung keen eidelt Versprieche, mä si fiert eigentlech nëmmen do weider, wou se opgehalen huet am Oktober, weider nom Motto: „Gesot, gemaach!“ Well, knapp drai Méint méi spéit, am Mäerz 2019, huet de Finanzminister Pierre Gramegna am Numm vun der Regierung e Budget deposéiert, dee jo genau déi Akzenter setzt, déi de Premier Xavier Bettel ugekënnegt hat. Akzenter fir sozial Gerechtheet, Gerechtheet fir déi nächst Generationen am Sënn vun dem Klimaschutz, vun der Nohaltegkeet, awer och Gerechtheet fir d'Betriber, déi eis Wirtschaft um Dréien halen an déi och hei fir nei Aarbechtsplaze suergen an eise Wuelfstand garantéieren.

Dir gesitt also, d'Koalitioun huet, entgéint deem, wat d'CSV-Spriecherin de Moie gemengt huet, eng kloer Visioun fir den da sogenannte „well-being“ fir d'Bierger am Land.

A schonns ier da muer de Budget wäert d'Zoustëmmung vum Parlament kréien, op alle Fall vun der Majoritéit a vläicht doriwuer eraus, huet d'Regierung net laang gezéckt an déi lescht Woche konkret Mesuren ëmgesat am Sënn vu méi sozialer Gerechtheet: wéi zum Beispill d'Erhéije vum Mindestloun, wéi zum Beispill engem zousätzleche Congésdag, souwéi de fraien Europadag.

D'Halschent vun eise Budget fléisst a sozial Transferten. Dat seet jo eigentlech genuch aus, wéi den Etat d'esprit vun dëser Koalitioun ass.

An, Här President, Dir kënnt lech vläicht nach erënneren, och vläicht anerer hei an der Chamber: De fréieren DP-Wirtschaftsminister, de Marcel Mart, huet an de 70er Joren emol eng Kéier gesot: „Och an der Politik kann ee just esou vill Stécker vum Kuch verdeelen, wéi een der virdu gebak huet.“ A mir haten - dës Koalitioun, op alle Fall déi nei/ale Koalitioun -, mir hunn an deene leschte fënnf Joren och, géif ech emol soen, déi richtig Ingredienten zesumme gemécht, fir e grouss Kuch an de Schäffche kënne ze setzen.

Ech mengen, Här President, dës Koalitioun hat net onverschimmt Gléck, wéi d'CSV-Spriecherin haut de Moie gemengt huet, mä, ech mengen, déi lescht fënnf Joer huet dës Koalitioun d'Land gutt opgestallt an huet d'Konditiounen geschaaft, fir kënne eng grousszügig Sozialpolitik ëmzesetzen, ëm déi eis aner Länner wierklech beneiden.

Jo, sécher an engem positive wirtschaftlechen Umfeld, mä awer och a virun allem duerch d'Politik vun der Regierung déi lescht fënnf Joer, duerch déi gutt Aarbecht vum Finanzminister Pierre Gramegna, duerch eng innovativ Wirtschaftspolitik a villes méi, doduercher hu mer et färdig bruecht, d'Land an de leschte Joren aus eegene Kräfte esou opze-

stellen, dat eise Kuch elo esou grouss ass wéi nach ni virun.

► **Une voix**. - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP)**. - An dobäi hu mer 2013 bei engem dach éischer dréchene Kuch a weineg Miel an nach manner Schlagsan ugefaangen. Mir haten also deemools net onverschimmt Gléck, mä ech wëll eigentlech nach eng Kéier kuerz rappeléieren, vu wou mer hierkommen, um Beispill vun der Entwécklung vun der Schold.

Mir haten deemools eng Statsschold, déi 2013 bei 23,7 % vum PIB louch. Deemools, also 2013, huet de Comité de prévision gewart, datt schon 2016, also virun zwee Joer, wa mer d'Politik net changéiert hätten, à politique inchangée, d'Verschuldung vum Stat bei 29,2 % géif leien. Net dervun ze schwätzen, wivill se dann 2018 oder 2019 gewiescht wier.

An duerfir hu mer d'Politik changéiert, mam Resultat, datt d'Statsschold 2018 nëmme méi bei 21,4 % vum PIB louch, a mat der Perspektiv, datt se bis 2022 op 18,4 % vum PIB erfält.

Mir hunn also d'Scholdespiral gestoppt. Mir hunn also komplett d'Kontroll vun eiser Schold a si konstant amgangen, se ze reduzéieren, trotz zum Beispill dem Verloscht vun de Recetten aus dem Commerce électronique, wat all Joers ronn eng Milliard ausgemaach huet.

Et muss ee soen, vill Länner op der Welt beneiden eis wéinst eiser niddreger Statsschold, an datt mer och op där anerer Säit awer héich Sozialleeschungen an Investissemter kënne finanzéieren.

An, wannech gelift, et soll elo keen erëm kommen a soen: „Jo, mä an absoluten Zuele geet d'Schold erop.“ Ech mengen, dat ass einfach géint déi normal Regeln, déi normal Analysen, wéi d'Statsschold vun den Experten, net nëmmen an der EU, mä weltwäit, vun alle Gremie gekuckt gëtt. D'Statsschold gëtt ëmmer par rapport zum Räichtum vum Land gerechent.

Et soll een also domadder ophalen, fir ëmmer erëm mat deem Spillchen oder mat där Legend vun den absoluten Zuelen ze kommen.

Op alle Fall: Mat dëser Regierung geet d'Schold kontinuéierlech erof a läit iwwert der ganzer Legislaturperiod däitlech ënnert där Limitt - mir hunn eis déi Limitt selwer gesat - vun 30 %, a vun der europäescher Limitt vu 60 % guer net ze schwätzen. Dir gesitt also, a wat fir eng Paragen datt mer sinn.

An, mir stinn och ..., well da gëtt jo och gesot: „Soll een net awer an dëser Situatioun da vläicht méi d'Schold zrëckbezuelen a méi spueren?“ Neen, mir stinn zu eiser Politik, fir d'Investitiounen weider héichzehalen! Mir stinn derzou, wéi mer d'ëffentlech Finanzen an eise Budget geréieren.

A mir kréie jo och vun allen Instanzen recht fir eis Politik. D'Juncker-Kommission vu Bréssel, den FMI, d'OECD an nach anerer, déi joen eis Joer fir Joer gutt Notten. Bréssel huet och schon dëst Joer eise Budget fir gutt befont an em gréng Luucht ginn. Regelméisseg kréie mer och den Triple-A confirméiert an esou weider.

Eise Solde structurel ass och ëmmer an der Riicht bliwwen, respektiv mer sinn ëmmer besser wéi den OMT, dee Bréssel eis virgëtt.

Einfach nëmmen, fir ze soen: Mir respektéieren all europäesch Stabilitéitskritären. An doduercher bleiwe mer dann och komplett Här a Meeschter vun eise Budget. Mir brauchen also net ze fäerten, datt Bréssel eis eng Kéier eise Budget géif diktéieren.

Jo, Här President, d'Opposition - dat kann ee jo nokucken -, déi huet eis Joer fir Joer virgehait, eis Previsiounen wieren ze optimistes an d'Opposition louch all Joer, Joer fir Joer, falsch, well déi lescht fënnf Budgete vun dëser Regierung hunn all Joer e positiven Ecart tëscht de Previsiounen vum Budget an dem Kont, wa mer duerno den Ofschloss gemaach hunn, opgewisen.

Den Defizit louch all Joer all Kéier méi niddreg wéi geplangt.

2014, 2015, 2016, 2017 ware mer all Kéier no um Equiliber. Dat trotz oder mat der Steierreform, géif ech soen, déi den 1. Januar 2017 a Kraaft getrueden ass. An ech ka mech och do erënneren, wéi d'Opposition kritiséiert huet, datt déi Steierreform net ze finanzéiere wier an eis Finanzen géif op d'Kopp geheien.

Wat ass am Endeffekt geschitt? 2018, also och no der Steierreform, ass et déi éische Kéier praktesch säit engem Jorzéngt, datt mer schwaarz Zuelen an dem Zentralstat, an der Administration centrale geschriwwen hunn.

Mir haten och gesot, mir kéinten déi Steierreform packen an datt se och positiv Effeten hätt. An dat hu mer jo och festgestallt. D'Steier-

reform huet positiv Effeten op d'Ekonomie, déi ugekuerbelt ginn ass, och op d'Consumatioun virun allem. An doduercher ass dat Ganz dann eigentlech eppes, et kéint een och soen en Hamsterrad, mä awer e positivt Hamsterrad fir d'Finanze vum Stat.

Sécherlech, jo, déi gutt Konjunkturlag an Europa, déi spillt mat, huet matgespillt, mä déi eleng geet net duer! Och an anerer EU-Länner sinn d'Konjunkturdate gutt, ganz gutt déi lescht Joren, ouni datt awer an deene Länner esou positiv Budgete konnte geschriwwen gi wéi bei eis hei zu Lëtzebuerg. Et sinn nämlech och déi politesch Akzenter, déi dann d'Regierungen an hei, déi dës Regierung gesat huet, fir d'Wirtschaft ze begleeden, déi dann derzou bäigedroen huet, datt mer haut exzellente dastinn.

D'Spriecherin vun der CSV-Opposition, déi hat dat och scho bei der Virstellung vum Koalitionsaccord gemaach, si hat et och haut de Moien nach eng Kéier gesot: Si reprochéiert eis eigentlech, datt mer e Schéiwiederpak géife virstellen. Mir kënne eigentlech gutt domadder liewen. Mir géifen eis eigentlech Suerge maachen, wa mer e Schlechtwiederpak presentéiere missten.

Jo, mir notzen dat gutt Wieder, déi gutt Konjunktur, fir de Bierger hir Kafkraaft ze stäerken an hinne besser sozial Ofsécherungen a Sachleeschungen ze garantéieren. A mir suergen dann och derfir, fir weider ze investéieren, fir d'Betriber ze ënnerstetzen.

► **M. Guy Arendt (DP)**. - A mir hamstereen an!

► **M. Eugène Berger (DP)**. - Jo. Mir stinn dozou, datt mir a gudden Zäiten investéieren, investéieren an nach eng Kéier investéieren, fir d'Land op d'Zukunft virzubereeden a méi gerecht ze maachen.

Ech illustréieren dat mat e puer Zuelen.

2019 ginn d'Investissemter fir d'éische Kéier op iwwer 2,5 Milliarden Euro erop. Et kann een och elo soen: „Da kommt och elo net mat absoluten Zuelen“, mä dat heescht einfach: Dat si 4,4 % vun eise PIB. An der EU-Moyenne si mer bei 2,9 %, wat d'Investissemter ubelaangt.

An nëmmen, fir ze soen: Dëse Budget, deen ënnersträicht, datt mer determinéiert sinn, fir weider héich Investissemter ze maachen, an d'Mobilitéit, an d'Ëmwelt, an déi Jonk, an d'Schoulen, an d'Familljen, an d'Fuerschung, an eis Betriber, déi d'Reckgrat vun eiser Ekonomie sinn.

Ech mengen, dëse Budget stellt wierklech definitiv nach eng Kéier ënner Beweis, datt dës Regierung déi ass, ech géif soen, net nëmme vun Investissemter, mä vun de Rekordinvestissemter an d'Zukunft vum Land. D'Regierung ass wierklech Champion an den Investissemter.

Ech wäert elo net op all eenzelnen Aspekt vum Budget agoen. Dat huet de Rapporteur, mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, méi wéi exzellente gemaach. An ech wëll him hei och op dës Plaz am Numm vun der ganzer Fraktioun felicitéiere fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Mir wëssen, wat fir eng Aarbecht datt déi lescht Wochen a Méint war. Mir kennen den André Bauler, datt hien dat net nëmme fläisseg, mä mat ganz vill Kompetenz mécht. An duerfir also och: André, e grouss Merci fir däi mëndlechen a schrëftleche Rapport!

► **M. Guy Arendt (DP)**. - Très bien !

► **M. Eugène Berger (DP)**. - Dat erlaabt mer och, datt ech net méi muss op all Aspekt vum Budget agoen. Ech wäert der dann e puer eraussträichen, déi natierlech, dat kënnt Der verstoen, fir meng Fraktioun besonnesch wichteg sinn.

Här President, wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit och gutt goen! An duerfir erhéicht dës Koalitioun de Mindestloun ëm 100 Euro netto. Wéi maache mer dat? Et ass scho gesot ginn: Mir hiewe retroaktiv ab dem 1. Januar de Crédit d'impôt Salaire social minimum. Donieft geet och de Mindestloun ëm 2 % an d'Luucht.

Dobäi hu mer awer och Suerg gedroen, an dat ass och eis Approche, op alle Fall déi, déi mir och begrëssen als DP-Fraktioun, datt den Effort gerecht op de Stat an d'Patrone verdeelt gëtt.

De Stat huet méi Moyenen. Dem Stat geet et gutt. Duerfir iwwerhëlt deen zwee Drëttel vun de Mesuren. Konkret heescht dat an absoluten Zuelen: 60 Milliounen. Just een Drëttel mussen d'Betriber bezuelen, well mir dës Mesure net op d'Käschten oder zum Nodeel vun de Betriber wollten maachen.

Mir brauchen einfach hei, do si mer eis eens, kompetitiv Betriber. Wa si dat solle bliwen oder wa se et bliwen, da suerge si jo och en retour derfir, datt se Steieren an d'Land bréngen an datt se och Aarbechtsplaze schafen.

Also, net eng Mesure au dépens vun deem anerem, mä zesumme soll een dat maachen. An esou hu mer et och gemaach.

Mir bliwen do och kohärent mat eiser Steierreform vun 2017, wou virun allem och déi kleng a mëttelgrouss Revenuen entlaascht goufen. An ech mengen, et goufe bis elo zu Lëtzebuerg weineg Regierungen, déi esou vill konkret - wierklech konkret! - Mesuren ëmgesat hunn, déi grad deenen hëllef, déi et hei am Land am néidegsten hunn.

Loosst mech dat wierklech mat engem klengem Beispill just illustréieren, well dat ass jo ëmmer schnell gesot! D'Beispill vun de Familljen, déi et wierklech hei zu Lëtzebuerg am schweiersten hunn, dat ass jo haut de Moien och nach eng Kéier gesot ginn, nämlech d'Monoparentallen, ob Mann oder Frau.

Huele mer esou e Beispill: Ee mat onqualifiziertem Mindestloun, deen zwee Kanner huet an eng Wunneng lount. Eleng duerch d'Steierreform huet dann esou eng Famille monoparentale 102 Euro netto am Mount méi zur Verfügung. Dobäi kommen 174 Euro Wunnegeld. Eent vun de Kanner geet zum Beispill an d'Crèche, profitéiert vun 20 Stonne gratis Kanerbetrieung. Dat anert Kand geet an de Lycée a profitéiert vu gratis Schoulbicher am Wäert vu 400 Euro.

Wann een also alles kuckt, ech hu wahrscheinlech nach Saache vergiess, ech hunn elo einfach nëmmen déi Rechnung ganz schnell esou gemaach: Am Total huet esou eng monoparental Famill, mat der Augmentatioun vum Mindestloun, e Plus vu ronn 400 Euro netto de Mount oder, ech mengen, an anere Wieder 4.800 Euro, bon, wéi gesot, ech hu vläicht déi eng oder déi aner Saach vergiess, mä ronn 5.000 Euro d'Joer méi zur Verfügung.

Also, mir hunn an der leschter Legislatur eng Steierreform ëmgesat gehat, déi wierklech versicht huet, sou wäit wéi méiglech sozial gerecht ze sinn. A jee no wirtschaftlecher, budgetärer Lag wäerten an deenen nächste Joren eventuell nach Steiererliichterunge an d'A gefaast kënne ginn. Dat muss ee gesinn, mä hei, wa mer dat dann uginn, da wäerte mer och e besonnesche Bléck op déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft behalen.

Sécher wäerte mer awer d'Individualiséierung vun dem Steiersystem an Ugrëff huelen. Eist Zil ass et, de Steiersystem esou gerecht wéi méiglech ze maache fir jiddwereen. Eis grouss Steierreform vun 2017, déi huet an éische Schrëtt an déi Richtung gemaach, mat der fakultativer Individualiséierung, der Steiererklärung. Et huet vläicht deen een oder deen aner dat dann och gesinn. 2018 konnte een hei dann de Choix maachen, als bestuete Koppel déi Méiglechkeet ergräifen, fir datt jiddwereen seng eege Steiercarrière kann opbauen.

An laangfristeg soll duerch d'Individualiséierung kee Liewensmodell méi vum Stat favoriséiert sinn. Jonggeselle respektiv Koppelen, déi sech net bestueden oder pacse wëllen, solle steierlech net méi benodelegt ginn, gradesou wéi Wittfraen, Wittmänner, déi och net méi sollen duerch d'Individualiséierung benodelegt ginn.

Jo, dat wäerte mer elo net vun haut op muer realiséieren. Mä dat ass awer eist Zil, wat mer kloer am Bléck hunn. Ganz däitlech hu mer och gesot - dat wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen -, datt aktuell bestuete Koppele par rapport zu haut näischt sollen an dierfe verléieren.

Et kéint ee sech - ech soen einfach „et kéint“, ech schwätze wierklech am Conditionnel - e Modell virstellen, wou an enger éischer Etapp Koppelen oder Elengerzéier mat Kanner solle steierlech entlaascht ginn. Mä ech loosse et léiwelich sinn, well, ech mengen, de Finanzminister kann dat confirméieren, et sinn Aarbechtsgruppe mat Experten, déi dorunner schaffen. An ech mengen, et ass vläicht am beschten, mir loosse déi elo emol a Rou dorunner schafen.

Jo, all dës sozialpolitisch Mesurë kunne finanzéiert ginn. An, ech hunn et schon e puermol gesot, d'Viraussetzung sinn de Moment exzellente. De Kuch kënne mer weider grouss baken. Wéi maache mer dat? Ben, duerch eng iwwerlechte Finanz- a Budgetpolitik an eben och e gutt wirtschaftlecht Umfeld.

A fir datt eis Ekonomie weider gutt dréit, d'Konjunkturdaten an der Rei sinn, duerfir brauche mer och gutt opgestallte Betriber. Si sinn awer de Garant derfir, datt et eis och an Zukunft ka gutt goen. An duerfir gesäit och de Koalitionsaccord vir, an dat gëtt jo och

schon ëmgesat, datt d'Betriber substanzieel entlaascht solle ginn. Duerfir geet den IRC da vun 18 % op 17 % erof. Dat ass nach e Schrëtt méi wäit, wéi mer 2017 an der Steuerreform gaange waren, wou e graduell vun 21 % op 18 % erofgaangen ass.

De reduzéierten Taux vu 15 % gëtt elo bis 175.000 Euro applizéiert, amplaz bis elo 25.000 Euro Benefiss. Ech mengen, dovunner profitéiere virun allem ganz kleng oder kleng Mëtzelbetriber, Start-uppe profitéieren heivunner. An, ech mengen, domadder reagéiere mer och op d'Direktiven, wéi d'ATAD oder aner Initiativen am Kontext vum BEPS, déi jo mëttel- oder laangfristeg d'Base impossible vun de Betriber méi breetmaachen.

Ech mengen, fir Lëtzebuerg geet et bei der Ëmsetzung vun deenen Direktiven, déi mer jo alleguerten ënnerstëtzen an ëmsetzen, awer ëmmer drëm, fir en Equilibre ze fannen zwëschen, op där enger Säit, der Attraktivitéit an der Kompetitivitéit vun eiser Plaz, och vun eiser Finanzplaz an, op där anerer Säit, och der Exigenz an der Transparenz, déi mer brauchen.

Ech mengen, op alle Fall ënnert dem Stréich, Här President: D'DP begréisst besonnesch d'Bekanntnis vun der Regierung, datt d'Steierlaascht vun den Entrepreneuren an den nächste Joren net eropgeet.

Op där anerer Säit musse mer awer och derfir suergen, datt mer als Lëtzebuerg kompetitiv bleiwen, interessant bleiwen, virun allem innovativ bleiwen, no vir kucken, kucken, Virreider ze sinn an enger ganzer Rei Domänen. A mir begleeden dat och mat finanzieller Mesuren an och mat deem Budget.

Och hei kuerz zwou, dräi Zuele respektiv ëmmer Prozenter. Bis op 2020 sollen op d'mannst 2,3 % vum PIB an d'Recherche fléissen. De Fonds de l'innovation geet ëm 27 % an d'Luucht. An der Moyenne wäert dann och de Budget fir Héichschoul a Recherche ëm 8,5 % op eng hallef Milliard an d'Luucht gesat ginn. D'staatelech Contributioun fir d'Uni an d'Centres de recherche geet ëm 7 % op 325 Milliounen an d'Luucht. An esou weider.

Alles Zuelen, ech hu se net alleguerten opgezéit, mä déi schwätze fir sech. Déi illustréieren, datt mer et wierklech an dëser Koalitioun eescht mengen, wa mer soen, datt mer wëllen d'Innovationen an d'Recherche hei am Land ënnerstëtzen, férdere an virundreiwen.

An an deem Ganze musse mer jo och wëssen: D'Finanzplaz bleift nach wie vor e vun deene wichtegste wirtschaftlechen Akteuren hei zu Lëtzebuerg. De Finanzminister hat nach och an enger vu senge leschte Riede gesot, datt domat och vun engem Zéngtel, mengen ech, vun de Schaffenden hei zu Lëtzebuerg een Drëttel vum Räichtum erwirtschaft gëtt. Dat ass jo och e gutt Beispill vun nohalteger Economie. Mä op alle Fall, datt wäert och an Zukunft net esou ofhuelen, mä éischter och nach an déi Richtung weidergoen.

An, mir hunn et jo och färdigbruecht, no dem LuxLeaks, datt mer d'Plaz méi transparent opgestallt hunn. Mir waren of Virreider bei der Ëmsetzung vun neie Standarden, am Échange d'informations a bei der Transparenz. An, ech mengen, mir sinn definitiv vun alle groen, vun alle schwarze Lëschten erof. Mir sinn also gutt gestiwelt, fir datt mer och an den nächste Joren op eis Finanzplaz oder eis Bankeplaz kënnen zielen. A mir brauchen de Brexit wierklech, wann en dann eng Kéier kënn, net ze fäerten. Bien au contraire!

Mir wëllen awer net nëmmen do stoe bleiwen, wou mer elo sinn, mä mir wëllen e Kader schafen, fir nach méi eng kompetitiv a villfälteg Finanzplaz ze kréien. An do spille bei eis déi nohaltege Finanzen eng eminent wichtige Roll.

An der Green Finance zielt Lëtzebuerg, jo, weltwäit zu den absoluten Virreider. Mir hu vill Energie an déi gréng Finanzen gestach. An dat ass och mëttlerweile wäit iwwer eis Grenzen eraus bekannt.

An duerfir, Här President, war ech dach e bësse verwonnert, datt d'CSV an der Faaschtzeit op eng Pressekonferenz invitéiert hat, fir der Regierung ze reprochéieren, si géif am Beräich vun de gréngen Finanzen net op de Gas trëppelen. Ech hunn elo gesot: Mir hu ganz vill Energie, et war da wahrscheinlech net de Gas, mä et war dann nach méi eng innovativ an erneierbar Energie, déi mer do un den Dag geluecht hunn, mä mir hunn do wierklech op de Gas ... Mir hunn och do ganz vill gemaach.

An ... Gutt, et kann ee kritiséieren. An dunn, wéi ech den Titel gelies hunn, hunn ech geduecht: „Okay, da wäert déi gréisst Opposi-

tiounspartei dann elo nach eng Rei nei Iddie presentéieren. Si ass da ganz konstruktiv. Si wëllt eis hëllefen, fir eise Virsprong op déi aner Länner nach weider auszubauen.“ Ech soen: D'Enttäuschung war awer net gedämpft, mä war bei mir eigentlech grouss, hein, well ech hunn eigentlech awer keng eenzeg wierklech nei Propos fonnt.

Eigentlech huet d'Oppositionspartei just d'Ëmsetze vun eise Koalitiounsaccord gefrot, well all déi Mesuren, déi se do gefrot huet, déi hu mer am Koalitiounsaccord stoen, si mer am gaangen zum Deal ëmzesetzen. Also, ech kann op alle Fall berouegen: Dës Koalitioun wäert, wéi gewinnt, hir Annoncen ëmsetzen, trei hirem Motto: „Gesot, gemaach!“ Mir wäerten dat mat roueger Hand maachen, mä mir wäerten dat ganz determinéiert maachen.

An, wéi gesot, mir fänken hei wierklech net bei null un, bei der Green Finance. Mir sinn elo scho Virreider. Zum Beispill mam Luxembourg Green Exchange hu mer haut schon déi gréisste Bourse op der Welt. Ech mengen, méi ass net dran. Wëlle mer déi vum Universum ginn? Mä op alle Fall hu mer déi gréisste Bourse op der Welt, op där gréng Obligatiounen, déi sougenannten „Green Bonds“, cotéiert ginn.

Eis Fongenindustrie, déi ass mat op de Won gesprongen. A weltwäit si mer d'Nummer 1 op deem Gebitt. Ech mengen, Green Finance ass zu Lëtzebuerg einfach eng Success Story scho ginn an deene leschten zwee, dräi Joer.

Nach een, zwee Stéichdatumen, fir dat ze illustréieren:

Am Oktober 2016: Lëtzebuerg an déi europäesch Investmentbank lancéieren d'Plateforme du financement climatique, Luxembourg-BEI.

Juni 2017: Climate Finance Accelerator / LuxFLAG.

Mee 2018: d'Participatioun um Green Cornerstone Bond Fund, an esou weider.

Mir hunn also do definitiv eng Virreiderroll. Mir sinn awer ëmmer frou, wa mer nach kéinten nei Iddie kréien, wann et dann neier wäert. Mir wëllen op alle Fall Lëtzebuerg do an der Virreiderroll bestätegen a mir wëlle Lëtzebuerg wierklech zu engem Exzellenzcenter maache fir Nohaltegkeet an nohaltege Finanzen.

Et gëtt och, fir awer nach dann ze bleiwen, well et sinn elo nach e puer Saachen, déi mer do afale bei Green Finance. Et gëtt och d'Méiglechkeet gekuckt, datt mer zum Beispill mat de PMEe nohaltege klimaschounend Projete kënnen finanzéieren.

D'Regierung wëllt och hir Verantwortung iwwerhuelen am Klimaschutz am Ausland an hëllefen, de Kampf géint de Klimawandel an den Entwécklungsänner nach méi konsequent unzegoen; zum Beispill mam Schafe vun engem Fong nom Schwäizer Modell SIFEM, Swiss Investment Fund for Emerging Markets.

An, jo, och op der Pressekonferenz hat d'CSV d'Iddi, fir d'Taxe d'abonnement op nohaltege Fongen erofzesetzen, an d'Spill bruecht. Och do, mengen ech, lount sech e Bléck an eise Koalitiounsaccord. Ech gesinn, de Finanzminister néckt zoustëmmend. Allgemeng soll jo, do si mer eis eens, d'Taxe d'abonnement schon emol net eropgesat ginn, fir keen. Neen, mä mir iwwerleeën awer dann och, wéi steierlech Mesurë kënnen geholl ginn, fir eben nohaltege gréng Fonge besonnesch kënnen ze entlaaschten.

Mir mussen awer och kucken, mir si jo net hei op enger Insel. D'Regierung wëllt sech dobäi un europäesch Kritären halen, fir ze wëssen, wat dann iwwerhaupt gréng oder nohaltege an de Finanzen ass a wat net. Mir ginn dat also, wéi gesot, mat där néideger Rou, awer och mat grousser Determinatioun un.

Ech wëll awer och rappéléieren, datt d'Attraktivitéit, ech géif och soen déi al/nei, awer och déi nei Attraktivitéit vun der Finanzplaz sech net eleng op d'Fiskaliteit reduzéiert. Mir sinn zum Beispill eent vun deene weinege Länner, déi awer nach eng Taxe d'abonnement hunn. Vill Länner hunn dat net. A mir sinn awer, wat d'Fonge betrëfft, d'Nummer 1 an Europa an d'Nummer 2 op der Welt.

Eis Finanzplaz ass staark. Firwat ass se staark? Well se och den Know-how huet, mir hu kuerz Weeër, mir hu Kompetenz hei zu Lëtzebuerg, mir hunn erfueren, exzellente Personal, mir hunn d'Méisprouchegekeet, mir setzen op Fin-Tech, eis Bankeplaz ass transparent an esou virun. An duerfir ass och eis Finanzplaz esou attraktiv! Et ass also e grouss Ganzt.

Här President, mir hunn de Klimaschutz net eréischt de 15. März entdeckt, wéi iwwer 10.000 Schüler op d'Stroosse gaange sinn, fir op den Eescht vun der Lag opmierksam ze maachen, an där mir eis befannen, mä mir freeën eis, datt mer och vun deene jonken enga-

géierte Mënschen hei zu Lëtzebuerg, an do-riwwer eraus, e kloert Bekenntnis zum Klimaschutz kréien.

D'Regierung an, ech géif do och éierlechekeetshalber soen, och scho viregt Regierungen huelen de Klimaschutz awer scho ganz laang eescht. Mir wëssen och, datt Europa, als ee vun deenen Eenzege, awer schon och laang an der Virreiderroll ass, sief datt dat net ëmmer einfach ass, mä datt mer awer do och an der Vergaangenheet versicht hunn, ëmmer dat Beschit draus ze maachen. Sécher kann a muss een awer nach méi maachen. An dat maache mer. An de Budget 2019 ënnerstréicht dat jo och ganz kloer.

Net manner wéi 20 %, also ee Fënneftel, vun allen Investitioune vun deenen 2,5 Milliarden, vun deenen ech virdru geschwat hat, sinn am Interesse vum Klimaschutz an der Nohaltegkeet. A bis 2022 sollen déi Investitioune op 23,3 % klammen. Also, bal ee Véierel vun eisen Investitioune wäerten an de Klimaschutz an an d'Nohaltegkeet goen. Konkret heescht dat zum Beispill eng Augmentatioun vu 50 % zwëschen 2018 an 2022, fir op e Montant vu 710 Milliarden ze kommen.

Wat ass dat alles? Wat sinn dat vun Investissementer? Ech ginn elo net méi op d'Green Finance an, well dat jo och méi nach eng Strategie ass, mä, ech mengen, mir wëssen dat alleguerten, dat ass näischt Neies: Zweek Drëttel vun eisen CO₂-Emissiounen kommen aus eise Stroosseverkéier. Duerfir musse mer wierklech do usetzen.

An, bon, jo, e minimaalt Unhiewen op den Akzise vun 1 Cent um Bensinn, 2 Cent um Diesel, dat kann een, jo, et kann een et als symbolesch ugesinn, mä et ass awer méi wéi Symbolik, géif ech soen. Et ass och en éischten Usatz, fir einfach ze weisen, datt mer d'CO₂-Gefierer, d'CO₂-Mobilitéit net méi wëlle weider encouragéieren.

Op där anerer Säit setze mer jo duerfir zum Beispill op d'E-Mobilitéit, déi mer konsequent duerfir férdere. D'Primm fir den Elektroauto gëtt jo op 5.000 Euro eropgesat. Bis 2020 ginn natierlech och dann d'Infrastrukturen, zum Beispill 800 Elektrobussen, opgestallt an nach aner Mesurë méi.

Mir wëssen och, fir datt mer d'Leit méi op den öffentlechen Transport erëm eriwuerkréien, musse mer den öffentlechen Transport och onbedéngt méi performant maachen. Do wësse mer alleguerten, dorunner muss mer nach schaffen. Do sinn awer och vill Retarden opzehuelen! Dat muss een och all Kéiers soen. Wann d'Leit all Kéiers sech iergeren, zu Recht, datt den Zuch oder de Bus ze spéit kënn oder datt en eventuell emol eng Kéier guer net kënn, da muss ee wëssen, datt mer do vill dru schaffen, awer och vill Retarden opzehuelen hunn.

An duerfir investéiere mer weider massiv an d'Mobilitéit, an de Budget klëmmt do op iwwer zwou Milliarden Euro. De Budget RGTR geet 15 % an d'Luucht. A wat mech och do freet, dat ass, datt déi DP-Iddi vun den Express-Buslinien och ëmgesat gëtt. Dat ass jo déi Iddi, datt een elo net mam Bus vun engem Duerf méi wäit am Land op all Statioun, all Arrêt muss stoe bleiwen, mä datt dann eventuell lokal Bussen op eng Express-Buslinn féieren an datt dann déi Express-Buslinien direkt ouni Zwëschenhalt op d'Aarbechtsplaz oder an d'Stad féieren.

De Budget vum Fonds du rail geet ëm 10 % an d'Luucht. An den Ausbau vum Tram gëtt virugedriwwen. Haut stellt keen, bal keen, mengen ech, haut hunn ech d'Impressioun, a wann een d'Leit dobauss gesäit, wa se och gesinn, wéi effizient a wéi flott den Tram ass, haut stellt eigentlech kee méi den Tram a Fro. An eigentlech ass et éischter esou, d'Leit sinn ongedëlleg a froen: „Wéini ass dann déi nächste Streck färdig?“ Also haut hätten d'Leit eigentlech gär, datt schnell déi zousätzlech Strecken opginn. An dorunner schaffe mer dann och.

De gratis öffentlechen Transport kënn am März 2020. Fir d'DP ass dat net onbedéngt eng sozial Mesur. Et ass eigentlech eng logesch Konsequenz vun eise Bekenntnis zum öffentlechen Transport. Et ass och en zousätzlechen Ureiz, fir nach méi Leit op den Zuch, op de Bus an op den Tram ze kréien. Et ass natierlech - mir hate Publicitéit op der ganzer Welt - flott als Nation Branding, mä et ass eigentlech awer och, fir datt mer hei zu Lëtzebuerg d'Leit nach méi motivéieren, op den öffentlechen Transport iwwerzeklennen.

An et muss ee jo och wëssen, da komme jo d'Rechnungen. Jiddweree rechent jo awer: „Jo, mä awer, hmm ...“ Et muss ee wëssen, datt och elo, wou den öffentlechen Transport nach net gratis ass, eigentlech haut nach just nëmmen 3 % vun den Depensen hautzudaags vun den Ticketen ofgedeckt ginn.

Wichtig ass awer fir eis, datt och weiderhi Kontrolle gemaach ginn am Zuch, datt Sécher-

heet a Recht am öffentlechen Transport garantéiert sinn. An d'Begleeterpersonal am Zuch, dat gëtt sécher net ofgebaut. Au contraire! Dat muss eventuell nach verstärkt ginn, eben och, well de Service um Client jo nach verbessert muss ginn, soudatt een also do och déi Leit ka gutt gebrauchen.

Här President, ech stellen eigentlech als DP ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Berger, erlaabt Der, datt den Här Kaes lech eng Fro stellt?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Vläch herno, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, da maache mer dat herno.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, zum Schluss, jo.

Här President, ...

(Brouhaha)

Ech mengen, mir kréien nach Geleeenheet vläch déi nächste Deeg, fir do ...

(Interruptions)

Här President, ech stellen als DP-Fraktiounspräsident op alle Fall fest, datt quasi de ganze Wahlprogramm vun der DP am Beräich öffentlechen Transport an de Koalitiounsprogramm agefloss ass. An dat mécht eis natierlech Freed. Et weist eigentlech och, datt d'DP als Partei vun de gudden, awer ech géif virun allem soe pragmatischen - pragmatischen! - Iddien de gréng Punkt an hirem Logo méi wéi mat Liewen erfällt.

(Brouhaha)

Mir zwéngen ...

(Interruptions)

Ech sinn och de personifizéierte gréng Punkt. Also et ass ...

(Hilarité et interruptions)

Här President, mir zwénge kengem den öffentlechen Transport op a mir verdäiwelen och net den Auto.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass eben déi richteg Mëtt ...

► **Une voix.** - Très bien !

(Interruptions)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Neen, neen, et ass déi richteg Mëtt, well d'Zil muss et, neen, d'Zil, jo ...

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Dat klénge awer net iwwerzeegend.

► **M. Eugène Berger (DP).** - D'Zil, neen, et ass awer gutt, well ech hu jo grad gesot, déi pragmatische, déi pragmatische Solutiounen! Ech hunn den Akzent op pragmatische geluecht, Här President, well mir musse kloer den öffentlechen Transport esou performant maachen, datt ee guer keng Loscht méi huet, op den Auto ëmzeklennen.

Et muss een awer och wëssen, hei am Land ginn et nach vill Plazen, wou mer eben nach net en öffentlechen Transport kënnen ubidden, all Stonn, mat grousem Confort an esou weider. D'Leit ginn et der nach ganz vill hei am Land, a mir kënnen déi also net verdäiwelen. Mir mussen also och kucken, datt mer natierlech d'Offer do méi komplett maachen. Mä mir mussen awer och wëssen, datt déi Leit eben nach op en Auto mussen zrëckgräifen an datt se also och doduerjer net dierfen desavantagéiert ginn.

Natierlech ass d'mëttel- a laangfristeg Zil, datt mer, ech géif soen iergendeng Kéier, op dat ideaalt Zil vun 100 % öffentlechen Transport kommen. Mä datt ass awer net, do si mer eis och eens, fir muer.

Vläch nach e puer Zuelen zu dem Beräich vun der Nohaltegkeet, well d'Nohaltegkeet beschränkt sech jo net nëmmen op de Klimaschutz, wou mer enorm vill Efforte maachen, mä dat sinn och zum Beispill finanziell Hëllef fir nohaltege Firmen. Em 44 % ginn déi an d'Luucht.

De Budget fir d'Waasser, proppert Waasser geet ëm 20 % an d'Luucht. Mir wäerten derfir suergen, datt d'Kläranlage vun dësem Joer u keng Strofe méi solle bezuelen.

11 % méi gëtt fir d'Protektioun vun Iwwerschwemmunge budgetiséiert. Mir haten d'lescht Joer zweemol Evenementer, Aerenzdall, Mëllerdall. Kënn Der lech erënneren, wat fir e grouse Schued fir d'Natur, mä awer och fir eenzel Leit da kann entstoen? An duerfir maache mer hei zousätzlech Efforten.

Och an der Landwirtschaft just eng Ziel: Fir méi nohaltege Landwirtschaft reduzéiere mer zum Beispill den Taux op 8 % fir biologesch phytosanitär Produiten.

Här President, datt dës Koalition fir sozial Gerechtheit steet, dat hu mer schonn déi lescht fënnef Joer bewise mat méi enger gerechter Familljepolitik, mat Mesurë wéi dem Congé parental, dem Pappcongé, d'gratis Kannerbetreuung, alles Mesuren, déi erméiglechen, datt Mammen a Pappes besser Famill a Beruff ënner een Hutt kënnen kréien. Mir hunn eng sozial gerecht Steuerreform an de leschte Joren ëmgesat mat Entlaaschtunge virun allem fir de Mëttelstand, fir d'Monoparentalen an d'Familljen.

Mir hu méi e gerechte Bildungssystem geschaffen, wou déi Jonk, egal aus wat fir enge Famillje se kommen, wou jiddwereen, ouni mussen op de Portmonni ze kucken, vun Ufank un duerch gratis Kannerbetreuung, eng besser Frëfërdereung besser Startchancen an d'Liewe kritt. Mir hu fir ënnerschiddlech Schüler och fir ënnerschiddlech Schoule gesuergt.

An, Här President, et ass kee Geheimnis, datt der DP d'Famillje besonnesch um Häerz lieën. An duerfir wëllen a wäerte mer och elo net stoe bleiwen, mä mir fueren de Wee konsequent weider. An de Budget 2019 ënnersträicht dat ganz kloer.

Ech muss hei awer och soen, ech bedauern e bëssen, well ech sinn elo an enger schlechter Positioun, datt eréischt muer déi gréisst Oppositionspartei Proposen an der Familljepolitik wäert proposéieren. Ech kann elo net, op alle Fall elo direkt kann ech net dorop reagéieren. Da kënnen mer dat also och zu engem spéiden Zäitpunkt maachen.

Mä ech kann lech awer soen - dat ass jo och gutt gemengt -, mä ech kann lech awer soen, datt déi Mesuren, déi mir gemaach hunn, datt d'Leit, déi concernéiert Leit, déi Familljen, immens zefridde si mat deene Mesuren. Mir hunn zum Beispill, d'DP-Fraktioun - Dir sot jo: „Dat war d'DP-Fraktioun“ -, mat dem TNS ILReS virun annerhallweg Joer Sondagë maache gelooss iwwer eis Mesuren. Ouni elo an all Detailler ze goen: 60 %, 70 % Zoustëmmung fir déi eenzel Mesuren! D'Leit hu gesot: „Huel dach och eng Mesure, fir verschidde Saachen auszubauen!“ Zum Beispill Flexibilitéit, do hunn d'Leit gesot: „Wannechgelif nach méi!“

Nëmmen fir ze soen, datt also d'Leit elo net onbedéngt op nei Iddie vun der Oppositionspolitik oder vun där gréisster Oppositionspartei waarden, mä datt d'Leit ganz zefridde si mat deem, wat mir déi lescht fënnef Joer an der Familljepolitik gemaach hunn. An och konkret Chifferen - konkret Chifferen, net nëmmen Sondagen -, konkret Chifferen ënnermaueren déi Zefriddenheet, oder soll ech da soen, den „well-being“ vun de Famillje mat eise Mesuren.

Ech mengen, virun allem de Congé parental an d'gratis Kannerbetreuung, déi hu jo all Erwaardungen iwwertraff. Dee Succès vun deene Mesuren, dee gesäit ee jo dann och am Budget 2019, do kann een deen erausliesen, well de Budget fir de Congé parental geet nach eng Kéier ëm 43 % an d'Luucht op insgesamt 237 Milliounen Euro fir 2019. Mir hunn de Congé parental méi flexibel gemaach. Mir hunn den Ausgläichsloun däitlech eropgesat, fir datt méi Leit sech de Congé parental kënnen leeschten. An all déi Mesuren hunn e groussen Erfolleg, net nëmmen an de Sondagen. Haut huele ronn 6.000 Leit méi de Congé parental wéi virun zéng Joer.

An dann och, dat ass jo och eppes, wat erfreeslech ass, virun allem d'Pappen, déi profitéieren neierdëngs och, huelen neierdëngs och de Congé parental. Haut sinn d'Halschent - d'Halschent - vun de Beneficiairë vum Congé parental d'Pappen. Ech mengen, dat ass jo awer e Paradigmewissel, wann ee gesäit, wéi effizient déi Mesure ass. Virun allem, et geet wierklech an déi Richtung vu méi gerechter Rolleverdeelerung an de Familljen, well mir wëlle jo och, datt och d'Pappen oder d'Männer sech méi ëm hir Kanner këmmen an och duerfir musse méi Zäit kréien. A mir gesinn, datt se dovunner och profitéieren.

Wéi soll et elo weidergoen?

Op alle Fall, mir wäerten natierlech de Bilan zéien. Ech hunn hei schonn e puer Chiffere genannt. Mä mir wäerte kucken, nach de Congé parental unzepassen, datt Familljen, wou béid Elteren dee wëllen huelen, nach verstärkt ënnerstëtzt ginn. Mir hunn och d'Iddie vun der Deelzäit fir Mamm a Papp, déi steet och am Koalitionsaccord. De Stat iwwerhëlt dobäi dann d'Cotisation an d'Pensionskeess fir déi Stonnen, wou net geschafft gëtt. A fir d'Familljen zousätzlech ze entlaaschten an den Eltere méi Zäit fir d'Kanner ze erméiglechen, sollen och eng Rei Pisten, fir d'Aarbechtszäite méi flexibel ze maachen, weider verfollegt ginn. Den zousätzleche Congésdag, de Feiertag, déi si schonn ëmgesat. Dat ass jo och letztendlech am Sënn vu méi Zäit fir Famill a Fräizäit ze hunn.

An ech mengen, wann ech elo vu Flexibiliséierung schwätzen, do ass et awer fir eis och

wichtig an der Approche, datt all Salaré individuell mat sengem Patron d'Aarbechtszäite kann ausverhandelen. Hei soll net vun uewen erof vun der Politik diktiert ginn, wéi dat op d'Minutt an d'Sekonn soll goen. Dat muss also do tëschent deenen eenzelne Parteien ausgehandelt ginn. Ech mengen, dann huet och ënner dem Stréch jiddwereen eppes dovunner. Da kann de Salaré eventuell seng Fräizäit oder seng Familljenzäit besser, méi flexibel plangen. An de Betrib kann och da kucken, seng Aarbecht besser ze organiséieren. Dat ass eigentlech dat, wat een déi sougenannte Win-win-Situatiounen nennt.

An en Deeement vun der Flexibiliséierung ass jo eigentlech schonn ëmgesat, an zwar a Form vun den Zäitspuerkonten. Mir ënnerstëtzen och e rechtliche Kader fir den Teletravail, deen och wäert fir méi Flexibilitéit a Fräizäit suergen. Herno, ech schwätzen och nach iwwer d'Digitalisatioun, wäert och nach eng Kéier op den Teletravail zrëckkommen.

Dann de Budget fir d'gratis Kannerbetreuung, och am Sënn vun de Familljen, dee geet am Budget ëm ronn 10 % an d'Luucht op 421 Milliounen. Dat, kann ee soen, si vill Milliounen, dat ass eng hallef Milliard! Mä mir soen, do ass all Centime gutt investéiert Suen an d'Zukunft vun eise Kanner, well mir wëllen och weiderhin eng qualitativ héichwärtig a méisproocheg Kannerbetreuung, déi d'Kanner gutt op hir Zukunft virbereet an d'Famillje finanziell entlaascht. Ech mengen, d'Kannerbetreuung gehéiert eigentlech elo zur Schoulouffer. Duerfir steet och am Koalitionsaccord den DP-Vorschlag, datt d'Maison relais während de Schoulwoche gratis ass.

Ech mengen, ëm wat geet et hei am Endeffekt, Här President?

Dat ass einfach: Eisen öffentleche Schoulsystem ass a muss Garant vu Gerechtheit an eiser Gesellschaft bleiwen. Et geet drëms, datt all déi Kanner déi nämlecht Startchancen kréien, hinnen déi ze erméiglechen.

Dat ënnersträicht mer jo och dann am Budget: Education, Kanner, Jugend, dee geet iwwer 2,5 Milliarden Euro. Gerechtheit awer och fir Kanner mat Handicap oder Verhalensopfélegkeeten, wou d'Budgeten 18 % an d'Luucht ginn. De konventionéierte Secteur geet ëm 19 % an d'Luucht, Ateliers protégés geet ëm 7,5 % an d'Luucht. Ech mengen, och domadder leeë mer d'Basis, datt de Bierger mat Handicap, egal ob Kand oder Erwuesenen, esou vill wéi méiglech kann um alldeegleche Liewen deelhuelen, fir datt mer weiderhin déi inklusiv Gesellschaft kënnen opbauen, datt eis och do keen Effort dierf ze mann (veuillez lire : ze vill) sinn.

An da mussen mer natierlech och déi Etapp hannendru kucken. Nom Bildungsparcours däerfe mer och d'Kanner net eleng loossen, hinnen déi néideg Ënnerstëtzung ginn, fir Fouss am Beruff, am Liewen ze faassen.

Et stellt een och just fest opgrond vun Zuelen: Zum Schluss vun der Legislaturperiode ass Lëtzebuerg ee Land mat engem vun deenen niddregsten Tauxe vu Jugendaarbechtslosigkeit an der OECD. Dat freet eis! Ech mengen, do ass all eenzelne Mënsch, all eenzel Schicksal, wat do derhannert steet, datt een eng Aarbecht fënnt, positiv. Mä dat wëllt net heeschen, datt net weider Efforte musse gemaach ginn. Duerfir ginn d'Mëttel, fir de Jugendchomage ze bekämpfen, nach eng Kéier ëm 45 % an d'Luucht.

Ech mengen einfach, d'Zil vun dëser Regierung ass et net just, fir d'Leit, déi Schwierigkeiten hunn, an Netzer opzefänken, sozial Netzer opzefänken, mä mir wëllen eigentlech hinnen en Trampolin dohinnerstellen, fir datt se selwer erëm no uewe kommen, no uewe kënnen sprangen. An duerfir ass jo och deen neie REVIS geduecht, deen als erkläert Zil huet, fir d'Leit net nëmmen ze encadréieren, mä ze kucken, fir datt d'Leit esou schnell wéi méiglech erëm un d'Aarbechtswelt erugefouert ginn. D'staatlech Participatioun fir dësen Encadrement am Budget geet ëm 27 % an d'Luucht.

Här President, ech hunn elo vill iwwer d'Mesurë fir eis Jéngst geschwat. Mä och déi eeler Leit hu mer net vergiess. Et muss een och wëssen, wann et eis haut gutt geet, jo, dës Regierung huet gutt déi lescht fënnef Joer geschafft, mä och déi eeler Leit, déi hu ganz vill Meritte fir eise Land an eise Gesellschaft. Si hunn och an der Vergaangenheet, virun 10, 15, 20, 25, 30 Joer, wéi et och vläicht net ëmmer einfach war, vill mat Hand ugeluucht. Ech hu vum Kuch geschwat gehat. Si hunn och deemools vill mat Hand ugeluucht, fir deen Deeg ze réieren, fir datt mer haut e grouse Kuch do-stoen hunn. A mir sollen dat och respektéieren, mir sollen dat och honoréieren an och kucken, datt si an engem héijen Alter gutt kënnen liewen. An hei hu mer och eng ganz Rei Mesurë gemaach.

Ech ginn elo net méi op alles an. Einfach hei ee Stéchwuert ass eis Strategie Active Ageing oder zum Beispill d'Maisons de soins, 120 Milliounen fir 400 Eebetter zu Käerjeng an zu Déifferdeng.

Här President, ech kommen dann nach zu engem leschte Kapitel, deem vun der Digitaliséierung. De Budgetsrapporteur, den André Bauler, huet zu Recht eng Rei Akzenter vun der Regierung am Beräich vun der Digitaliséierung opgezielt an och op d'Geforen higewisen. A jo, d'Digitaliséierung ass eng grouss Erausforderung fir d'Gesellschaft. Mir sollten d'Digitaliséierung virun allem als Chance gesinn, als Chance fir deen Einzelnen, awer och fir d'Gesellschaft. An ech mengen, dat ass méiglech. Dauter, huet zu Recht eng Rei Akzenter vun der Evolution richteg vun der Politik encadréieren.

Dir kënnst lech vläicht erënneren, déi, déi och eng grouss Dageszeitung liesen, ech hat am Fréijoer eng Rei Meenungsartikelen ënnert dem Slogan #digitalchance publizéiert. An en engem vun deenen Artikelen hat ech geschriwwen: „Déi digital Technologë si fir mech d'Minette-Aerz vun der Zukunft.“ Ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen.

Wa mer déi verschidde Chancen, déi eis déi digital Technologë bidden, konsequent notzen, da kënnen mer den Erfolgsmodell Lëtzebuerg op der digitaler Autobunn virufueren, well Lëtzebuerg ass gutt opgestallt, fir e Virreider als ICT-Standuert ze ginn, mat zum Beispill HPC, High Performance Computing. Dir wësst vläicht, dat ass dee groussen, dee Supercomputer, nennen ech deen. Et stinn der e puer an Europa. D'Europäesch Kommissioun huet et fäerdegbruecht, datt mer een hei op Lëtzebuerg kréien.

Wat dat alles fir Méiglechkeete gëtt fir d'Recherche, fir déi eenzel Entreprisen, fir mat esou engem Supercomputer kënnen ze schaffen, mat der FinTech, fir eis Finanzplaz, mat 5G-Reseaun, mam Know-how an de spezialisierte Start-ups, deene mer jo awer wierklech gutt, ideal Konditiounen hei zu Lëtzebuerg bidden! Alles dat, do sinn eigentlech d'Voraussetzungen do, fir datt déi digital Technologien, d'Digitaliséierung eng enorm wirtschaftlech Chance bitt, déi mer onbedéngt notze mussen.

D'Digitaliséierung wäert eist deeglecht Liewe verännern. Et ass schonn amgaangen, ech hat et jo eng Kéier illustréiert: Wéi ech hei 1994 déi éischte Kéier stoung, ass et nach keen Handy ginn. Haut kënnen mer net méi ouni dee fonctionnéieren, liewen. Et verännert awer nach weider all Dag eist deeglecht Liewen a ville Beräicher, ugefaangen an der Schoul, dann op der Aarbecht. Ech mengen, et ass kloer, déi Jonk müssen haut konsequent op déi digital Technologë virbereet ginn. Et gëtt haut kee Beruff méi, och elo schonn, deen een nach kritt, wann een net ka mat engem Computer ëmgoen, och heiansdo Beruffer, wou een dat net esou op den éischte Bléck mengt. Mä och e Schräiner zum Beispill muss haut kënnen moossen, zeichnen a wat weess ech, fir mat Maschinne kënnen ëmzegoen, fir nach kënnen ze fonctionnéieren. Also op dat alles mussen natierlech déi Jonk an de Schoule virbereet ginn.

Et ass awer och nach en anerem Aspekt, deen ech nach eng Kéier kuerz hei wëll rappeléieren. Et ass och enorm wichtig, datt d'Medienerziung systematesch vu klengem u vermëttelt gëtt, fir datt déi Jonk och kritesch an differenziéiert mam Internet a virun allem mat de soziale Medie léieren ëmzegoen.

Déi digital Technologien, déi kënnen och eng Chance si fir d'Veereinfachung vun der Aarbechtswelt an dem Alldag. Ech hat virdu schonn dovunner geschwat, Stéchwuert Teletravail. Den Teletravail, dee bitt awer eng Rei Chancen. Andeems een da seng Aarbecht méi flexibel, méi individuell kann organiséieren, huet ee méi Flexibilitéit an domat och Zäit, méi Zäit fir Famill oder Fräizäit. Kuckt, einfach eleng duerch den Aarbechtswelt! Wann een Teletravail mécht, da bleift ee jo een Dag oder méi Deeg oder eng länger Zäit doheim, fir ze schaffen. Eleng déi Zäit, déi ee spuert, wann een net muss op d'Aarbecht fueren! Dat häntk vun deem engen oder anerem of. Mä rechent jiddwereen Einzelnen emol, wann en nëmmen dräi oder véier Deeg an der Woch net misst an d'Stad, an d'Chamber kommen, wivill, net Minutten, mä Stonnen dat den Dag an d'Woch mécht, also wivill Zäit een eleng doduerjer spuert, datt een net méi muss op d'Aarbecht hin- an zrëckfueren!

Dann awer och op där anerem Säit, wann een net op d'Aarbecht fiert, dann ass manner Trafic, ass manner Stau. Dat ass also och en Element, e Puzzle-Element, fir den CO₂ ze reduzéieren.

Ech weess, et ass och net all Beruff, all Aarbecht, déi kann am Teletravail gemaach ginn. Et ginn eng Rei Pilotprojeten. Et sinn och schonn eng Rei Secteuren, Privatsecteuren, wou dat awer scho méi wéi usazméisseg fonctionnéiert. Dat mussen mer also weider férdere.

Wat awer kloer och hei ass: Mir brauchen e gesetzleche Kader, an eisen Aen, deen déi sozial Rechter an Ofleef klärt. Kloer ass fir eis och: Déi besteeënd sozial Ofsécherungen dierfen net a Fro gestallt ginn. An natierlech gëtt et och esou Aspekter: Vu datt mer vill Frontalieren hunn, muss een dann natierlech och zum Beispill steierlech Ofkommesse mat Nopeschlänner iwwerkucken.

Digitalisatioun heescht och, engem Wiessel an eiser Gesellschaft Rechnung droen. Do stelle sech vill aner Froen, zum Beispill déi vun digitale Rechter. Mir hate jo elo och déi Direktiv, déi zu Bréssel diskutéiert ginn ass. D'Fro vum Geoblocking zum Beispill am digitale Banne-maart. Et ass jo awer net normal, datt hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Saache wéinst dem Geoblocking net fonctionnéieren. Ech fannen et net normal. Et ass jo e bekannt Spill „Game of Thrones“, dat, hunn ech gelies, wier weltwäit illegal - illegal! - 500 oder ech weess net, eng onméiglech Zuel, 500 Milliounen mol erfogeluede ginn. An hei zu Lëtzebuerg ass et awer net méiglech, et legal erfogeluede! Dat kann et jo also awer och net sinn. Also, mir musse kucken, datt mer och an der EU am Beräich Geoblocking virukommen.

Dann déi ganz Erausforderung am Beräich vu Fake News, Beaflossung vu Wahlen, ech mengen, dat mussen mer och resolutt ugoen. An ech mengen, hei spillt och déi fräi, déi kritesch Press eng wichteg Roll, fir dat ze iwwerhuelen.

Bon, op alle Fall och hei, Här President, si mir als DP frou, datt d'Regierung eiser Fuerderung nokomm ass an d'Digitalisatioun als Prioritéit fir déi nächst fënnef Joer erkläert huet an och en eegenen Digitalministère geschaffen huet, wéi mir dat an eise Wahlprogramm gefrot haten. An, ech hunn der e puer ugerass, mä d'Digitalisatioun ass en Thema an alle politeschen, an alle gesellschaftleche Fäll, der Santé, Bildung, Finanzen, Mobilitéit, Wirtschaft, Medien. Ech hunn der vergiess, mä ech mengen, et ass jo och elo hei am Kader vum Budget net Zäit, fir se méi detailléiert ze thematiséieren. Mä ech mengen, et ass sënnavoll, wa mer an Zukunft, an noer Zukunft eng Kéier eng spezifesch Debatt hei an der Chamber dozou féieren, wou ech da méi am Detail kann op d'DP-Iddien do agoen.

Här President, ech kommen dann zu menger Konklusioun.

Haut de Moien huet d'Oppositionspriecherinn vill vum Hamsterrad geschwat, mä net gesot, wéi se da wëilten drun dréien, fir datt d'Mënschen an enger sougenannter CSV-„well-being“-Welt ukomme sollen.

(Interruption)

Bon, ech ka just feststellen, Här President: Sondagen, Zuelen, international Gremien, déi bescheinegen eis, datt et de Leit haut zu Lëtzebuerg besser geet wéi viru fënnef Joer. Lëtzebuerg ass haut méi gerecht wéi viru fënnef Joer. Mä dës Koalition wëllt net dobäi stoe bleiwen, well Stëllstand wier Réckstand oder Réckgang. Mir dréien och net am Rad, mir ginn no vir weider op enger richter Linn, op enger Ligne droite. Mir wëllen op eise Wee weiderfueren, well mir hunn nach villes vir zu Lëtzebuerg an deenen nächste fënnef Joer. An dës Budget 2019 setzt dobäi e kloert Zeichen a weist, wou de Wee hiegt, bei méi sozial Gerechtheit, méi Nohaltegkeet, méi Innovatioun.

An duerfir, Här President, duerfir kann ech de volle Support an Accord vu menger Fraktioun zum Budget 2019 hei abrëngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Berger. Den Här Kaes wëllt nach eng Kéier à charge kommen.

► **Plusieurs voix.**- Ooh! Aah!

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wann dat net de Fall ass, ass den nächsten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu menger Interventioun wëll ech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun der groussherzoglecher Famill eist härelecht Bäileed ausdrécken zu Ulass vum Doud vum Grand-Duc Jean. Et ass e Verloscht fir si, et ass e Verloscht fir Lëtzebuerg, et ass e Verloscht fir ganz vill Lëtzebuurger.

De Grand-Duc Jean war e Stéck Lëtzebuerg. Hien huet international wéi national d'Fonction vum Statschef op eng exemplaresch Aart

a Weis während Jorzéngte verkierpert an ass do-bäi Mënsch bliwwen. D'Geheimnis vu senger enker Relatioun zu de Lëtzeburger ass ganz einfach: Hien hat d'Leit gären an huet de Leit dat ze spiere ginn. An duerfir haten d'Leit och hie gären. De Grand-Duc Jean wäert eis feelen.

Här President, Kollegeginnen a Kollegen, den éischte Budget vun enger neier Mandatsperiod ass ëmmer e bëssen e spezielle Budget. Et ass kee Budget wéi all déi aner. E markéiert de Start. Hei ass kee richtegen Neistart, well u sech déi al Equipé bestätegt ginn ass, mä dach awer en neien Elan vun enger nei zesumme-gesater Regierung an enger Koalitioun, déi u sech bestätegt ginn ass.

2019 ass net 2014! Dës Kéier ass et kee poli-tesche Wiessel. Et sinn déi dräi selwecht Par-teien, déi mat engem neien, ugepasste Pro-gramm fir weider fënnef Joer untrieden. An duerfir ass et selbstverständlech, dass dëse Bud-get sech fir d'Éischt emol aschreift an d'Konti-nuitéit vun där Budgetpolitik, déi déi zwee, dräi lescht Joer hei zu Lëtzebuerg, och ënnert der vieregter Regierung, bedriwwen ginn ass. Et ass also e Weiderschreiw vu ganz ville sekto-rielle Politicken an et ass awer och de Wëllen, fir nei Usätz, nei Sensibilitäten, nei Prioritéite bei dësem éischte Budgetprojekt kloer ervirze-strächen.

D'Opposition huet an hiren éischte Reak-tiounen wéi gewinnt dëse Budgetprojekt wéi all déi Projete virdru verdaamt a besonnesch sech gestierzt op deen Defizit, deen dee Statsbudget hei ausweist fir 2019. Et sinn déi üüblech Kri-ticke formuléiert ginn. Et war fir kuerz Zäit hei de Moien en Hoffnungsschimmer opkomm, wéi ech déi nei Oppositionsleaderin, d'Ma-damm Hansen, hei héieren hunn aner Téin ustoussen. Si huet vun „well-being“ geschwat. Si huet eis also matgeholl an eng nei Welt vu Klengdéierenzuucht a vu Wellness.

(Hilarité et interruption)

Ech duecht: Neen, dat do gött elo eppes aneres! Mä ech muss soen, eng Minutt drop ware meng Illusionen zerstéiert, wéi nëmme méi rieds gaangen ass vu Risiken, vun Onse-cherheeten, dann op Franséisch vun Incertitu-den, da vu Schocken, vun „Schönwetterpoli-tik“, déi géif gemaach ginn. Et ass déi al CSV-Litanei, ...

► **Mme Octavie Modert (CSV)**.- Är Ap-proche huet och net geännert!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- ... déi gebetsmüh-neaarteg hei rezitéiert ginn ass iwwert déi lescht fënnef Budgetdebatten, mat deenen üübleche Kriticken, mat där üüblecher Schwarzmolerei, mat deem üübleche Pessi-mismus, wat d'Entwécklung vun der Wirtschaft an déi sozial Entwécklung vun dësem Land an deenen nächste Joren ugeet. D'Verpackung huet vläicht changéiert, d'Inhalter bleiwen déi al.

An déi Taktik, déi allze duerchsichteg Taktik, déi während fënnef Joer ugewannt ginn ass, fir op där enger Säit ze kritiséieren, dass alles ze optimistesches ageschat wär, dass d'Situatioun vill méi schlecht wär, fir ze soen, et wär kee Spillraum do, fir nach weider Depensen ze maachen, am selwechten Otemzuch awer an-dauernd erëm nei Depensen ze froen, déi Tak-tik schéngt och dës Joer weiderzegoen, et sief, et géifen nei Iwwerraschunge kommen am Weidergoer vun der Debatt.

Et kann een net dat eent an de Contraire be-haapten, et kann een net hei e Festival vu Widerspéich opbauen, wou een op där enger Säit virgëtt, en neien Diskurs ze féieren, dann awer déi al Inhalter hei widerhéilt, op där enger Säit fir en neie PIB ass a gläichzäiteg seet, et hätt en awer näischt géint deen ale PIB, op där enger Säit wëllt alles anescht orientéieren an der Wirtschaft, dann awer seet: „Mir müssen awer am ale Credo vun eiser Finanzwirtschaft weiderfuere.“ Dat eent an dat anert zesum-men, dat geet net! Dat huet de Wieler d'lescht Joer ganz kloer erkannt an de Wieler wäert dat och a fënnef Joer gradesou kloer erkennen, wann net aner Alternativen op den Dësch kom-men.

(Interruption)

Ech hu gesot, mir stinn 2019 an enger ..., ech wëll soen, dës Koalitioun ass bestätegt gi vum Wieler, soss wär se jo net méi do! Also steet dës Koalitioun manner ënner Zuchzwang, fir d'Pol-i-tik ze änneren, wéi aner, déi et net fäerdeg-bruecht hunn, an d'Regierung eranzekommen.

2019 sti mer an de Statsfinanze besser do wéi 2013. Duerfir sinn den Ausgangspunkt an och d'Orientéierung vun dëser Budgetpolitik aner-er wéi déi Diskussiounen, déi mer nach viru

fënnef Joer gefouert hunn, déi am Androck stoung vun enger Kris, déi nach an hiren Aus-wierkungen ze spiere war, déi am Androck stoung och vun der Noutwendegkeet, fir e Budgetlach zouzestoppen, wat sech opge-doen huet duerch d'Ewechfale vun den Ein-namen bei der TVA vum Commerce électro-nique, dat sech am Endeffekt bis op eng Mil-liard pro Joer erausgestallt huet. Do sinn also e puer Milliarden Euro pro Joer an de leschte fën-nef Joer ewechgefall vun Einnamen, op déi een nach déi vieregter Period konnt rechnen.

Dat ware riseg Erausforderungen, déi mer ge-meinsam gemeeschtert hunn duerch d'poli-tesch Decisiounen, déi geholl si ginn, duerch natierlech och eng international Konjunktur, eng Konjunktur an Europa, déi positiv war, déi gehollef huet, déi dote Sanéierungspolitik vun den öffentleche Finanzen ze maachen a gläich-zäiteg an der zweeter Halschent vun der leschter Period och déi néideg politesch Akzen-ter ze setzen, fir d'Zukunft vum Land a wesent-leche Beräicher ofzeséchere.

Et war déi ganzen Zäit de Wëllen do, fir net op Austeritéit, mä op d'Erhale vun der Kafkraaft ze setzen. Dat spigelt sech besonnesch an där Steuerreform vun 2017 erëm, déi e Succès war! Dat dierf een hei eng Kéier ganz kloer soen! Ech si fir d'Evaluéierung vun de Politicken. An déi Steuerreform vun 2017 war sonner Zweifel e Succès, e Succès an hiren direkten Auswierkun-gen, e Succès awer och duerch déi sozial Aus-geglichenheet, déi se duergestallt huet mat deem Haaptakzent op den Entlaaschtunge bei de Privatpersounen, bei den Haushalter par rapport zu de Betriber, mat awer och dem Asaz schonn deemoos vum dem Instrument vum Crédit d'impôt, deen et méiglech gemaach huet, cibléiert deene klengen a mëttleren Akommissen ze hëllef an besonnesch déi pro-portionell am stärksten ze entlaaschten.

Dat war eng gutt, gemeinsam gutt preparéiert Steuerreform, déi gemaach ginn ass, an dat war e volle Succès. An dovunner profitéiere mer eigentlech haut och nach ëmmer. An dat spi-gelt sech an deem onerwaart, an deem Moos onerwaart positive Resultat vum Kont 2018 erëm, wou mer erstmaleg zënter 2007 hei en Iwwerschoss vun den Einnamen am Zentralstat zu Lëtzebuerg ze vermieren hunn. Dat ass eppes, wat vill Deputéierten net kannst hunn. An och déi Fro, déi sech wäert an engem bescheiden Moos, mä trotzdem stellen iww-ert d'Affektatioun vun de Plus-waalen - jo, et si Plus-waale gemaach ginn! -, dat ass also och eng Fro, déi mer ze behandelen hunn a wou mir als LSAP-Fraktioun der Meenung sinn, dass, wéi dat och fréier, kann ech soen, üüblech war, och d'Chamber soll mat consultéiert ginn, wann et drëm geet, festzeleeën, wou da konta-belsméisseg déi Plus-waalen, déi 2018 beim Zentralstat realiséiert gi sinn, och sollen affek-téiert ginn.

Et schéngt eis normal ze sinn, dass dat a Richtung vun de Reserve sollt goe respektiv a Richtung vun deem intergenerationelle Fong, dee jo während där leschter Period geschäfe ginn ass.

2019 gesäit et bei enger konservativer, am gudde Sënn vum Wuert, enger virsiichteger Äschätzung besonnesch och vun de Statsein-namen fir d'nächst Joer duerno aus, wéi wann ee misst mat 650 Milliounen Defizit beim Zentral-stat rechnen.

D'Erklärung ass ganz einfach: D'Ausgabe géife par rapport zum Kont vum 2018 ëm 5,8 % an d'Luucht goen, während d'Einnamen vun der Re-gierung ageschat ginn op nëmme plus 1,6 %, dat besonnesch, well se, wat d'Betriebsbesteie-rung ugeet, d'Kierperschaftssteuer ugeet, net dovunner ausgeet, dass sech dee positive Rhythmus géif weider widerhuelen, wéi mer dat elo 2017 a besonnesch 2018 kannst hunn.

Mä de Minister huet awer och gläichzäiteg haut de Moien eis jo scho gesot, dass, wann een déi Zuele vum éischten Trimester kuckt, da schéngt et sech éischter ze bewahrheiten, wat eng Rei vu Kommentatoren och schonn ervir-gehuewen hunn, dass et eng ganz virsiichteg Äschätzung war vun den Einnamen vun der Re-gierung vun 2019 an dass déi Einnamen kéinten, vläicht wa sech dat géif fortzéien iwwert déi nächst Trimesteren, e bësse méi héich ausfale wéi dat, wat d'Regierung virsiichtegerweis age-plangt huet.

Dat wär iwwerens och an där Tendenz vun de leschte laange Joren, wou ëmmer hei zu Lëtze-buerg am Endeffekt bei de Konten u sech d'Re-sultat méi positiv war, wéi dat eigentlech beim Initialbudget vun de Regierungen esou propo-séiert gi war, obwuel et ëmmer och do scho Stëmmen gi sinn, déi gesot hunn, se wäre vläicht ze vill optimistesches gewiescht bei der Äschätzung vun der Finanzsituatioun fir d'nächst Joer.

Virsiicht ass gebueden, dat wëll ech awer och hei ervirsträchen. Et ass net esou, dass ee kann all Schleisen opmaachen a soen: „Majo, elo

komme jo déi Steiereinnamen, dat spruddelt elo, an elo kënne mer do richteg ausdeelen.“ Ech mengen, dass d'Regierung do e gutt Mët-telmoos fonnt huet an hirer Politik fir 2019, wou se op där enger Säit setzt op eng proaktiv, eng Politik fir d'Zukunft, also och wëllt beson-nesch Investissemerter héich halen, eigentlech och nach tendenziell méi héich féieren, wéi dat déi lescht Joren de Fall war, an op där anerer Säit awer och muss am A behalen, dass sech Schocke kënne presentéieren - dat ass jo och dës Kéier probéiert ginn, zum Deel ausge-rechent ze ginn -, op där anerer Säit awer dann och muss verhéieren, dass mer eng Dynamik an d'Entwécklung vun den uerdentlechen Aus-gaben och haaptsächlech kréien, déi mer op eemol net méi kënne bändegen.

An do muss ee feststellen, dass mer do, wat d'Progressioun vun dem Ausgaberrhythmus ugeet, an der Regel iwwert dem Rhythmus vun der mëttelfristeger Wirtschaftsentwécklung leien. Dat heescht, dass eis Ausgabe liicht méi staark steigen, wéi dat eigentlech eis Progno-sen, wat d'Wirtschaftsentwécklung ugeet fir déi nächst Joren, virausgesinn.

Duerfir stellt sech d'Fro, et ass och an der Zen-tralbank opgeworf ginn, ob een net sollt driwwer nodenken, sech hei zu Lëtzebuerg och eng Budgetnorm vläicht ze ginn. Mir falen net an deen europäesche Budgetnormsystem, well mer konform sinn zu den Haaptregele vum Semestre européen. An doduerjer appli-zéiere sech fir Lëtzebuerg déi dote Regelen net. Nach muss mer, mengen ech, do awer Vir-siicht walte loossen a kucken, dass déi Dynamik eis net op eemol aus dem Rudder leeft. Ech denken, dass do de Finanzminister eng äänlech Positioun huet wéi déi, déi ech hei elo grad geäussert hunn.

Investitiounen beim Stat, ech hunn dat schonn ervirgeeworf, dat ass fir eis enorm wichtig, well een och an auslännesche Beispiller gesäit, an eis däitsch Nopere sinn en negativt Beispill an deem Sënn, dass, wann ee jorelang déi öffent-lech Investissemerter zréckhält, net méi a Stroossen, net méi a Brécken, net méi an ef-fentlech Gebaier investéiert, obwuel et néideg wär, wann een dee Rhythmus bis eng Kéier ge-brach huet, da brauch ee Joren, fir dat do erëm eng Kéier opzefänken. An d'Nofollegkäschte fir net getätegt Investitiounen sinn enorm fir d'Kol-lektivitéit!

Dee Feeler ass net gemaach ginn. Besonnesch no engem Déifpunkt, deen 2013 erreecht ginn ass, wat d'öffentlech Investissemerter ugeet, wou mer bei ronn 1,5 Milliarden nëmmen hei waren, ass et steteg eropgaangen am Laf vun der leschter Mandatsperiod. An dës Koalitioun huet sech och zum Zil gesat, déi dote Ten-denz weiderzëentwéckelen, a sämtleche wich-tege Beräicher héijer Investissemerter wëllen duerghezéien an och déi néideg Mëttele sech ze verschafen, fir dat kënnen ze maachen.

Dat gëllt am Beräich vun de groussen öffent-lechen Infrastrukturen, dat gëllt beim öffent-lechen Transport, ob dat elo d'Bunn ass, ob dat den Tram ass, ob dat de Stroossebau ass, ob dat Aktivitéitszone sinn, ob dat de Beräich vun de Schoulen ass, ob dat sozial Arichtung sinn, ob dat Spideeler, Alters- a Fleegeheimer sinn, a sämtleche Beräicher muss investéiert ginn, fir och matzehale mat der Entwécklung vun der Bevëlkerung, mat deene Besoinen, déi do sinn. An duerfir däréi een do net noloossen. Den In-vestissementsbudget ass den éischte Punkt, dee bäibehale muss ginn.

Souguer wann et géif zu engem Schock kom-men, däréi ee menger Usiicht no net de Feeler maachen an un déi dote, besonnesch wat déi produktiv Investissemerter ugeet, dorunner kappe goen. Dat muss op engem héijen Ni-veau ëm 4 % vum PIB gehale ginn. Dat ass ge-nau dat, wat hei geplangt ass. 2018 louche mer bei 2,2 Milliarden. Dat soll op 2,5 Milliar-den 2019 eropgoe bis dann iwwer 3 Milliarden an de Joren 2021, 2022 an 2023.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

An et muss een och de Lien maachen, an ech maachen dee Lien direkt, Investissemerter vum Stat a staatlech Scholden.

Fir eis ass et ganz kloer, ech hunn et schonn e puermol hei gesot: Et gött weder gutt nach schlecht Scholden! Scholden ass u sech eppes Neutrales! Wichtig ass: Firwat geet ee Sue léi-nen? Wat soll mat deene Sue finanzéiert ginn? Fir mech ass et ganz normal, dass, wann een Investissemerter an Héicht vun 2, 2,5, 3 Mil-liarde mécht, een Deel, eng hallef Milliard, eng Milliard vun deene Suen, och méi breet ver-deelt gött, wat d'Charge ugeet, an ee Sue léine geet, fir dann och eng aner Generatioun mat ze bedeelegen an deem Käschtepunkt, well se jo och profitéiere vun deem Investissement, dee gemaach gött.

An duerfir ass et fir eis och keen Drama, bei 2,5 Milliarden direkten an indirekten Investisse-menter vum Stat, dass een elo bei deem Bud-getsprojekt hei en Defizit schreift vu 650 Milliounen. Dat ass zemoos, mengen ech, keng Katastroph, well op där anerer Säit jo ge-plangt eigentlech ass, net onbedéngt dës Joer, 2019, en neien Emprunt opzuehelen. 2018 ass ee getätegt gi vu 650 Milliounen.

A wann d'Entwécklung esou ass, wéi se an de Prognose vun der Regierung respektiv vum Statec steet, well d'Regierung huet näischt aneres gemaach, de Finanzminister huet dat virdru gesot, wéi dem Statec seng Prognosen ze iwwerhuelen, da misst déi Rechnung do op-go. An et gött och hei bewisen, dass dat wäert och iwwert déi nächst Joren zu éischter enger Stabiliséierung vun där dach zu Lëtze-buerg nach ëmmer niddregere Scholdelaascht féieren, mat vläicht souguer um Enn vun dëser Period ënner 20 % vum PIB öffentlech Schold, woubäi d'Zilsetzung vun de konsekutive Re-gierung war, dat ënner 30 % ze halen. Mir sinn also wäit ewech vun Horrorvisiounen, déi emol an der Vergaangenheet och hei an dësem Haus gezechent gi sinn. Bei héijen Investissemerter ass eng Statsschold, déi liicht wüsst, méi wéi verträaglech, beweist, dass mer nach Margen och déi nächst Joren hunn.

Dëse Budget ass net nëmme konform zu dem Regierungsprogramm, wat d'Regierung sech als Zilsetzung fir d'Finanzpolitik ginn huet, mä dëse Budget ass och konform zu sämtlechen europäesche Regelen, ëm déi et geet. Ob dat elo am Pacte de stabilité et de croissance ass, ob dat am Sixpack oder am Twopack ass, all déi Regelen, déi mer an d'nationale Gesetz jo och iwwerholl hunn, si respektéiert, a beson-nesch och si mer an der Linn, dat ass jo och bestätegt gi vum der Instanz vum Conseil natio-nal des finances publiques, dass mer dee ver-schäerfte Kritär vu plus 0,5 % vum PIB-Iwwer-schoss, wat de Gesamtstat ugeet, iwwert déi ganz Period, also 2019 bis 2022, géife respek-téieren. A souguer wann een dee méi strengen OMT iwwerholl hätt, deen ee Moment de Conseil national des finances publiques propo-séiert hat, fir dat bei plus 0,75 % ze maachen, wär een nach ëmmer, no deene Prognosen, déi elo virleien, konform zu deem Ganzen. Also do, mengen ech, soll een och net den Däiwel un d'Wand molen.

Déi Fro, déi mat Recht opgestallt gött, dat ass déi: Wéi kredibel sinn déi Budgetprognosen a Wirtschaftsprognosen, déi d'Basis duerstellen net nëmme vum Budgetprojekt 2019, mä och vun der Programmation fir déi Joren hannen-dru bis 2022 respektiv am Pacte de stabilité jo och bis 2023?

Do si mer eis, mengen ech, allegueren eens, a) dass d'Regierung kaum eppes aneres konnt maachen, wéi dem Statec seng lescht Zuelen iwwerhuelen. De Statec ass derfir do, fir déi Be-rechnungen ze maachen. An de Comité de prévision huet déi jo och da guttgehescht, an d'Regierung huet déi als Grondlag fir déi Be-rechnungen, déi dann och hei der Chamber an der Kommissioun zu Bréissel virgeluecht ginn, dann och weider iwwerholl.

Déi sinn optimistesches, do si mer eis eens, sinn optimistesches, zemoos wann ee gesäit, dass méi rezent Avisa vun internationalen Institu-tiounen éischter drop hiweisen, dass et schéngt international wirtschaftlech 2019, besonnesch 2020 manner gutt ze goen, wéi dat nach viru e puer Méint gemengt war. An ech gesinn, och d'Regierung ass an hiren Ausféierungen an deem Sënn méi virsiichteg. Et ass off gesot ginn, wéi de Wirtschaftsminister nach de Moien hei gesot huet: an der Moyenne plus 3 % iwwert déi nächst Joren. Wann ech d'Zuelen elo kucke vum Statec, leie mer do e bëssen iwwer 3 % an der Moyenne. Mä et bleibt also, dass do eng Inconnue besteet, besonnesch wat 2020 an 2021 ugeet, wou et vläicht nach zu Rectificatiounen no ënne kënn.

Déi Budgetprognose sinn awer onheemlech wichtig, wat de Wirtschaftswuesstum ugeet, well sech aus deem dote Kritär vun dem Wirt-schaftswuesstum och all déi aner Kritären oflee-den, op deenen eigentlech de Pluriannuel

opgebaut ass fir déi nächst Joren. Et ass ëmmer de PIB, deen d'Grundlag duerstellt fir all déi aner Berechnungen, déi duerchgefouert ginn op der Einnamesäit wéi och op der Dependence. An et ass also wichteg, dass mer do mat der méiglecher Genauigkeit fueren.

A mir mussen do nach en Effort gemeinsam maachen, d'Regierungsstelle mat der Chamber, mat all deenen Instituter, déi do awierken, fir déi Berechnungen ze maachen, ob mer do net methodologesch nach Verbesserunge kënnen maachen, fir déi Variatiounen, déi awer relativ grouss kënnen sinn, besser nach an de Griff ze kréien, fir esou no wéi méiglech un der Realitéit ze leien, obwuel och d'Cour des comptes an aner ëmmer drop hiweisen, dass et immens schwéier ass an enger klenger, oppener Wirtschaft wéi Lëtzebuerg, fir do iwwer e puer Joer fiabel Prognosen ze maachen. Nach mussen mer wëssen, dass mer hei also ëmmer nach eng relativ staark Inconnue an eiser pluriannueler Finanzplanung behalen, mä am Detail si vläicht nach Verbesserunge méiglech. Do soll een d'Kapp nach eng Kéier allegueren zesummeschiechen.

Ech mengen, dat bescht Beispill ass 2018, wou mer vun engem geschaten negative Saldo vun 889,6 Milliounen elo sollen op engem positive Saldo vun 121 Milliounen erauskommen. Dat ass eng Differenz vun enger Milliard! Dat ass awer enorm, wann een dat um Gesamtvolumen vum Statsbudget kuckt. Do gesäit een also, wéi schnell sech kënnen Saachen änneren an déi eng Richtung, mä dat kann natierlech och eng Kéier an déi aner Richtung goen. Risikoe si selbstverständlech do. Do däerf een d'Aen net virdrun zoumaachen.

Zousätzlech Konfusioun an den Zuelen - dat mécht och, mengen ech, déi ëffentlech Debatt relativ schwéier, wa mer ëmmer mat den Zuele ronderëm eis geheien an dobaussen d'Leit, déi eis nolaaschten, da solle verstoen, wat deen een an deen anere gemengt huet - kënn doduerjer, dass och d'Kontabilitéitsnormen, déi national an déi europäesch, verschidde sinn. An duerfir ass et nëmme ze begräissen, ech wëll et hei ausdrécklech ervirhiewen, dass de Finanzminister dat wouergemaach huet, wat en eigentlech der Chamber versprach hat a bei dem Budget erstmalig probéiert ginn ass, fir déi zwou Budgetnormen, déi europäesch Kontabilitéitsnormen, déi europäesch an déi national, méi nobäi erunzeféieren, fir dass d'Chiffere méi komparabel sinn, obwuel nach ëmmer Differenze bleiwen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

D'Differenz kënn haaptsächlech doduerjer, dass de Perimeter vum Zentralstat europäesch méi breet definéiert gëtt, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg maachen. Dorunner kënnen mer näischt änneren. Mä et ass awer elo méi einfach, an deenen nächste Joren e Verglach ze maachen, wa mer déi Budgetnorme méi no beienegefouert hunn.

Dann, deen zweete Problem ass eben d'Adaptatioun vun de Basisdonnéeën am Laf vun Joer. Do hate mer elo déi glécklech Situatioun, duerch den Datum vun de Wahlen ass dat entstanden, dass mer d'Joer eigentlech d'Diskusioun ronderëm de Pluriannuel an de Pacte de stabilité et de croissance, also déi järelech Aktualiséierung vun deem Programm, dass mer déi elo gemeinsam kënnen féieren, dass d'Regierung och d'Decisioun geholl huet, fir d'iseldwecht Zuele bäizebehalen an der Programmation pluriannuelle wéi déi Zuelen, déi mer an der Aktualiséierung vun eiser Programme de stabilité et de croissance dann op Bréissel wäerten an e puer Deeg schécken.

Do hu mer ëmmer Problemer gehat! An ech géif wierklech hei am Numm vun eiser Fraktioun bieden, dass mer dee Rhythmus vläicht géife bäibehalen, dass mer elo an déi Situatioun géifen erakommen, dass mer am März, Abrëll géifen de PSC an de Pluriannuel diskutieren, an dass da wéi üblich am Oktober den Depot vum Budget wär, am Dezember géife mer de Budget vun nächste Joer stëmmen, well déi Konfusioun, déi andauernd mat Date besteet, well mer e Pluriannuel stëmmen am Dezember, wou mer op eemol am Abrëll ganz aner Zuele kréien, dat ass net zefriddestellend.

An ech mengen och, dass een duerchaus kann déi Presentatioun vum Pluriannuel vereinfachen. Dat muss net Kredit fir Kredit gemaach ginn. Dat kann ee mat grousser Bléck maachen, e bësse wéi et och am PSC ze Fall ass. Dat géif, mengen ech, eis an der Diskussioun et vereinfachen, wa mer dann zäitlech kënnen Budget a Pluriannuel trennen an een de PSC mam Pluriannuel zesumme géif diskutieren, da wär dat Ganzt méi iwwersichtlech.

Am Prinzip, mengen ech, ware mer eis schonn eens op deem dote Punkt. Zumindest e Joer mussen mer et maachen! Ee Joer mussen mer deen dote Sprong maachen. A vläicht ass de Moment komm, fir dat elo ze maachen.

Interessant, wéi ëmmer, sinn déi sëllegen Avisen, déi vun de Chambres professionnelles oder vun aneren Institutionen hei beim Budget koumen, wou mer eis, mengen ech, net genuch domadder beschäftegen. Ech soen dat ganz kloer. Déi wäeren schonn derwärt, dass mer déi eng Kéier géifen och an der, wéi dat emol an der Vergaangenheet war - et war net alles schlecht, wat an der Vergaangenheet war -, Finanzkommissioun, quitte dass et Zäit kascht, duerchgoen, well awer do ëmmer nei Elementer analyséiert gi sinn, déi eis awer och an der Diskussioun géife wiederbréngen a wiederhëlfen. An dat ass och des Kéier net anescht.

An do ass zum Beispill vun der Cour des comptes, dat ass ee vun deenen, dee virgestallt ginn ass, des Kéier eng Analys gemaach gi vum Impakt vum Finanzsecteur op d'Steiereinnamen beim Stat. An dat ass jo d'Bestätegung vun deem, wat ee schonn e bësse wosst, mä wat awer, mengen ech, nach an engem méi dramatesche Mooss bäikomm ass. Dat ass déi Tendenz no uewen, déi weist, dass mer eng ganz staark Ofhängegkeet vum Finanzsecteur hu bei gewëssene ganz grousser Betriebssteieren, déi beim Stat erakommen.

4,8 Milliarden Euro vun de Steiere kommen aus dem Finanzsecteur. An dovunner kommen der 1,7 Milliarde vun de SOPARFlen. D'SOPARFlen, vun deene mer wëssen, dass déi och an den Opbau vu Modeller vu Gestion de fortune mat implizéiert sinn, also alles dat, wat jo och beobacht gëtt, wat sech do deet. A mer mussen wëssen, dass mer do an enger gewëssener Ofhängegkeet si vun engem Secteur, wou een net weess, wéi déi Entwécklung iwwert déi nächst Jore verleeft.

Et bleift also d'Bestätegung, dass mer weider d'Efforte mussen intensivieren, fir eis wirtschaftlech nach méi breet opzestellen, fir nei Kompetenzen opzemaachen, nei Domänen opzemaachen, déi och Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg bréngen, déi net direkt verbonne si mam Finanzsecteur, wéi och dass de Finanzsecteur selbstverständlech am Embroch ass an dass dat, mengen ech, och an engem positive Sënn begleet ginn ass an deene leschte Joren. An d'Regierung huet wëlles, dat och an deenen nächste Joren ze maachen. Deen Embau vun eiser Finanzsecteur, fir en och haaptsächlech méi nohaltege auszerichten, wäert weidergefouert ginn.

Ech wëll awer och, well mer gläichzäiteg eng Debatt hei solle féieren, déi ass elo e bëssen a Bedrängnis geroden duerch deen Zäitplang vun dem Joer, iwwert de Pacte de stabilité et de croissance wéi och iwwert den nationale Reformplang an Kader vun der Strategie vun 2020, e Wuert soen iwwert déi eenzel aner Secteuren, déi bei den ëffentlechen Finanzen mat spillen, well dat eent gräift jo an dat anert eran. Et kann een, denken ech, eng Budgetdiskussioun zu Lëtzebuerg net féieren, ouni och e Bléck op de Gemengesecteur an op den Domän vun der Sécurité sociale ze werfen, déi déi zwee aner Elementer si vun dem ëffentlechen Budget a vun den ëffentlechen Finanzen.

Wa mer also en Defizit opweisen am Zentralstat, fir d'nächst Joer gëtt en op 650 Milliounen geschat, gëtt dat awer largement kompenséiert fir 2019 mat engem Iwwerschoss am Gemengesecteur, deen op 300 Milliounen geschat gëtt, respektiv engem Iwwerschoss bei der Sécurité sociale, dee bei ronn enger Milliard läit an dee sech während der ganzer Period vun 2019 bis 2023 och soll an engem Creneau tëschent 1 Milliard an 1,15 Milliarden Euro bewegen. Dat si keng nei Tendenzen. Dat ass eng Fortschreiwung vun engem Opbau vun den ëffentlechen Finanzen an dem Budget, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg zënter 15 Joer praktesch kennen.

Dat Ganzt ass natierlech opgebaut op en dynamesche Wirtschaftswuesstum, op e Wuesstum vun der Beschäftegung, op Steiereinnamen, déi regelméisseg wuessen. A well dat momentan esou leeft, profitieren natierlech och déi aner Secteuren vun där doter Entwécklung. Dat huet net nëmme en Impakt op d'Statsfinanzen, dat huet och en Impakt op déi aner Beräicher.

Dat gëllt besonnesch natierlech och fir d'Gemengen, déi jo hir Haaptrevenue eigentlech net aus eegenen Einnamen zéien, mä déi traditionell zu Lëtzebuerg, dat ass eng Differenz zu villen anere Länner, de gréissten Deel vun hiren Einnamen eigentlech aus der Gewerbesteier respektiv engem Undeel un anere Statssteieren zéien. Statssteieren, déi och eng dynamesch Entwécklung besonnesch déi lescht Jore kann hunn, soudass ee ka soen, dass et dem Gemengesecteur hei zu Lëtzebuerg gutt geet.

Et huet een och wéineg Kloen héieren a leschter Zäit, an dat heescht meeschtens, dass et gutt geet. Well wann d'Einnamen eropginn, dann héiert ee kaum Kommentaren dobaussen. Et ass awer wichteg, dat och ze soen, well dat och keng normal Situatioun ass. A ville Länner,

de meeschte Länner geet et de Gemenge schlecht. An do geet et an der Regel de Gemenge souguer méi schlecht wéi et de federale Strukturen, den nationale Strukturen geet. Lëtzebuerg ass do am gudden Sënn eng Ausnahmesituatioun.

An zu deem huet sécherlech och d'Gemengefinanzreform vun 2017 mat bägedroen, déi positiv gespillt huet, wou déi grouss Majoritéit, ronn dräi Véierel Notznéisser si vun där doter Reform. Et ass jo och eng Emverdeelung geschitt am Kader vum Gemengesecteur. Virun allem awer gesäit een, dass déi Leit, wou déi Sécherheetsgarantie muss spillen, fir d'Einnamen op dem Niveau vun 2016 ze halen, déi Gemengen, dass dat praktesch just eng Handvoll sinn an dass dat insgesamt 1,5 bis 2 Milliounen Euro ausmécht (veuillez lire: Virun allem awer gesäit een, dass et praktesch just eng Handvoll Gemenge sinn, wou déi Sécherheetsgarantie muss spillen, fir d'Einnamen op dem Niveau vun 2016 ze halen, an dass dat insgesamt 1,5 bis 2 Milliounen Euro ausmécht), déi d'Regierung fir déi doten Zwecker elo prognostizéiert huet fir 2018 an 2019.

Eng Analys, déi gemaach ginn ass, huet gewisen, dass et duerch déi Steuerreform och esou ass, dass insgesamt fir de ganze Gemengesecteur 75 Milliounen Euro méi un d'Gemenge gefloss sinn, dat schonn an enger Situatioun, déi esou schlecht och an der Vergaangenheet net war.

Ech wëll awer och eng Kéier déi Zuelen hei erviruffen, déi sech erginn aus de Statsdotatiounen fir d'Gemengen iwwert den neie Fong, wou jo och dann d'Gewerbesteier mat dran ass. An do louchen d'Gemengen 2016 bei 1,59 Milliarden, déi se vum Stat kritt hunn, a fir 2019 gëtt geschat, dass dat 2,05 Milliarde sinn, äänlech wéi 2018 mat 2,04 Milliarden.

Wann ech elo d'Entwécklung kucke vun 2016 bis 2019, also an dräi Joer, ass dat e Plus vu 25,7 % fir de Gemengesecteur. Dat ass an der Moyenne een Uwuess vun 8,5 % pro Joer. A fir déi nächst Jore geet d'Regierung an hire Schätzungen dovunner aus, dass de Fong nach géif em eppes méi wéi 6 % pro Joer vun 2020 bis 2022 an d'Luucht goen.

Derbäi kommen, an dat ass interessant, och wann ech do den Detail net hunn, och déi indirekt Investisementer, déi sech jo am Investissementsbudget vum Stat erëm spigelen, wou et bei den indirekten Investisementer oft d'Beedelegung vum Stat u Gemengeprojekten ass, ob dat elo Kläranlage sinn, ob dat Sportsterraine sinn, ob dat am Schoulberäich ass oder an anere Beräicher, och am Logement. Do gëtt de Stat méi oder manner Sue bäi an och déi Zuele bewege sech staark no uewen. Wann ech dat iwwer eng länger Period vergläichen, da kommen also nach Honnerte Milliounen mat derbäi, déi iwwert de Statsbudget un d'Gemenge fléissen an deenen nächste Joren, och ëmmer erëm Tendenz steigend.

Fir eis als Sozialisten ass dat immens wichtig, dass déi lokal, déi regional Kierperschaften gestäipt ginn, dass si, déi nach méi schnell a méi direkt wéi de Stat kënnen awierken, wann et drëm geet, eng Rei vun Dängschtleeschungen ze leeschte fir d'Bierger, och Hëllefstellungen kréien.

An et ass och immens wichtig, dass doduerjer, well déi Capacitéiten do sinn, d'Gemengen och nach méi staark hir Verantwortung kënnen iwwerhuelen a ganz wichtige Beräicher, ob dat elo de soziale Wunnensbau ass, ob dat den Umweltberäich ass, ob dat anere Domäne sinn. Do kënnen d'Gemenge mat deem, wat se hei vu Mëttele hunn, och weiderhin eng aktiv Politik maachen.

Ech ginn net midd, et ze widerhuelen: Mir kënnen der Logementsproblematik nëmme an iergendenger Form bäikommen, wann eng staark Konzertatioun besteet tëschent Gemengeinitiativen a Statsinitiativen, wou natierlech de Stat d'Gemenge muss begleeden an deem doten Effort an och berodend wierken, well besonnesch déi kleng Gemengen net onbedéngt deen Know-how hunn, fir gréisser Projekte kënnen ze maachen. Dat bleift also eng Virussetzung. An d'Margen, déi finanziell Margé sinn do, fir do kënnen aktiv ze ginn.

Dat drëtt Element nieft dem Stat an de Gemengen ass d'Sécurité sociale, wa mer elo de Gesamtstat kucken a säi Budget. An och do weist 2019 e positiv Bild, an dat praktesch a sämtleche Beräicher, natierlech am Beräich vun der Pensionskeess mat, ech hunn et gesot, engem Iwwerschoss, deen op ronn eng Milliard geschat gëtt. Och haut ass et esou, dass den theoretischen Taux vum finanziellen Equilibre bei 21,7 % läit, awer d'Cotisations bei 24 % leien, soudass also do nach ëmmer Reserve gebilt gëtt, déi mer selbstverständlech och eng Kéier wäerte brauchen.

Vun der Assurance dépendance gëtt gesot, dass se een Iwwerschoss vun 19 Milliounen hätt, a

vun der Assurance maladie, dass se een Iwwerschoss vun 16 Milliounen hätt. Et ass just d'Assurance accident, déi doduerjer, dass och d'Cotisations erofgesat ginn, elo an engem Minus ass vu minus 16 Milliounen. Mä och do sinn d'Reserven awer däitlech méi héich, wéi d'Gesetz eigentlech virschreift, dass déi Reserve misste sinn.

D'Transfere vum Statsbudget an d'Sécurité sociale sinn och konsistent, 3,47 Milliarden, e Plus vu 6,5 % par rapport zum Budget 2018. Dat seet ganz kloer, dass eise Sozialversicherungssystem zu engem gudden Deel och fiskaliséiert ass, zu engem gudden Deel also iwwert de Statsbudget, also iwwer Steiereinnamen bezuelt gëtt an zu engem aneren Deel iwwer Cotisations bezuelt gëtt.

Dat hântk vun den eenzelnen Domänen of. Bei dem Pensionsregime ass et een Drëttel, deen de Stat bäileet an de Kuerf. Bei der Krankenversicherung sinn et souguer 40 % vun de Cotisations, déi e bäileet, a bei der Dependence sinn et 40% vun de Gesamtausgaben, déi de Stat iwwerhëlt.

Also och do iwwerhëlt de Stat seng Responsabilitéit, wann et drëm geet, derfir ze suergen, dass mer en héije Sozialsystem hei hunn. An déi Politik gëtt hei weidergeschriwwen vun deser Koalitioun iwwert déi ganz Period, wou et sech och erausschleiert, dass no deene Projektionen hei eigentlech och ouni gréisser Reforme fir déi nächst Joren de Gesamtequilibre méi wéi garantéiert ass an deenen eenzele Beräicher. An dat schéngt mer immens wichtig ze sinn, dass een och gesäit, dass déi Reformen, déi awer iwwert déi lescht zéng Joer gemaach gi sinn, och gräifen an dass mer d'Chance hunn, hei e Sozialversicherungssystem ze hunn, dee gënsecht bleift an deene deene Leit héichwärtige Leeschtunge kann offrëieren, déi dorënnerefallen.

Zréck vläicht zum Statsbudget am enge Sënn. An och do mengen ech, sinn nieft deem Transfer, deen iwwert de Statsbudget an d'Sozialkeese geschitt, an deem Budget eng Rëtsch vu ganz staarken Moosnamen dran, déi e soziale Charakter hunn an déi zu engem groussen Deel och deen Iwwerschoss vun Ausgabe fir 2019 erklären.

Net zu Onrecht huet de Finanzminister bei der Virstellung vum Budget op de Budget vun der sozialer Kohäsion a vun der Gerechtegkeet higewise fir 2019 a gläichzäiteg natierlech och vun der Noutwendegkeet vum Erhale vun der Kompetitivitéit vun der Wirtschaft a vun der Nohaltegkeet geschwat.

An ech wönnere mech ëmmer erëm, wann da Kritik geäussert gi wéi och nach de Moie vun der CSV-Spreecherin, fir ze soen, dat wär dann e Fours-tout, dat wär e Sammelsurium vun Iddien, fir jiddwereen eppes. Déi eng schwätze vun der Politik mat der Strenz, déi aner schwätze souguer vu Kaddoen. Ech hoffen, dass se net d'Erhéijung vum Mindestloun als Kaddo bezeichnen. Mä ech hat gemengt, dass ee schounden Emgang mat natierleche Ressourcen, dass eng verantwortlech Wirtschaftspolitik, dass dat eben zesumme mat dem Erhalt vun der sozialer Kohäsion grad déi dräi Eckpfeilere wäeren, mat deenen zënter dem Brundtland-Rapport eigentlech d'Nohaltegkeet definéiert ginn ass.

Déi dräi Elementer do, dat sinn déi dräi Piliere vun der Notion vun der Nohaltegkeet, wéi se viru Jorzéngten definéiert ginn ass an déi sech selbstverständlech an deem Budget erëm spigelt - anescht kéint et jo net sinn - an eenzelne Moosnamen, eng op déi aner ofgestëmmt.

An dat ass déi Politik, déi mer konsequent och mussen weiderféieren an deenen nächste Joren. De sozialen Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft ofsécheren, en Ausenanerbrüche vun der Gesellschaft verhënnern tëschent Aarm a Räich, tëschent Stad a Land, tëschent Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger. D'Gerechtegkeetsfro gehéiert an den Zentrum vun den Iwwerleeungen.

Dat huet des Koalitioun, huet des Regierung grad besonnesch mat deem éischte Budget ganz kloer gewisen, dass se och de Budget als Instrument gesäit, fir sozial Gerechtegkeet ze féieren an den Zesammenhalt vun der Gesellschaft ze stäipen. Well an anere Länner, och an eisen Nopeschlänner, gesäit een, wéi schnell, wann een déi dote Fro vernoléisseg vum sozialen Zesammenhalt, alles kann zesummebréchen an een an eng Spiral erakéint vun Turbulenzen, vun Onrouen, vum wirtschaftlechen Ofgang, wou een net méi weess, wéi ee schlussendlech draus erakéint.

Et ass och fir eis immens wichtig, dass hei och eng Bekenntnis an deem Statsbudget 2019

dran ass fir e staarke Sozialstat, en handlungsfähigen, finanzkräftige Stat, dee ka lenken, dee kann awierken, deen net einfach seet: „Dat, wat sech esou an der Wirtschaft mécht, dat wäert scho gutt fir jiddweree sinn“, mä dee Korrekturen usetzt. An dat musse mer weider ganz kloer am A behalen.

Jo, wa mer all eise Kanner Chancégerechtgeket wëlle garantéieren, da muss net manner, mä da muss weider méi nach an d'Schoulen, an d'Formation, an d'Uni investéiert ginn, well mer dat brauchen, fir Kompetenzen ze vermëtelen, déi an Zukunft gebraucht ginn, a fir och d'Méisprouchgeket ze férdere, e weideren Atout vu Lëtzebuerg.

A wa mer eis Welt, d'Liewensgrundlage wëllen erhalen, wa mer jiddweringem eng uerdentlech Liewensqualität wëlle sichen, da musse mer selbstverständlech nach méi maachen am Beräich vum Proppehale vun der Loft, Waasser a Buedem, awer net nëmme reparativ wierken, mä och eng präventiv Ëmweltpolitik maachen. Och do sinn éischt Elementer an deem heite Budget mat dran.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Duerfir kann ech net verstoen, dass Leit Gefallen heira fannen a mengen, an där doter Situation, wou mer sinn, mat deenen enormen Defien, déi mer am soziale Beräich, am Ëmweltberäich hunn, kéint ee mam Spuerstéft hei duerch d'Kreditter vum Budget lafen, vu Kad-doe schwätzen, a mengen, et kéint een d'Einnamen och vum Stat erfrosetzen.

Neen, de Stat brauch, fir déi dote Politik am allgemengen Interêt ze maachen, och an Zukunft déi néideg Finanzmëtelen, fir dat kënnen ze maachen, a muss och de Courage hunn, déi néideg Prioritéiten ze setzen. Eng konservativ Politik, déi keng positiv Perspektiven opweist, déi wäert Lëtzebuerg net weiderbréngen. Duerfir därefer mer op kee Fall Sozialdefizitter entstoe loosse, mir därefer op kee Fall Investitionsdefizitter entstoe loosse.

A loose mer och weider de Courage behalen, och wann dat vläicht nëmme usazweis bis elo gemaach ginn ass an net einfach wäert ginn, déi ökologesche a sozial Transition hinze kréien, déi mer brauchen, d'Adaptation vum eise Wirtschaftsa-Gesellschaftsmodell hei zu Lëtzebuerg ëmze krämpelen iwwert déi nächst Joren a méi nohaltig auszerichten.

An de Rifkin-Prozess war en exzellente Usaz, fir déi Aarbecht do ze maachen. D'Iddi vun der Kreeslafwirtschaft muss progressiv ëmgesat ginn. An den Embau vum Finanzsektor, deen amgaangen ass, och no ökologeschen an ethesche Kritären, ass ee wichtege Punkt an där ganzer Strategie.

Dese Budget ass sécherlech kee perfekte Entworf, mä et ass awer de Versuch, Deelantworten op déi doter Defien ze ginn. A mir därefer bei Begrëff wéi Reflexionsaarbecht a Planungsarbecht net fäerten. Mir musse plange fir d'Zukunft. Mir hunn d'Chance, e klengt Land ze sinn, d'Gréisst vun enger grousser Stad am Ausland. Mir kënnen also op Landesniveau praktesch eng stättesch Planung maachen, wann ech dat därefer esou soen. Loose mer déi Outilen, déi mer hunn, och gebrauchen, fir déi Planung iwwert déi nächst Joren ze maachen! D'Plan-sectorielle sinn e wichtege Element an deem Ganzen. Nach musse mer och de Courage hunn, se dann och richtig an deenen nächste Joren ëmzesetzen.

Een interessente Deelaspekt hunn ech fonnt am Avis vun der Zentralbank, deen och wéi all Joers ganz interessant ass, deen och eng kéier gekuckt huet: Ma wéi effizient sinn eis Sozialleeschtungen? An deem zum Schluss komm ass, dass de System fonctionnéiert, deen zum Schluss komm ass, dass, wann een kuckt, wat d'Leit vu Geldleeschtungen, wat deen Einzelne vu Geldleeschtungen a vun Naturleeschtungen am soziale Beräich kritt, dat méi ass wéi dat, wat e vu Cotisation a vu Steiere bezuelt.

Dat heescht, et ass also eng Ëmverdeelung, déi sech op deem dote Punkt mécht. A mir mussen an Zukunft also och de Courage hunn, nach aner Politicken ënnert d'Lupp ze huelen, systematesch eng Evaluéierung ze maache vun eenzelne Moosnamen, déi mer geholl hunn, vun eenzelne Politicken, déi mer geholl hunn. An ech ka mer virstellen, dass d'Chamber sech do als Parlament och den Know-how sollt ginn, fir kënnen esou Aarbechten duerchezéien. Ech verstinn, dass schlussendlech déi Iddi vun engem Budget par objectif fale gelooss ginn ass. Mä si muss awer ersat ginn duerch eppes aneres.

Ech denken, eng punktuell awer systematesch Evaluéierung duerch eng onofhängeg Stell vun eenzelne Moosnamen, vun eenzelne Politicken ass wichtege, fir vläicht och aus dem Hamster-rad vun de Moosnamen erauszekommen, an deem mer sécherlech gemeinsam oft gefaange sinn.

Mir hunn eis als LSAP staarkgemaach fir eng Besserstellung vun de Leit mat de klenge Paien iwwer divers Moosnamen. Virun allem awer och duerch den neie Steierkredit fir d'Bezéier vum einfache Mindestloun a vum qualifizéierte Mindestloun gëtt dat hei méiglech gemaach. Dat sinn der iwwer 62.000.

Iwwer 62.000 Leit, en majorité Residentë si Bezéier vu klenge Paien hei zu Lëtzebuerg. An deene gëtt iwwert dee Crédit d'impôt vu 70 Euro hei gehollef. Dat gëllt net nëmme fir d'Steierklass 1, mä dat zitt sech och a sämtlech Steuerklassen, d'1A an d'2 eriwwer.

Dat ass och kee Muttwëll, wann een effektiv déi lescht Erhiewunge kuckt, wat d'Situation vun dem Grupp vun den Elengzeier hei zu Lëtzebuerg ugeet, déi nach wie vor engem ganz staarken Aarmutrisiko ausgesat sinn, trotz enger ganzer Rëtsch vu Moosnamen, déi iwwert déi lescht Jore geholl gi sinn, fir hir Situation ze verbessere.

Dee Schantjen ass net zou, dee Schantje bleift weider op. De Käschtpunkt vun deem Crédit d'impôt fir d'Mindestlounbezüer läit bei 60 Milliounen Euro. Ech mengen, dat si se eis sécherlech wäert. An et wäert jo och den 1. Januar 2021 an den 1. Januar 2023 nach zu weideren Ajustementen vum Mindestloun kommen, déi des kéier dann och struktureller Natur sinn.

D'Chargé fir d'Betriben ginn, wat de Mindestloun ugeet, zum Deel ofgefiedert duerch eng Rei vu Steiermesuren, déi an deem heiten Text dra sinn. Als Sozialiste soe mer ganz kloer: Mir sinn net der Meenung, dass ee soll insgesamt d'Steierlaascht vun de Betriben erfrosetzen, wat awer net verhënnert, dass ee sech punktuell, fir gewëssen Aktivitéiten ze férdere a gewëssen Situatoune méi gerecht ze maachen, Steiererleichterunge ka virstellen. Mir sollten do awer visichteg virgoen, och well mer ebe grad gesot hunn, dass mer och net kënnen op Steiereinnamen verzichten hei zu Lëtzebuerg. Wa mer all déi ambitiéis Ziler, déi mer eis an der Sozialpolitik an der Ëmweltpolitik gesat hunn, wëllen ëmsetzen, da brauche mer och Geld, fir dat ze maachen.

Den TVA-Saz vun 3 % op Hygiënartikel, Binden, elektronesch Bicher, Presse en ligne sinn alles an Punkten, déi bei eis an dem Wahlprogramm stoungen an déi hei ëmgesat ginn. An dat ass wichtege esou.

Iwwert de Succès vum Congé parental kënnen mer eis nëmme gemeinsam freeën, well mer och der Meenung sinn, wann ee wëllt hunn, dass et zu enger reeller Gläichberechtigung vu Mann a Fra kënn, dass d'Frae besonnesch professionell op eegene Bee kënnen stoen a fir hir eege Versécherung kënnen stoen, dann ass et wichtege, dass mer bei esou Methode wéi dem Congé parental, wou et drëm geet, fir Beruff a Famill kënnen ze vereinbaren, de Leit entgéintkommen. Dat war e grouse Succès, och wann do nach déi eng oder aner Adaptation an Zukunft wäert kommen. Och dat ass virgesinn.

Den Ëmweltberäich ass scho genannt ginn. Déi staark Akzente bei den Investissementen wäerten iwwert déi ganz Period vu 455 op 710 Milliounen Euro am Joer eropgoen. 20 % vun den Investissementen sinn am Energie- an Ëmweltberäich. E wichtege Moment ass dee Klimaplang, dee mer elo 2019 wäerten ausschaffen. Dee gëtt politesch sensibel, dat wësse mer allegueren. Mä ech denken, dass mer do, nodeem mer de Mond gespëtzt hunn, och musse päifen an eis do déi richtig, konkret Moosname ginn, fir virunzekommen.

Ech kommen zum leschten Deel vu mengen Ausféierungen, wou ech wëll dem André Bauler hei vu menger Sait an am Numm vu menger Fraktion en décke Merci soen. En huet et an enger Rekordzäit - et ass de Budgetsrapport, bei deem een et ëmmer am engsten huet, dat si praktesch nëmme sechs Wochen, déi een zur Verfügung huet - fäerdegbruecht, mengen ech, e ganz flotten, kompletten, liesenswäerten an interessante Rapport hei ze maachen.

An en huet sech och, mengen ech, dat ass him unzerechnen, wéi anere Rapporten an virun him, en Thema erausgesicht, deem en eng besonnesch Importenz wollt ginn an deem heite Rapport. Dat ass d'Fro vun der Digitaliséierung vun der Wirtschaft, vun der Gesellschaft.

Dat ass en Thema, wat eis an den nächste Joren nach intensivt wäert musse beschäftegen. Ech sinn him och dankbar, dass en den Akzent net ausschliesselech op déi reng wirtschaftlech Aspekter geluecht huet, déi domadder zesummenhänken, well dat ass eppes,

wourop ech och besonnesch wollt am Numm vun eiser Fraktion hiweisen, dass et e Prozess ass, deen och d'Fro stellt, ob mer zum Primat vun der Politik erëmfannen oder ob et schlussendlech d'Wirtschaft wäert sinn, déi d'Norme wäert diktéieren, déi an enger digitaliséierter Welt wäerte gëllen.

Et ass wichtege, dass e Kader gesat gëtt, deen dem allgemengen Interêt entsprécht, e juristesche Kader souwuel national, virun allem muss dat natierlech awer an deem heite Beräich och international geschéien. Dat ass jo och, mengen ech, eng vun den Erausforderungen, déi och op d'Europäesch Union an deenen nächste Jore wäerten zoukommen, fir eben deen normativen a ethesche Kader do festzeleeeën am allgemengen Interêt.

Et geet awer net nëmme dorëm. Et geet net nëmme drëm, fir technesch Infrastrukturen op d'Been ze stellen, fir Software ze entwéckelen. Et geet net nëmme drëm, fir d'Kompetenzen ze vermëtelen. Et geet och ëm nei Regeln am Aarbechtsrecht, ëm nei Regeln am Steierrecht, am Dateschutz, international wéi och national. Dat sinn also enorm Adaptatoune, déi wäerte gemaach musse ginn, fir kënnen ze hëllefen, déi ganz Entwécklung do ze steieren.

Virun allem, mengen ech, wëll ech drop hiweisen, dass déi Digitaliséierung net kann e Selbstzweck sinn, dass et net nëmme kann drëm goen, fir iergendeen Wirtschaftszweig weiderzuentwéckelen. Et geet drëm, dass déi grouse Mass vun de Leit profitéiert vun där doter Entwécklung, dass déi Digitaliséierung, déi Robotisierung hiren Alldag vereinfacht, hinnen eppes Konkretes bréngt am Alldag. An et ass déi Zilsetzung, mengen ech, déi mer am A mussen hunn.

An do muss ee ganz, jo, ängstlech ginn, wann een awer gewëssen Entwécklungen a leschter Zäit kuckt, déi gemooss gi sinn, wat zum Beispill d'Entwécklung vum Salarat ugeet, wou Etüde weisen, dass an deene leschte Jore sécherlech d'Zuel vun de Leit mat héijer Qualifikatioun staark an d'Luucht gaangen ass, d'Zuel vu Leit mat klenger Qualifikatioun och an d'Luucht gaangen ass an d'Zuel vun de Leit mat mëttlerer Qualifikatioun praktesch därelech erofgaangen ass.

Et huet een also eng Zweedeelung vum Salarat, déi amgaangen ass, sech hei ze maachen. En esou Entwécklungen am Kader vun der Plattformökonomie wéi déi Nullstonnekontrakter, wéi se a Grousbritannien üblech sinn a wou praktesch eng Millioun Leit esou Kontrakter hunn, also praktesch Aarbechten op Nofro maachen, déi a kengem richtige Salaratsverhältnis eigentlech stinn, dat muss engem Angscht maachen. Zemoos wann elo och schon d'EU festgestallt huet, dass eng vu véier Aarbechtsplazen an Europa engem sougenannten atypeschen Aarbechtsverhältnis entsprécht, also just nach Contrat à durée déterminée respektiv Deelzäitaarbecht respektiv aner nach méi prekär Forme vun Aarbecht. Et ass also do eng immens Erausforderung, déi op eis duerkënn.

Ech wollt nach op aner Punkten ze schwätze kommen, ech gesinn awer, meng Riedezäit leeft hei weider. Et wär och derwäert, eng kéier op de Plan national de réforme ze schwätzen ze kommen, well mir si jo elo no bei 2020, dat heescht, d'nächst Joer ass spëtstens de Moment vum Bilan komm.

An do gesäit een, dass mer bei eenzelnen Zilsetzungen gutt virukommen: Beschäftigungsquot, Energieeffizienz, Réckgang vun der Aarbechtslosegkeet, dat si positiv Punkten. Mir gesinn awer och, dass mer bei Recherche et développement, net bei der öffentliche Recherche et développement, mä bei der privater Recherche et développement wäit ewech si vun deenen Zilsetzungen, déi mer haten. Et gesäit een och, dass mer eisen Undeel vun erneierbaren Energien nach net esou schnell op déi 11 % bruecht hunn, wat d'Zil war fir 2020, och wann et am positive Sënn weidergeet.

Mä virun allem mengen ech, ass et wichtege, dass mer och dee Benchmarking weiderféieren. Dat ass vläicht esou eng lästeg Stilübung ginn, dee PNR do. Do huet ee jo och gesinn, wann een d'Foto gesäit vu Sozialpartner mat der Regierung, ech mengen, et war no zwou Stonnen eriwwer: Dat war net déi grouse Begeescherung, fir déi Debatt do ze féieren.

Mä ech mengen, esou e Benchmarking ass wichtege, fir sech och selwer a Fro ze stellen, fir och selwer ze iwwerpräieren: Si mer op der richteger Trajectoire, wat eis Politik ugeet? An et soll een dat onbedéngt och bäibehalen, mä vläicht dat Ganzt méi oppe maachen a méi participativ maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum definitive Schluss vu mengen Ausféierungen. Jo, dese Budget ass kee Spuerbudget. Et ass keen Danz ronderëm dat Gëllent

Kallef vun dem Nullbudgetsdefizit, mä et ass e Budget, dee konform ass zu deem Programm, dee sech des Koalition virun e puer Méint ginn huet, deen e verantwortlechen Émgang mat de Statsfinanze mat sech bréngt, mä ganz kloer awer koppelt u konkret Moosnamen, wat de sozialen Zesummenhalt, wat d'Nohaltegkeet ugeet. A besonnesch aner Beispiller vun anere Länner weisen, zu wat et ka féieren, wann een déi richtig Akzente an deenen doten zwee Beräicher net setzt.

Dese Koalition huet de politesche Spillraum genotzt, dee se hat, fir eng Rei vun neie politeschen Initiativen ze huelen. Dese Budget huet sécherlech e voluntaristesche Charakter. En ass engem gewëssen Optimismus verschriwwen an d'Zukunft.

D'LSAP wäert dese Budgetsprojett stëmmen.

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci dem Här Bodyr. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joséé Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Joséé Lorsché (déi grëng).**- Här President, mam Doud vum Grand-Duc Jean huet e grouse Statsmann eis verlooss. Säin Engagement, seng Opriichtegkeet a säi staarke Sënn fir Solidaritéit an Demokratie hunn eist Land an eis Gesellschaft nohaltig gepräägt. Am Numm vun der grénger Fraktion deréck an der groussherzoglecher Famill eist häerzlechste Bäileed aus.

Ganz besonnesch wierdege mer awer och gären den onermiddlechen Asaz vum Grand-Duc Jean fir d'Natur an d'Ëmwelt. En Asaz, deen eis Kraaft gëtt fir d'Zukunft an eis weiderhi staark mam Grand-Duc Jean wäert verbannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2010 ënnert der CSV/LSAP-Regierung huet den deemolegen Département de l'environnement vum Nohaltegkeetsministère, dee jo déizäit vun zwee CSV-Ministère gefouert ginn ass, e wäertvollt a wichtege Dokument publizéiert mam Numm „Ein nachhaltiges Luxemburg für mehr Lebensqualität“.

Dest Dokument sollt d'Basis liwweren, fir de PNDD, de Plan national pour un développement durable, ëmzesetzen an dobäi fënnf iwwergeuerdnet Grondprinzipien ze verwerklechen:

- éischstens, den Erhalt vum attraktive Standuert Lëtzebuerg mat héijer Liewensqualität;

- zweetens, de Respekt vun den ekologeschen, sozialen a kulturelle Rechter vun de folgende Generatiounen, och am internationale Kontext;

- drëtens, de Respekt vun den ekologeschen Grenzen a vun der Regenerationsfähigkeit vun der Natur bei der Notzung vun den natierlechen Ressourcen;

- véiertens, de Schutz vum sozialen Zesummenhalt;

- a fënneftens, d'Sécherung vum wirtschaftleche Wuelstand duerch d'Entwécklung vun enger zukunftsfähiger Ökonomie mat héije sozialen a ekologesche Standarden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir haut vum Statsbudget schwätzen, da schwätze mer iwwert dat zentraalt Instrument, wat mir brauchen, fir ganz genee des zukunftsfaeg Entwécklung vu Lëtzebuerg ze erméiglechen an domat genee dat ze maachen, wat d'CSV/LSAP-Koalition schon am Joer 2010 wëlles hat, mam eenzegem Ennerscheid, dass des Koalition de Programm vun 2010 mat zousätzlechen a méi ambitiéis Ziler ergänzt huet, well d'Urgence an alle Gebidder offensichtlich ass. Stéchwuert: Klimawandel. Stéchwuert: Verloscht vun der Biodiversitéit.

An och deser Koalition, Dir Dammen an Dir Hären, geet et drëm, déi wirtschaftlech Entwécklung mat héije sozialen a ekologeschen Standarden an Aklang ze bréngen an eist Land op déi Manéier virun der Wuesstumsfal ze schützen.

An deem Sënn wäerte mir an den nächste Wochen an der Chamber iwwert déi nei Version vum PNDD debattéieren. Dobäi handelt et sech ëm déi drëtt Version, déi am September 2018 vun der Regierung virgestallt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech misste mer eis jo elo all zesumme freeën, datt des Regierung aktiv drop hischafft, deene villen Dimensionen vun der Nohaltegkeet a vun der nohaltiger Entwécklung gerecht ze ginn, méi wéi jee. An da misst een och zesummen de Budget stëmmen, well e genee dofir geduecht ass. A mir mussen eis och freeën, dass des Regierung sech net scheid, nei Erausforderungen unzegoen.

Well et den éischte Budget no de Chamberwahlen ass, an domat och den éischte vun deser

Legislatur, emol ofgesi vun den Douzièmes provisoires, déi mer jo scho fir de Fonctionnement vum Stat gestëmmt hunn, erlaben ech mer fir d'Éischt e kleng Bléck no hannen. E Bléck zrëck op d'Ausgangssituatioun, wéi se sech dëser Koalitioun am Joer 2013 presentéiert huet.

Bekanntlech war déi alles anescht wéi blendend, an awer ass et gelongen, déi finanziell Situatioun vu Lëtzebuerg ze verbessern an um Wee dohin eng ganz Rei Erausforderungen an Turbulenzen ze meeschteren.

Et ass scho gesot ginn: D'Perte vun de Recetten um Commerce électronique hunn eis eng Milliard d'Joer kascht. Da war et awer och net einfach, dat berechtigt Enn vum Bankgeheimnis hei zu Lëtzebuerg dann och ëmzesetzen, d'Émsetzen awer och vun den Antiblanchiment-Direktiven a vum Échange automatique, mä och d'Émsteieren am Kader vum BEPS, dem Impakt vum Brexit, dee sech scho méi laang ubaant, dann awer och de Respekt vun de Kritären, déi mam Stabilitéitspakt verbundene waren, an d'Finanzkris generell.

Trotz all dësen Hürden an Zwéckmillercher - kann ee scho bal soen - huet de Minister Pierre Gramegna et um internationale Parquet fäerdegbruecht, sech als kleng Lëtzebuerger Finanzminister ze behaupten; woumat ech ënner „kleng“ natierlech déi bescheide Gréisst vun eisem Land mengen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - En huet et fäerdegbruecht, e gesonden Equilibre hierstellen tëscht engersäits dem Respekt vun enger ëmmer méi harmoniséierter europäescher Finanzpolitik, déi mer ënnerstëtze mat all hire Constraints, anerersäits awer och den Interesse vum kleng Lëtzebuerg gerecht ze ginn, wat sech vis-à-vis vu groussen Natione muss behaupten, fir net vun hinne verschléckt ze ginn.

Haut am Joer 2019 léisst d'Resultat vun dëser Politik sech weisen. De Rapporteur André Bauler ass am Detail op déi konkret a ganz positiv Zuelen aus dem Budget agaan. Dir sidd schon e puermol gelueft ginn, mä Dir hutt et verdéngt.

Ech wëll déi Zuelen net widerhuelen, allerdings wëll ech et net verpassen, lech als Rapporteur, Här Bauler, villmools Merci ze soen. E Merci éischters fir Äre Fläiss, deen Der bei der Elaboratioun vun dësem Budget zudaag geluecht hutt, mä awer och fir déi ganz fair a besonnen, kompetent Aart a Weis, d'Finanz- a Budgetkommissioun ze leeden. Dat soen ech ganz éierlech.

E Merci geet am Numm vun der grénger Fraktioun awer och un de Finanzminister Pierre Gramegna, engersäits fir säin Asaz an de ganze leschte Joren, anerersäits awer och fir seng pertinent a gutt verständlech Erklärungen, déi hien ëmmer zum Budget gétt. Et ass, wéi gesot, e Buch mat siwe Sigelen, wann ech dann de Rapporteur kann zitieren.

Wat déi finanziell, sozial an ekonomesch Ausgangssituatioun vu Lëtzebuerg fir d'Zukunft betrëfft, esou si jo eng ganz Rei Beräicher relevant. Ech picken der awer just dräi eraus:

- éischters, dee vun der Statsverschuldung am Verglach zum PIB;

- zweetens, dee vum Taux d'emploi an der domat verbonnener Kafkraaft;

- drëtens, dee vun der Sécurité sociale, dem System vun der sozialer Sécherheet, deen an eisem Land op Solidaritéit berout an och widerhin op Solidaritéit muss berouen. E léisst kee falen.

Éischte Punkt: d'Statsverschuldung. Eng statistesch Donnée, déi an deem ganzen Zuelendschungel besonnesch erfreelech ass, ass déi vun der niddreger Statsverschuldung prozentual zum PIB. Wat dës Schold ugeet, esou kann ee wierklech net oft genuch widerhuelen, datt se an de leschte Jore kontinuierlech erofgaangen ass, an zwar dank enger gutt iwwerleechter Finanzpolitik, mä och dank enger gudder internationaler Konjunktur, déi dëser Regierung viles erlichtert huet. Och dat muss een zouginn.

Haut gehéiert Lëtzebuerg definitiv zu de Spëtzerreider vun deene Länner, déi am mannsten éffentlech Schold opweise par rapport zu hirem PIB. Mat engem Ratio vu just 21,4 % am Joer 2018, vun nach just 20 % am Joer 2019 an enger falender Tendenz fir déi nächst Jore läit eis Verschuldung wäit ënnert der europäescher Limitt vu 60 % vum PIB a respektéiert domat kloer d'Kritäre vu Maastricht.

Eis Statsverschuldung läit awer och nach wäit ënnert der Limitt vun 30 %, déi d'Dräierkoalitioun sech bei hirem Untrëtt am Joer 2013 gesat huet.

Wéi gutt mir um Niveau vun dëser Verschuldung dostinn, gesäit een awer virun allem och, wann een iwwert d'Grenze kuckt. Et kann ee jo

net soen, eis Nopeschlänner wäeren aarm Länner, an awer: Frankräich an d'Belsch leie bei enger Statsverschuldung vun iwwer 90 % vum hirem PIB, Däitschland an Holland leien och nach bei wäit iwwer 50 %, fir emol nëmme vun deene Länner ze schwätzen, deene mir geografesch am nooste sinn.

Net onwichtig ass an deem Kontext och, datt eis éffentlech Verwaltungen iwwer Actifs financiers verfügen, déi insgesamt iwwert dem Brutto vun eiser Statschuld leien.

Ech kommen dann zum zweete Punkt, deen ech virduen ernimmt hunn: den Taux d'emploi. Et ass den zweete Chiffer, deen eis positiv stëmmt an e wesentleche Parameter ass, fir déi wirtschaftlech Situatioun an d'Kafkraaft zu Lëtzebuerg ze bewäerten. A genee do wëll ech hin. Dat heescht, grad wéi d'Statsverschuldung ass och d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg kontinuierlech erofgaangen a läit elo nach just bei 5 %, also e gudden Krack ënnert där vun den Nopeschlänner, an esou déif wéi scho laang net méi oder bal nach ni.

E kleng Bemoll, an och dee muss een awer ervirhiewen, ass déi wuessend Inadequatioun tëscht deenen eenzelne Berufsprofiler. Den Här Serge Allegrezza vum Statec ass an der Budgetkommissioun dorop agaan. En huet gesot, datt de Gros vun den Aarbechtsplazen, och vun deenen neien, vu wéineg qualifizierten oder guer net qualifizierten Residenten besat ginn, während ëmmer méi Branchen e Problem hunn, déi néideg Spezialisten op d'Berufsprofiler hei zu Lëtzebuerg ze fannen. D'Resultat ass, datt déi gebrauchte Profiler natierlech am Ausland musse rekrutiert ginn.

Wéi wichteg et ass, Dir Dammen an Dir Hären, am Educationswiesen a virun allem an der Berufsausbildung nei Weeër ze goen, fir de wuessende Problem an de Grëff ze kréien, weist sech domat eemol méi. Als Gréng si mir jiddefalls iwwerzeegt, datt de Chômage zu Lëtzebuerg nach weider reduzéiert ka ginn, wann d'Schoul déi Jonk méi geziilt op den Aarbechtsmärcht virbereet an no hire Kompetenzen orientéiert, amplaz duerch eng Orientation par l'échec, ...

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ... mä och wann d'Betribler ugespornt ginn, méi Jonken eng Stageplaz unzebidden. Emmerhin ass de Mangel u Stageplazen ee vun den Haaptfacteurs vum Décrochage scolaire, dee séier am Chômage endegt. An do ass all Prozent ee Prozent ze vill. An dofir begrësse mir ausdrécklech, datt d'Regierung dee Problem erkannt huet a mat konkrete Moossnamen dergéint virgeet.

En drëtten Punkt: d'Sécurité sociale, wou mer jo en Iwwerschoss vun enger Milliard am Gesamttotal am Joer ze verzechnen hunn. Ech schwätzen awer elo just vum Pensionssystem als engem vun den Haaptpillere vun der sozialer Ofsécherung am Alter. E läit jiddwerengem um Häerz.

De Pensionssystem ass 2012 reforméiert ginn. Deemoos huet de Spriecher vun der grénger Fraktioun, den haitege Minister Félix Braz, drop higewisen, datt d'Renteproblematik duerno net vun Dësch wier, mä datt se nees séier op den Dësch vun der politescher Aktualitéit géif zrëckkommen.

Wann déi berümt-berüchtigt Rentemauer dann effektiv um Horizont 2037 Realitéit wäert ginn - vläicht, d'Zentralbank geet op alle Fall dovun aus -, dann hu mir wuel nach eng Zäitche Sutt. Dat soll eis awer net drun hënnen, datt mir, am beschte parteiüwergreifend, eis Gedanke maachen iwwert d'Stellschrauwen, un deene soll gedréit ginn an déi a Bewegung musse gesat ginn, fir och deene folgende Generatione mënschewierdeg Renten ze garantieren.

Jiddefalls där et net sinn, datt déijéineg direkt verdäiwelt ginn, déi et och nëmme woen, den zukünftige Problem vun der Rentefinanzierung iwwerhaupt emol unzeschneiden. Mir mussen zesummen no Lösung sechen.

► **Une voix.** - Très juste !

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Net manner um Häerz leit als als Gréng och de Pensionssystem, dee vill Recettë generéiert an d'Renten ofsécher, zousätzlech zu de Cotisations.

Hei wëll ech eng Bréck bauen zu den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO, mä och zum Accord vun der COP21 vu Paräis, wou Lëtzebuerg sech zu enger nohalteger a solidarischer Finanzgestioun engagéiert huet. Dir wësst, op wat ech aus sinn.

Bei den Investissementer vum Fonds de compensation muss et definitiv dréms goen, ausschliisslech an nohaltegen Secteuren ze investieren. Nohalteg am Sënn vun allen Dimensione vun der Nohaltegkeet an net just där

finanzieller, esou wéi et am Koalitiounsaccord festgehalten ass.

Sech hannert der falscher Sécherheet vu Finanzprodukter verstopp, déi keng Zukunft hunn, well se eis Liewensgrundlagen laangfristeg zerstieren, ass jiddefalls net méi de richtige Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, enk mat dësem leschte Punkt verbonnen, ass en Thema, wat eis als Gréng och speziell um Häerz läit am Hibleck op eng nohalteger a solidaresch Finanzplaz Lëtzebuerg. Et ass de Beräich vun der grénger Finanzpolitik, der sougenannter „Green Finance“, iwwert déi ech am Numm vun der grénger Fraktioun och e puer Wieder méi wëll soen. Den Eugène Berger huet eis schon eng ganz Rei Erklärungen dozou ginn.

Generell besteet d'Zil vun der grénger Finanzpolitik doran, déi finanziell Handlungsfäegkeet vun der éffentlecher Hand ofzesécheren a gläichzäiteg awer och derfir ze suergen, datt d'Finanzpolitik e sozialen an ökologesche Wandel erméiglecht. Dat heescht, d'Gelder mussen do ukommen, wou se fir eng nohalteger a ressourcéschouend Entwécklung gebraucht ginn. A wa privat Finanzakteuren an d'Spill kommen, dann ass et um Stat, fir den néidege Kader ze setzen, Kaderbedingungen ze schaffen, an doriwier eraus och déi gesetzlech Grundlagen, esou wéi de Koalitiounsaccord et mat sechs Moossnamen virgesäit; emol onofhängeg vun deem, wat schon alles op deem Plang geschitt ass.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëlle wierklech domat krisefest, konsumenteffendlech, gerecht an nohalteger Finanzmäert opbauen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och um internationalen Niveau an an der Solidaritéit mat den Entwécklungslänner; dëst och nees am Respekt vum Accord vun der COP21 vu Paräis an am Respekt vum Accord vun de Vereenten Natione vun der UNO, deen de fréiere Kooperationsminister Romain Schneider an d'Émweltminister Carole Dieschbourg 2015 zu New York ënnerzeechent hunn.

Alles an allem geet et bei der grénger Finanzpolitik drëm, solidaresch ze handeln, dat heescht, den Honger an d'Aarmut weltwäit ze bekämpfen, d'Liewensmëttelsécherheet weltwäit ze garantieren an alle Länner vum Planéit eng nohalteger a propper Landwirtschaft opzebauen - natierlech mat Verzicht op Glyphosat -, déi nohalteger Bildungsziler awer och ëmzesetzen, an dem Klimawandel mat all sengen Auswirkungen entgéintzesteieren.

Et geet dëser Koalitioun also net just ëm d'Wuelbefanne vun der Populatioun an eisem Land. Et geet hir och ëm d'Wuelbefanne vun alle Mënschen, déi op dësem Planéit liewen an zu den éischten Afër vum Klimawandel ginn, esou och mat der grénger Finanzpolitik, wou mer do d'Hiewele kënnen a Bewegung setzen.

Och wann de Bilan zu Lëtzebuerg, dee Lëtzebuerg elo scho virleien huet, op deem Plang nach net bei jiddwerengem ukomm ass, esou léisst e sech awer schon haut weisen. Just e puer Beispiller:

- Ech fänken u mat enger Initiativ aus dem Joer 2015, wou d'Regierung d'Initiativ ergraff huet, déi sougenannt „Climate Finance Task Force“ ze grënnen. Dat war eng Plattform, déi geduecht ass, fir innovativ Iddien am Kampf géint de Klimawandel ze schaffen. Mëttlerweil hunn iwwer zéng Meetinge stattfonnt, Dir Dammen an Dir Hären, déi ënnert der Leedung vum Finanzminister Pierre Gramegna an der Émweltminister Carole Dieschbourg stoungen. Et kann een also net grad behaupten, et géif näischt geschéien.

- Weider gong et am Joer 2016 mam Projet Luxembourg Green Exchange, enger Initiativ vun der Lëtzebuerger Bourse, déi sech op gréng Finanzprodukter spezialiséiert huet, dëst och nees am Kontext vum Accord vun der Klimakonferenz zu Paräis. Domat ass eng éischt grouss Plattform entstanen zu Lëtzebuerg, an där nëmmen ökologesch Finanzprodukter ze fanne sinn. D'Bourse schléisst zum Beispill all Produit aus, dee mat Benefisser am Beräich vun der Atomenergie, dem Handel mat geschützten Aarten, Déiereversich fir kosmetesch Zwecker an esou weider verbundene sinn.

Laut engem rezenten Artikel am „Paperjam“ vum Januar 2019 si mëttlerweil 277 Entitéiten an där Plattform ze fannen. An d'Valeur vun de gréngen Obligatioune läit zu dësem Zäitpunkt scho bei iwwer 112 Milliounen Euro.

- Eng aner Initiativ koom 2016 zustanen. Déi heescht Climate Finance Label, déi vu LuxFLAG lancéiert ginn ass a wou 75 % vum Actif an de Kampf géint de Klimawandel flëssen.

- An am selwechte Joer ass d'Regierung eng Partnerschaft mat der EIB agaan, der Europäescher Investitiounsbank an huet déi sougenannt „Luxembourg-EIB Climate Finance“-Plattform an d'Liewe geruff. Dës Plattform ass

mëttlerweil ganz aktiv an ënnerstëtzt Prëten am Beräich vun der Energieeffizienz, vun Lëtzebuerg vill nozehuelen huet, der Ressourceneffizienz an der Produktioun vun erneuerbarer Energie. Dobäi setzt se awer och op déi international Solidaritéit mat Länner aus dem Mëttleren Osten an Nordafrika, esou wéi et déi nohalteger Entwécklungsziler virgesinn.

- Ervisträiche wéilt ech dann och nach d'Initiativ vum Green Bond Label vu LuxFLAG, dee fir de Finanzement vun ökologesche Projeten zoustänneg ass;

- an dann dozou nach eng éffentlech-privat Partnerschaft, déi vum Finanzministère, dem Émweltministère an néng privaten Akteuren lancéiert ginn ass. Hei muss ee betounen, datt iwwert déi éischt dräi Joer 2 Milliounen Euro vun der Regierung an dee Fong investéiert ginn.

Dobäi kouden nach aner Projeten, op déi ech elo net am Detail aginn, well et ze wäit féiert.

Op alle Fall muss ee soen, dass mer um gudden Wee sinn an dass mer op deem gudden Wee wëllen a solle weiterfueren.

D'Resultat vun all deene Moossnamen, déi ech elo opgezielt hunn an déi ech awer nach net all konnt beschreiben, et sinn der am ganzen eelef, ass beuechtlech. Am globale grénger Finanzindex, deen d'Efforte vun de Länner am Beräich vun der grénger Finanzpolitik analyséiert, steet Lëtzebuerg mëttlerweil op véierter Plaz.

An d'Objektiv vun dëser Regierung besteet elo doran, och déi néideg Investitiounsfongen ze fërderen, déi e positiven Impakt op d'Émwelt, op d'Klima an op déi sozial Gerechtegkeet hunn, dëst op Basis vun europawäit gültende Kritären, déi momentan vun der Europäescher Kommissioun diskutéiert an ausgeschafft ginn am Hibleck op d'Schafung vun engem europäesche „bio-Label“ an der Fongenindustrie.

A firwat net och kuerzfristeg zu Lëtzebuerg en nationale „bio-Label“ schafe fir d'Lëtzebuerger Fongenindustrie, esou wéi de Minister Pierre Gramegna et rezent an engem Interview am „Lëtzebuerger Land“ ugedeit huet? Jiddefalls beweisen dës Beispiller alleguer, datt dës Regierung hir Verantwortung um Niveau vun der grénger Finanz längst iwwerholl huet an datt se de politesche Wëllen huet, op deem Wee weiterzefueren. Dat just als Ergänzung zu der Pressekonferenz vun der CSV.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu verschiddenen Eckdaten an zu de Previsiounen vum Budget fir 2019, déi an der Lescht jo méi oft am Mëttelpunkt stoungen wéi déi gréng Finanzpolitik vun dëser Regierung.

Bekanntlech geet de Budget 2019 vun enger Croissance vum PIB aus vun 3 % fir d'Joer 2019.

De Pluriannual beriff sech sengersäits op eng Croissance vun 3,8 % fir d'Joer 2020, vun 3,5 % fir d'Joer 2021, an erëm op 3 % fir d'Joer 2022.

Vun alle Säite festgestallt, kommentéiert an zum Deel och kritiséiert gouf an der Finanz- a Budgetkommissioun d'Tatsaach, datt dës budgetär Previsiounen net fiabel sinn an datt se et awer och nach ni waren. Dowéinst ass et haut schwéier soen, ob d'Previsiounen fir 2019 an d'Joren duerno der reeller Entwécklung dann elo entsprechen oder net, ob se ze vill optimistes sinn oder net.

Allerdéngs ass dat an eisen Aen net déi relevant Fro. Fir eis ass d'Fro méi relevant, firwat et zu Lëtzebuerg net méiglech ass a bis elo ni méiglech war, exakt Previsiounen op Basis vu verschiddenen Zeenarien opzustellen, a wat mir eigentlech kënnen maachen a musse maachen, fir déi Previsiounen ze erméiglechen.

Fir e Problem ze léisen, muss een natierlech d'Ursaache kennen.

Déi éischt Ursaach vun der Onverlässlecheit vun de Previsiounen ass ganz sécher déi, datt d'Evolution vum PIB net just vun der Lëtzebuerger Wirtschaft vun eisem klengem Ländchen ofhängt. Se ass och ofhängeg vun internationalen Entwécklungen, wéi zum Beispill den Handelskonflikter, de Finanzkrisen, der Entwécklung vun den Zënsmäert, vun de Pétrolspräiser, dem Impakt vum BEPS, dem Brexit, der grousser Diversitéit vun eiser Ekonomie, awer och (veuillez lire : awer och dem ICT-Secteur), mä dann donieft och vun temporären Krisen, wéi zum Beispill vun der Automobillkris an Däitschland. Dës Facteur si schwéier virauszegesinn an och schwéier am Virfeld ze berechnen.

Déi zweet Ursaach da gesinn d'Spezialisten doran, datt déi aktuell Berechnungsinstrumenter just op der Produktivitéit berouen, déi duerch d'Entreprise generéiert gëtt. Den Hoken dobäi ass, datt d'Produktivitéit awer net eleng ausschlaggebend ass fir déi ekonomesch Entwécklung a fir d'Wäertschöpfung, déi domat verbonnen ass. Ausschlaggebend sinn och de Finanzsektor an den ICT-Sektor, déi eng grouss Plaz an eiser Economie anhuelen, mä bei der Berechnung vum PIB net berücksichtig ginn.

Net berücksichtegt gëtt och d'Evolution vum Taux d'emploi, obwuel dësen Indicateur schnell iwwert d'IGSS ofruffbar wier, an deemno eng gutt Basis géif duerstellen, fir d'Performance vum eiser Economie, mä och d'Kafkraaft an eise Land ze bemessen. Woubäi ee jo muss wëssen, datt den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg och während der Finanzkrisis weider gewuess ass. D'Emploie sinn eropgaangen, trotz Kris. An datselwecht zielt och fir d'Awunnerszuel.

Eng drëtt Ursaach vun deenen dach extreme Schwankungen an de budegetäre Previsiounen, Dir Dammen an Dir Hären, ass éischter hausgemaach. Se läit wahrscheinlech doran, datt et zu Lëtzebuerg Usus ass, seng eegen Zopp ze kachen, amplaz zesummeschaffen.

Wann een an der Finanz- a Budgetskommission Sätz héiert wéi: „De Stater ass eppes wéi eng Auster, déi der Banque centrale näischt erausgëtt“, oder: „De Stater kritt net genuch Donnéeën vun der Steierverwaltung“, oder - ech komme bei de Saz, deen d'Martine Hansen de Moien zitíiert huet -: „D'Banque centrale schafft mat deem, wat se huet, mä se weess net, ob dat, wat se huet, vill wäert ass“, spéitstens da muss ee sech Froe stellen!

Virun allem muss ee sech awer d'Fro stellen, ob Lëtzebuerg net scho säit éiwegen Zäiten e Problem mat der Gouvernance hat an net just mam Problem vu feelende makroökonomeschen Analysen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir an deem Beräich vum Fleck ze kommen an net ze streiden, plädéiere mir als Gréng derfir, dass mer eis ee fir allemol mat der fundamentaler Fro ausersetzen, wéi eng Approche mir beim Opstelle vum Budget, haaptsächlech och vum pluriannuelle Budget, sollen huelen.

Wëlle mer, wéi dat och zu CSV-Zäiten nach ëmmer de Fall war, wëlle mer eis éischter vu Virstellungen, politeschen Ziler an Idealen leede looszen a weiderhin en Droit à l'erreur zouloosen? Eng Approche, déi schonn zanter Jorzéngten zu Lëtzebuerg akzeptéiert gëtt. Dës Approche ass an eisen Aen duerch legitim, allerdéngs soll ee sech dann och net bekloen, wann den Iertum an de Prognosen effektiv antrëtt.

Oder si mer bereet, eng sougenannt „evidence-based policy“ op d'Been ze stellen, fir den Term aus dem Fachjargon ze benotzen? Den Term „evidence-based“ kënnt eigentlech aus der Medezinn. En ass schwéier ze iwwersetzen a bezechent eng Approche, déi op kloer Fakte berout.

Ech denken, den Här Bodry huet och an déi Richtung geduecht, wéi e vu senger neier Approche oder enger Verbesserung vun der Methode geschwat huet. Mir mussen just nach wëssen, wéi mer se da schlussendlech nennen. « Politique par objectifs » gehéiert natierlech och dozou. Dat ass eng Politik, déi sech Objektiv setzt an duerno muss evaluéiert ginn.

Op d'Finanzpolitik an op d'Opstelle vum Pluriannuel haaptsächlech bezu bedeit den Ausdruck „evidence-based policy“, datt déi politesch Decisiounen net just ebe vu politeschen Ziler a Programmer, mä och vun empirischen Daten ofhängeg gemaach ginn. Dozou gehéieren Impaktstudien, Evaluatiounen vu Programmer a Käschten-Notzen-Analysen am Stil vun deenen, wéi den Nohaltegkeetsminister, de Mobilitéitsminister se schonn um Niveau vun der Mobilitéitsplanung an den duerfir gebrauchten Investissementer realiséiert.

Quitte datt net all Entwécklung previsibel ass, dat kann ee guer net behaupten, esou gëtt den Zoufall awer mat esou enger Approche esou wäit wéi méiglech ausgeschloss, an zwar dozou, datt all moossbar Indicateuren och effektiv gemooss ginn, matenee verglach ginn, openeen ofgestëmmt ginn an datt dann e Choix getraff gëtt.

Wa mer op de Wee vun esou enger empirischer Politik wëlle goen, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et net duer, all Joer bei der Diskussioun ronderëm de Budget festzustellen, datt déi implizéiert Akteuren net genuch ze-

summeschaffen an datt mer méi makroökonomesch Analyse musse maachen, esou wéi d'Cour des comptes dat fuerdert. Wa mer dës Approche wierklech wëlle wäelen, da mussen mer och déi néideg Ressourcen derfir zur Verfügung stellen. Dat heescht, datt Lëtzebuerg sech déi néideg Expertise musse siche goen an domat och deen néidegen Know-how, fir iwwerhaupt emol fäeg ze ginn, makroökonomesch Analysen duerchzuführen a verschidden Entwécklungsszenarien op Basis vun alle variablen an net variablen Daten ze entwéckelen. An nëmme da kënne mer der Recommendation vum der Cour des comptes och wierklech nokommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Kader vun de Budgetdiskussionen hunn déi Gréng an de leschte Joren ëmmer nees betount, datt et net duergeet, als Finanznatioun ze reusséieren.

► **Une voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi Gréng).** - Mir mussen och als Mënsche reusséieren. An och dat ass d'Zil, wat mer bei der Opstellung vum Budget musse berücksichtigen. Ech schwätze vun engem Wuert, wat och de Moien hei gefall ass, d'Martine Hansen huet et genannt, ech géif mengen, do leie mer op enger Linn.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

Mä net nëmme si huet dovu geschwat, och den Henri Kox a sengem Budgetrapport vun 2015 ass op de PIB du bien-être agaangen an awer och op de World Happiness Report, wou eng ganz Rei Facteuren dran ze fanne sinn, déi definéieren, wéi d'Wuelbefanne vun der Bevölkerung ass.

Ech schwätzen awer och vun den Donnéeën a Bewäertungskritären, déi am Rapport « travail et cohésion sociale » vum Stater ze fanne si respektiv an den internationalen Dokumenter vum Global Footprint Network. Erviriwue welt eich dann an deem Zesammenhang och de Conseil économique et social, deen zesumme mam Conseil du développement durable schonn iwwer 23 Indicateuren opgestallt huet, fir d'Nohaltegkeet vu politeschen Entschéidungen ze analyséieren an domat der sozialer Situatioun, der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger méi geziilt Rechnung ze droe respektiv se einfach nëmme ze moossen, well ech mengen, de Bien-être ass an eise Land emol guer net esou schlecht.

Datt d'Qualitéit an d'Verfügbareket vun deenen dräi wichesten natierleche Ressourcen, dem Waasser, der Loft an dem Buedem, mä dann awer och déi energetesch Transitioun dobäi eng zentral Roll musse spillen, läit op der Hand. De Kolleeg Henri Kox wäert dee Volet a senger Interventioun nach weider verdéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, kommen ech zrëck zu den Zuele vum Budget, dee mer jo muer zum Vott stellen. Vill diskutéiert an zum Deel och kritiséiert gouf de virusgesoten Defizit vu 650 Milliounen Euro am Zentralstat, wuel wëssend, datt déi previsionell Recetten zimlech bescheiden ugesat sinn an nach Sputt no uewe looszen.

Zum viraussichtlechen Defizit vun deene 650 Milliounen, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech hei eppes ganz kloer soen. Jo, och als Gréng wëlle mir virsiichteg sinn an d'Geld net onnéideg zur Fénster erausgehen. Mä neen, fir eis kann et kee sénnvollt Zil sinn, ze spueren, wann d'Spuere soll dozou féieren, datt manner Geld an de Fonctionnement vum Stat, manner Geld an déi öffentlech Infrastrukturen, déi mer dréngend brauchen, manner Geld an d'Verbesse- rung vun der Mobilitéit, manner Geld an eise Sozialsystem, manner Geld an d'Familljen, manner Geld an d'Bildung vun de Kanner, manner Geld an d'Gesondheet, manner Geld an de Logement a generell manner Geld an déi nohalteg Entwécklung vun eise Land fléisst. Da verpasse mer wierklech den Uschloss a lafen der Entwécklung jorzéngtelaang hannendrun.

Duerfir sinn et grad dës Beräicher, déi gestärkt musse ginn, fir d'Zukunft vum Land an den Zesammenhalt am Land nohalteg ofzeséieren. An et sinn och dës Beräicher, an déi de Gros vun den Zomme fléisst, inklusiv deenen zousätzleche 650 Milliounen Euro, woubäi ech wëllt bemierken, datt een Euro, deen an d'Bildung an an déi sozial Virsuerg vun engem Kand investéiert gëtt, dem Stat laangfristeg op d'mannst véier Euro spuert, well grav Problemer am Erwuesenenalter doduerch verhënnert kënne ginn. An anere Wieder: Mat der Erhéijung vun den Investissementer an de sozialpädagogeschen an educative Beräicher spuert de Stat ënnert dem Stréch méi Geld, wéi en es ausgëtt.

Net onwichtig ass och d'Erhéijung vu 6,8 % vun de staatlechen Zommen, déi an de Logement fléiszen, fir der Wunnpolitik méi geziilt entgéintzesteieren a fir de Problem vun de feelende Locatiounswunnengen hei am

Land iwwerhaupt emol mat konkrete Moossnamen unzegoen. Natierlech sinn d'Gemengen implizéiert a se sollen hir Verantwortung iwwerhuelen.

An och d'Kultur kritt mat dësem Budget méi Mëttele wéi jee virdrun, net fir datt Einzelner sech seenen, mä fir deem längst bekannte Problem vun der sozialer Onsécherheet an der net méi tragbarer Ennerbezuelung vu professionnelle Kulturschaffenden endlech zu Lëtzebuerg en Enn ze setzen. Dat si mer hinne schëlleg.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Mme Josée Lorsché (déi Gréng).** - Wat elo de Gesamtkuch vun den Depensé fir 2019 ugeet, do stellt een och nach fest, datt ganzer 48 % vum Budget an d'Sozialleeschtungen, an d'Sécurité sociale an a staatlech Subsidien an a Subventiounen investéiert ginn. 7 % fléissen an d'Gemengen a ganzer 23 % an d'Remuneratiounen vun all deene Leit, déi beim Stat schaffen, woubäi och Leit aus dem educativen a soziale Sektor e groussen Deel dovun ausmaachen, plus dann nach 7 %, déi fir de Fonctionnement investéiert ginn. An Depensen ausgedrückt sinn dat bal fénnef Milliarden Euro.

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, dat si wierklech ganz vill Suen! Mä eppes ass gewëss: Déi Sue si gutt ugeluecht! Se garantéieren net nëmme, datt de Stat de Garant bleibt vun der sozialer Gerechtegkeet a vun der sozialer Kohäsioun, se garantéieren och, datt d'Wirtschaft gutt fonctiounéiert, ganz einfach, well d'Betriber op e stabilisierte sozialt Klima ugewise sinn. Mir brauchen e staarke Stat a mir brauchen e staarke Sozialstat.

Wivill all dës Ausgabe bréngen, mierkt een eigentlech eréischt a besonnesch gutt, wann de Stat sech zrëckzitt, oder besser gesot, wann en zrëckgezu gëtt, wéi an anere Länner, wou en net méi genuch Mëttele huet oder zur Verfügung gestallt kritt. Spéitstens da fällt déi sozial Kohäsioun an de Koup an dann ass et och eriwuer mat dem soziale Friden an de Betriber.

Net nozevollzéien, Dir Dammen an Dir Hären, sinn an deem Kontext eng Rei Fuerderunge vu Patronatssäit, déi an de leschte Wochen an eis eruedroe gi sinn an déi mir mam beschte Wëllen net novollzéie kënnen. Domat leie mer op gamee darselwechter Linn wéi de Pierre Gemegna, deen de Moien och vun deene Fuerderunge geschwat huet.

An eisen Ae wier et fatal, de Forfait d'éducation graduell ofzebauen, den Abatement extra-professionnel ëm d'Halschent ze kieren, esou wéi et verlaangt gëtt vun där Säit, de bëllegen Akt ze kappen, d'Bauspueren ofzeschaffen, an dat och nach grad an engem Land, wou d'Wunnpriisser ee vun de gréisste soziale Problemer iwwerhaupt duerstellen!

Wat d'Ausgaben an den Zentralstat dann ugeet, esou gëtt vun darselwechter Säit verlaangt, datt nëmme d'Halschent vun deene geplangten 950 Fonctionnaire sollen agestallt ginn an datt déi lafend Käschte bei de Verwaltungen innerhalb vu véier Joer ëm 670 Milliounen reduzéiert solle ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei treffen definitiv zwou Welten openeen. Op där enger Säit d'Welt vun deenen, déi de Stat wëlle schrumpfen dinn, an op där anerer Säit d'Welt vun deenen, déi d'Roll vum Stat wëllen opwäerten, wëlle stäerken, déi säi Lenkungscharakter wëllen erhalen an him Verantwortung wëlle ginn. Zu dëser Welt gehéiere mir, well mir der Meinung sinn, datt net nëmme e staarken a gutt opgestallte Stat eng gutt öffentlech Politik ka konzepéieren a garantéieren, mä och, datt e gutt opgestallten an effikasse Stat gebraucht gëtt, fir déi ambitiéis Ziler vun dëser Regierung kënnen ëmsetzen - dat geet net vum selwen -, dëst um Hannergrond vun de politeschen Erausforderungen, déi sech net nëmme am Joer 2019 stellen, mä wäit doriwuer eraus.

Dat sinn, wéi gesot, de sozialen Zesammenhalt an den ekologeschen Embau, ouni deen de ganze System fréier oder spéider sowiwuel zesumme fällt. Et ass awer och d'Digitaliséierung, déi sech wéi e bloe Fue dem, kann ee bal soen, duerch de Budgetrapport zitt, äänlech wéi de Kolleeg Henri Kox et virun zwee Joer gemaach huet mam Thema vun der Nohaltegkeet. Dat war dann de gréng Fue dem.

Wat d'Digitaliséierung ugeet, esou ass et wierklech derwäert, sech domat ausersetzen, well se längst ufgaangen huet. Mir mussen dee Prozess begleeden a leeden an net dee Prozess sech selwer iwwerloosen. Et kann ee scho bal soen, datt den Numm „Digitale Zäit“ eng nei Epoch beschreift, eng Epoch, déi sowwuel Plus-waue wéi och Risike fir d'Betriber an hir Belegschaften bedeit. D'Suerg vun der Ëmstellung, virun allem vu klengen a mittelgrousse Betriber, op digitaliséiert Prozesser, mä och d'Suerg vum Maintien dans l'emploi vun deene Leit, deenen hir Aarbecht robotiséiert

gëtt oder digitaliséiert gëtt, ass schonn ëfters thematiséiert ginn, net nëmme an der Chamber, soudatt ech elo net speziell op dee Volet wäert agoen.

Manner thematiséiert ginn awer déi gesondheetlech an educativ Aspekter vun der Digitaliséierung, wéi zum Beispill d'Ofhängegkeet vun digitalen Instrumenter a Medien, déi sowwuel zu physische wéi och psychesche Problemer kënne féiere bis hin zu schwéiere Krankheeten, mä och zu intellektuellen Defiziter, besonnesch bei klenge Kanner. De Budgetsrapporteur huet de Moien op dee Problem higewisen, a mir begreissen, datt dat Thema a Zukunft verdéift wäert ginn.

Wat déi intellektuell a sproochlech Entwécklung vu klenge Kanner ugeet, wéilt ech op en Artikel verweisen, dee kierzlech am „Lëtzeburger Wort“ ze liese war. Den Titel war „Weniger ist definitiv mehr“. De Jean-Marc Hild, Direktionsbeoptragte vum Service audiophonologique, deen all Joer eng 3.000 Kanner op hir Sproochentwécklung test, warnt an deem Artikel ausdrécklech virdrun, d'Kanner den Dauerreizer vun den digitale Medien auszesetzen. D'Konsequenze vun esou enger Iwwerflutung sinn näamlech dramatesch, virun allem um Niveau vun de Sproochkompetenzen, der Uneengnung vum Vocabulaire, der Artikulations, mä och um Niveau vun den empathesche Fäegkeeten, déi am Émgang mat digitale Medien op der Streck bleiwen an am Erwuesenenalter meeschtens net méi nozehuele sinn.

D'Geforen, Dir Dammen an Dir Hären, laueren awer och am Beräich vun der reng kierperlecher Gesondheet. Dat heescht net, datt een d'Digitaliséierung vu virera soll condemnéieren a verdäiwelen, an et heescht och net, datt ee Geschichte vu Vullen erfanne soll, déi duerch d'Bestralung vum Himmel falen.

(**Hilarité**)

Et heescht awer, datt de Prozess vun der Digitaliséierung fir d'Medezinnwëssenschaftler an Experten an där Matière e wichest Volet muss ginn, datt dee ganze Prozess vun deene Leit muss begleet ginn, ebe grad fir deene gesondheetleche Gefore virzebeugen a se am beschten auszuschléissen. Duerfir plädéiere mir derfir, Dir Dammen an Dir Hären, datt de geplangten « Haut comité de la digitalisation » mat kompetenten Experten an dëser Matière ausgestattet gëtt, falls dat nach net virgesinn ass, well wat nützt et, wann all Assuré an digitaliséierte Patientendossier erfaasst gëtt, wann d'Populatioun un de Konsequenze vun der Digitaliséierung krank gëtt?

Fir et bildlech auszudrücken: Am Beräich vun der Digitaliséierung dierf et eis net goe wéi dem Goethe sengem Zauberlehrling. Den Zauberlehrling, dee war houfreg op dat, wat e fäerdegruecht huet, bis en op eemol gemierkt huet, datt en der Situatioun net gewuess war an Afféer ginn ass vu sengem eegenen Zauber.

En anere Volet, dee sech op d'Digitaliséierung bezitt, ass éischter sozialer an ekologescher Natur a steet an direkter Relatioun zum Budget. An duerfir wëll ech en och wierklech hei erimmen.

Ech denken un den héije Ressourcen- an Energieverbrauch fir d'Hierstellung an d'Bedreiwe vun digitalen Outillen. Datt d'Digitaliséierung net per se nohalteg ass, wesse mer spéitstens, wa mer gesinn, wivill Datekabelen, Serverparken a Rechenzentren gebraucht ginn, bis datt den Internet iwwerhaupt emol fonctiounéiert.

Den ekologesche Foussofdruck vun den digitale Geräter an Infrastrukture riskéiert, eis also iwwert de Kapp ze wuessen, mä och deem Phenomeen ka virgebeugt ginn. D'digital Suffizienz kéint dobäi d'Leitmotiv gi fir d'Zukunft nom Motto „esou vill digital Geräter an esou vill Vernetzung wéi néideg, mä esou weineng wéi méiglech“. Esou eng Strategie kënnt net nëmme dem Budget zegutt, mä och der Ëmwelt.

A schlussendlech wéilt ech am Kontext vun der Digitaliséierung nach eng Verbindung herstellen zum Prinzip vun der Diligence raisonnable, engem Prinzip, dee mir als ehemoleg Rapportrice vum Gesetz iwwert d'Marchés publics nach ëmmer ganz staark um Häerz läit.

Beim Vott vum Gesetz am Joer 2018 huet d'Regierung sech bereet erkläert, bei öffentleche Marchéen op de Kaf vun technescher Hardware ze verzichten, déi Konfliktmineralien enthält. Konfliktmineralien sinn natierlech Ressourcen a Rohstoffe, deenen hiren Ofbau zu schwéiere Mënscherechtsverletzungen an de Krisegebiddere vun den Entwécklungslänner féiert an oft mat Kannerausbeutung verbonnen ass. Betriff si wäertvoll Aerzer wéi zum Beispill Zënnäerz, Coltan, Gold a Wolframite, déi ebe grad bei der Hierstellung vun elektronesche Geräter wéi Computeren a Mobiltelefonen a villem anere méi verschafft ginn.

D'Zousou vun der Regierung, op de Kaf vun Apparater ze verzichten, déi Konfliktmineralien

enthalten, hu mir deemoos parteiwwergräifend begréisst. An duerfir hoffe mer och, dass dësen Engagement bei der digitaler Oprüstung vun de Ministère, de Verwaltungen a vun allen öffentliche Gebaier - där hu mer der jo vill - wouergeholl gëtt, woumat ech schonn nees bei den nohaltegen Entwécklungsziler ukomm sinn, déi sech och am Beräich vun der Digitalisierung kennen zréckspigelén.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn domadder e klengen Tour d'horizon duerch de Budget gedréit an iwweillose mengem Kolleeg Henri Kox d'Eier, déi verschidden emwv-politisch Beräicher nach méi ze verdéieren.

Als Gréng, Dir kënnt lech et denken, wäerte mir de Budget natierlech stëmmen, dee vun 2019, an och de Pluriannuel.

(Interruption)

Mir sinn op alle Fall gäre mat verantwortlech fir dat, wat de Stat fir d'Zukunft mécht, a mat verantwortlech fir de Choix, wou a wéi dës Koalition déi staatlech Gelder wëllt aasetzen.

Vu dass mat dësem Budget, et kann ee scho bal soen, Rekordzommen zur Verfügung gestallt ginn, fir de Modernisierungsprozess an eisem Land op Basis vu ressourcéschonende Kritäre weiderzedreien a parallel dozou d'Aarmut ze bekämpfen an déi sozial Kohäsion ze stäerken, féinnt en eis voll Ënnerstützung.

An duerfir soen ech lech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Lorsché. Nächst ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kee vun eis hätt geduecht, dass mer an dëser Woch, an där eise fréiere Statschef eis fir ëmmer verlooss huet, iwwert de Budget missten debattéieren, well dat u sech jo schonn am Hierscht evaküiert gi wär, wa mer net deen neie Kalenner vun de Wahlen hätten.

Ech, an ech menge souguer mir all, deelen d'Trauer vum ganze Land em den Doud vun dësem grouse Statsmann. An ech erlabe mer dofir och, am Numm vun de Piraten der groussherzoglecher Famill eist déifst Bäileed auszeschwätzen.

De Grand-Duc war e Statschef, deen d'Land an d'Leit gär hat, an d'Leit hunn him genee déi Referenz zréckginn.

Trotz eisem déiwe Leed muss mir awer no vir kucken an haut gemeinsam diskutéieren an an de kommenden Deeg Entscheedungen treffen, fir ze vermeiden, dass dëst Land, dass de Grand-Duc ni vergiesse wäert, wéinst engem feelende Budgetgesetz dach dann op eemol handlungsonfäeg géif ginn.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Dofir erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

Ech zielen do op d'Stëmme vun der Regierungsmajoritéit, Här Bodry.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

(Interruption)

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Dofir erlaabt mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dach op dëse Budgetsprojéit ze schwätzen ze kommen.

Als Éischt wollt ech dem honorabelen Här Bauler Merci soe fir deen extensive Rapport, deen en a Rekordzäit hei geschriwwen an och virgedroen huet. Dass et net mat allem, wat drasteet, averstane sinn, dass ass, mengen ech, menger Sätzplaz hei am héijem Haus zouzeschreien.

► **Une voix.** - Sot Dir!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Nodeems mer allegueren den Houfert vum Här Gramigna matkruten, dass de Bilan 2018 eng schwaarz Null opzeweisen hätt, erstaunt et eis émsou méi, dass de Budget vun 2019 a genee déi aner Richtung geet.

Wéi déi lescht Statsbudgeten ënnert der blouder Regierung gewisen hunn, kann een op eng schwaarz Null oder op een Excedent kommen, mä dëst Joer ass alles anescht. Do, wou fiskal Responsabilitéit gepriedegt gouf, gëtt elo de Portmonni grouss opgemaach, fir säin Inhalt iwwert dem Land auszeschëdden.

Jo, et gëllt Luef auszeschwätze fir d'Resultater vun 2018. Mir haten eng besonnesch gutt Konjunktur an et gouf e massiven Encaissement vu Steierréckstänn. Mä dëst, dass wësse mer all, sinn eemoleg Recetten a keng sech widerhuelend. A beim Budget goufen d'Depensé fir d'lescht Joer iwverschatt. An och dofir hu mer e besonnesch gutt Joer hanner eis.

De Luef sollt dofir virun allem fir de spuer-samen Émgang mat den öffentliche Gelder ausgeschwat ginn, en Émgang, deen et erlaabt huet, fir d'Éischeité Kéier an dësem Jorzéngt e Plus am Statsbudget auszeweisen.

Dofir erschreckt et mech émsou méi, dass d'Regierung bei der Budgetspropus vun 2019 all Prinzipie vun der versichteger Haushaltsféierung iwweil Bord geworf huet. Konsequéent schätzt se de Wirtschaftswesstum méi héich a wéi d'EU-Kommissioun an aner international Akteuren. Konsequéent gi potenziell Verschlechterunge vum Weltklima, de Brexit oder aner Krise klenggerechent oder ignoréiert. Et gëtt gemaach, wéi wa Lëtzebuerg „eine Insel der Glückseligen“ wär an déi Krisen eis net direkt géifen treffen.

Do verwonnert et da wéineg, dass och dëst Joer am Gesetz erëm en Emprunt vun enger Milliard autoriséiert gëtt. Hei bedauere mer, an dat hu mer och an der Kommissioun méi wéi eng Kéier gesot, dass d'Regierung immens ontransparent mat deenen Zuele vun autoriséierten Emprunten émgeet.

Besser wier et, wann d'Autorisatiounen ëmmer nëmme fir ee Budgetsjoer géife gellen oder zumindest all Joers am Budgetgesetz een Tableau vun de Restante vun de Jore virdu matgereecht géif ginn. Ingesamt dierf d'Regierung nämmlech, wann dëst Budgetgesetz bis gestëmmt ass, nach 3,2 Milliarden nei Scholden op huelen, ouni e weidere Vott oder Debat hei an der Chamber.

Hei wier et sech ze wënschen, dass eng nei Statsverschuldung ëmmer och den Aval vun der Chamber sollt kréien, amplatz a discrétion der Regierung zur Verfügung steet. D'parlamentaresch Kontroll soll d'Norm sinn an net d'Ausnam, wann et em nei Statsemprunte geet.

Natierlech muss de Stat dierfen investéieren. E Stat soll souguer investéieren, fir als eegenen Akteur am Marché dach deesen um Dréien ze halen. Mä wat d'Investitioune vum Stat ugeet, gëtt et e grouse Problem, an zwar deen, dass et zum Deel eigentlech guer keng richtig Investitioune sinn, well, wann ech mäin Ecoscours richteg an Erënnerung hunn, sinn Investitioune normalerweis eppes, wat u Valeur gewénnt, an net Transfere.

Dës Regierung probéiert, eis verbessert Sozialleeschungen als Investitioune ze verkafen, fir ze argumentéieren, dass ee se mat neie Scholden dierft finanzéieren. Nei sozial Mesurë sollen awer nëmme aus engem Excedent finanzéiert ginn, fir zukünfte Generatioune duerch laangfristeg Engagementer net ëmmer méi opzehalen. Fir elo gutt dozostoen, ass ze kuerz geduecht. Mir mussen och un d'Generatioune vu muer denken.

Elo wäerten d'Regierungsfraktiounen eis natierlech soen, an den Här Berger huet et och scho gesot: Am Verglach zum PIB geet d'Statsschuld zréck a mir sollten eis dach wanneghelift un déi international Norme vun der Statsschuld am Verglach zum PIB halen.

Jo, an de Previsiounen vun der Regierung geet d'Statsschuld am Verglach zum PIB zréck, ënnert der Konditioun, dass d'Prognose vum Wuesstum vum PIB stëmmen, mat der Unnam, dass dës Prognosen antrieden. Dass ass awer, wéi ech virdu scho gesot hunn, wäit vu sécher, well aner Institutioune de Wirtschaftswesstum fir Lëtzebuerg ganz anescht aschätze wéi d'Regierung hei am Projéit.

Dat heescht, d'Fro bleift op, ob net awer hei Politik fir haut op d'Käschte vun de Generatioune vu muer gemaach gëtt. Do derbäi gëtt och nach verpasst, an enger Zäit vun niddregen Zënsen de klenge Spuerer duerch d'Opmaache vu Statsobligatioune fir d'Privatspuerer zumindest e marginal besseren Zënsaz ze ofréieren, wéi se en aktuell op hirem Spuerbuch kréien, an dat mat der Garantie vum ganze lëtzebuerger Stat derhannert. Dëst wier eng Méiglechkeet gewiescht, fir Kapital ze mobiliséieren, wat aktuell op der Bank schléift, während gläichzäiteg d'Käschte fir de Stat reduzéiert kéinte ginn an d'Zëse fir d'Spuerer steige kéinten.

De ganze Projéit, deen hei virläit, huet ee roude Fue dem, nämmlech deen, dass mat der Géisskan iwwert d'Land gefuer gëtt, ...

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Strenz!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - ... fir jiddwerengem e klenge Kaddo ze maachen.

Lokalen Dialekt, Här Di Bartolomeo!

(Hilarité)

Ech sot et awer och ewell a menger Ried zur Regierungserklärung: ...

(Interruption)

Hei gëllt et opzepasst, dass et keng vergëft Kaddo sinn. Sou seet d'Chambre des Salariés

beispillsweis ganz richteg, dass déi nei Mesure vu gratis Schoulbicher net d'Kierzung vun de Familljenzoulagén ausgläicht.

(Interruption)

D'Regierung gëtt also mat där enger Hand an hält mat där anerer!

D'nämlecht Klack och am Beräich vun der Betriebsbesteuerung. Wéi d'Chambre de Commerce richteg duerstellt, gëtt et engersäits nei Vergéngschteungen, anersäits kënnt et zu engem « élargissement de la base imposable ».

An elo hunn ech hei nach nëmme zwou offensichtlech Mesurë genannt!

Wat nach vill méi frappant ass bei der Analyse vum Budget, ass, dass ganz vill Iddien, déi d'Regierung an de leschte Méint avancéiert huet, wéi zum Beispill eng Steierreform, déi d'Schafung vun enger eenzeger Steierklass zur Konsequenz soll hunn, hei guer net erwänt ginn. Och gi keng weider Moosname fir d'Ausgläiche vu sozialen Ongerechtegkeete genannt.

Dës Budget setzt d'Jalone fir eng Retsch vu Mesuren, déi en direkten Impakt op all eis Matbiergerinnen a -bierger wäerten hunn. An trotzdem vermësse mir als Piraten hei éischt reell Usätz, fir d'Regierungsversprechen an d'Realitéit émszusetzen. Villes gouf versprach wéineg dovunner gouf bis ewell chiffriert.

Heefeg gëtt drop verwisen, dass als Éischt nach Studie gemaach mussen ginn, grad ewéi wann déiselwecht Parteien net ewell fénnel Joer an der Regierung gewiescht wieren an dës Etüden net scho längst achevéiert kéinte sinn. Während an dësem Budget op Honnerte vu Milliounen verzicht gëtt, fir d'Betriebsbesteuerung reduzéieren ze kënnen, wat och néideg fir d'Kompetitivitéit ass, feelt et un engem gläichwärtigen Invest, fir géint d'wuessend sozial Ongläicheete virzegoen.

Grad deen Dag, nodeem d'Salariatskummer an hirem Panorama social de Constat dresséiert, dass déi Ongläicheete weider auserneeginn, hätt ee sech hei e bësse méi Akzente an deem Thema kënnen erwaarden.

All dës Problemer ginn am Budget ganz wéineg thematiséiert. Et wier awer, an dat ass, mengen ech, en Haaptpunkt bei dësem Budget, e Verrôt un de Biergerinnen a Bierger, elo e Budget ze stëmmen, dee schonn defizitär ass, deen eis Marge de manœuvre hëlt, fir kënnen dann d'nächst Joer oder d'iwwernächst Joer ze soen: „Majo, dat, wat mer lech versprach hunn, kënnen mer elo leider opgrond vun der budgetärer Situatioun net émssetzen. Spillraum fir weider Verbesserungen ass leider net méi do.“ Genee esou géif ee Politikverdrossenheit kultivéieren. An ech hoffe ganz staark, dass déi Marge de manœuvre, déi d'Regierungsfraktioun bis elo hei avancéiert hunn, sech dann tatsächlech wäert esou erauskristallisieren.

Ech deelen och der Statsbeamtekummer hiert Bedauern, dass net elo schonn Iwwergangsmesurë getraff goufen, fir de Steiersystem fir Elengerzéiend, Familljen, Wittfraen a Wittmänner méi gerecht ze maachen. Et hätt een net déi ganz Reform direkt misse maachen, mä éischt Mesurë jenseits vum Mindestloun wiere sécherlech vun deene Betraffenen immens begreißt ginn.

Soit! Villes hätt ee kënnen am Budget virgesinn, mä leider ass dëst bei kengem vun den ugeschwate Punkte bis elo de Fall. Si sinn am Budget net ze fannen. Neen, ganz am Contraire. De Budget reduzéiert duerch säin Defizit d'Marge de manœuvre fir zukünfte sozial Mesuren a steierlech Entlaaschtungen. Grad puncto Steierbelaaschtung hätt mer eis gewënscht, dass hei d'Ausgabe méi equitabel

tëschent Betriber an och Privatpersounen opgedeelt gi wäeren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: « Gouverner, c'est prévoir. » Dass ass och esou een Ausdruck, deen ee ganz heefeg héiert, wann ee sech mam Budget beschäftegt. An eppes huet mech als nei Deputéierten erschreckt, nämmlech déi wéineg Fiabilitéit vun den Zuelen, op deene mer hei operéieren.

De Statec selwer gëtt zou, dass mer immens Problemer hunn, de PIB am Moment ze berechnen. Gläichzäiteg maache mer Schätzungen. Mir maachen eng gewëssen Navigation à vue, well eis d'makroekonomesch Virausicht feelt. Dass ass net e Feeler, well mer net déi lescht Jore probéiert hunn, déi Instrumenter ze schafen. Dass ass zum Deel op eis Situatioun als klengt Land an enger oppener Welt zréckzeféieren, zum Deel awer och dorobber, dass mer eis net nei Outilen, aner Outile vläicht ginn hätten, wéi d'Cour des comptes et proposéiert, wéi zum Beispill Irland et émgusat huet, wéi och de Statec et a verschiddenen Notte schonn thematiséiert huet.

Hei géif ech mer wënschen, dass mer fir déi nächst Budgetexercice méi fiabel Donnéeën hätten, fir esou kënnen och besser ze plangen, besser virauszegesinn.

Här President, dës Regierung schwätzt vun Transparenz an Oppenheet. Si hält sech och nach drun, andeems se d'Presentatioun vum Budget online accessibel mécht, e grouse Progrès am Verglach zu Joren, déi zréckleien. Ech erënnere mech nach, wéi ech mer ganz Nuechten em d'Ouere geschloen hunn, fir aus deem kryptesche PDF vun der Steierverwaltung en Exceltableau ze maachen, fir en der Populatioun méi accessibel ze maachen. Ech si ganz frou, dass ech mer déi Aarbecht déi lescht Jore spueren konnt. Dofir felicitéieren ech do der Regierung, dass se op d'Pist vun engem méi oppene Budget gaangen ass.

Leider kommen déi gefuerdert Transparenz an d'Oppenheet um Niveau vum Gesamtbudget un hir Grenze bei de Spezialfongen. Bei der Dette publique a bei de Steiere feelt et, wéi ugeschwat, nach un Transparenz. An dat bemängelen net nëmme ech, mä och d'Cour des comptes - mat hirem privilegiéierten Accès - huet an hirem Rapport notéiert, dass et heiansdo un Accès zu Donnéeën géif feelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir schonn bei Transparenz sinn, da muss een och uschwätzen, jo souguer fuerderen, dass de PSC an de PNR net nëmme an der Chamber virgestallt solle ginn, mä och duerch e Vott approuvéiert sollte ginn. Sou kéint een en zousätzlechen Debat iwwert dës Projete virun hirem Transmissioun op Bréssel erméiglechen an esou d'Roll vum Parlament an och d'Demokratie am Ganze stäerken.

Duerch de verréckelte politesche Kalenner behandle mir déi véier Dossieren, de Statsbudget, de Pluriannuel, de PSC an de PNR, - ganz vill - haut, zesummen an engem gemeinsamen Debat. D'Piraten géifen eis hei méi Méiglechkeete wënschen, fir op déi eenzel wichteg Komponenten anzegoen a fuerderen dofir, dass d'Chamber och fir de PNR an de PSC de Pouvair kritt, e Vott ofzegi respektiv zumindest en Debat dozou ofzehalen.

Deementspriechend, aus deem Grond, Här President, deposéieren ech lech och hei eng Motioun, déi d'Regierung invitíiert, fir an Zukunft de PSC an de PNR matzäiten, zesumme mat enger Demande, fir en Débat de consultation ze organiséieren, der Chamber zoustellen, fir esou en demokrateschen Debat an enger öffentliche Séance ze erméiglechen.

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ;

- vu la procédure de présentation du programme national de réforme (PNR) et du programme de stabilité et de convergence (PSC) au sein de la Chambre des Députés ;

- vu l'avis de la Cour des comptes du Grand-Duché de Luxembourg sur le projet de loi 7450 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et le projet de loi 7451 relatif à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2018 à 2022 ;

- déplorant que ni le PSC ni le PNR fassent en soi l'objet d'un débat de consultation dans la Chambre des Députés avant leurs parachèvements ;

- considérant que la Chambre des Députés représente le pays et les citoyens luxembourgeois,

invite le Gouvernement

- à organiser à partir de l'année 2020 annuelle-ment un débat de consultation selon l'article 93 du Règlement de la Chambre des Députés au sujet du programme national de réforme,

- à organiser à partir de l'année 2020 annuelle-ment un débat de consultation selon l'article 93 du Règlement de la Chambre des Députés au sujet du programme de stabilité et de convergence.

(s.) Sven Clement.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, während am Budget engersäits wichteg Poste feelen, fanne mer anerersäits bei deene verschiddenste Ministeren, vun der Aussepolitik iwwert d'Finanze bis hin zum Wirtschaftsminis-tère, awer eng ganz Rëtsch Posten, déi sech widderhuelen an déi bedauerlecherweis nach ëmmer net einfach zesammenzerechnen sinn.

Ech denken do engersäits un déi ganz Budgete fir d'Promotioun vum Image vu Lëtzebuerg an der Welt, och deelweis e Budget Nation Branding genannt, wou d'Press jo och schonns d'Fro opgeworf huet, ob hei net deelweis vun einzelne Ministerë probeiert gëtt, fir och selwer emol kënnen Subsidien ze verdeelen.

D'Fro vun der Dimensioun vun der Transparenz stellt sech och am Hibleck op de Poste fir d'Frais d'experts et d'études, déi bei bal all Ministère existéieren, Ausgaben, déi am Ganze 25 Milliounen am ganze Budget ausmaachen. Ech kommen op déi Zuel, andeem ech mech dohin-nergessat hunn an tatsächlech bei all Ministère, bei all Soussektioun dee Posten erausgesicht hunn an en op der Hand zesummegerechent hunn. Ganz esou einfach ass dat nach ëmmer net, trotz där neier Transparenz vum Budget.

Hei kéint ee sech erwaarden, datt een a Zukunft e bësse méi transparent mat deene Chifferen ëmgeet an eventuell och nei Visualiséierungen um Site vum Budget géif virgesinn, fir no Code-fonctionnelles zum Beispill ze gruppéieren.

Här President, et ginn natierlech och e puer positiv Punkten am Budget, déi ech dann och ervirsträiche wëll. Méi Geld fir de Sport ass bei-spillsweis richteg an noutwendeg. D'Resultater vun de leschte Joren hu gewisen, datt eng Pro-fessionaliséierung vun eise Verbandsstrukturen och zu besserer Resultater vun eise Sportler féiere kann.

Schonns laang Jore waren d'Jongen an d'Mee-dercher mam rouden Léiw op der Broscht net méi esou erfollegräich wéi déi lescht Joren. Dës gutt Visittkaart vum Land sollte mir weider fër-deren, an dobäi ass dës Budget en éischten a wichtige Schrëtt. Do dernieft sollte mer grad beim Sport derfir sueren, datt moossbar Re-sultater och moossbar an de Finanzement vun de Veräiner afléissen. Et soll net eleng nom Géisskanepinzipp geschafft ginn. De Qualité+(veuillez lire : De Subside qualité+) ass do eng Mesure, déi sécherlech gutt Jugendarbecht belount. A genau an déi Richtung sollte mer zesumme weider iwwerleeën.

Och d'Erhéijung vun den Ausgabe fir d'Ent-wécklungspolitik ass nëmmen ze begréissen. Näischt ass fir de Friden op der Welt méi wichteg, wéi jiddwerengem eng Perspektiv am Liewen ze erméiglechen, jiddwerengem Zou-gang zu Waasser an Energie ze garantéieren a generell de Liewensniveau vu jiddwerengem unzehiewen. Fluchursaache bekämpft een net mat véier Millioune fir Frontex op den EU-Baus-segrenzen, mä mat konsequenter Entwéck-lungshëllef um Terrain.

Hei géllt et opzepassen, datt mer kohärent Poli-tik maachen an net inkohärent engersäits mat wichteger Entwécklungspolitik Fluchursaache bekämpfen, während mir gläichzäiteg duerch

d'Finanzierung vu beispillsweis GovSat, dee fir den Dronekrich benotzt ka ginn, nei Fluchtur-saache schafen.

Virum Hannergrond vun dëser Inkohärenz froe mir Piraten eis, ob hei net d'Entwécklungspoli-tik benotzt gëtt, fir eisen Image, deen duerch eis Oprüstungspolitik däischer Flecke kritt, wäisszewäschen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech schonns vu Kohärenz schwätzen, da kommen ech och net derlaanscht, iwwert de Mangel u Kohärenz an der Politik vum Wun-nengsbau ze schwätzen. De Logement ass e Kärleies vun de Biergerinnen a Bierger a misst deementspriedend e Kärleies vun der Politik sinn. Mat bal zweestellegem Wuesstum vun der Valeur pro Joer ass den Immobiliemaart den Jackpot fir déi eng an en Hamsterrad fir déi aner.

Während aner Ministerë wéi Mobilitéit, Travaux publics, Ëmwelt a Klima Budgete kréien, déi un d'Gravitéit vun de jeeweilegen ze traitéierende Situatiounen ugepasst sinn, ass de Budget fir de Logement onkreativ an net erfollegräich. Et géif eis erstaunen, wann d'Loge-mentspolitik mat dësem klengen Budget méi wéi nëmmen eng Dréps op de waarme Steen géif fäerdegbréngen.

De Logementsproblem schéngt eng waarm Gromper ze sinn, déi vu Minister zu Minister, vu Legislatur zu Legislatur ëmmer just weider-gerecht gëtt, ouni datt sech wierklech eppes deet.

Wa mir e méi soziaalt a gerecht Lëtzebuerg wëllen, wou d'Chancen, en adequaten Daach iwwert dem Kapp ze hunn, net dovunner ofhänken, a wéi enger Famill ee gebuer gëtt an ob de Bopa Terrainen hat oder net, da muss massiv an de locative Wunnengsbau investéiert ginn. Datt dëst op laang Vue och nach e Ren-dement fir de Stat kéint generéieren an esou de Budget méttel- a laangfristeg ausbalancéiere kéint, dierf een dobäi net vergiessen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer och nach, e puer Momenter beim Thema vun der Kohärenz ze bleiwen an nach e weidert Beispill fir d'Feele vun dëser ze ginn. Mir schwätze vill vun der Diversifikatioun vun der lëtzebuerge-scher Economie. Certes goufen eng Rëtsch Me-surë geholl, fir d'Ekonomie ze diversifiéieren. Leider spigelt sech dat nach ëmmer net bei de Recettë vun der Steierverwaltung erëm. Ganz am Contraire geet d'Part vum Finanzmarché, a ganz besonnesch vun de SOPARFlen, un de Re-cettë vum Stat ëmmer an d'Luucht an en Enn ass net en vue.

Mir brauchen also och an Zukunft keng Politik, déi zwar ewell de Bréifboitten Addi gesot huet, déi awer nach ëmmer vill ze vill op Béton a Glas setzt. Wa mir kohärent an eise politeschen Entscheedunge wëlle sinn, da muss mir de kli-mateschen Impakt vun all eise Wirtschaftsaktivi-téite moossen a berücksichtegen.

Eng Pist heibäi kéint et sinn, fir generell e Bilan opzestellen, wéi eng Aktivitéite wéi een Impakt op d'Klima an d'Ëmwelt hunn, fir esou d'Aktivi-téite mat enger héijer Valeur ajoutée a propor-tional geréngem Impakt op d'Ëmwelt konkret ze féerden.

Här President, an der Regierungserklärung gouf vill vun de Chancë vun der Digitaliséierung ge-schwat an et goufen och Pisten opgewisen, wéi duerch en intelligenter Asaz vun neien Techno-logien d'Käschte vum Stat kéinte gesenkt ginn.

Dir verstitt dann an deem Kontext mäin Erstaun-en, wéi ech am Budget bei der Steierverwal-tung gesinn hunn, datt d'Käschte fir Pabeier a Bréiwer sech verduebele wäerten. Gläichzäiteg liesen ech haut op RTL, datt d'Police op Face-book d'Biergerinnen an d'Bierger driwwer muss a Kenntnis setzen, datt elektronesch Park-scheiwen enner Poursuite pénale verbuede wä-ren. D'Digitaliséierung géllt also wuel nëmme fir déi grouss Linnen, am Detail gëtt se seelen duerchdekliniéiert. Kohärenz gesäit anescht aus an eng erfollegräich Digitaliséierungspolitik och.

Hei stellt sech zudeem jo dann och d'Fro, ob dës kleng Beispiller nëmmen e puer vu ville sinn, oder ob et sech vläicht och nach op anere Plaze widderhëlt, wou et awer just vläicht ver-deckt mat anere Posten duerchgewonk gëtt.

Beim Thema Digitaliséierung si mir och bei engem vun eisen historesche Käthemen. Wéi gestalte mer d'Zukunft an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi digital gëtt? Wou eng Dekon-nexioun technesch deelweis quer net méi méiglech ass, well soss Haushaltsgeräte, den Auto oder souguer Gaardegeräte net méi funktionnéiere wëllen?

Den honorabele Budgetsrapporteur André Bauler huet heizou eng ganz Rëtsch vu Schlag-wierder zitëiert an deelweis definéiert, ouni dës awer an engem konkrete Plang ze encadréieren.

Mir brauchen eng Politik, déi d'Digitaliséierung als Chance fir eis Zukunft begräift, ouni awer an enger Opbrochstëmmung all Bedenken iwwer Bord ze werfen. Zu wat et féiert, wann ee seng Angschten an d'Netverstoer vum der digitaler Welt iwwert d'Chancë vun neien Tech-nologië setzt, weisen d'Diskussiounen iwwert d'Droits d'auteur an d'Upload-Filteren, em falsch verstandene Risiken an onentdeckte Chan-cen.

D'Digitaliséierung zu Lëtzebuerg, léif Kolleeg-innen a Kolleegen, muss op allen Niveauen duerchdekliniéiert ginn, ouni awer Mënschen, deenen déi néideg Kenntniser feelen, ze pena-liséieren. Mir brauchen och weiderhin d'Méig-lechkeet, datt jiddwerengem, dee kee Webbanking benotzt, seng Bankgeschäfte an enger Agence maache kann, ouni zousätzlech Frais an onofhängeg vu sengem Alter. Dofir dierfe mir bei der Digitaliséierung och net nëmmen op d'Formatioun vu Jonke setzen, mä mussen dës och duerch Mediekompetenztraininge fir all Altersstranche kompletteieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Digitaliséierung op allen Niveauen duerchdekliniéieren heescht, datt mir net nëmmen eng Bëttons- a Kabelpolitik promouvéiere sollten, wou mir iwwert d'Baue vun Datenzentren, neie Fiber-Kabeln a weideren Infrastrukture schwätzen. Mir brauchen en Debat iwwert d'Valeur ajou-tée, déi een duerch déi Servicer op Basis vun dësen néidegen Infrastrukture schafe kann. Do-fir brauche mir e konsequente Realignment vun eiser Digitaliséierungspolitik hin zu engem Stat, deen eng Plattform offeréiert, fir privaten Initiativen ze erméiglechen, genee dës Valeur ajoutée zu de Basisservicer, déi vum Stat of-fréiert ginn, ze leeschten.

Den Internet ass net zu deem ginn, wat en haut ass, well d'amerikanesch Regierung deemools den ARPANET zougehalen huet, mä well eng Interkonnexioun vu virera gewënnscht a souguer gefërdert gouf.

Wien ernënnert sech nach un déi zoue Reseae wéi MSN, AOL oder, nach méi wäit zrëck, un de Minitel an de Bildschermtext vun der däit-scher Bundespost? Genee, dës Reseauen hu géint den Internet verluer!

► **M. Charles Margue** (déi gréng).- Ech kennen déi.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Dat freet mech, Här Margue, datt Der lech dodrun erën-ner. Mä se hu géint den Internet verluer, well et zoue Reseae waren. Et ware Reseauen, wou een net konnt iwwergräifend sech domat ver-netzen. A genau sou wäerten Ekonomien an Zu-kunft verléieren, déi e Repli op sech selwer maachen a sech esou verschléissen.

Mir brauchen also eng oppen Economie mat engem oppene Stat, dee keng nei Monopoler, wéi zum Beispill a Form vu LuxTrust, schafft. Mir brauchen dofir awer och net nëmmen d'Plattform, mir brauchen och gutt ausgebilte jonk a manner jonk Leit um Aarbechtsmarché, déi verstinn, dës Chancen ze notzen.

Här President, ech kommen nach ganz kuerz op een Thema ze schwätzen, dat eis alleguerte beschäftegt an zu risegen Demonstratioune vu Jonke queesch duerch Europa gefouert huet: de Klimawandel.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e lëtzebuerge-sche Budget ass sécher net d'Plaz, fir eleng d'Welt ze retten. An trotzdeem hätt ee sech e puer Akzenter méi kënnen erwaarden, fir dem Klimawandel entgéintzetrieden.

Jo, de Klimawandel ass eng Urgence a mir kënnen net waarden, bis et nach méi schlëmm gëtt, ier mer handelen. Dofir geet et awer net duer, iwwer een oder zwee Cent um Bensinns-präis ze schwätzen. Dës Mesure, déi zu engem groussen Deel professionell Transporteuren trifft an domadder e Verkäiersopkommes, dat mer brauchen, fir eis Economie um Dréien ze halen, ass am grösseren Kontext vun de rezente Präishausse vum Pétrol näamlech éischer reng symbolsch.

Mir müssen iwwer konsequent Investitiounen an ëmweltfrëndlech Energie schwätzen, well, wéi et ausgesäit, verpasse mer aktuell eis Ziler fir 2020, an dat net ze knapps.

Do dernieft muss mer och an Zukunft iwwer Alternativen zu ëmweltbelaschtenden Aktivi-téiten nodenken. Ech sot et an ech widderhuelen et och nach eng Kéier: Eng Politik, déi reng op Infrastrukture setzt an net genuch op d'Va-leur ajoutée vun den Alternativen, dréit mat zu engem klimaschiedleche Wuesstum bäi.

Hei hätt ech mer nei Pisten, jo couragéiert Pis-ten erwaart, déi eng kloer Sprooch schwätzen an duerstellen, wéi Lëtzebuerg sech en vue vun den Challenge vum Klimawandel positionéiere soll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn als Piraten d'Regierungserklärung matgedroen, well vill gutt Iddien an dëser

skizzéiert goufen a mer der Regierung deem-entspriedend e gewëssene Vertrauensvirschoss wollte ginn.

(**Interruption**)

De Budgetsprojert ass elo déi éischte Kéier an dëser Legislatur, wou de Regierungsprogramm mat der haarder Realitéit vun der Finanzmathe-matik konfrontéiert gëtt. An do gesi mer, datt viles, wat an der Regierungserklärung stoung, weder am Budget nach direkt am Pluriannuel virgesinn ass.

Ech sot et haut ewell: Et feele Piste fir eng Steierreform, déi elengerzéind a verwitwet Persounen entlaascht. Et feele kohärent Piste fir d'Digitaliséierung, déi iwwer e rengt Mandat vun der Simplification administrative eraus-ginn ...

(**Interruption**)

... a Lëtzebuerg fest als First Mover am 21. Jor-honnert verankeren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot, ginn ech d'Hoffnung net op, datt d'Regierung hir Versprechen aus dem Regie-rungsprogramm nach aléise wäert. D'Legislatur huet jo nach e puer Joer.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- A wann déi gutt Proposen aus dem Koalitionsaccord dann och iergendwann hiren Nidderschlag an engem Budget fanne sollten, da wäerte mer dës selbstverständlech nees unhand vu senge Meritte moossen an dann hoffentlech zu enger anerer Konklusioun komme wéi haut.

En vue vun dësem defizitäre Budget wäert et awer schwéier ginn, fir eng weider Marge de manoeuvre ze schafen, fir an Zukunft déi drën-gend néideg Reformen ze finanzéieren, déi am Regierungsprogramm skizzéiert goufen.

Grad dofir hätt ech mir jo en anere Budget gewënnscht, e Budget, bei deem ee keng nei Scholde fir Transfere gemaach hätt an d'Marge vum Excedent vun 2018 genotzt hätt, fir Inves-titiounen ze maachen, déi u Valeur gewonnen hätten, oder fir Scholden zrëckzubezuelen, fir esou eis Zënslaaschtung ze reduzéieren.

Leider ass dëst awer aktuell net de Fall. Esou läit de Ball elo bei der Regierung, fir der Chamber an de kommende Joren, ufänkend am Hierscht vun dësem Joer, e Budget ze proposéieren, deen hiren urspréngleche Visiounen a Verspie-che méi gerecht gëtt. Deementspriedend kënnen mir de Budget haut a muer net mat-droen.

Ech soen lech awer villmools Merci fir d'No-lauschteren.

(**Interruption**)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci vill-mools, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner.

(**Interruption**)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Här President, mir sinn elo an engem Joer, wou ganz geschwënn, an engem Mount, e bësse méi, d'Europawahlé stattfannen. An dofir wëllt ech och direkt mam europapolit-esche Volet ufänken, dee Kader, an deem mer eis jo och bewegen. An do mengen ech dee faméisen OMT, also den Objectif à moyen terme. Ech mengen, datt een ëmmer erëm muss erklären, wouërms et do geet, wat sech hannert deene Wieder verstoppt.

Lëtzebuerg ass Member vun der Europäescher Unioun. A wéi all EU-Land muss Lëtzebuerg fir eng gewësse Period, dës Kéier vun 2020 bis 2022, en OMT, dat heescht e Solde structurel fir seng Administratioune festleeën. Bis elo louch e bei minus 0,5 %. Dat heescht, d'Regie-rung hat d'Erlaabnis, en Defizit vu maximal 0,5 % beim Sold vun der Administratioun ze maachen.

Aneschtens wéi awer ganz oft behaupt gëtt, ass e Stat net gläichzestell mat engem Stot, a be-stëmmt net an der Economie. Wann ech mech verscholden, wann iergendee sech verscholt, e verdéngt 3.000 Euro de Mount an e gëtt all Mount 3.100 Euro aus, da kritt en e gewëssene Problem an iergendeng Kéier rufft d'Bank un. Wéi ech méi jonk war, hunn ech dat och eng Kéier versicht, a si hu mer erkläert, datt meng keynesianesch antizyklesch Politik sech op mech net géif esou richteg auswierken. Dat hunn ech och ganz schnell verstanen. E Stat awer fonctionnéiert aneschtens. E ka sech ver-scholden, e kann investéieren an dorausser ent-stinn erëm Benefisser.

Bis elo louch also dee Sold bei minus 0,5 %. Elo kënnt awer déi Annerung fir d'Period 2020-2022, an dee Sold, dee soll em e ganze Pro-zent eropgehewe ginn, dat heescht op plus 0,5 %. Dat ass eng verréckelt Situatioun, well



domadder schränkt de Stat sech ganz staark an, fir kënnen ze investéieren, a geet lues a lues a Richtung Austeritéit. Dat alles natierlech och, fir dee ganze Stabilitéitspakt vum Euro ze garantéieren, deen d'Staten, zemoos déi aus dem Süden, ëmmer méi an hiren Investitiouns-capacitésen aschränkt.

Här President, wann iwwer Europa geschwat gëtt, a leschter Zäit ass dat jo erëm oft de Fall, da gëtt et engersäits Sonndesrieden iwwert d'EU, wéi wichteg dee ganze Projet ass, an dann hu mer d'Realitéit, déi sech och hei zu Lëtzebuerg nidderschléit weider a Richtung Austeritéit.

Dann däerf ee sech och net wonneren, datt d'Leit sech net op d'Sonndesrieden iwwert d'EU aloossen. An do hëllef och net, datt déi grouss traditionell Parteien a leschter Zäit soen, d'EU wier zwar net perfekt, dat gi se och zou, mä et géif net aneschtens goen. An do hëllef och kee fräien Europadag. D'Fakte si stur, net d'Parolen. An d'Fakte schäfe Realitéiten.

(Interruption)

Dofir, all Kéiers, wann ech déi Sonndesrieden héieren, déi vu Solidaritéit schwätzen an der EU - an ech géif mer wënschen, datt dat Realitéit wier, mä dat ass eben net de Fall, a souguer déi heite Regierung beweist dat jo och -, all Kéiers, wann ech déi Sonndesrieden héieren, déi net nëmme sonndes gehale ginn, dann denken ech un e Lidd vum Dalida a vum Alain Delon - ech zitieren fir eng Kéier emol net de Karl Marx -, dat « Paroles, paroles » geheescht huet.

► Une voix. - Sangt eis et!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech sangen et léiwer net. Ech hu vill ze vill Respekt virum Dalida. « Caramels, bonbons et chocolats. [...] Merci, pas pour moi, mais tu peux bien les offrir à une autre qui aime le vent et le parfum des roses. »

An dat ass e bëssen esou den Androck, deen een huet, wann een déi offiziell Rieden iwwert d'EU héiert.

Dobäi si mer an enger Situatioun, wou déi ëffentlech Finanzen ganz an der Rei sinn an all déi bluttnoutwendeg Investitiounen deelweis kéintern erméiglechen. Well mir brauchen och staark Service-publicken! D'Madamm Lorsché huet dovunner geschwat. Et ass wichteg, Service-publicken ze hunn an datt d'Service-publicken och an ëffentlecher Hand bleiwen.

Ech hoffen, datt déi gréng dat och iergendeng Kéier verstinn an dat, zum Beispill wat den Tram ugeet, och realiséieren an aus dem Tram och iergendeng Kéier en Établissement public maachen, well mir hu jo grad e Sozialkonflikt, wéi d'Madamm Lorsché gesot huet, wa mer keng Service-publicken hunn, wa mer privat Gesellschaften hunn. Dat ass e gutt Beispill. Maacht dat! Verännert d'Sociétéit Tram a maacht et an engem Établissement public, da gëtt et vill besser fir d'Usageren a fir déi, déi do schaffen.

Här President, fir ze investéieren, brauch ee Recetten. An ech mengen, do si mer virun enger geféierlecher Situatioun. D'Recetté vum Stat riskéiere mat Dauer ewechzeschmelzen.

Obwuel d'Steiere fir d'Betribler hei zu Lëtzebuerg bäi Wäitem net esou héich leien, wéi se am EU-Duerchschnitt sinn, an alles cumuléiert mat de Cotisationsleie se och méi déif wéi an eisen Nopeschlänner, geet d'Regierung hin, ouni Grond, a wëllt de Steiertaux vum IRC, deen elo scho relativ déif op 18 % läit, op 17 % erofsetzen. An dat ass den affichierten Taux. Mir schwätzen elo net vum reellen, deen déi grouss Konzernner ugeet, déi eendeiteg manner bezuelen.

Am Kader och vum BEPS-Prozess soll jo d'Assiette imposable vun de Betribler ausgedeeent ginn. An dofir gëtt jo och deen Taux erofgesat. Ma firwat? Ma ganz einfach, fir d'Erweiderung vun der Assiette imposable domadder ze kompenséieren. Dat heescht, datt d'Benefisser vun de Betribler weiderhin net vill besteiert ginn.

Niewebäi gesot: Wie mengt, datt d'Betribler dowéinst méi investéiere géifen, deen iert sech! Déi Benefisser fléissen zum groussen Deel an d'Täsche vum grösseren Patronat, ouni datt d'Gesellschaft eppes dovunner hätt.

Wien dréit am meeschten dozou bäi, datt de Stat finanziert gëtt? Ma d'Aarbechter, d'Salariéren, d'Independanten, also all déi Leit, déi schaffen. D'Besteuerung vun de Salariéren dréit eendeiteg méi zum Finanzement vum Stat bäi. Vun 2017 op 2018 sinn d'Recetten op d'Salariéren ëm 7,6 % eropgekommene. An an deem Budget wäerte se nach weider klammen, op 11,2 %.

Am Kloertext: Déi schaffend Leit droen zu 55 % zu de Recetté bäi. An eis grouss Firmen, déi mer hei hunn? An all déi riseg Benefisser, déi hei erwirtschaften ginn? Majo, nach nëmme zu engem Drëttel! A si sinn och nach ëm 5 % erfogaangen.

Mir sinn also an enger Situatioun, wou de Logement ëmmer méi deier gëtt an ëmmer méi Leit sech engem modest Wunneng net méi leeschte kënnen - zemoos déi méi jonk -, wou den Armutsrisiko klëmmt, och wann ee schafft, wou de Chômage erëm ugefaangen huet ze klammen, wou Kuerzzeitkontrakter sech generaliséieren, zemoos bei deene Jonken, wou d'Studenten, zemoos déi, déi am mannsten hunn, u Statshëllef verluer hunn, a wou d'Familien, zemoos déi, déi méi wéi ee Kand hunn, Geld verluer hunn, wou awer massiv an den Transport, an de Logement, a Crèchen, a Schoule misst investéiert ginn. An dofir müssen haaptsächlech d'Bierger an net déi vill Profitter vun de Betribler opkommen. Dat ass eng ongerecht Situatioun, an déi eis des Regierung bruecht huet.

Här President, jo natierlech, déi heite Regierung investéiert. An de Stat kënn net derlaanscht, ze investéieren, vu datt de private Maart ganz weineg investéiert, trotz Steierkaddoen, déi sech unhäufen. Déi haiteg Regierung mécht de Betribler ëmmer méi Kaddoen.

A wat geschitt mat de Suen, déi se geschenkt kréien? De leschte Bericht vun der Europäescher Kommissioun - elo zitieren ech déi emol eng Kéier - beleet et: Den Investitiounstaux vun de Betribler läit elo ënner 11 % vun eisem PIB. Dat ass eng vun de schlechteste Performancé vun der ganzer Europäescher Unioun. An dobäi si mer e Steierparadis fir d'Grosskapital, awer net fir déi normal Leit natierlech. An en plus, déi normal Leit - mir - musse fir d'Investitiounen opkommen. An dobäi ass et jo och net esou, wéi wa mer keng Investitioune bräichten, an dat an zwee Beräicher, zum Beispill an de Logement.

Wann een elo e bësse vergläicht, wat erauskënnt, da louche mer 2018 bei 80.900.000 Euro, an elo fir 2019 bei 89.760.000 Euro, dat sinn also e bësse méi wéi 10 % méi. D'SNHBM klëmmt zwar, mä dat ass eng SA, zwar mat 100%egem ëffentleche Kapital. De Fonds du logement an d'Gemengen, wat wierklech déi ëffentlech Promoteure sinn, kréien awer net esou vill Suen a manner Suen zur Verfügung.

Engersäits bestätegt dat eppes, wat scho gewosst war: D'Gemenge baue ganz weineg a bäi Wäitem net genuch ëffentlech Wunnengen. Et ass heiansdo och net onbedéngt hir Schold. Dofir brauch de Stat och déi Aiden net ausbezuelen.

Dat wësse mer scho laang. Et ass och all Joers déiselwech Debatt. Mä et geschitt näischt. An och bei deser neier Regierung hu mir bis elo nach näischt doruwwer héieren, datt sech do eppes géif bewegen.

Anersäits wësse mer och, datt de Fonds du logement vill ze mann baut, och wann elo déi nei Direktioun, d'Presidence versicht, Progressen ze maachen. Mä et ass och nach ëmmer net bedarfsgerecht, well nach ëmmer vill ze vill fir de Verkaf virgesinn ass. Mä dat soll sech jo och änneren. Dat soll sech jo änneren.

Dernieft besteet den Terrainsproblem, wéi et d'Etüd vum LISER bewisen huet. Eëffentlech Promoteure wéi de Fonds du logement oder och d'Gemengen hunn net genuch Terrainen a brauchen och hei Mëttele, fir drunzokommen, zum Beispill fir vum hirem Virkafrecht Gebrauch ze maachen, well souguer bei Enteeignunge gëtt et jo e Präis ze bezuelen.

Wéi ee Signal gëtt also hei gesent, wann de Fonds du logement manner Geld kritt? Dat heescht jo a kengem Fall, datt méi gebaut gëtt, obwuel den Output vum Fonds elo schonn zimlech trist ass. An et heescht och net, datt elo eng Offensiv an der Terrainsbeschaffung soll gestart ginn.

Bei der Subvention loyer sinn d'Kritären, fir iwwerhaapt an de Genoss vun der Subventioun ze kommen, zwar erlichert ginn, mä trotzdem huet et keen Impakt op d'Demanden. Et ass net nëmme dat falscht Instrument, dat hate mer schon deemools gesot bei der Schaffung vun der Subvention loyer, mä et ass och nach schlecht ëmgeseet an dréit der Realitéit vun de betraffene Leitguer net Rechnung. Et muss een zum Beispill dräi Méint regelméisseg Revenue virweise kënnen, fir dat ze kréien. Mä och en Deel vun deene betraffene Leit kënnen dat oft net.

Dernieft ass de Revenu d'exclusion ze niddreg ugesat. D'Loyerspräisser sinn esou héich, datt och Leit mat mëttlerer Revenue vill ze vill belaauscht ginn duerch déi Loyerspräisser.

A beim Prêt climatique si Leit, déi eng Wunneng renovéiere wëllen an déi d'Revenueskritären an deem Gesetz erfüllen, entweder net Propriétaire vun hirer Wunneng oder awer wëlle sech trotzdeem net bei enger Bank verschälden, well eng Schold ëmmer e Risiko ass a virun allem well se, och dann, wann de Stat d'Zënse iwwerhëlt, d'Suen net hunn, fir esou e Montant all Mount kënnen ze rembourséieren. Meeschtens hunn déi Leit aner Suergen.

An dat hat och eng vu menge Froe virun de leschte Wahle bewisen, déi opportument no de Wahle beäntwert gouf, well d'Zuele jo bewisen hunn, datt dee Prêt climatique u sech e Schlag an d'Waasser war.

En zweete Punkt, wa mer schonn dobäi sinn, bei der Ëmwelt. Nieft de soziale Spannungen an dem Logement ass de Klimawandel déi gréissten Erausforderung vum Land a vun der Welt. An och hei steet de Budget a kengem Verhältnis zur Urgence, mat där mer konfrontéiert sinn. Et geet net just drëms, bis zu engem gewëssene EU-Stéchdatum iergendeng Pourcentagen un erneierbaren Energien oder un Energieeffizienz virweisen ze kënnen, déi een dann och nach mat Hëllef vu statistesche Spillereien erfëllt.

Et geet drëms, esou schnell wéi nëmme iergendwéi méiglech d'Energietransitioun ze meeschtieren, dat heescht, esou schnell wéi méiglech vum Pétrol lasszekommen. A fir déi Erausforderung ze meeschtieren, esou schnell wéi méiglech ze meeschtieren, muss de Stat sech déi néideg Moyene ginn. Dat erfuerdert e staarken nationalen Engagement, eng gemeinsam Ustrengung, déi ee ganz kloer muss am Budget erëmfannen, net just e puer Subside fir de Privatsektor, déi hei an do minimal erhéicht ginn.

De Stat muss sech d'Moyene ginn a selwer aktiv ginn, amplaz op iergende Wonner vun der Privatwirtschaft ze hoffen, dat ni komme wäert, wéi dat meeschtens mat de Wonner de Fall ass. E muss d'Energieversuergung an d'Infrastrukturen erëm an d'Hand huelen a kloer ausrichten. E muss e strenge legislative Kader opstellen, deen d'Entreprises an d'Flicht hält, an e muss d'Biergerinnen an d'Bierger mat abannen, fir deen ökologeschen Iwwergang sozial verträaglech an am Interessi vun all Mënsch ze packen.

Dës Regierung schwätzt stänneg vun der grousser Erausforderung, déi de Klimawandel bedeit. Mä dese Budget weist, datt 2019 alt erëm e verluerent Joer ass fir de Lëtzebuurger Klimaschutz.

Par contre - well dat war jo e gréng Ressor - muss een awer soen: „Gréng wierkt“, op jidde Fall, wat d'Arméi ugeet!

(Interruption)

Dofir, et wier och falsch ze soen, et géif een an deem Budget keng gréng Handschrëft erëmfannen. Dat wier net fair! Dat wier net fair!

Bon, dat fënnt een net an der Ëmwelt erëm, mä ëmmerhin an der Arméi, an déi huet jo och eng gréng Faarf. An do gesäit ee wierklech de gréngen Impakt.

(Interruptions)

An ech muss zouginn, Här President, wéi mer matkritt hunn no de Koalitionsverhandlungen, datt déi gréng d'Arméi géifen iwwerhuelen, do hu mer intern de Geck gemaach a gesot: „Déi wäerten elo Solarzellen op d'Diecher vun der Kasär setzen.“ Mir hunn dat wierklech esou gemaach.

(Brouhaha)

A kuerz drop tatsächlech - kuerz drop tatsächlech! - erkläert de gréng Krichsminister ganz mat Stolz, datt d'Kasär Solarzelle kritt!

(Brouhaha)

Et ass schued, et ass wierklech schued, datt de Feierkrop net méi existéiert.

(Brouhaha et interruption par M. Henri Kox)

Dee feelt eis wierklech, well déi gréng hunn e schlussendlech ersat: vun der Satir zur Realsatir. A mir waarden op déi nächst Errungenschaft vun der grénger Arméipolitik. Mä mir hoffen nëmme, datt se net op d'Iddi kommen, „Biowaffen“ anzesetzen, well dat wier wierklech eng ganz schlecht Iddi. Passt ganz gutt op!

A wierklech, ech mengen, déi gréng Kollegee mussen oppassen, well fir an där Regierung do ze fungéieren, hu se e Prêt gemaach, dee se net esou einfach wäerten zréckbezuelen kréien, an dat och ouni Zënse. Mä, wéi gesot, déi gréng investéieren an d'Arméi, an dat kuerz nom Ouschtermarsch, wou déi gréng och matmarschéiert sinn.

Zënter 2017 ginn d'Militärausgaben ëm 40 Milliounen pro Joer erop. 2019 wäerte se bei 365 Milliounen leien. 2020 wäerten déi gréng 410 Milliounen fir d'Arméi ausginn. An dat soll konstant an d'Luucht goen! Dat alles, well d'Ministere Bettel, Asselborn a Schneider um NATO-Sommet 2014 a Wales de Musterschüler spille wollten. An déi gréng danzen och deen NATO-Opriistungsmarsch mat.

Ech mengen, iergendwéi kann een déi gréng Arméipolitik esou definéieren: Ouschtermarsch an de Parolen, Militärmarsch an de Fakten. Dobäi gëtt et de Leit ëmmer méi kloer, datt

d'NATO, déi versprach hat, sech nom Kale Krich opzeléisen, kee Friddensakteur op der Welt ass, mä eng krichsdreiwend Kraaft.

Elo, fir iwwerhaapt iwwert d'Prioritéit vun deser Regierung ze schwätzen, fir ze vergläichen: Dës Joer gi mer 365 Milliounen aus fir Krichsmaterial, während de ganze Logementsministère grad emol 230 Milliounen kritt. An engem Moment, wou d'Leit sech keng Wunneng leeschte kënnen, gëtt des Regierung méi Suen aus fir Krichsmaterial.

Wëlle mir eng Militärmuecht ginn? Dobäi war d'Argumentatioun vu Lëtzebuerg jo ëmmer, wann aner Länner eis kritiséiert hu wéinst eise Steiertricksereien, wéi den Här Asselborn seet, datt mir wéinstens keng Rüstungsindustrie hätten, net esou wéi déi Däitsch, net esou wéi d'Fransousen a souguer net esou wéi d'Belsch.

Mä elo soll d'Militärpolitik och en ekonomesche Poids kréien, wat och eng Gefor a villen Hisiichten ass, well wann een eng Krichsroll wëllt spillen, da gëtt een och eng Krichszilscheif. An dat, wat den Arméiminister Bausch weiderféiert, ass jo souwisou och vum Arméiminister Étienne Schneider ugestiwwelt ginn, y compris och dee komesche Projet de loi, op deen ech zwar elo net wëll agoen - de Marc Baum wäert dat bei enger anerer Geleeeheet nach kënnen maachen -, deen eis erlabe wäert, méi einfach, Militärinterventiounen ze maachen. Den Étienne Schneider, dee souwisou, dee Member ass an der LSAP, mengen ech, eng Partei, déi elo am Kontext vun den Europawahle sech als Friddenspartei wëllt duerstellen.

Währenddeems elo bei de Gréngen erëm d'Spätzekandidatin fir d'Europawahlen - zu Recht - aus Protest en NATO-Fluchhaff stiermt an op d'Gefore vun der Atomprüfung opmierksam wëllt maachen, gëtt se vun hirem gréngen Arméiminister desavouéiert, deen an engems den héchste Militärbudget an der Geschicht vu Lëtzebuerg ze verantwerthen huet.

Här President, et däerf een eng Meinung hunn. Et däerf ee pro-NATO sinn. Mir si géint d'NATO. Mä et däerf ee pro-NATO sinn. Et däerf ee sech Illusioune maachen. Et däerf ee fir militäresch Opriistung sinn. Mä da soll ee sech iergendeng Kéier entscheeden. Wien A seet, soll och B maachen, well wann een dat net mécht, wéi nennt een dat, dat Wuert, wat ëmmer oft benotzt gëtt? Populismus, soss näischt!

(Brouhaha)

A mir soe ganz kloer Neen zur NATO an Neen zu enger europäescher Arméi!

(Interruption)

Här President, den Arméiminister ass jo och nach ëmmer Transportminister. An an deem Sënn muss hien och d'Gratuitéit vun ëffentlechen Transport ëmsetzen. Mir begrëissen déi Initiativ ëmsou méi, well eis Motioun am Kader vun de Budgetsdebatten hei virun zwee Joer zur Gratuitéit vun ëffentlechen Transport mat fadenscheinegen Argumenten vun de Regierungsparteien - dat sinn nach ëmmer déiselwech - verworf gouf.

Souwuel d'DP, déi et duerno als Wahlkaddo benotzt huet - mais pourquoi pas? -, mä awer och déi gréng hunn dergéint argumentéiert. Dat sinn zwee Joer hier.

(Interruption)

An ech ka mech nach erënnern, wéi den Här Bausch duerno am Owesjournal dat anonciéiert huet an der neier Regierung, all déi Virdeeler opgezielt huet, déi de gratis ëffentlechen Transport mat sech bréngt géif, déi en u sech desavouéiert hat virun zwee Joer, déi mir bruecht haten!

(Interruption)

Hien huet du wierklech mat der déifster Iwwerzeugung dat esou bruecht. An ech war amgaangen, mäi Püree ze maachen an der Kichen, an ech hu gestampft, a franchement ech hunn ëmmer méi haart gestampft, de Püree war ëmmerhi gutt. Dofir kann ech dem Här Bausch Merci soen.

(Interruptions)

Mä ëmmerhi koum Lëtzebuerg fir d'éischte Kéier positiv an den internationalen Norichten eriwuer.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Wie war dann am Dëppen?

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - A gesitt Der, gesitt Der, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Oh, ech soen lech léiwer net, u wien ech geduecht hunn. E war awer gutt.

Mä gesitt Der, also et kann een Nation Branding maachen ouni déi Nation-Branding-Trucen, déi onsäglech sinn an déi vill kaschten an näischt bréngen. Et brauch ee just positiv Aktiounen ze maachen an et muss een einfach méi oft op déi Lénk lauschten an eis Saachen ëmsetzen, da gëtt positiv am Ausland vun eis geschwat.

A wa souguer d'Regierung sech géif packe mat de Steiertricksereien op der Finanzplaz, fir déi ze favorisieren, da gi mer vläicht souguer esou beléift wéi d'Islänner. An am Fussball si mer souwisou amgaangen, guer net esou schlecht dozestoen.

Här President, wa mer scho vun den internationale Medie schwätzen: Wéi LuxLeaks lassgaangen ass, dunn hu sech vill Journalisten aus dem Ausland fir Lëtzebuerg interesséiert. A mir als Lénk konnten och selwer an deem Kader enger ganzer Partie auslännesche Journalisten - ech mengen, jiddweree war an deem Fall -, déi op Lëtzebuerg komm sinn, Fro an Äntwert stoen.

Vu datt si eist Land natierlech net gutt kann hunn, hu se ëmmer geduecht, mir wieren esou eng Aart Monaco, wou jiddweree säi Rolls-Royce fuere géif. Do hu mer hinnen erkläert, datt d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg fir vill Leit guer net esou roseg ass an datt d'Situatioun sech degradéiert. An ech konnt deen een oder deen anere souguer, wann en Zäit hat, am Garer Quartier begleeden, oder op Plazen, wou net alles esou blénkt wéi um Boulevard Royal, oder an de Minett schécken a soen: „Hei, do gesitt Der, wou eise Rächstum wierklech hierkënn.“

An ëmmer méi Journalisten hunn agesinn: „Hei, Lëtzebuerg ass awer e bësse méi e komplizéiert Land. Et entsprécht guer net dem Klischee vum Steierparadies, wou nëmme Millionäre ronderëmturnen.“

Lëtzebuerg huet och eng Aarbechterkultur, där mer esou vill méi ze verdanken hu wéi de Finanzhain um Kierchbierg. D'Lëtzeburger si Leit, déi och haart schaffe kënnen, déi och solidaresch si kënnen, déi bereet waren a sinn, fir sozial Rechter ze kämpfen, zemoos wa se a Fro gestallt ginn.

An et geet hinnen net all esou gutt an et gëtt Aarmut. A viru Kuerzem war och en Artikel an enger franséischer Zeitung, der „Libération“, mengen ech, dee sech och mat de soziale Problemer vu ville Leit hei beschäftegt huet. Vläch huet dat domadder ze dinn, datt esou vill Journalisten heihinnerkomm sinn an dat vläch gesinn hunn.

Alles Saachen natierlech, déi mir hei kennen a wëssen, mä déi, mengen ech, d'Autoritéiten am Ausland oft versichen ze vertuschen. Mä déi Realitéit do, déi kënn och elo zum Virschän.

Här President, natierlech, wann een engem Ausländer vun eisem Mindestloun erzielt, da kënn deen net zou sech. Mä wann een him erkläert, datt de Mindestloun eigentlech ënnert der Aarmutsgrenz läit, dat heescht, datt d'Leit schaffe ginn, fir aarm ze bleiven, also Rächstum fir e Patron schafen an trotzdeem aarm bleiven, da kritt dat eng aner Faarf.

A wann een hinne weist, wéi héich e Loyer ass, an datt dat domadder ze erklären ass, datt grouss Promoteure sech d'Land ënnert den Nolgerass hunn, mat der Hëllef vun der Finanzplaz, fir Lännereien a speziell Investitiounsfongen ze placieren, fir domadder bal keng Steiere müssen ze bezuelen, an da mega Projeten domadder finanzéiere wéi zu Gaasperech, wou sech trotzdeem den normale Bierger näischt leeschte kann, da versteet een ëmmer méi, a wat fir engem Land mer elo liewen!

Et ass net méi witzeg! Et ass och net méi roseg! Elo behaupt eis Regierung, si hätt de Mindestloun erhéicht. Eischens, et ass keng Mindestlounerhéijung, mä zum groussen Deel e Crédit d'impôt. Zweetens, et geet einfach net duer. Et geet einfach net duer! Et feelen nach ëmmer 170 Euro, fir wéinstens net ënnert der Aarmutsgrenz ze sinn. Ma da gëtt gesot: „Jo, et ass besser wéi näischt.“

Här President, wann ech eng Angine hunn an ech lutschen un enger Houschtpeël, dann ass et besser wéi näischt, mä ech hunn nach ëmmer meng Angine!

(Hilarité)

Dofir brauch ech Antibiotika.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Interruptions)

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Oder eppes aneres, ech kenne mech net aus. A wat d'Aarmut ...

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir gitt net eisen nächste Gesondheitsminister, dat soen ech lech awer direkt.

(Interruptions diverses)

An och net Ëmweltminister!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dréit d'Ried kuerz zréc!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Neen, neen, ech loosse se lafen, ...

(Interruptions)

► **M. André Bauler (DP).** - Eng Hunnegdrépp vu Branebuerg.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Téi vum Séil!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ... well et ass gutt, datt d'Majoritéit wéinstens op meng medezinnesch Onkenntnisser reagiert ...

(Hilarité et interruptions)

... a soss schweigt.

Mä op jidde Fall brauch een eng Medikatioun, eng richtig Medikatioun, an déi heescht och, datt een eng reell, eng reell Mindestlounerhéijung brauch.

Här President, ech mengen, d'Regierung kritt net méi esou richtig mat, wat hei am Land leeft.

(Interruptions)

Net genuch bezuelt ze ginn an net genuch Suen ze hunn, fir e Loyer ze bezuelen, dat heescht, datt d'Leit sech d'Land net méi leeschte kënnen an dat Land och musse verlossen.

Awer, Här President, e Lëtzebuerg, wou 40.000 bis 50.000 Leit iwwert d'Grenz musse goen, fir sech eng Wunneng kënnen ze leeschten, dat ass kee Land, wou d'Ekonomie richtig funktionéiert. An dat si bal 10 % vun der Bevölkerung!

Am Verglach, Portugal zum Beispill, wou et viru e puer Joer ganz haart war, wou se an der Kris waren, do hunn 10 % vun der Bevölkerung Portugal misse verlossen, ongeféier eng Millioun Leit, meeschtens Jonker, dat ass d'Leistung, déi riets Regierung meeschtens a Portugal haten, fir den Aarmuttsproblem ze léisen: „Emigréiert!“

A glécklecherweis müssen d'Lëtzeburger net esou wäit fueren. Mä mir sinn an enger äänlecher Situatioun, an enger äänlecher Situatioun wéi süüdlech Länner, net fir eng Aarbecht ze sichen, mä fir eng Wunneng ze fannen. Et kënn bal op datselwecht eraus. Bal 10 %!

(Interruption)

Do därff ee sech net bretzen, wann een an esou enger Situatioun ass.

Här President, et sinn net nëmme d'Salären an d'Loyeren, déi zu enger Veraarmung vun enger ganzer Partie vun der Bevölkerung bäidroen. De Spuerpak huet Spuren hannerlooss an d'Sozialpolitik huet och Spuren hannerlooss. Duerch d'Reform vun 2016 hu kannerräch Familjen u Sue verluer, net ze schwätze vun der Desindexéierung.

An da kënn och nach déi ganz Geschicht vun de Chèque-servicen, well déi hunn deemools, wéi se agefouert goufen, jo eng ganz Partie vu Geldprestatiounen ersat. An am Ufank wollte se souguer d'Frontalieren ausschléissen, wat glécklecherweis condemnéiert gouf vun der Cour de justice européenne. An ee vun eise Virgänger, de Serge Urbany, hat am OGB-L derfir gesuergt, datt dat och esou geschitt. Da musse mer him och nach Merci soen.

E Chèque-service kritt awer nëmme een, wann e säi Kand och an eng Crèche oder an eng Maison relais setzt. An déi, déi et net maachen aus verschiddeenen Ursachen, déi hunn an där ganzer Geschicht verluer, an dat sinn iwwer 40 % vun de Kanner respektiv vun den Elteren.

An dann, wann déi Kanner och nach wëlle studéiere goen, majo, fir déi ass och gesuergt gi mat der Reform vum Här Meisch 2014, wou d'Schüler an d'Studente massiv nach op d'Strooss gaange sinn. A schonn deemools haten d'UNEL a mir och gesot: „Passt op! Déi Reform, déi geet op d'Käschte vun de Studenten, déi aus mamberbeméttelte Schichte kommen.“ An et huet sech elo endlech och erausgestallt, datt dat stëmmt, wéi eng Etüd vun der Uni Lëtzebuerg et bewisen huet.

A wat bleift dann deene mamberbeméttelte Studenten iwwreg? Majo e Prêt. Den Zénstaux ass zwar favorabel, mä um Enn sinn et grad déi mamberbeméttelt Studenten, also déi, déi souwisou scho Startschwierigkeiten am Liewen hunn, déi schonn direkt nom Studium eng Schuld um Bockel hunn. A mir wëssen, datt et grad déi méi Jonk sinn, déi Schwierigkeiten hunn, eng gutt bezuelt Aarbecht mat festem

Kontrakt ze fannen. A mir héieren och oft schwätzen aus den USA vun der Bulle, déi iergendeng Kéier kéint explodéieren. Bon, do sinn d'Käschte vun der Uni eendeiteg méi héich och nach.

Deemools hat de Barack Obama, wéi e grad President gouf, nach gesot, en hätt viru Kuerzem säi Studentepret zrécbezuelt. De President vun den USA! Vläch komme mer och esou wäit, vläch kann dat och hei geschéien.

Här President, ech hu vun der Jugend geschwat, ech wollt awer och nach e puer Wieder verléieren, fir iwwert déi eeler Generatioun, nämlech d'Rentner ze schwätzen. Jo, et gi Problemer, wat d'Renten ugeet. Zum Beispill d'Minimalrenten, déi scho laang net méi bei 90 % vun souwisou ze vill déiwe Mindestloun leien an déi onbedéngt müssen erëm erhéicht ginn. Déi, déi soen, et soll ee Courage hunn, fir iwwert d'Renten an déi vermeintlech Rentemauer ze schwätzen, wéi elo neierdengs och déi gréng, sollen dann och de Courage hunn, ze soen, wat se wëllen hunn.

Eng Kierzung vun de Leeschtungen, dat wëlle mir net. Voilà, dat maachen ech. Eng Erhéijung vum Pensionsalter, dat wëlle mir net.

(Interruption)

Jo, mä Dir sot net, wat Der wëllt!

(Interruption)

Eng méi grouss Plaz fir d'Kapitaliséierung, dat wëlle mir och net.

Här President, Projektione si keng Previsiounen. Dat seet souguer den Ageing Working Group vun der EU-Kommissioun.

Jo, mä ech, mir gefält dat net, wann ëmmer iwwert d'Rente geschwat gëtt an et gëtt gesot: „Et därff eens Tabu sinn.“ Putain! Pardon! Entschëllegt! Entschëllegt, et ass mer wierklech erausgerutscht!

Zënter 20 Joer gëtt permanent gesot: „Mir müssen awer kënnen iwwert d'Rente schwätzen, et soll keen Tabu sinn.“ Mä et ass keen Tabu! Permanent gëtt iwwert d'Rente geschwat. Et muss ee kënnen driwwer schwätzen. Mä et ass keen, dee sech traute ze soen, wat bei him vläch hannen am Kapp virgeet.

Mä déi gréng vläch - an ech hoffen, datt dat stëmmt, mä si hunn dat just net expriméiert - si géint eng weider Kapitaliséierung, si si géint eng Erhéijung vum Rentenalter a si sinn och géint Kierzunge vu Leeschtungen.

Mä da muss een dat och kloer soen! Dann ass alles an der Rei, well soss mécht een Dieren op, well et gi Leit net esou wéi Dir an net esou wéi mir, déi hunn awer Iddien an déi wëllen de Rentensystem ofbauen.

A souwisou, et soll ee wëssen: De Renteregimm hei zu Lëtzebuerg, dee baut sech op eng Periode vun zéng Joer. An do ginn et aner Mëttelen. Wann et wierklech esou wäit kënn, wann ee wierklech misst eppes maachen, wat zurzäit, mengen ech, net de Fall ass, da kann een iwwer aner Saachen diskutieren, iwwert d'Cotisationsen, déi och d'Betrieb bezuelen, an ee iwwer gewisse Cotisationsplafonnementer.

Mä op jidde Fall wëll ech awer hoffen, an ech gi jo dovunner aus, datt d'Regierung, nodeems se de Jonken et net méi einfach gemaach huet, awer och wéinstens de Rentner d'Liewen net wäert méi schwéier maachen.

Här President, ech hunn nach souguer iwwer eng Minutt iwwreg, mä ech wäert dobäi bleiven.

► **Une voix.** - Dat ass gutt!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, ech mengen, Dir hutt dat och léiwer, datt ech ophalen, well et ginn nach e puer Sujeten, iwwert déi een nach kéint schwätzen, well d'Regierung huet d'Tendenz, d'Saach e bëssen ze vill roseg ze gesinn.

Ech muss awer der DP felicitéieren, well si huet sech definitiv duerchgesat. No fënnf Joer Training hu mer elo eng richtig DP-Regierung. Bravo! Ech weess net, ob ech soll soen: „Fuert weider esou!“ Mä fir lech ass dat jo guer net esou schlecht, fir déi aner zwee u sech net. Mir wäerten dee Budget net matstëmme.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister, deen huet säi Budget 2019 dem Rapporteur André Bauler op enger Visittekaart mat QR-Code iwwerreicht. En originale Choix - dee vun der Visittekaart - an ee gudde Choix - dee vun Här Bauler -, an all eis Felicitiounen.

An der Welt vun den Diplomaten, Dir Dammen an Dir Hären, mag eng schéi Visittekaart an ee

moossgeschneiderte Kostüm och haut nach ëmmer e gewëssene Stellewäert hunn.

Mä eiser einfacher Landdeputéierten een, dee kuckt dat vläch dach méi skeptesch.

(Interruptions)

Eisereen huet et manner mat der Form vun der Opmaachung ewéi mat dem Fong. A beim Budget kucke mir virun allem déi plakeg Zuelen an dat sëllecht Informationsmaterial, wat mer da mat dem Budget nach esou derbäckereien.

An eisen Androck ass dann do, Är Visittekaart, Här Minister, an Eieren, mä déi plakeg Zuelen, déi léien net. A wann dann de Finanzminister nach behaupt, seng Visittekaart, pardon, déi vum Budget wier d'Spiegelbild vun där Politik, mat där des Regierung d'Weihe fir d'Zukunft vum Land géif stellen, dann heescht dat fir eis net vill Guddes! Mir fäerten, mat där Weichestellung do lande mer, fréier oder spéider, um doudege Gleis.

Well téschent där schéiner Visittekaart an de plakeg Zuelen, déi dann dropstinn, respektiv net dropstinn, ass et wéi mat den Titelen am richtige Liewen: oft ee groussen Ennerscheid téschent Usproch a Wirklechkeet. An esou kéint een och d'Finanzpolitik vun deser Regierung iwwerschreien.

An dozou eng Retsch konkret Beispiller. Éischte Punkt: d'Diskrepanz téschent Usproch a Wirklechkeet bei der Investitiounspolitik vun dem Stat.

De Finanzminister seet bei senger Budgetvirstellung, mat der Budgetpolitik vun deene leschte fënnf Joer hätt een d'Leit duerch d'Investissementer moderniséiert an d'Finanzen op zolidd Féiss gestallt. Den Defizit hätt ëmmer méi niddreg geleeen ewéi urspranglech geplangt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mä mat de vermeintlechen héijen Investissementer an dem manner héijen Defizit ass et eigentlech och wéi bei der Visittekaart: Domadder kann ee sech schéin Titelen zouleeen, mä kuckt een hannert d'Fassad, dann ass net ëmmer dat derhannert, wat och wierklech dropsteet.

Am Verglach zu der Wirtschaftsleeschtung ass et riicht eraus falsch, fir vun héchsten Investissementer ze schwätzen. De Finanzminister kann net permanent drop pochen, an en huet et haut nach eng Kéier gemaach, fir d'Statschuld ze moossen, misst een de Verglach mat dem Bruttoinlandsprodukt maachen, a bei den Investissementer, jo, do soll dat net méi zielen!

D'Investissementer vum Stat, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ënnert der Bettel 1-Regierung carrement zrécgaangen. Déi öffentlech Investissementer louchen téschent 2014 an 2018 daitlech enner 4 % vun eisem Bruttoinlandsprodukt an an der Legislaturperiod virduer d'geint daitlech iwwer 4 %. An et goufen an de Joren 2016 bis 2018 ronn 675 Milliounen Euro manner investéiert wéi an de jeeweilige Budgeten annoncéiert.

An de Joren 2015, 2016 an 2017 goufen am Stroossebau, wou ronn 857 Milliounen Euro veruschlagt waren am Budget, der just 546 Milliounen realiséiert. Dat si grad emol 63 %, Dir Dammen an Dir Hären!

Et ass natierlech kloer, dass doduerch d'Situatioun bei den Ofschlosskonte vill besser ass, wéi am Budget geplangt! Mä iergendwéi, Dir Dammen an Dir Hären, huet dat awer och seng Repercussiounen op den Alldag!

Hu mir mat manner wierklech méi gemaach, wéi d'Regierung sech dat zënter fënnf Joer op de Fändel wëllt schreien? Sinn eis Infrastrukture wierklech vill méi moderniséiert ginn? Jo, mir hu keng Luuchtepottoe méi op den Autobunnen. Ob et doduerch moies awer méi séier op d'Schaff geet, dat sief awer dohigestallt!

(Brouhaha et interruption)

Jo, jo!

Hu mir manner Stau ewéi viru fënnf Joer?

(Interruptions)

Mir sinn der Meinung, Dir Dammen an Dir Hären, dass, wann d'Bevölkerungszuel wisst, da müssen d'Infrastrukturen och ugemooen dem Wuesstum vun der Bevölkerung Rechnung droen.

D'CSV fuerdert d'Regierung duerfir op, Zuelen an de Budget ze schreien, déi der Realitéit entsprechen. Wann ee gesäit, dass een iwwert d'Joren nëmme zwee Drëttel vun den Investissementer realiséiert, Dir Dammen an Dir Hären, jo, da muss ech meng Zuelen och no fënnf Joer am Budget deementsprechend no ennen upassen.

Zweete Punkt: D'Diskrepanz téschent Usproch a Wirklechkeet. D'Kriseninstrumenter gi benotzt bei gudder Konjunktur, fir de Budget ze

finanzieren. Beim Finanzement vun eenzelne Sozialmoosnamen entzitt de Stat sech mëttlerweil senger Verantwortung, an dat op d'Käschte vun den einfache Steuerzueler.

Besch't Beispill derfir: de Fonds pour l'emploi. De Beschäftigungsfong, dee gëtt traditionell finanziert duerch d'Solidaritätssteuer vun der Privatleit an de Betriber, deelweis duerch d'Gemeengen, e Sozialbeitrag, deen um Spritt opgehuewe gëtt - déi sougenannt Contribution sociale -, en Deel Vermögensteuer vun de Betriber an zum Schluss eng Dotatioun vun dem Budget vun dem Stat.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, da kucke mer do emol d'Zuelen. 2013, also an der Kris, waren d'Ausgabe vun dem Beschäftigungsfong bei 687 Milliounen Euro. 56 %, dat heescht 389 Milliounen Euro, goufen deemools iwwert d'Solidaritätssteuer finanziert.

2019, no der Kris, leien d'Depensé vun dem Beschäftigungsfong bei 693 Milliounen Euro, also quasi op deemselwechte Stand wéi nach 2013. D'ovunner ginn elo 78 % oder 567 Milliounen Euro iwwert d'Solidaritätssteuer finanziert.

An de Stat, bei där ganzer Saach? Jo, seng Kontributioun geet no der Kris net erop, wéi een dat misst mengen, mä vun 125 Milliounen Euro op 10 Milliounen Euro, also méi wéi dat Zéngfach, erëm erof. An d'Pan kann haaptsächlich de Bierger dovunner klaken!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dem Stat seng Sue sinn och Steiersuen!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Duerfir e puer Beispiller: Bei engem versteierbare Joresakkommes vun engem Stot vun 100.000 Euro sinn dat 1.274 Euro. Bei zwee Redaktere vun dem Stat, also der Mëttelcarrière, mat engem versteierbare Joresverdréngschtt vun 160.000 Euro, sinn dat schonn 2.912 Euro. Bei enger Wittfra mat 75.000 Euro sinn et 587 Euro a bei engem Jonggesell mat 50.000 Euro sinn dat 637 Euro, Dir Dammen an Dir Hären, zousätzlech zu der Loun- an zu der Akommessteuer!

D'Privatleit bezuelen tëschent 7 % an 9 % Solidaritätssteuer an d'Betriber 7 %. Dës Tauxe goufen deemools mat dem Spuerpak vun der CSV/LSAP-Majoritéit an dem Joer 2013 agefouert. Si ginn haut, sechs Joer no der Kris, nach ëmmer an därselewechter Héicht opgehuewen.

Den Originaltoun vun dem deemolege President a Finanzpriecher Claude Meisch hei op der Chambertribün, Dezember 2012: „An de Spuerpak vun der Regierung respektiv dee vun der Majoritéitsfraktiounen ass jo eigentlech e Steuerpak mat ganz ville Steuergranaten dran. [...] Et fënnt een eigentlech guer keen [...] Usaz, mat deem hei probéiert gëtt, d'Politik fundamental ze änneren.“

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bettel 1- an d'Bettel 2-Regierung schénkt, trotz gudder Konjunktur a selbstinszenéiert kopernikanescher Finanzrevolution, keen Usaz fonnt ze hunn, fir d'Politik vun de Virgänger op deem Punkt ze änneren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Nach ëmmer sätzt d'Bettel 2 op de sougenannten CSV/LSAP-Steuergranaten aus der Krisenzäit. An de Gramegna-Bezuelpak, dee gouf nach zousätzlech droppesat. Et kann een net bei unhalend gudder Konjunktur d'Leit nach no sechs Joer weider mat de Kriseninstrumenter belauschten. Wann een nei Instrumenter muss dann huelen, jo, wat mécht een dann, wann de bleiwende Wuesstum net méi do ass?!

D'Spuerpäck vu Bettel 1 maachen anscheinend kee Sënn méi. Mä déi sougenannte Steuergranate vun de Virgänger bleiwen awer weider schaarf.

D'CSV wëllt d'Solidaritätssteuer net ofschafen. Breet Schëllere mussen méi droen. Mir wëllen awer ganz kloer nees ee manner héijen Taux. Firwat mussen d'Privatleit haut zousätzlech, bei guddem Wirtschaftswuesstum an niddregem Chômagetaux, deen een net ophält, an d'Fenster ze stellen, eng bal dräimol méi héich Solidaritätssteuer bezuele wéi an de Joren tëschent 1991 an 2009? Deemools louch näamlech den Taux wärend bal 20 Joer bei 2,5 % fir d'Privatpersounen.

2010, Dir Dammen an Dir Hären, hunn d'Privatleit an d'Entreprise jee 12,5 % vun den Ausgabe vun Beschäftigungsfong gedeckt. Zesummen also ee Véierel: 25 %. 2019 bezuelen d'Leit 56 % an d'Entreprises 22 % vun den Ausgabe vun Beschäftigungsfong, zesummen 78 %.

„Mir maache mat manner méi“, war emol de Slogan vun der DP. Abee, wat et domat op sech huet, ganz einfach: eidel Spréch!

Dat ass an eisen Aen eng kloer Diskrepanz, déi net méi ze rechtfertigen ass.

Géif een d'Ausgaben, an do läit näamlech d'Kromm an der Heck, géif een d'Ausgabe vun Beschäftigungsfong 2019 nëmme méi zu engem Véierel ewéi 2010 an déi Jore virun aus der Solidaritätssteuer finanzieren, da géif de Statsdefizit em gläich 400 Milliounen Euro an d'Luucht goen.

Den Här Gramegna schwätzt also gäre vu senger schwarzer Null, hie vergësst awer ze soen, dass hien d'Leit bei gudder Konjunktur weider d'Solidaritätssteuer aus de Krisen jore bezuele léisst.

D'CSV fuerdert, dass d'Solidaritätssteuer fir d'Privatpersounen vun aktuell 7 % bis 9 % erofgeet. D'Solidaritätssteuer - Privatpersounen a Betriber zesummen - soll an Zukunft nach maximal 50 % vun den Ausgabe vun Beschäftigungsfong ofdecken.

An d'Contrepartie dovunner, Dir Dammen an Dir Hären, déi soll beim Finanzement vun den Ausgabe vun dem Beschäftigungsfong, iwwerens wéi dat 20 Joer viru war a mëttlerweil net méi de Fall ass, déi soll direkt aus dem Budget kommen.

Drëtter Punkt: D'Diskrepanz tëschent Usproch a Wirklechkeet. Mir bekämpfen offiziell d'Wunnengsnout, mä de Stat, dee kasséiert dobäi monter mat!

Här President, virun de Wahlen ass vun enger Wunnengsbauoffensiv geschwat ginn. D'DP wëllt am Logement Tatsaache schafen. Si hu keng Tatsaache geschafen, mä d'DP huet de Voléit Logement ganz einfach viruginn.

An den DP-Finanzminister schénkt och am Budget 2019 de Wunnengsbau net esou richtig wëllen offensiv unzegoen. Hie schénkt och ze wëssen, firwat. Sécher, d'Kreditter vun dem Wunnengsbauministère sinn an d'Luucht gaangen. Eppes, wat mir als CSV ausdrécklech begrëssen. Mä dat ass nëmmer eng Dréps op de waarme Steen. An et ass de Mëtteg schonn zu Recht gesot ginn.

Et gëtt sech zu Recht landeswäit driwwer opgereet, dass d'Präisser vun de Wunnengen all Joers, trotz niddregem Inflatioun, em 6 % bis 8 % an d'Luucht ginn. An d'Haaptgewënner dovunner, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn d'Spekulanten! Mä dat ass och de Stat!

Et ass jorelaang net genuch Bauland erschloss ginn. An dat war och - loosse mer et richter aus soen! - länger Zäit indirekt esou gewollt. D'Gemeengen, déi Bauland erschloss hunn, an d'Gemeengen, déi Bauland erschleissen, déi ginn nach allze oft aus ideologescher Opfaassung als Zoubetonéierer dohinnergestallt. An dann déi Mär, fir ze soen, landeswäit géifen nach esou vill Honnerten Hektare Bauland am Perimeter leien! Mä kommt, mir soen ...

(Interruption)

Jo, kommt, mir soen dach och do d'Wourecht! Wa main Terrain, Här Kox, erschloss ass an ech brauch kee Geld, jo, dann halen ech en. Da kënnen nach esou vill ...

(Interruption)

Da kënnen nach esou vill Hektaren an dem Perimeter leien, mä dorop gebaut gëtt näischt.

Dir Dammen an Dir Hären, deen am meeschte verdéngt mat steigenden Immobiliepräisser, dat ass de Stat an absënns de Finanzminister. Geet de Präis ...

(Interruption)

Jo, jo!

Geet de Präis vun Bau an d'Luucht, mussen d'Leit méi TVA bezuelen, d'Enregistremens- an d'Notaireskäschte ginn an d'Luucht a beim Verkauf kasséiert de Stat och nach monter d'Plus-value derbäi.

Wann een de Bau wëllt méi bëlleg maachen, Dir Dammen an Dir Hären, dann d'äerf de Stat bei deene Präisser net och nach kräfteg drop matverdengen. D'Regierung mécht am Wunnengsbau, an den Ae vun der CSV, duerfir déi falsch Fiskalpolitik. Déi meeschte Stéit, wa se bauen, déi hu ganz einfach e maximale Budget. Alles dat, wat de Stat ofkasséiert, jo, dat geet net méi an de Bau. Dat geet och net méi an d'Ekonomie. An dat geet och net méi an d'Handwierk.

Bei enger Immobilie vun 800.000 Euro kasséiert de Stat, eleng wa se verkaaft gëtt - nun haalt lech gutt un! -, 56.000 Euro! 56.000 Euro Enregistremenskäschten! Bei engem Neibau vun 800.000 Euro souguer 86.000 Euro TVA, an do ass de Steierkredit vun der TVA, déi 50.000, déi sinn do schonn ewech! Dat betrëfft awer virun allem d'Privatleit.

Hëlt ee seng Immobilie an eng Gesellschaft an et verkeeft een d'Parten, kënnst een, ënner Emstänn, vill méi bëlleg, näamlech mat 0,6 % TVA Enregistremenskäschten, ewech. An d'Banque centrale, an ech sinn dankbar derfir, well et soll och emol eng Kéier dobausse gesot ginn, huet

an hirem Avis iwwert de Statsbudget och esou e Beispill duerchgerechent.

Den avisierte Spekulant, Dir Dammen an Dir Hären, dee reift sech domadder d'Hänn, an den normale Bierger, dee sätzt mam Fanger am Mond do.

An d'CSV bedauert duerfir och nach eng Kéier d'Erhéijung vun der TVA vu 15 % op 17 % am Bau. De Wunnengsbau, deen ee méi erschwénglech wëllt maachen, gëtt doduerch ganz einfach méi deier, souguer och op enger Eischtwunneng. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi huet an hirem Budgetsavis och eng genau Rechnung gemaach.

Entgéint deem näamlech, wat de Finanzminister ëmmer behaupt, huet déi Erhéijung vun der TVA och en Impakt op d'Eischtwunnengen. Näamlech d'Limit, fir zum superreduzierten Tarif vun der TVA vun 3 % ze profitieren, déi geet vu 416.000 Euro op 357.000 Euro bei enger Wunneng erof. An - loosse mer dach ganz éierlech sinn! - mat 350.000 Euro bauen ech net méi ganz vill hei am räiche Lëtzebuerg.

D'CSV proposéiert duerfir, kuerzfristeg de Steierkredit op der TVA vun aktuell 50.000 Euro op mindestens 75.000 Euro eropzesetzen. Da kéint de Bierger zumindest deelweis vun der Präiseierecht an der TVA-Erhéijung entlaascht ginn.

Den Taux vun Steierkredit ...

Jo, Dir kënnst elo de Kapp rëselen, Här Finanzminister.

Den Taux vun Steierkredit war tëschent 2002 an 2012 iwwerens bei 60.000 Euro, näamlech 10.000 Euro méi héich, wéi Dir en zanter der Kris applizéiert, an dat bei engem TVA-Saz net vu 17 % um Bau, wéi Dir en agefouert hutt, mä bei 15 % um Bau. Den TVA-Saz ass deemno eropgaangen an de Steierkredit ass erofgaangen.

De sougenannte bëllegen Akt, also de Fräibetrug op den Enregistremenskäschten, vun aktuell 20.000 Euro soll an den Ae vun der CSV op Minimum 30.000 Euro an d'Luucht gesat ginn.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- D'CSV bedauert och, dass de sougenannte Véierelstaux op de Plus-valü bei Immobilieverkeef ab dem 1. Januar 2019 net méi spillt. Mir hätten des Moosnam verlängert. Eisen Amendement, dee mir am Dezember 2018 bei dem Budget provisoire presentéiert hunn, gouf einfach ofgeleent. Et mécht schonn en Ennerscheed, ob ech 10 % oder 20 % Plus-value bezuelen. A bei engem Verkauf vun engem Haus oder engem Terrain mat deene Präisser spillt dat eng grouss Roll.

A sot net: „Dat kënnst nëmmer de Spekulantentgéint!“ Dir hutt oft, dass eng Famill eng Immobilie, en Appartement verkeeft an engem jonke Stot domadder wëllt hëllef, ma déi ginn do mat 20 % vun der Plus-value besteiert. An do spillt soss kee spezielle Kredit, well et net fir d'eigent Haus ass.

D'Plus-value, Dir Dammen an Dir Hären, déi ass och zënter e puer Joer net méi automatesch iwwerdrobar vun enger Immobilie op déi aner. Dat hu mer gemaach, hei an der Chamber, bedéngt duerch europäesch Richtlinnen, wat och richtig war a wat d'CSV deemools matgestëmmt huet.

Mä derzou kënnst awer, dass de Montant vun de steierlechen Abatementen, näamlech déi 50.000 Euro, zënter bal 20 Joer net méi ugepasst ginn, näamlech zanter 2002. An d'CSV proposéiert och duerfir, am Sënn vun enger aktiver Wunnengsbauoffensiv, déi se sech jo gären op de Fändel schreiwen, de Steierabatement beim Verkauf vun enger Immobilie vu 50.000 op 75.000 Euro eropzesetzen.

Et ass an den Ae vun der CSV net sënnvoll, fir d'Leit mat héijer TVA, héijen Enregistremenskäschten, héijer Plus-value-Steier an enger Wunnengsnout nach zousätzlech ze belauschten!

„Ech kann lech haut soen, dass ech alles wäert maachen, dass mir a fënnf Joer e Land hunn, wou d'Wunnengsbauproblematik net d'Suerg ass vun all jonke Stot, wou d'Schéier tëschent Aarm a Räich net méi grouss ginn ass“, esou de Statsminister Bettel a sengem Neijoersinterview op RTL d'est Joer.

Majo, Här Statsminister - Dir sidd elo net do -, de Wunnengsbau, dat ass awer grad de Problem vun de jonke Leit! A mëttlerweil, Dir Dammen an Dir Hären heibannen, net nëmme méi vun deene jonke Leit! Vun all Monoparentalen, vu villen eelere Leit! Haut, an dat wäert och nach muer de Fall sinn!

Wat maache mer da fir si a puncto Logement? Mä glat näischt! Am Budget ass keng eng konkret Moosnam, fir d'Baue méi gënschteg ze maachen. Am Contraire, Dir d'Leit mat de Kriseninstrumenter weider bludden! Déi steier-

lech Belauschtung vun dem Logement ass méi héich, wéi se jee war.

Wéi soll dann nach en normal verdéngende Stot sech en Eegehem kënnen leeschten? Kuckt emol d'Annoncen an der Zeitung! En Haus vun enger Milliouen Euro an der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg, dat gëtt am „Lëtzeburger Wort“ bal als Schnäppchen dohinner presentéiert. Vun de Mindestlounbezéier, Dir Dammen an Dir Hären, och wann der zwee an engem Stot ze sinn, emol guer net ze schwätzen, och wann de Mindestloun elo steierbefreit ass, eng Moosnam, déi mer als CSV iwwerens ausdrécklech begrëssen, a mir hate se och virgeschloen schonn an der Steierreform vun 2017.

Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister, dee klappt sech op d'Schëlleren a schreift sech op seng Budgetsvisitkarte fir 2018 eng schwarz Null. Fir 2019, esou wéi hie seet, sinn d'Statsfinanzen op zolitte Féiss.

Mä e Bléck hannert d'Fassad, dee weist, dass trotz konstantem Wirtschaftswuesstum vun 3 % a méi, dass trotz niddregem Chômage a konstantem Uwuesse vun der Lounmass - den David Wagner war dorobber agaangen -, dass trotz Uwuesse vun der Lounsteuer vun iwwer 450 Milliounen - ech soen et nach eng Kéier: 450 Milliounen Uwuesse vun der Lounsteuer pro Joer, dat sinn 11 % bis 14 % järelech -, dass trotz manner héijen Investissementer déi sougenannte Steuergranaten aus de Krisen jore monter bäibehale ginn, jo, souguer e Bezuelpak mat drastescher TVA-Erhéijung inklusiv am Logement nach droppesat gouf.

Resultat: De Budgetsaldo, deen ass kenschtlech verschéiert. Bludden derfir muss awer haaptsächlich den normale Bierger.

A firwat? Mä fir zum Deel Koalitioungadgets, vun deene verschiddener emol kee gefrot hat, ze finanzieren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Géif fir 2019 d'Solidaritätssteuer - Här Gramegna, lauscht och do no! - op den Taux vu virun 2009 ...

(Brouhaha et interruption par M. Pierre Gramegna)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Här Roth, adresséiert lech, wannech gelift, un d'Chamber!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- ... vu virun ...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech ënnerbriechen ni. Mä wann ech accuséiert ginn, ech géif net nolauschten, da sinn ech natierlech net frou, well et ass net richtig!

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Géif fir 2019 d'Solidaritätssteuer op den Taux vu virun 2009 erofgesat ginn, hätt dese Budget am Zentralstat fir 2019 en Defizit vun enger Milliard Euro.

„Mir maache mat manner méi“, huet et bei der DP geklungen. Abee, d'Steiergranate si bliwwen an et koumen nach neier derbäi! Op der Wunnengsnout an héijen Immobiliepräisser verdéngt de Stat kräfteg mat.

Véierte Punkt: D'Diskrepanz tëschent Usproch a Wirklechkeet bei der „Steierklass 2 fir jiddwereen a kee verléiert“. Et heescht emol kucke mat Zäitschinn vu fënnf Joer.

D'Regierung Bettel 2 ass ugetruede mat engem vun den Haaptpunkten: d'Ofschafe vun de Steierklassen. Kee soll verléieren. Mä et gëtt schonnns vu Kompensatiounsmoosnamen an Iwwergangsléisunge geschwat, déi laut RTL-Informationen a Regierungskresser sech iwwer fënnf Joer sollen zéien.

Wann dat soll stëmmen, Dir Dammen an Dir Hären, da sinn d'Leit wierkech op d'Aen, jo, op hir blo Ae gedréckt ginn. Da wieren d'Leit och mat Slogane gefaange ginn. Da wiere mer erëm bei dem Här Gramegna senger berühmter Budgetsvisitkarte: Et steet villes drop, mä hannerfrot net, wat derhannert ass!

Eng Steierklass fir jiddwereen a kee verléiert, dat heescht u sech, haut, eng Steierklass 2 fir jiddwereen. Dat kléngt op deen éischte Bléck natierlech lackeleg an et schéngt och iergendwéi modern.

Mä wa kee soll verléieren, Dir Dammen an Dir Hären, da brauch et jo eigentlech keng Kompensatiounsmoosnamen! An um Enn muss jo awer iergendeen déi Rechnung do bezuelen.

Wat eng Steierklass 2 fir jiddwereen bedeit, duerfir folgend Beispill: Eng bestuete Koppel oder Famill mat Kanner an der Steierklass 2 mat 5.000 Euro Salaire brutto bezilt dorop 299 Euro Steieren de Mount. E Monoparental oder

eng Wittfra, Wittleit mat 5.000 Euro Gehalt oder Pensiou bezuelen dorop 806 Euro Steieren de Mount. E Jonggesell, 5.000 Euro de Mount Salaire, bezilt dorop 869 Euro Steieren.

D'Steierklass 2 fir jiddweree wier an enger Idealwelt mat onendleche finanzielle Mëttele sécherlech net schlecht. Mä an eisen Aen ass se, grad wann een och nach d'Mëttele schicht kann a muss entlaaschten, net finanzéierbar. An de fréiere Steierdirekter, de Guy Heintz, dee confirméiert eis, a vill anerer dobaussen och, an dëser Aschätzung.

Wann ech Jonggesell, wann ech Wittfra respektiv Monoparental a Famill, jiddweree an der Steierklass 2 besteieren, kascht dat mech eleng an deenen dräi Beispiller, déi ech lech genannt hunn, 15.000 Euro Steieraufschlag d'Joer.

Dir Dammen an Dir Hären, 2015 gëtt et e Bericht vun dem CES, dem Comité économique et social. Wësst Der, wivill Steierzueler et am Land gouf, deemools? 484.000 Steit!

Mat dem einfachen Ofschafe vu verschiddene Steierklasse riskéiere mir dann och vläicht, d'Kand mat dem Buedwaasser auszuschédden. D'Steierklass 2 fir jiddweree, déi schaaft näämlech och nei Ongerechtegkeeten. D'Steierklass 2 fir eng Koppel heescht näämlech, dass se zwar méi e gönschtege Steiertax kréien, mä duerfir zesumme besteiert ginn op engem méi héijen Akommes. Et ass net esou wéi an enger Scheedung, wou een dräi Joer eenzel an der Steierklass 2 besteiert gëtt. An dëst gëtt bei där ganzer Diskussioun, zwar verständlech, mä oft net gesot.

D'CSV verschléisst sech net vu vieren enger neier Approche. A mir soen dat kloer an d'leech. Fir d'CSV däerf et och kee Schnellschoss aus der Héit ze sinn. Mir wäerten duerfir am Detail all neie Modell, deen eis virgeluecht gëtt, op seng finanziell a seng sozial Machbarkeet präwien. Mir wäerten d'Regierung do-bäi stets un hirer Virgab „eng Steierklass a kee verléiert“ moossen.

Mir wäerten awer net nokucken, dat soe mer och esou kloer an d'leech, dass d'Regierung elo jorelaang studéiert a plangt, fir dann herno mat fadenscheinigen Iwwergangsléisungen ze kommen, déi iwwert d'nächst Legislaturperiod nach weider erausginn, nom Motto: „Ma mir hu gemaach an duerno soll gekuckt ginn, wéi dat Ganz bezuelen.“

D'CSV proposéiert duerfir als Alternativ, kuerzfristig an intermédiaire, villméi d'Ofschafe vun den Ongerechtegkeeten vun der faméiser Steierklass 1A. D'Iwwergangphas vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A soll vun elo dräi op fënnf Joer eropgoen, dat souwuel fir Elengerzéier no enger Scheedung grad ewéi fir Wittleit.

Den Tarif vun der Steierklass 1A soll méi no ewéi bis elo un de Steiertarif vun der Steierklass 2 erugefouert ginn. Et däerf net weider ze sinn, dass e Monoparental, mat Kanner zu Laaschten, mat eppes méi wéi 3.000 Euro praktesch déiselwech Steiere bezilt wéi e Jonggesell.

An deem Beispill, dat ech lech virdu ginn hunn an der Steierklass 1 bei 5.000 Euro Salaire, sinn dat 869 Euro Steieren de Mount. A bei engem Monoparental mat deemselwechte Salaire sinn dat 806 Euro. Dat heescht, dat ass eng Differenz vun 63 Euro. Ech mengen, do si mer eis all heibannen eens, dass een dat muss emänneren.

Zusätzlech Laaschten, dat soe mer awer och, an dat kéint een elo schonns maachen, sollten iwwert de Wee vun de sougenannte Charges extraordinaires - also aussergewöhnlech Belaaschtung, besonnesch wat d'Kanner vu Monoparentalen ubelaangt - méi einfach ewéi bis elo steierlech erfaasst kënne ginn.

An de Problem ass jo deen, dat muss een och soen: Et ass vill ze vill onbekannt dobaussen, dass d'Leit eng ganz Rei vun Ausgaben, déi se hunn, iwwert de Wee vun de Charges extraordinaires oder den aussergewöhnlechen Ausgabe steierlech geltend kéinte maachen.

Här President, zu nawell vill Diskussioun feiert d'Erhéijung vun den Akzisen ëm 1 respektiv 2 Cent pro Liter Bensinn an Diesel. Laut Comité économique et financier an der Douanesverwaltung läit de Käschtepunkt dovunner bei ronn 75 Milliounen Euro, well doduerch geschätzt eng 100 Millioune Liter Spritt, besonnesch professionellen Diesel, manner zu Lëtzebuerg sollte verkaaft ginn. An dat ass och nozevollzéien. Firwat? Mä well fir déi Professionell den Diesel ab dem 1. Mee fir d'Eischt an der Belsch méi bëlleg ass wéi zu Lëtzebuerg. Firwat? Mä iwwert de betreffende Remboursement vun den Akzisen, déi se bezuelen.

Diesel tanken ass also fir déi Professionell an der Belsch méi gönschteg. Doduerch déi 100 Millioune Liter, déi manner wäerte verzaapt ginn. An et wäert doduerch och e Réckgang gi bei dem Verkaf vun dem Tubak an dem Alkohol.

Mä trotz dëser Verloschtrechnung, Dir Dammen an Dir Hären, hält de Finanzminister a sengem Budget un engem Plus vun 2,5 Milliounen Euro fest. An ech wëll lech ganz éierlech soen: Et ass net nozevollzéien, dass an engem klengen Land, an engem Stat et net ka méiglech sinn, fir sech op ee betreffende Chiffer ze eenegen. D'Verwaltung seet: „Dat kascht 75 Milliounen Euro.“ An de Minister an de Ministère soen: „Dat bréngt 2,5 Milliounen Euro.“

Da muss mer lech awer och froen, Dir Dammen an Dir Hären: Wat ass dann elo d'Approche vun der Regierung a puncto Tanktourismus, au sens large du terme? Net dee klengen vun deenen, déi just op Lëtzebuerg kommen, fir ze tanken, an erëm heemfueren.

Well d'Etüd vum Tanktourismus an aner Etüden, déi leie jo um Dësch! A mir hätten do gär en eng kloer Ausso, wat konkret geschitt. Ass dat deen zousätzlech Cent? Well de Finanzminister seet jo bei senger Budgetvirstellung, d'Erhéijung vun 1 respektiv 2 Cent, dat hätt just Symbolcharakter. Bleift et dann do derbäi, wann et nëmme Symbolcharakter huet, oder kënn nach eppes no? A wa jo, wat?

Well am Dezember 2012, Dir Dammen an Dir Hären, huet et an engem Pressetext vun der grénger Partei „Die lange Liste der noch zu erledigenden Dinge im Klimaschutz“ nach geheescht, et misst een aus dem Tanktourismus erauskammen - jo! - an dass d'Azise missten erhéicht ginn. Erhéicht ginn! Net nëmme symbolesch!

De Wahlprogramm vun der grénger Partei zu dësem Sujet, ech mengen, deen erspueren ech lech.

Fakt ass: Et besteet ee groussen Ennerscheid tëschent Ambitioun a Realitéit. Beispill: D'Differenz vun den Akzisen um Bensinn tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, déi geet tëschent 2013 an 2018 drastesch an d'Luucht! Also méi Tanktourismus!

D'Recett vum Tubak - mat grénger Regierungsbedeelegung! -, déi verduebele sech. Déi verduebele sech vu 97 Milliounen 2013 mat grénger Regierungsbedeelegung op 197 Millioune fir d'Joer 2019!

Jo, dat ass Usproch a Wierklechkeet: déi gréng plädéieren hofreg fir den Ausstieg aus dem Tanktourismus an d'Regierung verdéngt méi wéi jee, mat grénger Regierungsbedeelegung, um Tanktourismus kräfteg mat.

Plusieurs voix. - Très bien !

M. Gilles Roth (CSV). - Beim Verkaf vum Spritt geet och de sougenannte Kyoto-Cent an de Klimafong. Et ass fir d'CSV net novollzéierbar, dass d'Avoire vun dem Klimafong méttlerweil op 715 Milliounen Euro ugewuess sinn!

Wann ech mir ambitiéis Ziler a puncto Klimaschutz setzen, jo, da kann ech net nëmme Suen horten. An ech mengen, do läit d'Chambre de Commerce, de fréieren Employeur vun eise Finanzminister, fir eis ganz richtig, well déi soen: D'Suen aus dem Klimafong, déi muss een investéieren an dat virun allem an eng nohaltege a ressourcëschonende Wuesstum. Ganz d'accord si mer als CSV.

Wann een de Leit Sue fret, Dir Dammen an Dir Hären, fir Klimapolitik, jo, da muss de Bierger och wëssen, wat domadder geschitt! De Stat ass kee Spuerveräin, besonnesch net a Saache Klimapolitik.

Firwat huele mir déi 715 Milliounen Euro a vläicht méi dann net fir verstärkt konkret Aktiounen a puncto Reduktioun vun CO₂-Emissiounen? Kommt, mir handelen, Dir Dammen an Dir Hären, proaktiv an net aus enger Verbuetmentalitéit! Kommt, mir huelen d'Leit mat u Bord an di se net de Kapp reselen!

Mir sinn ee räicht Land. Mir hunn eng Uni. Mir hu Centres de recherche. Mir hätte gär, dass eis Käpp, virun allem déi vun deene Jonken, sollen dämpfen. Mir hunn eng Autozouliwwerungsbranche. Mä da kommt, mir investéieren an nohaltege Fuerschung um Standuert Lëtzebuerg, zesumme mat der Privatwirtschaft!

Kommt, mir bedeelegen eis u Fuerschungsprojekter, fir zum Beispill nohaltege Batterien ze entwéckelen, nei Motoren, mat manner CO₂-Ausstouss! Kommt, mir schafe fir déi beschte Leit nei Chairen op eiser Uni fir Energiefuerschung a Mobilitéit!

Kommt, mir schafen ee gönschtegt fiskalescht Ëmfeld fir nohaltege Energiefuerschung iwwer Brevet, iwwer Lizenzen, iwwer ee favorablen an zäitlech begrenzten Expat-Regimm, fir déi beschte Leit op Lëtzebuerg ze kréien, iwwer Steierkreditter, Steierzertifikater, nom Modell vum fréiere Capital risque, wann ech an esou Projeten investéieren! An dat och als Privatpersoun!

Dat dierf, Dir Dammen an Dir Hären, net als Privileg vun e puer happy few zeriet ginn!

Kommt, mir schafen e favorabelt Ëmfeld fir Green Finance, esou wéi an der Proposition de loi vun dem Här Mosar, déi haut e bëssen an d'Lächerlech gezu ginn ass! Kommt, mir huelen déi beschten international Experten a puncto Mobilitéit op Lëtzebuerg! Leit, déi en neutraalt Verkéierskonzept entwéckelen, politesch an ideologesch ongefierft, un dat mir eis dann och halen.

De Bierger erwaart, jo, de Bierger erwaart a Saache Mobilitéit nützlich Investissement, net all Dag Chaos an der Stad, an der direkter Peripherie vun der Stad, op den nevragesche Punkten, an Zuchreseau, deen a Spëtzestonen iwwerlaascht ass, Zich, déi net an d'Garé kënnen erafueren, well d'Quaie besat sinn.

(Interruption par M. Henri Kox)

Jo, kommt, mir ginn eis déi gesetzlech Mëttele, Här Kox!

(Interruptions et interruption par M. Henri Kox)

Jo, jo. Mir ginn eis ...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Kommt, mir ginn eis gesetzlech Mëttele, fir e kohärent Verkéierskonzept dann och schnell emsetzen!

Rechtsstat an Éieren, mä et däerf awer och net zum Sport hei am Land ginn, fir all nei Strooss, all nei Eisebunnsstrass, e Wandpark mat Fliedermais, dem Kammolch an dem Schwarze Milan systematesch ze torpedéieren. Et soll am Contraire intelligent kompenséiert ginn.

Ech si perséinlech och iwwerzeegt, dann hätten och vill Leit a vill Bierger eng méi grouss Akzeptanz, fir Mobilitéitsbäitrag, och finanzieller Natur, ze leeschten.

(Interruption)

Mir brauche virun allem e Mobilitéitskonzept an eng Mobilitéitspolitik aus engem Goss, déi d'Leit matrappt, wou de Bierger konkret a miessbar Resultater gesäit, wou een e performanten ëffentlechen Transport huet, wou ee manner Stau huet a wou ee méi séier op seng Schaff kënnt, e komfortabelen an zuverlässigen ëffentlechen Transport, deen all Regiounen erreicht an ofdeckt.

An dat war och de Sënn vun dem Här Kaes senger Fro de Moien. En ëffentlechen Transport, mat deem och Fraen an eeler Leit sech herno nach trauen ze fueren.

Une voix. - Oh!

(Interruptions)

M. Gilles Roth (CSV). - Net d'Päerd vun hannen opgedelen. Fir d'Eischt e Konzept an dann eventuell eng Gratuitéit!

Dir Dammen an Dir Hären, zu Hasselt an der Belsch, a verschiddene Stied an Italien, wou se de gratis Transport agefouert haten, jo, do hu se se scho längst erëm ofgeschaaft. Dat gouf hei an der Benelux-Parlamentssessioun ...

(Interruption)

... vun engem belsche Verkéiersminister confirméiert.

Kommt, jiddweree seet och, wat en ënner enger ökologescher Steierreform versteet! Jiddweree muss och do seng konkret Moossnamen op den Dësch leeën an net permanent mat deem Schlagwuert einfach ronderëmschloen. Och fir eis Kollege vun déi gréng zielt dat. A vläicht besonnesch fir si. Si sätzen elo scho bal sech Joer an der Regierung, si hätte kënnen hir Fuerderungen emsetzen.

Mme Josée Lorsché (déi gréng). - 10 %!

M. Gilles Roth (CSV). - Keng Kakophonie mat punktuellen Bonbonen. Am Dezember 2011 gouf bei de Budgetdebatten d'ökologesche Steierreform ganz haart vum François Bausch gefuerdert. Mä et schéngt dann awer net esou einfach ze sinn.

An d'Beispill vun där Konzeptlosegkeet: An der Vergaangenheet gouf eng Primm eCare, ënner engem CSV-Mobilitéitsminister, op 5.000 Euro gesat. 2017 gouf dës duerch e Steierabatement mat grénger Regierungsbedeelegung ersat an elo gëtt de Subsid fir Elektroautoen nees mat grénger Regierungsbedeelegung erëm agefouert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech liesen lech just ee Saz aus dem Pabeier vun 2012 vun déi gréng vir: „Ein Beispiel hierfür ist die CAR-e-Prämie, deren volkswirtschaftlicher und ökologischer Nutzen höchst umstritten ist und die trotzdem jedes Jahr verlängert wurde und den Staat jährlich bis zu 10 Millionen Euro kostet.“ Haut menge se sech mat där Primm, déi erëm agefouert ginn ass!

Plusieurs voix. - Très bien !

M. Gilles Roth (CSV). - Ass dat nohaltegt a kohärent politesch Handeln, Dir Dammen an Dir Hären?

Une voix. - Neen!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV). - Och hei ass bei der Regierung e groussen Ennerscheid tëschent Usproch a Wierklechkeet.

D'Zentralbank, an ech kommen elo zum Schluss, mécht an hirem Avis zum Budget eng remarkabel Analys iwwert déi sougenannt Fiscalité environnementale, d'Ökofiskalitéit. Do missten d'Härzer vun de Kollege vun déi gréng dach glucksen.

(Interruption)

Abee, fir si als Verfechter vun enger ökologescher Steierreform, zanter sechs Joer am gréngen Maillot an Regierungssuedel, ass de Bilan vun der Zentralbank dann awer éischer nüchtern, Här Kox.

2007 war den Undeel vun den Ökosteier - Akzisen, Kyoto-Cent, Taxe carburant, Autosteier, Waassertax und vieles andere mehr - mat 695 Milliounen Euro nach 2,6 % vun eise Bruttoinlandsprodukt, 2012 eng Milliard 39 Milliounen Euro, an 2017, sechs Joer no grénger Regierungsbedeelegung, nach 947 Milliounen Euro, also 1,7 % vun dem Bruttoinlandsprodukt. Dovunner goufen och nach 53 %, Dir Dammen an Dir Hären, vun Non-résidenté bezuelt.

D'Ökotax sinn zu Lëtzebuerg am Verglach zu dem PIB déi middregst an der ganzer Europäescher Unioun, well do läit näämlech den Duerchschnitt bei 2,4 %, an Däitschland an a Frankräich bei 2,3 %.

An d'Europäesch Kommissioun, déi nawell gäre beméit gëtt, och vun eise gréngen Kollegen, a Saachen Ëmwelt- an Energiepolitik, déi hält an hire Rapporten 2018 bis 2019 iwwert d'Energiebesteuerung fest: « Le Luxembourg a connu une diminution constante de la part des recettes des taxes environnementales dans le PIB au cours des dix dernières années. Les taxes environnementales ne sont pas indexées [...] Les taux d'imposition des carburants sont les plus faibles de l'Union européenne. Cela entraîne des effets largement négatifs sur l'environnement et la santé, tout en contribuant à la congestion du trafic [...] Le Luxembourg ap-



COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

plique un taux réduit de TVA de 8 % au gaz naturel et à l'électricité, de 14 % au fioul de chauffage et de 17 % aux autres combustibles fossils. »

Wat sinn dann elo, Dir Dammen an Dir Hären, déi konkret Moosnamen, déi d'Regierung an der Émwelt- an Energiebesteuerung nach wëllt ënnerhuelen? War et dat mat dem Akzisecent oder kënnt nach eppes no am Sënn vun der EU-Kommissioun oder studéiert een a studéiert een a studéiert een nach e puer Joer?

Esou vill zu Usproch a Wierklechkeet vun enger ökologescher Steuerpolitik vu Bettel 1 a Bettel 2, ënner Federführung vun - grouss - „DÉI GRÉNG“.

Et spillt ee wuel léiwer d'Roll vum Ökomacher. Et bleift ee wuel léiwer beim Ökopriedegen, well ee weess: Konkret Aktiounen, déi dinn awer politesch wéi. An déi politesch Haut, Dir Dammen an Dir Hären, ass dann oft méi no wéi de gestréckten a gehäkelten Ökopolli.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Usproch ass den Ausstieg aus der Atomenergie en faveur vun erneuerbaren Energien, an d'Realitéit um nationale Plang d'Verfeele vu sämtlechen Ziler an deem Beräich!

Usproch ass, CO₂-aarm Autoen ze promovéieren. Bei der Regierung hirem Fierpark, Dir Dammen an Dir Hären, spillt dat sécherlech net. De Bierger, jo, dee schéck et een op de Vélo, an d'Statskaross, déi waart diskret am Parking Clairefontaine.

(**Brouhaha**)

Alles waarm Loft! Mä d'Loftqualitéit gëtt do-duerch keen Deit besser.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskrepanz tëschent Usproch a Wierklechkeet.

(**Interruptions**)

„Wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit och gutt goen.“ „Mir maache mat manner méi.“ „Mir schafen d'Steierklassen of a kee soll verléieren.“ Et wëllt een a fënnf Joer e Land hunn, wou d'Wunnungsbauproblematik net d'Suerg ass vu ville jonke Stéit. „Duerch eis kopernikanesch Finanzrevolution steet d'Land erëm op zolitte Féiss.“ „Mir maachen alles anescht. Mir maachen alles besser.“ Sou den Usproch vun den Häre Bettel a Gramagna.

„De Spuerpak vun der Regierung ass jo eigentlech e Steuerpak mat ganz ville Steuergranaten“, esou den Här Meisch am Dezember 2012 fir de Krisepak vun der deemoleger CSV/LSAP-Koalition. „Gerechtere Steuern und Zukunftsinvestitionen statt Austerität und politischer Lähmung“, esou den Usproch vun déi gréng, ënnerschriwwen „Sam Tanson a François Bausch“, den 19. Abrëll 2012.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, grad mat de sougenannte Steuergranaten, mat de sougenannten Austeritätsmoosnamen vun 2012, grad mat zousätzlecher TVA-Erhéijung generell an am Wunnungsbau virun allem speziell, grad mat steigende Recetten an engem Tanktourismus, deem awer scheinbar kee wëllt, finanzéiert dës Regierung hir Ausgabenpolitik vun ideologesche Gadgets op d'Käschte vun de Leit.

Resultat: Trotz blendender Konjunktur en Defizit vun iwwer 650 Milliounen Euro! Eng verfeelte Finanzpolitik ouni Visioun! Vill Kommunikatioun! Eng schéi Visitkarte! Mä keng Weiche gestallt, keen Usaz, fir a Kärgelbiter, wéi a Logement a Klimaschutz ewéi a Steiergerechtheet, strukturell eppes ze änneren.

Eng Politik, déi leeft nom Motto: Hoffen op eng weider gutt Konjunktur. Bleift den héije Wuessstum aus, dee mir offiziell jo guer net wëllen, bléist e Géigewand, da bleift kee Sputt, kee budgetäre Sputt, an dat ganz Kaartenhaus risquéiert zesammenzufalen.

An déi Politik, Dir Dammen an Dir Hären, déi droe mir als CSV net mat. A mir stëmmen och duerfir dëse Budget net.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Deux voix.** - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.*- Merci dem Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten** (LSAP).- Merci, Här President. Elo emol zu eppes ganz anerem. Mäi Kolleg, den Alex Bodry, ass scho laang a breet op de Budgetsrapport agaan an och op déi eenzel Politicke vun der Regierung an de Majoritéitspartei, an dofir kann ech mech dann hei op e puer eenzel Remarque limitéieren. Et sinn dës Saachen, déi mer eigentlech agefall si bei der Lektür vum Budget an awer och bei

verschiedenen Diskussiounen, déi mer hei am Haus an der Lescht haten.

Här President, kuckt een eis Statsfinanzen haut, da sinn déi gesond. All Parametere weisen déi richteg Tendenzen un. D'Verschöndung, a Prozentpunkte vum PIB ausgedréckt, geet erof. D'Investissementer sinn héich. D'Depensé klammen, grad ewéi d'Recetten.

Vill Regierungen an Europa dreemen dervun, esou e Budget an hire Parlaementer kënnen ze presentéieren, och wann dat der Opposition net gefält a si sech bal krepéiere mussen, fir nach en Hoer an der Zopp ze fannen.

Richteg ass souwuel, dass d'Regierung hir Aarbecht seriö a gewëssenhaft mécht, ewéi och, dass eist Land ...

(**Interruption**)

... vun enger nach gudder internationaler Konjunktur profitéiert. Besonnesch am Finanzwiese spruddelen d'Recetten.

(**Interruption**)

Här President, mir stiechen hei bekannterweis an engem Dilemma.

Engersäits si mer frou iwwert déi vill Recetten, déi op de Banken an der Fongenindustrie generéiert ginn. Dës Steuerrecetten erlaben eis, déi Sozialpolitik ze maachen, op déi mer hei am Land, zu Recht, kënnen houfreg sinn. Déi Suen, déi do erakommen, erméiglechen déi vill Investissementer an d'Stroossen, an d'Schinnen, an d'Schoulen, déi sech dës Regierung och mat dësem Budget virgeholl huet.

Bei aller heiansdo berechtigter Kritik un der Finanzplaz sollte mer dat op alle Fall ni vergiesen!

Op där anerer Säit awer si mer immens vulnabel. Wann eis Finanzplaz muer hir Zelter hei ofbrécht, fir enzweisch anescht ze goen, oder falls wierklech eng nächst Finanzkris an d'Haus steet, da brichen eis Statsrecetten an. An da wärte mer dat och ze spiere kréien.

Et gëtt jo ëmmer nees dovur gewarnt, dass eng nächst Finanzkris iergendwa virun der Dier steet, dass mer haut net vill besser drop virbereet sinn ewéi virun zéng Joer, dass d'Politik net geléiert huet aus der Kris an esou weider.

Et sinn elo ewell méi wéi zéng Joer vergaangen zanter der Wirtschafts- a Finanzkris, also dem Ufank dovun. An ech hu mech gefrot, wat sech dann an der Tëschenzäit gedoen hätt. Ech sinn zwar elo eréischt fënnf Joer an der Chamber, mä et ass mir opgefoll, wivill Gesetzer, déi mir stëmmen, direkt mat der Finanzplaz ze dinn hunn.

Zanter Oktober 2009 goufen net manner wéi 142 Gesetzer gestëmmt, déi duerch d'Finanzkommissioun gaange sinn. 66 dovunner si Gesetzer, déi am Kader vun de Lektioenen aus der Finanzkris d'Reglementéiere betreffen. An effektiv goufen och eng Partie Léiere gezunn.

D'Europäesch Union huet eng Bankenunion mat europäeschem Ofwécklungsmechanismus agefouert. D'Basel 3-Richtlinn mat héijen Egekapitalquote gouf Realitéit.

Zanterhier gouf och eist strikt Bankgeheimnis fir Netresidenten ofgeschafft. An dobäi huet viru genee zéng Joer den deemolege Budgetsrapporteur nach gemengt, d'Bankgeheimnis ofschafen, dat wier wéi e kräftege Selbstgoal. Abee, deem Schoss ass et elo gaange wéi eistem Eeflemer géint England virun zwanzeg Joer: En ass laanscht de Goal gaangen. Oder besser gesot: driwwer.

Wat awer net geschitt ass an Europa, an dat schéngt mer wichteg, dat ass d'Trennung vun de Geschäfts- an Investmentbanken. Et ass och den Ament néierens de politesche Wëllen ze erkennen, dat ze maachen. Scho guer net an den USA, obwuel grad do vill Misär entstanden ass an der Finanzwelt.

Wat nach feelt, wier eng Finanztransaktionssteuer op d'mannst op OÉCD-Niveau, e Verbuert vum Héichfrequenzhandel, eng effektiv Begrenzung vun de mat nâischt ze rechtfertigenden, jo, heiansdo onmoralesche Managergehälter. Och de Fait, dass ëmmer méi Finanzementer ausserhalb vun traditionelle Bankesystem gemaach ginn, soll eis ze denke ginn. Dës Finanzementer entginn der Regulatioun an erhéijen esou de Risiko vun enger neier Kris.

Firwat soen ech dat alles? Fir meng Ried haut hunn ech mer d'Méi gemaach, fir d'Budgetsrapporten an d'Diskussiounen aus de Joren 2008 an 2009 nozeliesen. Rapporteur fir de Budget 2009 war den Här Norbert Hauptert an dat Joer drop war et säi Kolleg, den Här Lucien Thiel.

Souwuel 2008 ewéi 2009 hunn d'Budgetsrapportere gewarnt virun enger ze grousser Ofhängegkeet vun Finanzsektor. Den Här Thiel huet gesot, dass d'Finanzplaz mat hirem Émgeréits een Drëtzel vun eistem PIB ausmécht. Och den Här Hauptert huet sech Suerge ge-

maach iwwert d'Ofhängegkeet vun eise Steuerrecetté vis-à-vis vun der Finanzplaz a gemengt, 50 % vun den direkte Steiere géifen aus Betreiber vum Finanzsektor fléissen. Bei der Gewerbesteier wieren et der souguer 65 %.

Alle béid hunn, grad ewéi quasi all d'Parteien, déi duerno d'Wuert ergraff hunn, déi Ofhängegkeet beklot a fir méi Diversifizierung vun eiser Économie plädéiert. Och an den Debatte vun haut hunn Eenzelner dat uklänge gelooss.

Wéi steet et dann haut, zéng Joer méi spéit, ëm dës Ofhängegkeet? Am Joer 2015 koumen 68,3 % vun der Betriebssteuer, Solidaritéitssteuer abegraff, aus dem Finanzsektor. Zejoert louch dësen Taux du bei 76,06 %. Mir sinn also wahrscheinlech net manner ofhängeg gi vun der Finanzplaz, mä éischer méi.

Klamer op: Eleng d'Recetten duerch d'SOPARFle maachen 28,8 % vun de Gesamtrecetté vun der Betriebssteuer aus. An absoluten Zuelen ausgedréckt: 717 Milliounen fir d'Joer 2018 par rapport zu nach 418 Milliounen am Joer 2016.

Dobäi war gewarnt ginn, d'Erhéije vun der Minimalsteuer am Joer 2017 vun 3.000 op 4.500 Euro géif de SOPARFlen d'Liewe schwéier maachen zu Lëtzebuerg. Am Magazin „Paperjam“ vum 14. Februar huet souguer en Associé vun enger Fiduciaire deemools gemengt, de Legislatuer wéilt den Doud vun de SOPARFlen.

Abee, grad de Contraire ass de Fall. Deem Sektuer geet et esou gutt ewéi nach ni. An et ass de gudder Bewäis dofir, dass ee sech net soll dronke maache loosse vun de Warnungen, déi ëmmer erëm aus deene Kreesser kommen. Klamer zou.

Zréck zur Ofhängegkeet vun der Finanzplaz. Ech ka mech erënneren, wéi den Étienne Schneider Wirtschaftsminister gouf.

(**M. Fernand Etgen reprend la présidence.**)

An engem Interview huet hie gesot, dass eng vu senger wichtigsteng Aufgabe wier, nei Geschäftsfelder fir eis Économie ze sichen, nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg ze bréngen, och Industrie, ebe just, well mer alleguerte wëllen, dass eis Économie net méi eleng op engem Been steet, näamlech deem vun der Finanzplaz.

A wann ech esou zréckkucken, da muss ech feststellen, dass de Wirtschaftsminister säi Wuert gehalen huet. Ech weess net, wivill Promotionsreessen an d'Ausland hien an de leschte Jore gemaach huet, mä op alle Fall waren et der vill. Déi ganz Initiative vum Space Mining war net komm, wann den Här Schneider sech net derfir staarkgemaach hätt.

Och goufe vill Investissementer an Industrien zu Lëtzebuerg ugezunn. Goodyear, DuPont, Guardian an aner hunn an de leschte Joren Honnerte Milliounen zu Lëtzebuerg investéiert. Dat ass anescht ewéi virun zéng Joer. Virun zéng Joer war et de Finanzminister Frieden, deem d'Promotionsreese gemaach huet, an zwar a Saudi-Arabien an an de Qatar an a China, fir dës dozou ze kréien, hir Suen op Lëtzebuerg ze bréngen.

Wa mir eis also alleguerten eens waren an - ech huelen un - elo nach eens sinn, dass mer müssen eis Wirtschaft méi breet opstellen an net eleng vun der Finanzplaz wëlle liewen, da muss mer och bereet sinn, déi néideg Politik dofir ze maachen.

Allerdéngs sinn ech mer net sécher, ob mer dat alleguerte wierklech wëllen. Déi lescht Méint hunn eis gewisen, wéi schwéier et ass, wat fir Diskussiounen opkommen, soubal eng Firma hei zu Lëtzebuerg wëllt investéieren. Besonnesch wann et sech ëm Entrepreneuren handelt, déi och wierklech eppes produzéieren.

Dobäi ass et jo net esou, wéi wa mer haut op eng nei Schwéierindustrie géife setzen. Do géllt et als Eischt emol, déi 4.000 Aarbechtsplazen an der Stolindustrie ofzesécheren mat neien Investissementer. Neen, mir schwätze jo hei net vun enger neier Chemieindustrie zum Beispill, mä vun enger Juggurtsfabrik oder nach engem Datenzenter!

Ech wëll virausschécken, dass ech natierlech Versteesdemech hu fir all déi Froen, déi sech bei der Implantatioun vun engem neie Betrieb stellen, ob et sech do ëm de Verkéier handelt, ëm d'Émweltbelaaschtung oder nach de Ressourcéverbrauch. A selbstverständlech sinn all déi Froen, déi doréms dréien an déi d'Oppositionsparteien och gären ëmmer erëm an de Vierdergrond stellen, alleguerte berechteg.

Nawell hunn ech heiansdo d'Impressioun, wéi wa virun allem wéilt blockéiert ginn. Esou gëtt de Waasserverbrauch vun enger Entreprise op eemol zum Knackpunkt, obwuel mer haut, laut dem Syndicat des Eaux du Sud, just nach d'Halschent vu Waasser un d'Industrie liwweren ewéi nach virun e puer Joer.

Oder d'Oppositionen fret Informationen iwwert den Émweltimpakt vun engem Daten-

zenter, obwuel se genee weess, dass zu deem Ablack d'Regierung nach iwwerhaapt keng Antwort op dës Fro ka ginn, well déi néideg Prozeduren entweder nach net ugefaangen hu respektiv nach net ofgeschloss sinn.

A bei allem Versteesdemech fir d'Opposition an hir Roll an all berechteg Froen, déi ee kann, soll oder vläicht och muss stellen, déngt déi doten Haltung net onbedéngt dem Standuert Lëtzebuerg. Mat där doter Haltung veron-sécheren mer just eis Bierger a mir ginn no bause kee gutt Bild of fir dat wirtschaftsfrëndlecht Land, wat mir waren a fir dat mir eigentlech an der Welt och bekannt sinn.

Jo, et kritt een d'Impressioun, wéi wa Verschiedener just géifen hoffen, dass keng nei Entrepreneuren zu Lëtzebuerg géifen opmaachen, dass mer keng nei Aarbechtsplaze schafen! Besonnesch wichteg ass dat awer fir déi Leit, déi manner gutt qualifizéiert sinn.

Et kritt een och d'Impressioun, wéi wann et net esou eescht gemengt wär mat der Diversifizierung vun eiser Économie, dass insgeheim vill Leit léiwer weider ganz eleng op d'Finanzplaz setzen. Déi mécht näamlech net vill Verkéier, brauch net vill Ressourcen an op den éischte Bléck, op d'mannst, belaascht se och net eis Émwelt.

Mä ass dat wierklech am längerfristegen Interesse vun eistem Land? Der Regierung an dem Wirtschaftsminister seng Efforten, fir nei Betreiber an d'Land ze lackelen, nei Geschäftsfelder ze entwéckelen, sinn ze begrëssen. Wéi gesot, sollen och d'Konsequenze vun der Industrialisierung diskutéiert ginn an eis gesetzlech Bestëmmungen, wat den Émweltschutz ugeet, oder d'Landesplanung, musse selbstverständlech agehale ginn. Dofir hu mir jo och Gesetzer. Wann déi net duerginn, dann ass et un eis Chamber, fir déi ze verschäerfen.

Richteg ass, dass ech elo vill vun der aler Économie geschwat hunn. An, jo, et ass och richteg, dass mer eis dernieft müssen ëmberënneren. Déi nei Erausforderungen, wéi de Klima- oder den Émweltschutz, dierfen net eleng vun de Bierger ugeholl ginn, mä och eis Économie muss sech duerno rüchten. Eis Wirtschaft muss méi nohalte ginn, d'Économie circulaire gefördert ginn, an eisen Energieverbrauch muss méi spuersam a méi effizient ginn.

Manner Ofhängegkeet vun der Finanzplaz, Erneuerung an Ëmstellung vun der Économie: Ech gi gären zou, dass dat alles séier gesot ass a manner séier ëmgesat ass. An ech sinn och der fester Iwwerzeugung, dass déi Erausforderungen esou grouss sinn, dass se net eleng eng Affär vun enger Regierung oder enger Koalition kënnen sinn, mä dass et e kollektiven Effort vun der gesamter Politik brauch; parteiwwergräifend also.

D'Rifkin-Initiatiiv huet zu enger ganzer Rei Projekten am Beräich vun erneuerbaren Energien oder der Effizienz bei der Elektromobilitéit gefouert. Vill Start-uppen am Beräich vun der Circular a Shared Economy ginn zanterhier massiv vum Stat ënnerstëtzt. D'Digitalisierung wäert eis och um Wee a Richtung modern an ökologesche Économie hëllefen. Vill Riedner hunn dat haut nach emol ënnerstrach.

Speziell eis Strategien, wéi Data Driven Economy an Artificial Intelligence, wäerten och dozou bäidrogen. Grad ewéi déi Iddi vun der Dezentralisierung vun der Energieproduktioun, wou d'Konsumente gläichzäitig zum Produzent ginn, ass derwäert ze exploitéieren.

Am Interesse vum Land solle mer bei neien Initiativen net verhënnen, mä am Konträr: Mir solle schafen! Wuellstand a Sécherheet fir eis Matbierger, gutt Aarbechtsplaze fir déi zukünftige Generatiounen. An dobäi solle mer eng gesond Émwelt versueren. Wann dat eis gemeinsam Ziler sinn, da muss mer och de Courage hunn, fir nei Weeër ze goen an net bei allem bremsen oder blocken.

A fir mam Franz Kafka opzehalen: „Weeër, déi an d'Zukunft féieren, leien ni als Weeër virun eis. Si ginn eréischt zu Weeër, wa mer ufänken, se ze trëppelen.“

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen**, *Président.*- Merci villmoos Här Cruchten. De leschten ageschriwwene Riedner fir haut ass den honorablen Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Merci, Här President, jo, zu spéider Stonn wëll ech dann och mäi Bäitrag haut nach bäiliwweren, awer net zum Budget u sech, well haut ass jo de Moien och de Plan national de réforme an de Plan de stabilité et de croissance (veuillez lire : Pacte de

stabilité et de croissance) virgestallt ginn, dee vlächte e bëssen an dese Budgetsdebatten ënnergaangen ass, obwuel mä Virriedner, den Här Bodry, och eng ganz Rei vu ganz interessante Punkte gesot huet.

Dofir wëll ech mech och haaptsächlech ëm dee Punkt vum Plan national de réforme këmmen. An do huelen ech awer och speziell d'Klimapolitik eraus, fir dann déi eng oder déi aner Äntwert hei kënnen ze ginn, awer och déi erneierbar Energiepolitik. Also, ech wäert mech dofir kuerz iwwert de PSC an de PNR auschwätzen.

Also, mir kënnen eis u sech och glécklech schätzen, an engem Land ze sinn, dat esou Budgetszuelen opzeweisen huet, well, ech mengen, et ass kaum e Land oder et gëtt der net vill an der Europäescher Unioun, och nach weltwäit, déi dat kënnen maachen.

Och wann deels op optimisteschem Zuele gesot ginn ass - wéi et éischter vill an den Aussoen an an den Avisen ze liese war, wéi de Budget sollt opgebaut sinn -, esou muss ech awer soen, dass am PSC zum Schluss vun dem Dokument eng ganz Rei vu Simulatiounen opgefouert ginn, déi och bei sougenannte Schocksituatiounen eng Opweisung nach ëmmer weisen, déi awer d'Strooss hält a wou eise Budget net an en defizitär Lach fällt an trotzdeem eist Land nach gutt dosteet.

Et dierf een awer och net vergiessen, dass déi positiv - extrem positiv - Evolutioun hei am Land och natierlech zu Verwerfungen féiert. Déi si schonn e puermol ugeschwat ginn. An ech wëll der zwou hei opwerfen.

Dat ass engersäits eng déck Schépp, eng schwäier Schépp, en décke Bagger scho bal, fir natierlech de Problem vum Wunnengsbau unzegoen. Et ass schonn e puermol vu menge Virriedner gesot ginn.

An natierlech och de Klimaberäich, wou mer eng Rei Defiziter nach opzeweisen hunn.

Ech sinn awer optimisteschem, well de Koalitiounsvertrag eng ganz Rei vu Moosnamen erklärt, an och am PNR an am PSC, am Dokument - wann een dat ausféierlech gelies huet - eng ganz Rei vu ganz proppere Pisten opgewise sinn, déi mir dann op Bréissel weidereschécken.

Wéi gesot, de Wunnengsbau ass eppes, wat ech awer haut net wäert ze déif thematiséieren. E kënnt och am PNR just an der sozialer Inklusioun vir. Wat jo och ganz wichteg ass, well et ass och an deem Beräich, wou mer am meeschte mussen investéieren. Well et si grad déi an deene prekäre Situatiounen, déi ënnert där Wunnengsbausituatioun leiden, well se näischt um locative Marché fannen. An et ass do, wou een d'effentlech Hand - an net nëmmen déi staatlech effentlech Hand, mä allequerten d'Gemengen zesammen, an do gëtt et 50 % vun de Gemengen, déi haut nach net ganz vill an deem Beräich ënnerholl hunn - muss mat an d'Boot huelen.

Wéi gesot, ech wëll mech haut méi déif och mam Klimaschutz an der Energiepolitik beschäftegen. Dese Ouschterweekend hutt der jo sécherlech all vun deem exzellente Wieder profitéiert, ech och. Ech konnt et genéissen an op der Terrass mat der Famill scho bal de Summer feieren, mä - mäl! - et muss ee soen, dass et awer och e batteren ...

(Brouhaha)

... Bäigeschmaach huet.

Een, deen e bëssen an der Landwirtschaft ënnerwee ass, oder och am Wäibau, weess, op wat ech eraus wëll, well d'Vegetatioun ass d'Joer schonn erëm dräi Wochen en avance. Ech paken hei Holz um um Riednerpult, wéi ze gesinn, an hoffen, dass et awer elo net erëm ëmschleift a bis d'Äishelleg, wéi esou gutt gesot gëtt, net nach eng Kéier Frascht kënnt, fir dass mer also déi ganz Recolte awer och net erëm verléieren.

An haut ass an de Medien ze liesen, dass den däitsche Wetterdienst erëm vun engem ganz warme Summer schwätzt. Dat heescht, mir hunn e Problem mat eisem Klima. Dofir ass et wichteg, dass mer eis op déi Klimachangementer astellen an dass mer eis méiglechst ambitiéis Ziler nei definéieren, net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir Europa, awer och fir d'ganz Welt.

Zum PSC wëll ech ee Kapitel eraushuelen, dat ass d'Grafik iwwert de Sold vun der Administration centrale. Et ass schonn e puermol gesot ginn, dass d'Joer oder 2018 déi éischte Kéier e positive Sold vun der Administration centrale erëm säit Laangem erauskomm ass. An dem PSC gëtt och beschriwwen, wéi déi Kurv elo

erëm weidergeet, e bëssen eroffält an dann awer 2022 erëm d'Kéier sollt kréie fir e positive Sold.

An dofir sinn ech ganz frou, dass de Budgetsrapporteur, deen de Moment awer leider net heibannen ass, eng Recommandatioun opgeholl huet, fir dass de Fonds souverain intergénérationnel éischtens - an dat ass eng Fuerderung, déi mir Gréng nëmme kënnen ënnerstützen - ganz op gréng Finanzen soll ausgerichtet ginn, an zweetens, wa mer eventuell Plusvaluen hu vum Zentralstat, déi och zukünfteg méi an de Fonds intergénérationnel ageluecht solle ginn, fir och deenen zukünftige Generatiounen - wéi war dat emol fréier? - en Appel fir den Duuscht iwwer ze loossen.

Dës Iddi vum Här André Bauler geet fir mech an déi ganz richteg Richtung. An ech kann dat och nëmme ënnerstützen.

Ech selwer hat mech jo a mengem Budgetsrapport vun 2016 ënnert dem Titel « Mieux vaut prévenir que guérir : une gestion des finances en bon père de famille » och mat deem Thema ausenanergesat. An ech mengen, dass et wichteg ass, net nëmmen am Finanziellen, mä an deenen dräi Komponenten - an den Här Bodry war a senger Ried ganz ausféierlech dorop agaangen, an des Koalitioun mécht dat och - vun der Nohaltegkeet - am Sozialen, am Ekonomieschen an am Ekologeschen - déi richteg Äntwerten ze bréngen.

Dofir nach eng Kéier Felicitatiounen - ah jo, en ass jo net hei, mä Dir huet dat da mat - ...

► **Une voix.** - En ass bis eraus.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ... fir seng Budgetsaarbecht, well ech weess als fréiere Budgetsrapporteur, dass et eng ganz grouss Eier, awer och ganz vill Aarbecht ass an, an dat ass ëmmer awer flott, dass de jeeweilige Budgetsrapporteur sech an eegent Thema eraushält. An och des Kéier ass dat vum Budgetsrapporteur nämlech dat iwwert d'Digitaliséierung. Eng Erauforderung, mat där mer eis sécherlech an der nächster Zäit nach méi mussen ausenanersetzen.

Da kommen ech zum Plan national pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Esou heescht nämlech de PNR, dee mer dann op Bréissel schécken.

Et sinn u sech dräi grouss Prioritéite mat fënnel Objektivier. Ech wëll awer och elo net all déi eenzel Zuelen hei ervirsträichen. Mä och hei géllt, dass mer eis bei all deenen Zuelen ëmmer mussen op en ambitiéis Zil aschëissen an eis net zefridde gi mat deem, wat d'Europäesch Kommissioun do virschreift.

An ech huelen do nëmmen ee Beispill eraus, dat ass den Décrochage scolaire. Ech mengen, obscho mer de Moment bei 7,4 % sinn, d'Zil war, 10 % minimum ze ënnerschreiden, soll et e Phenomeen ginn, deen zur Randerscheinung soll ginn hei an diesem Land. An dofir ass et wichteg, dass mer eis net nëmmen déi Ziler virginn, mä och Ziler wäit drënner ustriewen, fir wierklech eng total Integratioun kënnen ze errechen.

Dofir ginn ech elo nëmme mat Stéchwieder an déi fënnel Themen eran, déi fir eis wichteg sinn, déi am PNR ernimmt ginn, ouni dann nach eng Kéier d'Zuelen duerchezuhelen.

Dat éischt Thema, wat och behandelt gëtt, dat ass effektiv den Décrochage scolaire.

Ech hunn et virdu gesot: Mir sinn de Moment bei 7,4 % ugelaangt. Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, d'Kanner, d'Jugendlecher an dem Prozess vun der Schoul ze behalen, well d'Aarbechtsperspektiv ass ëmsou méi grouss, wann d'Qualifikatioun och do ass. An et ass u sech de Schlüssel, fir an d'Aarbechtswelt eranzekommen.

Dofir ass déi bescht Präventioun, och vun eis: Wa mer den Décrochage scolaire aus eiser Siicht besser wëllen upassen, da muss mer eis Schouloffere an eisem Land och méi diversifizéieren, fir engere méi heterogener Schoulpopulatioun kënnen gerecht ze ginn. An do ass, mengen ech, an deene leschte Jore ganz vill ënnerholl ginn, wat mer och ënnerstützen a wat eng Deeläntwert drop ass, fir deenen eenzelne Jugendleche gerecht ze ginn, fir dass si sech an där Offer am beschten zréckfannen, fir eben net an de Fall vun dem Décrochage scolaire ze kommen.

Zum Aarbechtsmarché. Och do just ee Punkt.

Här Bauler, ech hat lech virdrun nach gelueft. Dir waart zoufälleg schonn eraus, mä ech wëll lech dann awer nodréiglech nach eng Kéier ernimmen, well ech elo bei en Thema kommen, wat Dir natierlech an Ärem Budgetsrapport ugeschwat hutt. Dat ass eben d'Digitaliséierung, wat eng ganz Rei vu Piste jo opweist. A mir mussen oppassen - an dofir nach eng Kéier, mat Äre positiven Approchen, awer och mat de méi negativen Auswierkungen op d'Aarbechtswelt -, dass mer jiddwereen do mat am Boot behalen.

Den Här Bodry hat ugeschwat, dass de Rifkin-Prozess schonn emol eng éischt Äntwert war op déi Erauforderung, déi eis an der Digitaliséierung erwaart. Et waren eng Rei vun Aarbechtsgruppen, wou ech nach haut an enger ganz aktiv matschaffen, nämlech där, fir d'Energiezukunft fir Lëtzebuerg opzebauen, wou mer ganz intensiv iwwert d'Digitaliséierung diskutéieren, wat fir eng Auswierkungen dat op eis allequerten huet, dass dee Prozess och weidergedriwwe gëtt. Eng Äntwert, wou Lëtzebuerg ganz aktiv dran ass.

An da kann ech dat och elo ënnerstützen, wat virdu gesot ginn ass, och nach eng Kéier vum Här Bodry, iwwert d'Produktivitätssteigerung, déi mer erauskréien. Wa mer d'Digitaliséierung nach méi forcéieren, da kann et net sinn, dass déi och eleng an de Betriber bleift. An da muss mer och iwwert d'Diskussioun vun enger Lounerhéijung kënnen diskutéieren. An ech mengen, mir hunn en éischten Akt hei gemaach. An ech denken, dass et och ganz wichteg ass, dass dat och an Zukunft gläichberechtigt ënnersicht gëtt an déi konkret Moosnamen duerchgesat ginn.

Dann e Feld, wou ech duerchau mat der CSV d'accord sinn: d'Recherche an den Developpement. Op der Uni lafe schonn eng ganz Rei Projete, ënner anerem am Fotovoltaikberäich, e Beräich, deen ech scho laang suivéieren. Do ass eng Chaire doriwuer. Do ass eng Professur, déi an der Dünnschicht-Fotovoltaik Recherche mécht, déi och scho ganz international renommiert Präisser kritt huet. Dat ass fir eis e Schwéierpunkt, insbesondere déi nohalteg Energieforme mat all deem, wat hannendrustéicht.

Dat ass och dat autonoomt Fueren. Dat ass en Elektroauto, dee stroum- oder netzdielen ass, dat heescht, dee sech souwuel Strom aus dem Netz eroflueft, fir säin Auto opzelueden, awer dee gegebenefalls och säi Strom erëm un d'Netz ofgëtt, fir zum Beispill eng Netzstabiliséierung kënnen duerchezuhelen.

Do gesi mer eis direkt prenant fir déi Iddien, déi dann nach sollte vun der CSV kommen, an och vun anerem, fir an deem Beräich an der Recherche méi ugepasst kënnen déi Saachen ze ënnersichen, déi mer haut oder muer, mëttelfristeg a längerfristeg hei zu Lëtzebuerg an eiser Ekonomie brauchen.

Och e Punkt zu der Aarmutsbekämpfung.

Ech mengen, do sinn och haut schonn eng ganz Rei Iddien hei gesot ginn an och konkret Moosnamen, déi vun dieser Regierung duerchgezu ginn. Esou wëll ech awer och hei op déi ökologesch Transitioun hiweisen, dass et eis Gréng guer net egal ass, wa sollt eng sozial Ongerechtegkeet bei der ökologescher Transitioun entstoen. An dofir ass et wichteg - ech weess net méi, wie vu menge Virriedner dat gesot huet -, fir se mat an d'Boot ze huelen, fir dass si kënnen déiselwecht Preneure si vun där erfollegräicher Visioun, déi mer jo all am Kapp hunn an déi mer all mussen am Numm vun eise Kanner a Kandskanner ustriewen.

Och nach eng Kéier: Bei der Digitaliséierung solle mer och zemoos an där prekärer Situatioun - an dat ass, mengen ech, och schonn ugeschwat ginn - kucken, dass där déiselwecht Ressourcen zur Verfügung kënnen gestallt ginn, fir dass si och un der Gesellschaft kënnen deelhuelen.

Aarmutsbekämpfung ass ee Moyen. An dofir huelen ech awer zwee Sätz méi wéi geplangt iwwert d'Wunnengssituatioun. Dee Modell, dee mer trotzdeem nach ëmmer hunn, fir nëmmen op Besëtzeratioun ze setzen, mengen ech, ass awer deels passé, well mir mussen och am locative Beräich endlech Äntwerte liwweren, well zumindest do - do! - ass déi gréissten Aarmutsbekämpfung, insbesondere an dem héijen Alter, ze fannen.

An dofir kann ech dat nëmmen ënnerstützen, wat des Regierung och an deem Beräich wëllt maachen, nämlech den effentleche Wunnengssektor massiv ze ënnerstützen. An dat sinn net eleng déi staatlech Institutiounen! Et sinn e puer Leit heibannen, déi mam Kapp rëselen oder nicken, positiv nicken, déi an engem Gemeng ënnerwee tateg sinn.

Mir brauchen d'Gemengen all zesumme mat am Boot! Well ech hunn och do eng Recherche gemaach! Haut ass déi éischt Gemeng, déi déi meeschte Locatiounswunnengen um Marché huet, tous confondus, déi kommunal, vun der SNHBM a vum Fonds du logement, dat ass Rémeleng. An déi leien da bei 4 % vun hire Wunnengen allequerten.

Dat heescht, mir sinn nach wäit ewech vun iergendenger Offensiv. A mir brauche se all am Boot, fir do Äntwerten ze ginn.

An ech sinn net d'accord dermat oder mir sinn net d'accord, dass de Quart-taux eppes bruecht huet. Et huet eppes bruecht: Dat ass, dass de Stat net déi Steiere konnt andriewen, fir mat deene Suen och Investitiounen an den effentleche Wunnengsbau ze maachen.

A wann een eng Perimetererweiderung mécht ouni Konditioun, da sinn dat d'Baulücke vu muer, där mer der haut schonn 2.600 Hektar hunn! Wa mer eng Perimetererweiderung hunn, da muss mer dat Gesetz, wat elo säit zwee Joer scho beim Statsrot um Instanzeweese ass, mat enger Bedéngung verbannen, dass do direkt muss gebaut ginn. An do schéngt de Statsrot awer éischter Problemer vun dem Besitztum vun der Propriétéit ze hu wéi iergendeng Fliedermaus, déi do am Sënn vun der Nohaltegkeet och muss geschützt ginn. An dofir sinn ech net ganz averstane mat där Iwwerleung.

Da kommen ech, wéi gesot, nach zu dem fënnelste Punkt, wou ech dann awer nach e bësse méi wäit wëilt aushuelen. Dat sinn allequerten déi Klimaobjektivier, déi mir eis gestallt hunn, déi mer eis deels an der Europäescher Kommissioun gestallt hunn, eis awer och als Lëtzeburger Land op de Fändel geschriwwen hunn.

Éischtens déi sougenannte 20/20/20-Ziler vun der Europäescher Unioun. Dat heescht: 20 % CO₂-Reduktioun vis-à-vis vun 1990 an der Europäescher Unioun - do gëtt een ëmmer mat de Referenzen e bëssen duerjerneen -, 20 % erneierbar Energien an 20 % Energieeffektivitéit.

Fir Lëtzebuerg heescht dat: 20 % vum CO₂-Equivalent bis 2020, awer par rapport zum Referenzjoer 2005, well ab do jo déi grouss Industrien hei a Lëtzebuerg am europäesche Benchmarking kënnen hir Energie ënnereneen ausdeelen an och den Optimum vis-à-vis vun Drëttländer iwwert d'Europäesch Kommissioun kënnen erausmaachen.

Och d'Zil vun 11 % an den erneierbaren Energien ass do fir Lëtzebuerg virgesinn.

An de Gesamtenergieverbrauch, do wollt ech vlächte net drop agoen, mä am Ganzen ongeféier 50.000 Gigawattstunden, déi maximal fir Lëtzebuerg bis 2020 virgesi sinn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer déi Ziler wäerte bis 2020 errechen. An ech ginn och déi néideg Argumenter dozou. Awer eier ech dozou kommen, wëll ech nach e bëssen ausféieren, wéi mer op déi Ziler komm sinn, well dat ass och trotzdeem wichteg an oft awer an den Hannergrond geréckelt ginn.

D'Europäesch Unioun huet am Paräiser Accord, dee jiddwereen, ech mengen 196 Länner vun der Welt, ënnerschriwwen huet, do huet jiddweree gesot: „Jo, dat wëlle mer.“ D'Europäesch Kommissioun huet do en ambitiéis Zil gemaach, nämlech minus 40 % CO₂-Equivalent bis 2030 an 80 % bis 85 % bis 2050. Dat heescht, hin zu enger decarboniséierter Gesellschaft.

Lëtzebuerg huet datselwecht Zil iwwerholl fir 2030, nämlech minus 40 % a längerfristeg 80 % / 85 % bis 2050. Dat war nom Paräiser Accord.

Firwat huet Lëtzebuerg deen héijen Undeel geholl? Majo, et muss een awer wëssen, Lëtzebuerg - ech hunn et scho virdu gesot, mir hunn eng Rei Defiziter - verbraucht fënnel- bis sechsmol méi, wéi d'Land selwer ka regeneréieren. Op d'Welt iwwerdreien heescht dat, dass mer theoretesch fënnel bis sechs Welte brächten, wa mer deeselwecht Wirtschaftswusstsein, déiselwecht Kommoditéiten, wéi mer se hei am Lëtzeburger Land hunn, jiddwer Aerdberger zur Verfügung géife stellen.

Dat heescht, mir brächte sechs Äerden! Een, deen do d'Equivalenz oder d'Equatioun wëllt maachen, seet: Mëttelfristeg geet et op d'Natur a längerfristeg geet et net duer.

Also, mir hunn en Handlungsbedarf! An de Klimaaccord vu Paräis huet och keng contraignant Ziler ginn, dat muss een och leider soen, well do mussen d'Weltgemeinschaften all zesummen eens sinn.

Dofir waren zu Kattowitz, wou ech d'Joer och mam Kolleg Schank war, op der Klimakonferenz emol déi éischt konkret Moosname festgeschriwwen ginn. An am Virfeld vu Kattowitz - an dofir sot ech „mir brauche méi ambitiéis Ziler“ - huet de wëssenschaftleche Rot vun der UNO, also de Vereente Staten (veuillez lire : de Vereenten Natiounen), dee sougenannte „IPCC“-Bericht, e ganz interessante Bericht gemaach.

Dee seet, dass déi 2 °C-Erhéijung, déi mer nach am Paräiser Accord als maximal Erhéijung duergestallt hunn, schonn zu ganz katastrophalen Auswierkungen op der Welt wäerte féieren. A si hunn der Weltgemeinschaft ugeroden, net méi déi 2 °C festzeschreiwen, mä 1,5 °C festzleeën. Dat heescht, des Regierung huet sech dat zu eege gemaach an huet am Koalitiounsvertrag, dee mer jo zesummen ausgehandelt hunn, déi längerfristeg ambitiéis Ziler nei definéiert.

Dës Fuerderunge sinn och vu sämtlechen Zivilgesellschaften, Associatiounen vun dobusse ge-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

fuerdert ginn, fir d'Ambitionen am Lëtzebuerg Klimaberäich an d'Luucht ze setzen. Dofir lait dee Plang elo vir! Dee Plang, deen Der elo alleguerten zur Consultatioun hutt, näamlech de sougenannte PNEC, Projet de plan national énergie et climat, wou mer dann eraginn a mir soen: Wa mer wëllen deem 1,5 °C-Temperaturzil gerecht ginn, da muss mer op minus 50 % - mir, déi gréng, soen: minus 55 %, esou wéi et an deem Bericht steet -, och mat den Zäregassen, erofgoen zum Referenzjoer 2005.

Dat Dokument war knapps um Dësch, mir waren zesummen an der Ëmweltkommissioun ... Här Roth, ech kucken op lech, entschëllegt, awer Dir hutt do kritiséiert. Jo, d'Instrumenter, déi do formuléiert ginn, sinn nach net bis zum Schluss ausformuléiert! Et ass déi Ambitioun, déi ech awer hunn. An déi ginn ausformuléiert, ganz kloer!

Ech kucken et wéi mam Glas Waasser. Jiddweree seet: Mäint ass elo bal eidel. Mä ech ginn awer vun ennen erop an ech fannen et schonnet esou schlecht. An ech maachen et dofir hallef voll. An ech ginn dervun aus: Wann Dir alleguerte matschafft, da kréie mer dat och hin.

(Brouhaha)

Mä mir wëssen ... An dann en zweete Punkt, ech komme gläich drop zrëck, wou et ganz konkret gëtt. Hutt keng Angscht! Ech fannen, de Kontext ass ëmmer nach wichteg.

Et geet zum Beispill ëm d'Fro: Jo, wat kascht dat eis? Ma d'Onhandelen, d'Nethandele kascht eis haut schon enorm! Oder kritt Der dat net mat, wat dobausse vir sech geet? Déi Klimamigratioun, déi mer haut schon hunn! Mir brauchen nëmmen an Afrika kucken ze goen, wiwill Millioun Leit haut schon ennerwee sinn. Dat heescht, haut sinn et der scho ganz vill, déi dee Präis muss bezuelen, déi och net verantwortel sinn.

Also, dee Präis muss mer och hei a Lëtzebuerg nei diskutéieren. An ech kommen dodrop.

Déi Consultatiounsdebatt, déi gefrot ginn ass ... Dir hutt vir an engem Schnellduerchgang ... Ech sinn net nokomm mam Lauschten, Här Roth. Fir déi konkret Moossnamen hutt Der elo e Joer Zäit, well mir hunn eng zweet Debatt hei an der Chamber iwwer genau dee PNEC, fir da kënnen kloer Moossnamen vun lech ze héieren. Vun eis kritt Der där méi wéi genuch.

Ech kommen dann zrëck zu den Ziler, ob mer déi vu minus 20 % kënnen erreechen bis 2020. Jo, mir kënnen déi erreechen, well mer natierlech bis elo nach Reserven hunn, Reserve vun dem méi schnellen Ofhuele vun den CO₂-Äquivalenzen, dass mer u sech iwwert déi Bilanzierung - well déi Bilanzierung gëtt iwwer siwe Joer gemaach, tèschent 2013 an 2020 - nach eng Reserv herno wäerten hu vun 0,44 Milliounen Tonnen CO₂.

Dat ass awer keen Troust, well Dir hutt et scho gesot, an och anerer: Den CO₂ ass säit 2016 an 2017 erëm an d'Luucht gaangen. Firwat? Jo, well den Differential tèschent de Bensinnspräisser an den Dieselpräisser vis-à-vis vum Ausland erëm ausenanergaangen ass an dofir méi zu Lëtzebuerg getankt gouf an och dofir méi Tanktourismus, de sougenannten Transport, konnt heihinner kommen.

Wann een d'Analys mécht, sinn et effektiv 65,5 % vun den Transporteuren, déi a Lëtzebuerg dee meeschten Ausstouss ervirbréngen.

Wann een wëllt eppes maachen an déi Moossnamen och extrem wëllt andämmen, da geet dat net ouni den Transport. Also, déi éischt

Moosnam, déi zwee Cent um Diesel an deen ee Cent um Bensinn, ass wuel keng Revolution, wäert awer dozou féieren, an et ass hei scho virun doriwwer diskutéiert ginn, dass mer grad beim Diesel, dee jo am meeschten hei a Lëtzebuerg kauft gëtt, a grad vun de Camionneuren, an der Präisdifferenz vis-à-vis vun der Belsch ëm ganz wéineg méi drënner leien, wéi dat nach elo de Fall ass.

Déi Differenz wäert, jo, wäert vläicht eng Auswierkung hunn, mä dat wësse mer net! Dofir sinn ech och enttäuscht vun deene sëllegen Avisen, ech hu se elo nach de Moien alleguerte gelies, do ass keen, éischtens, dee kohärent mat deem ass. Dach, d'Banque centrale huet et an hirem Avis net esou schlecht diskutéiert, och de Groupement pétrolier an hirem Pressekonferenz, déi awer net schlecht war, well si hunn dëst Joer awer nach plus 8 % gemaach. Si hunn awer Angscht, et géif elo eppes passéieren. Awer si hu sech Gedanke gemaach, dass déi zwee Cent um Diesel kéinten Auswierkungen hunn.

Also ganz konkret: Kloer brauche mer, wa mer d'Ziler vun 2020 wäerten erreechen, 2030, wäerte mer dat net mat där konstanter Politik kënnen erreechen. (veuillez lire : Kloer kënnen mer d'Ziler vun 2020 an 2030 net mat enger konstanter Politik erreechen.)

An ech soen, dass mer eng Milliard mussen aspueren. Eng Milliard! Esou wéi mer eng Milliard hu missen an eise Budget iwwert den elektronischen Handel aspueren, esou muss mer als Gréng, mat lech zesummen, wa mer deene wëlle gerecht ginn, déi all freides op d'Strooss ginn, a wa mer wëllen eisen Ziler, déi mer alleguerten hei ennerschriwwen hunn, gerecht ginn, eng Milliard aspueren.

(Interruption)

An déi Milliard muss iwwer eng successiv Erhéijung oder Ännerung vun dem Differential vis-à-vis vum Ausland kommen.

(Interruption)

Et bleift fir mech, fir déi gréng, dass dat muss mat lech alleguerten dëst Joer - den Här Bodry huet et gesot: Et muss jiddweree zu den Ziler stoen - kënnen diskutéiert ginn, well soss brauche mer eis hei näischt verzemaachen. Da kann ech och direkt heemgoen, wa mer eis net an deem Konsens hei fannen, dass mer déi eng Milliard iwwer eng Zäitspann vun, an déi muss mer aspueren, iwwer zéng Joer (veuillez lire : Ech kann och direkt heemgoen, wa mer hei kee Konsens fannen, dass mer déi eng Milliard iwwer eng Zäitspann vun zéng Joer mussen aspueren). Net esou wéi mir et virfonnt hunn, 2013, en elektronischen Handel, deen ugekënnegt war, dass dee verluer géif ginn, wou eng Milliard huet misse vun deser Regierung agespuert ginn.

(Exclamations)

An esou wäerte mir hei, an dat kënneg mer un, eng Milliard mussen aspueren. Mir sollen eis do de Spiegel virun d'Aen halen. A mir sinn derfir, dass mer zesummen och iwwert d'Accisë kënnen diskutéieren, fir déi Milliard an eise Statsbudget anzuspieren, fir dann dat Resultat ze kréien, dass mer deene gerecht ginn, déi all Freideg op der Strooss sinn.

► **Une voix.** - Très bien !

(Interruptions)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - An da geet et net, hei neen ze soen ...

(Brouhaha)

... an dann an der Gemeng - ech weess net, ob dat Gestëppels ass -, jo, an der Gemeng vu Ma-

mer eng Tax wëllen anzeféieren, eng kommunal Tax op d'Accisen, fir d'kommunal Keess dann ze féllen.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Nee, nee. Liest dat hannendrun!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, fir d'Fran...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Fir konkret Ëmweltmoossnamen. An déi gréng hunn dergéint gestëmmt.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech mengen, deemools ass et scho verworf gi vum Interieur an et wäert och des Kéier verworf ginn. Och deemools hunn déi gréng matdiskutiert. Firwat?

(Brouhaha)

Well d'Gemengefinanzreform nach net duerchgefouert gi war. An ech mengen, déi ass duerchgefouert ginn deemools ...

(Brouhaha)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mir sinn an engem Rechtsstat. An am Endeffekt entscheet d'Gericht

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Selbstverständlich. Ech ...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Merci! Erënnert mech drun! Erënnert mech drun, well soss verléieren ech mech awer e bëssen a mengen Notten hei, an ech muss erëm zrëckkommen op ...

(Interruption)

... meng Notten. Neen, ech kommen ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Kox, loosst lech net stéieren!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Ech weess, dass ech lech op menger Säit hunn. Merci fir déi Ennerstëtzung.

Da kommen ech zu deem zweete Punkt, also d'Klima, d'CO₂, kënnen mer net ouni d'Accisen-Diskussioun packen. Also ech mengen, dat ass kloer. Och déi gréng wäerten do mat an d'Diskussioun klammen. An, jo, Dir sidd ganz gespaant! Mir ware ganz vill gespaant, wéi anerer dee Ressort emol haten. An dofir hu mer haut de Misär, dass mer ganz vill mussen nohuelen.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.** - Exzellent!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Den Här ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dir sidd awer scho relativ laang do!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidente)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - No sechs Joer geet et awer elo esou lues duer mat där doter Excuse. Ohlalalala!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Oh, ech mengen, Der stitt iwwerall am Stau, da wësst Der, dass ganz vill gebaut gëtt. Et gëtt souguer esou wäit gebaut, dass eng Deeliwwerheizung vun der Lokomotiv geschitt, näamlech vun eiser Wirtschaft, well eis Baubranche kënnt de Moment bäi Wäitem net méi no mat all deene Projeten, insbesondere och vun den öffentliche Finanzen, déi 2,6 Milliarde mussen och ëmgebaut ginn.

A wa mer do ze vill iwwerdreiwen, an all Betrieb seet lech dat: Ech wëll net direkt investéieren elo, ech wëll net direkt a Leit investéieren, well et ka muer erëm anescht sinn. Dofir wëllt een e Wuesstum, an do sinn ech duerch d'accord mat der Madamm Hansen haut de Moien, e Wuesstum, deen och fir eis Betriber novollzëbar ass. Och an hirem betriebswirtschaftlechen Émgang näamlech mat Aarbechtsplazen, déi se muss besetzen. A mir kënnen och ... Si fuere mëttlerweil op Namur, op Metz, op Nanzen, fir déi néideg Leit ze fannen.

Dofir mengen ech, dass des Regierung ...

(Interruption)

... déi néideg a richteg Investitiounen gemaach huet fir en Nachholbedarf, dee wahnsinneg grouss war.

Mat der Gare, vläicht just dozou: Firwat ass de Stau op deene sëllegen Zuchstrecken? Majo, well déi Gare scho virun zéng Joer hätt misse renovéiert ginn an eng Rei Quaien dohinnerkommen, fir dass dee Stopp do op de Bunne ka behuwe ginn.

Zum Schluss ...

(Brouhaha)

► **M. Marco Schank (CSV).** - Da fuert emol mam Zuch!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ... vu menger Interventioun, ...

► **Une voix.** - Gitt emol konkret!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ... wëll ech ...

Oh, ech war scho ganz konkret, mä ech hu vun lech näischt héieren.

(Exclamations)

Ech kommen dann zu den Ziler bei den erneierbaren Energien, wou ech iwwerzeegt sinn, an ech sinn e ganz groussen Optimist, dass mer dat wäerten erreechen.

A vun där Skepsis vun der CSV - ech muss nach eng Kéier aus mengem volle Glas e bësse Waasser drénken - sinn ech awer dach e bëssen iwwerrascht. An ech weess elo net, wien hei d'Ideologie uféiert. Dir werft eis, deene Gréngen, vir, net gréng genuch ze sinn, nach méi, nach méi, nach méi! A wann deen éischte Projet um Dësch ass vun enger Biomass, déi am Norde soll gebaut ginn, ech hunn Ärem Parteipresident nogelasscht op der Pressekonferenz, dat, wat zitéiert gouf, ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Dat ass net Biomass.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ... ech weess net, ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Do hunn d'Leit ganz konkret Froen, an déi Froe wäerte mer hei stellen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - ... wat dee gesot huet.

Ech si frou, ...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - An zwou Wochen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech si frou, dass mer ...

Et ass jo eng Question élargie, mengen ech, vum Här Eicher do, da kréie mer dat gekläert. An ech menge ganz kloer, dass mer dat wäerten erreechen, dass mer do Satisfaktioun hunn. A mer sollten op nohalte Holzwirtschaft setzen, well mir hunn e Cluster, dee ganz gutt funktionéiert, mat der Groussregioun. Mir hu kritiséiert, dass mer elo wéinst den erneierbaren Energien en Accord mat Litauen gemaach hunn, well mer den Transfer vun 2 % vläicht wëlle maachen. Mä d'Groussregioun ass eise Reservoir.

Mir wëssen haut schon ... A Lëtzebuerg war ni energieautark. Lëtzebuerg huet nach ëmmer missen op Energie vu baussen zielen. An dofir ass et wichteg, dass mer mat der Groussregioun, mam Holzpotenzial, mam Cluster, deen an der Regioun ass, dat ausbauen. An dann ass eng Notzung vun enger Biomass och an Ärer Gemeng, Här Buergermeeschter, mat de Kritären, déi wesentlech fir d'Leit alleguerte sinn, mat den Ëmweltkritären, déi mussen agehale ginn, méiglech. Menges Wëssens ass d'Kommodo-Inkommodo amgaangen, fir dee Projet och entsprechend ze maachen.

Da sinn ech ganz frou, dass mer endlech an der Fotovoltaik emol weiderkommen. A wéi Der mech kennt, ech hu säit 15 Joer, säit ech hei sinn, ëmmer nëmme fir d'Fotovoltaik hei geschwat, an ech sinn endlech frou, dass se vu jiddwerengem unerkannt gëtt. An net méi spéit wéi leschte Freideg ass dat neit Aspeisungsgesetz presentéiert ginn am Memorial, wat wierkelech eng Revolution wäert ausmaachen.

Jiddweree heibannen huet keen Argument méi, et net ze maachen (veuillez lire : Keen heibannen huet nach een Argument, et net ze maachen), net an d'Fotovoltaik ze investéieren, net säin Daach mat ze installéieren, net e Kollektiv ze maachen, eng Kooperativ ze maachen, net zesumme mat de Gemengen eppes ze ennerhuelen.

Zu Maacher entsteet elo eng gréisser Fotovoltaikanlag vun dem Service de la navigation laansch der Schléiss. Dat si konkret Moossnamen, déi ennerholl ginn. Ech hunn nogefrot bei Bâtiments publics, wiwill Diecher dann de Moment fir d'Fotovoltaik fräigestallt gi sinn. Bei der éischter Analys war se bei 4,5 Megawatt. Bei der zweeter Analys, mat där se elo amgaange sinn, si se och (veuillez lire : nach eemol) bei 4,5. An eng drëtt Analys wäerte se ustoussen, fir kënnen nach méi intensiv ... An da wäert dee Fong ...

Mir kënnen gär d'Diskussioun iwwert de Klimafong hei féieren am Kader vun dem PNEC, fir déi Gelder ze huelen, fir grad an d'Nohaltegeet ze investéieren, an d'Fuerschung ze investéieren. Mir si prenan, fir dat ze maachen.

An da vläicht awer zum Här Wagner, well e vir-drun ...



Dat war den Här Bausch nach net, deen d'Fotovoltaik um Häreberg installéiert huet, well dat geet op eng Motioun zréck, déi ech deposéiert hunn d'lescht Joer am Juli, well ech gläichzäiteg Rapporteur war, fir den Häreberg endlech ze erneieren, sanéieren. Ech war nach ni do. Ech war elo eng Kéier do an ech hu mer dee Misär awer vun deem Gebai do ugekuckt. Déi hunn eng Sportshal, do géif keng Gemeng méi doheem bei hire Bierger Rechenschaft ofleeën, wéi eng Sportshal mir nach ëmmer um Häreberg hunn. Dofir war et blutnéideg, dass do déi Investitioun gemaach gi sinn.

A mir hunn eng Motioun gestëmmt. An déi Motioun seet: Well se net genuch Fotovoltaik konnten nutzen um Gebai, hätte se missen d'Netz ausbauen. An déi Motioun seet just de Contraire: Jo, baut alles aus, mä maacht déi nei Technologie. Et ass vum Prosumer geschwat ginn, dat Gesetz ass ennerwee. Wat ass Prosumer? De Produzent gétt zum eegene Konsument, fir seng eege produziéiert Energie kënnen ze verbrauchen.

An d'Prosumer-Gesetz, wann Der dat scho gelies hutt, well et ass um Instanzwee, den Avis vum Statsrot ass do, erméiglecht mir et, mat mengem Noper direkt ze echangeieren a souguer virtuell mat engem vun lech heibanne mäi Stroum kënnen auszetauschen an domadder ze probéieren, den Energiekonsum no ënnen ze drécken a méiglechst breed kënnen ze nutzen.

An dat soll um Häreberg ausgetest ginn. An de Bureau d'études, deen drop sëtzt, soll natierlech och eng aner Energieform iwwert d'Speicherung probéieren. An dat ass - Madamm Hansen, Dir hutt virdru vun der Waasserstofftechnologie geschwat - „power to gas“. Jo, den Iwwerschoss un elektrescher Energie, déi duerch Wandenergie produziéiert gétt, muss haut schon an Norddäitschland deels erfregléiert ginn, well de Wand ze staark ass, well se d'Energie net lassginn. Déi Energie muss kënnen a Waasserstoff ëmgewandelt ginn, fir dann och zukünfteg zum Beispill am Fluchverkéier kënnen agesat ze ginn. Dat si konkret Moosnamen. An déi konkret Moosname sinn net an engem Niwwel, am Nirwana verschwonne, déi si konkret amgaangen, hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ze ginn.

Ech sinn an deem Aarbechtsgrupp Energie fir d'Zukunft. Do sëtzt dee ganzen Energiemarché zesummen. Dat gétt et a kengem Land. Well dat war d'Resultat vun der Rifkin-Studie, wou mer eis fir d'éischte Kéier alleguerten zesummesat hunn, fir eis eben déi Optiounen unzékucken, fir grad do dee méiglechen Austausch vun Iddien ze hunn. An déi gréissten Erausforderung ass natierlech d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung: Wéi vernetzen ech sämtlech Energieträger? Wéi vernetzen ech sämtlech Energieverbräich, déi ech am Haus hunn, fir en intelligent System ze maachen?

Zum Schluss awer nach e puer Wierder iwwert d'Elektromobilitéit. Dir wësst et vläicht, Dir wësst et och vläicht net, mä ech soen lech et.

(Hilarité)

Ech hu selwer en Elektroauto gebaut - dat ass scho laang hier, 28 Joer - mat menge Schüler am Arts et Métiers.

► **Une voix.** - Sidd Dir schon esou al?

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - Jo, et gétt ee scho gro.

An et goug bei der Elektromobilitéit net ëm de schnellsten Auto, mä et goug drëms: Wéi kann ech deen Auto konstruéieren? An dat war de Fuerschungsoptrag. Wéi kann ech den Auto produziéieren an hierstellen, dass e mat der mannster Energie am wäitste kënn? Dat ass dat, wat mer scho virun 28 Joer gemaach hunn.

An an zwou Wochen diskutéiere se op enger ganz grousser Konferenz zu München iwwert déi zukünfteg Ausenanesetzung, wéi d'Elektromobilitéit an eisen normale Stroummarché integréiert gétt. A mir sätzen hei zu Lëtzebuerg scho laang op deenen Diskussiounen. Do brauche mer net op eng CSV ze waarden. Dat ass scho laang amgaangen, ëmgesat ze ginn. Nämlech eng Elektromobilitéit, déi netz-dénglech an eiser Energieversuergung mat agebonnen ass. An et ass dat, wat zukünfteg hei zu Lëtzebuerg wäert passéieren.

An dëst Joer wäerte mer konkret Moosnamen och innerhalb vum Plan national énergie et climat maachen. An ech si gespaant, wien da konkret Moosnamen hei op den Dësch leet, wéi et da mat den Accisen ass vu Säite vun der CSV, wéi et dann ass, wann eng Biomassanlag soll an den Norden installéiert ginn, wéi et ass, wann eng Wandmille soll an d'Luucht gebaut ginn.

Ech si ganz gespaant. Mir si prett. Mir si prett bei deene Gréngen. Mir si prett, mengen ech, an der Koalitioun, deen Défi unzehuelen. An dofir soen ech zum Schluss, well et ass schon ... Mir liwwere ganz kloer. Mä Dir sidd gefuerdert. Mä sot net deen een Dag dat hei an deen aneren Dag dat do! Mä et geet och enner eis dräi.

An ech soen lech Merci, menge Partner op der lénker Säit, vu mir aus gekuckt. An ech soen dem Här Minister och Merci fir déi Zäit, déi e sech ginn huet, fir dee ganzen Dag eisen interessanten Debatten trotzdeem nogelauschert ze hunn.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*. - Merci villmools, Här Kox. Mir fuere muer de Moien um néng Auer weider mat den Debatten iwwert de Budget.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 19.17 heures.)

Sommaire des séances publiques n°s 17 et 18**17^e séance**

Ouverture de la séance publique p. 208
Hommage à la mémoire de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean p. 208
Ordre du jour p. 208

7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ;

2° le Code du travail ;

3° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;

4° la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du Corps diplomatique ;

5° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

6° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

7° la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé « Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall » ;

8° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

9° la loi modifiée du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2000 ;

10° la loi modifiée du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 ;

11° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes

et

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* p. 208-211

7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant [...] (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR)

- *Exposé relatif aux projets de loi 7450 et 7451 et présentation du Programme de stabilité et de croissance : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances* p. 211-213

- *Présentation du Programme national de réforme : M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie* p. 213

- *Discussion générale* p. 213-216

18^e séance

Ouverture de la séance publique p. 216

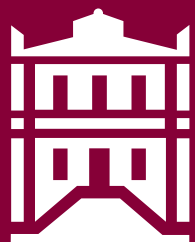
7450 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2019 et modifiant [...] (suite)

7451 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2018-2022 (suite)

et

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR) (suite)

- *Discussion générale (suite)* p. 216-234



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op

Chamber TV

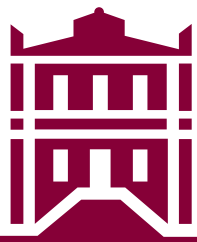
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 7 • SESSION ORDINAIRE 2018-2019

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0297	Martine Hansen	Chiffres clés de l'Éducation nationale	0479	André Bauler	Mur de soutènement de l'ancien chemin de fer entre Grundhof et Beaufort
0306	Jeff Engelen	Congé collectif	0480	Martine Hansen	Marche populaire
0372	Marc Goergen	Congé collectif	0481	Martine Hansen	Interdiction d'utilisation des produits phytopharmaceutiques
0380	Marc Goergen	« LetzShop »	0482	Léon Gloden	Arrêts de bus le long de l'autoroute
0384	Martine Hansen, Marco Schank	Zones de protection de l'eau autour du lac de la Haute-Sûre	0483	Françoise Hetto-Gaasch	Convention Medicrime
0389	Marc Baum	Offre et conditions de prise en charge de traitements thérapeutiques pour personnes atteintes de maladies psychiques	0485	Paul Galles	Coûts liés à la nouvelle convention collective de travail
0398	Marc Lies	Avertissements taxés	cf. 0543		Remplacement du GIAL de l'armée
0408	Sven Clement	« No-Dig-Technology »	0487	Sven Clement	Incendies liés à des voitures électriques
0409	André Bauler	Logements pour étudiants	0488	Jeff Engelen	Grève internationale contre le changement climatique
0412	Djuna Bernard, Josée Lorsché	Centres sociothérapeutiques	0489	Fernand Kartheiser	Objectifs en matière d'énergie
0413	Sven Clement	Auxiliaires de vie	0491	David Wagner, Marc Baum	Projets de partenariat réalisés en langue luxembourgeoise dans le cadre du programme Erasmus+
0416	Léon Gloden	Statistiques de la Police grand-ducale	0492	Josée Lorsché	Délai de prescription du viol
0418	Carole Hartmann, Gilles Baum	Soins médicaux dans la région Est du pays	0493	Sven Clement	Violence domestique
0419	Diane Aدهم	Conditions d'agrément de l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil	0494	Sven Clement	Boeing 737 Max 8
0421	Marc Goergen	Viande halal	0495	Gilles Roth, Diane Aدهم	Exposition dans le cadre du 75 ^e anniversaire de la libération du Luxembourg
0422	Fernand Kartheiser	Information du public en matière d'environnement	0496	Michel Wolter	Droits d'accises
0423	Fernand Kartheiser	Mémoire d'entente entre le Luxembourg et le Portugal sur la promotion de la langue et de la culture portugaises	0498	Gilles Roth	Participation au financement de projets d'infrastructure dans la Grande Région
0424	Alex Bodry	Conventions fiscales	0499	Jeff Engelen	Violences lors des événements sportifs
0425	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Nancy Arendt épouse Kemp	Ostéopathes	0500	Gilles Baum	Accessibilité des écoles
0428	Gilles Roth	Rapport CRF pour l'année 2017	0501	Fernand Kartheiser	Éducation physique
0429	Marc Goergen	Bénévoles des pompiers	0502	Fernand Kartheiser	Licence d'exploitation des entreprises de transport par voie aérienne
0431	Nancy Arendt épouse Kemp	Délai de prescription en matière d'abus sexuels commis sur des enfants	0504	Jeff Engelen	Fonds du logement
0432	Martine Hansen	Peste porcine africaine	0505	Yves Cruchten	Cannabidiol
0434	Sven Clement	Frais de raccordement au réseau électrique	0507	Jeff Engelen	Conduite autonome
0436	Mars Di Bartolomeo	Commission de nomenclature	0508	Marc Goergen	Utilisation de feux bleus clignotants par les médecins dans des cas d'urgence
0438	Marc Goergen	Rénovation énergétique	0509	Max Hahn	Élargissement de l'Union européenne
0440	Sven Clement	Consultation du Registre national des personnes physiques	0513	Marc Goergen	Piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg
0441	Nancy Arendt épouse Kemp	Certificat de virginité sur les femmes	0515	Mars Di Bartolomeo	Création artistique dans le cadre de grands projets de construction d'édifices
0442	Alex Bodry	« Liste noire » contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de la Commission européenne	0516	Mars Di Bartolomeo	Incidents sur la ligne ferroviaire Wasserbillig-Luxembourg survenus le 16 mars 2019
0445	Dan Biancalana	Placement de personnes atteintes de troubles mentaux	0517	Fernand Kartheiser	Centre national de recherche archéologique
0446	Laurent Mosar	« Liste noire » contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de la Commission européenne	0522	Fernand Kartheiser	Cannabis médical
0447	Marc Goergen	Importation du cannabis médical	0524	Martine Hansen	Optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34
0448	Octavie Modert	« La Roseraie » au parc thermal à Mondorf-les-Bains	0525	Gilles Roth	Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA)
0449	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Communiqué politique de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg	0528	Diane Aدهم	Temps de travail de la Police grand-ducale
0450	Mars Di Bartolomeo, Marc Angel	Communiqué politique de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg	0530	Fernand Kartheiser	Arrêts des transports publics
0451	Jeff Engelen	Introduction d'espèces exogènes	0532	Max Hahn	Agriculture biologique
0452	Sven Clement	Animaux amputés	0534	Jeff Engelen	Nouveau bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé
0453	Guy Arendt	Lots de chasse	0539	Mars Di Bartolomeo	Tuberculose
0454	Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Recrutement d'instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins spécifiques	0540	Georges Mischo	Placement de mineurs
0455	Sven Clement	Registre central d'enregistrement de personnes physiques voyageant ou résident à l'étranger	0541	Roy Reding	Cybercriminalité
0456	Marc Goergen	Attaque informatique sur la plateforme « education.lu »	0542	Sven Clement	Coûts liés à la nouvelle convention collective de travail FHL
0457	Jean-Marie Halsdorf	Remboursement de la blistérisation	0543	Mars Di Bartolomeo	Maisons médicales
0458	Diane Aدهم, Gilles Roth	Fermeture de rues lors de visites officielles	0544	Jeff Engelen	Intégration des demandeurs de protection internationale
0459	André Bauler	Château de Brandebourg	0549	Marc Baum	Hébergement des demandeurs de protection internationale
0460	Gilles Baum	Taux de réussite au Lycée technique pour professions de santé	0550	Marc Baum	Revalorisation de la place de la Constitution
0461	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Violence à l'égard des femmes	0552	François Benoy	Sponsoring de la présidence du Conseil de l'Union européenne par des sociétés privées
0463	Gilles Roth, Diane Aدهم	Hausse des droits d'accises sur le carburant	0553	Yves Cruchten	Protection des animaux
0465	Sven Clement	Création d'entreprise	0554	Marc Goergen	Rougeole
0466	Martine Hansen	Peste porcine africaine	0559	Nancy Arendt épouse Kemp	Interventions chirurgicales assistées par robot
0467	Djuna Bernard, Roberto Traversini	Protection de la femme enceinte et allaitante exerçant un mandat politique	0560	Josée Lorsché	Don d'organes
0468	Laurent Mosar	Planetary Resources Luxembourg	0561	Nancy Arendt épouse Kemp	Statistiques de la Police grand-ducale
0469	Sven Clement	Conseils d'administration de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH	0564	Dan Biancalana	Subsides accordés aux clubs sportifs
0470	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden	Plastiques à usage unique	0565	Roy Reding	Accident vasculaire cérébral
0472	Léon Gloden	Stations d'épuration	0570	Sven Clement	Service d'aide médicale urgente (SAMU)
0474	Gilles Baum	Fête des brandons	0571	Jean-Marie Halsdorf	Laboratoire souterrain de géodynamique à Walferdange
0475	Diane Aدهم, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz	Récentes propositions de M. le Président du LSAP relatives à la politique fiscale, à la politique du logement, celle de l'énergie et de l'environnement	0572	Guy Arendt	Fumer en terrasse des restaurants
0477	Marc Angel	Coût des transferts de fonds des migrants	0575	Nancy Arendt épouse Kemp	Autorisation de la chasse pendant la nuit
			0576	Gusty Graas, Guy Arendt	Rupture de stock de médicaments
			0580	Josée Lorsché	Droit de vote
			0729 urgente	Marc Spautz	

Question 0297 (01.02.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **chiffres clés de l'Éducation nationale** :

Da der Herr Minister in seiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 118 vom 20. Dezember 2018 zum Thema „Bildungsbericht 2018“ auf einige Fragen nicht geantwortet hat, möchte ich folgende Fragen noch einmal an den Herrn Minister für Bildung stellen:

- Der Zusammenhang zwischen schulischem Erfolg und sozioökonomischem Status wird auch in diesem Bildungsbericht erneut bestätigt. Somit ist deutlich erkennbar, dass insbesondere der Norden (flächendeckend) sowie einzelne Regionen im Süden des Landes schlecht abschneiden.

Herr Minister, sind die Ursachen für die großen regionalen Unterschiede die gleichen im Süden wie im Norden?

- Sind aufgrund der neuen Orientierungsprozedur im „cycle 4.2“ allgemein weniger Schüler in das „régime préparatoire“ orientiert worden?

Réponse (22.03.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

ad 1. Wie bereits in meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 118 der Abgeordneten Martine Hansen erwähnt, zeigt der Bildungsbericht 2018, dass es in puncto schulischen Erfolgs einen kumulativen Effekt gibt in Bezug auf die sozioökonomische Herkunft der Schülerinnen und Schüler und einen etwaigen Migrationshintergrund. Dort, wo beide Faktoren spielen, gibt es wesentliche Abweichungen im Vergleich zum nationalen Durchschnitt. Dies gilt gleichermaßen für diejenigen Regionen des Südens und Nordens des Landes, in denen der Anteil jener Schülerinnen und Schüler, die beide Parameter vereinen, höher ist als auf nationaler Ebene.

Die regionalen Unterschiede sind demnach auch im Süden und im Norden auf die genannten Ursachen zurückzuführen.

Neben den bereits in meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 118 erwähnten Maßnahmen, um der Problematik der sozialen Selektivität des Luxemburger Schulsystems entgegenzuwirken, wird das „Observatoire de la qualité scolaire“ zeitnah diejenigen Prozesse, die eine soziale Selektion bewirken, noch detaillierter untersuchen und Verbesserungsvorschläge unterbreiten.

ad 2. Wurden Ende des Schuljahres 2015/2016 noch 15,8 % der Abgänger der Grundschule in das „régime préparatoire“ (gegenüber 47,7 % in das „ES général“) orientiert, so waren es am Ende des Schuljahres 2016/2017 15,0 % („régime préparatoire“) gegenüber 47,9 % („ES général“).

Ende des Schuljahres 2017/2018 wurden 4.828 der insgesamt 5.094 betroffenen Schülerinnen und Schüler (94,7 %) nach der neuen Orientierungsprozedur im vierten Zyklus der Grundschule in die Sekundarschule orientiert. Es wurden insgesamt 12,2 % in das „régime préparatoire“ gegenüber 48,6 % in das „ES général“ orientiert. Demnach wurden in der Tat weniger Schüler in das „régime préparatoire“ orientiert.

Question 0306 (04.02.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **congé collectif** :

Am Kader von enger Pressekonferenz iwwert d'Bauarbeiten an der Büchler-Bréck huet de Minister Bausch sech fir en Ophiewe zum „congé collectif“ am Summer ausgeschwat, schreift d'„Tageblatt“ de 16. Januar 2019.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Aarbechtsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéllt d'Regierung de Prinzip vun de Kollektivcongée a Fro stellen?
2. Wa jo, wéllt si eventuell legiferéieren?
3. Wéi gesäit d'Regierung des Interventioun vun engem Regierungsmitglied am Kontext vun der Verhandlungsautonomie vun de Sozialpartner?

Réponse (12.03.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

D'Regierung stellt de Prinzip vun de Kollektivcongée net a Fro, dohier besteet och am Moment kee Besoin, am Kader vun Kollektivcongée ze legiferéieren.

Entgéint den Assoe vum Här Deputéierten huet och kee Minister sech fir d'Ophiewe zum Congé collectif ausgeschwat.

Question 0372 (14.02.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **congé collectif** :

An der Chamberssétzung vum 12. Februar 2019 huet den Här Minister Bausch uegekënegt, d'Realisierung vun grouss Bauprojekte méi schnell virunzedriewen, andeems zum Beispill de Congé collectif am Konstruktionssektor geréckelt soll ginn. E puer Syndikater, dorënner den OGBL, wiere sech géint des Propos a schwätze vun engem Matraquage des salariés du bâtiment. D'Syndikater hunn de Congé collectif als wichteg sozial Errongenschaft duerch eng Convention collective ausgehandelt, well gewosst ass, dass d'Ufuerderungen un d'Aarbechter am Konstruktionssektor kierperlech immens ustregend sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Aarbecht an dem Här Minister fir Mobilitéit des Froe stellen:

- Gesäit den Här Minister Bausch vir, de Congé collectif fir 2019 a bestëmmte Fäll ze verschiben? Falls jo, wéi eng konkret Pläng ginn et hei?

- Wéllt den Här Minister Bausch de Congé collectif och fir déi folgend Joren emgestalten? Falls jo, wéi gesäit en d'est vir? Falls neen, wat rechtfäerdigt d'Emgestaltung fir d'est Joer?

- Wäert den Här Minister Kersch Gebrauch maache vum Dispositif vum Artikel L-164-8 vum Aarbechtsgesetz an eng Demande fir eng Déclaration d'obligation générale vum Congé collectif am Konstruktionssektor fir 2019 an engem Règlement grand-ducal festhalen? Falls neen, ënner wéi enger Form wéllt den Här Aarbechtsminister soss nach Afloss op déi fräi Gestaltung vum Congé collectif huelen?

- Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Realisierung vun grouss Bauprojekten ee staatlecht Agräifen an d'fräi Gestaltung vun de Kollektivvertrag rechtfäerdigt?

- Ass den Här Minister Bausch der Meenung, dass d'Aarbechter am Konstruktionssektor hir Aarbecht sollen an alle Meteoskonditione verrichten, zum Beispill och bei héijer Temperaturen am Summer ëm 40 Grad Celsius oder bei Minustemperaturen am Winter mat Schnéi an Äis?

Réponse commune (23.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Fir d'Éischt emol ass ze bemierken, dass d'Antworten op bal all dem honorablen Deputéierte seng Froen an de betraffene Gesetzter nozeliese sinn, also kann den honorablen Deputéierten dat iwwert de Portal vun der Chamber ouni Problem maachen.

D'Modalitéit vum Kollektivcongée sinn an der Annex V vum Aarbechtskollektivvertrag fir de Bau geregelt, dee vun de Sozialpartner ausgehandelt gouf. D'Kollektivvertragsverhandlungen ënnerleien der Tarifautonomie an de Stat därer op d'Verhandlungen tëschent de Gewerkschaften an den Arbeitgeberverbänn keen Afloss huelen. All Kollektivvertrag kann aver vum Aarbechtsminister laut Artikel L.164-8 vum Code du travail als obligatoresch erkläert ginn:

« Toute convention collective ainsi que tout accord collectif conformes aux dispositions du présent titre peuvent être déclarés d'obligation générale pour l'ensemble des employeurs et des salariés de la profession, de l'activité, de la branche ou du secteur économique concernés. La déclaration d'obligation générale détermine avec précision son champ d'application. »

Et läit och net an der Hand vun Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, fir an d'Gestaltung vum Kollektivcongée anzegräifen. Deemo kann de Minister zwar duerch d'Wonsch äusseren, de Kollektivcongée ze verschiben, fir kënnen an engem Bauprojet weiderkommen, d'Demande fir eng Derogatioun vum Kollektivcongée stellt aver den Entrepreneur selwer, ënner der Voraussetzung, dass de Personalaussschoss respektiv déi betraffenen Aarbechter hiren Accord ginn. Dës Demande gëtt also vum Entrepreneur un d'Inspection du travail et des mines (ITM) gestallt an enger Ad-hoc-Kommissioun analyséiert, déi sech aus zwee Representanté vun de betraffene Gewerkschaften, zwee Representanté vum Patronat an engem Representant vun der ITM zesummesetzt. Dës Kommissioun ass als eenzeg kompetent, fir enger Derogatioun zouestëmme.

D'Méiglechkeet, e Chantier virun allem während dem Kollektivcongée am Summer kënnen

durchzeféieren, ass wichteg, well et engersäits erlaabt, d'Chantieren an duerchschnëttlech gudder Wiederbedéngungen duerchzeféieren, wat sech positiv op d'Delaien an d'Qualitéit vun der Aarbecht auswirkt. Anerersäits sinn an deser Zäit och am mannste Gefierer um Stroosereeseau ënnerwee, soudatt den Impakt op de Verkéier verhältnesmäisseg kleng ass. Ofgesi vun den Aarbechten um Stroosereeseau sinn esou Derogatiounen zum Summer- a Winterkollektivcongée fir Aarbechten a Schoulgebaier souwiso virgesinn¹, well et da méiglech ass, an de Schoulvakanz ze schaffen, wa keng Schüler am Gebai sinn. Et ass an deemem Kontext och unzemerken, dass d'Ennerbrieche vun den Aarbechte fir d'Kollektivcongée ëmmer mat engem Eroffueren an nees Ophuele vun den Aarbechte verbonnen ass an esou den Impakt op d'Delaien nach méi grouss ka sinn.

Bei schlechte Wiederbedéngungen, déi dozou féieren, dass net ka geschaff ginn, ginn d'Aarbechte fir d'Dauer vun den Intemperien am Sënn vum Code du travail agestallt. Well d'est awer haaptsächlech am Winter oft virkënt, ginn d'Modalitéiten dozou a virun allem den Impakt op d'Delaien an der Regel am Cahier des charges vum Projet festgehalten.

Question 0380 (15.02.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant « **LetzShop** » :

Am Kader vum Pakt PRO Commerce huet de Wirtschaftsministère am September 2018 als Partner am Groupement d'intérêt économique Luxembourg (GIE), zu deem och 16 Gemenge gehéieren, d'Onlineplattform „LetzShop“ an d'Liewe geruff. No der deemoleger Statssekretärin vum Wirtschaftsministère, sollt mat der Mesure den nationalen Einzelhandel geförderd ginn, andeems Händler bei der digitaler Transition ënnerstëtzt ginn. Mat enger Kotsatioun vu 500 € pro Joer kann all Geschäftsfra/-mann Gebrauch vu „LetzShop“ maachen a seng Produiten ouni d'Bezuele vu weidere Kommissiounen online ubidden. No den Informatiounen vu „LetzShop“ sinn aktuell 188 Händler ageschriwwen, wat Recetté vu ronn 94.000 € entsprécht. Deem géigeniwwer steet - den Informatiounen vu Paperjam vum 30. Mee 2018 no - een Investment vun 1.000.000 € souwéi weider 550.000 € pro Joer fir Betribskäschen, déi vun de Membere vum GIE Luxembourg gedroe ginn - a soumat eben och vum Stat a vun de Gemengen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mëttelstand an dem Här Minister fir Wirtschaft des Froe stellen:

- Kann den Här Minister d'Zuele vu Paperjam bestätegen? Wéi eng Betribs- a Finanzierungs-käsche goufen et säit der Grënnung vun „LetzShop“ a wéi héich waren des Käschen?

- Wéi eng Recetten huet „LetzShop“ säit senger Grënnung Opweises? Wéi héich waren des Recetten? Wéi vill vun dese Recetté goufe vu „LetzShop“ selwer generéiert?

- Opgelëscht no Partner vum GIE Luxembourg, wéi vill Sue sinn a Form vu Contributiounen, Investitiounen a Subventiounen an d'Plattform „LetzShop“ investéiert ginn?

- Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Plattform nom aktuelle Finanzierungsmodell duerch effentlech Bähëlfelefen eng deloyal Konkurrenz fir aner Betriber, déi Onlineplattformen an Internetsäite gestalten, duerstellt? Falls jo, wéi ass d'Finanzierung vun der Plattform konform mat den Artikelen 107 bis 109 vum Traité vun der Europäescher Unioun? Falls neen, wéi motivéiert de Minister seng Iwwerzeugung, dass et sech hei net ëm eng Form vun deloyal Konkurrenz duerch staatlech Bähëlfele handelt?

Réponse (15.03.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Als éischt schéngt et mer sënnvoll fir d'Terminologie ze präziséieren, besonnesch well een tëschent dem GIE „Luxembourg for Shopping“ an der Marketplace „LetzShop“ muss differenzéieren:

- GIE „Luxembourg for Shopping“: Am GIE sinn aktuell d'Chambre de Commerce, d'clc, de Lëtzeburger Stat (via de Wirtschaftsministère), d'Stad Lëtzebuerg a 15 aner Lëtzeburger Gemenge vertrueden. De GIE ass ënner anere verantwortlech fir d'Begleedung vun de Clienten;

¹ Annexe V du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 portant déclaration d'obligation générale de l'avenant XV à la convention collective de travail pour le bâtiment ayant trait aux congés collectifs d'été et d'hiver conclu entre le Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics et la Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part.

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

- „LetzShop“: „LetzShop.lu“ ass d'Marketplace, op där de Lëtzeburger Handel sech ka beedelegen.

Fir d'Noutwennegeet vum Projet „LetzShop“ ze illustrieren, virop e puer Zuelen, déi d'Entwécklung vum Onlinehandel hei am Land an deene leschte Joren illustrieren:

- den E-Commerce ass am Joer 1995 lancéiert ginn an huet zanterhier ëmmer méi u Bedeutung gewonnen;

- eleng am Joer 2017 hunn 80 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, Produkter online kauft. Lëtzebuerg läit domat am Spëtzelopelon vun der Europäescher Unioun (Quell: Eurostat);

- d'Zuel vun de Päck, déi am Land ausgeliwert ginn, ass am Joer 2017 op 6.670.000 geklommen (Quell: ILR).

All des Elementer loossen dorop schléissen, dass d'Bedeutung vum Onlineverkauf an Zukunft nach weider wäert wuessen. Mä trotz deser fenomenaler Entwécklung vum E-Commerce iwwert déi lescht 24 Joer, muss een awer leider och feststellen, dass de Lëtzeburger Handel an deser Entwécklung hannendran ass:

- Just 7 % vun de Lëtzeburger Betriber bidden een Onlineverkauf un (Quell: Thierry Geerts, Country Manager bei Google);

- Wann een zu Lëtzebuerg am Internet no Produkter sicht, da lant een nëmmen an 13 % vun de Fäll op enger Lëtzeburger Internetsäit. De Referenzement vu deene Betriber, déi online verkafen, ass also och gréisstendeels net gutt.

Am Onlinegeschäft besteet deemno eng grouss Differenz tëschent der Nofro vun de Clienten an der Offer vun eise Betriber. „LetzShop.lu“ ass eng Onlineplattform, déi et dem lokalen Handel erméiglecht, op enger gemeinsamer Plattform eng virtuell Visibilitéit ze hunn, déi hinne soss an där Form net méiglech wier. Iwwregens sinn och eng ganz Rei Stied an Däitschland op dee Wee gaangen, fir dem lokalen Handel iwwer esou eng gemeinsam Onlineplattform eng Méiglechkeet ze ginn, sech am Internet ze positionéieren.

De Projet „LetzShop“ ass also fir d'Entwécklung vun der Lëtzeburger Wirtschaft am Allgemengen a vum Lëtzeburger Einzelhandel am Besonnesche vu grousser Wichtigkeet, souwuel fir d'Betriber um Wee vun der Digitalisatioun ze begleeden, wéi och fir d'Stadkäre vun eise Gemengen nees ze revitaliséieren.

De Projet huet als Haaptzil, de Betriber eng einfach a schnell Méiglechkeet ze bidden, fir hir Produkter op enger nationaler Marketplace unzebidden. Dat Ganzt an engem gesécherten a vertrauenswierdegen Ëmfeld, fir Client a Betriber. Weider Objektiv vum deemem Projet sinn:

- d'Bewosstsinn vum Einzelhandel op d'Wichtigkeet an den Impakt vum E-Commerce op de Businessmodell vum klassischen Retail Commerce ze stäerken;

- de Lëtzeburger Einzelhandel um Wee vun der Digitalisatioun an der Diversifikatioun vun den Distributiounskanal an dem Marketing ze ënnerstëtzen;

- de Commerçanté bei der Formatioun a Saachen E-Commerce ze hëlfele (Integratioun vun neie Prozesser, Beschriewung vun de Produkter, SEO, Logistik, Relatioun mam Client, Legislatioun asw.);

- d'Diversitéit vum Lëtzeburger Handel mat senger breeder Gamm u Produkter ze promouvéieren;

- déi grouss Unzuel vu Clienten, déi online akafen, dovun ze iwwerzeegen, fir de lokalen Handel ze ënnerstëtzen (ënner anere via de RO-PO-Effekt - Research Online Purchase Offline);

- d'Resultater bei enger Onlinesichmaschinn op de Lëtzeburger Handel ze dirigéieren.

D'Entwécklungskäsche vu direr Market „LetzShop.lu“ belafe sech op 1.012.000 €. Dës Investment gouf zu 100 % vum Lëtzeburger



ger Stat gedroen an ass iwwer eng effentlech Ausschreiwung gelaf.

All Verkaf op „LetzShop.lu“ geet direkt un den Händler, deen d'Produkt ubitt. D'Recettë vum Verkaf ginn dem Händler deemno och direkt attribuëiert. D'Marketplace „LetzShop.lu“ mécht selwer kee Verkaf a generéiert dofir och keng Recetten, mat Ausnam vun der järelecher Kotisatioun vu 500 € HTVA, déi all Betrib un de GIE iwwerweise muss.

De GIE „Luxembourg for Shopping“ huet aktuell e Budget an Héicht vu 669.000 €. Dee setzt sech aus folgende Contributiounen zesummen:

Wirtschaftsministère:	200.000 €
Stad Lëtzebuerg:	150.000 €
Bedelegung vun de Betriber:	113.000 €
Gemengen (1€/Awunner):	136.000 €
Chambre de Commerce:	70.000 €
Total:	669.000 €

D'Integralitéit vun de Recettë vum GIE gëtt systematesch reinvestéiert, sief et an d'operationnell Bedreiwen an d>Weiderentwécklung vun der Marketplace, d'Salairë vun de Mataarbechter vum GIE, de Loyer fir d'Bürosraimleechkeeten oder och nach an de Marketing.

Am Ament sinn et hei am Land 16 Gemengen, déi sech am GIE bedeelegen. Si hunn en Handlungsbedarf festgestallt, well den Einzelhandel ee Kärelement fir d'Beliewung an de Gemengen ass. Och kënn et net vun ongefëier, dass sech de Secteur selwer, via d'Chambre de Commerce an d'clc, am GIE „Luxembourg for Shopping“ engagéiert hunn.

Erlaabt mir och nach drop hinzeweisen, dass d'Equipe vum GIE d'Digitaliséierung vum lokalen Handel aktiv ënnerstëtzt. Zum Beispill an direkter Zesummenaarbecht mam „House of Entrepreneurship“ kréien d'Betriber Informatiounen a Formatiounen iwwer den Ausbau vun engem eegenen E-Commerce-Shop, nëtzlech Tipps iwwer d'Vermarktung vun hirer Online-Offer asw.

Ausserdem gëtt op der Säit „academy.letzshop.lu“ ee Repertoire vu sämtleche Webagencen ugebueden. Dëse Repertoire ass fir déi Betriber geduecht, déi niert hirer Bedeelegung bei „LetzShop.lu“ och eegen, op hir Bedierfnisser ugepassten E-Commerce-Websäit entwéckele wëllen.

Schliisslech bitt d'Equipe vum GIE och all Webagence eng individuell Ennerstëtzung un, fir den Austausch vun Donnéeën tëschent enger E-Commerce-Websäit vun engem Betrib an der Marketplace „LetzShop“ ze automatiséieren. Esou stinn zum Beispill d'Informatiounen zu der API-Schnittstell fir all Webagence fräi zur Verfügung, fir eng Zesummenaarbecht esou einfach a schnell wéi méiglech ze erméiglechen. Dëst ass och op der Säit „academy-LetzShop.lu“ souwéi op der Kontaktsäit vu „LetzShop“ entsprechend dokumentéiert. Dës Offer gouf och schonns vu verschiddene lokalen Agencen an Usproch geholl.

Question 0384 (18.02.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **zones de protection de l'eau autour du lac de la Haute-Sûre** :

An der Äntwert op d'Fro N° 0029 vum 14. November 2018 huet d'Regierung d'Resultater aus enger Etüd vun der Universitéit Louvain publizéiert, déi d'Fléissweeër vum Waasser am gesamte belschen a Lëtzebuerg Anzuchsgebitt vum Stauséi analyséiert huet.

An dësem Kontext wëlle mir der Madamm Minister fir Ëmwelt an dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

- Ennerscheede sech d'Resultater vun dëser Etüd vun de wëssenschaftlech-techneschen Etüde souwuel am Beräich vun der Waasserqualität wéi vun der Hydrologie, déi bei de Preparative fir d'Schutzzonenausweisung gemaach gi sinn?

- Ginn d'Resultater vun dëser Etüd nach analyséiert, ier den Text vum Projet de règlement grand-ducal fir d'Fixéiere vun de Schutzzone ronderëm de Séi vun der Uewersauer am Regierungsrat finaliséiert gëtt?

Réponse commune (29.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

- Bei der Etüd vun der Universitéit Louvain handelt et sech ëm eng Modelléierung mat engem international unerkannte Modell - Modell SWAT (Soil and Water Assessment Tool) -, mat deem déi verschidde Fléissweeër vum Waasser gekuckt gi sinn an unhand vun enger Waasserbilanz quantifizéiert goufen. Dobäi goufen esou präzis wéi méiglech Daten a puncto Buedemeigenschaften, Topografie, Landnutzung op belscher a Lëtzebuerg Säit vum Anzuchsgebitt a kontinuéierlech gemoosse Pegelstänn vun allen Zouflëss afléisse gelooss. Aus enger Virstudie aus de Joren 2015-2017 mat anere Modeller goug näämlech ervir, dass et am realisteschste wär, an enger eischter Phas d'Fléissweeër ze identifizéieren an ze quantifizéieren, ier den Aspekt vun der Qualitéit vum Waasser dropgesat ka ginn, wëll een domadder successiv de Waasservolumen an duerno de Flux vu geléisten oder partikulären Nährstoffen oder Schuedstoffer ka kalibréieren.

D'Waasserqualität ass bis dato an der Etüd vun der Universitéit vu Louvain net gekuckt ginn, deemno kënnen déi zwou Etüden op deem Niveau net direkt matenee verglach ginn. D'Auteurs vun der SWAT-Etüd weisen an hire Konklusiounen dorops hin, dass, wat hir Modelléierung ubelaangt, nach verschidde Saachen derwäert wieren, iwwerpréift ze ginn an och, dass an hiren Aen d'Modelléierung nach Verbesserungspotenzial hätt. Besonnesch verschidde Parametere sinn dobäi viséiert. An och d'Kalibréierung vum Modell gëtt als net ofgeschloss, well fir d'Kalibréierung vum Modell net genuch Joren un Debitsmoossunge fir de groussen Deel vun den an der Etüd betruachte Pegelstatiounen virlouchen.

D'Plus-value vun der SWAT-Modelléierung ass déi, dass se quantifizéiert, wat an internationale wëssenschaftlechen Etüden, déi am Virfeld iwwer 15 Joer op Lëtzebuerg Territoire gelaf sinn (CAOS-Project), scho beschriwwen gouf, näämlech, dass déi stengeg Eisleker Biedem zu den héich duerchlassege gehéieren, bei deenen déi grouss Majoritéit vum Reen net iwwerflächlech ofleeft, mä duerch de Buedem versickert an zäitversat an de Wisegrënn erausdréckt an an d'Baache leeft.

All Modell ass natierlech nëmmen eng schematesch Duerstellung vun der Realitéit a kann ëmmer verbessert ginn, esou zum Beispill de besere Parametrage an de Wisegrënn, d'Verlängerung vun der Observationsdauer iwwer d'Joren 2015-2017 eraus an esou weider. Et kann een ergänzen, dass d'Validatioun vum Modell op dem Anzuchsgebitt Bungeref, deen 72,4 % vum Anzuchsgebitt duerstellt, op enger Zäitree vun 2012 bis 2017 erfollegräich funktionéiert huet.

Besonnesch wat d'Waasserqualität ugeet, op déi d'Etüd jo net weider ageet, ginn et aus den aneren Etüde vill Miesswäerter, déi och vum SEBES interpretéiert an notament am Joresrapport vun der LAKU presentéiert goufen, déi mat den dach ganz generaliséierten Aussoe vun der Etüd net an Aklang ze bréngen sinn.

- D'Resultater vun dëser Etüd si vun der Waasserverwaltung analyséiert ginn. Wéi erwäant, ass déi Modelléierung nach net als definitiv ofgeschloss ze betruechten.

Question 0389 (20.02.2019) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant l'**offre et les conditions de prise en charge de traitements thérapeutiques pour personnes atteintes de maladies psychiques** :

Une émission, diffusée le 10 février 2019 à la radio publique luxembourgeoise, a mis en avant des considérations alertantes quant à l'offre et aux conditions de prise en charge de traitements thérapeutiques de personnes atteintes de maladies psychiques au Luxembourg.

En effet, même trois ans après l'adoption de la loi sur les psychothérapeutes, ayant pour objectif de donner un cadre légal à la psychothérapie et d'instaurer le remboursement des actes thérapeutiques par la CNS, la tarification de ces actes et leur remboursement n'ont toujours pas été mis en place.

Le nombre de psychothérapeutes approuvés par le collège médical a très fortement augmenté depuis la mise en vigueur de la loi susmentionnée. Il est passé de 61 en 2015 à 419 actuellement.

De même, parmi la population la part de personnes concernées par des troubles mentaux à tendance chronique n'est pas négligeable. Selon la Ligue luxembourgeoise de la santé mentale, plus de 5.000 personnes au Luxembourg sont atteintes de schizophrénie et qu'au moins 19 % de la population sont enclins à la dépression. Face à des besoins psychothérapeutiques croissants, les professionnels de la santé, invités

à l'émission susmentionnée, ont dénoncé un manque d'offres et d'infrastructures de traitements, destinés à accompagner et encadrer les personnes malades tout au long de leur vie tout en leur permettant de mener une vie autonome. De manière générale, les traitements de patients atteints d'une psychose seraient, toujours selon ces mêmes interlocuteurs, trop fortement focalisés sur l'internement hospitalier, ne permettant pas de suivi de la personne et coûtant sensiblement plus cher à la CNS. Enfin, il existerait au Luxembourg un grand besoin de rattrapage en matière de prévention de maladies psychiques et mentales.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre de la Santé peut-il m'indiquer la totalité de l'offre publique et conventionnée de la prise en charge de personnes atteintes de maladies psychiques au Luxembourg, en précisant le nombre d'infrastructures hospitalières et extrahospitalières ?

2) Monsieur le Ministre de la Santé estime-t-il que cette offre générale soit suffisante ?

3) Monsieur le Ministre de la Santé peut-il me dire quelles sont actuellement les démarches prévues en matière de prévention de maladies psychiques et prévoit-il d'élargir l'offre de dispositifs dédiée à la prévention des maladies psychiques ?

4) Monsieur le Ministre de la Santé peut-il me communiquer le nombre actuel de personnes ayant recours à une offre extrahospitalière de traitement continu des maladies psychiques ?

5) Monsieur le Ministre de la Santé a-t-il connaissance d'une liste d'attente pour certaines offres de prise en charge extrahospitalières dont par exemple l'accompagnement thérapeutique en logement individuel ou le suivi à domicile sans limite de temps ? Dans l'affirmative, quels sont les délais d'attente et le nombre de personnes inscrites sur cette liste ?

6) Messieurs les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale peuvent-ils m'indiquer le nombre d'admissions psychiatriques urgentes et non volontaires (« placement en observation ») dans les services de psychiatrie des hôpitaux régionaux ? Dans l'affirmative, peuvent-ils estimer le nombre d'admissions concernant des malades chroniques ?

7) Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il m'informer des avancées concernant l'établissement de la nomenclature des actes thérapeutiques et de la date probable de mise en vigueur des remboursements des actes psychothérapeutiques ?

8) Étant donné qu'un traitement médical continu est indispensable à certaines personnes atteintes de maladies psychiques, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un remboursement intégral de ces médicaments, comme par exemple l'injection dépôt, serait juste et pertinent ?

Réponse commune (26.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Selon l'OCDE, le Luxembourg est doté de 451 lits hospitaliers pour des soins psychiatriques. Selon la carte sanitaire de 2017, qui inclut également les lits hospitaliers dédiés à l'addictologie, 467 lits hospitaliers dédiés à la psychiatrie et à l'addictologie se répartissent sur les établissements hospitaliers du pays comme suit :

Structures hospitalières pour la prise en charge des personnes atteintes de maladies psychiques :

Tableau 1 : Services de soins aigus (selon les dénominations de service de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Tableau 2 : Services de soins de moyen ou long séjour :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Services conventionnés avec le Ministère de la Santé (2018) proposant des consultations à des personnes présentant un trouble psychiatrique (1) ou problème psychique (2, 3, 4, 5, 6) :

1) Service médico-thérapeutique d'évaluation et de coordination est un service national qui assure sur le plan médical et rééducatif une approche globale et continue de la personne en situation d'handicap avec son service pédiopsychiatrique :

Dans le cadre d'une convention entre le Ministère de la Santé et le CHL, le CHL fait fonctionner un service de pédiopsychiatrie qui s'adresse aux mineurs présentant des troubles psychiatriques, à leurs familles ainsi qu'aux personnes qui les encadrent.

Les prestations suivantes ont été offertes par ce service en 2018 :

- en collaboration avec l'équipe de rééducation précoce « Hëllef fir de Puppelchen » ASBL : 94 consultations pour avis pédiopsychiatriques et concertations d'équipes, 107 observations cliniques pédiopsychiatriques lors de consultations familiales ;

- en collaboration avec les équipes du secteur de l'ancienne Éducation différenciée, actuellement centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ;

232 avis pédiopsychiatriques, 82 observations cliniques pédiopsychiatriques d'enfants/d'adolescents présentant des problèmes psychiques/psychiatriques, 111 consultations pédiopsychiatriques ;

- en collaboration avec l'équipe de la Fondation « Kannerschlass » : 75 interventions (consultations, observations cliniques familiales) pédiopsychiatriques.

2) ALUPSE ASBL - association de pédiatrie sociale avec ses trois services multidisciplinaires (service médical, le service ALUPSE-Dialogue et le service ALUPSE-Bébé, a pour objet la promotion de la bientraitance et la prévention de la maltraitance infantile, son diagnostic et son traitement.

Service médical : 169 patients avec consultations également dans les quatre maternités du Grand-Duché ;

ALUPSE-Bébé : 111 familles prises en charge ;

ALUSPE-Dialogue : 221 familles prises en charge.

3) Service médical scolaire (SMS) :

Sur 5.538 enfants, les problèmes de santé psychiques sont avec 22 % le deuxième groupe le plus représentatif des groupes de problèmes les plus importants rencontrés lors de la prise en charge des enfants et de leurs familles et ceci après les problèmes d'ordre sociaux et socio-scolaires (44,2 %).

4) Planning familial :

Le pôle psycho-social du planning familial a répondu à 5.449 demandes/contacts.

5) Fondation Cancer :

En 2018, il y a eu 1.262 consultations psychologiques pour 298 demandeurs différents.

6) ALAN - Maladies rares :

Le service consultations a couvert 321 demandes avec 178 nouveaux patients pour 2018, avec 135 consultations psychosociales, 307 consultations psychologiques.

Psychiatrie extrahospitalière conventionnée :

1) « D'LIGUE » (Luxembourgeoise d'hygiène mentale) :

La LIGUE offre des prestations et des activités dans le cadre d'un service de consultation et de traitement sociothérapeutique (1.260 patients différents ; + 22 % par rapport à 2017), des services de jour (158 patients), d'un centre de rencontre (154 personnes actives durant 2018), d'un service logement (service de logement individuel et service logement communautaire : capacité d'accueil 116 places en 2018) pour personnes souffrant de problèmes psychiatriques. La LIGUE (avec son service d'information et de prévention) s'investit également dans le domaine de l'information et de la prévention.

2) Réseau Psy - « Psychesch Hëllef Dobaussen » ASBL :

Réseau Psy offre des aides médico-psycho-sociales aux personnes qui ont un trouble psychiatrique.

Centre de consultations à l'est du pays (à Grevenmacher) (157 personnes), 360 consultations à domicile ou à l'hôpital, 153 démarches psychosociales, 23 personnes encadrées dans le centre de rencontre.

Centre de consultations dans le sud du pays (Esch-sur-Alzette), 456 personnes encadrées lors de 44.382 consultations, 714 consultations à domicile ou à l'hôpital, 584 consultations psychosociales, 521 consultations improvisées (en urgence), 21 interventions de crise.

Le service parentalité « Centre KanEl » a réalisé 665 consultations, 168 réunions de concerta-

tion autour de situations cliniques avec les professionnels du réseau.

Le service logement (55 places) a encadré en 2018, 78 personnes de manière régulière et 34 personnes de manière irrégulière).

Le centre de jour « Villa Reebou » a encadré 96 personnes (6.280 inscriptions sur 2018).

Le centre de rencontre « KasparHaus » a compté 140 personnes avec 7.206 fréquentations.

3) « Liewen Dobaussen » ASBL :

Centre de consultations : 314 personnes différentes, avec 4.146 consultations.

Centres de rencontre (Ettelbruck et Wiltz) : 193 personnes différentes.

Centre de jour : 179 clients différents, 7.808 consultations sociothérapeutiques.

4) ATP ASBL - Association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques :

Les quatre ateliers de l'ATP ASBL proposent 185 places sur quatre sites d'encadrement thérapeutique au travail.

En 2018, le « Kielener Atelier » a encadré 53 personnes, le « Schierener Atelier » 42,75 personnes, le « Haff Ditgesbaach » 51,75 personnes, le « Eilenger KonschtWierk » 37,75 personnes en moyenne (avec un total : 185,94 personnes).

5) « Mathëllef » ASBL - « Mutterter Haff » :

Le « Mutterter Haff » propose 50 places d'encadrement thérapeutique. Pour 2018, 67 personnes ont été admises au « Mutterter Haff » et 20 collaborateurs l'ont quitté.

6) Atelier thérapeutique Ehlerange (ATE) (Caritas accueil et solidarité) :

L'ATE propose 35 places et a accueilli en 2018, 51 participants.

ad 2) Au cours des dix dernières années, la population résidente du Luxembourg a augmenté de 20 %. Les offres diagnostiques et thérapeutiques, surtout dans le secteur de la psychiatrie extrahospitalière, n'ont pas suivi le rythme. La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière a pris en compte l'évolution de la nécessité de lits supplémentaires d'hospitalisation psychiatrique ; les autorisations de service ministérielles, émises en février 2019, reflètent cette évolution, ainsi que l'indiquent les tableaux 1 et 2 repris à la réponse à la première question.

ad 3) Dans le secteur de la psychiatrie extrahospitalière, il est prévu en 2019 de mettre en place une offre spécifique avec douze places d'encadrement logement individuel ou communautaire pour migrants ou demandeurs de protection internationale (huit places au sein de la LIGUE et quatre places au sein de « Liewen Dobaussen »). Un atelier supplémentaire pour les ATP avec 50 places d'encadrement thérapeutique est prévu dans la commune de Wiltz, augmentant l'offre de 235 à 285 places. Un atelier thérapeutique pour l'encadrement de dix à 15 patients placés suivant l'article 71 du Code pénal est également prévu et ceci en collaboration entre ATP ASBL et le CHNP.

L'évaluation du PNPSL 2015-2019 est prévue afin que les conclusions puissent guider les services du Ministère de la Santé dans l'élaboration d'un second PNPSL. Au cours de l'année 2019, il est également prévu de démarrer l'élaboration d'un plan national santé mentale, englobant une grande partie portée sur la prévention.

ad 4) Les chiffres demandés par l'honorable Député sont repris dans la réponse à la première question.

ad 5) Les trois associations conventionnées proposant un encadrement psychiatrique extrahospitalier, avec le Service psychiatrique à domicile (SPAD) du CHNP, recensent début 2019 une centaine de patients présentant une indication nécessitant un accompagnement psychiatrique en logement individuel ou à domicile. Les délais d'attente sont longs vu que les patients encadrés sont des patients chroniques présentant des graves troubles psychiatriques nécessitant souvent des prises en charge à vie.

ad 6) Dans le cadre des travaux de la commission de surveillance instituée en application de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, un recensement des hospitalisations sans consentement a été demandé à chaque établissement hospitalier.

Cependant, les hospitalisations en lien avec les pathologies chroniques, comme l'exacerbation ou la décompensation aigue d'une pathologie chronique, ne sont pas enregistrées à visée statistique et leur nombre n'est dès lors pas connu.

Il y a lieu de signaler que le recensement formel d'hospitalisations sans consentement relève du Ministère de la Justice.

En 2017, le CHL a accueilli 166 patients en observation sur base de la loi du 10 décembre 2009 précitée.

10 % de ceux-ci ont bénéficié d'un placement au-delà de 30 jours et ont été transférés au CHNP.

ad 7) Avant que les assurés puissent bénéficier d'un remboursement par l'assurance maladie-maternité en matière d'actes thérapeutiques, il faut qu'une convention entre le groupement représentatif des psychothérapeutes « Fapsylux » et la Caisse nationale de santé (CNS) soit conclue et qu'une nomenclature des actes et services des psychothérapeutes soit établie.

Suite à l'échec des négociations conventionnelles entre la Fapsylux et la CNS, la procédure de médiation avait été entamée le 1^{er} octobre 2018. Cependant, la procédure de médiation n'a également pas permis de trouver un accord de sorte que les dispositions obligatoires de la convention doivent être fixées par voie de règlement grand-ducal en application de l'article 70, paragraphe 2 du Code de la sécurité sociale. Les travaux y relatifs sont actuellement en cours.

Aussi longtemps qu'il n'existe pas une convention avec la CNS, l'établissement de la nomenclature ne peut être entamée. Un remboursement des prestations des psychothérapeutes n'est donc pas encore possible.

ad 8) Le remboursement intégral des médicaments neuroleptiques chez les personnes présentant une psychose avérée est utile et nécessaire et correspond par conséquent aux critères de l'article 23, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale qui prévoit que :

« Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. »

Néanmoins, la prise en charge de ces médicaments peut seulement être considérée dès l'établissement de la convention et de la nomenclature des actes et services des psychothérapeutes pris en charge par l'assurance maladie-maternité.

Question 0398 (21.02.2019) de M. Marc Lies (CSV) concernant les avertissements taxés :

Vill Gemengen hei am Land stellen iwwer hire Service vun den Agents municipaux opgrond vum Falschparken „avertissements taxés“ aus. An der Regel ass et esou, datt d'Gemenge vun der Police déi sougenannten „papillons“, fir d'„avertissements taxés“ ausstellen, zoukomme gelooss kritt hunn, well dës „avertissements taxés“ och am Numm vun der Police ausgestellt ginn a well d'Recetté vun dësen „avertissements taxés“ och an d'Statskeess ginn. Eenzeg Ausnam ass hei den „avertissement taxé“, deen an enger Zon „parking payant“ ausgestellt gëtt.

Et si vill Gemengen op den digitale Wee gaangen, woubäi den „papillon“ als solchen entfällt, well den Ticket iwwer déi nei Apparater ausgestellt gëtt. Nieft der moderner Apparatur, déi à charge vun de Gemengen ass, mussen d'Gemengen och nach déi integral Materialkäschte bezuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Finanzminister riichten :

- Kéint d'Regierung sech virstellen, datt een Deel vun dëse Materialkäschte vum Stat iwwerholl gëtt?

- Wei vill „avertissements taxés“ ginn am ganze Land iwwer d'Gemengeservicer vun den Agents municipaux ausgestellt?

- Wat sinn hei d'Gesamtrecetten a welche Betrag gëtt dovun un d'Gemengen ausbezuelte?

- Kéint d'Regierung sech virstellen, datt d'Gemengen zu engem gewissen Deel un de Gesamtrecetten, beim Ausstelle vun „avertissements taxés“ iwwer d'Gemengeservicer, kéinte bedeelegt ginn?

Réponse commune (04.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances :

ad 1. D'Gemenge kréien eng Dotatioun vum Stat, déi tëscht 2012 an 2018 ëm iwwer 200 Milliounen eropgaangen ass. Fir d'Joer 2018 louch de Betrag vun dëser Dotatioun iwwer enger Milliard Euro.

ad 2. Am Joer 2018 gouf folgend „avertissements taxés“ am ganze Land iwwer d'Gemengeservicer ausgestellt:

Taux	Nombre
12	4.714
24	339.477
49	63.390
74	5.532
145	3.063
Total	416.176

ad 3. + 4. De Betrag vun de Gesamtrecetté fir d'Joer 2018 louch bei 6.109.212 Euro. Vun dëser Zomm gi 75 % tëscht de concernéierte Gemengen au prorata opgedeelt an ausbezuelte. Fir d'Joer 2018 war dat e Montant vu 4.581.909 Euro.

Question 0408 (25.02.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la « No-Dig-Technology » :

E Chantier vun der Gemeng Stad Lëtzebuerg ronderëm d'Escher Plaz huet rezent, notamment an der Press, fir Diskussiounen gesuergt. De Fait, datt ëmmer erëm Stroossen opgerappt ginn an doduerch Verkéiersproblemer entstinn, ríft nei Iddien op de Plang. Déi sougenannten « No-Dig-Technology », dat heescht d'horizontaltaalt Bueren, erméiglecht et, ënnerdesch Leitungen ze verleeën, ouni d'Strooss opzerappen. Bei eisen däitschen Noperen huet sech erausgestallt, datt dës Technologie sech duerchaus bewäert, well se erlaabt, d'Chantiere méi effikass a mat mander Repercussionen op den Trafic ze geréieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltteg Entwécklung, dem Här Minister fir Mobilitéit, dem Här Minister fir Landesplanung an der Madamm Ministesch fir den Interieur dës Froe stellen:

- Dir Dammen an Häre Ministeren, kënt Dir confirméieren, datt, trotz fënnef Joer Planifikatioun vum Chantier, keng aner Solutioun fonnt gouf wéi d'klassescht Oprappe vun der Strooss? Goufen am Virfeld vum Chantier alternativ technologesch Solutiounen gepréift? Wa jo, wéi eng Moyene si konkret a Betrecht gezu ginn?

- Här Minister fir Mobilitéit, wat wëllt Dir an Zukunft ënnerhuelen, fir dem Problem vum Trafic bei esou Chantieren entgéint ze wierken? Kéint d'horizontaltaalt Bueren, an Ären Aen, e gréissere Verkéierschaos vermeiden?

- Här Minister fir Landesplanung a Madamm Interieursministesch, gesidd Dir eng Zukunft fir dës alternativ Bautechnologien? Wa jo, wëllt Dir den Asaz vun dëse modernen Outils bei grouse Bauprojeten (Stat a Gemengen) verstärkt promouvéieren?

- Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltteg Entwécklung, fir d'Bewunner ronderëm déi betraffe Chantiere bedeiten dës Aarbechten an de Plus un Trafic eng net negligéabel Belastung vun der Liewensqualitéit an der Gesondheet. Wat wëllt Dir an Zukunft ënnerhuelen, fir genee dat ze vermeiden?

Réponse commune (26.03.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

Well déi vun Här Deputéierte Sven Clement genannte Stroossenaarbechte ronderëm d'Es-

cher Plaz e Chantier vun der Stad Lëtzebuerg betreffen, kann d'Stroosbauverwaltung dozou keng detailléiert Informatiounen liwweren.

Wat allerdéngs d'Horizontalbuerverfahren an äänlech Methoden ubelaangt, esou ginn dës Technique virun allem vu Gestionnaire vu Reseauen agesat. D'Machbarkeet dovun ass allerdéngs ëmmer vu Fall zu Fall auszewäerten. Ënneruerts sinn d'Randbedéngungen oft wéinst scho ville besteende Reseauen an aneren Hindernisser net esou, dass dës Technik ouni Problemer kéint agesat ginn, well einfach net genuch Plaz ass.

Question 0409 (25.02.2019) de M. André Bauler (DP) concernant les logements pour étudiants :

Ces dernières années, le Gouvernement a développé des efforts pour multiplier le nombre de logements réservés à des étudiants de l'enseignement supérieur et universitaire.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur :

1) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution du nombre de logements destinés aux étudiants ?

2) Combien de ces logements sont gérés par l'Université du Luxembourg ? Et combien sont administrés par d'autres partenaires publics/parapublics ?

3) Monsieur et Madame les Ministres disposent-ils, le cas échéant, de statistiques sommaires sur le nombre de logements pour étudiants détenus par des propriétaires privés aux environs des campus Esch/Belval et Luxembourg-ville ?

4) Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils annoncer de nouveaux projets de logements pour étudiants initiés par les pouvoirs publics ?

5) Selon quels critères les logements de l'université et des partenaires publics sont-ils attribués aux étudiants demandeurs ?

6) Est-il également envisagé de créer des logements pour étudiants dans les cantons de Mersch et sur le territoire de la « Nordstad » afin de décentraliser l'offre et de raccourcir les distances parcourues par les jeunes des régions septentrionales du pays qui aimeraient mener une vie plus autonome durant leurs études ?

Réponse commune (25.03.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre du Logement, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

Concernant l'évolution du nombre de logements destinés aux étudiants, nous tenons à informer l'honorable Député que le nombre total de ces logements a fortement augmenté au cours des dernières années :

Année	Nombre de résidences	Nombre de logements
2010	28	445
2011	31	471
2012	32	512
2013	32	521
2014	35	726
2015	35	810
2016	35	1.009
2017	37	1.122
2018	36	1.087

En 2018, une résidence (maison Lucilinburhuc) a dû être fermée à Luxembourg-ville en raison de l'état général non conforme aux exigences de l'Université du Luxembourg.

L'Université du Luxembourg gère l'ensemble de ces 36 résidences, donc les 1.087 logements destinés aux étudiants. Elles se situent à Belvaux, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Luxembourg, Mondercange, Noertzange, Niederkorn et Oberkorn.

Concernant la disponibilité de statistiques sommaires sur le nombre de logements pour étudiants détenus par des propriétaires privés, il convient de préciser que les propriétaires des 36 résidences louées par l'Université proviennent des secteurs suivants :

- promoteurs privés : 20 résidences
- communes : 8 résidences
- Fonds du logement : 7 résidences
- fondation : 1 résidence



L'Université du Luxembourg va mener - très prochainement - un sondage auprès des étudiants ne logeant pas dans une des résidences universitaires, afin de connaître leurs lieux de résidence.

La commune de Käerjeng réalise actuellement un projet de résidence pour étudiants, comportant onze chambres, avec salle de bain et cuisine communes. Par ailleurs, l'Université du Luxembourg est actuellement en train d'élaborer une analyse stratégique, notamment avec des partenaires tels que la Ville d'Esch-sur-Alzette, afin de développer son parc de logements, en fonction de son évolution et des besoins qui en découlent.

Les logements universitaires sont réservés aux étudiants inscrits à un programme de formation à temps plein. Les candidats éligibles pour prétendre à un logement universitaire respectivement les critères d'attribution des logements sont les suivants :

Candidats éligibles à un logement :

- les futurs étudiants de l'Université du Luxembourg (donc les étudiants qui rejoindront l'Université lors de la rentrée académique prochaine) ;

- les étudiants en mobilité entrante, c'est-à-dire des étudiants qui s'inscrivent à l'Université du Luxembourg pour une mobilité d'un semestre, dans le cadre d'un programme d'échange ;

- mobilité dans le cadre d'un programme d'échange européen : p. ex. Erasmus, conventions européennes interuniversitaires ;

- mobilité dans le cadre d'un programme d'échange hors Europe : Global exchange, p. ex. CanSys ou Fulbright ;

- mobilité en dehors de tout programme d'échange : Freemover ;

- les étudiants en retour de mobilité : dans le cadre de la mobilité obligatoire, prévue par l'Université du Luxembourg au niveau des programmes d'études menant au bachelors, les étudiants sont obligés de quitter leur logement pour partir à l'étranger un ou deux semestres ; afin de faciliter leur retour, ces derniers sont relogés prioritairement dans une des résidences universitaires ;

- les étudiants déjà inscrits à l'Université du Luxembourg (inscrits à temps plein dans un programme de formation menant au bachelors, au master ou au doctorat).

Critères d'attribution des logements :

En fonction des disponibilités, le Département logement de l'université attribue les chambres en tenant compte de la formation suivie et du lieu d'études (Luxembourg-ville ou Campus Belval). Un certain nombre de chambres sont préservées à des groupes ciblés d'étudiants :

- étudiants en retour de mobilité ;

- étudiants en mobilité entrante (Erasmus et d'autres conventions) ;

- cursus multinationaux tels que cursus intégré ou ISFATES.

Les critères d'attribution des chambres restantes sont les suivants :

- prolongations de contrat de bail qui sont en constante progression ;

- nouveaux étudiants (date d'entrée de la demande, éloignement, budget indiqué par l'étudiant).

Une analyse du Département logement de l'université est en cours afin d'optimiser les procédures existantes et de développer une coopération future avec d'autres communes luxembourgeoises.

Concernant la création de logements pour étudiants dans les cantons de Mersch ou sur le territoire de la « Nordstad », il convient de noter que la décentralisation est une option pouvant être considérée. Cependant, en règle générale, l'étudiant recherche plutôt la proximité avec son lieu d'études, ce qui explique la concentration de résidences autour de Luxembourg-ville et d'Esch-sur-Alzette/Campus Belval.

Question 0412 (25.02.2019) de **Mmes Djuna Bernard et Josée Lorsché (déi gréng)** concernant les **centres sociothérapeutiques** :

Les enfants qui souffrent de troubles graves du comportement en milieu scolaire peuvent désormais être pris en charge dans des centres sociothérapeutiques en vue de leur réintégration scolaire. Les activités des centres sociothérapeutiques nouvellement créés ont été confiées à des gestionnaires privés et sont conventionnées par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quels sont plus particulièrement les centres sociothérapeutiques qui jusqu'à présent ont commencé leurs activités et combien de structures Monsieur le Ministre envisage-t-il encore mettre en place ?

2) Combien d'enfants sont actuellement pris en charge par les centres sociothérapeutiques existants et quelle est leur répartition par région, par tranche d'âge et par sexe ?

3) Les élèves accueillis dans les centres susmentionnés à des fins de réintégration scolaire suivent-ils de façon régulière des cours basés sur les programmes de l'enseignement fondamental ?

4) Dans l'affirmative, quel est le nombre d'enseignants dispensant ces cours et de quels cours s'agit-il ?

Réponse (26.03.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) Les centres sociothérapeutiques (CST), gérés par « Arcus Kanner Jugend a Famill ASBL », la Croix-Rouge luxembourgeoise et la « Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf », ont commencé leurs activités au cours de l'année scolaire 2018/2019. Une structure supplémentaire, gérée par « TELOS-éducation ASBL », ouvrira ses portes au début du troisième trimestre de cette année scolaire. Deux autres CST sont en train d'être mis en place, l'un par « Solidarité Jeunes ASBL » et l'autre par « Anne ASBL ».

ad 2) Je tiens à souligner que le dispositif de la prise en charge dans des CST d'enfants souffrant de troubles graves du comportement est relativement récent et se trouve toujours en voie de déploiement. Partant, il est à ce stade trop tôt pour tirer de quelconques conclusions, alors que les chiffres livrés ci-après ne sont pas représentatifs et ne traduisent pas les besoins réels ou les demandes en la matière.

À la date du 1^{er} avril 2019, 14 élèves, tous de sexe masculin, seront pris en charge par les CST. La répartition par région d'origine se présente comme suit : un élève de la région de Differdange, deux de Sanem (Belval), un d'Esch-sur-Alzette, quatre de Bettembourg, un de Grevenmacher, un de Mersch, un de Redange, deux de Diekirch et un de Wiltz. La répartition par âge est la suivante : un élève de 12 ans, quatre de 11 ans, cinq de 10 ans, trois de 9 ans et un de 8 ans. L'admission de deux élèves supplémentaires fait actuellement l'objet d'une décision concernant leur accueil à court terme dans un des CST.

ad 3) Il est important de rappeler que les enfants pris en charge dans un CST se trouvent dans une situation de détresse importante et que le bien-être de chaque enfant est au centre des préoccupations des CST.

Pour répondre à l'obligation scolaire, le Centre pour le développement socio-émotionnel (CDSE), en collaboration avec le CST, offre un enseignement adapté à l'élève. La scolarisation d'un élève se fait conformément au plan d'études de l'enseignement fondamental et au cadre de référence de l'éducation non formelle. Les intervenants du CDSE, assurant la prise en charge spécialisée de l'élève, établissent un plan éducatif individualisé (PEI) suite à la décision et aux recommandations de la Commission nationale d'inclusion (CNI) et conformément à l'article 17 de la loi du 20 juillet 2018. Le PEI renseigne sur les objectifs relatifs au développement émotionnel, social et cognitif de l'élève et détermine des mesures à mettre en place afin de favoriser ce développement.

ad 4) Les besoins spécifiques et les ressources des élèves sont au centre des préoccupations des CST et constituent le fil conducteur quant à la prise en charge individualisée. L'objectif est une réintégration progressive de l'élève dans l'école de l'enseignement fondamental. Chaque CST sera soutenu par l'équipe du CDSE.

Question 0413 (25.02.2019) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les **auxiliaires de vie** :

De 6. Juli 2018 huet de Minister Schneider per Bréif op eng Entrevue vum 26. Juni 2018 téscht him an der Associatioun vun den Auxiliaires de vie reagéiert a versprach, en technesche Feeler ze corrigéieren, deen d'Auxiliaire net an der Annex 1 vum groussherzogleche Reglement vum 13. Dezember 2017 opféiert.

Mam groussherzogleche Reglement vum 18. September 2018 gouf de virgenannte Reglement ofgeännert a l'icht Ännerungen un den Annexen duerchgefouert, mä de souge-

nannten technesche Feeler, datt d'Auxiliaires de vie hei vergiess goufen, gouf awer net verbessert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister erkläre wéi et dozu koum, datt - dräi Méint no enger Entrevue, bei där de Feeler thematiséiert gouf - dës widderholl gouf?

2. Gedenkt de Minister nei Prozeduren anzeféieren, fir organisationell ze garantéieren, datt schrëftlech Versprieche an Zukunft och agehale ginn?

3. Dësen technesche Feeler hat Repercussiounen op d'Arbechtskontrakter an d'Héicht vun der Bezielung vu villen Auxiliaires de vie. Wéi wäert d'Regierung déi betraffe Beruufsgrupp fir dës Feeler entschideden?

4. Bis wéini plangt de Minister dësen technesche Feeler endgültig ze behiewen?

Réponse (26.03.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1. Am Bréif vum 6. Juli 2018, dee vum honorabelen Deputéierten zitéiert gëtt an deen exklusiv un d'Presidentin vun der Association des auxiliaires de vie au Luxembourg (AAVL) adresséiert ginn ass, steet effektiv geschriwwen, datt den technesche Feeler géif redresséiert gi bei enger nächster Revisioun vum groussherzogleche Reglement vum 13. Dezember 2017². Déi Informatiounen, déi vun der AAVL ervirbruecht goufen, sinn och un déi zoustänneg Kommissioun weidergereecht ginn.

An der Fleegeversécherung mussen d'Modifikatiounen vu groussherzogleche Reglementer vun der Commission consultative diskutéiert an aviséiert ginn. Dës Kommissioun besteet laut dem 1. Paragraph vum Artikel 387 vum Code vun der sozialer Sécherheet (Code de la sécurité sociale) aus folgende Memberen:

« - d'un délégué du Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale ;

- de deux membres représentant l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance ;

- de deux membres désignés respectivement par les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Famille ;

- du président de l'organisme chargé de la gestion de l'assurance dépendance ou de son délégué ;

- de deux membres désignés par et parmi les délégués visés à l'article 46, alinéa 1, points 1 à 4 ;

- de deux membres désignés par le ou les groupements professionnels représentatifs des prestataires d'aides et de soins au sens des articles 389 à 391 ;

- de deux membres désignés respectivement par le conseil supérieur des personnes handicapées et celui des personnes âgées. »

Den Ännerungsvorschlag gouf och esou mat an d'Kommissioun geholl, dat heescht mat der Propos „d'Auxiliaires de vie“ an der Annex 1 vum groussherzogleche Reglement opzeféieren. D'Kommissioun huet dësen Ännerungsvorschlag awer net ugeholl mat der Begrënnung, datt d'Qualifikatioun vun den Auxiliaires de vie schon am groussherzogleche Reglement integréiert wär an datt se entweder eng Carrière „aide-soignant“ oder eng Carrière „aide socio-familiale“ hätten. Dës zwou Carrières sinn am groussherzogleche Reglement virgesinn.

ad 2. - 4. De Vertrieeder vum Ministère fir sozial Sécherheet huet d'Propos esou mat an d'Kommissioun geholl, wéi et versprach gouf. Et ass awer net méiglech, sech iwwert den Avis vun dëser Kommissioun ewech ze setzen.

Question 0416 (26.02.2019) de **M. Léon Gloden (CSV)** concernant les **statistiques de la Police grand-ducale** :

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0197 du 15 janvier 2019 au sujet du taux d'élucidation de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure n'a pas pu me délivrer les chiffres demandés parce que « les statistiques relatives aux chiffres de la délinquance pour 2018 sont en voie d'élaboration (...) » et qu'elles « sont disponibles à la fin du premier trimestre suivant l'année écoulée ».

Dans le cadre du bilan de la campagne anticambriolages, la Police grand-ducale a publié le 14 février 2019 des statistiques et a dû constater une hausse du nombre de cambriolages durant les mois d'octobre 2018 à janvier 2019 de 558 contre 498 en 2017-2018, et ce malgré une hausse du nombre de patrouilles. Alors que les

forces de l'ordre ont pu interpellé 34 auteurs présumés en flagrant délit, 30 autres personnes ont pu être identifiées par les enquêteurs.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre qu'entend-il proposer comme mesures supplémentaires afin de baisser le nombre de cambriolages, sachant que l'augmentation du nombre de patrouilles n'a visiblement pas porté ses fruits ?

2) Monsieur le Ministre peut-il désormais me communiquer les statistiques relatives au taux d'élucidation durant les mois de la campagne anticambriolages ?

3) Monsieur le Ministre qu'entend-il entreprendre afin de porter le taux d'élucidation à la hausse, le cas échéant ?

Réponse (26.03.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) et 2) Le communiqué de presse auquel fait référence l'honorable Député présente le bilan de la campagne anticambriolages de la police 2018-2019. Ce communiqué ne renseigne pas le nombre total de cambriolages relevés au cours de la période d'octobre 2018 à janvier 2019, mais uniquement les cambriolages dans les maisons habitées et n'opère pas de comparaison avec la campagne 2017-2018.

Ceci étant précisé, en analysant et en comparant le nombre total de cambriolages commis au cours des périodes d'octobre à janvier dans des maisons habitées et des maisons non habitées, toutes tentatives et tous faits confondus, on constate une diminution du nombre des infractions de l'ordre de 16 % par rapport à la campagne 2017-2018. On constate également que le nombre des interpellations/identifications a augmenté de 33 % par rapport à la précédente campagne (72 contre 47 pour la même période en 2017-2018).

ad 3) Dans un souci permanent de garantir la sécurité du citoyen, la police procédera comme par le passé, outre à des patrouilles préventives fréquentes, régulièrement à des campagnes et actions d'envergure axées sur la prévention anticambriolage.

La police participera par ailleurs au mois de juin 2019 à une action européenne « Day without a burglary », lors de laquelle les services de police des pays européens effectueront des actions renforcées dans le domaine de la prévention contre le cambriolage.

Il reste enfin à soulever que le service national de prévention de la criminalité de la police, qui axe prioritairement ses efforts sur la lutte contre le cambriolage et les actions de prévention contre le crime, sera renforcé par un membre civil en 2019-2020.

Question 0418 (26.02.2019) de **Mme Carole Hartmann et M. Gilles Baum (DP)** concernant les **soins médicaux dans la région Est du pays** :

En octobre 2018, la Ministre de la Santé avait présenté lors d'une conférence de presse différentes mesures pour un meilleur accès aux soins. Parmi ces mesures, figure l'encouragement des cabinets de groupe afin d'assurer la continuité des soins, notamment dans les régions ne disposant pas de maison médicale de garde. L'est du pays, qui compte une population d'environ 71.000 personnes, s'avère être dépourvu d'une telle structure. Pendant les mois d'été, ce nombre est augmenté par les nombreux touristes séjournant dans la région du Mullerthal ainsi que le long de la Moselle. A partir des communes les plus éloignées des maisons médicales existantes, comme par exemple Echternach ou Schengen, le trajet, même lors de conditions de circulation fluide, ne se situe jamais en dessous de 35 à 40 minutes. Rappelons que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « le système de garde par le biais des maisons médicales sera évalué, il sera veillé à leur proximité avec les services d'urgence et la coopération entre les différentes offres de prise en charge sera améliorée ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si une telle évaluation du système de garde par le biais des maisons médicales a déjà été effectuée ? Le cas échéant, quelles en sont les conclusions, avant tout pour les prestations de soins primaires dans l'est du pays ?

² Règlement grand-ducal modifié du 13 décembre 2017 déterminant : 1° les normes concernant la dotation et la qualification du personnel ; 2° les coefficients d'encadrement du groupe.

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il du nombre et peut-il nous renseigner sur la localisation de cabinets de groupe existants, respectivement constitués suite à l'annonce de la Ministre en octobre 2018 ?

3) Afin d'améliorer l'accès aux soins, Monsieur le Ministre pourrait-il concevoir que les heures d'ouverture des cabinets de groupe puissent être étendues de sorte à pouvoir fonctionner les week-end, jours fériés ainsi que pendant la nuit ?

4) Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour inciter les médecins travaillant en cabinet de groupe à assurer ces services ?

Réponse (26.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Le Ministre de la Santé accorde une importance particulière au renforcement des soins primaires sur l'ensemble du territoire du Luxembourg, ceci afin d'assurer la qualité et la continuité des soins. Ainsi, l'accord de coalition prévoit que « Le médecin assurant les soins primaires doit être la pierre angulaire dans le parcours médical de chaque individu et surtout des patients atteints de maladies chroniques. »

C'est dans ce souci de continuité que les maisons médicales de garde ont été mises en place en 2008, comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0244 de l'honorable Député Jeff Engelen. Dix ans après leur mise en fonctions, il est indiqué de procéder à leur évaluation, comme prévu à l'accord de coalition 2018-2023. Cette évaluation mettra en lumière les besoins au niveau de l'offre de soins dans toutes les régions du pays, y inclus à l'Est.

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations sur le nombre ou la localisation de cabinets de groupe établis au Luxembourg. Depuis l'annonce faite en date du 2 octobre 2018 par la Ministre de la Santé Lydia Mutsch concernant la disponibilité d'un incitant financier visant à encourager la constitution de cabinets de groupe entre médecins généralistes, aucune demande en faveur de l'obtention d'un tel incitant n'a été enregistrée au Ministère de la Santé.

ad 3) L'élargissement des heures d'ouverture au-delà des heures d'ouverture des cabinets de ville figure parmi les critères à remplir afin de bénéficier de la prime prévue au budget du Ministère de la Santé pour encourager l'installation en cabinet de groupe.

Des heures d'ouverture élargies permettraient de remédier également au problème de l'engorgement des services d'urgences dû, en partie, au recours inadéquat aux services hospitaliers des urgences pour des soins non urgents de médecine de ville alors que d'autres offres de soins plus adéquates existent. Ce constat a été fait lors de l'évaluation des services des urgences dont les résultats ont été communiqués en 2018 et qui préconise de mettre en place une politique d'incitation à l'installation dans des cabinets de groupe et de revoir l'organisation des maisons médicales.

ad 4) Comme déjà indiqué ci-dessus, la prime à l'installation poursuit justement le but d'encourager l'installation des médecins dans des cabinets de groupe. La question nécessite par ailleurs d'être analysée dans le cadre plus général de l'attractivité de la profession de médecin, auquel le ministère accordera une attention particulière pendant ce mandat législatif.

Question 0419 (26.02.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **conditions d'agrément de l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil** :

Dans un récent jugement du 6 février 2019, le tribunal administratif a annulé une décision du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ayant refusé d'accorder à une requérante l'agrément pour l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial.

Notant à cet égard que la requérante accueillait déjà trois jeunes demandeurs de protection internationale, dont deux mineurs, chez elle. Elle avait également été désignée comme administratrice légale via ordonnances du juge des tutelles près du tribunal d'arrondissement de Luxembourg. Elle avait par ailleurs été engagée par la Croix-Rouge luxembourgeoise.

En effet, le tribunal constate que le placement d'un enfant propre comme critère d'exclusion

n'est prévu ni dans la loi du 8 septembre 1998 ASFT, ni dans son règlement d'exécution. Pour refuser l'agrément, le ministre s'est basé sur des lignes directrices et une grille d'évaluation ne portant aucune signature qui renseignerait sur son auteur et n'ayant jamais fait l'objet d'une publication adéquate de sorte à être inopposable à la requérante.

La décision litigieuse a donc été annulée pour défaut de base légale, voire pour être fondée sur une base légale erronée.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre entend-il faire appel dudit jugement ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le cadre de référence contenant les critères d'exclusion à l'exercice de l'activité d'accueil socio-éducatif, de même que la grille d'évaluation, documents sur lesquels Monsieur le Ministre s'est fondé pour prendre sa décision de refus ?

3) Monsieur le Ministre entend-il une fois pour toutes définir une liste exhaustive de critères d'exclusion et y conférer un caractère juridiquement contraignant afin que ceux-ci puissent être utilement invoqués en justice ?

4) Monsieur le Ministre peut-il enfin nous expliquer comment ses services ont pu obtenir une information sur la vie privée de la requérante, le placement d'un enfant n'étant pas une information publique ? Monsieur le Ministre peut-il exclure que les règles sur la protection des données et de la vie privée aient été violées par ses services ?

Réponse (26.03.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) L'État n'entend pas interjeter appel contre ledit jugement, dans la mesure où le jugement conclut à l'annulation de la décision ministérielle au motif que le ministre, pour motiver sa décision de refus, s'est notamment appuyé sur des critères d'exclusion non expressément prévus par un texte normatif à caractère général et que pour suppléer à ce manquement, le Gouvernement devra procéder à une modification des textes juridiques applicables en la matière.

Cependant, une telle modification des textes applicables en la matière nécessite une évaluation préalable du dispositif juridique et des procédures en place dans le domaine notamment des agréments à accorder aux prestataires agissant dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la famille.

Cette approche prudente est conforme à l'engagement que le Gouvernement a pris dans son programme gouvernemental dans lequel il a annoncé sa volonté de procéder à une évaluation régulière et une mise à jour de textes législatifs applicables notamment dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la famille.

ad 2) Comme l'État a accepté la décision prise par les premiers juges en matière administrative et comme il n'entend plus faire usage des critères d'exclusion non couverts par des textes législatifs ou réglementaires, une publication des critères d'exclusion non prévus par un texte ne saura intervenir que dans le cadre d'une modification de la loi ou des règlements applicables en la matière.

ad 3) Dans le cadre d'une modification des textes applicables en matière d'aide à l'enfance et à la famille, il est envisagé de définir une liste de critères d'exclusion juridiquement contraignante, permettant de fonder le refus d'agrément en accord avec les principes constitutionnels. Il est cependant difficile d'établir une liste exhaustive des critères d'exclusion, dans la mesure où la situation à apprécier pour accorder l'agrément d'un « Accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial » peut varier d'une famille à une autre. En tout état de cause, ces critères d'exclusion auront pour objectif de sauvegarder l'intérêt supérieur de l'enfant dans un contexte familial donné.

ad 4) Toutes les données à caractère personnel concernant le requérant d'une demande en obtention de l'agrément pour l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil ou placement familial recueillies par les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse émanent du requérant lui-même.

Mes services veillent bien sûr au respect des dispositions légales applicables en matière de protection des données à caractère personnel. Mon ministère a désigné un délégué à la protection des données et a mis en place des procédures assurant sa mise en conformité avec les dispositions du règlement européen relatif à la protection des données personnelles.

Question 0421 (27.02.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **viande halal** :

Fir en europäesche Biolabel ze kréien, muss een als Fleischproduzent ënner anerem och gewësse Standarder bei der Schluechtung vun Déieren anhalen. Den Europäesche Gerichtshaff huet a sengem Communiqué vum 26. Februar 2019 dofir festgehalen, dass als halal gekennzeichnete Fleisch net mam Label vu biologescher Déierenzucht vereinbar ass. Halalt Fleisch staamt nämlech vun Déieren, déi oui Betäubung geschluecht goufen a steet domat am Kontrast zum Artikel 14 Punkt b) vun der EU-Richtlinn Nr. 834/2007 iwwert d'ökologesche Produktioun a Kennzeichnung, déi Folgendes festhält: « toute souffrance, y compris la mutilation, est réduite au minimum pendant toute la durée de vie de l'animal, y compris lors de l'abattage ». De Biolabel vun der EU däerf, dem Europäesche Gerichtshaff no, net op Fleischzeugnisser apposéiert ginn, déi vun Déiere stamen, déi oui Betäubung geschluecht goufen. Ausserhalb vun der EU gëllen des Virschreite fir biologesch Liewensmëttel awer net onbedéngt. Dëst mécht et schwéier ze kontrolléieren, ob biologesch Fleisch aus Net-EU-Länner no Halalprozedure geschluecht gouf oder net.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft an der Madamm Minister fir Konsumenteschutz dës Froen stellen:

- Opgelëscht no Hierkonftsland an no Joer: Wéi vill Kilo halal Fleisch si säit 2015 a Lëtzebuerg importéiert ginn? Wéi vill Prozent dovun war biologesch? Opgelëscht no Joer: Wéi vill Prozent vun de Fleischprodukter, déi zu Lëtzebuerg verkaaft goufen, waren als halal gekennzeichnet? Wéi vill dovun ware biologesch?

- Awéieren ass d'Distributioun vun als halal gekennzeichnetem Fleisch zu Lëtzebuerg konform mam Artikel 9 vum lëtzebuergeschen Déiereschutzgesetz vum 2018?

- Gesäit d'Regierung vir, lëtzebuergesch Verbraucher besser iwwert d'Ënnerscheider tëscht Biolabel aus der EU an aus dem Ausland opzékären?

Réponse commune (25.03.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs* :

Bedéngt duerch de Fait, dass an der Europäescher Unioun de Prinzip vun der Libre circulation vu Produite besteet, ënnert déi och d'Fleesch fällt, ginn et keng präzise Statistiken, wéi vill Fleisch aus wéi enge Länner zu Lëtzebuerg op de Maart kënn, soudass hei och keng Quantitéit vu deene verschiddene Kategorie vu Fleisch (halal, bio) bekannt sinn.

Wat d'Originn vum Fleisch betrëfft, kann een hei nach eng Käier drop hiweisen, dass eng gesetzlech Pflicht besteet, d'Originn vu verschidde Fleischorten (Rand-, Schwänge-, Schof-, Geesfleesch a Geflügel) op der Etikett unzeginn, soudass de Konsument kann decidéieren, wéi e Fleisch mat wéi enger Originn hie kafe wëllt.

Den Artikel 9 vum Déiereschutzgesetz seet, dass hei zu Lëtzebuerg Déieren, déi geschluecht ginn, am Virfeld musse betäubt sinn, wat bei der Produktioun vun Halalfleesch net erlaabt ass. Dëst Gesetz verbitt awer net, bedéngt duerch de Marché unique, d'Commercialisatioun vun halal produzéiertem Fleisch aus anere Länner, souwäit dëst der nationaler Reglementatioun vum Ursprungsland entsprécht, an domat ass d'Mise sur le marché vun auslänneschem Halalfleesch hei zu Lëtzebuerg konform zum Déiereschutzgesetz souwéi och zur communautairer Legislatioun.

De Konsumenteschutzministère huet sech als Prioritéit gesat, fir de Verbraucher allgemeng besser iwwer Liewensmëttel ze informéieren.

Dofir soll eng Analys vun der aktueller Kennzeichnungsreglementatioun gemaach ginn, fir da konkret Aktiounen doräusser ofzeleeden.

Question 0422 (27.02.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l'**information du public en matière d'environnement** :

De 24. Januar 2019 huet d'Verwaltungsgericht eng Ordonnance geholl (iwwer eng Requête mat der Nummer 42171, ageschriwwen um Rôle den 28. Dezember 2018), duerch déi de Stat veruerteelt gouf, en Dokument „PAP ... Maßnahmenkonzept Artenschutz - Machbarkeitsstudie - Phase I“ ze publizéieren.

D'Madamm Ëmweltminister hat refuséiert, dës Etüd der Effentlechkeet zougänglech ze maachen, wat der Meenung vum Gericht no géint d'Gesetz verstouss huet an och net der Direktiv 2003/4/CE entsprécht, déi den Zougank vun der Effentlechkeet zu ëmweltrelevanten Informatiounen betrëfft, dëst nodeems d'Europäesche Gemeinschaft der Aarhus-Konventioun bäigetratt war.

chen, wat der Meenung vum Gericht no géint d'Gesetz verstouss huet an och net der Direktiv 2003/4/CE entsprécht, déi den Zougank vun der Effentlechkeet zu ëmweltrelevanten Informatiounen betrëfft, dëst nodeems d'Europäesche Gemeinschaft der Aarhus-Konventioun bäigetratt war.

De Stat ass net géint dat Uerteel an Appell gaangen.

Dëst Uerteel werft eng Rei vu méi fundamentale Froen op an dowéinst wëll ech der Madamm Ëmweltminister dës Froen stellen:

1. Wéi eng Léieren zitt d'Madamm Ëmweltminister aus dësem Uerteel?

2. Ass d'Madamm Ëmweltminister der Meenung, datt d'Effentlechkeet e prioritäert Recht drop huet, un ëmweltrelevanten Informatiounen ze kommen an datt eventuell Ausnamen zu dësem Prinzip, esou wéi d'Gesetz et seet, restriktiv ze interpretéieren sinn?

3. Ass d'Madamm Ëmweltminister der Meenung, datt d'Recht vun der Effentlechkeet, fir am Kader vun der Ausaarbechtung vun engem PAP oder engem Bauprojet un ëmweltrelevanten Informatiounen ze kommen, méi wichteg ass, wéi déi finanziell Interessie vun engem Promoteur?

4. Ass d'Madamm Ëmweltminister gewëllt, déi Rechtsinstrumenter, inklusiv déi europäesch Direktiven an d'Aarhus-Konventioun, déi d'Recht vun der Effentlechkeet op den Zougank zu ëmweltrelevanten Informatiounen regelen, an Zukunft ze respektéieren?

Réponse (27.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Mäi Refus vum 11. Dezember 2018 war op den Artikel 4, Paragraf 2, j, vum Gesetz vum 25. November 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement baséiert.

« Art. 4 Dérogations [...] »

2. Une demande d'informations environnementales est encore refusée lorsque leur divulgation porterait atteinte : [...] »

j) aux intérêts ou à la protection de toute personne ayant fourni volontairement les informations demandées sans y être obligée par la loi ou en vertu de la loi à moins que celle-ci n'ait librement consenti à la divulgation de ces données ; [...] »

De Promoteur war zum Zäitpunkt vun der Kommunikatioun net gesetzlech obligéiert, der Ëmweltministesch dës Informatiounen ze ginn. D'Etüd, déi Objet ass vun der Ordonnance, ass am Kader vun der Preparatioun vun engem PAP gemaach ginn. Aus dësem Grond hunn ech consideréiert, datt d'Ufro ënnert déi uewe genannten Dérogatioun fällt.

D'Léier, déi ech aus dem Uerteel zéien, ass, datt all ëmweltrelevant Informatioun, déi mir matgedeeilt gëtt, nach ier eng gesetzlech festgeluechte Prozedur offiziell ugefaangen huet, a spezifische Fäll, opgrond vun enger präziser Ufro, muss kommunizéiert ginn.

ad 2. Natierlech stinn ech hannert de Prinzipie vun der Aarhus-Konventioun. Den Zougank zu ëmweltrelevanten Informatiounen ass d'Conditio sine qua non fir Ëmweltdemokratie.

ad 3. Den Artikel 4, Paragraf 2 gesäit eng Mise en balance des intérêts vu Fall zu Fall vir. Dëst ass eng in concreto Appreciatioun.

Question 0423 (27.02.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **mémoire d'entente entre le Luxembourg et le Portugal sur la promotion de la langue et de la culture portugaises** :

Mat Datum vum 5. Abrëll 2017 gouf e Memorandum d'entente tëschent dem Lëtzebuurger Unterrechtsministère an dem Ausseministère vun der portugisescher Republik ofgeschloss, dee sech virun allem mat der Promotioun vun der portugisescher Sprooch am Lëtzebuurger Schoulsystem befaasst.

Déi Lëtzebuurger Verfassung seet an hirem Artikel 37 (Revisioun vum 25. Oktober 1956): « Le Grand-Duc fait les traités. Les traités n'auront d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois. »

No der Interpretatioun vun den héchste Juridiktionen ass kloer, datt all internationalen Traité, och e Memorandum d'entente, muss der Chamber zur Ratifizéierung virgeluecht ginn.

(« 1. Il importe peu quelle procédure ait été utilisée pour la conclusion des accords internationaux, car la procédure utilisée pour la

conclusion des engagements internationaux et la forme de ces engagements sont librement déterminées par la pratique diplomatique, de même que la terminologie employée pour désigner les traités internationaux est des plus variées.

En dépit de leur diversité formelle, il y a cependant équivalence matérielle entre les différents instruments utilisés pour la réalisation d'une opération juridique déterminée et tous sont doués de la même force obligatoire. [Cour, 3 décembre 1960, Pas. 78, p. 223]

2. Aucune forme spéciale n'est requise pour la régularité d'un acte international dûment approuvé par la loi. [Cour (cass.), 21 décembre 1961, Pas. 78, p. 424, avec note F.W.] »)

Dëst gouf nach viru Kuerzem am Kader vun Accord mat der Belsch am Verdeedungssektor confirméiert. Des Weideren ass festzhalen, datt speziell d'Organisatioun vum Unterrechtswiesem dem Gesetz virbehalen ass. (Den Art. 23 vun der Constitutioun seet heizou: « La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique ainsi que les conditions de surveillance par le Gouvernement et les communes ; elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement et prévoit, selon des critères qu'elle détermine, un système d'aides financières en faveur des élèves et étudiants. »)

Aus deenen Iwwerleeungen eraus wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Hat den Här Minister Meisch de 5. Abrëll 2017 d'Pleins pouvoirs, fir dee Mémoire d'entente ze ënnerschréieren?

2. Wéini gëtt dësen Accord der Chamber zur Ratifizéierung virgeluecht?

3. Firwat gëtt den Accord schon applizéiert, och wann en eigentlech nach net rechtskräfteg ass?

Réponse commune (26.03.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Wéi schon an der Äntwert op d'parlamentarisch Ufro Nr. 2915 vum 11. Abrëll 2017 vum honorabelen Deputéierten erkläert gouf, handelt et sech bei den Dokumenter, déi de 5. Abrëll 2017 ënnerschrifwe goufen, ëm Ofkommen.

Dës Accorden, an dorënner och den ugeschwatenen Memorandum d'entente, si vum Inhalt a vun der Form hier net als Traité ze betruechten a mussen deemto net nom Artikel 37 vun der Verfassung vun der Chamber ratifizéiert ginn.

Mat dëser erneiter Erklärung eriwweerge sech déi dräi Froe vum honorabelen Deputéierten.

Question 0424 (28.02.2019) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant les **conventions fiscales** :

Le 14 février dernier, la Chambre des Députés a voté en faveur du projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), signée à Paris, le 7 juin 2017.

Dans le cadre de la ratification de ladite Convention, suivant le commentaire des articles, le Luxembourg s'est réservé le droit de ne pas permettre aux parties de remplacer la méthode de l'exemption par celle de l'imputation (option C à l'article 5) étant donné qu'un tel changement engendrerait des négociations bilatérales.

Or, ces derniers jours, différentes organisations syndicales ont mis l'accent sur l'incertitude ressentie par les travailleurs transfrontaliers français embauchés au Luxembourg quant à l'interprétation des dispositions de non-discrimination les concernant.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut comprendre l'incertitude que ressentent les travailleurs transfrontaliers concernés. Y a-t-il lieu d'explicitier le texte conventionnel ?

- De surcroît, ne serait-il pas plus avantageux de rechercher une harmonisation des règles relatives à l'imposition des travailleurs transfrontaliers alors que les conventions fiscales conclues avec nos pays voisins divergent sur ce point ?

Réponse (28.03.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

De prime abord, il convient de rappeler le principe général selon lequel les revenus mondiaux d'une personne donnée sont imposables dans son pays de résidence. Par dérogation, les conventions de non double imposition attribuent en principe le droit d'imposer les revenus salariés au pays dans lequel l'activité est exercée.

En pratique, pour éviter la double imposition des revenus couverts par une convention, chaque pays signataire a le droit de choisir la méthode qui lui convient le mieux, à savoir soit la méthode de l'exemption, soit la méthode de l'imputation. Toutes les deux figurent dans le modèle de convention de l'OCDE et sont acceptées à pied d'égalité par la communauté internationale.

En ce qui concerne la fiscalité des revenus d'emploi, la France a fait le choix d'appliquer la méthode de l'imputation pour éliminer la double imposition. En l'occurrence, cette méthode consiste à intégrer les revenus d'emploi de source luxembourgeoise dans la base d'imposition française, calculée et taxée en application de la législation fiscale française, et à déduire de l'impôt français l'impôt payé sur ces revenus au Luxembourg.

Avec cette méthode, la charge fiscale des résidents français exerçant une activité salariée à l'étranger s'aligne sur celle des résidents français exerçant leur emploi en France.

Vu que l'imposition dépend de nombreux facteurs (comme par exemple l'état civil, le quotient familial, les dépenses déductibles ou la progressivité du barème), la situation fiscale des contribuables non-résidents concernés peut s'avérer difficile à anticiper et ne peut donc se calculer avec précision qu'au cas par cas.

En ce qui concerne la question de l'honorable Député relative à une éventuelle harmonisation des règles applicables en relation avec nos trois pays voisins, il y a lieu de souligner que les conventions fiscales conclues par le Luxembourg avec l'Allemagne, la Belgique et la France reposent sur un modèle d'imposition commun. La seule différence entre les trois conventions réside dans le seuil du nombre de jours pendant lesquels les non-résidents peuvent exercer leur activité en dehors du Luxembourg, sans que le Luxembourg ne perde son droit d'imposition pour les jours en question. Ce seuil est fixé à 19 jours pour l'Allemagne, à 24 jours pour la Belgique et à 29 jours pour la France. La fixation de ces seuils a fait l'objet de négociations bilatérales et reflète, pour chacune de ces conventions, un compromis prenant en compte les intérêts et spécificités des pays signataires respectifs.

Question 0425 (28.02.2019) de **Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch et Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant les **ostéopathes** :

Dans le cadre du règlement grand-ducal du 23 septembre 2018 portant réglementation de la profession d'ostéopathe, le Conseil d'État a souligné, dans son avis du 10 juillet 2018, que les professions de santé et les professions libérales constituent des métiers réservés à la loi formelle. La disposition légale servant de base dudit règlement risque ainsi d'être non conforme à la Constitution.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Face à l'avis négatif de la part du Conseil d'État, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de réagir à la non-conformité dudit règlement grand-ducal à la Constitution ?

- L'article 4 du même règlement prévoit une obligation de 40 heures annuelles de formation continue. Or, il s'avère que d'autres professions de santé ont bien moins d'heures de formation continue voire d'autres ne sont soumises à aucune obligation de formation continue.

Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle disposition crée une inégalité de traitement entre la profession d'ostéopathe et les autres professions de santé ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations supplémentaires sur les modalités de la formation continue ? Quelle est l'institution chargée de sa mise en place ? Quelle instance est chargée du contrôle et de l'accréditation des formations continues ? Qu'en est-il des sanctions en cas de non-respect ?

- Selon l'article 7 dudit règlement : « Après un diagnostic établi par un médecin attestant l'absence de contre-indication médicale à l'ostéopathie, l'ostéopathe est habilité à effectuer les techniques suivantes [...] ». »

De quel médecin s'agit-il ?

En absence de contre-indication, le médecin en question aurait-il une coresponsabilité en cas d'un éventuel incident ?

- Selon l'article 9 du règlement, il faut justifier entre autres d'une pratique d'ostéopathie d'au moins huit années et d'un titre de formation spécifique en ostéopathie d'au moins 2.000 heures.

De quelle manière les personnes concernées prouvent-elles une pratique professionnelle d'ostéopathie d'au moins huit années ? Un congé de maternité ou un congé parental est-il pris en compte dans le calcul des huit années ?

Quels sont les critères de la formation spécifique en ostéopathie ?

- Un kinésithérapeute ayant une pratique professionnelle de plus de huit ans et ayant aussi accompli la formation en ostéopathie accumule cependant un peu moins de 2.000 heures de formation en ostéopathie et ne peut en principe pas exercer la profession. Comment le ministre veut-il remédier à un tel cas précis ?

- Le 27 mars 2019 constitue le dernier délai pour pouvoir déposer son dossier. Qu'en est-il de personnes concernées qui se trouvent actuellement encore en formation ?

- Au vu des questions que le règlement grand-ducal soulève, le ministre ne juge-t-il pas opportun de revoir le règlement en question ?

Réponse (29.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

À l'heure actuelle, les services respectifs du Ministère de la Santé sont chargés de mener des réflexions sur la loi-cadre relative aux professionnels de santé répondant aux exigences nécessaires à la sécurité des patients et des professionnels de santé. À ce titre, il sera procédé à une refonte complète de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé (ci-après « la Loi ») en y insérant les principes essentiels du statut, des attributions et des règles de l'exercice de la profession d'ostéopathe afin de garantir un cadre légal qui est conforme à la Constitution.

Pour ce qui concerne l'exigence de participer à des cours de formation continue, les articles 12 et 13 de la Loi prévoient que les professionnels de santé doivent tenir à jour leurs connaissances professionnelles par la participation obligatoire à des cours de formation continue.

En vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 23 septembre 2018 portant réglementation de la profession d'ostéopathe (ci-après « le Règlement »), l'ostéopathe est tenu de suivre annuellement une formation continue de 40 heures sur les missions et techniques de la profession.

L'objectif primordial de la réglementation de la profession d'ostéopathe étant la sécurité du patient, une mise à niveau annuelle des connaissances et des aptitudes des ostéopathes par l'accomplissement d'une formation continue s'avère comme indispensable. En effet, les actes posés par l'ostéopathe sont d'autant plus lourds de conséquences que ceux réalisés par les autres professions de santé.

De plus, les différentes professions de santé réglementées au Luxembourg présentent des différences substantielles ainsi que des spécificités au niveau des missions et techniques. C'est ainsi qu'il n'est pas possible de comparer les exigences de formation continue d'une profession à l'autre.

Étant donné que la réglementation des différentes professions de santé qui sont prévues à l'article 1^{er} de la Loi seront revues dans le cadre de la future refonte de cette Loi, les questions autour de l'obligation de formation continue seront également résolues par ce biais en tenant compte des spécificités de chaque profession.

En vertu de l'article 12, paragraphe 2 de la Loi, la fréquentation de certains cours de formation continue peut être déclarée obligatoire par le Ministère de la Santé. Dans cette logique, l'article 13, paragraphe 1^{er} de la Loi prévoit que le Ministère de la Santé est chargé du contrôle et de l'accréditation de ces cours de formation continue.

Conformément à l'article 14, paragraphe 4 de la Loi, le fait de ne pas suivre une formation continue obligatoire a pour effet d'entraîner la suspension d'exercer la technique faisant l'objet de la formation continue.

Concernant la relation entre le médecin et l'ostéopathe, le médecin traitant du patient doit attester l'absence d'une contre-indication afin que l'ostéopathe puisse exercer les techniques énumérées à l'article 7 du Règlement. Par ce biais, l'accent est posé sur une coopération étroite entre l'ostéopathe et le médecin traitant à travers une visite médicale préalable.

Chaque professionnel de santé est responsable de ses propres actes. Alors que le médecin traitant est le seul professionnel de santé qui est habilité à poser un diagnostic, l'ostéopathe peut pratiquer les techniques définies à l'article 6 du Règlement dans le cadre des missions de ce dernier et celles de l'article 7 sous condition que le médecin traitant ne marque pas son désaccord.

Les personnes qui ne remplissent pas les critères de l'article 1^{er} du Règlement, doivent res-

pecter les conditions cumulatives de l'article 9 du Règlement définissant le régime transitoire.

Dans ce cadre, la preuve d'une pratique professionnelle d'ostéopathie peut être fournie par tout moyen.

Alors que le congé de maternité est considéré comme du travail effectif, le congé parental est perçu comme interruption du temps de travail effectif. C'est ainsi qu'uniquement le congé de maternité est pris en compte dans le calcul des huit années de pratique en ostéopathie.

La condition supplémentaire d'un titre de formation spécifique en ostéopathie d'au moins 2.000 heures, respectivement 800 heures pour les médecins, vise à garantir la qualité des soins ostéopathiques et par conséquent également la sécurité des patients. Il faut que ces titres sanctionnent une formation comportant au minimum les éléments tels que définis à l'article 2 du Règlement.

Lorsqu'un professionnel de santé, comme par exemple un kinésithérapeute, dispose d'une pratique professionnelle de plus de huit ans, mais a accompli une formation spécifique en ostéopathie d'un peu moins de 2.000 heures, ce dernier ne peut pas se prévaloir des dispositions du régime transitoire. Par contre, ce professionnel pourrait être autorisé à pratiquer l'ostéopathie sous condition qu'il remplirait les critères des articles 1^{er} et 2 du Règlement.

Afin de pouvoir profiter du régime transitoire, il faut que les conditions de l'article 9 du Règlement soient remplies dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du règlement. Toute personne se trouvant actuellement encore en formation devra remplir les conditions des articles 1^{er} et 2 du Règlement afin de pouvoir prétendre à une autorisation d'exercer l'ostéopathie. C'est ainsi que ces personnes doivent disposer d'un diplôme de master dans le domaine de l'ostéopathie ou d'un titre d'enseignement supérieur de niveau équivalent au grade du master dans le domaine de l'ostéopathie, reconnu par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Question 0428 (28.02.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **rapport CRF pour l'année 2017** :

Le rapport de la Cellule de renseignement financier (CRF) pour l'année 2017 récemment publié note une augmentation de 26,16 % de déclarations d'opérations suspectes en matière de blanchiment reçues par la CRF (i. e. de 30.710 en 2016 à 38.744 déclarations en 2017). De même, les déclarations reçues en matière de financement de terrorisme ont augmenté de 70 dossiers en 2016 à 373 en 2017.

En même temps, le nombre de dossiers transmis par la CRF aux parquets de Luxembourg et de Diekirch a connu une baisse de 460 dossiers, i. e. de 577 dossiers en 2016 à 117 dossiers en 2017.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Vu le nombre et la hausse du nombre de déclarations d'opérations suspectes reçues par la CRF en 2017 par rapport à 2016, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la diminution simultanée et sensible de dossiers communiqués aux parquets de Luxembourg et de Diekirch manque de pertinence ?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que le Luxembourg risque de ne plus être crédible en la matière ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le ratio de déclarations reçues par rapport aux dossiers transmis aux parquets pour les dernières années ?

- Monsieur le Ministre peut-il également m'indiquer le ratio entre dossiers transmis aux parquets et affaires poursuivies pour les mêmes années ? Combien d'affaires ont mené à une condamnation par le juge pénal au cours de cette période ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que le changement de méthodologie appliquée par la CRF dans la transmission de dossiers aux autorités de poursuite ait un lien avec le 4^e cycle d'évaluations mutuelles par le Groupe d'action financière (GAFI) ?

Réponse (25.03.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

L'honorable Député interroge le Ministre des Finances au sujet du rapport annuel de la Cellule de renseignement financier (ci-après « CRF »). Il

souligne qu'en 2017, le nombre de transmissions de la CRF au parquet a baissé de 460 unités alors que, pendant le même laps de temps, le nombre de déclarations d'opérations suspectes (ci-après « DOS ») a progressé de 26,16 %.

La CRF étant rattachée au parquet général, elle relève, en tant qu'autorité judiciaire, du ressort du Ministre de la Justice qui répond à la question de l'honorable Député.

Parmi ses missions, la CRF dissémine, spontanément et sur demande, des informations et le résultat de ses analyses aux autorités compétentes concernées. La dissémination spontanée se fait dès lors qu'il existe des raisons de suspecter la présence d'un blanchiment, d'une infraction sous-jacente associée ou d'un financement du terrorisme. Sur base de l'analyse de la CRF, la dissémination des informations se fait de façon sélective pour permettre aux autorités récipiendaires de se concentrer sur les cas et informations pertinents³.

Notons aussi que la CRF est indépendante et qu'il lui appartient seule de décider, en toute autonomie, quelles informations seront analysées, demandées ou disséminées. Les questions de l'honorable Député quant à la « pertinence » de la politique de transmission des informations et analyses de la CRF relèvent d'une matière réservée à la CRF.

Néanmoins, pour ce qui est de la diminution des transmissions aux parquets en 2017, le directeur de la CRF a bien voulu communiquer les explications suivantes dont certaines figurent déjà au rapport annuel précité.

La diminution des transmissions en 2017 a d'abord été précédée, en 2015 et 2016, d'une forte hausse par rapport aux années précédentes.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cette hausse s'expliquait notamment par la circonstance qu'à partir de 2014, les magistrats de la CRF étaient progressivement déchargés des poursuites et classements ad acta pour mieux se concentrer sur leurs missions au sein de la CRF. Par conséquent, du moment qu'un soupçon était avéré, le dossier était transmis au parquet compétent pour statuer sur l'opportunité des poursuites. Les dossiers de faible envergure ou ceux, nombreux, où aucune poursuite n'était possible faute d'auteur identifié, n'étaient dès lors plus classés en interne par les magistrats de la CRF, mais par leurs collègues des parquets, ce qui inévitablement conduisait à une hausse « mécanique » du nombre de transmissions.

Les magistrats de la CRF et leurs collègues des parquets ont fait le constat que cette façon de procéder, de transmettre pour classer, n'était pas efficace et constituait un gaspillage de ressources. De concert, ils ont élaboré un nouveau concept, basé sur des critères d'opportunité, pour aboutir à une plus grande sélectivité des transmissions de la CRF à l'attention des parquets. Grâce à ce système, qui fonctionne à la satisfaction des concernés, le nombre de transmissions a diminué en 2017 pour arriver à 117 transmissions, ce qui est loin d'être négligeable.

En analysant le total des déclarations reçues par la CRF en 2017 (38.744), il importe de souligner que la grande majorité de ces déclarations étaient faites par des professionnels ayant leur siège social au Luxembourg et exerçant leur activité dans les autres États membres de l'Union européenne sous passeport européen. Afin de tenir compte de cet aspect, le rapport contient désormais des statistiques sectorielles. Dans la mesure où l'écrasante majorité de ces déclarations ne révèle pas d'infraction primaire au Luxembourg, la CRF a concentré ses efforts sur une coopération internationale efficace avec les CRF des États membres concernés⁴. Les dé-

marches entreprises sont notamment décrites au point 1.4.1 du rapport annuel de 2017. Au cas où l'analyse des déclarations concernées révèle un lien plus fort avec le Luxembourg, une transmission au parquet concerné est évidemment faite.

Pour le surplus, il y a lieu de se référer aux explications données dans le rapport annuel 2017 :

- L'abandon de la possibilité de déposer une plainte en même temps qu'une déclaration de soupçon. Dans le passé, la CRF acceptait de continuer une déclaration de soupçon comme plainte pénale au parquet. Cette possibilité n'existe plus. Par ailleurs, aucune déclaration n'est transmise telle quelle à des autorités nationales ou CRF étrangères. Seul le résultat de l'analyse de la CRF - sous forme de rapport de transmission - est disséminé.

- Un effort de centralisation : dans des affaires liées ayant fait l'objet de plusieurs déclarations, la CRF prépare désormais un seul rapport de transmission, en mettant en exergue les liens existants entre les différentes affaires.

- Une amélioration de la coopération internationale grâce à laquelle la CRF transmet directement des informations supplémentaires, inconnues des autorités judiciaires, aux autorités étrangères via leur CRF.

Les suites réservées aux affaires transmises au parquet sont détaillées dans le tableau figurant à la fin du point 4.1 du rapport annuel 2017. Il y a lieu de préciser que l'établissement de statistiques sur ce point est difficile, alors que l'instruction d'une affaire judiciaire peut s'étendre sur plusieurs années. À titre d'exemple : une affaire transmise au parquet en novembre 2017 peut n'être toisée définitivement par les juges du fond qu'en 2020 (éventuels appels et pourvois en cassation compris).

Du fait de l'importance de la place financière luxembourgeoise, la CRF travaille sur une bonne coopération internationale avec les CRF des autres États. À côté de la participation à des réunions internationales, elle s'engage activement dans des groupes de travail multilatéraux et internationaux. Cet engagement a notamment abouti à l'identification de fonds issus d'infractions primaires à l'étranger et investis au Luxembourg. Grâce à une coopération internationale entre CRF et autorités judiciaires des États concernés, des échanges d'information et saisies ont pu être effectués. Il faut relever que ces échanges - bien que fructueux - ne figurent pas dans les transmissions au parquet.

Finalement, la CRF est membre de la délégation luxembourgeoise du GAFI. Elle ne participe non seulement aux différentes réunions, mais s'engage également activement dans les groupes de travail ayant trait à ses missions. Dans la mesure où les recommandations du GAFI constituent le standard international en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, la CRF suit naturellement ces recommandations.

Question 0429 (28.02.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les bénévoles des pompiers :

De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) stellt een onverzichtbare Piliere van eiser Gesellschaft duer. De selbstlosen Asaz vun ville Fräiwëllege rett all Dag vill Liewen zu Lëtzebuerg a wär ouni dës net funktionärfäeg. Den Artikel 35 vum Gesetz vum 27. März 2018 beseet, dass d'Volontairen eng steierfräi Indemnitéit fir den Asaz beim CGDIS kënnen kréien, déi vum Conseil d'administration vum CGDIS decidéiert a vum Regierungsrat accordeiert gëtt. No den Informatiounen op der Websäit vum CGDIS gëtt den Engagement aktuell mat engem Euro pro Stonn entlount. Verschidde Fräiwëlleger hunn eis bericht, dass si - Stand haut - nach guer keng Indemnisation iwwerwise kruten.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Innenminister dës Froe stellen:

- Kann d'Madamm Minister confirméieren, dass d'Indemnitéit fir d'fräiwëlleg Pompjeeë schon ausbezuelgt goufen? Falls jo, wéini goufe se ausbezuelgt?

- Wat sinn d'Grënn vun der spéider Ausbezielung vun den Indemnitéiten?

- Étant donné,

1. dass de Fonctionnement vum CGDIS op eng grouss Unzuel vu Fräiwëlleger ugewisen ass,
2. dass den Engagement vill Fräizäit fir d'Volontaire fuedert,
3. der Ausso vum Koalitiounsofkommes op der Säit 54: « Une attention particulière sera portée

aux pompiers bénévoles qui, ensemble avec les pompiers professionnels, sont les piliers de nos services de secours. »,

ass d'Madamm Minister Bofferding der Meinung, dass de Benevolat beim CGDIS nach besser misst entlount ginn? Falls neen, wat ass hir Erklärung?

Réponse (02.04.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

Fir op déi éischt Fro kënnen am Detail ze äntwerten, ass et wichteg, op déi verschidden Indemnitéiten anzugehen, déi un déi Fräiwëlleg vum CGDIS ausbezuelgt ginn:

1. Pauschal Indemnitéit: Ronn 270 fräiwëlleg Zenter- a Gruppecheffen, souwéi hir Adjonten, kréien am Kader vun hirer Missioun eng monatlech Indemnitéit. Enn Februar huet de CGDIS 300.000 Euro un dës Leit iwwerwisen.

2. Indemnitéit fir Formation: Déi fräiwëlleg Instrukteren a Pompjeeën, déi un enger Formation vum Institut national de formation des secours (INFS) deelhuefen, ginn dofir indemniséiert. Bis haut sinn net manner ewéi 1.000 Iwwerweisungungen un déi betrafte Leit duerchgefouert ginn.

3. Indemnitéit fir Permanencen: E fräiwëllege Pompjee, dee vun doheem oder am Kader vun enger Garde casernée um Berechtschaftsdéngscht deelhält, kritt dofir eng Indemnitéit vun engem Euro respektiv zéng Euro pro Stonn. De CGDIS wäert dës Iwwerweisungungen am Laf vum Mount Abrëll kënnen duerchféieren a respektéiert domat déi nämlech Delaie wéi an de vergaangene Joren.

4. Indemnitéit fir en Asaz: De Verwaltungsrot vum CGDIS huet entscheet, dass d'Indemniséierung vun Asätz am Laf vum Joer 2019 ulafe soll a réckwierkend op den 1. Juli 2018 ausbezuelgt soll ginn.

5. Zousätzlech Kranken- oder Pensionsversicherung: All Fräiwëllegen huet seng Demande fir de Remboursement vu 50 % vun de Käschte vun enger Zousatzversicherung bis den 31. März 2019 beim CGDIS missen areeche. Esou wäert de CGDIS déi néideg Paiementer duerchféieren.

Am Resumé: zum haitegen Zäitpunkt sinn e groussen Deel vun den Indemnitéiten un déi Fräiwëlleg ausbezuelgt ginn, déi restlech Paiementer wäerten zäitno getäteg ginn.

Zu de Grënn kann ee Folgendes soen:

- Den 1. Juli 2018, dem Dag vum Akraafttriede vum Gesetz vum 27. März 2018 iwwert d'Organisation vun der ziviller Sécherheet, si 4.000 Volontairen aus verschiddenen Entitéiten an dem CGDIS integréiert ginn. Dës Integratioun huet immens vill Zäit an Usproch geholl;

- Virum 1. Juli 2018 hat all Entitéit säin eegenen Indemnitéitssystem, mat ënnerschiddlechen Tariffer an ënnerschiddleche Modalitéiten. De CGDIS huet dës Systemer analyséiert an harmoniséiert, fir ze garantéieren, dass an Zukunft all fräiwëllege Member am Land an de Genoss vun den nämlechten Indemnitéite kënn.

- De CGDIS huet seng informatesch Programmer fir d'Erfaasse vu Stonne souwéi fir d'Bezuele vun de geleschte Stonne moderniséiert an optimiséiert. Dëse Prozess huet elo e bësse gedauert, mä et sief drun erënnert, dass dëst de Fräiwëllegen awer an Zukunft nëmmen kann zeguttkommen. Duerch déi nei informatesch Systemer wäert sech d'Beaarbechtungszeit vun den Indemnitéiten an Zukunft enorm reduzéieren!

Et ass richtig, dass d'Benevolat ee vun de wichtegste Piliere am Rettungsdéngscht ass, wat d'Regierung jo och explizit am Koalitiounsaaccord ennersträicht. Ouni déi sëlliche fräiwëlleg Fraen a Männer kann de Lëtzebuergeser Rettungsdéngscht net funktionéieren. Dofir ass et fir d'Regierung evident, déi geleschten Aarbecht och an Zukunft beschtméiglechst ze promouvieren an ze honoréieren. De besteende System wäert permanent analyséiert a perfektionéiert ginn.

Question 0431 (01.03.2019) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant le délai de prescription en matière d'abus sexuels commis sur des enfants :

En réponse à ma question parlementaire n° 2728 du 2 février 2017, dont je me permets de reproduire le libellé ici :

« Des études internationales révèlent qu'un quart des adultes ont subi des violences physiques dans leur enfance et qu'une femme sur cinq et un homme sur 13 ont subi des violences sexuelles dans leur enfance.

En plus, un enfant victime sur deux est agressé par un membre de sa famille, or dans plus de 95 % des cas, le délinquant reste impuni.

Au Luxembourg, le délai de prescription pour des infractions sexuelles est de dix ans après la majorité de la personne concernée. La spécificité et la gravité des violences sexuelles sur les mineurs, le rendent pour les victimes pourtant très difficile de les révéler, même arrivées à l'âge adulte.

Des délais de prescription trop courts peuvent priver de nombreuses victimes de leur droit de porter plainte et d'accéder à la justice. En France et au Canada, le délai de prescription a été porté à vingt respectivement à trente ans. Dans certains pays comme la Grande-Bretagne ou la Suisse, ou encore l'État de Californie, les violences sexuelles sont rendues imprescriptibles. »,

Monsieur le Ministre de la Justice avait répondu que compte tenu de la modification apportée au régime des délais de prescription de l'action publique, « il n'est pas envisagé à ce stade de modifier l'actuel délai de prescription ».

L'accord de coalition stipule désormais que :

« L'ensemble des délais de prescription devront être évalués et redéfinis dans un cadre cohérent. L'opportunité de supprimer certains délais de prescription sera étudiée dans ce contexte.

Il sera introduit une procédure d'information à l'attention des victimes et/ou auteurs d'une infraction en cas de prescription de l'affaire les concernant. »

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il compte revenir sur sa position adoptée en février 2017 et pour quelles raisons ?

- Quels sont plus généralement les délais de prescription touchés par la réforme, aussi bien les délais de prescription de l'action publique que ceux des peines ? Quels délais de prescription pourraient, le cas échéant, être supprimés ?

Réponse (25.03.2019) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice :

Les questions de l'honorable Députée se rapportent, d'une part, à la position relative aux délais de prescription, adoptée par Monsieur le Ministre de la Justice en 2017, (point I) et, d'autre part, à la réforme énoncée dans le programme de coalition 2018-2023 (point II).

I) La position adoptée en février 2017 par Monsieur le Ministre de la Justice relative à la révision des délais de prescription en matière pénale

Tout d'abord, il convient de placer la réponse à la question parlementaire n° 2728 du 2 février 2017 dans son contexte initial. La réponse est libellée comme suit :

« Il faut souligner que la situation a évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

Compte tenu de cette modification récente et des changements qu'elle a apportés, il n'est pas envisagé à ce stade de modifier l'actuel délai de prescription. »

Il importe de préciser quelques points importants :

a) Le champ d'application de la loi du 27 février 2012

La loi précitée du 27 février 2012, portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et modifiant les articles 635 et 637 du Code de procédure pénale, inscrit l'imprescriptibilité des infractions prévues aux articles 136bis à 136quinquies du Code pénal, applicables aux violations graves du droit international humanitaire.

b) Les modifications législatives intervenues dans la loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention d'Istanbul

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, a dédié un article à la « Prescription », afin de permettre la mise en œuvre efficace des poursuites des victimes ayant atteint l'âge de la majorité.

L'article 58 de la Convention du Conseil de l'Europe précitée, relatif à la prescription, a été transposé en droit pénal national par la loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention d'Istanbul, et modifie l'article 637, paragraphe 2, du Code de procédure pénale, applicable au délai de prescription de l'action publique des crimes commis contre les mineurs.

L'article 637, paragraphe 2, dispose désormais que le délai de prescription ne commence à

³ cf. Normes internationales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, note interprétative de la recommandation 29 (Cellules de renseignements financiers).

⁴ À titre d'exemple : Un résident allemand met en vente un bien sur une place de marché en ligne. Un produit est acheté par un autre résident allemand, mais jamais livré. La CRF reçoit une déclaration de soupçon de l'établissement de paiement ou de monnaie électronique établi au Luxembourg, par lequel le paiement de la victime a transité, sans qu'il n'y ait un quelconque autre lien avec le Luxembourg. Dans ces cas, il n'y a pas de transmission au parquet, mais uniquement un échange d'information avec la CRF de l'État membre concerné (l'Allemagne en l'espèce).



courir pour les mineurs qu'à partir de leur majorité, pour les infractions inscrites aux articles 348 (avortement forcé) et 409bis, paragraphes 3 à 5 (mutilation des organes génitaux) du Code pénal.

L'article 638 du Code de procédure pénale, également modifié par la loi précitée, étend le délai de prescription de l'action publique à certains délits commis à l'égard des mineurs, délai qui ne commence à courir qu'à partir de leur majorité, aux infractions visées aux articles 389 (contrainte de contracter un mariage ou un partenariat) et 409bis, paragraphes 1 et 2 (excision, infibulation ou toute autre mutilation) du Code pénal.

II) Les objectifs de la réforme en matière de délais de prescription, telle qu'inscrite au programme de coalition 2018-2023

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que :

« L'ensemble des délais de prescription devront être évalués et redéfinis dans un cadre cohérent. L'opportunité de supprimer certains délais de prescription sera étudiée dans ce contexte.

Il sera introduit une procédure d'information à l'attention des victimes et/ou auteurs d'une infraction en cas de prescription de l'affaire les concernant. »

La réévaluation des délais de prescription sera menée et les changements législatifs envisageables aux différents délais de prescription seront analysés.

Question 0432 (01.03.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **peste porcine africaine** :

Déi afrikanesch Schwéngspescht réckelt ëmmer méi no un déi Lëtzebuurger Grenz. D'lescht Woch gouf zu Differt bei Messancy e Wëllschwäikadaver positiv op de Virus getest. Déi Uertschaft läit nëmme knapp dräi Kilometer vum Lëtzebuurger Territoire ewech.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister, der Madamm Minister fir Ëmwelt an dem Här Minister fir Tourismus folgend Froe stellen:

- Wat geschitt konkret am Fall, wou d'Schwéngspescht hei zu Lëtzebuerg géif opkommen?

- Gëtt an deem Gebitt, wou de Fall virkënn, eng sougenannten „Spärzon“ ageriicht? Wei grouss wier déi Schutzzon?

- Wat sinn d'Konsequenze fir d'Schwéngsbetribber, déi an esou enger Schutzzon géife leien? Musse Schwäin da präventiv gekeult ginn? Ginn déi betreffen Zichter an deem Fall entschidegt?

- Wat sinn d'Konsequenzen op déi aner Betribber an esou enger Schutzzon, déi net an der Schwéngszucht aktiv sinn?

- Däerf dat Fudder, wat op den Aker an enger betreffen Zon wiisst, onbeschränkt recoltéiert ginn?

- Wei ass et mat der Recolte vun den Drauwen, wann e Fall vu Schwéngspescht an der Muselgëgend géif nogewise ginn?

- Wéi eng Konsequenzen entstinn am Fall vun der Schwéngspescht fir den Tourismus? Ginn da Wanderweeër an de Bëscher gespaart? Wa jo, a wéi engem Radius?

D'Jeeër sti virum dem Problem, datt si fir de Moment de Wëllschwäin net méi lass ginn:

- Wéi agéiert den Ëmweltministère, fir ze verhënneren, datt d'Wëllschwäipopulatioun zouhëlt?

- Gi vun all geschossene Wëllschwäi Prouwe geholl, fir ze kontrolléieren, ob si ASP-fräi sinn? Wa jo - zanter wéini? Wann neen - firwat net?

- Wéi probéiert d'Regierung, d'Iwwerlaffe vun de Wëllschwäin iwwert d'belsch-lëtzebuurger Grenz ze verhënneren?

- Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu der franséischer Initiativ, systematesch all Wëllschwäin op der belscher Grenz ze schéissen, respektiv e Schutzdrot opzeriichten?

Eng vun den aktuelle Präventivmoosnamen ass déi, dass d'Wëllschwäikadaver, bei deenen d'Doudesursaach net offensichtlech ass, op den ASP-Virus getest ginn. Op den 21 Februar 2019 goufen 114 Wëllschwäin ageschéckt, 113-mol war den Test negativ, ee Resultat steet nach op.

- Wann net den ASP-Virus fir den Doud vun dese Wëllschwäi verantwortlech ass, u wei engen Ursaache sinn des Déieren da gestuerwen?

Réponse commune (29.03.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

D'Moosname si verschidden, jee nodeem, ob e Fall bei de Wëllschwäin oder bei den Hausschwäin detektéiert gëtt.

Am éischte Fall gëtt eng infizéiert Zon ausgewisen, an där an enger éischer Phas all d'Aktivitéite wéi zum Beispill d'Juegd, d'Bëschaarbechten oder d'Fräizäitaktivitéiten (Wandern, Mountainbike, ...) verbuede ginn, fir d'Bewegung vun de Wëllschwäin anzuschranken. Duerno gëtt déi Zon a verschidde Flächen ënnerdeelt, an deenen et haaptsächlech drëm geet, d'Kadavere vun de Wëllschwäin ze fannen, ze testen an ze entsuergen, respektiv e Maximum vu Wëllschwäin ze schéissen.

Trëtt e Fall vun afrikanescher Schwéngspescht (ASP) bei engem Hausschwäin op, ginn all d'Schwäin an deem Betrib gekeult an et gi sougenannte Spär- (3 km) respektiv Iwwerwachungszone (10 km) ageriicht, an deenen d'Schwéngsbetribber ënner offiziell Kontroll gestallt ginn. Et ass selbsterklärend, dass d'Onkäschte fir d'Keule vun de Schwäin am Kader vun der Bekämpfung vun der ASP vum Stat iwwerhol ginn.

Zousätzlech gëllen an all deenen Zone streng Regeln, wat den Transport vu liewege Schwäin tëschent de Betribber wéi och vun de Betribber an d'Schluechthaus ubelaangt. Vu dass de Virus nëmme Schwäi respektiv Wëllschwäin infizéiert, betreffen déi Moosnamen haaptsächlech d'Schwéngsbetribber.

Op de Virus iwwert d'Fudder respektiv d'Stréi iwwerdroe gëtt, ass nach net kloer gekläert, an et lafen eng Rei Etüden op deem Gebitt. Beim Optauche vun der Krankheet an der Muselgëgend hätt dat keng direkt Konsequenz op d'Drauwelies. Et ass hei wichteg, drun ze erënneren, dass de Virus keng Gefor fir d'mënschlech Gesondheet duerstellt, an dëst esouguer beim Konsum vu kontaminierte Produkter.

Am Bulletin technique de l'Administration de la nature et des forêts en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse n°3, S. 58-59 (2014) hunn d'ANF an d'ASV fir d'éischte Kéier d'Jeeër drop opmierksam gemaach, dass d'Densitéit vu Wëllschwäi misst drastesch reduzéiert ginn, en vue vun der Gefor vun der afrikanescher Schwéngspescht. Dee Message gouf säit 2014 regelméisseg widderholt. D'ANF ass frou iwwert déi Messagen, déi an de leschten Deeg vun der Jeeërfederatioun komm sinn, dass si elo méi Schwäi schéisse wäerten. D'Juegd op Wëllschwäin ass am ganze Land am Oppeland 52 Wochen an am Bësch 46 Woche laang erlaabt. Et gouf och ee Règlement d'urgence geholl, deen et erlaabt, an der Iwwerwachungszone während dem ganze Joer Wëllschwäin ze schéissen. Zu Lëtzebuerg gëtt et ee minimalen Ofschossplang a kee maximalen Ofschossplang. Dat heescht, dass d'Jeeër säit dem Juegdgesetz vun 2011 dee minimalen Ofschossplang mussen erfëllen, mä et no uewe keng Grenze gëtt.

Säit der Versammlung mat de Jeeër aus der Zone de surveillance, déi de 4. Mäerz am Ellergonn ofgehale ginn ass, ass et méiglech, Blutprouwe vu geschossene Wëllschwäin am Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État (LMVE) fir eng Analys ofzeginn. Dofir muss bestëmmte Konditione ungehale ginn: déi exakt geografesch Koordinate muss bei der Demande derbäi sinn, an d'Karkass duerf eréischt weiderverschafft ginn, wann d'Resultat negativ ass. D'Resultater vun allen Analyse ginn op enger Kaart um Portail d'agriculture (<https://agriculture.public.lu>) duergestallt.

Well déi infizéiert Déiere ganz séier Symptomer hunn a stierwen, ginn direkt nom Opkomme vun der Krankheet Karkasse vu wëlle Schwäi fonnt. Dowéinst ass d'Analys vun dout opfonnte Wëllschwäin, respektiv Wëllschwäi mat Krankheetssymptomer, immens wichteg. Eng systematesch Analys vu geschossene Wëllschwäi verbessert d'Detektioun vun der Krankheet net wesentlech.

Et ass ze bemerken, dass am LMVE net systematesch eng detailléiert Autopsie duerchgefouert gëtt, mä zum Deel just Echantillone fir d'ASP-Analys geholl ginn. Um Terrain an an de Centres de collecte soll de Kadaver méiglechst weineg manipuliert ginn, fir bei engem positive Fall eng Kontaminatioun mam Virus ze verhënneren.

Eng grouss Partie vun den ënnersichte Wëllschwäi si bei Stroossen, Feldweeër an Uertschaften fonnt ginn. Dat ass och doduerch ze erklären, dass an der Iwwerwachungszone all Wëllschwäin aus Verkéiersaccidenter muss ënnersicht ginn. Schossverletzungen vun der Juegd, déi net direkt déidelech waren, en erhéichte Parasitbefall oder Erkrankung vum den Otemweeër si weider Doudesursaachen, déi festgestallt gi sinn.

D'Opriichte vun Drot - virun allem, fir déi belsch „Zone blanche“ ze limitéieren - ass de Moment amgaangen. Déi éischt franséisch Dréit - op der Grenz - ware vun de franséische Jeeër éischer symbolesch opgeriicht ginn. An der Tëschenzäit sinn déi Moosnamen offizielliséiert a ginn tëscht deenen dräi Länner ofgestëmmt.

Falls den Accès fir a bestëmmte Bëscher fir eng länger Zäit net méiglech wär an also d'Fräizäitaktivitéiten an deem Beräich verbuede géinge bleiwen, kéint et och en Impakt op den Tourismus ginn, deen allerdéngs ofhängeg ass vun der Envergure vun de Mesuren, déi vun der Veterinärsverwaltung musse geholl ginn, vum betreffen Territoire a vun der Dauer vun esou enger Spärung.

Question 0434 (01.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **frais de raccordement au réseau électrique** :

Fir kënnen Strom zu bezéien, muss e Stot un e Stromreseau ugeschloss sinn, a fir datt de Stromliwwerant ofrechne kann, muss den effektive Verbrauch ofgelies ginn. Dofir gesäit d'Gesetz vum 1. August 2007 iwwert de Strommarché am Artikel 2 (1) Folgendes vir: « Un règlement grand-ducal peut introduire un système national de péréquation afin de garantir des tarifs d'utilisation du réseau uniformes pour un même niveau de tension. » Dëst ass och tatsächlech de Fall an den ILR publizéiert all Joer d'Tariffer fir déi sougenannten « Redevance mensuelle fixe pour l'accès au réseau BT ».

Während tëscht dem 1. Januar 2017 an dem 31. Januar 2019 d'Präisser laut dem Stotec ëm 2,98 % respektiv den Index vu Salären ëm 3,51 % geklomme sinn, ass den Tarif fir de Raccordement un de Stromreseau ëm 28,62 % geklommen.

Déi héich Raccordementstariffer iwwerdeken dobäi all individuell Versich, duerch d'Reduktioun vun der eegener Stromconsummatioun ze spueren. An der Hypothese, datt e Stot 2017 bspw. 4.000 kWh consomméiert huet a säi Verbrauch fir 2019 ëm 15 % gesenkt, also op 3.400 kWh reduzéiert, huet, hätt dese Client bei der Enovos souguer trotz enger Präishausse um Strompräis vun 9,97 % nach misse ronn 24 Euro d'Joer aspueren. No Applikatioun vun de Raccordementsfraise bezilt en haut awer effektiv 7 € d'Joer méi wéi virduen, obwuel e seng Consummatioun reduzéiert huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie an dem Minister fir Kommunikatioun a Medien des Froe stellen:

- Wéi eng Method benotzt den ILR, fir diesen Tarif fir de Raccordement un de Stromreseau ze berechnen a festzesetzen?

- Duerch wéi eng Facteuren ass et zu där drastescher Präiserhéijung komm?

- Wéi erkläert sech des Hausse virum Hannergrond, datt de Projet „Smarty“ jo u sech d'Käschte fir de Comptage vum Stromverbrauch sollt reduzéieren?

- Sinn d'Ministèren och der Meenung, datt des Hausse eventuell individuell Aspuerung beim Energieverbrauch reduzéiert oder souguer ganz negéiert?

Réponse (08.04.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Säit der Liberalisatioun vum Strommarché mam ëmgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Strommarché („Stromgesetz“) gëtt et eng kloer Trennung tëschent dem Bedriewe vum Netz an d'Beliewere mat Energie (Strom). D'Bedriewe vum öffentleche Stromnetz (Creos, Stad Dikrech, Stad Ettelbréck, Sudstroom zu Esch an Electricis zu Miersch) mussen also de Stromfournisseuren d'Infrastruktur (Netz) zur Verfügung stellen, fir de Strom kënnen un den Endclient ze liwweren.

D'Stromgesetz gesäit vir, dass Haushaltsclienten eng sougenannten « fourniture intégrée » kréien. Dat wéilt heeschen, dass de Fournisseur, dee si sech kënnen eraussichen an deenen hinnen d'Energie liwwert, hinnen och d'Netzkäschte vum Netzbedriewe a Rechnung stellt. Dernieft sinn och nach d'Stromsteuer an d'Contribution un de Mécanisme de compensation op der Rechnung vum Fournisseur, déi allebéid op den Energieverbrauch gerechert sinn.

Dem Artikel 20 vum Stromgesetz no ass den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) derfir zoustänneg, fir d'Method zur Bestëmmung vun den Netznutzungstariffer fir d'Benutzung vun de Stromnetzer festzeleeën. Dës Tariffmethod ass festgehale an modifizéierte Règlement E16/12/ILR vum 13. Abrëll 2016, an

dat fir d'Regulatiounsperiod 2017 bis 2020. D'Tariffmethod erstreckt sech op d'Modalitéite fir d'Festleegung vun maximal autorisierten Akommes, déi järelech Revisioun vun dem maximal autorisierten Akommes, d'Transposition vun maximal autorisierten Akommes an eng Tariffstruktur an déi verschidden Echeancen, déi ze respektéieren sinn. D'Tariffstruktur am Nidderspannungsberäich gesäit vir, dass den ze verrechnenden Tarif sech zesummesetzt aus engem Deel, deen de verbrauchte Stromvolumen erëmispigelt (composante énergie) an deen a Cents/kWh ausgedréckt ass, an enger monatlecher fixer Redevance fir den Zougang zum Stromnetz.

Beim Uwende vun der Tariffmethod mussen déi ufalend Käschte fir de Bau, den Entretien an d'Garantéiere vun der Netzsécherheet an der Versuergungsécherheet berücksichtegt ginn. E groussen Deel vun de Käschten entsteet duerch d'Verleee vu Kabelen, haaptsächlech duerch d'Terrassementsaarbechten an d'Infrastruktur selwer (Transformatoren, Kabelen, asw.). Des Käschte sinn also duerch Investitioune bedéngt, déi derfir suergen, dass d'Stromnetzer sécher bedriewe kënnen ginn an dass genuch Capacitéit do ass, fir déi zukünfteg Erausforderunge vun der Energietransitioun kënnen ze meeschteren. Dës Käschte sinn also zum gréissten Deel net dervun ofhängeg, wéi vill Strom während engem Joer duerch d'Netz fléisst mä hänken engersäits ganz staark vun der Unzuel an der Verdeelung vun den Umschlössen of, an anersäits vum héchstméigleche Spätzverbrauch, deen an engem Joer stattfënt.

Et ginn awer och Käschten, déi d'Netzbedriewe net kënnen beaflossen an déi doduerch integral an d'Tariffer afléissen. Dozou gehéieren zum Beispill eng ganz Rei vu Systemdéngschtleeschungen, déi dat virgelagert Netz an Däitschland verrechent an déi ënner anerem dora bestinn, fir d'Gläichgewiicht am gemeinsame Stromsystem um Niveau vun der Héchstspannung zu jiddwer Moment ze garantéieren. Dës Käschte sinn an deene leschte Jore signifikant an d'Luucht gaangen, wat och e spierbaren Impakt op de Lëtzebuurger Netznutzungstariff hat. Käschten, déi um Niveau vun der Héchstspannung entstinn, ginn dann nach op déi verschidde Spannungsniveauen opgedeeelt, well dee Strom, deen de Client op der Nidderspannung verbraucht, kënn jo zum gréissten Deel fir d'Éischt emol aus dem Mëtzel- an Héichspannungsnetz.

Well et fir d'Clienten a Fournisseure méi einfach ass, wann iwwerall déiselwech Netztariffer gëllen, hunn d'Stromnetzbedriewe an Sënn vum Stromgesetz eng sougenannten « péréquation tarifaire » un den ILR proposéiert. Deemno ginn d'Käschten an d'Revenue vun allen Netzbedriewe zanter 2017 zesumme gerechent, fir dorauer dann eenheetlech Netznutzungstariffer ze bilden, déi am ganze Land gëllen.

Am Resumé fale folgend Käschte bei engem Haushaltsclient un, dee 4.000 kWh Strom an Joer verbraucht an deen e fixen Energiepräis bei sengem Fournisseur iwwer dräi Joer kritt hätt. Dese beispillhaften Energiepräis entsprécht ongeféier der Moyenne vun de Strompräisser um Marché. Verschidde Fournisseure verrechnen och nach eng monatlech Prime, déi vu Fournisseur zu Fournisseur ofhänkt an déi och ka reduzéiert ginn, wann een zum Beispill fir eng elektronesch Rechnung optéiert. Esou eng Prime ass am Beispill hei hannendrun net berücksichtegt.

(*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

Fir e Client, deen 2019 seng Consummatioun ëm 15 % gesenkt hätt an dann also nach 3.400 kWh Strom wäert verbrauche par rapport zu engem Verbrauch vu 4.000 kWh, deen hien 2017 hat, kann ee folgende Verglach maachen:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

D'Beispill weist, dass nieft der monatlech fixer Redevance all déi aner Komponente vun der Stromrechnung mam méi oder manner héije Stromverbrauch erop- oder erofginn. Doraus gëtt daitlech, datt et bei engem duerschnëtleche Verbrauch vun engem Haushalt generell esou ass, dass een duerch d'Aspuere vu Strom seng Gesamtkäschte kann erofdrécken. Well d'Energietransitioun op dezentral an erneierbar Stromproduktioun setzt, geet et an Zukunft

och drëms, fir de Verbrauch un d'Verfügarkeet vun erneierbare Stroum upassen ze kënnen, unni awer d'Netzer punktuell ze iwwerlaaschten an de Confort vun de Clienten anzeschränken. Déi intelligent Zieler (Projet „Smarty“), déi am Moment uechtert d'Land installéiert ginn, sinn dobäi e wichteg Element, well dee Computer erfaasst net nëmmen de Verbrauch an d'Stroumproduktioun, mä kann an Zukunft och fir d'Steuerung vun eenzelen Apparaten agesat ginn.

Den intelligenten Zieler erlaabt et dem Client, an Zukunft méi effizient mat der Energie ëmzegeen. Dat zousätzlecht Flexibilitäitspotenzial, wat mat Hëllef vum „Smarty“ ka mëttelfristeg erschloss ginn, wäert och derzou bäidroen, fir nei Laaschte wäi Luedstatione fir elektresch Autoen an dezentraliséiert Produktiounsanlage méi effizient an d'Netz kënnen anzebannen. Doduerch kënnen an Zukunft méiglecherweis Investitiounen an den Netzausbau verhënnert oder weinstens no hanner verréckelt ginn, wat dann och erëm zu manner héijen Netzkäschte wäert féieren.

Question 0436 (04.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **Commission de nomenclature** :

L'association des médecins et médecins dentistes vient d'annoncer que sa décision de ne plus participer à la Commission de nomenclature perdurera tant que le Ministre de la Sécurité sociale n'aura pas répondu favorablement aux revendications des médecins.

Cette politique de la chaise vide est surprenante étant donné que le programme gouvernemental prévoit « une analyse de la composition et du fonctionnement de la Commission de nomenclature portant sur ses mécanismes de décision et l'accélération des procédures de mise en œuvre ».

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si cette analyse a déjà été entamée.

- Comme depuis le retrait des représentants des médecins, la commission n'a pas chômé, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quels dossiers ont été traités et quels tarifs pour des actes et services de quelles spécialités médicales ont été adoptés.

- Quelles sont les demandes dont est saisie la commission et qui sont les interlocuteurs de la commission en l'absence de l'AMMD ?

Réponse (02.04.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Le cadre légal de la Commission de nomenclature est fixé par l'article 65 du Code de la sécurité sociale (CSS) qui définit sa mission dans l'élaboration de propositions relatives aux nomenclatures des actes et services des prestataires de soins, à soumettre sous forme de recommandations circonstanciées qui servent de base à la préparation de projets de règlements grand-ducaux. Le fonctionnement de la Commission de nomenclature est déterminé par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011⁵, pris en exécution de l'article 65, alinéa 14 du CSS.

Outre les médecins, toutes spécialités médicales confondues, et les médecins-dentistes, le périmètre des travaux de la Commission de nomenclature s'étend aussi à diverses professions de santé, ainsi qu'aux laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique. Du fait que ces nomenclatures ne peuvent être détachées du cadre conventionnel, celles-ci requièrent préalablement et obligatoirement la conclusion d'une convention entre le ou les groupements représentatifs de la profession concernée et la Caisse nationale de la santé (CNS).

Les caractéristiques et éléments composant la nomenclature sont les libellés des actes et services avec leurs coefficients respectifs, établis sur une base scientifique structurée et conceptualisée qui résultent en une pondération sur base de critères objectifs (notamment la durée, compétence technique, effort intellectuel). En outre, les nomenclatures avec leurs tarifs respectifs fixés représentent un outil de protection de l'assuré.

Naturellement, et pour des raisons évidentes, la modernisation de la nomenclature médicale représente la priorité de la Commission de no-

menclature. La CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) conviennent d'une méthodologie commune pour la révision progressive de la nomenclature. Ainsi, au cours des dernières années, mis à part des adaptations ponctuelles ou techniques, la Commission de nomenclature s'est attaquée à la révision de la nomenclature médicale. Les échanges sur les adaptations correspondantes, opérées en étroite collaboration avec les prestataires concernés, représentent une étape indispensable en vue de l'objectif recherché.

Les discussions sur la modernisation de la nomenclature poursuivent des objectifs de mise à jour par rapport au progrès médical et de mise en phase avec l'exercice de l'art médical sur le terrain, donc aussi de simplification, de modernisation et de clarification. Elle ne poursuit pas de but d'économies et elle contribue à rendre l'exercice de la profession médicale plus attractif. Dans cet ordre d'idée, la modernisation inclut, le cas échéant, des nouveaux actes et services, impliquant des dépassements du cadre financier actuel, aussi dans le but de répondre aux critères de valorisation et de contribuer à une meilleure équité entre les spécialités médicales.

Il y a lieu de situer les discussions au sujet de la Commission de nomenclature dans le contexte de la « politique de la chaise vide » opérée depuis mai 2018 par l'AMMD en tant que groupement représentatif des médecins dans le cadre de l'assurance maladie-maternité. En effet, lors de son assemblée générale extraordinaire en date du 16 mai 2018, l'AMMD vota différentes résolutions exprimant différents maux et des revendications par rapport à son refus du tiers payant généralisé, ou encore la dénonciation du système du conventionnement obligatoire. L'AMMD revendiqua dès lors des modifications légales, réglementaires, conventionnelles et statutaires et décida de se retirer de la Commission de nomenclature, jusqu'à clarification de cette situation jugée intenable par l'AMMD.

Le programme de coalition 2018-2023 précise que « Le principe du conventionnement obligatoire établissant les relations entre les prestataires et les institutions constitue une pierre angulaire du système de sécurité sociale. En effet, il est indispensable de s'assurer des conditions nécessaires et suffisantes pour que toutes les parties impliquées trouvent leur place au sein du système. Au niveau des prestataires de soins de santé, le corps médical constitue un pilier porteur. Il est impératif de poursuivre l'adaptation du catalogue des prestations de l'assurance maladie-maternité pour tenir compte des progrès médico-techniques et d'avancer davantage dans la révision de la nomenclature suivant la méthodologie commune retenue entre les prestataires concernés et la CNS, tout en considérant le déploiement de nouvelles structures hospitalières et extrahospitalières.

La révision de la nomenclature médicale sera poursuivie en mettant l'accent sur le respect des derniers standards des acquis scientifiques, la prise en compte des facteurs temps, difficulté intellectuelle et/ou technique, risque et pénibilité et des orientations en matière de services de santé publique, de permanence et de garde, et aussi dans l'optique de maintenir l'attractivité de l'exercice hospitalier et extrahospitalier de la médecine.

(...)

Il sera procédé à une analyse de la composition et du fonctionnement de la Commission de nomenclature portant sur ses mécanismes de décision et l'accélération des procédures de mise en œuvre. »

Actuellement les services du Département de la sécurité sociale procèdent à l'analyse relative à la composition et au fonctionnement de la Commission de nomenclature. L'objectif de ces travaux est d'assurer le bon fonctionnement de la Commission de nomenclature et la priorité essentielle de la Commission de nomenclature devra être la continuation de la modernisation de la nomenclature médicale, qui est la nomenclature la plus importante et la plus complexe avec un besoin de révision urgent. Outre une adaptation des actes techniques au progrès médical, la modernisation de la nomenclature devra de même prévoir une revue des consultations en vue d'y inclure des majorations en fonction de leur complexité et durée.

Comme par le passé, les membres de la Commission de nomenclature devront être en mesure de contribuer de façon constructive aux échanges contradictoires par des arguments fondés pour finalement aboutir à une décision négociée et, si possible, partagée entre parties. Aussi, les moyens à disposition de la Commission de nomenclature, respectivement des acteurs concernés, devront encore évoluer davantage.

Si des adaptations législatives ou réglementaires au niveau du fonctionnement de la Com-

mission de nomenclature s'avéreraient nécessaires, il y aura alors lieu d'examiner le règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 et l'article 65 du CSS.

En ce qui concerne spécifiquement la composition de la Commission de nomenclature, si historiquement les médecins furent en minorité manifeste au sein de la Commission de nomenclature, la réforme du système de soins de santé⁶ entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 a instauré une quasi-parité entre les représentants étatiques et les prestataires, avec certaines variations en fonction des nomenclatures concernées. Aussi la réforme a introduit la présence de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) dans la composition relative à la médecine hospitalière.

Vu l'importance de ses missions et l'urgence de certains de ses dossiers, la Commission de nomenclature doit continuer à fonctionner, indépendamment des discussions en cours avec l'AMMD. Il est évident que le blocage décidé par l'AMMD nuit au fonctionnement de la commission. Dans tous les cas, la Commission de nomenclature doit rester opérationnelle et l'assurance maladie-maternité doit veiller à ce que ses assurés obtiennent des prestations de qualité répondant à leurs besoins en prestations de soins de santé conformément aux dispositions légales, d'autant plus que de multiples requêtes en lien avec le progrès médical sont pendantes.

En vue d'assurer la continuité des travaux de la Commission de nomenclature, le Ministre de la Sécurité sociale invitera à brève échéance les différents groupements représentatifs des prestataires de soins concernés, notamment l'AMMD et la FHL, ainsi que les partenaires sociaux - cogestionnaires de la CNS - pour convenir d'une démarche future qui se veut constructive dans l'intérêt des assurés et des médecins conventionnés de l'assurance maladie-maternité.

Question 0438 (04.03.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la **rénovation énergétique** :

Am Kader vun nationaler Klima- an Energieplang hunn d'Ministère fir Ëmwelt, Klima an Energie hir Ziler fir d'Reduzierung vun Ofgaser duergeluecht. Am Plang ass rieds dervun, d'energetesch Renovatioun fir privat an ëffentlech Wunnenge weider ze ënnerstëtzen. Leider ass et esou, dass vill Haushalter zu Lëtzebuerg och mat deser Ënnerstëtzung net d'finanziell Mëttele besëtzen, fir sech des energetesch Renovatioun kënnen ze leeschten. Och stellt sech d'Fro, wéi des energetesch Renovierung Locataire a sozioekonomesch schwach Haushalter abegraift an ob duerch déi energetesch Renovatiounen net souguer d'Käschte vun de Logementer méi héich kéinte ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an der Wunnungsbauministesch des Froe stellen:

- Ass d'Regierung der Meenung, dass eng nohalteg Klima- an Ëmweltpolitik och eng sozial Komponent muss hunn? Féint d'Regierung am Klima- an Energieplang des sozial Komponent erëm?

- Wéi wäert d'Regierung de Klima- an Energieplang ëmsetzen, fir dass och sozioekonomesch schwach Haushalter a Locataire unni Zousatzkäschten a Genoss vun energetesch renovierte Logementer kommen?

- Wéilt d'Regierung Mechanisme virgesinn, fir ze garantéieren, dass d'energetesch Renovatioun vu verloungte Logementer net op Käschte vun de Locataire ginn?

Réponse commune (05.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement* :

Déi sozial Komponent vun der Regierung hirer nohalteger Klima- an Ëmweltpolitik féint sech selbstverständlech och erëm an der Ebauche vun dem nationaler Klima- an Energieplang, deem d'Regierung Ufank Februar adoptéiert huet.

Wat déi energetesch Renovierung vu Logementer ueget, bestinn haut schon Instrumenter, wéi den zensfreie KlimaPrêt, fir Stéit mat moderatem Akommes speziell ze ënnerstëtzen an esou dem Risiko vun Energiearmut duerch héich Energiekäschten entgéintzewierken. Doriwir eraus ënnerstëtzt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, ze-

summe mam Ministère fir Famill, Integratioun an d'Grossregioun, an a Kollaboratioun mat „myenergy“ an den Offices sociaux, akommensschwaach Stéit an Energiefroen, souwuel duerch eng Berodung wéi och duerch finanziell Bähëllefen.

Am Kader vun enger geplangter Revisioun vum Loyersgesetz wéilt d'Regierung och kucken, wéi en Impakt energetesch Sanéierungen op Loyerer hunn a wéi eng Moossname méiglech sinn, fir d'Evolutioun vu Loyere generell besser ze encadréieren.

Question 0440 (04.03.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **consultation du Registre national des personnes physiques** :

Mam Gesetz vum 19. Juni 2013 gouf den nationale Persounestandsregëster op legal Féiss gestallt. Dëst Gesetz gesäit ënner anerem vir, datt d'Biergerinnen an d'Bierger kënnen kucken, wéi eng Verwaltungen an de leschte sechs Méint Accès op hir Date geholl hunn, respektiv Date geännert hunn. Den Artikel 38 vum Gesetz setzt dësem Recht awer Grenzen, andeems et stipuléiert, datt all Kommunikatioun geläscht gëtt, ausser wann « une consultation ou une communication a été faite par ou à une autorité chargée de la sécurité de l'État, de la défense, de la sécurité publique, de la prévention, de la recherche, de la constatation et de la poursuite d'infractions pénales, y compris de la lutte contre le blanchiment d'argent, ou du déroulement d'autres procédures judiciaires ».

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Digitalisatioun des Froe stellen:

- Wéi eng Verwaltungen, Autoritéiten an Dealer vu Verwaltungen oder Autoritéiten, falen ënner dës Ausnam?

- Ginn et weider Instanzen, déi am Relevé, deem d'Biergerinnen an d'Bierger op „MyGuichet.lu“ kënnen kucken, net geläscht ginn? Wa jo, wéi eng?

- Ass de Minister net der Meenung, datt et am Sënn vun Transparenz a gudder Gouvernance wichteg wier, och d'Accèsen, déi ënner d'Ausnam falen, no engem „Sperrdelai“ awer unzeweisen? Kéint een esou net eng besser Balance tëscht dem Dateschutz, den Interesse vun der ëffentlecher Sécherheet an der Transparenz fannen?

Réponse (25.03.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation* :

D'Froe vun honorabelen Deputéierte bezéie sech op d'Consultatiounen am RNPP (Registre national des personnes physiques), déi verschidde Verwaltungen am Kader vun hire Missiounen maachen.

Den Artikel 38 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun den natierleche Persoune liwwert d'Antworten op déi zwou éischt Froe vun honorabelen Deputéierten.

Dësen Artikel, deem eng Proposition vum Statsrot iwwerholl huet an uschlëssend duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 iwwert d'Reforme fiscale 2017 adaptéiert ginn ass, regelt am Detail a wéi engem Mooss d'Bierger iwwert déi virgenannt Consultatiounen informéiert ginn a gesäit Folgendes vir:

« Art. 38. Toute personne, dont les données font l'objet d'une inscription sur le registre national, a le droit d'obtenir la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication, sauf si une consultation ou une communication a été faite par ou à une autorité chargée de la sécurité de l'État, de la défense, de la sécurité publique, de l'établissement ou du recouvrement des taxes, impôts et droits perçus par ou pour le compte de l'État, de la prévention, de la recherche, de la constatation et de la poursuite d'infractions pénales, y compris de la lutte contre le blanchiment d'argent, ou du déroulement d'autres procédures judiciaires. La procédure prévue à l'article 36 s'applique. »

Déi erwänten Ausnam betrëfft deemno de Parquet, de Barreau (am Kader vun enger Assistance judiciaire) souwéi folgend Administratiounen:

- de staatlechen Noriichtendéngscht,
- d'Police Lëtzebuerg,
- d'Generalinspektioun vun der Police,
- d'Steierverwaltung,

⁵ Règlement grand-ducal du 30 juillet 2011 relatif au fonctionnement de la Commission de nomenclature des actes et services pris en charge par l'assurance maladie

⁶ Loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé

⁷ ajouté par l'article 21 de la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017



- d'Douane,
- den Enregistrement.

D'Gesetz gesäit am Artikel 38 vir, dass d'Bierger iwwer Consultatiounen duerch dës Administratiounen net informéiert ginn, well dat eng Prozedur am Beräich vun der nationaler Sécherheet respektiv vun der Präventioun oder der Repressioun vun enger Strofdot ka behënne- ren.

D'Iddi vum honorabelen Deputéierten, fir den Artikel 38 esou ëmzënnere, dass déi betraf- ten Administratiounen no engem gewëssen „Sperrdelai“ ugewise ginn, ass net praktikabel, well net ofzegesinn ass, wéi laang zum Beispill eng Penalprozedur dauert.

Question 0441 (04.03.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le **certificat de virginité sur les femmes** :

L'Ordre des médecins belge met un terme aux certificats de virginité pratiqués sur les femmes. C'est la dénonciation de cette pratique par l'Organisation mondiale de la santé, cosignée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et ONU-Femmes, qui a poussé l'Ordre des médecins de Belgique à passer à l'action. En octobre 2018, l'OMS listait une vingtaine de pays dans lesquels les attestations de virginité étaient encore en vigueur, dont l'Afghanistan, le Brésil, le Maroc ou l'Afrique du Sud, mais également les Pays-Bas, le Canada et, donc, la Belgique. Dans son avis, le Conseil national belge estime que les tests de virginité constituent « un acte médical inutile pour la santé, sans pertinence scientifique et lourd de conséquences potentielles sur le bien-être de la patiente ».

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Le Ministre juge-t-il nécessaire d'émettre aussi un avis aux gynécologues pour davantage sensibiliser au sujet de cette pratique ?

Réponse (22.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Selon le rapport émis conjointement en octobre 2018 par l'OMS, l'ONU et UNIFEM et disponible sous <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/275451/WHO-RHR-18.15-eng.pdf?ua=1>, le Luxembourg ne fait pas partie des pays ayant rapporté la pratique du test de virginité.

Ceci étant, même si cette pratique n'a pas été documentée au Luxembourg, il n'est pas exclu que certains médecins effectuent certains tests de virginité et émettent des certificats de virginité à la demande de femmes ou de personnes proches de ces femmes.

Le Ministère de la Santé peut se prononcer sur le plan médical de ces pratiques mais n'est pas compétent pour se prononcer sur leur impact humain et sociétal.

En accord avec la communauté scientifique et médicale internationale, le Ministère de la Santé considère qu'il est scientifiquement établi qu'aucun examen médical ne permet de déterminer de manière fiable la virginité d'une femme et que de tels tests peuvent avoir des conséquences dommageables sur la santé physique et mentale des femmes qui y sont soumises.

Question 0442 (04.03.2019) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant la « **liste noire** » contre le **blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de la Commission européenne** :

D'après des informations parues dans différents organes de presse, 27 États membres de l'UE se sont opposés jeudi dernier lors d'un avis consultatif à une « liste noire » contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme qui ajoutait sept pays, dont l'Arabie saoudite et le Panama, sur proposition de la Commission européenne.

Plusieurs des 23 pays tiers identifiés par la Commission ne figurent pas sur la liste établie par le Groupe d'action financière (GAFI), chargé de coordonner les efforts internationaux pour assainir le système financier international. Si le fait de se retrouver sur cette liste ne déclenche pas de sanctions, force est de concéder qu'il oblige les banques européennes à effectuer des contrôles renforcés sur les opérations financières avec des clients ou des établissements financiers dans ces pays et qu'il porte préjudice à la réputation des pays concernés. Selon les sources citées par les journalistes, les

objections des États membres sont variées mais concernent plutôt la méthodologie employée par la Commission pour arrêter sa liste.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il peut confirmer le rejet par la grande majorité des États membres de la proposition de la Commission européenne.

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'impression que certains États membres freinent le processus d'adoption en vue de ménager leurs relations commerciales et politiques avec l'Arabie saoudite ou d'autres pays listés ?

- Pour quelles raisons le Luxembourg a-t-il adopté une position hostile vis-à-vis de la proposition ?

Réponse (03.04.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Tel qu'indiqué dans son communiqué de presse du 7 mars dernier, le Conseil de l'Union européenne a rejeté unanimement la proposition de liste des pays tiers à haut risque présentée par la Commission européenne.

Le Conseil a confirmé dans sa déclaration, pleinement soutenue par le Luxembourg, qu'il n'était pas en mesure de soutenir la proposition car celle-ci n'avait pas été établie dans le cadre d'une procédure transparente et résiliente, encourageant activement les pays concernés à prendre des mesures fermes, tout en respectant leur droit à être entendus.

Il ne s'agit dès lors pas d'efforts de certains États membres d'empêcher la désignation de l'un ou de l'autre pays, ni d'un refus pour des raisons diplomatiques, mais d'un rejet justifié par la nécessité impérieuse de garantir la qualité et l'efficacité de l'instrument juridique en question.

Le Luxembourg reconnaît l'importance du règlement délégué, en tant qu'instrument de l'arsenal de la lutte européenne et internationale contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Cependant, afin que celui-ci puisse produire les effets recherchés, il est indispensable qu'il soit établi conformément aux exigences d'une procédure transparente et robuste. Ces exigences ayant fait défaut dans la proposition de liste, le Luxembourg n'avait pas d'autre choix que de la rejeter, tout comme l'ont fait les autres 27 États membres.

Le Luxembourg soutient pleinement la demande du Conseil visant à établir une liste de l'Union européenne, conformément à la cinquième directive antiblanchiment, qui respecte les normes européennes élevées et qui permet ainsi de renforcer davantage la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Question 0445 (04.03.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant le **placement de personnes atteintes de troubles mentaux** :

La loi du 8 août 2000 relative au placement de personnes atteintes de troubles mentaux modifie l'article 71 du Code pénal et précise que la personne n'est pas pénalement responsable lorsqu'elle était atteinte, au moment des faits, de troubles mentaux ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes.

Les juridictions d'instruction ou de jugement ordonnent le placement de la personne dans un établissement habilité par la loi. Une commission spéciale est chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Depuis l'année 2000, combien de personnes ont été placées d'après les dispositions de l'article 71 du Code pénal ?

- Combien de personnes sont actuellement placées judiciairement ?

- Quelle est la durée moyenne d'un placement judiciaire ?

- À combien de reprises la commission s'est-elle rendue auprès des placés judiciaires pour se tenir informée de leur état et de leur évolution ?

- Quel organisme est chargé de la tutelle médico-psycho-sociale lors d'une sortie à l'essai ? Quel rôle revient au service en charge de la tutelle lors d'une sortie à titre d'essai ? Quelles sont les démarches habituellement effectuées lors de cette sortie ? Suite à l'avis du médecin psychiatre, combien de sorties définitives ont été ordonnées par la commission ?

- De quels éléments la commission s'entoure-t-elle pour ordonner une sortie définitive ? La sortie définitive est-elle liée à un catalogue de conditions à respecter par la personne concernée ? Dans l'affirmative, quelles conditions sont octroyées ?

- À combien de reprises le placé judiciaire voire ses proches ont-ils sollicité l'élargissement de leur propre initiative ? Quelles furent les décisions prises par les juridictions ? Combien d'appels furent interjetés ?

- Quelle sera la capacité d'accueil de la nouvelle unité socio-judiciaire à construire qui accueillera en outre des placés judiciaires ?

Réponse commune (04.04.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

À titre préliminaire, il importe de préciser que c'est la loi du 10 décembre 2009 a) relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, qui règle tant le placement médical que le placement judiciaire.

Le chapitre 6 de la loi précitée concerne plus particulièrement les placements judiciaires.

- Depuis fin 2007, année du premier placement d'une personne au CHNP, 81 personnes ont été placées au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck (CHNP), qui accueille les placés judiciaires suivant l'article 71 du Code pénal.

- Au stade actuel, 3 avril 2019, 36 personnes sont placées judiciairement au CHNP.

- Pour les 45 personnes qui ne sont plus placées selon l'article 71, on dénote une durée moyenne de 961 jours.

Pour les 36 personnes actuellement placées selon l'article 71, on compte 1.605 journées de durée moyenne de placement.

La durée moyenne calculée de façon globale, pour les 81 patients, est de 1.247 jours.

- En moyenne, la commission s'est réunie cinq à huit fois par an et elle a émis, en moyenne, 40 à 50 décisions par an.

Elle s'est rendue à trois reprises au CHNP dans le cadre de l'application de l'article 36, alinéa 2, de la loi précitée du 10 décembre 2009, « afin de se tenir informée de l'état d'un placé judiciaire ».

À quatre reprises, la présidente de la commission a rencontré des placés judiciaires, ainsi que des parents de placés judiciaires pour entendre leurs revendications.

En outre, la commission a rencontré, une fois par an, les médecins traitants, ainsi que le personnel soignant en charge des placés judiciaires pour discuter des problèmes qui se posaient et évoquer des procédés à mettre en place.

Une procédure de suivi thérapeutique a été mise en place et, eu égard à l'état de santé du placé judiciaire et à ses responsabilités de réintégration sociale, des sorties accompagnées, des sorties seul et des sorties à l'essai sous tutelle médico-psycho-sociale sont progressivement accordées afin de permettre de suivre l'évolution de l'état de santé du placé judiciaire et d'établir un projet de réadaptation sociale.

Lorsqu'un placé judiciaire ne rentre pas d'une sortie dans les délais fixés, une procédure d'alerte avec la police et les deux parquets est activée par le CHNP.

- Aucun organisme spécifique n'est chargé de la tutelle médico-psycho-sociale, lors d'une sortie à l'essai, qui est accordée pour une durée d'un an et qui peut être renouvelée. Des conditions sont imposées dans le cadre des sorties à l'essai sous tutelle médico-psycho-sociale et des organismes comme le SPAD (soins psychiatriques à domicile) ou des assistants sociaux ou encore les responsables des établissements protégés interviennent pour aider les placés judiciaires.

Les conditions émises dans le cadre des sorties à l'essai sous tutelle médico-psycho-sociale ont été élaborées en concertation avec les médecins et la direction du CHNP.

Ces conditions ne sont inscrites ni dans la loi du 10 décembre 2009, ni dans une autre loi ou un règlement grand-ducal. Il importe de préciser que les conditions varient en fonction de la situation personnelle et de santé du placé judiciaire, c'est-à-dire qu'elles varient d'un placé judiciaire à un autre.

À titre d'exemple, les conditions sont évaluées selon les critères suivants :

- si le placé judiciaire occupe un logement ayant l'approbation du médecin traitant et du directeur du CHNP et porté à la connaissance de la commission ;

- si, dans son logement, le placé judiciaire est régulièrement suivi par le SPAD et selon la fréquence et les modalités à déterminer par les responsables du SPAD et le médecin traitant ou le directeur du CHNP ;

- s'il poursuit son traitement médicamenteux neuroleptique et thérapeutique selon la fréquence et les modalités fixées par les services concernés et le médecin traitant ;

- si le placé judiciaire est suivi sur le plan médico-psycho-social par un des médecins psychiatres du CHNP, selon la fréquence et les modalités à fixer par ce médecin ;

- s'il poursuit son travail à l'atelier thérapeutique, sinon s'il poursuit une activité professionnelle ayant l'approbation du médecin traitant et du directeur du CHNP et portée à la connaissance de la commission ;

- s'il s'abstient de consommer des stupéfiants et s'il se soumet, à cet égard, à des examens de dépistage au CHNP selon la fréquence et les modalités à fixer par le médecin traitant, examens dont les résultats sont à porter à la connaissance de la commission.

Le médecin traitant ou le directeur du CHNP suspend la sortie à l'essai et procède à la réhospitalisation en milieu fermé en cas de non-respect par le placé judiciaire des conditions de la sortie à l'essai ou en cas de danger pour autrui ou sa propre personne, constaté par le médecin traitant ou l'équipe thérapeutique ; la suspension et la réhospitalisation, si elles ont lieu, sont portées à la connaissance de la commission.

En cas de problème, la sortie à l'essai peut également être ramenée et la personne est réhospitalisée au CHNP jusqu'à l'amélioration de son état de santé.

Lorsque l'état mental du placé judiciaire s'est suffisamment amélioré et que les conditions de sa réadaptation sociale sont réunies, la sortie définitive est accordée.

45 sorties définitives ont été ordonnées au cours des années 2009 à 2018.

- La commission se base sur les avis médicaux, l'évolution de la situation tant médicale que sociale du placé judiciaire et le degré d'intégration sociale atteint pour décider des sorties définitives. La sortie définitive est sans conditions, la personne étant définitivement libérée.

- En application de l'article 37, 45 demandes ont été recensées pour demande d'élargissement, pour lesquelles suite aux jugements, 38 demandes étaient des demandes d'élargissement non fondées et pour quatre patients (un patient a introduit à deux reprises une demande), un élargissement fondé a fait suite.

Un patient a été remis en liberté par la commission spéciale avant jugement. Pour un patient, un congé d'essai a été émis avant jugement.

À l'heure actuelle, cinq appels ont été recensés, tous n'ont pas été fondés.

- Des travaux entre le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé et le CHNP sont en cours afin de décider de la capacité définitive d'accueil de la nouvelle unité socio-judiciaire.

Question 0446 (05.03.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la « **liste noire** » contre le **blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de la Commission européenne** :

En effet, selon les agences, l'avenir de la « liste noire » contre le blanchiment de capitaux proposée le 14 février par la Commission européenne et incluant notamment l'Arabie saoudite mais aussi le Panama et des territoires américains, semble compromis après un avis consultatif défavorable au sein des 28. La Commission défend, quant à elle, sa liste antiblanchiment qui doit encore être formellement approuvée par le Parlement européen et le Conseil. Selon la presse internationale, 27 États membres se sont prononcés jeudi soir contre une telle liste lors d'un premier sondage. Selon une source européenne, « les critères sur lesquels la liste a été créée, et l'application de ces critères » poseraient problème.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations des agences et de la presse internationale ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons pour lesquelles le Luxembourg s'est prononcé contre la « liste noire » de la Commission ? Existe-t-il un lien



avec les précités critères ? Ou est-ce que les raisons du refus sont plutôt de nature politico-diplomatique ?

Réponse (03.04.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Tel qu'indiqué dans son communiqué de presse du 7 mars dernier, le Conseil de l'Union européenne a rejeté unanimement la proposition de liste des pays tiers à haut risque présentée par la Commission européenne.

Le Conseil a confirmé dans sa déclaration, pleinement soutenue par le Luxembourg, qu'il n'était pas en mesure de soutenir la proposition car celle-ci n'avait pas été établie dans le cadre d'une procédure transparente et résiliente, encourageant activement les pays concernés à prendre des mesures fermes, tout en respectant leur droit à être entendus.

Il ne s'agit dès lors pas d'efforts de certains États membres d'empêcher la désignation de l'un ou de l'autre pays, ni d'un refus pour des raisons diplomatiques, mais d'un rejet justifié par la nécessité impérative de garantir la qualité et l'efficacité de l'instrument juridique en question.

Le Luxembourg reconnaît l'importance du règlement délégué, en tant qu'instrument de l'arsenal de la lutte européenne et internationale contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Cependant, afin que celui-ci puisse produire les effets recherchés, il est indispensable qu'il soit établi conformément aux exigences d'une procédure transparente et robuste. Ces exigences ayant fait défaut dans la proposition de liste, le Luxembourg n'avait pas d'autre choix que de la rejeter, tout comme l'ont fait les autres 27 États membres.

Le Luxembourg soutient pleinement la demande du Conseil visant à établir une liste de l'Union européenne, conformément à la cinquième directive antiblanchiment, qui respecte les normes européennes élevées et qui permette ainsi de renforcer davantage la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Question 0447 (05.03.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'importation du cannabis médical :

Duurch d'Gesetz vum 20. Juli 2018 ass den Asaz vum medezinnesche Cannabis no jorzéngtelaangen Diskussiounen endlech eng Realitéit ginn. Fir Mënsche mat chronischer Péng stellt d'Anhuele vu cannabishaltege Produkter eng rasonabel Alternativ zu anere Medikamenter duer. De medezinnesche Cannabis, deen zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, gëtt aktuell aus anere Länner importéiert. Vun engem ekologeschen a logisteschen Standpunkt aus gesi stellt sech awer d'Fro, ob den Import aus europäeschen Nopeschländer keng sënnvoll Alternativ wär.

An deem Zusammenhang wëilt ech dem Här Minister fir Ausseugeleeënheeten an Europa, dem Här Minister fir Wirtschaft an dem Här Minister fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Opgelëscht no den Hierkonftslänner, wéi eng Quantitéit u medezinneschem Cannabis ass säit der Promulgatioun vum Gesetz vum 20. Juli 2018 op Lëtzebuerg importéiert ginn?

2. Gouf et vum lëtzebuergesche Gesondheitsministère eng ëffentlech Ausschreiwung fir eng Commande vu medezinneschem Cannabis? Falls jo, wéi eng Kritäre sinn heibäi consideréiert ginn? Falls neen, ass beim Kaf vum medezinnesche Cannabis am Ausland de Präis iwwer ëffentlech Verhandlungen zustane komm? Wéi eng Offere louchen dem Gesondheitsministère an deem Fall vir, wat waren d'Präisser an d'Konditiounen vun dësen Offeren a firwat huet de Minister sech fir déi gewielten Offer entscheet?

3. Huet d'Regierung scho Schrëtt ënnerholl, fir bilateral Accorde mat europäeschen Nopeschländer zum Handel mat medezinneschem Cannabis ze fannen? Falls jo, wéi eng Gesprécher sinn zu deem Thema ofgehal ginn a wat fir eng Fortschrëtt si festgehal ginn? Falls neen, gedenkt d'Regierung, och ugesiichts vun der Legaliséierung vun Cannabis zum rekreative Gebrauch, dës Gesprécher mat europäeschen Autoritéiten ze sichen?

4. Sinn, virum Hannergrond, dass d'Produktioun an de Verkaf vum rekreative Cannabis zu Lëtzebuerg der Kontroll vum Stat sollen ënnerleien (Säit 105 am Koalitiounsvertrag), scho konkret Schrëtt ënnerholl ginn, fir déi staatlech

Kontroll och am Beräich vum medezinnesche Cannabis ëmzesetzen?

5. Gesäit d'Regierung, och en vue vun der zukünftiger Legaliséierung vum Cannabis zum rekreative Gebrauch, d'Afféiere vun enger staatlecher Agence fir de Cannabis vir? Falls jo, wéini soll dës opgemaach ginn?

Réponse commune (29.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. + 2. Am Dezember 2018 huet d'Direktioun vun der Santé, fir mam Projet vum medezinnesche Cannabis unzekommen, eng Procédure restréinte gemaach, wou dräi Offeren ugefrot gi sinn an och erakomm sinn. Dës Offere goufen op Basis vu Produktiouns- a Qualitéitskritären, Livwerungsméiglechkeeten a Präis evaluéiert. Et gouf eng kanadesch Sociétéit zréckbehalen an et ass eng Commande gemaach ginn. Ronn 20 kg goufen akaaft, an zwar a Form vun dräi verschidde Produit mat gedréchente Blummen, déi jeeeweils verschidden THC- a CBD-Wäerter enthalten. De Präis vun dëser Bestellung läit bei ronn 50.000 €. An deenen nächste Woche wäert eng europäesch Ausschreiwung gemaach ginn, wou zousätzlech zu deenen dräi Produiten, déi elo schonn an de Spidolsapdikten ze kréie sinn, och dräi verschidden Uelegzorten derbäikommen. Dës europäesch Ausschreiwung huet als Objektiv, een oder méi Fournisseuren ze fannen, déi Lëtzebuerg wäerte kënnen bis Enn 2020 beliwernen.

ad 3. Wat de medezinnesche Cannabis ubelaangt, ass ze vermerken, dass ee selbstverständlech all déi Modeller vun eisen Nopeschländer analyséiert huet, mä dass et hei awer keng bilateral Accorde gouf, well jiddwer Land seng eege Gesetzgebung an dëser Matière huet an et och spezifesch Konditiounen jee no Land fir dës Produit gëtt.

Fir de Volet vun dem Cannabis fir aner Zwecker wéi medezinneschem Cannabis si selbstverständlech scho Gesprécher mat aneren europäesche Länner gemaach ginn, awer och doriwwe eraus. Esou besteet zum Beispill e ganz enge Kontakt mat Holland a Kanada.

Zu dësem Zäitpunkt ass et awer nach verfréit, fir iergendwellech Informatiounen aus dëse Gesprécher matzedeelen, well wéi Der wësst de Koalitiounsaccord jo d'Analys vun der Legaliséierung vum Cannabis virgesäit an dës Analys amgaangen ass.

ad 4. D'Gesetz iwwert de medezinnesche Cannabis gesäit vir, dass de Verkaf just iwwer d'Spidolsapdikten gemaach gëtt, deemno besteet hei schonn e gewësse Contrôle, wéi vill Cannabis fir medezinnesch Zwecker verkaaft gëtt. Doriwwe eraus ass e Contrôle en place gesat ginn, deen den Apdikten erlaabt ze gesinn, wéi ee Patient genee wéi vill Gramm u Cannabis brauch, fir dass keen Abus ka gedriwwe ginn.

ad 5. No den Artikelen 23 an 28 vun der « Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiantes de 1961 telle que modifiée par le protocole de 1972 », déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, ass all Partie, déi den Ubau vun der Cannabisplanz fir d'Produktioun vu Cannabis oder Cannabisharz, ausser fir industriell Zwecker, erlaabt, gebonnen, fir een oder méi staatlech Organismen (e.g. staatlech Agence) ze schafen, fir deeselwechte Kontrollregimm kënnen ze applizéieren, dee virgesinn ass am genannten Artikel 23 fir de Contrôle vun Opiummohn. D'Schafe vun enger Agence ass Bestanddeel vun der Analys vum gesamte Konzept ëm d'Legaliséierung vum Cannabis. Fir dee Fall wäert Lëtzebuerg och esou eng staatlech Agence en place setzen.

Question 0448 (05.03.2019) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **caféteria « La Roseraie » au parc thermal à Mondorf-les-Bains** :

Début 2017, Messieurs les Ministres du Développement durable et des Infrastructures et de l'Économie avaient fait savoir en réponse à la question parlementaire n° 2682 de l'honorable Député Lex Delles que la cafétéria « La Roseraie » ne pourrait pas ouvrir ses portes en été 2017, mais que des travaux d'envergure seraient en voie de planification.

Or, il faut savoir que le nouveau Parc de la Roseraie a été inauguré en juin 2016, et que la cafétéria « La Roseraie » est inoccupée.

Deux ans plus tard, des travaux ne sont toujours pas engagés. Messieurs les Ministres avaient pourtant fait savoir en 2017 que des travaux de transformation et d'extension seraient en cours de planification. Ils avaient évoqué des projets de mise en place d'un restaur

rant type « brasserie » et « salon de thé », couplé à l'exploitation de la terrasse en période estivale.

Sauf erreur de ma part, les travaux de planification ne semblent pas encore en voie de finalisation.

Entre-temps l'état du bâtiment inoccupé continue de se dégrader.

C'est ainsi que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Tourisme :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que « La Roseraie » rouvrira enfin ses portes au printemps respectivement en été 2019 ?

- À défaut, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quand ledit site pourra à nouveau être exploité ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si les plans de rénovation et de remises en état énergétique et technique ont connu des adaptations depuis février 2017 ?

Réponse commune (08.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

D'emblée, il convient de noter que le Domaine thermal à Mondorf-les-Bains est seul responsable de l'exploitation du site, voire de la gestion de la cafétéria.

L'Administration des bâtiments publics a procédé récemment à une remise en état de l'existant, notamment de la toiture avec isolation thermique. Suite à des pourparlers avec le Domaine thermal à Mondorf-les-Bains, le Domaine nous a confirmé l'ouverture pendant certains jours par semaine pour la saison 2019. À l'issue de la saison 2019 l'Administration des bâtiments publics procédera à la réalisation d'une véranda le long de la façade dirigée vers le jardin des roses et de la mise en état des installations sanitaires et du chauffage.

Partant, il appartient également au Domaine thermal à Mondorf-les-Bains de réaliser les travaux d'aménagement intérieur, tels que l'installation d'un comptoir et d'une cuisine ou encore la mise en peinture.

Question 0449 (05.03.2019) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant le **communiqué politique de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg** :

En effet, dans le cadre de la visite du Premier Ministre russe, Monsieur Dmitri Medvedev, les 5 et 6 mars dans notre pays, l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg vient de publier un communiqué d'une nature clairement politique : « Now, the world will watch to see if Luxembourg officials accept a different future for the people of Crimea than it insisted for itself, or will instead look the other way. To challenge illegal aggression, Luxembourg is at the perfect moment, in the perfect place, to forcefully call on Russia to reverse course and leave Crimea. »

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire leur appréciation du précité communiqué de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils, par la suite, nous renseigner sur les différents niveaux de réactions politique et diplomatique du Luxembourg, de son Gouvernement et de sa diplomatie face à ce communiqué ?

Réponse commune (01.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Le Gouvernement respecte la liberté d'expression ; l'Ambassadeur des États-Unis a ainsi le droit de se prononcer.

ad 2) Lors de son échange de vues avec le Premier Ministre russe Dmitri Medvedev, le Premier Ministre Xavier Bettel a abordé un large spectre de sujets de nature bilatérale et multilatérale. Monsieur Bettel n'a notamment pas manqué de réitérer la position de l'Union européenne relative à l'annexion illégale de la Crimée.

Question 0450 (05.03.2019) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Marc Angel** (LSAP) concernant le **communiqué politique de l'Ambassade des États-Unis au Luxembourg** :

À l'occasion de la visite du Premier Ministre de la Fédération de Russie à Luxembourg, l'Ambassade des États-Unis à Luxembourg vient de publier un communiqué invitant le Gouvernement luxembourgeois à « appeler avec force la Russie à faire marche arrière et à quitter la Crimée ».

En effet selon l'Ambassade des États-Unis, le monde entier regarderait le Luxembourg pour voir si son Gouvernement revendiquera pour les citoyens criméens le droit de rester ce qu'ils sont ou au contraire il fermera les yeux (look the other way).

Nous aimerions savoir de Monsieur le Premier Ministre de quelle façon il entend réagir à cette missive de la part du représentant des États-Unis à Luxembourg.

Réponse (01.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Le Gouvernement respecte la liberté d'expression ; l'Ambassadeur des États-Unis a ainsi le droit de se prononcer.

Question 0451 (05.03.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**introduction d'espèces exotiques** :

Opgrund vun der Globaliséierung, speziell duerch de Wuerentransport, sinn an de leschte Jore vill Insekten, Reptilien, Waasserdeieren oder kleng Déiercher ongewollt, oder och deels gewollt, importéiert ginn. Vill vun dësen Déiercher hunn een Afloss op eis zanter Jorhonnerte bestoend Fauna a Flora, net ëmmer am positive Sënn. Kuerz gesot: Si fannen hei net dee Liebensraum, dee si brauchen. Vill vun eise Liebewiesen an der Klengdeierewelt sinn duerch dësen Import vum Ausstierwe bedroht.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Gëtt et eng Opstellung vun all dësen Déiercher, déi déi lescht 30 Joer bei eis nei an d'Land komm sinn?

2. Wa jo: Wéi gesäit dës Relevé aus?

3. Wann neen: Wär de Ministère bereet, esou ee Relevé opzestellen?

4. Wat fir eng Insekten, Reptilien, Waasserdeieren oder aner kleng Déieren hunn een Afloss op eis bestoend Déierewelt, mat allen negativen oder positiven Aspekter?

5. Wat fir eng Moossnamen huet d'Regierung bis elo geholl, fir dësem illegalen Import entgéintzewierken?

Réponse (28.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Jo, esou eng Lëscht existéiert op www.neobiota.lu. Hei sinn déi verschidde Planzen, Déieren an aner Organismen opgelëscht, déi schonn zu Lëtzebuerg ukomm sinn, mä och déi, déi an Zukunft kéinten optauchen. Et ass ze bemerken, datt d'Lëscht sech net op déi lescht 30 Joer beschränkt.

ad 2. Op der Lëscht stinn:

- 61 Neophyten (Planzen);

- 77 Neozoa (Déieren);

- 2 Neomyceta (Champignonen).

ad 3. /

ad 4. D'Lëscht vun den invasiven exoteschen Aarten ass grouss. Wann een iwwer invasiv exotesch Aarte schwätzt, da muss een éischter déi negativ Aspekter ernimmen.

Biologeschen Invasiounen ginn oft als déi zweet Ursach fir e Biodiversitéitsverloscht weltwäit consideréiert. Neobiota kënnen d'Strukturen an de Fonctionnement vum Ökosystem verännern. Si si besser equipéiert an dowéinst si se och méi konkurrenzfäeg. Niewebäi hunn déi eenheemesch Aarten oft keen evolutionsbiologeschen baséierte Verdeedegungssystem géint d'invasiv exotesch Aarten.

Ee weidere wichtege Facteur ass, datt invasiv exotesch Aarten och kënnen Krankheeten a Parasite matbréngen, déi fir eis Fauna a Flora gefährlech sinn.

Op www.neobiota.lu fënnt ee fir d'invasiv exotesch Aarten eng wëssenschaftlech Aschätzung vun hirem ökologeschen Impact.

ad 5. Am Kader vum EU-Reglement N° 1143/2014 muss all Memberstat vun der EU eng Analys vun de prioritären „Aféierungsweeër“ maachen an duerno een oder méi Aktiounspläng opstellen. Eng éischt Analys gouf scho gemaach. Op Basis vun dëser Analys schafft den Ëmweltministère den Ament een Aktiounsplang aus.

Donieft ginn och am Kader vum EU-Reglement Kontrolle gemaach, fir ze verhënneren, datt invasiv exotesch Aarten hei am Land ageféiert ginn.

Déi zoustänneg Verwaltungen, wéi zum Beispill d'Douane, sollé Kontrolle vu Wuere mat engem bestëmmte Risiko maachen an iwwerpräiwen, ob Aarten op der EU-Lëscht stinn. Wann dëst de Fall ass, muss si kontrolléieren, ob eng Geneemegung besteet.

Bei vereenzelten Aarten, wéi zum Beispill dem Wäschbier, dem asiateschen Holzbock oder der Rout-Baken-Deckelmouk ginn et schon aner legal Texter wéi d'Schutzmoosnamen an der Land- a Forstwirtschaft an d'Conventioun vu Washington (CITES), déi zum Beispill den Handel an d'Kontroll ofdecken.

Et bleift ze bemierken, datt vill vun den invasiven Aarten net duerch illegalen Import an eist Land komm sinn, mä nom Import an aner europäesch Länner sinn déi duerch eng natierlech Verbreedung bis op Lëtzebuerg komm.

Question 0452 (05.03.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les animaux amputés :

Den Artikel 11 vum lëtzebuergeschen Déiereschutzgesetz hält zesumme mam Règlement grand-ducal vum 6. November 2018 fest, dass et verbueden ass en Hond ze besetzen oder ze verkaufen, deen eng Amputation erlidden huet, déi veterinärmedizinisch net noutwendeg war an net op eng Kastratioun oder eng Sterilisatioun zrëckgeet.

Esou ass et zu Lëtzebuerg säit 2018 also net méi erlaabt, en Hond ze besetzen, deem opgrond vu vermeintleche Schéinheitsidealer de Schwanz amputéiert gouf. Obwuel dëst Gesetz eng wichteg Mesure ass, fir d'Verstümmelung vu Rassenhënn ze ënnerbannen, setzt et Associatiounen, wéi zum Beispill „Pets Angels Luxembourg“, déi sech ëm vernoléissegte Déieren am Ausland an zu Lëtzebuerg këmmere, virun e grouse Problem. Duerch dat neit Gesetz ass et Déiereschutzorganisatiounen oft nämmlech net méi méiglech, amputéierten Déieren en neit Doheem ze schenken, well d'Associatiounen a ville Fäll net nowise kënnen, wéi et zu der Amputatioun koom - beispillsweis duerch en Accident, eng ugebuere Malformatioun oder eben e mënschlecht Agräifen -, an d'Déieren dofir net weider vermëttelen dierfen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi a wéi oft gëtt d'Ëmsetzung vum Artikel 11 vum Déiereschutzgesetz zu Lëtzebuerg kontrolléiert?

2. Wéi a wéi oft gëtt spezifesch kontrolléiert, dass Leit keng amputéiert Hënn halen?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Déiereschutzgesetz an de Reglement vum 6. November 2018 ënner hirer aktueller Form Déiereschutzorganisatiounen an hirer Aarbecht aschränken?

4. Gedenkt d'Regierung - vläicht iwwert de Wee vu staatlech ausgestallten a kontrolléierte Lizenzen - bestëmmten Associatiounen, déi sech fir d'Wuel vu vernoléissegten Déieren asetzen, eng Erlaabnis ze erdeelen, fir amputéiert Hënn oder Kazen aus dem Ausland an dem Inland zu Lëtzebuerg vermëttelen ze kënnen?

Réponse (25.03.2019) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1. + 2. D'Kontrolle vun amputéierten Hënn ginn op verschiddenen Niveaue gemaach.

All Hondbesëtzer muss säin Hond identifizéiere loossen, esou dass do schonns ee Veterinär eng eischt Kontroll vum Hond mécht. Falls hien do feststellt, dass ee Verstouss géint den Artikel 11 vum Déiereschutzgesetz virläit, méllt hien dat bei der Veterinärverwaltung. Och Hondschoulen oder Déierenasyler, déi een amputéierten Hond kréien, mellen dat bei der Verwaltung.

Eng aner Zort vu Kontrolle gëtt präventiv vun der Veterinärverwaltung gemaach, zum Beispill op Hondsausstellungen, wou keen amputéierten Hond dierf ausgestallt ginn.

Eng lescht Zort vu Kontrolle sinn déi, déi zesumme vun der Police an der Veterinärverwaltung gemaach ginn, wann eng Plainte erakënn, dass een amputéierten Hond iergendwou gehale gëtt. Da gëtt eng Visite des lieux organiséiert, wou festgestallt gëtt, ob et sech ëm ee Verstouss géint den Artikel 11 vum Déiereschutzgesetz handelt.

ad 3. Neen, et ass keng Aschränkung an der Aarbecht vun den Déiereschutzorganisatiounen, well si si jo gewéinlech am enke Kontakt mat engem Veterinär, dee beuerteile kann, ob

eng Amputatioun op eng medezinnesch Noutwennegkeet zrëckgefieren ass oder ob et eng „kosmetesch“ Amputatioun ass.

ad 4. Et ass net ugeduecht, esou Lizenze fir den Import vun amputéierten Hënn oder Kazen aus dem Ausland ausstellen, fir se hei ze vermëttelen. D'Auswiel vun Hënn a Kazen, bei Ziichter an an Déierenasyler, ass sécher grouss genuch, dass d'Zrëckgräifen op amputéiert Hënn a Kazen net noutwendeg ass. Si kënnen awer an eenzele Fäll, op Basis vun engem medezinneschen Zertifikat vun engem zougeloosene Veterinär, och weiderhin iwwert Déiereschutzorganisatiounen an Déierenasyler vermëttelt ginn.

Question 0453 (05.03.2019) de M. Guy Arendt (DP) concernant les lots de chasse :

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoit à l'article 21 qu'« un règlement grand-ducal arrête les limites des lots de chasse. À cet effet, le ministre élabore un plan de lotissement répondant à des critères cynégétiques et écologiques ».

Les ministres réunis en conseil le 1^{er} mars 2019 ont marqué leur accord avec le projet de règlement grand-ducal arrêtant les limites des lots de chasse.

À partir de la période de location du droit de chasse qui commencera le 1^{er} avril 2021, le nouveau plan de lotissement devrait ainsi compter plus de lots de chasse qu'actuellement. D'après l'article 25 de la loi relative à la chasse, « L'assemblée générale procède à l'élection de trois syndicats qui forment le collège des syndicats et de trois syndicats suppléants parmi les propriétaires des fonds non bâtis et non retirés composant le lot de chasse sur lequel s'exercera le droit de chasse. » Ainsi, chaque nouveau lot de chasse aura son propre syndicat de chasse à partir de 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quand Madame la Ministre compte-t-elle rendre public le nouveau plan des lots de chasse ?

2) Combien de lots de chasse existe-t-il actuellement ? Combien de syndicats de chasse gèrent actuellement ces lots de chasse ? Combien de lots de chasse sont prévus dans le projet de règlement grand-ducal arrêtant les limites des lots de chasse à partir de 2021 ?

3) Pour quelle raison Madame la Ministre a-t-elle décidé de présenter l'avant-projet de règlement grand-ducal arrêtant les limites des lots de chasse au Conseil de Gouvernement sans un avis favorable préalable des principaux concernés, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les chasseurs louant les lots de chasse ?

4) Madame la Ministre ne craint-elle pas une vague de recours suite à la publication du projet de règlement ? Est-ce que d'éventuels recours judiciaires ne risquent-ils pas de compromettre l'échéancier prévu par la loi de la chasse, notamment l'organisation des plus de 600 adjudications publiques avant la date butoir du 31 mars 2021 ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas nécessaire de prolonger la durée de location actuelle des lots de chasse ? Dans l'affirmative, de combien d'années une telle prolongation pourrait être envisagée ?

5) Dans le cadre de l'élaboration des nouveaux lots de chasse, combien de réunions de consultation ont déjà eu lieu ? Quels ont été les acteurs invités à ces réunions ? Est-ce que des réunions ont eu lieu avec les fédérations des principaux concernés, c'est-à-dire celles regroupant les propriétaires fonciers et les chasseurs ? Dans la négative, pour quelle raison de telles réunions n'ont pas eu lieu malgré la demande des concernés ? Madame la Ministre prévoit-elle d'autres réunions à ce sujet ? Dans l'affirmative, est-ce que des réunions avec ces fédérations sont également prévues ?

6) D'après les dispositions de la loi relative à la chasse, chaque nouveau lot de chasse disposera de son propre syndicat de chasse. Madame la Ministre ne craint-elle pas qu'il soit fastidieux, voire impossible de trouver un nombre suffisant de propriétaires volontaires pour être membre d'un tel syndicat sachant que chaque syndicat devra compter trois membres effectifs ainsi que trois membres suppléants ?

7) Concernant les adjudications publiques des nouveaux lots de chasse, à qui incombera-t-il de supporter les frais relatifs à l'organisation des ventes aux enchères ainsi que les frais d'enregistrement pour la location du droit de chasse sachant que les anciens syndicats seront dissous à ce moment-là ?

Réponse (11.03.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) Une consultation du public aura lieu du 15 mars 2019 au 16 avril 2019. Des avis d'information au public seront publiés dans la presse écrite. Les syndicats de chasse et les locataires des lots de chasse seront contactés par courrier.

ad 2) Actuellement, il y a 615 lots de chasse, le projet en prévoit 628. Actuellement ils sont gérés par 419 syndicats.

ad 3) Contrairement à ce que l'honorable Député énonce dans l'introduction à ses questions, le Conseil de Gouvernement n'a pas adopté l'avant-projet de règlement grand-ducal. Il a seulement approuvé la forme et la procédure de la consultation du public qui va être lancée prochainement.

ad 4) Dans ce contexte, il m'importe d'évoquer que le législateur a décidé en 2011 de fixer un minimum de 300 hectares par lot de chasse en vue d'une meilleure gestion cynégétique.

La consultation du public au cours des prochaines semaines est importante. Elle permettra de connaître les positions des différents acteurs concernés. Ainsi, des éventuelles observations pourront être prises en considération.

ad 5) Veuillez trouver ci-dessous la liste des réunions, consultations et publications officielles. Notez que lors des assemblées générales de la FSHCL et de la FSCL, environ 300 respectivement 200 personnes étaient présentes par séance.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Composition du Conseil supérieur de la chasse :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6) Les propriétaires peuvent être membre de multiples syndicats de chasse. Il n'existe pas de restriction dans ce contexte. Le nombre de lots à gérer reste dans le même ordre de grandeur.

ad 7) Les frais incomberont aux nouveaux syndicats. Pourtant, il ne s'agit que des frais de publication, qui pourront être réglés après réception du premier loyer. L'enregistrement des baux n'étant plus obligatoire, il est loisible aux locataires des lots de chasse de les faire enregistrer à leurs frais. Le ministère et l'administration pourront donner un support organisationnel aux syndicats.

Question 0454 (06.03.2019) de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Léon Gloden (CSV) concernant le recrutement d'instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins spécifiques :

Selon les annonces du Ministère de l'Éducation nationale, 150 instituteurs spécialisés dans la prise en charge des élèves à besoins particuliers ou spécifiques seront recrutés sur quatre ans. Directement affectés aux écoles, ils interviennent dans la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques et assistent les élèves en classe.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien d'élèves à besoins spécifiques sont actuellement pris en charge dans les écoles fondamentales ?

2) Combien de postes d'I-EBS ont été créés ?

3) Le nombre de postes créés couvre-t-il le besoin ?

4) Combien de ces postes sont occupés à plein-temps ?

5) De la demande de l'instituteur jusqu'à la prise en charge concrète de l'enfant, quel est le délai d'attente ?

6) La Commission d'inclusion fait élaborer un plan de prise en charge individualisé. Quel est le rôle des parents dans ce contexte ?

7) Le personnel enseignant est-il suffisamment formé pour constater quand un élève a des besoins particuliers ou spécifiques ?

8) Combien d'élèves sont enseignés à domicile au Luxembourg ? Y a-t-il une tendance croissante du « homeschooling » ?

9) Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (09.04.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1) Conformément à l'article 29 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et sur décision des commissions d'inclusion régionales, 1.085 élèves à besoins éducatifs spécifiques bénéficient actuellement d'une assistance en classe assurée par un membre de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) alors que 1.023 élèves bénéficient d'une inscription dans un atelier de soutien.

ad 2) Actuellement, 81 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) coordonnent et contribuent à la scolarisation de ces élèves dans les écoles fondamentales luxembourgeoises.

Pour la rentrée scolaire 2019-2020, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse envisage de recruter plus de 25 I-EBS supplémentaires. Le recrutement sera poursuivi en printemps 2020 et, le cas échéant, les années suivantes, afin d'atteindre le nombre de 150 I-EBS prévus sur le plan national. Au terme de ces recrutements, chaque école fondamentale luxembourgeoise pourra bénéficier de l'intervention d'un I-EBS.

ad 3) Vu que le nombre d'écoles s'élève actuellement à 157 et que certains I-EBS interviennent dans deux écoles, le nombre de 150 postes prévus dans la planification se révèle suffisant pour couvrir les besoins dans un premier temps. Il s'y ajoute que les I-EBS ne sont pas les seuls acteurs qui assurent un encadrement propice au développement des compétences des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques :

- Au sein de l'école, les équipes pédagogiques des différents cycles mettent en place, conformément à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'études dans le temps imparti.

- Au niveau régional, les membres de l'ESEB assurent, sur décision de la Commission d'inclusion, une assistance en classe des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

L'organisation d'ateliers d'apprentissage spécifiques ou d'ateliers d'apprentissage complétant l'offre scolaire régulière fait également partie des attributions de l'ESEB.

- La Commission d'inclusion peut recourir à une intervention spécialisée ambulatoire du personnel d'un centre de compétences en psychopédagogie spécialisée ou, en accord avec les parents, à la scolarisation partielle ou complète d'un élève à besoins spécifiques dans ce dernier. Cette décision est communiquée pour approbation à la Commission nationale d'inclusion.

ad 4) 60 postes d'I-EBS sont actuellement occupés à plein-temps.

ad 5) Les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique ainsi qu'une assistance assurée par l'I-EBS dans le cadre de la classe peuvent être décidés lors des concertations hebdomadaires des équipes pédagogiques et consignés dans le rapport de ces dernières.

Au cas où l'équipe pédagogique décide, en accord avec les parents concernés et, le cas échéant, avec l'I-EBS, que la prise en charge assurée par l'école n'est pas suffisante, l'ESEB a pour mission d'élaborer un diagnostic et de présenter les résultats de ce dernier endéans quatre semaines de période scolaire.

Sur base du diagnostic établi par l'ESEB, la Commission d'inclusion élabore un plan de prise en charge individualisé qui est évalué régulièrement, afin de décider des adaptations jugées nécessaires pour assurer le progrès de l'élève.

ad 6) Le Plan de prise en charge individualisé est, soit sollicité par les parents, soit demandé par un membre de l'équipe pédagogique, pour autant que les parents aient marqué leur accord. Après l'élaboration du Plan de prise en charge individualisé, ce dernier est soumis aux parents pour accord. Cet accord est à renouveler si la Commission d'inclusion décide des adaptations lors de l'évaluation annuelle des mesures mises en place. En cas de désaccord avec la proposition de prise en charge de la Commission d'inclusion, approuvée le cas échéant par la Commission d'inclusion natio-

nale, les parents peuvent s'adresser au ministre qui soumet le dossier à un groupe d'experts qu'il nomme. Le groupe d'experts peut, soit se rallier à la proposition de prise en charge de la Commission d'inclusion, soit soumettre une proposition alternative.

ad 7) Dans le cadre de leur formation initiale, les étudiants en voie d'acquisition d'un bachelier en sciences de l'éducation à l'Université du Luxembourg réalisent un minimum de deux temps de terrain en relation avec l'encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques. Les temps de terrain réalisés par les étudiants dans les classes de la voie de préparation de l'enseignement secondaire général, les centres de compétences et les écoles fondamentales luxembourgeoises, où ils suivent un I-EBS, leur permettent de découvrir les structures mises en place pour favoriser le progrès des élèves à besoins éducatifs spécifiques, de prendre conscience de la prise en charge de ces derniers à trois niveaux et de mettre en pratique les concepts expliqués pendant les séances théoriques. Pendant les temps de terrain réalisés dans les classes des écoles fondamentales luxembourgeoises, la participation aux concertations hebdomadaires et l'observation du dispositif de différenciation mis en place par l'équipe pédagogique et explicité par le patron de stage préparent les futurs enseignants à l'organisation d'une prise en charge adéquate de tous les élèves.

L'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ainsi que les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée proposent une grande panoplie de formations continues permettant aux enseignants d'optimiser le développement de leurs compétences professionnelles entre autres dans les domaines des troubles d'apprentissage et des troubles du comportement. Les membres d'une même équipe pédagogique peuvent se spécialiser dans divers domaines en fonction des besoins de la population scolaire locale pour favoriser ainsi la réussite scolaire de leurs élèves.

ad 8) En 2017-2018, 110 élèves susceptibles de fréquenter une classe d'une école fondamentale luxembourgeoise ont été enseignés à domicile. En 2018-2019, le nombre d'élèves enseignés à domicile s'élève à 113. La légère croissance de trois élèves s'inscrit dans la croissance générale d'élèves scolarisés dans les écoles fondamentales publiques luxembourgeoises.

ad 9) Bien qu'actuellement une tendance croissante du « homeschooling » ne puisse être affirmée, les raisons indiquées par les parents ayant sollicité un enseignement à domicile sont entre autres un séjour temporaire de leur enfant à l'étranger pour des raisons médicales, un séjour temporaire des parents au Luxembourg pour des raisons professionnelles ou la conviction des parents que le « homeschooling » constitue la scolarisation qui répond le mieux aux besoins de leur enfant. Notons que la possibilité de l'enseignement à domicile fut déjà prévue par l'ancienne loi scolaire de 1912.

Question 0455 (06.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **registre central d'enregistrement de personnes physiques voyageant ou résidant à l'étranger** :

Am Aktivitétsrapport vun 2018 beschreift den Ausseministère den „Registre central d'enregistrement de personnes physiques voyageant ou résidant à l'étranger“, deen et Lëtzebuurger erlaabt, sech beim Ausseministère ze registréieren, wa se sech temporaire an d'Ausland beginn oder awer och ganz do liewen. D'Registréierung soll dozou bäidroen, dass ageschriwwen Persounen, falls se am Ausland an eng Noutsituatioun komme sollten, méi schnell konsularesch Hëllef kréie kënnen. Leider ass den aktuelle Succès vum Regëster awer éischter mitigéiert, well déi nei Offer nach net bekannt genuch ass, obwuel et schonn eng Réi Promotionsmesurë gouf, déi och am Rapport genannt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Aussen- an Europaminister dës Froe stellen:

- Wéi vill Persounen hu bis elo vun der Offer vum Ministère Gebrauch gemaach a sech am Registre central d'enregistrement de personnes physiques voyageant ou résidant à l'étranger ageschriwwen?

- Firwat gouf entscheet, dass just bei neie Passuero Wërbung fir dës Regëster gemaach soll

ginn? Bei wéi vill Ufroer fir en neie Pass gouf op dësem Wee Reklam gemaach an e Flyer fir den neie Regëster bäigeluecht?

- Wéi vill Passverlängerunge goufen an darselwechter Zäit gemaach?

- Gëtt et en Aktionsplang, fir de Regëster méi bekannt ze maachen, fir Lëtzebuurger am Noutfall am Ausland nach besser hëllef ze kënnen?

Réponse (19.03.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

- Zënter dem Start vum Regëster, am Mee 2018, hunn ongeféier 700 Leit sech online agedroen. D'Androen ass fräiwëleg.

- Den Aussen- an Europaministère suert duerfir, dass d'Lëtzebuurger iwwer all méiglech Kanal vum dësem Service gewuer ginn, dorënner och via de Passbüro.

- Zënter dass de biometresche Pass am Joer 2009 agefouert gouf, kann dëst Dokument net méi verlängert ginn.

- D'Benetzung vum dësem Service gëtt dem Bierger, vum Aussen- an Europaministère, iwwer seng Websäit, seng sozial Netzwierker, eng Präsenz op der Tourismusfoire, duerch d'lokal Press, wéi och iwwer punktuell Reklamscampagnë méi no bruecht.

Den Aussen- an Europaministère schafft och zesumme mam SNJ (Service national de la jeunesse), fir dës Service ënnert de jonke Lëtzebuurger bekannt ze maachen.

Question 0456 (06.03.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant l'**attaque informatique sur la plateforme « education.lu »** :

Wéi d'Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek de 5. März bericht, gouf et op der Plattform vum Bildungsministère ee gréisseren Dateklau vu Passwierder, mat deem sech Hacker Accès op d'Konten vu Benotzer verschafft hunn. Op Nofro bei engem Bedeelegten ass eis dës Informatioun confirméiert ginn. No deenen eis virleiden Informatiounen hunn d'Benotzer vun education.lu an hirer Boîte een engleschsprochege Mail, dee scheinbar vum hinne selwer geschéckt gouf. An dësem Mail gëtt de Benotzer opgefuerdert, eng Zomm Sue via Bitcoin un een Erpresser ze iwwerweisen. Mat engem einfache Passwuertwiessel kéint een den Hacker ganz einfach erëm vu sengem Kont ausschléisen. Leider ass et esou, dass d'Benotzer aktuell net iwwer d'Rechter verfügen, fir hiert eegent Passwuert ze änneren. Soumat sinn zurzäit Schüler an Enseignanten engem Erpressungsversuch ausgesat an hunn aktuell keng Kontroll iwwer hire Kont.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Bildung an dem Här Minister fir Digitalisation dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis vun dësem Hackergrëff an Erpressungsversuch op education.lu? Falls jo, wéi vill Konten sinn hei insgesamt betroff?

2. Gouf déi informatesch Faill op „education.lu“ geléist? Falls jo, wéi gouf se geléist? Falls neen, wéi vill Zäit schätzt d'Regierung, dass et brauch, fir d'Faill ze léisen? Wat waren d'Ursaache vun der Faill?

3. Wéi eng Mesurë goufen ënnerholl, fir de Schüler an Enseignanten ze hëllef?

4. Wéi eng Mesurë wäert d'Regierung an Zukunft ënnerhuelen, fir Schüler virun Hackerattaken an Erpressungsbréiwer op öffentleche Plattformen ze schützen?

Réponse commune (04.04.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Digitalisation* :

ad 1. De Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) huet keng Kenntnis vun engem Hackergrëff, weder op seng eegere Serveren nach op déi vu sengem Provider RES-TENA. Wuel awer gouf vill Benotzer um Internet (an net nëmme mat „@education.lu“-Adressen) mat esou Erpressungsmaile konfrontéiert.

Eng éischt Well vun Erpressungsmaile ass schonn am Juli 2018 opgetaucht. Dës Maile ware fir d'Destinatären oft erschreckend, well en echt, dacks awer aalt Passwuert am Mail stoung. Meng Servicer hunn dës Fäll analyséiert an erausfonnt, datt d'Passwierder vu Leake vun aneren, frieme Servicer hierkomm sinn. Effektiv ginn et Fäll, an deene Leit hir E-Mail-Adress an datselwecht Passwuert benotzen, fir sech op friemen, öffentleche an deelweis net genügend securiséierte Plattformen ze enregistrieren.

Eng méi rezent Well vun Erpressungsmaile probéiert, d'Leit domat ze veronscherechen, datt den Absender anscheinend den Empfänger selwer wier, a gaukelt vir, de Benotzerkont wier gehackt ginn. En Absenderfeld beim E-Mail ass awer keng garantiéiert Informatioun, mä kann an all E-Mail-Programm willkürlech festgeluecht ginn. Eis Mailservere stufen esou Maile mat héijer Wahrscheinlechkeet als „Spam“ an, wat awer net verhënnert, datt dës vun den Destinataire gesinn a gelies ginn.

Iwwert de leschte Fall huet den CERT-Bund viru Kuerzem kommunizéiert:

<https://t.co/FUmOEmpV4u>.

Och CIRCL huet eng ausféierlech Beschreiwung vum Problem ginn:

<https://www.circl.lu/pub/tr-54/>.

Déi genau Zuel vu betroffene Konten ass net bekannt.

ad 2. Wéi schonns uewe beschriwwen, huet et sech net ëm eng Faill vun de Systemer vum Educationministère gehandelt.

ad 3. Zënter 2008 ass den Educationministère Partner am Projet „BEE SECURE“, deen als Zil huet, jonke Leit e sécheren Émgang mam Internet an den neie Kommunikatiounstechnologien ze vermëttelen. „BEE SECURE“ entwéckelt Materialien an organiséiert regelméisseg Sensibilisierungscampagnen, déi op Kanner, Jugendlecher, Elteren an Enseignanten zougänglech sinn. Esou ginn et dann och permanent Recommendationen a Broschüren zum Thema „Passwuert“:

- <https://www.bee-secure.lu/de/themen/passwuert>

- Hacked? Wie du dich mit einem Passwort schützen kannst.

https://www.beesecure.lu/sites/default/files/publications/BEE_hacking2019_web_de.pdf

- Die Güte eines Passworts testen

<https://pwdtest.bee-secure.lu/?lang=de>.

ad 4. Allgemeng kann ee soen, datt et natierlech ëmmer emol virkënn, datt eng Persoun hiert Passwuert geklaut krit, wat awer meeschtens op Attacken am direkten Émfeld oder awer op ongenügend Passwuertthygiene zrëckzuféieren ass. Dës Problematik betrëfft all Persounen, déi eng E-Mail-Adress benotzen, an net nëmme „@education.lu“- oder „@school.lu“-Adressen.

Wéi bis elo wäert den Educationministère sech der Problematik weider unueelen, ënner anerem am Kader vum Projet „BEE SECURE“.

Net richtig ass, datt d'Benotzer (Personal, Enseignanten a Schüler) net d'Recht hunn, fir hiert eegent Passwuert ze änneren. All Benotzerkonten (Benotzernumm + Passwuert) si sougenannt IAM-Konten („Identity and Access Management“), bei deenen d'Passwierder zu all Moment iwwert de Guichet <http://iam.education.lu> kënnen geännert ginn. All Benotzer huet hei déi voll Kontroll iwwer säi Benotzerkont.

Question 0457 (06.03.2019) de **M. Jean-Marie Haldorf** (CSV) concernant le **remboursement de la blistérisation** :

Il me revient que le dossier remboursement de la blistérisation de médicaments dans les maisons de retraite, pourtant prévu dans le contrat de coalition, n'avance pas. Cependant il y a un large consensus que la blistérisation et la facturation des médicaments à l'unitaire crée des économies substantielles à la CNS, évite le gaspillage et de ce fait s'inscrit dans la politique de développement durable voulue par le Gouvernement. De plus, toutes les études montrent que les effets indésirables créés par les médicaments (iatrogénèse) et les hospitalisations coûteuses potentielles sont largement diminués par le strict contrôle de l'administration du médicament au patient.

Pour répondre aux demandes des maisons de retraite, les pharmaciens luxembourgeois ont créé une coopérative de blistérisation, pour donner tous les gages de sécurité au patient. Il s'avère que, deux ans après sa création, ce centre est pleinement opérationnel et a reçu toutes les autorisations de production nécessaires.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Quelles démarches le Gouvernement a-t-il entreprises jusqu'à présent afin d'aboutir au remboursement de la blistérisation ?

- Endéans quels délais le Gouvernement estime-t-il que le remboursement puisse être réalisé ?

Réponse (11.04.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

La mise en place du dossier de la blistérisation a bien avancé au cours des années passées. Déjà en date du 22 février 2016 a été constituée la société coopérative Blister Concept initialement par sept pharmaciens. Tous les pharmaciens en exercice et titulaires d'une concession de pharmacie au Grand-Duché de Luxembourg peuvent être candidats pour devenir associés de la société. En date du 14 septembre 2016 a ensuite été constituée la société anonyme CPL Blister SA, dont le capital est réparti à parts égales entre la société coopérative Blister Concept et la société anonyme Comptoir pharmaceutique luxembourgeois SA. La société CPL Blister SA a pour objet notamment le reconditionnement de médicaments individualisés pour chaque patient en doses unitaires et en multidoses.

La loi du 7 juin 2017 modifiant 1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et 2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments a ainsi complété la définition de la notion de fabrication de médicaments en y incluant l'opération de reconditionnement de médicaments. Il résulte des travaux parlementaires que cette opération de reconditionnement couvre en pratique l'activité de blistérisation. Cette même loi précise que la fabrication, et spécifiquement l'opération de reconditionnement, est subordonnée à une autorisation préalable à délivrer par le Ministre de la Santé dans la mesure où cette opération n'est pas exécutée par le pharmacien dans l'officine ou dans la pharmacie hospitalière.

Le règlement grand-ducal d'exécution du 18 juillet 2018 relatif à la préparation, à la division, au conditionnement ou reconditionnement et à la vente par Internet de médicaments introduit dès lors la notion de sous-traitance de l'opération de reconditionnement en dehors d'une officine ou d'une pharmacie hospitalière, à notifier par le sous-traitant à la Direction de la santé avant son exécution, assortie du contrat de sous-traitance et de l'autorisation de fabrication du sous-traitant.

En dates du 5 octobre 2018 et encore du 14 février 2019, le Ministre de la Santé a accordé une autorisation de fabrication à CPL Blister SA. Finalement, et selon le Ministère de la Santé, aucune autorisation spécifique et supplémentaire de mise sur le marché n'est nécessaire pour les présentations de médicaments issues d'opérations de blistérisation en application de la loi du 7 juin 2017.

Actuellement, les services respectifs analysent le cadre juridique en vue d'introduire des honoraires spécifiques relatifs à la blistérisation.

Il est à préciser que la loi du 7 juin 2017 ne limite point le champ d'application de la blistérisation des médicaments ni aux maisons de soins, ni aux centres intégrés pour personnes âgées. Aussi, il est à souligner que la blistérisation n'est pas forcément synonyme d'économies et l'opération de déconditionnement et de reconditionnement, y inclus le respect des normes de qualité, peut engendrer des ressources techniques et humaines conséquentes en fonction de la méthode et des procédures de fabrication à mettre en place en exécution du cadre légal et réglementaire.

Question 0458 (07.03.2019) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **fermeture de rues lors de visites officielles** :

Sur invitation du Premier Ministre luxembourgeois, le Premier Ministre de la Fédération de Russie, Dimitri Medvedev, a effectué une visite officielle du 5 au 6 mars 2019 à Luxembourg. Conscient qu'une telle visite officielle entraîne certaines mesures de sécurité et des perturbations de la circulation routière, il s'avère qu'un certain nombre de routes à l'intérieur de la capitale ont été complètement fermées à tout trafic automobile, cycliste et même piétonnier.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Les habitants ainsi que les sociétés avoisinant les rues en question ont-ils été informés à l'avance de la fermeture de rues en question ?

2) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une visite officielle devrait être organisée de telle façon que les gens puissent encore rejoindre leur lieu de travail et leur domicile ?

3) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une information conséquente préalable du public serait utile afin d'éviter les problèmes de circu-

lation qui se sont posés lors de la visite du Premier Ministre de la Fédération de Russie ?

Réponse commune (24.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Une information générale concernant les perturbations du trafic possibles et des fermetures temporaires de certaines rues lors de la visite officielle du Premier Ministre russe a été communiquée dans les médias (cf. rtl.lu et vdl.lu)

ad 2) La visite officielle du Premier Ministre russe a été organisée de telle façon à garantir la sécurité de l'hôte étranger tout en essayant à réduire la nuisance pour la population dans la mesure du possible. Lors des déplacements de la visite officielle les trajets n'étaient pas fermés d'avance au trafic, mais uniquement fermés ponctuellement lors du passage des cortèges.

ad 3) Cf. réponse à la première question : La Direction de la communication de la Police grand-ducale fait diffuser en cas de besoin des messages de radioguidage lors des visites officielles.

Question 0459 (07.03.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **château de Brandebourg** :

Au fil des dernières années, différents travaux de restauration et de mise en valeur ont été réalisés sur le site du château de Brandebourg dans la commune de Tandel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle brièvement présenter ces travaux ?

- Depuis quand l'État gère-t-il le site en question ?

- Qu'en est-il de la réfection de la toiture du château et de l'aménagement d'installations sanitaires ?

Réponse (19.04.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Par bail emphytéotique, signé en 1997, les ruines du château de Brandebourg ont été louées à l'État du Grand-Duché de Luxembourg pour une durée de 49 ans.

Comme suite à de vastes fouilles et recherches archéologiques, le Service des sites et monuments nationaux a pu, entre 2009 et 2013, y faire réaliser un grand projet de restauration et de mise en valeur, les murs historiques furent consolidés et un circuit sécurisé avec panneaux didactiques fut mis en place, permettant aux visiteurs de découvrir tout le site et de monter jusqu'au donjon. L'accès est libre et le site n'est pas surveillé en permanence. Le coût total des investissements de l'État se chiffre à un peu plus de trois millions d'euros.

Dans le cadre de ces travaux, la toiture du bâtiment couvert fut remplacée. Il n'est pas prévu de refaire cette toiture qui répond amplement aux exigences des experts du patrimoine bâti.

En revanche, j'ai décidé qu'il sera procédé à l'installation définitive de sanitaires afin d'améliorer le confort du site pour les visiteurs et j'ai adressé un courrier marquant mon accord pour ladite installation à Monsieur Aly Kaes, bourgmestre de la commune de Tandel.

Question 0460 (07.03.2019) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **taux de réussite au Lycée technique pour professions de santé** :

Comme la plupart des autres pays européens, le Luxembourg doit faire face à une certaine pénurie de personnel pour les professions de santé. Diverses actions de promotion entreprises ne connaissant pas le succès escompté, le nombre d'étudiants diplômés du Lycée technique pour professions de santé (LTPS) reste insuffisant. De plus, comme l'est précisé dans une réponse à la question parlementaire n° 3726 du 26 mars 2018, le taux de réussite de l'examen de fin d'études de 13/1GSI se situe entre 54 % et 59 %. À côté des cours de sciences (sciences médicales et biologie humaine), les compétences langagières représentent un obstacle dans le parcours scolaire : une faiblesse dans au moins une des langues ne permet ainsi pas aux élèves d'atteindre la moyenne dans la branche combinée des deux langues.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Concernant le taux d'échec lié aux compétences langagières. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner de quelle langue il s'agit spécifiquement ?

- Combien d'élèves ont échoué à cause des compétences en langues au cours des dernières années ?

- Monsieur le Ministre compte-t-il revoir les différents niveaux des compétences langagières requises pour les différentes formations ?

Réponse (15.04.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des informations au sujet du degré de corrélation entre l'échec scolaire en classe de 13SI/1GSI et les compétences langagières des élèves inscrits à cette formation.

Le tableau suivant renseigne sur la répartition des résultats scolaires obtenus dans les disciplines linguistiques en classe terminale 13SI/1GSI pour la période de 2013 à 2018.

Moyenne de fin d'année scolaire	< 30	> 30
Allemand	29,2 %	70,8 %
Anglais	14,8 %	85,2 %
Français	35,1 %	64,9 %

Force est de constater que de nombreux élèves de 13SI/1GSI présentent des lacunes langagières. Je souligne toutefois que la source de l'échec scolaire est multifactorielle : en effet, 56 % des élèves 13SI/1GSI ayant obtenu une note annuelle insuffisante dans une discipline linguistique présentent au moins une note insuffisante additionnelle dans une discipline non linguistique.

Je signale par ailleurs que jusqu'à l'année scolaire 2017/2018, seuls les étudiants ayant obtenu une évaluation positive (« maîtrise ») au stage effectué dans le cadre de la discipline « enseignement clinique » étaient admis à se présenter aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires, condition préalable entraînant un taux de réussite global plus faible pour la section SI. À partir de l'année scolaire en cours, cette disposition est modifiée : tous les élèves sont autorisés à se présenter à l'examen ; ceux dont le stage n'a pas donné lieu à une évaluation positive, peuvent effectuer un deuxième stage dont l'évaluation est mise en compte au même titre qu'un ajournement.

À l'avenir, la mise en place d'une possibilité de choix au niveau de la langue véhiculaire contribuera à diminuer l'effet des compétences langagières sur la réussite scolaire de ces élèves.

Question 0461 (07.03.2019) de **Mmes Stéphanie Empain et Djuna Bernard** (déli gréng) concernant la **violence à l'égard des femmes** :

La conférence internationale « Stand Speak Rise Up ! », destinée à la lutte contre les violences sexuelles dans les zones sensibles, se déroulera à Luxembourg-ville fin mars. Initiée par S.A.R. la Grande-Duchesse, la conférence rassemblera des leaders mondiaux venant des secteurs public et privé, des ONG et du monde juridique et académique ainsi que des hauts représentants d'organisations nationales et internationales. Par ailleurs, le forum mettra en place une plate-forme réunissant des acteurs engagés sur le terrain ou dans la recherche de solutions, voire des survivants de violences sexuelles.

Quant à sa stratégie générale de coopération, le Luxembourg spécifie trois priorités transversales, à savoir : les droits de l'être humain, l'égalité des genres et la durabilité environnementale. Dans ce sens, le Gouvernement entend mettre en œuvre une politique étrangère féministe visant l'égalité des genres, et s'engage en outre à promouvoir les objectifs de développement durable de l'ONU dont le but numéro 5 est de « mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ». L'égalité des genres, et notamment la lutte contre la violence à l'égard des femmes, sont ainsi des thématiques prioritaires de la politique de coopération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Parmi les projets et programmes de la coopération bilatérale et la coopération avec les ONG dédiées à l'égalité entre les femmes et les hommes, le Luxembourg développe et sou-

tient-il des projets dédiés à la lutte contre la violence à l'égard des femmes ? Dans l'affirmative, quels sont ces projets ?

2) Les ONG travaillant sur des projets et programmes dédiés à la lutte contre la violence à l'égard des femmes bénéficient-elles du taux de financement de 80 % réservé aux projets et programmes ayant pour objectif la défense des droits de l'être humain ?

3) Le Ministère de la Coopération envisage-t-il de soutenir davantage les initiatives et projets développés dans cet ordre d'idées ?

Réponse (04.04.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

ad 1) Le renforcement des droits des femmes et des filles constitue une priorité transversale en matière de coopération au développement et d'action humanitaire. Ainsi, la Coopération luxembourgeoise continue à intégrer la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles dans ses projets et programmes. Parmi les projets et programmes actuellement en vigueur ayant comme objectif principal la lutte contre la violence à l'égard des femmes, la Coopération luxembourgeoise soutient les projets et programmes suivants :

Dans le cadre de sa coopération multilatérale et bilatérale :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le montant total prévu pour ces projets s'élève à quelque 13,2 millions d'euros pour la période 2016-2022.

Dans le cadre des projets proposés par les organisations non gouvernementales luxembourgeoises bénéficiant d'un cofinancement du ministère, les projets enregistrés sous le code SNPC (Système de notification des pays créanciers) 15180 de l'OCDE de « Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles » actuellement en cours sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le montant total prévu de ces cofinancements s'élève à quelque 5,6 millions d'euros.

ad 2) Oui, tous les projets ciblant les droits à la personne, incluant les victimes de toutes formes de violences basées sur le genre, bénéficient d'un taux de cofinancement de 80 %, conformément à la loi du 15 décembre 2017 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire l'Art. 4 (2) c. et l'Art. 4 (5) 3° :

« Art. 4.

(...)

(2) Les taux de cofinancement applicables sont les suivants :

(...)

c. Un taux de cofinancement de 80 pour cent de la part luxembourgeoise pour tout projet mis en œuvre dans des pays bénéficiaires d'aide publique au développement qui ne sont pas énumérés parmi les PMA ou les pays partenaires, mais qui ciblent directement les droits de la personne.

(...)

(5) Le projet ciblant les droits de la personne doit concerner au moins un des domaines suivants :

(...)

3° L'élaboration de programmes concernant les droits de la personne, ciblés sur des groupes particuliers, comme les enfants, les individus en situation de handicap, les migrants, les femmes et filles, victimes de toutes les formes de violence basée sur le genre, les minorités ethniques, religieuses, linguistiques et sexuelles, les populations autochtones et celles qui sont victimes de discrimination de caste, les victimes de la traite d'êtres humains, les victimes de la torture. »

ad 3) En ligne avec les orientations du programme gouvernemental 2018-2022, l'approche du Luxembourg en matière de coopération au développement et d'action humanitaire - en tant que pilier de la politique étrangère luxembourgeoise - accorde et continuera d'accorder une place prépondérante au soutien et à la mise en œuvre d'actions en faveur de la reconnaissance, de la défense et du renforcement des droits de la femme et des jeunes filles (y compris la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles), tant dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise qu'au sein des foras internationaux tels que l'Union européenne, les Nations Unies et l'OCDE.

Dans ce contexte, la Coopération luxembourgeoise soutient régulièrement des projets de la part d'organisations non gouvernementales agréées et d'agences onusiennes dans ce domaine, comme par exemple la contribution d'un million d'euros au CICR annoncée à la conférence de S.A.R. la Grande-Duchesse de Luxembourg « Stand Speak Rise Up ! pour mettre fin aux violences sexuelles dans les zones sensibles » les 26 et 27 mars 2019 au Luxembourg.

Question 0463 (07.03.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant la **hausse des droits d'accises sur le carburant** :

En réaction à la hausse annoncée des droits d'accises sur le carburant à partir de mai 2019, le Mouvement écologique vient de déclarer que : « Déi Erhéjüng geet net duer. Dat spigelt net déi reell Käschten, déi d'Notzung vun Diesel a Bensinn kascht am Beräich Gesondheet an am Beräich Infrastrukturen. Dofir geet déi Erhéjüng wäit net duer. Déi misst bei 10, 15 oder déi misst graduell erfollegen, déi nächste Joren all Kéiers ëm 5 oder 7 Cent an d'Luucht goen, fir dass mir iergendwann aus dem Tanktourismus eraus sinn. »

Le Mouvement écologique ne comprend pas pourquoi le Gouvernement qui se dit vouloir agir dans le sens de la protection du climat ne met pas en œuvre les recommandations de l'étude sur le tourisme à la pompe de 2016.

Le Mouvement écologique exhorte le Gouvernement de mettre sur table une stratégie cohérente via une réforme fiscale écologique.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie, à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Madame et Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis du Mouvement écologique en ce qui concerne la hausse annoncée des droits d'accises sur les carburants ?

2) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer s'ils entendent mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur le tourisme à la pompe ? Dans l'affirmative, lesquelles et suivant quel échéancier ? À défaut, pourquoi ?

3) Madame et Messieurs les Ministres entendent-ils présenter prochainement une réforme fiscale écologique ? Quels sont les points saillants de cette réforme ?

Réponse commune (24.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

ad 1) La hausse des droits d'accises sur les carburants qui est prévue d'entrer en vigueur le 1^{er} mai 2019 constitue le premier ajustement conformément aux dispositions de l'accord de coalition concernant la fiscalité écologique qui stipule que l'imposition des produits pétroliers (carburants et mazout) sera adaptée dans le but d'atteindre les objectifs souscrits par le Luxembourg dans le cadre des accords de Paris. Le comité interministériel composé de représentants du Ministère des Finances, du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, du Ministère de l'Énergie et du Ministère de l'Économie effectuera un monitoring détaillé de l'évolution des ventes de carburants routiers. Ce comité dégagera des mesures devant être prises en vue de réduire de façon continue l'impact de la vente des carburants sur le respect des objectifs en matière de protection du climat.

ad 2) Une partie des recommandations de l'étude réalisée par le Dr Dieter Ewringmann concernant les aspects écologiques, économiques et fiscaux de la vente de carburants et de la mobilité au Luxembourg a d'ores et déjà été mise en œuvre, notamment, l'augmentation des accises sur les carburants, avec une augmentation plus prononcée de la taxation du diesel, ainsi que des éléments en matière de fiscalité des voitures de service.

La différenciation des accises pour le diesel professionnel, ainsi que la taxe sur les véhicules n'ont pas encore été réformées, mais font partie des mesures étudiées dans le contexte de la mise en œuvre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

Le Gouvernement n'envisage pas l'introduction d'un péage routier, notamment en raison des difficultés de faisabilité et de praticité liées à l'introduction d'une telle mesure sur un territoire limité que celui du Luxembourg.

ad 3) En ce qui concerne les points saillants d'une réforme fiscale écologique il est fait référence aux points y afférents de l'accord de coalition.

Question 0465 (07.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **création d'entreprise** :

Am Koalitionsaccord an och am neie Budgetsprojé betount de Wirtschaftsministère ëmmer erëm, dass en eng Prioritéit dora gesäit, aus Lëtzebuerg eng „Start-up-Nation“ ze maachen. Virun allem nei an innovativ Entreprisé sollen derzou bruecht ginn, Lëtzebuerg als hire Standuert ze wien.

Grad vun innovative Produiten an Déngschtleeschung geet awer en héije Risiko aus, well net all Innovatioun vun de Konsumenten och ugeholl gëtt, nëmme well se nei ass. An deem Kontext ass et dofir ganz wichteg, Entrepreneuren eng gewësse Sécherheet bei der Existenzgrënnung ze garantéieren, an doriwwer eraus mussen d'Demarchen, déi néideg sinn, fir eng Entreprisé ze grënnen, iwwersichtlech a séier ofgewéckelt kënne ginn, fir dass déi Betraffen de Courage net schonns verléisst, éier si hiert Geschäft iwwerhaupt opgemaach hunn.

D'Vereinfachung vun de Prozedure bei der Existenzgrënnung an eng Dämpfung vun individuellen Risiko géifen dobäi net nëmmen neie Start-uppe mat innovative Produiten zegutt kommen, mä allgemeng nei Entrepreneuren ënnerstëtzen. Et dierf ee schliisslech net vergiesen, dass och Persounen, déi sech mat traditionelle Produiten an Déngschtleeschung selbstständig maache wëllen, wéi beispillsweis am Beräich vum Handwerk, e wichteg Element vun der lëtzebuergescher Wirtschaft duerstellen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Minister fir Mëtzelstand an dem Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung des Froe stellen:

- D'Europäesch Unioun encouragéiert hir Memberlänner derzou, d'administrativ Demarchen, déi fir eng Existenzgrënnung néideg sinn, esou ze gestalten, dass et méiglech ass, innerhalb vun dräi Deeg eng Entreprisé ze grënnen.

Gëtt des Frist zu Lëtzebuerg agehalen? Wéi vill Deeg dauert et zu Lëtzebuerg an der Moyenne, bis all d'Demarchen (zum Beispill den Depot beim RCSL, d'Homologatioun vum Diplom, d'Autorisation d'établissement an d'Umeldung bei der CCSS/TVA) ofgewéckelt sinn?

- Ass et méiglech, des administrativ Demarchen allegueren online ze maachen?

- Wéi vill muss een insgesamt fir d'Demarchen, déi am Zesammenhang mat der Existenzgrënnung stinn, bezuelen?

- De Christian Müller huet am „Tageblatt“ vum 07.03.2019 d'Iddi opgeworf, nom schwedesche Vorbild e Congé sans solde vu sechs Méint fir zukünfteg Existenzgrënnung anzeféieren. Wäert d'Regierung esou e Congé aféieren, fir den individuelle finanzielle Risiko, dee mat enger Firmegrënnung verbonden ass, ze dämpfen, fir esou en zousätzlechen Ureiz zur Selbstständigkeit ze schafen?

Réponse commune (10.04.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Déi noutwendeg administrativ Demarchen, fir eng Entreprisé ze grënnen, mussen iwwersichtlech sinn a séier ofgewéckelt kënne ginn. Dofir schafft d'Regierung permanent drun, fir de legale Kader an d'Prozedure vun enger Existenzgrënnung op dat Néidegste ze begrenzen. Mëttlerweil ass et och méiglech, quasi déi ganz Bandbreit u Formalitéiten, déi een am Kader vun enger Betriebsgrënnung muss maachen (Handelsermächtigung ufroen, TVA-Nummer ufroen asw.), iwwert de Wee vun der Plattform „Guichet.lu“ duerchgeféieren.

Et ass souwuel fir de Stat wéi och fir den Demandeur vu Virdeel, dass eng Autorisation iwwert den digitale Wee ugeholl gëtt. Net nëmmen, well eng Ufro esou méi séier ka verschafft ginn, mä och wéinst der Traçabilitéit, dem méi einfache Suivi vum Dossier, grad ewéi aus E-mweltgrënn, well esou manner Pabeier verbéit gëtt.

An deem Kontext wëlle mir drop hiweisen, dass de Ressort vum Mëtzelstand virun zéng Joer, als ee vun den Fächten, de Wee vun der Digitalisation ageschloen huet. Et ass dofir interessant ze analyséieren, wéi sech d'Onlinefroen a Saachen Handelsermächtigung entwéckelt hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

Den Undeel vun den Dossieren, déi iwwert den digitale Wee beim Service des autorisations d'établissement vun de Classes moyennes erakommen, geet vu Joer zu Joer an d'Luucht an entwéckelt sech an déi richteg Richtung. Et gesäit een awer och, dass ee groussen Deel nach ëmmer op Pabeier erakënn. Eng vun den Erklärungen heifir ass, dass en auslännesche Betriebsgrënnung, dee sech zu Lëtzebuerg néierléisst, sech an de seelenste Fall um „Guichet.lu“ kann digital identifizéieren. Des Dossierer ginn dofir weider ënner Pabeierformat erageschéckt.

Wat d'Dauer vun der Prozedur betrëfft, huet de Service des autorisations d'établissement virun e puer Joer nach ronn dräi Woche gebraucht, fir een Dossier ze verschaffen. Haut si mir bei engem Delai vu maximal fënnf Deeg ukomm (ëmmer vorausgesat, dass den Dossier komplett ass).

Nieft der Prozedur vun der Handelsermächtigung kënnen nach aner Prozeduren an d'Spill kommen. D'Unzuel vun desen anere Prozeduren ass allerdeings ofhängeg vu ville Variabelen. Dofir ass d'Gesamtdauer vun den administrativen Demarchen vu Fall zu Fall verschidden a kann net op eng eenzeg Ziel reduzéiert ginn. Stellverriedend fir déi sëllege verschidde Situatiounen wëlle mir just zwee Fäll ervirhiewen, déi des Ausso illustriieren:

1. Gëtt eng Aktivitéit am eegenen Numm ausgeübt, brauch een net bei den Notaire ze goen, fir seng Statuten opzesetzen. Wann een awer zum Beispill eng Kapitalgesellschaft grënn, muss ee bei den Notaire goen a seng Statuten am Handelsregister androen. D'Dauer vun de Prozeduren ass logescherweis net identesch.

2. Wann d'Aktivitéit vun engem Betrib en Impact op d'Ëmwelt huet an eng Autorisation Kommodo-Inkommodo muss ugefrot ginn, ass d'Dauer vun de Prozeduren doduerch aus verständlechen an och berechtigte Grënn daitlech méi laang.

Wann een elo awer d'Beispill vun enger einfacher kommerzieller Aktivitéit hëlt, déi am eegenen Numm ausgeübt gëtt a wou keng weider Prozeduren néideg sinn (Beispill: Émsaz vu manner wéi 30.000 Euro an dem Regimm vun der Franchise bei der TVA/Revenu vu manner wéi engem Drëttel vum Mindestloun an enger Dispens bei der Sécurité sociale), da sinn d'Prozeduren op e Minimum beschränkt. Fairerweis muss een awer och soen, dass am Fall vun enger „exploitation en nom propre“ den Demandeur seng Handelsermächtigung muss selwer op den CCSS siche goen. Dass hei keng digital Léisung ugebuede gëtt, ass als sënnavollen „garde-fou“ ze gesinn, well esou séchergestallt ass, dass den Demandeur och an déi richteg Keese mat de richtige Sozialversécherungen ageschriwwen gëtt. Wéinst der Komplexitéit vun deser Etapp an den extrem groussen Implikatiounen op d'Sozialversécherung vun de Leit ass et vu Virdeel, hei de physische Kontakt vum Demandeur mat der Administratioun bäizebehalen. An deem Fall leie mir bei enger Gesamtdauer vu fënnf Deeg an d'Grënnungskäschte belafe sech an deem Fall op 24 Euro.

D'Regierung ass permanent beméit, fir d'Prozeduren esou effizient wéi méiglech ze halen. Wann et awer dréms geet, fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter, der Ëmwelt an dem Verbraucher ze garantéieren, steet de Stat allerdeings och an der Pflicht a muss déi néideg Iwwerpräwunge maachen, éier eng Autorisation ausgestellt ka ginn.

Et geet awer net eleng duer, d'Prozeduren online ze erméiglechen: Et muss een d'Betriber och begleeden. A fir d'Betriber um Wee vun der Digitalisation ze begleeden, wäert e fënnfte Plan d'action fir de Mëtzelstand lancéiert ginn. An deem Plan d'action gëtt een daitleche Fokus op d'Digitalisation gesat mam Zil, ënner anerem, dass d'Betriber an Zukunft nach méi Prozeduren online duerchféieren.

Lëtzebuerg ka sech den Numm als „Start-up-Nation“ awer net eleng duerch d'Vitesse an d'Digitalisation vu senger Prozedure verdéngen. Well ee Betriebsgrënnung stellt sech extrem vill a komplex Froen. Dofir ass et gradesou entscheedend, déi néideg Ulaftstellen ze offéieren, wou hien eng professionell Berodung féint, fir esou déi richteg Decisiounen ze treffen. Nieft der Plattform vum „Guichet.lu“ spillen och vill aner Akteuren eng wichteg Roll, wéi zum Beispill d'House of Entrepreneurship bei der Begleitung vum Client, de Contact Entreprise

vun der Chambre des Métiers, fir d'Formalitéiten am Numm vum Client ze maachen, d'Luxinnovation bei der Begleitung vun enger Start-up oder och nach d'House of Start-ups, fir d'Akteuren aus dem Secteur zesammenzebréngen. An dëst si just e puer Beispill vun Ulaftstellen, wou de Betriebsgrënnung konkret berode gëtt. Et ass d'Zesummespill tëschent dese villen Elementer, mat deem mir Lëtzebuerg grouss op der Landkaart placéieren.

E Congé sans solde vu sechs Méint fir zukünfteg Existenzgrënnung nom schwedesche Modell, wéi vum Deputéierten ugeschwat, ass net am Regierungsprogramm virgesinn a gëtt och aktuell net thematiséiert um Niveau vun der Regierung.

Question 0466 (07.03.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **peste porcine africaine** :

Am Kader vun der afrikanescher Schwängspesch, déi no un der Lëtzebuerg Grenz an der Belsch nogewise gëtt, ass huet d'Regierung decidéiert, eng éischer meé erwaardend wei proaktiv Positioun anzehuelen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister an der Madamm Minister fir Ëmwelt folgend Froe stellen:

- Ass de Stat, am Fall, wou d'Schwängspesch hei am Land nogewise gëtt, am Besetz, respektiv ass séchergestallt, dass séier een Drot kann opgestallt ginn, fir d'Infektionsplaz groussräimig ofzegrenzen?

- Gëtt et eng Aart Krisenhandbuch fir all d'Akteuren aus der Landwirtschaft (Ziichter, Transporteuren etc.) am Fall, wou d'Schwängspesch hei am Land nogewise gëtt?

- Kënn et am Fall, wou d'Schwängspesch hei am Land nogewise gëtt, zu engem generellen Exportstop vu Schwängfleesch?

- Wei gëtt kontrolléiert, ob déi bestoend Preventiionsmesurë vun alle Schwängshalter, ob professionell oder net, agehale ginn?

- Wei ass d'Positioun vun der Regierung zu enger „prime d'abattage“ fir all Wëllschwäin, wat fonnt gëtt respektiv an der iwwerwachter Zon geschoss gëtt?

- Ass den „Worst-case“-Zeenario schonn eng Kéier vun alle betraffene staateleche Services duerchgespillt ginn, fir ze kucken, wei gutt eist Land op e méigleche Fall vu Schwängspesch virberet ass? Wa jo, wat waren d'Resultater? Wann neen, firwat net?

Réponse commune (18.04.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

- D'Regierung huet decidéiert, schonn elo an der präventiver Phas eng Clôture laansch déi belsch Grenz an der Zone de surveillance opzerichten, well do am Moment d'Gefor am gréissten ass, dass d'Krankheet sech op Lëtzebuerg ausbreit. An där Zon ginn och déi jee-weileg Clôture laansch d'Autobunnen A6 an A4 vun der Bauteverwaltung kontrolléiert an eventuell ausgebessert. Sollten aner Geforepunkten optauchen, ass een dann och prett, fir do eng Clôture opzerichten.

- Mir hu verschidde Pläng (Plan de vigilance, Plan d'action an e Plan d'urgence), an deenen d'Prozedure genau definéiert sinn, falls e Fall bei de Wëllschwäin respektiv den Hausschwäin optrëtt. Des Pläng sinn amgaangen, an déi rezent Entwécklungen ugepasst ze ginn. Dobäi gëtt sech mat deene verschiddenen Autoritéite befrefend déi verschidden Aktivitéite concertéiert.

- Am Fall vun der Schwängspesch bei de Wëllschwäin bestinn haaptsächlech Restriktiounen fir den Transport vu liewege Schwäin, awer net, wat d'Schluuchte vun Hausschwäin betrëfft, sou dass och Schwängfleesch weider kann exportéiert ginn. De Landwirtschaftsminister ass och amgaangen, mat den Nopeschlänner ze verhandelen, fir an deem Fall weider lieweg Schwäin fir ze schluechte kënnen ze exportéieren.

- D'Veterinärsverwaltung huet eng Informationsversammlung fir all d'Schwängsbetriber ofgehalen an déi verschidde Betriber betreffend d'Anhale vun de Konditiounen vun der Biosécherheet kategoriséiert.

Et ass e Courier un all d'Betriber gaangen, fir si op d'Risiken opmierksam ze maachen an eventuell Defiziter ze verbessern. Déi Betriber, déi net konform sinn, ginn a regelméissegen Ofstänn kontrolléiert an am Fall, wou d'Schwängspesch bei de Wëllschwäin optrëtt, mussen des Betriber hire Schwängsbestand eventuell ofschafen.

- D'Regierung féiert de Moment Iwwerleeungen, fir esou eng „indemnité sanitaire“ an der „zone blanche“ anzeféieren, fir den zousätzlechen Opwand am Zesammenhang mam Transport an de Laboanalyse vun de geschossene Wëllschwäin ze decken.

- Den „Worst-case“-Zeenario ass dee vun enger Detektioun vun der Krankheet bei den Hausschwäin, wou d'Regierung zesumme mam Secteur muss alles drusetzen, dass deen net antrëtt. D'Prozeduren, déi am „Worst-case“-Zeenario muss geholl ginn, si kloer. De Fall ass net duerchgespillt ginn, well et ze vill Inconnu gëtt, un déi déi konkret Ëmsetzung, sollt e konkrete Fall dann optrieden, muss ugepasst sinn. Mir sinn am Moment an der Situatioun, an där de Virus e puer Kilometer vun eiser Grenz ewech ass a wou all méiglech Mesurë muss geholl ginn, fir e weidert Ausbreeden an der Wallonie an en Iwwergräife vun der Krankheet op eisen Territoire ze verhënneren. Ausserdem konnte schonn Terrainserfahrungen vun de Lëtzebuergeser Veterinären a Fierschter ënnert de reelle Konditiounen an der Belsch gemaach ginn.

Question 0467 (08.03.2019) de **Mme Djuna Bernard** et **M. Roberto Traversini** (*déi gréng*) concernant la **protection de la femme enceinte et allaitante exerçant un mandat politique** :

Les dispositions législatives en vigueur quant à la protection de la femme enceinte et allaitante au travail ainsi qu'au congé de maternité ne s'appliquent qu'aux salariées et aux indépendantes.

Les femmes exerçant un mandat politique, que ce soit au niveau communal ou national, ne bénéficient d'aucune protection, ni de la possibilité de bénéficier d'un congé de maternité. S'y ajoute la question non résolue du remplacement de la mandataire en cas d'absence pour des raisons de grossesse.

À travers l'Europe, seulement quelques pays proposent des mesures concrètes pour les élus enceintes. En France, les député(e)s peuvent être remplacé(e)s en cas de longue maladie ou de congé de maternité par leur suppléant(e) jusqu'à leur retour.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre d'État :

1) Existe-t-il des informations quant au nombre de mandataires tombées enceintes durant l'exercice de leur mandat politique dans le passé ? Faute de disposition précise, comment les mandataires concernées ont-elles assumé leur mandat, en particulier pendant les dernières semaines de leur grossesse ?

2) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que le remplacement de la mandataire dans le contexte d'une grossesse devrait être réglé ? Dans l'affirmative, quelles seraient en l'occurrence les pistes à envisager ?

S'y ajoute le congé parental, une autre disposition dont les femmes et hommes exerçant un mandat politique ne peuvent bénéficier. Au Danemark, les élu(e)s au parlement peuvent être remplacé(e)s pendant 12 mois en cas de grossesse, congé parental ou adoption. Vu les efforts visant à rendre les mandats politiques plus attractifs pour les femmes et jeunes parents :

3) Ne faudrait-il pas définir un cadre juridique de protection et de congés pour les femmes qui tombent enceintes pendant la durée de leur mandat, ainsi que pour les hommes qui deviennent père pendant leur mandat ?

Réponse commune (30.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1) En ce qui concerne la première question qui touche au nombre de mandataires tombées enceintes durant l'exercice de leur mandat politique dans le passé, le Gouvernement n'a pas connaissance d'un seul cas d'espèce durant le passé récent auprès des membres du Gouvernement. Pour ce qui est des autres mandataires politiques nationaux, le Gouvernement se permet de souligner qu'ils relèvent de la sphère du pouvoir législatif et partant de l'autonomie de la Chambre des Députés et que ceux exerçant un mandat local relèvent de leur commune respective.

S'il est connu qu'un certain nombre de députées et d'élues locales sont tombées enceintes durant leur activité politique, un relevé exact du nombre de mandataires concernées dans le passé n'existe pas. Partant, et faute par ailleurs d'être en charge à ce niveau pour les raisons



précitées, le Gouvernement ne peut s'exprimer sur la manière dont les mandataires ont choisi d'exercer leur mandat dans des circonstances pareilles.

ad 2) En ce qui concerne la deuxième question concernant l'absence de règles pour le remplacement de mandataires à l'occasion d'une grossesse, le Gouvernement a procédé à l'analyse de la situation juridique au Luxembourg. Si les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ne traitent pas explicitement de la grossesse des femmes exerçant un mandat politique, toute une série de dispositions permettent cependant aux concernées de suspendre temporairement l'exercice de certaines fonctions pendant leur état de grossesse.

Pour les élus locaux, la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 détermine les procédures à suivre pour le remplacement du bourgmestre ou d'un échevin absent. En l'occurrence, il s'agit des articles 64 et 65 pour le cas du bourgmestre, qui disposent qu'en cas de « maladie, absence ou autre empêchement, le bourgmestre délègue un échevin pour le remplacer, et en informe l'autorité immédiatement supérieure ; à défaut de délégation, le service passe à un échevin suivant l'ordre établi par l'article 40 ». Concernant le remplacement d'un(e) échevin(e), il est fait application des articles 42 et 56 de la même loi, qui édictent qu'en cas d'absence d'un(e) échevin(e), le président du Collège des bourgmestres et échevins peut choisir de remplacer l'échevin(e) par un conseiller ou une conseillère communale. Il est important de souligner que lorsque l'absence perdure au-delà d'un mois, le remplacement d'un membre de l'exécutif communal par un conseiller ou une conseillère communale est obligatoire. Les mécanismes prévus par la loi communale peuvent trouver application en cas d'absence pour congé de maternité ou congé parental. Il est à noter que le remplacement d'un membre du conseil communal n'est pas prévu par la législation actuelle. Cependant, il sera sans doute opportun d'envisager cette question de remplacement dans le cadre de la refonte de la loi communale.

En ce qui concerne la fonction de « ministre », la concernée peut faire application des dispositions de l'arrêté grand-ducal modifié du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction et de l'arrêté royal modifié du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal. En effet, selon ces textes les « membres du Gouvernement ont la faculté de se remplacer mutuellement », et lorsque le remplacement dure plus de 15 jours, le Gouvernement a l'obligation de prendre ses dispositions. Ainsi, sans être explicites, les actes normatifs précités permettent à la concernée de s'absenter pendant la durée jugée nécessaire au bon déroulement de sa grossesse.

Quant au mécanisme en place pour les députées, il est renvoyé au règlement de la Chambre des Députés que le Gouvernement n'a pas à commenter.

ad 3) En ce qui concerne la troisième question relative à l'opportunité de mettre en place un cadre juridique de protection et de congés tant pour les femmes enceintes que pour les hommes devenant père à l'occasion de l'exercice de leur mandat, le Gouvernement note que ce point ne figure pas dans le programme gouvernemental.

Si la conciliation entre vie privée et travail était parmi les priorités du Gouvernement précédent, qui a entamé des réformes majeures dans ce domaine, et continue à l'être dans la politique du Gouvernement actuel, il y a cependant lieu de distinguer entre le statut du salarié et de l'indépendant et celui d'un mandataire politique, puisque le mandat politique ne relève pas d'un cadre contractuel, mais constitue une participation individuelle non contractuelle et sans lien hiérarchique qui donne lieu à la rétribution d'une indemnisation majoritairement forfaitaire. Ils peuvent cependant, comme souligné ci-dessus, s'organiser afin de se retirer temporairement de certaines fonctions afin de consacrer plus de temps à leur famille.

Question 0468 (08.03.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **Planetary Resources Luxembourg** :

Il nous revient que ladite société luxembourgeoise, filiale de Planetary Resources Inc., procéderait prochainement à sa liquidation.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

- Ladite société a-t-elle eu une quelconque activité au Luxembourg ? Dans l'affirmative, laquelle ?

Réponse (05.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Planetary Resources Inc. a été reprise fin 2018 par la société Consensus. De la part du repreneur, il n'y a pas d'informations disponibles quant à l'avenir de la filiale luxembourgeoise de Planetary Resources Inc.

Dès la création de la filiale luxembourgeoise, des discussions avaient été entamées avec Planetary Resources Luxembourg pour définir des projets concrets de développement technologique. Des experts de l'ESA ont également été impliqués dans ces échanges. Les difficultés financières auxquelles a dû faire face la maison-mère Planetary Resources Inc. ont cependant ensuite ralenti le rythme de ces échanges avec la filiale luxembourgeoise et ont finalement empêché d'aboutir à la réalisation concrète des projets qui étaient en discussion.

Par conséquent, aucun des projets de développement et d'innovation envisagés par la filiale luxembourgeoise n'a été supporté financièrement par l'État.

Question 0469 (08.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **conseils d'administration de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH** :

Den honorablen Här Minister Bausch huet a senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0427 zum engen net op all Froe geäntwert, ass zum aneren awer op guer net gestallte Froen (z. B. iwwert d'Dividenden) agaangen oder huet politesch Kommentarer formuléiert. Dëst féiert dozou, datt verschidde Froen nach eemol musse gestallt ginn, fir vum Minister eng Äntwert ze kréien, respektiv fir Präzisiounen zu den Äntwerten ze erhalen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit des Froe stellen:

- Confirméiert de Minister, datt de Stat als Bénéficiaire économique vun den dräi Gesellschaften, der SNCA, SNCT an SNCH, zréckzebehale ass?

- Am Luxembourg Business Register, deen de fréiere Registre de commerce et des sociétés (op deen de Minister a senger Äntwert awer nach verweist) ersat huet, fëngt een op enger Lëscht vun der Trésorerie de l'État d'Nimm vun dräi Persounen, déi an den Opsichtsreit vun deenen dräi Gesellschaften (SNCT, SNCA, SNCH) sinn. Si goufe vu staatlecher Säit genannt a si laut der Äntwert vum Minister Fonctionnaires. Kann de Minister confirméieren, datt des dräi Beamten eng Autorisatioun fir eng Nieweschäftegung als Administrateur an der SNCT vun hirem zoustännegen Minister kruten? Wa jo, wéini goufen des Autorisatiounen ausgestallt?

- Vu datt d'Zuele bei der SNCA laut Ausso vum Minister net méi vergläichbar mat aneren Exercer sinn: Wéi héich waren d'Indemnitéiten vun den Administrateuren - opgeschlüsselt no Gesellschaft a mat enger Indikatioun zur Unzuel vu Sëtzunge vum Conseil pro Joer vun 2012 bis haut?

- Ass de Minister net der Meinung, datt iwwert den Emwee vun enger Nominatioun vu Beamten an de Conseil vun enger SA duerch eng SARL - am plaz duerch de Stat, dee Bénéficiaire économique ass - de Geesch vum Gesetz vum 25. Juli 1990 ëmgaange gëtt?

- Ass de Minister net der Meinung, datt een eng Ännerung vum Gesetz vum 25. Juli 1990 misst ustriewen, fir déi do festgehalten Dispositiounen op all Gesellschaftsformen auszudehnen?

Réponse (22.03.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Wéi et schon am Detail aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0427 erauszeliesen ass, well ech kloer erkläert hunn, wien Actionnaire vun deene verschiddenen uewen zitierete Gesellschaften ass, ass de Stat Bénéficiaire économique, wat och ëmmer den honorablen Deputéierten ënnert där Notioun versteet, well et am Droit keng consacréiert, exact an unique Notioun dozou gëtt. Ech huelen un, datt den honorablen Deputéierten mengt, wien den Haaptactionnaire ass.

Déi dräi concernéiert Persounen si vum Stat an de Verwaltungsrot vun der SNCA proposéiert, an dat duerch eng Decisioun vum Regierungsrot. Och hei ginn déi gefroten Informatiounen aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0427 ervir, an zwar, datt des Persounen net vun der SNCT direkt remuneréiert ginn. Deemo ass keng zousätzlech Autorisatioun vum Regierungsrot hei noutwenneg.

Wat déi drëtt Fro ugeet, verweisen ech op meng Äntwert op d'Fro N° 0427, souwéi op d'Donnéien, déi an deem Kader dierfe public gemaach ginn, an déi der Allgemengheet am Registre de commerce et des sociétés, G.I.E., deen am Februar seng Denominatioun geännert huet an elo „Luxembourg Business Registers“ heescht, zur Verfügung stinn.

Zum Schluss, wat d'Gesetz vum 25. Juli 1990 ugeet, esou ënnerläit dat net menger Zoustännegkeet, soudatt et mir net zousteet, mech weder iwwert den „Geescht“ vun deem Gesetz, nach iwwert d'Opportunitéit vu senger Upassung auszudrücken a verweisen den honorablen Deputéierten, sech un den zoustännegen Minister ze wenden.

Question 0470 (11.03.2019) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **plastiques à usage unique** :

D'Regierung huet an hirem Programm ugekënnegt, de sougenannten „Plastikmüll“ wëllen ze reduzéieren. Konkret steet Folgendes am Koalitionsaccord:

« À l'instar de l'initiative de la Commission européenne concernant les plastiques à usage unique, des mesures ciblées seront prises pour réduire les emballages en plastique et interdire à moyen terme les plastiques à usage unique. Des alternatives seront élaborées en associant davantage le secteur du commerce. Un accent particulier sera mis sur la responsabilisation des acteurs étatiques, notamment dans les écoles, les cantines publiques et les administrations publiques. »

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat fir eng konkret Mesurë si bis elo geholl ginn, fir de Plastikoffall ze reduzéieren?

2. Ginn et Incentives, fir d'Gemengen ze motivéieren, de Plastikoffall ze reduzéieren?

3. Wat fir eng Mesurë gesäit d'Regierung vir an der Lutte géint déi vill Plastikverpakungen, zum Beispill beim frëschem Uebst a Geméis?

4. Wëssend, datt a gutt dräi Méint, um Virowend vum Nationalfeierdag, mat dat gréisste Volleksfest am Land stattfënn, gesäit d'Regierung konkret Mesurë vir, fir op deem groussen a wichtige Fest de Plastikoffall ze reduzéieren?

Réponse (24.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Gesprécher, fir Eeweeverpakungen ofzeschaffen, sinn amgaange gefouert ze ginn an nei Léisungen, fir Eeweeverpakungen ze vermeiden, sinn am Ausschaffen. Den Einzelhandel weist op deem Gebitt eng staark Motivatioun, fir senge Clientë Léisungen unzébiden. A ville Gemenge sinn och am Kader vun der grousser Botz Veranstaltungen organiséiert ginn, fir iwwert d'Problematik vum Plastik opzeklären.

Et sinn och eng ganz Rei vu Mesurë scho geholl ginn, fir de Plastikoffall ze reduzéieren:

- Den Eco-sac, ee Konzept, dee jidderengem geleefeg ass, huet et erméiglecht, datt, zanter senger Aféierung 2004 eng 4.891,5 Tonne Plastik konnten agespuert sinn. Dat ass den Equivalent vu 560 Milliounen Eeweeverpakungen. 2012 huet déi Europäesch Kommissioun den Eco-sac als „best practice“ ausgezechent, dëst am Beräich vun der Offallvermeidung.

- D'Konzept vun der EcoBox ass och eng erfollegräich Léisung, déi mam Secteur vun der Restauratioun ausgeschafft ginn ass: An deene méi wéi 60 ugeschlossene Restauranten an och a ville Kantinen, déi bis ewell matmaachen, gi keng Eeweeverplastiker méi benotzt, fir d'lessensrechtter vun de Clienten anzepaken. D'EcoBox steet haut als Modell fir weider äänlech Léisungen, déi momentan diskutéiert ginn, fir am Einzelhandel lesswueren anzepaken.

- E weidere Projet ass d'Initiativ vun IMS „Zero Single Use Plastic Strategy“ an de Betriber, zu där de Ministère an d'Verwaltung zesumme mat der SuperDrecksKëscht bäidroen. 50 Betriber hu sech bis elo schon där Demarche ugeschloss, fir op e méi plastikfräie Wee ze kommen.

- Aktuell gëtt och vum Oekozer Pafendall an der SuperDrecksKëscht um Guide Green Events.

- Green MICE geschafft. Zil dovunner ass et, nohalteg Initiativen an Evenementer ze féerden a si an dese Schrëtt ze begleeden.

- Den „Cup-System“, dee schon a ville Gemengen ugebuede gëtt, oder Spullweenercher, sinn aner Weeër, fir de Plastikoffall ze bekämpfen.

- Zesumme mat der Fédération luxembourgeoise de marche populaire (FLMP) gouf och e

Méiweebecher ausgeschafft, deen elo regelméisseg am Gebrauch ass.

ad 2. Am Klimapak, zu deem all Gemengen adheréieren, kritt d'Offallvermeidung ëmmer méi eng Wichtigkeet, dozou gehéiert och, manner Plastikoffall ze produzéieren.

ad 3. Momentan lafen d'Aarbechten, fir déi verschidden Direktiven, déi am Kader vum Paquet „Économie circulaire“ ugeholl goufen, an d'Lëtzebuurger Legislatioun ze transposéieren. Dozou gehéiert och, datt déi nei Direktiv iwwert d'Eeweeverplastiker, déi eréischt viru Kuerzem vum Europaparlament ugeholl ginn ass, direkt mat iwwerholl gëtt.

Zil vun der Regierung ass et, ganz ambitiéis ze sinn an esou wäit wéi méiglech iwwert d'EU-Legislatioun erauszegoen, fir och Verpackungen oder aner Plastikproduiten ze verbidden.

An enger éischer Phas ass de Ministère amgaangen ze kucken, awéiwäit de Gebrauch vu Plastik am Einzelhandel kann an därer iwwer nei legislativ Mesurë reduzéiert ginn, wann déi Mesuren iwwert den EU-Kader ginn, ouni dobäi géint d'Regelen vum Marché unique ze verstoussen. De legalen Aspekt gëtt am Moment analyséiert, fir déi zukünfteg Mesurë juristesche ze sécheren.

Am Kader vun Ausschaffe vun der „Zero Waste Strategy Luxembourg“ a vun der Emsetzung vun deene verschiddenen Offall-Direktiven ginn nach virum Summer Workshoppen iwwer Land organiséiert, fir bestëmmten Theme souwuel mat de Bierger wéi och mat de Secteuren unzeschwätzen an déi beschtméiglech a realistesch Léisungen ze identifizéieren. Dës Workshoppen wäerten Input liwweren, fir zukünfteg legislativ Mesuren opstellen, déi och wirkleech ëmsetzbar sinn.

D'„Zero Waste Strategie“ selwer souwéi de legislative Kader dozou, ginn dann duerno vum Ministère mat der Umweltverwaltung bis deesen Hierscht weider ausgeschafft.

Aktuell gëtt och eng Hausmüllanalyse gemaach, wou bis den Hierscht solle Resultater virleien. Do gëtt geziilt gekuckt, wéi eng Plastikoffall an der schwaarzer Poubelle ze fanne sinn, fir doropshi Mesuren ze huelen, entweder fir des Offall ze vermeiden oder fir des Offall separat ze sammeln, fir se da kënnen ze recycléieren.

ad 4. D'Regierung iwwerléist et dem Organisator, der Stater Gemeng, konkret Mesuren am Kader vun deser Manifestatioun virzugesinn.

Question 0472 (11.03.2019) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **stations d'épuration** :

D'Resultater vun de leschte Soumissiounen hu gewisen, dass et zu extreme Präishaussë bei den effentlechen Ausschreiwungen am Domän vun der Ofwasserrengung komm ass, besonnesch an den elektromechanischen Ausriistungsaarbechten. Dës Hausse léisst sech ënner anerem duerch eng Surchauffe vum Marché erklären, déi och doduerch bedéngt ass, datt just e puer Firmen a Fro kommen, fir Kläranlagen ze bauen. D'Präisser, déi vun den Entrepreneuren eragereecht ginn, leie systematesch wäit iwwert den Devis estimatif, déi sech hirersäits op reell Präisser vu virun deser Surchauffe baséieren an oft esouguer dat Duebelt vum geschate Montant errechen.

D'Subside si par konter berechent op Basis vun den ale Präisser an op e Forfait plafonéiert an droen der aktueller Situatioun um Marché net Rechnung.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gesäit d'Regierung eng Revisioun vum Plafong vun de Subside vir, fir sech der aktueller Konjunktur anzepassen?

2. Gedenkt d'Regierung, fir zousätzlech Aarbechten, déi net previsibel waren an am Laf vun engem Projet ufalen, en zousätzlechen Engagement vun engem Subsid ze engagéieren, fir d'Käschte fir d'Bierger an engem rasonable Mooss ze behalen?

Réponse (24.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Als Éischt muss een heizou soen, datt de Phenomeen vun de Präishaussen och an aneren Domänen vum Bausector ze fannen ass, wéi zum Beispill bei Lycéesprojeten oder bei de Stroosseninfrastrukturen.

Ausserdeem ass d'Unzuel vun de Projeten, déi am Moment am Assainnement mussen ëmgesat ginn, e Symptom vum Retard, dee Lëtzebuerg a Jore bei der Ëmsetzung vum Moossnamprogramm gesammelt huet, souwéi vun den Delaie fir d'Arechee vun deene jeeuweilige Planifikatiounsdossieren.

Wat de Plaffong vun de Subside betrëfft, esou gouf dee vun engem onofhängege Bureau d'études ausgeschafft, an der Optik, en Outil ze hunn, deen et erlaabt, eng gerecht Subvention vun den Ofwaasserbauwierker an -reseauen iwwert d'ganz Land ze berechnen. Hei si souwuel de Bauindex wéi Méikäscht fir speziell Bautechniken (fonçage, blindage) berücksichtegt. D'Waasserverwaltung wäert och weiderhin un dës Virgoensweis festhalen.

De Problem vum Iwwerhëtze vun de Marchéen ass bekannt, an d'Waasserverwaltung analyséiert am Moment eng Upassung vun de Subside fir Kläranlagen bis 2.000 Awunnergläichwäerter, vu datt d'Soumissiounen haaptsächlech an dësem Beräich an d'Luucht gaange sinn.

ad 2. Wéi scho gesot, ass de Subsid ëmmer u e spezifeschen Ouvrage oder u spezifeschen Re-seaue gebonnen. Well och schonn d'Etude vun dësen Ouvragë subventionéiert ginn an déi eigentlech esou pousséiert solle sinn (z. B. ginn hei och Buedemetüde mat realiséiert), dierfte keng gréisser Imprevue virkommen. Et ass awer ëmmer méiglech, eng Ufro fir en zousätzlech Engagement ze maachen, wat da vun der Waasserverwaltung vu Fall zu Fall gepréift gétt.

Question 0474 (11.03.2019) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **fête des brandons** :

En raison des conditions météorologiques les 9 et 10 mars, beaucoup de fêtes des brandons ont dû être annulées dans le pays entier, avec la conséquence que, dans les communes concernées, les bûchers n'ont pas pu être brûlés.

En principe, la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ne permet pas l'incinération à l'air libre des déchets de verdure. Cependant, selon mes informations, l'incinération de bûchers au dimanche des brandons n'est pas visée par la loi précitée au vu de son caractère de manifestation culturelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

- La fête des brandons ayant lieu le week-end après le dimanche de carnaval, l'incinération de bûchers à une autre date peut-elle être considérée comme une manifestation culturelle ?

- Dans la négative, est-il prévu de faire une exception afin de permettre aux citoyens de brûler les bûchers déjà érigés ?

Réponse (28.03.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Comme les conditions météorologiques ont forcé certains organisateurs à annuler leur fête des brandons et à la déplacer à une date ultérieure, l'incinération du bûcher initialement aménagé dans le cadre de cette manifestation culturelle n'est pas à considérer comme élimination de déchets.

Question 0475 (11.03.2019) de **Mmes Diane Aehm, Martine Hansen, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth et Marc Spautz** (CSV) concernant les **récentes propositions de M. le Président du LSAP relatives à la politique fiscale, à la politique du logement, celle de l'énergie et de l'environnement** :

Dans un article paru le 9 mars 2019 dans le « Luxemburger Wort », Monsieur Franz Fayot, en sa qualité de député et de président du LSAP, a suggéré que pour venir à bout des problèmes diagnostiqués dans les domaines de l'énergie et de l'environnement ainsi que du logement une intervention résolue des pouvoirs publics serait nécessaire (« Alle drei verlangen sie ein resolute Einschreiten der öffentlichen Hand (...) »). Or, c'est exactement une telle intervention qui ferait cruellement défaut (« (...) welches jedoch bis jetzt bei den anvisierten Lösungsansätzen schmerzlich

vermisst wird. »). L'auteur se demande, en outre, si les solutions ciblées constitueraient de vagues promesses ou de simples déclarations de principe.

Pour lui, la solution aux prix excessifs pratiqués en matière immobilière ne saurait résider qu'entre autres dans une adaptation radicale de l'imposition sur les profits du patrimoine immobilier, la mise en place d'une taxe sur les spéculations, d'un impôt sur la fortune ou encore d'un frein au niveau des prix pratiqués.

Il a également proposé d'imposer de manière plus forte les véhicules qualifiés de SUV qui seraient - d'après l'auteur - particulièrement polluants (« Dreckschleuder »). Cette mesure aurait l'avantage de ne pas pénaliser, selon lui, tous les automobilistes, comme c'est le cas avec la hausse prévue des accises sur les produits pétroliers, mais seulement ceux qui seraient responsables du mal constaté.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Le Gouvernement partage-t-il les affirmations de Monsieur le Député et Président du LSAP voire partage-t-il les solutions préconisées ?

2) Faudra-t-il s'attendre à la mise en place d'une imposition sur la fortune, alors que celle-ci ne figure pas dans le programme gouvernemental ? Qu'en est-il pour ce qui concerne l'imposition des profits du patrimoine immobilier ainsi qu'une taxe sur les spéculations ? Quid de la mise en place d'un frein en matière d'immobilier ?

3) Faudra-t-il s'attendre à une hausse des taxes sur les véhicules qualifiés de « SUV », alors même que celle-ci ne constitue pas une priorité du Gouvernement conformément à l'accord de coalition qui est muet sur le sujet ? Si une telle hausse est envisagée quel est l'agenda de sa mise en place et quelle est la hausse visée par le Gouvernement ?

4) Si le Gouvernement ne partage pas les solutions préconisées précitées, ne pense-t-il pas que de telles sorties fragilisent la crédibilité de la coalition en place et partant ne constituent-elles pas un réel danger pour notre pays, les investisseurs potentiels se méfiant de messages politiques incohérents ?

Réponse (26.03.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'Etat* :

Le Gouvernement n'a pas à commenter les propos tenus par un membre de la Chambre des Députés et renvoie pour le reste au programme gouvernemental.

Question 0477 (11.03.2019) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **coût des transferts de fonds des migrants** :

Conformément à la dernière édition du « Migration and Development Brief » publié par l'initiative KNOMAD du groupe Banque mondiale en décembre 2018, les envois de fonds des travailleurs migrants en direction des pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint le montant de 528 milliards de dollars pour l'année 2018, ce qui représente une hausse de 10,8 % par rapport à 2017. Or, il est de notoriété publique que les coûts de transaction y relatives sont élevés. Suivant la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne demeure la région vers laquelle les transferts sont le plus onéreux, avec un coût moyen s'établissant à 9,4 %.

Ainsi, les conclusions du sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine ayant eu lieu les 11 et 12 novembre 2015 à La Valette retiennent sous le point 1.2. dans le plan d'action y adopté les actions suivantes :

« - D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %. Et recenser les couloirs de transfert de fonds pour lesquels les partenaires s'engagent à réduire de manière significative les coûts d'ici à 2020, de l'Europe vers l'Afrique et en Afrique, conformément à la législation nationale en vigueur.

- Recenser et promouvoir des instruments financiers innovants qui permettent de canaliser les fonds rapatriés à des fins de développement et d'augmenter le volume des transferts passant par les circuits officiels. »

Les frais de transferts élevés grèvent les économies des migrants. Cet aspect avait été largement évoqué lors du débat à la Chambre des Députés le 17 novembre 2015.

- J'aimerais dès lors demander à Monsieur le Ministre des Finances s'il peut me renseigner sur l'évolution de ce dossier au sein du Conseil

des Ministres des Finances de l'UE respectivement de la Commission européenne ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il le cas échéant une relance de cette question au sein du Conseil ?

Réponse (26.04.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Le Conseil des Ministres des Finances n'a pas traité du sujet des frais de transferts de fonds de migrants et n'a pas été saisi d'un document sur le sujet par les directions générales « Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux » (FISMA) ou « Affaires économiques et financières » (ECFIN) de la Commission européenne. Il n'est cependant pas exclu qu'une autre formation du Conseil de l'UE se soit penchée sur le sujet.

Question 0479 (12.03.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **mur de soutènement de l'ancien chemin de fer entre Grundhof et Beaufort** :

Le 14 décembre 2017, un mur de soutènement de l'ancien chemin de fer à voie étroite, qui circulait jadis entre Grundhof et Beaufort, s'est écroulé avec une partie du ballast. Le mur est adjacent à une ferme historique, sise route de Dillingen à Grundhof (commune de Beaufort), laquelle est d'ailleurs classée monument national depuis le 9 janvier 2015 par arrêté du Conseil de Gouvernement. De nombreux objets ont été détruits et une bonne partie de la cour est actuellement bloquée par les déblais. 15 mois après cet événement, la situation reste inchangée.

Les déblais et les restes du ballast instable n'ont pas été déblayés, la pente n'a pas été sécurisée et la partie restante du chemin est encore utilisée pour la circulation avec des voitures par l'administration communale. A noter que le risque d'un nouvel éboulement est tout à fait probable. En outre, la commune, propriétaire de la forêt, et l'Administration de la nature et des forêts ne paraissent avoir livré guère d'informations aux habitants concernés quant à la planification de la reconstruction du mur.

De plus, le Service des sites et monuments nationaux n'a pas été impliqué jusqu'à présent dans les travaux de restauration tout en sachant que des transformations sur un terrain adjacent à une parcelle avec un bâtiment classé monument national nécessitent des consultations préalables avec ce service et un accord du Ministère de la Culture.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Pourquoi les déblais sur le terrain en question n'ont-ils pas encore été débarrassés partiellement et pourquoi la pente n'a-t-elle non plus été sécurisée afin de faciliter l'accès au terrain pendant la durée des planifications ?

2) Pourquoi les planifications traînent-elles des mois durant sans qu'il n'y ait des résultats tangibles ?

3) Pourquoi jusqu'à présent l'Administration de la nature et des forêts, qui joue un rôle important dans les planifications de la reconstruction du mur, n'a-t-elle pas consulté le Service des sites et monuments nationaux tel que prévu par la loi ?

Réponse commune (29.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1) Une entreprise a été chargée pour évacuer les déblais de la cour adjacente. Vu qu'un risque imminent de glissement de terre n'était pas à exclure, des gros blocs de pierre ont été laissés en place afin de limiter un glissement ultérieur.

ad 2) Un projet tenant compte de la sensibilité du site (réserve forestière « Saueruecht ») et proposant la reconstruction du mur effondré en tant que mur en maçonnerie à pierre sèche a été discuté sur le terrain le 16 novembre 2018 et déposé le 16 janvier 2019 par le bureau d'ingénieur. L'arrondissement Centre-Est de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) a été chargé par sa direction de solliciter plusieurs offres auprès d'entreprises spécialisées en génie civil pour l'exécution des travaux de reconstruction suivant le plan mentionné.

ad 3) Les propriétaires de la ferme historique, sise route de Dillingen à Grundhof et classée monument national, avaient contacté le Service des sites et monuments nationaux quant au projet de reconstruction d'un mur de soutènement écroulé en 2017, projet élaboré par l'ANF et qui, actuellement, propose plusieurs variantes de réaménagement du site.

Un rendez-vous a eu lieu le 1^{er} avril 2019 avec les propriétaires de la ferme, des représentants de l'ANF et du Service des sites et monuments nationaux.

Question 0480 (12.03.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **marche populaire** :

D'Wanderen ass e Breedessport zu Lëtzebuerg, dee vun ëmmer méi Leit exzerziert gétt. Laut mengen Informatiounen kritt d'Fédération luxembourgeoise de marche populaire vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung nei Reglementatiounen an Oplagen operluecht, déi hir Aktivitéit aschränke géif (ë. a. solle motoriséiert Gefierer net méi erlaabt sinn).

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi uewe genannten Informatiounen confirméieren ?

2. Wa jo, wéi eng Oplage kréien d'Wanderfrënn genau gemaach ?

3. Aus wéi engem Grond ginn dës Oplagen operluecht ?

4. Sinn eventuell Ausnamen zu dësen Oplage virgesinn (z. B. fir de Gebrauch vu motoriséierte Gefierer fir d'Organisatioun vun de Wanderungen) ?

5. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, duerch nei Reglementatiounen dës Breedessport, deen insgesamt als ganz ëmweltfrëndlech kann ugesi ginn, a senge Méiglechkeeten anzeschränken ?

Réponse (24.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Neen. D'Fédération luxembourgeoise de marche populaire muss sech, wéi jiddereen, un den Artikel 15 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 halen.

Article 15, paragraphe 1 :

« Dans la mesure où ils se déroulent en forêt, dans les zones Natura 2000, dans des habitats d'intérêt communautaire ou dans des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable et sur les cours d'eau, les manifestations sportives, l'emploi d'instruments sonores, ainsi que les activités de loisirs susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'environnement naturel sont soumis à autorisation du ministre. »

Article 15, paragraphe 2 :

« L'usage d'engins automoteurs en forêt et dans des habitats d'intérêt communautaire ou dans des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable est uniquement autorisé sur des voies publiques goudronnées. Des autorisations portant dérogation à cette interdiction peuvent être accordées par le ministre chaque fois que l'organisation d'une manifestation requiert une telle mesure. Cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires et à leurs ayants cause pour accéder à leurs fonds boisés ou ruraux. Également l'utilisation de tels engins dans un but d'utilité publique reste autorisée. »

ad 2. Déi allgemeng Oplage gëlle fir jiddereen a sinn am Formulaire vun der Demande ze fanen:

- J'emprunte les chemins et sentiers existants (balisés).

- Je ne laisse aucun déchet sur place et je remporte tout ce qui a été amené.

- Je m'engage à ne pas faire de bruit excessif susceptible de déranger les animaux sauvages.

- Je n'amplifie pas de musique sur le site.

- Je n'allume pas de feu en forêt (barbecues, feu de camp...).

- Je tiens mon chien en laisse.

- Je circule avec un véhicule motorisé que sur les voies publiques goudronnées.

- Je n'abats, ni mutile des arbres ou arbustes.

- Je n'enfonce pas de clous, ni de griffes ou similaires dans les arbres.

- J'utilise de la craie naturelle pour la signalisation du trajet (marquage temporaire).

- Je m'engage à ne pas utiliser de matériaux en plastiques à usage unique (de type ruban de signalisation blanc-rouge).

- Je m'engage à ce qu'aucune pollution du sol ne soit commise.

- Je m'engage à ce que la manifestation se termine au moment du coucher du soleil.

- Dans le cadre d'une activité exceptionnelle qui se déroule pendant la nuit, je m'engage à limiter l'illumination et le bruit au strict minimum.

- Je m'engage à ce que les bandes, pancartes, affiches, enseignes, panneaux de direction ainsi que les déchets et immondices soient enlevés et que les lieux soient remis dans leur état initial au plus tard le jour qui suivra la manifestation.

- Je m'engage à organiser la manifestation de manière à ce qu'aucune construction même temporaire ne soit nécessaire.

Derbäi kommen eventuell speziell Oplagen a Naturschutzgebidder oder am Bësch. Bei enger gemeinsamer Aarbechtsversammlung sinn d'Verrieder vun der Federatioun drop opmierksam gemaach ginn, datt innerhalv vun den Naturschutzgebidder keng Stänn méi erlaabt ginn an datt d'Wanderungen esou organiséiert solle ginn, datt keen Auto muss an de Bësch fueren.

ad 3. Et soll evitéiert ginn, datt e groussen Impakt op Fauna a Flora geschitt.

ad 4. Neen. D'Verrieder vun der Federatioun sinn iwwezeegt, datt si hir Wanderungen ëmweltgerecht a virbildlech organiséiert kréien a si schaffe gär mam Ëmweltministère weider an dës Richtung.

ad 5. Neen, am Géigendeel. Dëse Breedessport kann esou praktizéiert ginn, datt d'Satisfaktioun vun de Wanderfrënn nach weider wuesse kann.

Question 0481 (12.03.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'interdiction d'utilisation des produits phytopharmaceutiques :

Selon mes informations, sur certains terrains, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sera interdite à travers des stipulations expressées dans les baux à ferme et autres contrats de bail de terrains dont l'État est propriétaire.

Comme je l'ai demandé à deux reprises dans la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, sans avoir reçu de renseignements de la part de Madame la Ministre, je fais recours à mon droit de poser la question par ce moyen-ci :

- Quelle est la superficie des terrains dont l'État est propriétaire ?

- Quelle est la superficie des terrains concernés par les interdictions mentionnées ci-dessus ?

Réponse commune (24.04.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

D'après l'analyse effectuée par les services du Ministère des Finances, la surface classée dans le registre foncier comme « terre labourable » et dont l'État a la pleine propriété est de 20,85 km².

Tel qu'annoncé dans l'accord de coalition, le Gouvernement va progressivement adapter les contrats de bail afin que 100 % des terrains domaniaux à utilisation agricole deviennent libres de produits phytopharmaceutiques synthétiques.

Question 0482 (12.03.2019) de M. Léon Gloden (CSV) concernant les arrêts de bus le long de l'autoroute :

Au vu du trafic accru transfrontalier, notamment dans la région Est, et dans une perspective d'éviter un afflux croissant de véhicules sur les autoroutes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que Monsieur le Ministre est en train d'étudier des possibilités pour aménager le long des autoroutes des arrêts de bus avec Park & Ride qui permettraient aux bus de quitter l'autoroute par une voie la desservant et ensuite d'y accéder de nouveau directement ? Un exemple concret de cette possibilité est l'autoroute TF-5 Tenerife (source Radio Europa 2019).

- En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre peut-il en indiquer les raisons ?

Réponse (05.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Actuellement, l'Administration des ponts et chaussées est chargée de l'élaboration du dossier de soumission concernant l'extension du Park & Ride (P&R) Mesenich au poste frontière de Wasserbillig, projet qui est planifié en deux phases :

La phase 1 comprend la construction d'un parking de 737 places ainsi que la mise en place

d'un arrêt de bus et de deux ronds-points. Le P&R sera donc équipé d'un nouvel arrêt de bus le long du chemin repris CR141B et d'une nouvelle passerelle pour piétons qui reliera l'arrêt de bus directement au P&R.

La phase 2 comprend la construction d'un garage de stationnement de 990 places réparties sur cinq étages sur le site du parking existant.

Dans le cadre du projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3, des études de faisabilité pour l'aménagement d'un P&R au niveau de l'échangeur Dudelange-centre avec priorisation des bus en direction de l'A3 sont également en cours.

Tous ces projets prévoient que les transports en commun quittent l'enceinte de l'autoroute pour la prise en charge ou le déchargement de passagers, étant donné que la présence de piétons dans l'enceinte d'une autoroute est interdite pour des raisons évidentes de sécurité.

Question 0483 (12.03.2019) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant la Convention Medicrime :

La Convention internationale Medicrime, élaborée par le Conseil de l'Europe, constitue un instrument juridique contraignant dans le domaine du droit pénal en criminalisant la contrefaçon mais aussi la fabrication et la distribution de produits médicaux mis sur le marché sans autorisation ou en violation des normes de sécurité.

La contrefaçon de produits médicaux et la criminalité y associée menacent le droit à la vie inscrit dans la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH). Elles ont pour incidence l'ébranlement de la confiance du public dans les systèmes de santé et dans leurs autorités de surveillance. La criminalité liée à la contrefaçon de produits médicaux se propage au niveau mondial et n'épargne aucun pays.

Le Grand-Duché a signé la Convention Medicrime en octobre 2011, mais ne l'a pas encore ratifiée. Sachant que les deux pays via lesquels le Luxembourg s'approvisionne principalement en médicaments, la France et la Belgique, ont déjà ratifié la convention, une ratification par le Grand-Duché pourrait renforcer davantage la lutte contre cette criminalité, ceci dans l'intérêt des patients.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Pour quelles raisons ladite convention n'a-t-elle pas encore été ratifiée ?

- Le Gouvernement entend-il accorder une priorité à la ratification de cette importante convention ?

Réponse commune (17.04.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

Grâce à une réglementation stricte, le Luxembourg reste, du moins pour l'instant, épargné par le phénomène de la contrefaçon des produits médicaux et des infractions similaires menaçant la santé publique.

Toujours est-il que la Convention du Conseil de l'Europe, dite « Convention Medicrime », constitue une réponse appropriée face au développement des ventes illicites de médicaments via internet et à la complexité croissante des chaînes de distribution.

Cela étant, le Luxembourg sera tenu d'adapter ponctuellement son droit interne afin de le conformer à l'ensemble des obligations découlant de la Convention Medicrime.

À ce stade, les ministres ne sont pas encore en mesure d'avancer une date précise quant à la finalisation de l'avant-projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique.

Question 0485 (12.03.2019) de M. Paul Galles (CSV) concernant les coûts liés à la nouvelle convention collective de travail :

Im Juni 2018 ging der Streik im Pflegesektor um die Gehälteranpassung der FHL-Angestellten zu Ende und der Staat verpflichtete sich, die Mehrkosten der betroffenen Betreiber auszugleichen.

Neun Monate später wurden diese Mehrkosten jedoch noch immer nicht ausgeglichen und die

dadurch entstandenen Zusatzkosten sind für die Betreiber dauerhaft nicht mehr zu stemmen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Kann der Herr Minister uns diese Informationen bestätigen?

- Wann können die betroffenen Betreiber mit den von der Regierung versprochenen Zuschüssen rechnen?

- Da die Pflegeversicherung die Kosten gegenwärtig nicht übernimmt, wäre es eine Möglichkeit gewesen, diese zumindest vorübergehend im Staatsbudget festzuhalten, um den Betreibern entgegen zu kommen. Aus welchem Grund wurde diese Übergangslösung nicht in Betracht gezogen?

Question 0543 (22.03.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les coûts liés à la nouvelle convention collective de travail FHL :

Suite à la grève dans le secteur des soins de longue durée en juin dernier, le Gouvernement et la fédération des prestataires de soins COPAS avaient conclu un accord selon lequel les surcoûts liés à l'application du contrat collectif FHL dans le secteur des aides et des soins devaient être pris en charge par l'assurance dépendance jusqu'au départ en retraite des concernés.

Cette compensation devait être réalisée sous la responsabilité de la COPAS. Or, le président de la COPAS vient de se plaindre de ce que la prise en charge du surcoût n'a jusqu'ici pas été réalisée. Selon lui, ce retard serait dû à une remise en cause des modalités de paiement par les experts de la sécurité sociale et une réaction de Monsieur le Ministre s'imposerait d'urgence.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale s'il est vrai que les modalités pratiques de l'accord ont effectivement été remises en cause.

- Quelles sont, le cas échéant, les raisons pour les retards évoqués par la COPAS ?

- Quel est le rôle qui devait incomber à la COPAS dans l'exécution dudit accord ?

- Quelles sont les options pour assurer l'exécution de l'accord prémentionné ?

Réponse (16.04.2019) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Am 16. Juni 2018 wurde unter Vermittlung der Regierung dem Sozialkonflikt in mehreren Pflegeheimen ein Ende gesetzt. In einem ersten Abkommen verpflichteten sich die betroffenen Leistungsträger des Pflegebereiches die Laufbahnen der Arbeitnehmer, die unter den Bedingungen eines Kollektivvertrages im Gesundheitsbereich eingestellt wurden, die Modalitäten der letzten Gehälteranpassung im Gesundheitsbereich umzusetzen, obwohl diese Träger diesen neuen Kollektivvertrag nicht unterzeichnet haben. Auch sollen solche Anpassungen für alle weiteren Kollektivvertragsvereinbarungen gelten. Nach der Unterzeichnung des Abkommens vollzogen diese Leistungsträger unverzüglich die Anpassung der Löhne der betroffenen Angestellten.

In einem weiteren Abkommen vom 16. Juni 2018 zwischen der Regierung und dem Dachverband der Leistungsträger im Pflegebereich (COPAS) wurde weiterhin festgehalten, dass der Ausgleich der Mehrkosten, bedingt durch die höheren Löhne des Kollektivvertrages im Gesundheitsbereich (FHL) gegenüber den Löhnen des Kollektivvertrages im Pflegebereich (SAS), derjenigen Leistungsträger die fortan keine weiteren Einstellungen unter FHL-Kollektivvertrag vornehmen würden, im Rahmen des bestehenden Finanzierungsmechanismus der Pflegeversicherung getätigt wird. Fakt ist, dass der Staat sich nicht verpflichtete diese Mehrkosten auszugleichen. Im Abkommen ist ebenfalls angedacht, dass die COPAS unter eigener Verantwortung diese Umverteilung unter seinen Mitgliedern vornimmt. Hier ist zu bemerken, dass die COPAS ausschließlich die Berechnung dieser Umverteilung in ihrer Verantwortung versteht.

Die Finanzierung der Leistungen der Träger über einem allgemein gültigen Tarif für alle im stationären Pflegebereich betroffenen Leistungsträger ist gesetzlich vorgegeben. Alle zwei Jahre erfolgt so eine Anpassung dieses allgemein gültigen Tarifes. Die COPAS und die Gesundheitskasse (CNS) einigen sich auf eine gemeinsam festgelegte Erhöhung dieses Tarifes, basierend auf anfallenden Mehrkosten auch bedingt durch Gehälteranpassungen. Der Mechanismus schreibt auch vor, dass diese Mehrkosten sich in der Anpassung des Tarifes als Mittelwert widerspiegeln.

Diese Vorgehensweise hat zur Folge, dass die höheren Löhne der FHL-Angestellten die Be-

stimmung dieses Mittelwertes nach oben beeinflussen und somit der angepasste Tarif bei der Abrechnung mit den Leistungsträgern nicht ausreicht, für eben diese Gehälter abzu decken, dieser Tarif jedoch gleichzeitig die Abdeckung der Kosten der SAS-Angestellten überschreitet. Es sei darauf hingewiesen, dass eine entsprechende Auswirkung in Bezug auf die altersbedingte und vertraglich festgelegte Progression der Löhne vorliegt. Leistungsträger mit jüngeren Angestellten, sprich Leistungsträger mit neueren Einrichtungen werden, durch die Anwendung des Mittelwertes, im Vergleich zu Leistungsträgern mit älteren Angestellten und eben langjährigen bestehenden Pflegeheimen begünstigt.

Das Finanzierungssystem der Pflegeversicherung stellt also global die Gelder zu Verfügung, nur eben kommen diese Mittel nicht unbedingt denen zu, die die höheren Kosten aufweisen. Als Regel kann man festhalten, dass das Verhältnis von FHL- zu SAS-Angestellten eines einzelnen Leistungsträgers im Vergleich dieses Verhältnisses aller im stationären Pflegebereich betroffenen Leistungsträgern bestimmt welcher Träger eher belastet oder eben entlastet wird. Außerdem je kleiner die Zahl der Angestellten eines Leistungsträgers, auch aufgrund einer begrenzten Anzahl von geführten Häusern, und je grösser die Zahl von FHL-Angestellten, umso schwieriger wird es die Kosten durch gegenseitig wirkende Effekte zu kompensieren.

So gibt es Leistungsträger die trotz FHL-Angestellten nicht benachteiligt sind, da eben die tarifbedingten Überschüsse durch SAS-Angestellte die Mehrkosten der FHL-Angestellten abdecken. Andere Leistungsträger wiederum können auf alternative Finanzierungen zurückgreifen, seien dies zusätzliche kommunale Zuschüsse oder vorher angelegte Provisionen. Aufgrund der heterogenen Aufstellung der Leistungsträger und der verschiedenen Modelle der Finanzierung scheint es äußerst schwierig eine globale Lösung in einer Gesetzgebung festzulegen die tatbestandlich vergleichbare Fälle auch gleich behandeln soll. Hierzu sei auch darauf hingewiesen, dass diese Problematik seit Einführung der Pflegeversicherung bekannt ist und bis dato keine zufriedenstellende Lösung gefunden wurde.

Im Abkommen geht es nicht darum den bestehenden Lohnunterschied zwischen FHL- und SAS-Angestellten auszugleichen, sondern um die letzten und weiteren Anpassungen der betroffenen FHL-Angestellten zu finanzieren. Durch die Anhebung der Lohnstruktur im SAS-Kollektivvertrag in Bezug auf die Aufwertung der Karrieren konnten die diesbezüglich unangepassten Löhne der FHL-Angestellten abgedeckt werden und eben in die neue FHL-Lohnstruktur eingegliedert werden, sodass die vorhin angesprochenen Effekte prinzipiell nicht mehr ausschlaggebend sind. Die Anpassungen der Löhne der FHL-Angestellten an die letzte Kollektivvertragerhöhungen werden jedoch wieder für Verschiebungen sorgen. Nun sollte eben eine Umverteilung der strukturellen Problematik dieser höheren Kosten entgegenwirken für diejenigen Leistungsträger die künftig keine weiteren Einstellungen unter FHL-Kollektivvertrag vornehmen würden.

So wurden bei den für die Jahre 2019 und 2020 ausgehandelten Erhöhungen des Tarifes die von Leistungsträgern ausbezahlten Erhöhungen der Löhne der FHL-Angestellten nicht in die Berechnung der Anpassung des Tarifes mit einbezogen. Somit wurde die Anhebung des Tarifes bezüglich dieser Lohnerhöhungen ausgeschlossen und die diesbezügliche Überfinanzierung der Unkosten auf Bezug der SAS-Angestellten vermieden. Auch wurden durch die allgemeine Anhebung der Tarife teilweise die Anpassung der Löhne der FHL-Angestellten an die Modalitäten des bestehenden FHL-Kollektivvertrages mitberücksichtigt. Diese Maßnahme stellt einen ersten Schritt bezüglich der Mehrkosten bedingt durch die Anpassung der Löhne aller FHL-Angestellten dar.

In Anbetracht aller vorliegenden Tatsachen ging es nun darum zu prüfen, inwieweit die CNS in eine von der COPAS einvernehmlich angestrebter Umverteilung zugunsten der betroffenen Leistungsträger mitwirken kann. Ein Ansatzpunkt war, dass die CNS künftig zwei oder mehrere Tarife anwenden sollte, gekoppelt an die Anzahl von FHL-Angestellten bei den Leistungsträgern. Eine solche Lösung musste jedoch aus rechtlichen Gründen verworfen werden, da eben die Gesetzgebung nur einen Tarif vorsieht, nach dem Prinzip eines gleichen Tarifes für eine gleiche Leistung. Ein weiterer Ansatzpunkt war, dass die CNS die Finanzoperationen einer, durch die COPAS einvernehmlich

beschlossene, Umverteilung vornehmen solle. Aus zeitlichen Gründen konnten jedoch bei der Festlegung des neuen Tarifes Ende des letzten Jahres keine konkreten Lösungen vorgelegt werden. Nun gilt es in Zusammenarbeit mit der COPAS und der CNS umsetzbare Lösungen auszuarbeiten um die noch ausstehenden restlichen Mehrkosten im Sinne des Abkommens umzuverteilen.

Question 0487 (12.03.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le remplacement du GIAL de l'armée :

Am Aktivitätsrapport für 2018 gött de Verdedungsminister un, dass de GIAL vun der Arméi duerch en SAP-System ersat soll ginn. De GIAL ass laut dësem Rapport en integrierte System fir d'Gestioun vun der Arméi, deen op d'Mooss programmiert gouf.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Verdedegung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Funktiounen ëmfaasst de GIAL aktuell? Mussen all dës Funktiounen och an Zukunft assuréiert ginn?

2. Gouf well eng Entscheidung getraff, ob all dës Funktiounen duerch en eenzege System (ergo SAP) assuréiert solle ginn, oder ob net verschidden Ubidder zum Zuch sollte kommen?

3. Wéi ass den Historique vum GIAL, wat huet d'Konzeptioun an déi uschléissend Maintenance pro Joer kascht?

4. Wéi ee Budget ass virgesinn, fir de GIAL ze ersetzen? Wéi vill Maintenancekäschte sinn do ageplangt fir d'Zukunft?

Réponse (25.03.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Défense :

ad 1. De GIAL ëmfaasst aktuell Funktionalitéiten am Beräich Logistik (Gestioun vun de Stocken, Allocatioun vum Material, Akaf asw.) a Personal (Identifikatioun, Präsenz a Congé, Affektatioun, Carrière, Disziplin, Rekonverssioun asw.). All dës Funktionalitéite sollen an Zukunft och weiderhi verfügbar sinn a mussen esouguer, a Funktioun vun der Ausrichtung vun der Arméi, kënnen ausgebaut ginn.

ad 2. Genau an dësem Moment leeft eng Etüd, fir ze determinéieren, ob de GIAL mat all oder engem Deel vu senger Funktionalitéiten ersat muss ginn an, wa jo, duerch wat fir ee System. Et gouf deemno bis dato nach keng Decisioun geholl, ob de GIAL ersat soll ginn oder ob een neie System soll en place gesat ginn. Sollt d'Decisioun an d'Richtung vun engem neie System goen, da wäert déi Acquisition ënnert den Dispositiounen vum Gesetz iwwert d'Marchés publics vum 8. Abrëll 2018 ofgewéckelt ginn.

ad 3. De GIAL gouf Enn 2002 implementéiert mat engem Volet fir d'Gestioun vun der Logistik. Am Laf vum Joer 2006 koum dunn de Volet fir d'Gestioun vum Personal derbäi. Eréischt am Joer 2010 war d'Lösung komplett mat alle Funktionalitéiten, esou wéi se haut existéieren. Am Rapport 2018 vun der Arméi, dee momentan nach net publizéiert ass, steet detailléiert dran, wat de GIAL bis zréck op 2010 kascht huet. Do ass erauszulesen, dass den Duerchschnittsjoreskäschtpunkt an de Joren 2010 bis 2017 fir Développement bei 291.984,07 Euro TTC a fir Maintenance bei 194.631,79 Euro TTC louch. Am Joer 2018 louchen d'Käschte fir Maintenance bei 201.093,77 Euro TTC a fir Développement bei 104.393,31 Euro TTC.

ad 4. Fir d'Joer 2019 läit de Maintenance an Développement Budget vum GIAL bei 476.183 Euro TTC a weider 490.000 Euro TTC sinn ageplangt fir d'Joer 2020. Et ass momentan nach net kloer, wat dorivwer eraus als Budget muss ageplangt ginn, well d'Resultat vun der Etüd (cf. eis Äntwert op déi 2. Fro) nach net virläit.

Question 0488 (12.03.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les incendies liés à des voitures électriques :

A leschter Zäit kommen ëmmer méi Elektroautoen op de Maart, wat jo och vun der Regierung subventionéiert gött. Wann en Elektroauto a Brand geréit, ass den Opwand, fir dës ze läschen, enorm grous. Esou gi laut Hiersteller ronn 11.000 Liter Waasser gebraucht, vill méi ewéi e Pompjescamion matféiert. Och muss d'Gefier nom Brand iwwer en Dag ofkil-

len. Dat ass e grousse Problem, net nëmmen op der Strooss, mä méi speziell och a Parkhaier oder Tunnellen.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Innenminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass de CGDIS equipéiert, fir Elektroautoen ofzekillen?

2. Gött et bei der CGDIS e Plang, wéi dës Elektroautoen op der Strooss, awer och a Parkhaier an Tunnellen, kënnen ofgekilt ginn?

3. Gött et eventuell aner Produiten ewéi Waasser oder musse Pompjesgefiere speziell equipéiert ginn? Wat wär do de Käschtpunkt?

4. Gött et Läschariichtungen speziell fir Elektroautoen, fir a Parkhaier oder Tunnellen ze installéieren? Zu wat fir engem Käschtpunkt?

Réponse (09.04.2019) de Mme Taina Boffending, Ministre de l'Intérieur :

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro Präzisiounen zum Läsche vu brennenden Elektroautoen.

ad 1. + 2. De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) ass gutt ausgebild an equipéiert, fir ënner normalen Ëmstänn e Brand vun engem Elektroauto ze läschen.

All Asazenter vum CGDIS verfüügt op d'mannst iwwer ee Läschcamion mat engem agebaute Waassertank, dee jee no Modell eng Capacitéit vun 800 bis 8.000 Liter Waasser huet. Des Weidere besetzt de CGDIS uechtert d'Land e puer Zëttären, déi eng Capacitéit vu jee weils iwwer 10.000 Liter Waasser hunn. D'Eenheete vum CGDIS hunn d'Méiglechkeet, innerhalb vu Wunngebäidder op dat öffentlech Waassernetz zouzepräifen. Wa keen Hydrant disponibel ass, schéckt d'Asazentral 112 weider Läschween op d'Asazplaz, déi nom Prinzip vun der Navett Waasser op d'Asazplaz bréngen. Dës gängeg Method gött souwuel bei Autosbränn wéi och bei anere Bränn ugewant. D'Alarmierungsprozedur gesäit zum Beispill vir, dass den 112 bei engem gréisseren Feier op der Autobunn direkt véier Ween mat enger gesamer Capacitéit vun iwwer 10.000 Liter Waasser alarméiert.

Weider wéilt ee präzisieren, dass dat taktescht Virgoe bei Accidenter a Bränn mat Gefier mat modernem Undriff (also och Elektroautoen) schonn zënter Joren e Bestanddeel vun der Ausbildung vun all Pompjee ass. Esou bitt de CGDIS och eng speziell Formatioun fir Asätz an ënnerierdesche Verkéiersanlagen un. Déi do geleiert Taktik eegent sech aus deem Grond, fir e Brand vun engem Elektroauto an engem Parking oder Tunnel ze läschen. Déi grous Autobunnstunnellen hunn allegueren een eegent Waassernetz, soudatt och do genuch Waasserreserve sinn. Wann de Brand ënner Kontroll ass, soll d'Gefier aus dem Parking oder Tunnel evaküiert ginn, fir baussen op enger sécherer Plaz ofzekillen.

Fir sech op weider Entwécklungen (nei Batterien, Elektromotoren etc.) optimal virzebereeden, ass de CGDIS regelméisseg am Austausch mat auslännesche Pompjeeën an Experten.

ad 3. Waasser ass an deene meeschte Fäll, och beim Brand vun engem Elektroauto, dat bescht Läschmittel. Fir speziell brennbar Materialien (Flësegkeeten, Metaller etc.) benotzt de CGDIS haut schonn, nieft den übleche Läschmittel ewéi Schaum, CO₂ oder Läschpulver, speziell Läschverfahren (Drockloftschaum, Schneidläschgeräter etc.), ouni dass en Asazgefier dofir extra equipéiert misst ginn.

ad 4. An der Prescriptioun ITM-SST 1506.3 vun der Inspection du travail et des mines, déi fir all zouene Parking iwwer 20 Parkplaze gültig ass, behandelt ee Kapitel d'Sécherheetsmoosname fir Parkingen, déi accessibel fir Elektroautoe sinn, souwéi déi do installéiert Rechargestatiounen.

Automatesch Läschanlagen a Parkingen (Sprinkleranlagen) kënnen duerch e méi héije Waasserdebit un déi zousätzlech Brandlāscht vun engem Elektroauto adaptéiert ginn. D'Fraise variéiere jee no Gréisst an Typ vun der Anlag a si vum Bedreier vum Parking ze droen.

An Tunnellen si keng automatesch Läschanlage verbaut, mä Feierlāscher a Wandhydrante sinn disponibel, déi och fir d'Läsche vun engem Elektroauto agesat kënnen ginn.

Question 0489 (12.03.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la grève internationale contre le changement climatique :

Am Kontext vum Klimastreik, deen de 15. März programmiert ass, huet den Här Educatiounsminister de Lëtzebuerger Schüler erlaabt, d'Schoul fir dës Manifestatioun ze verlossen. Um Internetsite vun Ministère begreist de Minister de biergerlechen Engagement vun deene Jonken, déi entschloss sinn, sech fir d'gesell-

schaftlech Froestellung vun haut a muer anzesetzen (« salue l'engagement civique des jeunes déterminés à exprimer leur voix pour participer aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain »).

An deem Kader wéilt ech den Här Educatiounsminister e puer Präzisiounen froen:

1. Wat versteet den Här Minister ënner „engagement civique... pour participer aux enjeux sociétaux d'aujourd'hui et de demain“? Ass et esou, dass Schüler systematesch fir hire biergerlechen Engagement kënnen fräikréien, dat heescht och fir aner gesellschaftlech Uleies?

2. Wann dat net de Fall ass, firwat kënnen si ausgerechent fir de Klimastreik vun „Youth for Climate Luxembourg“ fräikréien?

3. Wien definéiert, wat déi „enjeux sociétaux“ sinn, fir déi däerf gestreikt ginn, an no wéi eng Kritik fält am Eenzelfall dës Decisioun?

4. Gött hei en Engagement an der Zivilgesellschaft als méi wichteg bewäert wéi en eventuelle politeschen Engagement?

5. Huet „Youth for Climate“ eng juristescht Perséinlechkeet? Wann net, wien huet d'Verantwortung fir d'Organisatioun an den Deroulement vun der Manifestatioun?

6. Op hirer Facebooksait huet „Youth for Climate“ en Excellchier mat hire Kontakter. Ass dat conforme zu der Legislatioun iwwert den Dateschutz, speziell der GDPR?

7. „Youth for Climate“ huet an de Schoulen Ziedelen iwwert déi geplangte Klimamanifestatioun verdeele kënnen, zum Deel iwwert d'Schoulverwaltungen. Huet den Här Minister dofir säin Accord ginn? Ass et senger Meinung no normal, dass an de Schoulen däerfen Ziedelen ausgedeeelt ginn, déi d'Schüler dozou oprufen, géint eng Decisioun vun hiren Elteren awer ze demonstréieren (« Si vos parents n'agrément pas de signer l'autorisation, nous vous invitons quand même à nous joindre ! La seule conséquence sera un non-excuse. » (sic)) Wien huet an deem Fall d'Verantwortung fir déi Schüler, déi géint d'Decisioun vun den Elteren awer manifestéieren?

Réponse (15.03.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Ech wëll drun erënneren, dass d'Eltere vu mannerjärege Schüler verantwortlech si fir d'Erzéiung vun hire Kanner an dass, opgrond vun enger vun den Elteren ënnerschriwwener Autorisation parentale, d'Schüler eng Dispens accordéiert kënnen kréien, fir hirem gesellschaftlechen, biergerlechen oder kulturellen Engagement kënnen während der Schoulzäit, an dat an engem rasonabele Mooss natierlech, nozegoen. Well de reguläre Schoulunterrecht während där Zäit normal weiderleeft, muss de betreffende Schüler och a Kaf huelen, verschidde Coursen ze verpassen an ënner Ëmstänn e gewëssene Retard ze accumulieren.

D'Schoul huet hei awer och eng Verantwortung a muss déi Situatioun am Interêt vun Schüler am A behalen. Vu Systematik kann een hei deemno net schwätzen.

ad 2. D'Schüler kréien net fräi, fir um Klimastreik deelzehuelen, mä et gött eng Dispens accordéiert an eng Absence excusée agedroe fir déi mannerjärege Schüler, déi eng vun den Elteren ënnerschriwwener Autorisation parentale kënnen virweisen, woumadder si hirem Kand oder hire Kanner erlaben, um Klimastreik deelzehuelen. Hir Absence de 15. März vun 10 Auer un (11 Auer an der Stad) ass domadder entschëllegt. D'Schüler vun 18 Joer an driwwer kënnen sech d'Excuse selwer ausfüllen. Schüler, déi keng Autorisation parentale oder Excuse ofginn, kréien hir Absence als non excusée ugerechent.

D'Demande fir um Klimastreik deelzehuele war säitens de Schüler esou grous, dass ech eng deementspreechend Instruktioun den 28. Februar un d'Direktiounen vun de verschidde Lycées geschéckt hunn. Dës massiv an aussergewöhnlech Demand huet och mat sech bruecht, dass eng koordinéiert Äntwert huet misse fonnt ginn, dat esouwuel a Froe wéi dem Schoultransport, wéi an der Restauratioun.

ad 3. De Klimawandel ass haut eng vun de grousse gesellschaftlechen Erausforderungen a mir begreissen ausdrécklech, dass Jonker sech där Thematik unhuelen a sech an der Fro, wéi ee géint de Klimawandel kann ugoen, engaieren. Dës, wéi aner grous gesellschaftlech Erausforderungen, sinn allgemeng bekannt a mussen net nach déif gräifend definéiert ginn. Et handelt sech ëm déi Froen, déi an der Gesellschaft breet an heiansdo kontrovers diskutéiert ginn. Am Fall vum Klimastreik, deen eng international a vu Jugendleche lancéiert Bewegung ass, war d'Demande vun de Schüler esou grous, dass mir an deem Fall op de Wee vun enger Dispens gaange sinn, fir eng Bedeelegung ze erméiglechen, Bedeelegung, déi wéi

gesot vun den Eltere vu mannerjärege Schüler huet misse autoriséiert ginn.

ad 4. Neen, hei besteet keng Hierarchie.

ad 5. D'Bewegung „Youth for Climate“ organiséiert dës Manifestatioun. D'Schoul iwwerhëlt net d'Responsabilitéit iwwert d'Schüler, déi fir d'Zäit vum Streik net an der Schoul sinn, och net iwwert déi, déi eng Dispens kruten. D'Verantwortung läit hei bei den Eltere vun de mannerjärege Schüler, respektiv bei de Schüler vun 18 Joer an driwwer.

ad 6. Mäi Ministère huet sech net ze äusseren iwwert d'Konformitéit mam Dateschutz vun den Dokumenter vu „Youth for Climate“, well dësen Akteur net mengem Ministère ënnersteet.

ad 7. Mäi Ministère huet den Accord ginn, fir an de Schoulen Ziedelen iwwert déi geplangte Klimamanifestatioun ze verdeelen. Déi Versioun, déi vun honorabelen Deputéierten a senger Fro opgegraff gött, krut allerdeings net den Accord, fir an de Schoulen diffuséiert ze ginn, an et gouf insistéiert, dee Saz, dee vun honorabelen Deputéierten zitéiert gött, erauszehuelen.

Question 0491 (12.03.2019) de MM. David Wagner et Marc Baum (déi Lénk) concernant les objectifs en matière d'énergie :

En date du 27 février 2019 le Gouvernement a présenté dans son projet de plan national énergie et climat (NECP) les grandes orientations politiques pour la réalisation des objectifs européens en matière d'énergie et de protection du climat. En effet, le Gouvernement s'est fixé les objectifs suivants en matière d'énergie d'ici 2030 :

- une part de 23-25 % d'énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie ;

- une augmentation de l'efficacité énergétique de 44 %.

Ces deux objectifs reposent sur des investissements importants dans le développement de la production et du stockage d'énergies renouvelables ainsi que pour la mise en œuvre de mesures efficaces en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique d'un côté, et la réduction drastique de la consommation d'énergie dans tous les secteurs de l'autre côté, tel qu'exposé à la page 13 du texte du projet :

« Der vorliegende Entwurf des nationalen Energie- und Klimaplans greift diese Entwicklung auf und zeigt einen ambitionierten Weg für Luxemburg um den Energieverbrauch in allen Sektoren drastisch zu senken und die erneuerbaren Energien und die Elektromobilität stark zu entwickeln. »

En effet le projet du Gouvernement table sur une réduction de 21 % de la consommation d'énergie et vise même une réduction de 25 % de la consommation d'énergie dans le secteur tertiaire de l'économie d'ici 2030. En ce qui concerne la consommation annuelle brute d'électricité, le projet du Gouvernement projette une très légère réduction qui passerait de 6,52 TWh en 2016 à 6,31 TWh en 2030 et 6,44 TWh en 2040.

Dans son rapport intitulé Scénario Report 2040, la société gestionnaire des réseaux d'électricité et de conduites de gaz naturel, Creos Luxembourg SA, présente une analyse différente de la consommation future d'énergie au Luxembourg. En effet, Creos crée deux scénarios distincts pour établir une projection de la consommation d'électricité en 2040. Dans son premier scénario, le scénario de base qui présuppose une augmentation ordinaire de la consommation d'électricité, Creos projette une augmentation de la consommation de 12 % d'ici 2040, tous secteurs confondus.

Pour estimer la consommation d'électricité du deuxième scénario, Creos prend en compte des charges supplémentaires pour les réseaux d'électricité, liées au développement de l'électromobilité et aux implantations de centres de données supplémentaires, voire d'un centre de données de grande ampleur (mega data centre), dont la consommation d'électricité est projetée à 260 MWh d'ici 2030.

En comparant ces deux scénarios, le rapport de Creos conclut que la consommation d'électricité en période de pointe pourra atteindre plus de 2000 MWh au lieu des 1.000 MWh projetés dans le scénario ordinaire, si l'électromobilité prend son essor et si des centres de données supplémentaires, dont notamment un mega data centre, s'implantent au Luxembourg.

Vu les grandes divergences entre le projet du Gouvernement et les estimations de Creos et vu les charges supplémentaires envisageables pour les réseaux d'électricité du Luxembourg, nous voudrions poser les questions suivantes à

Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Énergie :

1) Comment Monsieur le Ministre explique-t-il les divergences entre le projet NECP du Gouvernement et le rapport susmentionné de Creos concernant les niveaux de consommation d'électricité projetés pour les années 2030 et 2040 ?

2) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de réaliser la réduction de la consommation d'électricité en termes absolus ciblée dans le projet NECP au vu des charges supplémentaires projetées pour les réseaux d'électricité par Creos ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer d'où proviennent les informations citées dans le rapport de Creos sur le futur mega data centre et dont la consommation d'électricité est projetée à 260 MWh d'ici 2030 ?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des grandes charges supplémentaires pour les réseaux de l'électricité pourraient entraver la généralisation de l'électromobilité d'ici 2040 et compliquer la réalisation des objectifs fixés par le Gouvernement en matière d'énergies renouvelables d'ici 2030 ?

Réponse (12.04.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

Le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat (pPNEC), présenté en février 2019, contient les grandes orientations politiques en matière d'énergie et de climat ainsi que les fourchettes d'objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de l'efficacité énergétique et de promotion des énergies renouvelables. Il y a lieu de rappeler qu'il s'agit d'un projet de plan qui sera encore précisé. Les mesures concrètes du projet de plan seront encore discutées avec les parties prenantes et le projet même sera soumis à une consultation publique pour pouvoir tenir compte d'éléments supplémentaires. Le plan final sera ainsi affiné au courant de la présente année pour être finalisé et notifié à la Commission européenne pour le 31 décembre 2019.

Creos a établi des prévisions pour la future demande d'énergie de pointe au Luxembourg afin d'être préparé aux enjeux des changements plus lointains à venir. Le rapport « Scénario Report 2040 » élaboré par Creos est le résultat des perspectives sur la demande de pointe estimée sur le réseau électrique haute tension au Luxembourg. À cette fin, des scénarios plus ou moins extrêmes (dénommés par exemple « worst case ») ont été analysés.

Par contre, le pPNEC contient des mesures ambitieuses au niveau de l'efficacité énergétique dans le domaine de l'industrie, des services et des ménages. Il est basé sur des travaux de modélisation tenant compte des prévisions de consommation et de production d'électricité suivant des scénarios se basant sur les éléments disponibles sur le développement futur de notre pays.

Le projet visant à implanter un data center de grande envergure, actuellement discuté entre les promoteurs du projet et le Gouvernement ainsi que les instances concernées au Luxembourg afin de définir un cadre technique et environnemental, est, comme Creos le mentionne également dans son rapport, toujours non officiel et non encore définitivement confirmé. Par conséquent, le dimensionnement, la consommation et son potentiel d'efficacité énergétique ne sont pas encore clairs à ce stade.

En ce qui concerne le développement de l'électromobilité, il y a lieu de noter que celle-ci se développera par étapes et de manière progressive et que l'impact sur les réseaux sera, d'après les analyses actuelles, modéré tout en tenant compte du potentiel recours aux systèmes intelligents de gestion des flux énergétiques dans le futur.

En guise de conclusion, il y a lieu de souligner que le pPNEC sera encore discuté et concrétisé, ensemble avec les acteurs nationaux et régionaux concernés.

Question 0492 (12.03.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **projets de partenariat réalisés en langue luxembourgeoise dans le cadre du programme Erasmus+** :

À travers le programme Erasmus+, doté d'un budget de plus de 14 milliards d'euros pour la période 2014-2020, la Commission européenne soutient financièrement une panoplie d'actions et d'activités dans les domaines de la formation continue pour adultes, de l'enseignement et de l'éducation des jeunes, de

l'échange transfrontalier entre élèves et étudiants et du sport. Dans ce contexte, la Commission soutient diverses organisations qui travaillent dans le cadre de partenariats internationaux et contribue à partager, voire à promouvoir des pratiques innovantes dans les domaines mentionnés ci-dessus.

Or, selon mes informations, il n'est dorénavant plus possible de déposer une candidature pour des projets de partenariat faisant partie du programme Erasmus+ et concernant plus précisément les domaines des enseignements et formations professionnels en langue luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces propos ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre connaît-il les raisons qui ont mené les instances responsables du programme Erasmus+ à ne plus accepter des projets de partenariat au niveau de l'enseignement et de la formation professionnels à réaliser en langue luxembourgeoise ?

3) Quel est en l'occurrence le nombre de projets ayant été introduits et réalisés en langue luxembourgeoise depuis la mise en place du programme Erasmus+ ?

Réponse (10.04.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

a) Ces propos ne peuvent pas être confirmés dans la mesure où il n'a jamais été possible dans le passé de soumettre des candidatures de projets Erasmus+ en langue luxembourgeoise. En effet, les candidatures de projets peuvent seulement être soumises dans les langues officielles de l'Union européenne et dans celles des pays tiers participant au programme Erasmus+ (Islande, Liechtenstein, Macédoine du Nord, Norvège, Serbie et Turquie). Ainsi, les candidatures de projets Erasmus+ peuvent être soumises à l'Agence nationale au Luxembourg en langue allemande, française ou anglaise.

Il est vrai que dans le passé, pour les appels à propositions 2014 à 2018 du programme Erasmus+, les bénéficiaires potentiels de projets de partenariats stratégiques (action clé 2 du programme) pouvaient choisir la langue luxembourgeoise en tant que langue véhiculaire pour les résultats de projets (« intellectual outputs ») à partir d'une liste déroulante dans les formulaires de candidature PDF proposés par la Commission européenne. Un projet qui élaborait par exemple du matériel didactique pouvait alors prévoir de l'éditer en luxembourgeois.

Depuis l'appel à propositions 2019 du programme Erasmus+, la Commission européenne propose de nouveaux formulaires en ligne dits « web-forms », dans lesquels le luxembourgeois - en tant que langue des résultats du projet - a, en effet, disparu de la liste déroulante des langues disponibles.

ad 2) L'Agence nationale a été saisie par un bénéficiaire potentiel à ce sujet et a aussitôt (en date du 20 février 2019) demandé des clarifications à la Commission européenne. La Commission n'a cependant pas encore donné de réponse claire à ce sujet. L'Agence nationale estime qu'il s'agit d'une simple omission lors de l'élaboration des nouveaux « web-forms » et que cette erreur sera corrigée pour la prochaine version de ces formulaires.

Quoi qu'il en soit, l'Agence nationale continuera d'accepter la langue luxembourgeoise en tant que langue véhiculaire de résultats de projets, même si cette langue n'a pas pu être indiquée dans les formulaires de projets de 2019.

ad 3) Depuis la mise en place du programme Erasmus+ en 2014, aucun projet de partenariat stratégique du programme Erasmus+ n'a été introduit ou réalisé en langue luxembourgeoise (cf. réponse à la première question).

Au niveau des projets de partenariats stratégiques sélectionnés depuis 2014 :

- aucun projet sur un total de 39 projets n'incluait des résultats de projets en langue luxembourgeoise pour le secteur scolaire ;

- un projet sur un total de 23 projets incluait des résultats de projets en langue luxembourgeoise pour le secteur jeunesse ;

- aucun projet sur un total de dix projets n'incluait des résultats de projets en langue luxembourgeoise pour le secteur de l'enseignement supérieur ;

- deux projets sur un total de 13 projets incluait des résultats de projets en langue luxembourgeoise pour le secteur de l'éducation des adultes ;

- un projet sur un total de onze projets incluait

des résultats de projets en langue luxembourgeoise pour le secteur de la formation professionnelle.

Au total, quatre projets sur un total de 96 projets de partenariats stratégiques de 2014 à 2018 incluaient donc des résultats de projets en langue luxembourgeoise.

Question 0493 (12.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **délai de prescription du viol** :

Den internationale Fraendag vum 8. Mäerz gëtt all Joer erëm en Denkstouss a Saache Gewalt géint Fraen. Och am Joer 2019 ass d'Fra gesetzlech nach net genuch viru psychescher a kierperlecher Gewalt geschützt. Beispillsweis ass déi psychesch Form vu Gewalt zu Lëtzebuerg net strofbar. De Viol ass a bleift strofbar, ma divers Quelle fuerdere säit laangem, d'Verjærungsfrist vum Viol ze iwwerdenken an op 30 Joer eropzesetzen. De Justizminister huet am Joer 2017 erkläert, datt d'Verjærungsfrist bei 20 Joer soll bleiwen. Nieft dem Viol, bleift och d'haislech Gewalt e grouss Problem.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Huet den Här Justizminister Braz entre-temps virgesinn, d'Verjærungsfrist vum Viol ze iwwerdenken? Falls jo, wat genee soll geännert ginn?

2. Huet den Här Minister fir Justiz wëlles, am Kontext vun der haislecher Gewalt ze legiferéieren an d'Affer gesetzlech besser ze encadréieren? Wa jo, wat genee ass virgesinn?

3. Huet den Här Minister Braz wëlles, d'psychesch Gewalt strofbar ze maachen?

4. Huet den Här Minister vun der Justiz präzis Zuele wat d'Fäll vu Vergewaltigungen zu Lëtzebuerg ugeet? Huet dës Zuel an de leschte Joren éischter ofgehall oder zougehall?

Réponse (10.04.2019) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. De Regierungsprogramm 2018-2023, Säit 20, gesäit d'Revisioun vun der Verjærungsfrist vun de Strofdote folgendermoosse vir:

« L'ensemble des délais de prescription devront être évalués et redéfinis dans un cadre cohérent. L'opportunité de supprimer certains délais de prescription sera étudiée dans ce contexte.

Il sera introduit une procédure d'information à l'attention des victimes et/ou auteurs d'une infraction en cas de prescription de l'affaire les concernant. »

Et gëtt also eng Analys gemaach, woubäi gekuckt gëtt, wéi eng legislativ Mesurë wäerten an deem Beräich geholl ginn.

ad 2. Déi haislecher Gewalt ass duerch d'Gesetz vum 8. September 2003 legiferéiert, an duerch divers Artikelen am Code pénal:

- Artikelen 348, 349 an 352 Code pénal (avortement forcé);

- Artikelen 372 an 375 Code pénal (viol et attentat à la pudeur);

- Artikel 389 Code pénal (mariage forcé);

- Artikelen 398 bis 409 Code pénal (violence physique);

- Artikel 439, al. 2 an al. 4 Code pénal;

- Artikel 442-2 Code pénal (harcèlement).

ad 3. Déi psychesch Gewalt ass strofbar, an zwar duerch folgend Artikelen:

- déi psychesch Gewalt am Stot kann d'Expulsioon vun Auteur ausléisen, dëst am Kader vum Gesetz vum 8. September 2003 iwwert d'haislecher Gewalt, a Relatioun mam Artikel 439, al. 2 an al. 4 vum Code pénal;

- Artikel 136ter vum Code pénal (crime contre l'humanité);

- Artikelen 260-1 bis 260-4 vum Code pénal (actes de torture, traitement inhumain et dégradant);

- Artikelen 327 bis 330-1 (menaces par gestes ou emblèmes/menaces verbales par écrit);

- Artikel 371-1 vum Code pénal (non-représentation de l'enfant);

- Artikel 391bis vum Code pénal (abandon de famille);

- Artikel 442-2 vum Code pénal (harcèlement);

- Artikel 443 vum Code pénal (diffamation ou calomnie);

- Artikel 448 vum Code pénal (injure délit);

- Artikel 561 vum Code pénal (injure-contravention);

- Artikelen 563 a 564 vum Code pénal (voies de fait ou violences légères).

ad 4. D'Zuel vun de Plainten, déi an de leschte Jore bei der Police agaange sinn, si folgend:

2016: 106 Plainten;

2017: 84 Plainten;

2018: 76 Plainten.

D'Zuel huet an de leschte Joren ofgehall, allerdéngs muss een dovunner ausgoen, dass net all Victime Plainte féiert.

Question 0494 (12.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **violence domestique** :

Zu Lëtzebuerg ginn et all Joer ronn 800 Policesätz wéinst haislecher Gewalt, woubäi d'Donkelziffer nach däitlech méi héich ass. D'Affer si Fraen, Kanner a Männer, woubäi den Taux u mësshandelte Frae verhältnisméisseg ëmmer nach am héchsten ass. D'Fraen haiser am Grand-Duché stoussen dofir aktuell un d'Grenze vun hire Capacitéiten. Enn 2018 goufen et an dese Structure landeswäit eng 220 Plazen, ma d'Demande ass héich. Leider gesi sech vill Frae gezwongen, méi laang wéi virgesinn an de Fraen haiser ze bleiwen, well si keng eege Wunneng fannen. De Logementsproblem verstärkt d'Prekaritéit vun den Affer also nach zousätzlech.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Minister fir Gläichstellung téschent Fraen a Männer an der Madamm Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

- Huet d'Madamm Ministesch Bofferding vir, d'Plazen an de Fraen haiser opzestocken? Wa jo, wéi genee wäert d'Ministesch virgoen a wéi vill nei Plaze solle geschafft ginn?

- Kann d'Madamm Ministesch Bofferding confirméieren, datt vill Affer sech schwéierdoen, haislecher Gewalt bei der Police ze mellen? Falls jo, wat wëllt d'Madamm Ministesch konkret ënnerhuelen, fir dësen Affer eng Hand ze reechen an hinnen déi néideg Protektioun ze garantéieren?

- Kann d'Madamm Ministesch Tanson confirméieren, datt déi héich Logementspräisser d'Prekaritéit vun den Affer zousätzlech verstärken? Wa jo, ënner wéi enger Form huet d'Ministesch vir, deem entgéintzewierken?

Réponse commune (08.04.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre du Logement* :

Am Kader vu regelméisseg Plattformen téschent dem Ministère fir Gläichstellung téschent Fraen a Männer (an der Folleg „MEGA“) an de Gestionnairen am Sozialsecteur, déi mam MEGA conventionnéiert sinn an déi Fraen haiser, Zweetphaswunnengen a Konsultationsservicer geréieren, gëtt d'Logementsproblematik analyséiert an de Bols gefillt, awéifern d'Gestionnairen nach genuch Logementer dese Frae kënnen zur Verfügung stellen. De Problem, dee sech deelweis stellt, ass deen, dass Fraen, déi an de Fraen haiser ënnerkommen, wuel am Ufank opgrond vun haislecher Gewalt do e Logement fannen. Noddeems sech hir perséinlech Situatioun gebessert huet, ass et fir vill Fraen awer immens schwéier, um éischte Wunnengsmaat eng Wunneng ze fannen opgrond vun der genereller Problematik vun der Präisdeirecht. Duerfir ass et oft esou, dass Frae vill méi laang an de Fraen haiser bleiwen, Strukturen, déi awer an der Regel fir Noutsituatiounen a fir eng begrenzten Dauer geduecht sinn.

An enger Reunioon vum 6. Februar 2019 mat de Verrieder vun all de Gestionnairen huet de MEGA en Opruff gemaach, fir an engem nächste Austausch de Problem vu Wunnenge fir Fraen an Nout ze beschwätzen. De MEGA an de Wunnengsbauministère wäerten zesummeschaffen, fir Léisunge fir dës Problematik ze fannen. Mir erënneren nach drun, dass am Regierungsprogramm am Kapitel iwwert d'Gläichstellung téscht Fraen a Männer festgehale gouf, fir d'Hëllef fir Affer vun haislecher Gewalt auszubauen. Dëst muss och an Zesummenarbecht mat aneren zoustännege Ministère geschéien.

De MEGA initiéiert säit Jore regelméisseg Campagnen, fir op de Phenomeen vun der haislecher Gewalt hinzewiesen. Zuelen iwwert d'Expulsioenen an iwwert d'Interventioune vun der Police an deem Kontext sinn an de leschte Joren tendenziell stabel an errechen net méi den Niveau wéi 2012 mat 375 Expulsioenen an 2014 mat 876 Polizeointerventioune. Duerch déi gutt Zesummenarbecht vun Hëllef-

déngschter fir Affar an Täter, der Police an dem Parquet, am Gläichklang mat deene ville Campagnen a Konferenzen, déi an de leschte Joren organiséiert goufen, konnten dës Zuelen op engem stabilen Niveau gehale ginn.

Déi lescht Campagne an deem Sënn ass d'Campagne iwwert déi sougenannten Istanbul-Konvention. Dës Konvention vum Euro-parot deckt all Zorte Gewalt u Meedercher a Fraen of, dorënner och déi haislech Gewalt. Am Juli 2018 huet d'Lëtzebuurger Regierung dës Konvention ratifizéiert an deemno an national Recht iwwerdroen, andeems nei Formen vu Gewalt u Fraen a Meedercher an eist Strofrecht agefouert goufen, wéi zum Beispill déi weiblech Genitalverstümmelung. Doriwwer eraus ass d'Gesetz iwwer haislech Gewalt nach eng kéier verbessert ginn, andeems d'Kanner, déi entweder direkt oder indirekt Affar gi si vun haislecher Gewalt, mussen vum engem spezialiséierte Service gesi ginn.

D'Istanbul-Konvention gesäit doriwwer eraus e wichtege Volet Preventioun, Informatioun a Sensibiliséierung vir. Dëser Aufgab si mer mat der Campagne www.convention-istanbul.lu gerecht ginn. Iwwert de Wee vun engem audiovisuelle Clip an enger Internetsäit klärt dës Campagne iwwer all Formen vu Gewalt u Fraen a Meedercher op a verweist och op Hëllefsservicer. Dës Campagne wäert mer evaluéieren an eventuell nach eng kéier lancéieren, andeems verschidde Gewaltformen méi cibléiert an de Fokus geholl ginn, dorënner och déi haislech Gewalt.

Aner Initiativen, wéi zum Beispill d'Orange Week (2017 an 2018), gi vum MEGA finanziell an organisatoresch ënnerstëtzt, well se eis an der Sensibiliséierungsarbeit weiderbréngen an d'Regierung an deem Beräich completéieren.

Mir sinn eis bewusst, dass d'Wunnengsnout speziell d'Affar vun haislecher Gewalt trifft, an d'Wunnengsbauministesch wäert dofir mat den Akteuren vum Secteur zesummeschaffen, fir dës Kategorie vu Leit beschtméiglech ze hëllefen. Am Koalitiounsprogramm vun der Regierung ass virgesinn, fir d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Wunnengsbauhëlfelefen ze reforméieren, an an deem Kader wäert sécherlech gekuckt ginn, wéi een de Leit a prekärer Situatioun an der Zukunft besser ënnert d'Aerm gräife kann.

Question 0495 (12.03.2019) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **Boeing 737 Max 8** :

Nodeems bannent sechs Méint zwou Maschinne vum Typ Boeing 737 Max 8 erofgefällt sinn, hunn eng Partie Länner decidéiert, hire Loftraum fir dës Typ vu Fliger ze spären, dorënner och eis Nopeschlänner Däitschland a Frankräich.

An deem Kontext wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung op d'Decisioun vun eisen zwee Nopeschlänner, hire Loftraum fir Maschinne vum Typ Boeing 737 Max 8 ze spären?

- Wéi eng Inzidenzen huet dës Decisioun op Lëtzebuerg?

- Ass geplangt, de Lëtzebuurger Loftraum och fir dës Typ vu Fligere ze spären?

- Ginn et Fluchgesellschaften, déi de Lëtzebuurger Fluchhafen mat dem uewe genannten Typ vu Fliger uesteieren? Wa jo - wéi eng?

Réponse (05.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Ënner Berécksichtigung vun den Ëmstänn vum Accident, deen an Athiopien geschitt ass, huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) den 12. Mäerz 2019 d'Entscheidung getraff, all kommerzielle Fluch, deen duerch e Fliger vum Typ Boeing 737 Max a Richtung Lëtzebuerg, vu Lëtzebuerg kommend oder am Lëtzebuurger Loftraum ausgefouert gëtt, bis op Weideres ze verbidden.

Dës Entscheedung ass de Moosname virausgaangen, déi méi spéit am Owend vum 12. Mäerz duerch d'Agence européenne de sécurité aérienne (AES) getraff gi sinn (Erasugi vun enger „Safety Directive“ an enger „Emergency Airworthiness Directive“) an déi fir den integrale Loftraum vun alle Memberstate vun der Europäescher Unioun gëllen.

D'Auswierkungen op de Fluchhafen Lëtzebuerg si ganz limitéiert, well zënter dem Lancement vun deem Fliger am Joer 2018 ass de Fluch-

hafen nëmme véiermol duerch deen Typ Fliger ugeflu ginn.

Question 0496 (13.03.2019) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant **l'exposition dans le cadre du 75^e anniversaire de la libération du Luxembourg** :

Am Kader vum 75. Anniversaire vun der Befreiung vu Lëtzebuerg duerch déi alliiert Truppen, ass fir 2020 eng gemeinsam Ausstellung vun de Gemenge Péiteng an Dikrech iwwert den zweete Weltkrich geplangt.

Laut Informatiounen aus der Press huet déi Dikrecher Gemeng elo decidéiert, bei dëser Ausstellung net méi matzemaachen. Den Dikrecher Schäfferot gesäit „zu viele finanzielle Unklarheiten und vermisste die staatliche Unterstützung, um sich an der Ausstellung zu beteiligen“. Den Dikrecher Buergermeeschter bestätegt, dass säi Schäfferot decidéiert huet, net un dëser Ausstellung deelzehuelen, an dass de finanziellen Opwand a sengen Ae vill ze vill grouss wier.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Kulturminister folgend Froe stellen:

- Ass et wouer, dass déi zwou Gemengen eng Demande de subsidie un de Kulturministère gereicht hunn?

- Stëmmt et, dass et eng feelend Ënnerstëtzung säitens vum Stat fir dës Ausstellung gëtt? Wa jo, firwat?

- Wann neen, ass de Ministère net gewëllt, Gemenge finanziell ze ënnerstëtzen?

Réponse (29.04.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

D'Gemenge Péiteng an Dikrech sinn effektiv mat enger Demande de subsidie un de Kulturministère erugefrueden. Am Echange mam Statsministère huet sech allerdéngs erausgestallt, dass déi geplangten Ausstellung am Kader vum 75. Anniversaire vun der Befreiung vu Lëtzebuerg duerch hiren Objet an d'Attributioun vum Statsministère fällt, déi duerch en Arrêté grand-ducal vum 5. Dezember 2018 determinéiert gi sinn an zu deenen de ganze Volet vun der Commemoratioun gehéiert.

D'Gemenge sinn dorop opmierksam gemaach ginn an hir Demande ass vu mir mat engem favorablen Avis un de Statsministère weidergerecht ginn.

Question 0498 (13.03.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **droits d'accises** :

Les exploitants des stations-service sont liés à l'État par des contrats de concession qui déterminent les droits et obligations de l'État et de la société pétrolière. La durée des contrats est de dix ans. Pour les stations-service sur le réseau autoroutier, l'État prélève des redevances additionnelles en sus des droits d'accises sur les huiles minérales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Combien de recettes l'État génère-t-il au titre des contrats de concession conclus avec les exploitants des stations-service sur le réseau autoroutier luxembourgeois ?

- Quel est le montant de la redevance additionnelle à percevoir sur les produits pétroliers en sus des droits d'accises ?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à la disposition de la Chambre des Députés les contrats de concession conclus avec les exploitants des stations-service sur le réseau autoroutier ?

Réponse (16.04.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Les contrats de concession pour les stations-service sur le réseau autoroutier luxembourgeois ont généré en 2018 des recettes additionnelles de 69.036.952 euros en sus des droits d'accises, dont 36.210.015 euros au titre de part variable liée à la consommation de carburant.

La publicité des contrats de concession est assurée par leur transcription aux registres des conservateurs des hypothèques.

Question 0499 (13.03.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **participation au financement de projets d'infrastructure dans la Grande Région** :

An enger Froestonn an der Chamber huet ee Minister an engem Niewesaz duerchblécke ge-

looss, datt Lëtzebuerg eenzel Infrastrukturprojeten an der Grenzregion géif finanziell ënnerstëtze respektiv begleeden.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Finanzminister an un d'Madamm Minister fir d'Groussregion:

1. No wat fir engem Prinzip ënnerstëtzt Lëtzebuerg eenzel Infrastrukturprojeten an der Grenzregion?

2. Wat fir eng Projete goufen an de leschten zéng Joer ënnerstëtzt a wéi gesäit hei dee finanzielle Bäitrag aus?

3. Goufen zu all dësen eenzelne Projeten och Bedéngungen ausgehandelt an, wa jo, wéi gesinn dës aus?

Réponse commune (26.04.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Gesetz vum 7. September 2018 beinhaltet de Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports frontaliers, deen den 20. Mäerz 2018 vun den Transportministere vu Lëtzebuerg a Frankräich ënnerschriwwen ginn ass.

Dat uewe genannte Gesetz autoriséiert d'Regierung, d'Frais, déi op franséischer Säit bei der Realisatioun an dem Amenagement vun Infrastrukturen entstinn, matzedroen. Dëst erlaabt d'Ëmsetzung vun enger nohalteger Transportpolitik, d'Promotioun vum Schinneverkéier, d'Kooperatioun um Niveau vum Schinneverkéier tëscht Frankräich a Lëtzebuerg a soumat och eng Kontinuitéit vun internationalen a grenzüberschreidenden Servicer, déi den Zuchpassagéier an deem Sënn eng gutt Qualitéit vun de Servicer garantéieren. Dës Participatioun beleef sech op 110 Milliounen Euro fir de Volet ferroviaire.

Bedéngt duerch d'Capacitéit vun der Gare Lëtzebuerg an d'Längt vun de Quaien a Frankräich, ass d'Längt vun de Passagéierzich TER momentan op ee Maximum vun zwou Automotrice vum Typ TER 2N, wat weider als UM2 bezeechent gëtt, limitéiert. Am Total erlaabt dat eng Capacitéit vu 666 Sätzplazen.

Et ass awer an Zukunft ugeduecht, fir verlängert Zich mat dräi Unitéiten (UM3) fueren ze loossen an heimat kéinten de Passagéier ca. 1.000 Sätzplazen ugebuede ginn.

Zu Lëtzebuerg wäert den Amenagement vun den neie Quai V a VI an d'Restrukturatioun vum Quaiplang an der Gare Lëtzebuerg et erméiglechen, fir ab Dezember 2021 UM3-Zich kënnen ze empfänken.

Eng gemeinsam Etüd tëscht Frankräich a Lëtzebuerg huet erginn, dass zousätzlech Amenagement, ewéi d'Verlängerung vun de Quaien a verschidde Garen op der Achs Metz-Lëtzebuerg, néideg sinn, fir UM3-Zich funktionell kënnen anzusetzen.

Déi elektresch Capacitéit ass a Frankräich beschränkt, esou dass d'SNCF net déi ganz Flott vun UM3-Zich ka fueren loossen. Den Ausbau vum Stromversuerungsreseau a Frankräich wäert et zooloossen, dass eng gréisser Unzuel vun UM3-Zich ënner normale Konditiounen wäert kënnen zirkuléieren.

Parallél zu den neien Infrastrukturen am Eisebunnsberäich, ewéi déi nei Streck tëscht Beetebuerg a Lëtzebuerg, den Amenagement vun zwou neie Quaien an d'Restrukturatioun vum Quaiplang an der Gare Lëtzebuerg, sinn och nach aner Verbesserungen vun den Infrastrukturen a Betruecht gezu ginn, en vue vun der Augmentatioun vun der Capacitéit an de Joren 2028-2030.

Fir d'Joren 2022-2024 an 2028-2030 gi folgend Amenagement op der Streck Metz-Diddenuewen-Lëtzebuerg realiséiert:

2022-2024

Op lëtzebuergeschem Territoire betreffen déi aktuell Aarbechten déi nei Streck tëscht Beetebuerg a Lëtzebuerg, den Amenagement vun zwou neie Quaien an d'Restrukturatioun vum Quaiplang an der Gare Lëtzebuerg.

Op franséischem Territoire hunn d'Opportunitéitsetüde gewisen, dass folgend Amenagement fir d'Joren 2022-2024 sënnvoll sinn:

- jee no Noutwennegkeet, Verlängerung vun de Quaien an de franséischen Haaptgaren;

- Ausbau vum Stromversuerungsreseau a Frankräich, esou dass all d'UM3-Zich kënnen zirkuléieren;

- Amenagement vun zwou P&R-Sitten an der Géigend vun Diddenuewen a Lonkech, mat enger Capacitéit vun ca. 700, bzw. ca. 660 Plazen.

2028-2030

Fir d'Joren 2028-2030 hunn d'Opportunitéitsetüde gewisen, dass folgend Amenagement sënnvoll sinn:

- Optimisatioun vum Cantonnement op béide Säite vun der Grenz, Kreatioun vun neie Spurwieselpunkten an d'Interkonnexioun vu Signalisatiounsinstallatiounen op der Grenz;

- Suppressioun vun de Passages à niveau tëscht Diddenuewen an der Grenz;

- Reprise vum Quaiplang an der Gare vun Diddenuewen an Amenagement vum Passagéierflux;

- noutwenneg Amenagement fir e gudder Fonctionnement vum Fretverkéier (Realisatioun vun engem drëtten Gleis op béide Säite vun der Grenz);

- Amenagement vum Verkéiersknuetpunkt zu Metz;

- Realisatioun vun zousätzlechen Interventiounen op den Infrastrukturen an an de besteende Garen.

Déi gemeinsam Etüd vun multimodalen Amenagement vun der Autobunn A31 (op der franséischer Säit) an d'Loi du 15 décembre 2017 relative à la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 (op der lëtzebuergescher Säit) viséieren d'Promotioun vun effentleche Stroosseverkéiersmëttelen an d'Praxis vum Covoiturage op der Autobunnsachs Metz-Lëtzebuerg.

Esou, komplementar zu der Promotioun vum Schinnentransport a fir eng nohalteger Stroossemobilitéit ze promovéieren, si sech d'Parteien den 20. Mäerz zu Paräis eens ginn, fir d'Benotze vun effentleche Stroosseverkéiersmëttelen an d'Praxis vum Covoiturage op der Achs Metz-Lëtzebuerg op den Autobunnen A31 an A3 ze favoriséieren a besonnesch:

- d'Ariichte vu Plattformen, fir de Covoiturage anzeféieren oder ze favoriséieren;

- ee Programm, fir Parkplaze fir d'Benotzer vum Covoiturage ze definéieren, ze finanzéieren an ëmzesetzen;

- ee Programm, fir d'P&R-Sitten an d'Busgaren ze definéieren, ze finanzéieren an ëmzesetzen, fir esou d'Benotze vu grenzüberschreidenden effentleche Stroosseverkéiersmëttelen ze favoriséieren;

- éier d'Erweiderung op der Autobunn A31 (op der franséischer Säit) realiséiert gëtt an amplatz vun der Pannespur, d'Kreatioun vun enger fir den effentlechen Transport reservéierter Spur ze ënnersichen, ze evaluéieren an ëmzesetzen, an dëst am Aklang mam Projet vun der Mise à 2 x 3 voies vun der Autobunn A3.

De Programm vun de Parkplaze fir d'Benotzer vum Covoiturage, vun de P&R-Sitten an de Busgaré gëtt an enger Héicht vu maximal 10 Milliounen Euro vu Lëtzebuerg kofinanzéiert.

De Lëtzebuurger Stat huet sech donieft an de Joren 2014 an 2015 un der Realiséierung vun der Stroosseverbindung Belval a Richtung Autobunn A30 (Liaison Mischeville) op franséischer Säit bedeelegt, dat fir ee Gesamtmontant vu 6,1 Milliounen Euro.

Am Budget 2019 ass ënnert dem Posten « Participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufflgen (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) » e Montant vun enger Millioun Euro virgesinn.

D'Gesetz vum 18. Juli 2013 beinhaltet d'Approbatoun vum Accord relatif à la contribution par le Grand-Duché de Luxembourg aux frais résultant pour la République fédérale d'Allemagne de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises en République fédérale d'Allemagne pour la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Igel et Igel-West, deen den 29. Oktober 2012 vun den Transportministere vu Lëtzebuerg an Däitschland ënnerschriwwen ginn ass.

Zënter dem Changement vum Fuerplang Mëtt Dezember 2014 funktionéiert de Rheinland-Pfalz Takt, deen all Stonn Lëtzebuerg a Koblenz verbënt an d'Verbindung mam däitschen Eisebunnsreseau substanzuell verbessert.

Den Accord, deen den 29. Oktober 2012 ënnerschriwwen ginn ass, betrëfft d'Extensioonsaarbechten op der Streck Lëtzebuerg-Tréier. Dës Aarbechte verbesseren d'Qualitéit vum Schinneverkéier op dëser Streck, erhéijen d'Capacitéit a gestalten esou den effentlechen Transport am Schinneverkéier fir déi däitsch Frontaliere méi attraktiv. Lëtzebuerg huet mat 8 Milliounen Euro zu dem Projet, deen am Joer 2014 realiséiert ginn ass, bäigedroen.

Den Dossier vum Rheinland-Pfalz Takt 2015 ass am Juli 2008 lancéiert ginn a gëtt vun do u konsequent weider verfollegt. Eng wichteg Etapp markéiert de 7. Oktober 2010, wou d'CFL mam schwäizer Constructeur Stadler ee Kontrakt ënnerschriwwen huet, en vue vun der

Liwierung vun acht duebelstäckegen Auto-motricité mat 2.400 Plazen. Zu dëser Acquisitioun koom et am Kontext vun den Accorden iwwert den Uschloss vu Koblenz am Kader vum Konzept Rheinland-Pfalz Takt 2015 tëschent der CFL an dem SPNV (Schienenpersonennahverkehr) an Rheinland-Pfalz.

D'Exploitatioun vum Rheinland-Pfalz Takt 2015 an Däitschland gouf fir eng Durée vu 15 Joer am Juli 2011 un d'DB Regio-Südwest verginn. Eestäckegt Rollmaterial vu Stadler, interoperabel mam zweestäckegen CFL Rollmaterial, ass vun der DB Regio bestallt ginn.

Den Uschloss vu Koblenz mat 19 Aller-retouren ab Dezember 2014 ass méiglech opgrond vun der Mise à double-voie vum Streckenabschnitt tëschent Igel an Igel-West, wat den Zich erlaabt, sech ze kräizen, ouni stoen ze bleiwen. Dëst stellt och eng exzellente Ausgangsbasis duer fir eis Deplacementer mat der Bunn vum Knuetpunkt Koblenz aus, esou wéi fir d'Reaktivierung vun der Trierer Weststrecke vu Métt Dezember 2019 un.

Question 0500 (13.03.2019) de M. Gilles Baum (DP) concernant les violences lors des événements sportifs :

Dimanche dernier, après un match opposant deux équipes de football de la BGL Ligue, des affrontements ont eu lieu entre les supporters des deux camps. Selon le bulletin de police, plusieurs patrouilles de police de tout le pays ont dû être mobilisées afin de rétablir l'ordre. Une enquête pour rébellion contre les forces de l'ordre a également été ouverte.

Ce triste affrontement est déjà le deuxième incident de ce genre en ce début d'année. En janvier, un derby entre deux équipes de futsal a déjà complètement dégénéré au nord du pays.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Sports :

1) À qui incombent les frais de l'intervention de la police à Ettelbruck ? À combien s'élèvent ces frais ?

2) Selon Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, une patrouille de la police a déjà été sur place par mesure de précaution. Qui juge de la nécessité d'une telle patrouille ? La police elle-même, l'organisateur ou la fédération ?

3) D'une manière générale, les deux ministères constatent-ils une augmentation de la propension à la violence dans le milieu sportif ?

4) Vu que ces comportements gravement antisportifs et violents ne sont certainement pas conformes à l'image que le sport veut véhiculer, Monsieur le Ministre des Sports entend-il lancer, en collaboration avec les fédérations sportives, une campagne de sensibilisation afin de réduire le risque qu'un incident similaire ne se reproduise à l'avenir ?

5) Existe-t-il des instructions ou consignés de précaution de la part du Ministère de la Sécurité intérieure ou du Ministère des Sports pour éviter de telles situations délicates lors d'un événement sportif ?

Réponse commune (26.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Dan Kersch, Ministre des Sports :

En guise d'introduction, il y a tout d'abord lieu de référer l'honorable Député à la réponse du 12 mars 2019 du Ministre de la Sécurité intérieure à la question orale de l'honorable Député Gusty Graas au même sujet.

ad 1) À l'instar de maintes interventions de la Police grand-ducale à l'occasion de manifestations diverses non sportives, les frais d'intervention de la Police grand-ducale incombent de manière générale à la collectivité. Il échet, d'ailleurs, de rappeler à l'honorable Député les termes de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport qui dispose en son article 18 traitant de la violence autour du sport que : « Les pouvoirs publics, le mouvement sportif et les propriétaires des installations sportives collaborent pour assurer le maintien de l'ordre dans les enceintes sportives et empêcher des actes de violence, de racisme et de xénophobie dirigés contre les acteurs sportifs ou des groupes de spectateurs. »

ad 2) Pour ce qui est des faits cités par l'honorable Député, il y a lieu de préciser qu'un dispositif de trois patrouilles a été mis en place de manière préventive. Après concertation préalable avec l'organisateur et vu les mesures prises par ce dernier à l'intérieur du stade ainsi que l'expérience du match précédent opposant les mêmes équipes sans intervention policière aucune, ce dispositif a été jugé proportionnel et justifié par rapport à d'éventuelles menaces.

ad 3) D'une manière générale, aucune augmentation de la violence dans le milieu sportif ne peut être constatée.

ad 4) Alors que toute violence voire agression est à bannir d'une manière générale et particulièrement des terrains de sports, le Ministre des Sports, qui a abordé le sujet lors de son intervention à l'assemblée générale du COSL en date du 23 mars 2019, n'entend pas insister davantage en la matière.

ad 5) L'organisateur d'un événement, sportif ou autre, est dans un premier lieu responsable de la mise en place d'un dispositif de sécurité. Pour des rencontres sportives spécifiques, la Police grand-ducale fait des analyses préalables de menaces. Il est toutefois impossible d'effectuer une telle analyse pour chaque événement sportif respectivement de prévoir chaque rixe pouvant éventuellement éclater.

Question 0501 (13.03.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'accessibilité des écoles :

D'Lëtzebuurger Legislatioun iwwert d'Accessibilité vun öffentliche Gebaier schreift eng Rei vu Kritäre vir, déi de Leit mat enger Behënnereung oder mat aneren temporären oder permanente Mobilitéitsschwieregkeete sollen d'Liewe méi einfach maachen a fir hir Inklusioun suergen. Dës Virschrëfte gëllen och fir d'Schoulen, wou Schüler mat enger Behënnereung sollen ouni Problemer erakommen a fräi am Gebäi zirkuliere kënnen.

Dowéinst wollt ech dem Här Educationminister an dem Här Minister fir öffentliche Bauten dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Situatioun am Lëtzebuurger Land am Hibleck op de sougenannten „Accès ouni Barrières“ an deene Gebaier, déi zu éducativen Zwecker déngen?

2. Gëtt et eng Opléschung vun deene Gebaier, déi eventuell nach net voll behënnertegerecht sinn, mat engem Zäitplang, wéini déi baulech adaptéiert ginn? Bis wéini kann dermat gerechent ginn, datt all d'Schoulen am Land behënnertegerecht sinn?

3. Wat geschitt bis dohi mat deene Kanner mat Mobilitéitsschwieregkeeten, déi an enger nach net adaptéierter Schoul ageschriwwen ginn? Wat geschitt zum Beispill mat Kanner, déi opgrond vun engem Accident oder enger Krankheet temporär op e Rollstull ugewise sinn? Wéi gëtt den Unterrecht fir déi Kanner assuréiert, wa si keen Accès zu hirer Schoul hunn? Ass sécher gestallt, datt si kee schouleschen oder aneren Nodeel duerch hir Situatioun hunn? Gi si zäitweilig an eng aner Schoul transferéiert oder ass eng Alternativ do, wou dat méiglech a gewünscht ass, fir si doheim ze ënnerriichten?

4. Wéi ass déi zivilrechtlech Verantwortung fir dee Fall geregelt, an deem eng an hirer Mobilitéit ageschränkte Persoun zu Schued kéim, well e Schoulgebai nach net behënnertegerecht adaptéiert ass?

Réponse commune (15.04.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. + 2. Fir d'Éischt ass ze präzisieren, datt de Lëtzebuurger Stat eng ronn 40 Lycéëen a sengem Patrimoine huet, zu deenen am Ganzen ongeféier 125 Gebaier gehéieren.

Rezent Konstruktiounen respektéiere souwuel d'Gesetz vum 29. Mäerz 2001 vun der „accessibilité des lieux ouverts au public“ wéi och d'Gesetz vum 19. Mäerz 1988 vun der „sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles“. D'Ëmsetzung vu béide Gesetze gëtt vum Service national de la sécurité dans la fonction publique bei der Planung an am Bau vun éducativen Gebaier iwwerwaacht.

Och bei gréisseren Transformatiounen oder Modernisatiounen vu méi ale Gebaier ginn dës Direktiven natierlech berücksichtegt an esou gëtt wéi méiglech ëmgesat. Bei historesch wäertvolle Gebaier stéisst een do heiansdo u Grenzen, soudatt et eventuell net méiglech ass, e Gebai komplett accessibel ze maachen, mä just en Deel oder e Stack zum Beispill.

Am Joer 2015 huet de Familljeministère zesumme mat der ADAPTH asbl ee Formulaire ausgeschafft, fir de Stand vun den öffentliche Gebaier am Hibleck op d'Accessibilité kënnen anzuschätzen. D'Questionnaire gouf vum de responsabele Leit an de Gebaier selwer ausgefëllt, an dëst souwuel an de Statspropriétéite wéi och an de Gemengen. Bei dëser Enquête huet sech kee vun den deemools 36 Lycéëen vum Stat als net accessibel erausgestallt. Méi wéi dräi Véierel vun de Gebaier sinn „entière-

ment accessible“ an „accessible avec légers défauts“. Déi aner sinn all deels accessibel respektiv um Rez-de-chaussée accessibel. Wuel bemierkt ënnerleien d'Primärschoulen der Gestiou vun de jeeweilige Gemengen.

En Zäitplang fir eng behënnertegerecht Transformatioun vun de Schoule gëtt et net. Déi néideg baulech Adaptatiounen si bei historesche Gebaier oft mat esou engem groussen Opwand verbonden, datt dës net kënnen realiséiert ginn, wann d'Gebai besat ass an en normale Schoulbetrieb soll garantéiert bleiwen. Aus dësem Grund ginn esou Adaptatiounen an der Regel just am Kader vu gréisseren Transformatiounen a Modernisatiounen mat berücksichtegt. Natierlech goufen a ginn awer punktuell Interventiounen, wéi zum Beispill Rampen nieft Trapen an den Haaptentréien, realiséiert, wann dëst méiglech a sënnavoll ass.

Ënner Berücksichtigung vun der Tatsaach, datt quasi bei all deene méi historesche Schoulgebäier an der noer Zukunft eng gréisser Sanierung envisagéiert gëtt, kann een dervun ausgehen, datt dann och all d'Schoule wäerte behënnertegerecht sinn, souwäit d'Bausubstanz an den Denkmalschutz dëst zouloossen.

ad 3. Fir Kanner, déi opgrond vun engem Accident oder enger Krankheet temporäre oder längerfristeg an hirer Mobilitéit ageschränkt sinn, sicht d'Schoul, zesumme mam Gestionnaire vum Gebai, no Léisungen, fir d'Accessibilité fir de Schüler ze erméiglechen. Dës Mesurë kënnen ënner anerem dora bestoen, datt ee Klassenall op de Rez-de-chaussée verluecht gëtt, fir Trapen ze evitéieren, oder duerch d'Installatiounen vum enger Ramp bei der Entrée oder och am Gebai selwer.

Fir Kanner, déi eventuell guer net kënnen um reguläre Schoulunterricht deelhuefen - a fir sécherzegoen, datt si keen Nodeel hunn - besteet zum enger d'Méiglechkeet, datt si d'Matière vun der Schoul zur Verfügung gestallt kréien, fir déi vun doheim aus kënnen ze traitéieren an ze léieren. Zum anere gëtt et d'Optioun fir Schüler, déi opgrond vu Krankheete länger Zäit oder regelméisseg net an d'Schoul kënnen goen, vun engem Enseignement à distance. Dëse kann zum Beispill assuréiert ginn duerch een Teleprésenzroboter, deen an der Klass installéiert gëtt. De betraffene Schüler kritt en iPad zur Verfügung gestallt, wat him erméiglecht, an Echtzäit um Cours deelzehuelen. De Roboter iwwerdreit dee Moment de Cours, an de Schüler huet d'Méiglechkeet, sech aktiv um Unterricht ze bedeelegen. Dëse Projet gëtt vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend finanziert a gëtt aktuell mat enzelne Schüler an der Grondschoul oder an de Lycéëen an Zesummenaarbecht mat de Spideeler ausprobéiert.

ad 4. Onofhängeg dovunner, ob e Schoulgebai behënnertegerecht adaptéiert ass oder net, gëtt en eventuelle Schued dem legale Regimm no indeminéiert. An dësem Kontext gëtt op den Artikel 91 et suivant vum Livre II vum Code de la sécurité sociale an déi zivilrechtlech Regele vum Droit commun verwisen.

Question 0502 (13.03.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'éducation physique :

De Sportunterricht (Turnen a Schwammen) gehéiert zu der Ausbildung vum Léierpersonal vun der Primärschoul. Zu deem Thema wëilt ech dem Här Educationminister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Ausbildung fir d'Schoulpersonal an deene Fächer op der Uni Lëtzebuerg aus? Wéi eng Kenntniser ginn am Beräich vun der Sportdidaktik vermëttelt?

2. Gehéieren och Kenntniser iwwert d'Anatomie an d'Éischt Hëllef zum obligatoresche Programm? Mussen déi zukünfteg Léierinnen a Schoulmeeschteren den Junior Lifesaver Brevet maachen, fir d'äerfen de Schwammunterricht ze halen? Gëtt et speziell Instruktiounen och am Beräich Sécherheet an éischt Hëllef am Turnen?

3. A ville Primärschoule gëtt den Turnunterricht vu Chargés de cours gehalen. Wéi vill sinn dat der? Wéi ass d'Ausbildung am Beräich Sécherheet am Sport (Turnen a Schwammen) vun deene Leit?

4. Wéi ginn d'„Quereinsteiger“ op d'Ofhale vum Turnunterricht virbereet?

5. Gëtt et an all Schoulschwämm männlecht a weiblecht Personal, fir den Enseignant bei der Surveillance vun de Vestiairen ze ënnerstëtzen?

6. Ginn et an deem Sënn festgehalene Reglementer, fir de Kanner hir Intimsphäre ze schützen, nom Modus, datt bei d'Meedercher just eng Fra a bei d'Jonge just e Mann an d'Vestiairé goen d'äerf?

Réponse (10.04.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Ee spezifesche Volet am Kader vum Bachelor en Sciences de l'éducation, deen op der Universitéit Lëtzebuerg ugebueden gëtt, betrëfft de Sportunterricht. Dobäi gi während dem éischte Studiumsjoer zwee Coursen a puncto Sportunterricht ugebueden, déi mat jee weils dräi ECTS kreditéiert ginn. An der zweeter Haltschent vum Studium suivéieren d'Studenten am Kader vun de Lehr-Lernwerkstätten an Atelier am Domän vum Sportunterricht, fir deen no erfollegräichem Ofschlësse siwien ECTS kreditéiert ginn.

No Ofschluss vun den eenzelne Coursen sinn d'Studenten an der Lag, déi an der Beschreibung vun dese Coursen opgefouert Léierziler ëmzesetzen:

BSCE-171 - Grundlagen einer kindgemäßen Bewegungserziehung:

- Ursachen und Folgen des kindlichen Bewegungsmangels fundiert zu diskutieren;

- bei der Planung und Durchführung von Bewegungsaktivitäten die altersspezifische motorische Entwicklung der Kinder zu berücksichtigen und das kindliche Bewegungsverhalten gezielt zu fördern;

- motorische Fähigkeiten und Fertigkeiten zu kennen und voneinander abgrenzen zu können;

- die Lehr-, Unterrichts-, und Curriculumsproblematik im Rahmen der Planung, Durchführung und Auswertung von Bewegungsunterricht zu berücksichtigen;

- Aktivitäten im Rahmen des Bewegungsunterrichts unter Berücksichtigung von didaktisch-methodischen Ordnungsprinzipien zu planen und durchzuführen.

BSCE-271 - Didaktik und Methodik einer kindgemäßen Bewegungserziehung:

- unterschiedliche methodische Konzepte und Ansätze im Bewegungsunterricht zu reflektieren und anwenden zu können;

- Aktivitäten in den Kompetenzbereichen des Lehrplans der Grundschule altersgerecht, situationsgemäß und bewegungsadäquat zu planen, durchzuführen und zu reflektieren;

- Schwimmunterricht unter Berücksichtigung von Sicherheitsaspekten (Verhalten im Schwimmbad und im Wasser, Schwimmregeln) zu organisieren;

- die Grundlagen des Rettungsschwimmens zu kennen und anwenden zu können.

571/671/771 - Spezielle Aspekte einer kindgemäßen Bewegungserziehung:

- die Bedeutung einer bewegten Schule und eines bewegten Unterrichts für die motorische und psychosoziale Entwicklung von Kindern zu beurteilen;

- die verschiedenen Komponenten eines bewegten Unterrichts altersgemäß einzusetzen, d. h. zu planen, durchzuführen und zu reflektieren;

- Fragestellungen in Bezug auf die Inklusion von allen SchülerInnen in der Unterrichtsplanung zu identifizieren und zu berücksichtigen;

- altersgerechte Angebote zur Förderung der motorischen Fähigkeiten zu konzipieren und durchzuführen.

ad 2. Op der Lëtzebuurger Universitéit gëtt aktuell keen Éischt-Hëllef-Cours fir d'Studenten am Bachelor en Sciences de l'éducation ugebueden. Vu dass ee groussen Deel vun de Studenten, déi hir Ausbildung zum Schoulmeeschter oder zur Léierin hei am Land oder am Auslands absolvéieren, virum Ofschluss vun hirem Studium als Remplaçant an de Lëtzebuurger Grondschoulen intervenéieren, hu si d'Méiglechkeet, dank hirem Statut als Remplaçant, un der Formationsoffer vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) ze profitéieren. Dëst erméiglecht et hinnen, ënner anerem un de vum IFEN ugebuedenen Éischt-Hëllef-Coursen deelzehuelen oder am Kader vun enger Formation den Junior Lifesaver ofzeschlëssen.

Sämtlech Enseignanten, déi sech am Concours en rang utile klasséiert hunn, mussen virum Ufank vun hirer Stagezäit souwuel de Junior Lifesaver ewéi och een Éischt-Hëllef-Cours suivéieren. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend recommandéiert sämtlech Léierpersonal am Dëngscht, en Éischt-Hëllef-Cours, gegebenefalls um IFEN, ze suivéieren, an dese bitt déi néideg Preparatioun, fir am Fall vun engem Accident am Turnen déi richteg Mesuren ze ergreifen.

ad 3. Eng pauschal Ausso pro Schoul ass net méiglech, vu dass a verschiddene Schoule souwuel Chargéen ewéi och brevetéiert Léierpersonal de Schwamm- an Turnunterrecht assureieren. Laut de vum Léierpersonal saisierten Horairé gëtt de Sportunterrecht aktuell vun 2.815 brevetéierten Enseignanten, 394 Chargéen an 115 Remplaçanten assuréiert. Wéi op der Säit 20 vum der „Circulaire de printemps mai 2018 - Circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2018/2019“ präziséiert, müssen all d'Enseignanten, déi de Schwammunterrecht assureieren, e Schwamm brevet virweise kënnen, deem dem Junior Lifesaver entsprécht. Des Weidere ginn dës Enseignanten op der Säit 47 vum der nämlecher Circulaire invitéiert, un de Formationen, déi vum IFEN an Zesummenaarbecht mat der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) ugebuede ginn, deelzuehelen, fir hir Kompetenzen an deem Domän weiderzuentwéckelen.

ad 4. Am Volume vun den 216 Stonne Formation, déi den „Quereinsteiger“ ugebuede ginn, sinn am Module 5 eleng 15 Stonne fir den Domän „Expression corporelle, psychomotricité, sports et santé“ virgesinn. Dëst entsprécht dem Volume, deem och fir aner Netpromotionsfächer am Kader vun der Formation virgesinn ass.

ad 5. Laut de legislativen Dispositionen (Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la notation scolaire) ennerläit d'Surveillance an dem Vestiaire dem Enseignant, deem de Schwammunterrecht assuréiert. D'Personal aus der Schoulschwamm ass och autoriséiert, fir d'Émsetzung vum Règlement d'ordre intérieur vun der Schwamm mat ze surveilléieren. An der Regel ass net een Enseignant eleng mat senger Klass an der Piscine, mä oft gi méi Klasse simultan schwammen. Esou steet dann och méi Personal fir an de Vestiaires zur Verfügung an et ass dann och gängeg Praxis, dass d'Enseignant sech esou organiséieren, dass männlecht Personal d'Jonge surveilléiert a weiblecht Personal d'Meedercher. Am Fall, wou vereenzelt Schüler Ennerstützung am Vestiaire brächten, kann den Enseignant punktuell op ee Member aus der Équipe pédagogique zréckgräifen, deem déi betrafte Kanner am Vestiaire ennerstëzt.

ad 6. Wéi an der viregter Äntwert präziséiert, ass et laut de legalen Dispositionen den Titulaire vum Schwammunterrecht, deem d'Surveillance vun de Kanner an de Vestiaires assuréiert.

Question 0504 (14.03.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la licence d'exploitation des entreprises de transport par voie aérienne :

Den Ament operéieren um nationale Fluchhawe Findel, den offiziellen Donnéeën no, 14 Fluchgesellschaften am Passagéierberäich an aacht Gesellschaften am Cargoberäich. An deene leschte Joren sinn eng Rei Fluchgesellschaften, déi Lëtzebuerg ufléien, bäikomm. Fir an eise Land kënnen ze operéieren hunn, dës Gesellschaften am Virfeld missen eng deementspriedend Fluchlizenz ufroen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Wéi geet Lëtzebuerg beim Verginn vun neie Fluchlizenzen vir?
2. Ginn et ennerschiddlech Prozedure fir eng Fluchgesellschaft am Cargo- respektiv am Passagéierberäich?
3. Hätt e sougenannten hard Brexit a Groussbritannien och Auswierkungen op d'Fluchlizenzen vu britesche Gesellschaften, déi Lëtzebuerg ufléien?

Réponse (05.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. Am Aklang mam „règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté“, gëtt déi zoustänneg Autoritéit zu Lëtzebuerg, also d'Direction de l'aviation civile (DAC), just Lizenzen u Fluchgesellschaften mat Haaptsätz um Lëtzebuurger Territoire.

Heiduerch attestéiert d'DAC, dass d'Fluchgesellschaft déi néideg finanziell Capacitéit opweist fir permanent käschteflechteg Flich am

Aklang mat den Ufuerderunge vum europäesche Recht auszuféieren.

Dës Lizenz setzt och nach viraus, dass déi betrafte Fluchgesellschaft am Besëtz vun engem AOC (Air Operator Certificate) ass. Dësen Zertifikat beleet, dass d'Fluchgesellschaft déi néideg professionell Capacitéiten an d'Organisation assureiert, fir eng sécher Ausféierung vun deenen Operationen, déi am Zertifikat opgelëscht ginn.

All Lizenz, déi duerch eng zoustänneg Autoritéit vun engem Memberstat vun der Europäescher Union un eng vu senger Fluchgesellschaften ausgestallt gouf, erlaabt dësem am Bannemaart vun der Europäescher Union ze operéieren an de Fluchhawe Lëtzebuerg unzefléien, ouni am Virus iergendeng Lizenz vun de Lëtzebuurger Autoritéiten ze brauchen (Prinzip vun der géigesäitlicher Unerkennung).

ad 2. D'Bestëmmunge vum Règlement (EU) n° 1008/2008 gëllen onofhängeg dovun, ob de Fluchtransporteur Passagéier-, Fracht- oder Postfach an/oder kombinéiert Flich ausféiert.

ad 3. Souguer wa keng Eenegung fir den Austrëtt vu Groussbritannien aus der Europäescher Union sollt fonnt ginn, behalen déi britesch Fluchgesellschaften hir ursprénglech Notzungslizenz. Trotzdem géif den Austrëtt dat automatescht Oferkenne vun hirem Statut vu enger „gemeinschaftlecher Fluchgesellschaft“ mat sech zéien a si un engem automateschen Zougang zum europäesche Bannemaart hënneren. Et gëtt da keng juristesche Grondlag méi fir d'Unerkennung vun den Notzungslizenzen, déi duerch déi britesch Autoritéiten ausgestallt goufen. Fir dës Fall huet d'Europäesch Kommissioun unilateral Noutfallpläng virgesinn, déi eng Basisverbindung tëscht der Union a Groussbritannien solle sécherstellen, an a priori e Weiderlaffe vun de béidsäitige Fluchaktivitéite bis den 30. März 2020 erlaben.

Question 0505 (14.03.2019) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant le Fonds du logement :

Selon mes informations, le Fonds du logement serait propriétaire de deux immeubles à Schiffflange sis aux numéros 6 et 8 de la rue de la Paix.

Ces maisons semblent inhabitées depuis bien longtemps.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement :

- Est-il exact que ces immeubles appartiennent au Fonds du logement ?
- Dans l'affirmative, quels sont les projets prévus pour ces bâtiments ? Combien de nouveaux logements sont prévus à cette adresse ? Est-ce que ces logements seront mis en vente ou s'agit-il de logements locatifs ?
- Est-ce que la commune de Schiffflange est impliquée dans ce projet ? Quand peut-on espérer voir débiter les travaux ?

Réponse (05.04.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre du Logement :

Je tiens à informer l'honorable Député que le Fonds du logement est propriétaire des deux parcelles et maisons sises à Schiffflange, 6 et 8 rue de la Paix.

Concernant les projets prévus pour ces bâtiments, il convient de noter que différentes variantes ont été étudiées pour valoriser les deux parcelles en question : des logements pour étudiants, une résidence avec plusieurs logements ainsi que deux maisons en bande. Finalement et en concertation avec le Service technique de la commune de Schiffflange, le Fonds du logement créera sur les deux parcelles une maison subventionnée dans le cadre des aides à la construction d'ensembles, et destinée à être louée à une famille nombreuse

La commune de Schiffflange a été informée du développement du projet et a participé à des réunions avec le Fonds du logement et l'architecte en charge du projet. Différents échanges par rapport au projet ont déjà eu lieu. Le projet est actuellement en phase avant-projet détaillé, la phase d'exécution étant prévue pour 2020.

Question 0507 (14.03.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le cannabidiol :

Zu Lëtzebuerg kritt een de Cannabidiol (CBD) fräi am Handel ze kafen. Am Géigesaz zum Cannabinoid THC soll de Cannabidiol (CBD) awer manner psychoaktiv wirken. Um Wikipedia ass de Cannabidiol als „kaum psychoaktives

Cannabinoid aus dem weiblichen Hanf“ definiert, eng psychoaktiv Wirkung gëtt also net ausgeschloss.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheitsminister an un den Här Justizminister:

1. Gëtt de Cannabidiol am Hibleck op eng méiglech psychoaktiv Wirkung zu Lëtzebuerg als eng Zort Rauschmittel definiert, respektiv klassifiziert? Wann neen, wat sinn d'Grënn dofir?
2. Wat fir Konditione müssen erfëllt sinn, fir dass e Buttek de Cannabidiol legal verkafen dierf?

Réponse commune (17.04.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice :

ad 1. Mir verweisen den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 231 vum 21. Januar 2019.

Des Weidere kann ee präziséieren, dass d'Molekül Cannabidiol weder an den Tableaue vun den UNO-Konventionen vun 1961 an 1971 spezifesche opgefouert ass nach an den Annexe vun den entspreichenden nationale groussherzogleche Reglementer iwwer Stupefianten a psychotrop Substanzen. De Grond dofir ass, dass nom aktuelle Stand vun der Wëssenschaft kee gesondheetlech bedenklichen oder verhaltensméisseg relevante psychoaktiven, respektiv berausenden oder suchterzeugenden Effekt op de Mensch bis haut konnt nogewise ginn.

ad 2. De Cannabidiol (CBD) a Produite mat Cannabidiol, déi als Liewensmittel presentéiert a verkaaft ginn, ginn als „Novel Food“ ugesinn (europäesch Règlement 2015/2283). Si kënnen nëmme verkaaft ginn, wa si eng europäesch Autorisation hunn.

Vu datt nach keng Autorisation als „Novel Food“ fir CBD virläit, sinn d'Liewensmittel mat CBD net legal um Marché, weder zu Lëtzebuerg nach soss an Europa.

Am Beräich vun der Kosmetik an dem Tubak mussen souwuel déi national wéi déi europäesch Gesetzer respektéiert ginn.

Question 0508 (14.03.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la conduite autonome :

D'Regierung huet am Koalitionsaccord ugekënnegt, d'Innovation an der Automobilitéit ze ennerstëtzen, andeems d'Technologien, déi fir d'Realisation vum autonome Fuere gebraucht ginn, reglementéiert solle ginn. Am Automobilssektor ginn et aktuell schon Autoen ze kafen, déi d'autonom Fieren op zweeter Stuf erméiglechen.

Op eise Stroossen hu verschidden Autoen awer aktuell nach Problemer mam autonome Fieren, well eng schlecht Beschëlderung, onzoureichend Stroossemarkéierungen oder d'Präsenz vu Chantieren de Bordinstrumenter Problemer bereeden. Dëst wërft Zweifel op, ob de lëtzebuergesche Stroosereiseu fir d'autonom Fieren zweeter Stuf bereet ass.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten an der Madamm Minister fir Konsumentenschutz dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister Bausch der Meinung, dass d'Stroossemarkéierungen an d'Beschëlderung an hirer aktueller Form ugepasst si fir d'autonom Fieren zweeter Stuf? Falls neen, wat gedenkt de Minister hei ze ennerhuelen?
2. D'Spurhalteassistenten vun autonom fuerenden Autoen op zweeter Stuf analyséiert virun allem d'Stroossemarkéierungslinnen op der Strooss. Op ville Stroosse feelen dës Markéierungen, wéi zum Beispill d'Mëttellinn, awer zum Deel. Gedenkt den Här Minister Bausch, d'Stroossemarkéierungen zumindest op den Hauptstroossen ze zeechen? Falls jo, op wéi eng Stroossen ass dëst virgesinn a bis wéini soll dëst gemaach sinn?
3. Wéi eng Mesurë wäert d'Madamm Minister Lenert ennerhuelen, fir d'Konsumenten op déi aktuell Defaillancen a Risike vun autonomen Autoen opmierksam ze maachen?

Réponse (18.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. Bei der Stuf 2 vun de Kategorië vum autonome Fieren handelt et sech ëm folgend Kriterien: De Chauffer beherrscht säi Gefier komplett an huet den Trafic ëmmer am Bléck. Hien haft fir all Verstéiss géint d'Regele vum Code de la route a fir eventuell Schied. Enner verschiddenen definierte Bedéngunge kann d'Gefier d'Spur halen, bremsen a beschleunegen. Doweinst ginn dann am Gefier verschidden Eenzelassistenten am Auto verbaut, déi dem Chauffer et a kombinéierter Form erlaben,

beim Fuere kuerzzäiteg d'Hänn vum Steierrad ze huelen, wann dee Modus ausgewéilt ass. Dee Modus muss awer ëmmer duerch de Chauffer iwwerwaacht ginn, esou dass eventuell Feeler direkt kënnen korrigéiert ginn. De Chauffer bleift ëmmer haftbar, och wann déi Systemer keng Feelfunktioun gemellt hätten.

Zum haitegen Zäitpunkt ass et esou, dass de Level 2 nach net am Code de la route virgesinn ass an och nëmme fir Testzwecker méiglech ass. De Level 2 wär och nëmme begrenzt um Autobunnsreseau verantwortbar.

Den Zoustand oder éischer d'Qualitéit an de benotzte Standard vun der Stroossemarkéierung an d'Beschëlderung hänken op där anerer Säit awer och vum Statut vun der jeeweileger Strooss of. Op de lëtzebuergeschen Autobunne gëtt fir d'Beschëlderung den héchstméigleche Standard benotzt, dëst ass och de Fall fir d'Virfaartsbeschëlderung op de Kräizunge vun de Landstroossen. Fir d'Wegweisung gëtt e Grad drënner geholl. An der Moyenne ginn op de lëtzebuergesche Statsstroosse pro Joer ronn 10.000 Schëlter ersat respektiv nei gesat.

Zu der Stroossemarkéierung ass ze soen, dass déi der Stroossekategorie an de Standards entspreichend opbruecht an ennerhale gëtt. Op der Autobunn ginn zum Beispill d'Säitesträicher eemol pro Joer nogezunn. Dësen héijen Niveau ass awer op de manner befuerene Landstroossen net gefuerdert a kann och op de ronn 2.500 Kilometer Landstroossen net gehale ginn. Do gëtt bei Bedarf de Marquage erneiert. Fir d'Gemengestroosse kënnen heizou keng Aussoe getraff ginn.

D'Liesbarkeet vun de Schëlter a Markéierungen gëtt deementspriedend héichgehalen. Nichtsdestotrotz ass bedéngt duerch d'Witterung, eventuell Beschëdegung an d'Sonnestrallen eng Verschlechterung vun der Qualitéit ëmmer ginn. Deementspriedend müssen d'Fuerrassistenten vun der Stuf 2 an och vun deenen anere Stufe capabel sinn, eng degradéiert Beschëlderung/en degradéierte Marquage, déi awer fir d'menschlecht An nach erkennbar sinn, liesen ze kënnen.

ad 2. Zu dëser Fro ass ze soen, dass dat eng Standpunktfro ass. Ewéi an der Fro 1 beschriwwen, gëtt op den Autobunnen den allerhéchste Standard vun de verkeerstechneschen Equipementer gefrot an och applizéiert. Dat ass och dee Reseau, op deem d'autonom Fieren am sennvollsten ass an och viraussichtlech wäert fir d'Éischt erlaabt ginn, well hi grouss Distanzen nëmmen duerch motoriséiert Gefierer gefuer ginn, ouni déi vill Konfliktpunkten, déi op de Landstroossen oder an Uertschafte gi sinn.

Fir d'Landstroossen a virun allem enneruerts ass ze soen, dass an deene leschte Jorzéngten d'Marquagen esou ausgefouert gi sinn, dass de Chauffer a sengem Fuerverhale sensibiliséiert gëtt. Dat heescht, dass d'Ewechloosse vum Mëttelstréich zum Beispill, nottament an den Traverséien vun de Lokalitéiten an och op de schmuele Chemin-reprises, derzou gefouert huet, dass sech de Chauffer net méi um Mëttelsträifen orientéieren konnt a sech deemno ganz op seng ausgewise Spur huet misse konzentréieren, ouni duerch d'Duerf geleet ze ginn ewéi op Schinnen. De Chauffer muss sech also méi mat senger Umgebung ofginn an op déi aner Stroossennotzer an op Cyclisten a Foussgänger konzentréieren a Rücksicht huelen. Datselwecht gëllt fir d'30er-Zonen an d'Zones de rencontre, wou och nëmmen nach op e Minimum u Beschëlderung a Marquage zréckgegraff gëtt, fir d'Kohabitation vun all de Stroossennotzer ze verbesseren.

Déi autonom Gefierer mussen sech deementspriedend och un d'Umgebung upassen an net ëmgekéiert. Op Stroosse mat weinigen Gefierer, woufir sech iwwert déi leschte Joren europawäit déi Marquage-Standarden entwéckelt hunn, ass et méiglech, ouni iwerdriwwene Marquage an ouni iwwerdrivwe Stroossebeschëlderung auszekommen. D'autonom Fieren ass deementspriedend eréischt op deene kleng Stroossen an enneruerts applikabel, wann d'Fuerrassistenten déi Situatiounen auswerten a konfliktfräi meeschtere kënnen.

ad 3. Wann d'autonom Fieren op de Lëtzebuurger Stroossen zur Aktualitéit gëtt, wäert de Ministère fir Konsumentenschutz zesumme mam Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Thematik an eventuell domat verbundene Risiken informéieren.

Question 0509 (14.03.2019) de M. Max Hahn (DP) concernant l'utilisation de feux bleus clignotants par les médecins dans des cas d'urgence :

En cas d'urgence médicale, par exemple en cas d'un arrêt cardiaque, le temps de réaction des services de secours constitue un facteur décisif.

Dans le milieu rural souvent les médecins locaux peuvent se rendre plus vite sur les lieux d'un accident que les ambulances ou les véhicules du Service d'aide médicale urgente (SAMU).

Ainsi un approfondissement de la coopération des services de secours avec les médecins, surtout dans le milieu rural, n'améliorerait pas uniquement l'assistance médicale dans ces régions, mais aiderait aussi à sauver des vies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre entend-il modifier le Code de la route afin de permettre aux médecins de munir leur voiture de feux bleus clignotants et de sirènes pour les cas d'urgence, comme tel est déjà le cas à l'heure actuelle en Autriche ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il préciser les raisons pour lesquelles il y renonce ?

- Madame et Monsieur les Ministres prévoient-ils d'encourager l'approfondissement de la coopération entre services d'urgence et médecins pour ce qui est des urgences médicales ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils prendre dans ce sens ?

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que la mise en place d'un système d'information pour contacter le médecin le plus proche de l'endroit de l'incident, par exemple une application mobile ou un « pager », serait opportun ?

Réponse commune (17.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Actuellement, une modification en ce sens du Code de la route n'est pas prévue.

En effet, le Code de la route, dans ses articles 39 et 44, réserve l'usage des feux bleus clignotants en particulier aux véhicules de la Police grand-ducale, du CGDIS, de l'armée ou encore de l'Administration des douanes et accises, utilisés en service urgent.

Le nombre des véhicules pouvant être équipés de feux bleus est réduit à un strict minimum, afin de ne pas compromettre leur signification primordiale, à savoir l'approche d'un véhicule en service urgent exempt de restrictions en matière de priorité et de vitesse.

Autoriser l'équipement de véhicules privés avec des dispositifs sonores et lumineux spéciaux, tel que sollicité par l'honorable Député, risquerait d'engendrer une multitude de demandes similaires par d'autres groupes de personnes, banalisant ainsi l'utilisation de tels dispositifs.

D'ailleurs, la question de l'implication de médecins et d'autres professionnels de la santé ne doit pas être réduite à la question de savoir si les voitures privées de ces personnes peuvent être équipées de feux bleus clignotants et de sirènes, mais doit être abordée à partir de l'organisation générale du secours à personnes et de la prise en charge préhospitalière des urgences, qui sont depuis le 1^{er} juillet 2018 du ressort du CGDIS. Ce dernier prévoit de développer l'intégration, en tant que volontaires, de médecins et de certains professionnels de santé au sein de sa Direction médicale et de la santé dans le cadre de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, et à l'instar de ce qui se fait par exemple en France. Avant de pouvoir intervenir avec un véhicule équipé de feux bleus clignotants, il faut déjà que les médecins et professionnels de santé puissent être alertés par le Central des secours d'urgence CSU112 qui doit pouvoir les joindre et connaître leur disponibilité. Certains médecins généralistes et professionnels de santé participent au système dit « First Responder » mis en place par le CGDIS dans 61 communes à l'heure actuelle. Il est en effet important que les médecins et professionnels de santé participant au secours d'urgence à personne, soient familiarisés avec le fonctionnement et l'organisation des secours du CGDIS, et qu'ils soient parfaitement intégrés dans la chaîne de commandement et l'organisation des secours. Il faut en effet maintenir l'unicité du commandement et de l'organisation des secours qui étaient justement un des buts recherchés par la loi du 27 mars 2018 précitée. L'intégration de médecins et de professionnels de santé volontaires au sein du CGDIS permettra alors aussi de résoudre toutes les questions connexes comme l'organisation des astreintes, l'équipement, les formations, les assurances et l'indemnisation des personnes concernées.

Finalement, il y a lieu de rappeler que le Gouvernement a donné son accord pour mettre à disposition du CGDIS les moyens nécessaires afin d'améliorer à court terme la couverture du Service d'aide médicale urgente avec la mise

en place d'un quatrième vecteur terrestre. Dans le cadre du Plan national d'organisation des secours (PNOS), l'optimisation de cette couverture à moyen et à long terme sera analysée en détail conformément à l'article 87 de la loi du 27 mars 2018 précitée.

Dans ce même contexte, la loi hospitalière du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit d'ailleurs notamment la mise sur pied de réseaux de compétence (article 28), dont certains traitent d'urgences comme l'accident vasculaire cérébral (AVC). Il est prévu que ces réseaux permettent d'assurer une prise en charge interdisciplinaire intégrée des patients et donc, dans un cas comme l'AVC, une coopération entre les services d'urgence et les différents médecins et autres professionnels de la santé intervenants pour assurer la meilleure qualité des soins aux patients.

En outre différents acteurs concernés (notamment CGDIS, médecins généralistes, neurologues, cardiologues...) travaillent à la rédaction d'un plan national de lutte contre les maladies cardio-neuro-vasculaires qui couvrira entre autres les AVC et les arrêts cardiaques et qui abordera la prise en charge aiguë de ces pathologies qui sont les urgences vitales les plus fréquentes. Le plan national de lutte contre les maladies cardio-neuro-vasculaires, en s'appuyant sur l'expertise des professionnels concernés, évaluera les besoins en termes de développements de la télémédecine et l'e-médecine en général et des propositions pourraient être faites concernant les équipements recommandés par les sociétés savantes et les équipes des services d'urgence nationaux.

Question 0513 (15.03.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant **l'élargissement de l'Union européenne** :

An der Äntwert op d'Ried zur Aussepolitik vum Här Ausseminister de 14. März an der Chamber huet en Deputéierte vun der DP deklaréiert, eng méiglech EU-Erweiterung wär an der aktueller Situatioun als net opportun ze wäerten. Fir hien ze zitieren: „Ech soe ganz kloer am Numm vu menger Partei, datt mir et net als opportun ugesinn, fir elo Demarchen ze maaachen, d'Europäesch Unioun nach ze erweidderen. Dat géllt souwuel fir d'Tierkei wéi och fir d'Balkanstaten.“ Dës Ausso ass net identesch mam Koalitiounsaccord, wou geschriwwen steet: « La politique d'intégration européenne de tout État européen qui respecte les valeurs fondamentales de l'Union sera soutenue. » (Säit 214)

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Aussen- an Europaminister dës Fro stellen:

- Am Hannergrond vun der Diskrepanz tëschent den Aussoe vun der DP-Fraktioun an deenen am Koalitiounsvertrag, wéi eng Position vertritt d'Regierung an der weiderer europäescher Integratioun vun den aktuellen EU-Bäitrittscandidaten?

Réponse (04.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

D'Regierungsposition zu der Erweiterungspolitik vun der Europäescher Unioun ass am Koalitiounsaccord 2018-2023 festgehalten. D'europäesch Integratiounspolitik vun all europäeschem Stat, deen d'Grondwäerter vun der Unioun deelt, gëtt ënnerstëtzt. De Schwéierpunkt vun dëser Bäitrittspolitik muss op dem Respekt vun de Kopenhagener Kritären an op enger Beuerteelung vun all Land opgrond vum Prinzip vun der eegener Leeschtung leien, woubäi d'Integratiounsfäegkeet vun der Europäescher Unioun berücksichtegt muss ginn. Besonnesch Opmierksamkeet gëtt gebraucht, wann et ëm de Respekt vum Rechtsstat, ëm d'Grondfräiheeten an d'Grondrechter, souwéi ëm déi gutt Relatioun mat den Nopere geet.

Question 0515 (15.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant **la piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg** :

Depuis l'année 2013, il est évident que la piste d'atterrissage de notre aéroport national Findel doit être rénovée de fond en comble et ceci pour la première fois depuis 1954.

La date du début des travaux a été retardée à plusieurs reprises étant donné la complexité du projet.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quel est l'état d'avancement de la planification du projet de rénovation de la piste.

- Dans quels délais les travaux pourront-ils commencer et quelle en sera la durée prévisible ?

- Quel sera l'impact sur l'activité quotidienne de l'aéroport national ?

- Quels arrangements ont d'ores et déjà été trouvés avec les aéroports de la Grande Région ?

- Quel est le coût total estimé du projet et quelle en sera la part de l'État luxembourgeois ?

- De quelle manière cet engagement financier sera-t-il comptabilisé pour la détermination de l'effort en matière de défense du Luxembourg dans le cadre de l'OTAN ?

Réponse (23.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Les questions posées par Monsieur le Député, Mars Di Bartolomeo, font actuellement l'objet d'études approfondies dans le cadre de la finalisation du cahier des charges de l'appel d'offres y relatif par la société lux-Airport et ceci en vue de pouvoir choisir les options optimales dans l'intérêt de tous les intervenants. Par conséquent, il y a lieu d'attendre les résultats des dites vérifications qui seront finalisées avant l'automne 2019 avant de pouvoir y répondre de manière définitive.

Question 0516 (18.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant **la création artistique dans le cadre de grands projets de construction d'édifices** :

Depuis 1999, l'État luxembourgeois s'est donné comme objectif d'investir lors de la réalisation de grands projets de construction d'édifices 1 % du coût total dans la création artistique. Le même règlement vaut pour les édifices réalisés par les communes et les établissements publics bénéficiant de subventions substantielles de la part de l'État.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Culture dans quelle mesure ces engagements ont été respectés ?

- Quels projets artistiques importants ont pu être réalisés dans ce cadre et qui sont les créateurs qui les ont réalisés ?

Réponse commune (25.04.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

L'objectif de promouvoir la création artistique dans le cadre de grands projets de construction d'édifices a été chiffré à hauteur de 1 % dans le cadre du dispositif aujourd'hui porté par la loi du 15 décembre 2014 et le règlement grand-ducal du 2 septembre 2015.

L'Administration des bâtiments publics a systématiquement observé ce règlement pour tous les nouveaux projets de construction et des rénovations complètes de bâtiments. En effet, depuis 1999, une quarantaine de bâtiments ont été dotés d'une ou de plusieurs œuvres d'art, dont le détail avec l'artiste ainsi que la description de l'œuvre se trouve dans la liste en annexe. Actuellement, sept projets sont en cours d'être réalisés et seront achevés au courant de cette année.

Outre l'Administration des bâtiments publics, quelques institutions privées non visées par la loi du 15 décembre 2014, mais désireux d'appliquer le pourcentage visé, ont contacté la commission de l'aménagement artistique afin d'être conseillées dans leurs démarches.

En revanche, nous ne disposons pas d'informations chiffrées relatives à l'application des dispositions législatives par les communes.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 0517 (18.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **les incidents sur la ligne ferroviaire Wasserbillig-Luxembourg survenus le 16 mars 2019** :

An der Nuecht vum 16. op de 17. März ass et zu zwee schwéieren Tëschefäll am Zesammenhang mat der Eisebunn komm, een zu Eiter, wou zwee Mataarbechter vun den CFL brutal zesummegeschloe goufen, an en zweeten, wou en Zuch e Metallstéck op de Schinnen ze pake krut, wat eng potenziell grouss Gefor duergestallt huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Innenminister dës Fro stellen:

1. Wéi séier waren d'Interventions- an d'Hëllefsgesichter op deenen zwou Plazen? Wéi vill Leit hätt d'Police a wéi engem Zäitraum zur Verfügung gehat, wann déi éischt Beamten op der Plaz dee Grupp vun zéng verdächtige Persounen nach begéint hätten?

2. Wéini gëtt eng Täterbeschreibung publizéiert, fir datt d'Leit kënnen bei der Sich no deene verdächtige Persoune mathëllefen? Firwat ass bis haut, Méindeg, nach keng Täterbeschreibung publizéiert ginn? Krut d'Police Instruktiounen, fir keng Täterbeschreibungen ze publizéieren?

3. Gëtt et Kameraen op de Garen a laansch d'Eisebunnsstrecken, fir d'Sécherheet vun de Leit an den Infrastrukturen ze verbessern? Wann net, ass dru geduecht, fir esou Kameraen ze installéieren?

4. Wéi eng Moosname wëllt d'Regierung huelen, fir d'Sécherheet op de Garen, an den Zich an op den Eisebunnsstrecke kuerzfristeg ze verbessern?

5. E Communiqué vun enger Gewerkschaft fuedert, datt d'Politik sech verstärkt ëm den Thema „Gewalt“ am ëffentlechen Transport këmmert. Wéi dacks hunn d'Sécherheetskäften an de leschte fënnf Joer wéinst physischer Gewalt oder Stéierung vun der Rou am ëffentlechen Transport missen agräifen, wéi dacks déi privat Sécherheetskäften, déi d'CFL engagéiert huet?

Réponse commune (17.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. Am Tëschefall vum 16. März 2019, wou zwee Mataarbechter vun den CFL aggresséiert goufen, ass d'Police um 23:44 Auer a Kenntnis gesat ginn. Eng Patroull vum C3R Remich/Mondorf war manner wéi zéng Minutten drop, um 23:53 Auer, op der Plaz. D'Situatioun op der Plaz huet keng weider Verstärkung vu Police-Patroullen erfuerdert. Zu dësem Zäitpunkt waren awer nach iwwer eng Dose Patroullen eleng aus de Police-Regiounen Centre-Est a Capitale am Déngsch, déi zu all Moment bannent kierzester Zäit hätte kënnen ugefuerdert ginn.

Den Tëschefall vum 17. März 2019 (Metallstéck op de Schinnen) krut d'Police eréischt deeselwechten Dag um 12:11 Auer vun engem Mataarbechter vun der Eisebunn zougedroen, obwuel dës Fait scho soll um 04:30 Auer constatéiert gi sinn.

Wat d'Rettungsdéngsichter betrëfft, goufen zwou Ambulanzen, notamment eng vu Réimech an eng vu Beetebuerg, alarméiert. D'Ambulanz vu Réimech gouf um 00:01 alertéiert a war um 00:11 op der Asazplaz zu Eiter. D'Ambulanz vu Beetebuerg gouf op der Ufaart ofbestallt.

ad 2. Prinzipiell gëtt d'Police an esou Fäll ëmmer eng Täterbeschreibung eraus, ausser wann net genuch Elementer do sinn, déi zu enger Identifikatioun vun den Täter ka féieren oder awer et kontraproduktiv am Sënn vun der Enquête ass, esou eng Beschreibung erauszeginn.

ad 3. Am Joer 2018 ware 424 Kameraen an de Garen an op den Arrëten installéiert. Dat heescht, 80 % vun de Reesende passéieren op den Arrëten oder Garen ënner Videoiwwerwachung. Am Generelle sinn d'Kameraen op deene meeschtbesichte Plazen, besonnesch vun deene Jonken, an och systematesch an der Émgégend vun de Lifter an de Parking placéiert. Déi nei Arrëten oder Garé si vu virera mat Kameraen ageriicht an een Asatzplang vun de Kameraen op den Arrëten oder Garen ass am gaangen ausgeschafft ze ginn. Kuerzfristeg wäerten all Garen an all Arrëte mat Kameraen ageriicht sinn.

Dat ganz Rullmaterial, mat Ausnam vun den Automotricen Z2, déi deemächst ersat gi mat niem Material, dat am November 2018 vun den CFL bei Alstom bestallt ginn ass, sinn ageriicht mat Iwwerwachungskameraen.

ad 4. - D'Ausbaue vun der Videoiwwerwachung an de Garen an op den Arrëten.

- D'Präsenz vu 35 SOS-Sailen fir Hëllef ze ruffen op de Quai vu 14 Garen an Arrëten.

- D'Formatioun vun Personal am Kontakt mam Client an der Matière Konfliktmanagement. An deene leschte fënnf Joer hunn 263 Agenten, dovun haaptsächlech Zuchbegleeder (108), Fahrdienstleiter oder Aufsichtsbeamten (108), eng Formatioun „Konflikter mat Clienten ausdroen“ absolviert.



- D'Verstärkung vun der Präsenz vum externe Sécherheetspersonal (Dusmann) an den Zich (ongeféier 10 % vun den Zich gi momentan begleet a punktuell verstärkt).

- D'Verstärkung vun der Präsenz vum externe Sécherheetspersonal an Zesummenaarbecht mam CFL-Personal an de Garé Lëtzebuerg, Ettelbréck, Péiteng, Beetebuerg, Esch/Uelzecht, Miersch, Waasserbëlleg, Dummeldeng, Belval-Université a Rodange.

- D'Präsenz vun der Police oder Agente vun der Douane (sporadesch).

- Nationale souwéi internationale Benchmarking iwwer präventiv Moossnamen am öffentlechen Transport.

ad 5. D'Datebanke vun der Police erlaabt net, eng detailléiert Recherche op sämtlech Incidenten zum Thema Gewalt am öffentlechen Transport ze maachen. An dese Fäll ass entweder eng Plainte agereecht oder e Constat vun der Police gemaach ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wat d'Meldunge bei der Police oder d'Ärzt hiren Asaz betrëfft, esou waren et fir d'Infrastrukture géint CFL-Personal (Zuchbegleeder, Aufsichtsbeamten, Agenten am Guichet...) am Joer 2017 110 Fäll, am Joer 2018 111 Fäll an an dësem éischten Trimester 24 Fäll. Opgroung vun enger Aggressioun géint een CFL-Beamte waren et am Joer 2017 68 Fäll, am Joer 2018 66 Fäll a fir dëst Joer 15 Fäll.

Weint Aggressioun géint Drëttpersounen (z. B. Reesender) war op Üfro vun den CFL am Joer 2018 an zwielef Fäll an am éischten Trimester 2019 an dräi Fäll d'Police am Asaz oder ass Meldung bei hinne gemaach ginn.

Bei verschidde Aggressionsfäll, déi vun der externer Sécherheetsfirma opgeholl goufen, war d'Police ebenfalls am Asaz.

Folgend Statistik weist déi ënnerschiddlech Virfäll am öffentlechen Transport op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 0522 (19.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **Centre national de recherche archéologique** :

De Centre national de recherche archéologique (CNRA) schafft am Beräich vum Erweideren, Intégréieren an Erhale vun eisem nationale Patrimoine an domat natierlech fir d'Lëtzebuerg Kultur. Aus deem Grond ass et entscheidend, datt d'national Politik hei mat nohalteger Perspektiv dat néidegt Engagement opbréngt an am Dénsgsch vum archeologeschen Ierwen, an domat der Kultur allgemeng, handelt.

An deem Kontext weilt ech der Madamm Kulturministerin gären folgend Froen stellen:

1. Anscheinend gëtt et e grouse Retard am Opschaffen vum verschidde Gruewungen. Ass den CNRA personell, finanziell a vun de Strukturen hier esou equipéiert, datt hien déi vill Aarbecht packen kann? Wa jo, a wéi enger Delaien?
2. Ass genuch Plaz do, fir déi gesammelt Objete archeologesch ze ënnersichen, ze lagere oder ze erhalen? Wann neen, gëtt et Pläng, fir d'raimlech Situatioun vum CNRA ze verbessere?
3. Ginn et konkret Beméiunge fir d'Moderniséieren an d'Professionaliséieren vun der Archeologie zu Lëtzebuerg? Wa jo, wouraus bestinn déi Beméiungen?
4. E groussen Deel vun der Aarbecht zu Lëtzebuerg ass scho bal traditionell vu fräiwëllegen Archeologiebegeeschte gemaach ginn. Bleift fir déi Leit mat ville Verdénsgschter nach Plaz an deem uviséierte méi professionelle Kader?
5. Den CNRA wier frou iwwer méi Autonomie am Kader vum Schafe vun engem Institut du patrimoine. Wéi wäit ass esou e Projet?
6. Iwwer wat fir Weeër wëllt d'Regierung e bessert Aneneegräife vu Schantercher a vun archeologeschen Noutgruewungen op esou Plaze garantéieren? Ginn do aktuell nei Prozeduren ënnersicht a méi finanziell Mëttele virgesinn? Wéini ass mat konkrete Schrëtt ze rechnen?
7. Ginn nieft den Noutgruewungen och proaktiv Gruewunge gemaach, fir den archeologesche Patrimoine ze erweideren?

Réponse (29.04.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Dem honorablen Deputéierten seng Fro viséiert de Centre national de recherche archéologique (CNRA) a sengem Statut a Fonctionnement, soudass et néideg schéngt, de Kader vun där Aarbecht ze erklären.

Den CNRA an d'Archeologie zu Lëtzebuerg generell befanne sech an enger Moderniséierungsphas. Zënter dem Gesetz vum 7. Dezember 2016, dat d'europäesch Konventioun vu La Valette iwwert d'Protectioun vum archeologesche Patrimoine an d'Lëtzebuerg Recht integréiert huet, ass mat der Archeologie préventive d'Notioun vun der sougenannter „integriierter Konservatioun“ agefouert ginn. Dës erlaabt et, d'kulturell Ressourcen am Respekt vun den Exigence vun de geplangte Bauaarbechten ze schützen: De Schutz gëtt virun de Bauaarbechten ugeluecht, soudass den CNRA an deem Fall och méi séier mat agebonne gëtt, fir direkt e Sondage diagnostique um Terrain ze maachen. D'Method vum Sondage diagnostique erlaabt et, ouni invasiv Gruewunge feststellen, ob sech fir d'Archeologie interessant Géigstänn um Site befannen.

Dëse Wiessel u sech erlaabt et dem CNRA also schonn net just méi fréi, mä dacks och méi séier ze intervenéieren, wéi dat fir aner Type vun Ausgruewungen, a ganz besonnesch fir Noutgruewungen de Fall ass. Donieft gëtt dës Approche och de Bauhäre méi Rechtssécherheet.

1. Keen ongewéinleche Retard am Opschaffen vun de Gruewungen

Et imposéiere sech dem CNRA Delaien, déi et gëllt ze respektéieren an déi jee no den Emstänn effektiv zu Retarde féiere kënnen. Et sinn dës, wat den CNRA ueget, besonnesch d'Exigence vun der Marché-public-Legislatioun. Allerdéngs kann et och zu Verspéidunge kommen, wann den CNRA en Depassement vu sengem Budget muss ufroen.

Den CNRA huet an de leschte fënnf Joer 186 archeologesch Ausgruewungen a Sondagen duerchgefouert.

Och professionell ass den CNRA relativ gutt opgestallt, obschonn en déi ufalend Aarbecht nach besser kéint duerchféieren, wann en iwwer méi Personal verfüge géif. D'Commission d'économies et de rationalisation (CER) huet dem CNRA fir d'Joer 2018 de Rekrutement vun dräi weidere Mataarbechter erlaabt.

2. D'raimlech Situatioun vum CNRA

De facto féiert d'Multiplikatioun vun den Interventioun vum CNRA dozou, dass méi ze stockéierend Material virläit. Et dierft allerdéngs net zu engem Plazproblem kommen, vu dass an de leschten zwee Joer an Zesummenaarbecht mam Mobilitéits- an Travaux-publics-Ministère en neien Depot zu Miersch geschaaft ginn ass. Deen Depot soll nach dëst Joer opgoen.

3. Beméiunge fir d'Professionaliséierung a Moderniséierung vun der Archeologie zu Lëtzebuerg

D'Lëtzebuerg Archeologie, an den CNRA virop, sinn, wéi schonn erwäant, am Embroch, besonnesch ënnert dem Afloss vun der präventiver Archeologie, zukünfteg och nach ënnert dem neie Patrimoine-Gesetz. D'Professionaliséierung a Moderniséierung ass an deem Kontext eng evident Ambitioun, déi souwisou zënter dem Gesetz vum 21. März 1966 iwwert d'Gruewungen an de Schutz vum Patrimoine erwünscht ginn ass.

Dëst geschitt duerch eng Evolutioun vun den administrative Prozeduren, de wëssenschaftlechen Evaluatiounsmethoden, der Formatioun vum eegene Personal oder och vu spezialiséierte Privatbetriber (organiséiert vum IFSB a vun der Uni Lëtzebuerg). Doriwwer eraus sinn och konkret Projete op den archeologesche Sitten ugeduecht.

4. Émmer eng Plaz fir Fräiwëlleger

D'Lëtzebuerg Archeologie profitéiert traditionell substanzieel vun der Hëllef vu Fräiwëllegen, déi hir Aarbechten ënnerstëtzen. Fir déi bleift och sécher Plaz am neien, professionaliséierte Kader. Déi staatlech Servicer hunn an deem Kader eng Observatiouns-, Kontroll- a Berodungsfunktioun. Den CNRA ass och an engem Kontakt mat der Lëtzebuerg Associatioun fir Archeologie. Verschidde Sitte sinn allerdéngs aus Sécherheetsgrënn net fir Fräiwëlleger accessibel, dat besonnesch am städtesche Raum.

5. Gewënschte Stärkung vun der Autonomie vum CNRA

Et gëllt op alle Fall, dem CNRA seng Autonomie ze stärke; a wéi enger Form gëtt am Kader vun zukünfteg Projete de loi gekläert. Allerdéngs ginn d'Iwwerleeungen zu den eventuell néidege Restrukturatiounen am Kultursecteur wäit iwwert d'Fro vum Statut vum CNRA

eraus, fir all d'Aspekter vun der Gouvernance culturelle ze konkretiséieren.

6. E bessert Aneneegräife vu Schantercher an archeologeschen Noutgruewungen

Et soll an Zukunft esou wäit wéi méiglech op Noutgruewunge verzicht ginn. De Kulturministère an den CNRA sinn amgaangen, e Guide ze elaboréieren, fir och privat Amenageure besser an hiren Demarchen ze begleeden.

7. Proaktiv Gruewungen, fir den archeologesche Patrimoine ze erweideren

Wéi scho präziséiert, gëtt et zënter Dezember 2016 eng nei Legislatioun, déi iwwert d'Zesummespill vun der Archeologie préventive mam Effort vun enger integriierter Konservatioun versicht, proaktiv ze agéieren.

Nieft den Noutgruewungen, déi mat Bauprojeten uechtert d'Land verbonne sinn, bleift den CNRA awer och derfir zoustänneg, am Kader vu proaktive Gruewungen d'Iwwerreschter aus vergaangenen Zäiten zu Lëtzebuerg ze erfuerschen an ze dokumentéieren. Am Moment ginn esou Ausgruewungen um Péitenger Tëtelberg an zu Schieren gemaach. Dat wäert sécher och an Zukunft de Fall sinn, vu dass et duerch land- oder forstwirtschaftlech Mesuren ëmmer nees (duerch Buedemerosioun, Plouen, Renaturéierungen) zu archeologeschen Entdeckunge kënn.

Question 0524 (19.03.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **cannabis médical** :

Mam Gesetz vum 20. Juli 2018 ass d'Méiglechkeet, Cannabis aus medezinnesche Grënn ze verschreiwen, am Grand-Duché agefouert ginn. D'Gesetz gesäit d'Konditiounen vir, ënnert deenen d'Doktere Cannabis verschreiwe kënnen, deen d'Patienten dann an enger vun de véier Spidolsapdikten kënnen ofhuelen.

Informatiounen vun der Press no gouf am Dezember en Accord tëscht der Regierung an enger kanadescher Sociéité, déi medezinnesche Cannabis produzéiert, ofgeschloss an et goufen 20 Kilogramm Cannabisbléien op Lëtzebuerg geliwwert, déi säit dem 5. Februar 2019 dierfen u Patienten delivréiert ginn.

An dësem Kontext géif ech gären folgend Froen un den Här Gesondheitsminister stellen:

1. Wéi vill Dokteren, déi am Grand-Duché praktizéieren, hu bis elo d'Formatioun gemaach, fir medezinnesche Cannabis dierfen ze verschreiwen? Wéi vill Generalisten a wéi vill Spezialisten?
2. Wéi vill medezinnesche Cannabis gouf scho verschriwwen an u wéi vill Patienten?
3. Aus wéi enge Grënn gëtt et de medezinnesche Cannabis am Moment just a Form vu Bléien, wëssend, datt hei d'Notzung an den Dosage vill méi schwéier sinn, och well d'Konzentratioun an de Bléie variéiert? Firwat gräife mir net wéi am Ausland och zum Beispill op Uelech zrëck?

Réponse (17.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Ëm déi 250 Dokteren hunn d'Formatioun gemaach, an dovun sinn zwee Drëttel Generalisten.

ad 2. Iwwer 120 Patienter krute bis haut medezinnesche Cannabis verschriwwen. D'Quantitéit u Cannabisbléien, déi verschriwwen ginn ass, entsprécht ongeféier 7 Kilogramm.

ad 3. An der Ulaphas vum Cannabis médical Enn 2018 war et aus logistesche Grënn net méiglech, all Uelecher ze kréien. Dës Produite sinn awer elo an engem Marché public, dee viru Kuerzem publizéiert gouf, mat virgesinn, soudass ee kann dermat rechnen, dass am leschte Semester vun 2019 all dës Produiten och an de Spidolsapdikten ze kréie sinn.

Question 0525 (19.03.2019) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34** :

En 2016, dans sa réponse à une question parlementaire concernant l'optimisation du trafic sur la N6 depuis Steinfort vers Luxembourg, Monsieur le Ministre m'avait renseigné que la « Division de la voirie de Luxembourg est en train de planifier un projet concernant l'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34. Ce projet, dont le dossier de soumission est actuellement en cours de finalisation, prévoit l'optimisation de cette section par l'ajout d'une voie de circulation entre le carrefour N6/CR163 et le giratoire N6/N34

ainsi qu'une meilleure répartition des voies existantes entre le trafic individuel et les transports en commun routiers ».

En outre, Monsieur le Ministre avait annoncé un projet pilote pour une gestion centralisée des feux tricolores entre Steinfort et la ville de Luxembourg « dans le but de mieux gérer le trafic motorisé, d'améliorer la performance du transport public par bus et de mieux tenir compte de la mobilité douce. Ce concept prévoit, d'une part, la création d'une centrale de gestion à distance du trafic auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de pouvoir gérer à distance toutes les installations de feux tricolores y connectées dans le pays. D'autre part, il est prévu que dans une première phase les feux tricolores sur la N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen soient exploités par l'Administration des ponts et chaussées et connectés à la nouvelle centrale de gestion à distance du trafic. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quand est-ce que les mesures annoncées en 2016, à savoir l'ajout d'une voie de circulation entre le carrefour N6/CR163 et le giratoire N6/N34 ainsi qu'une meilleure répartition des voies existantes entre le trafic individuel et les transports en commun routiers, seront réalisées ?

- Le projet pilote de la gestion centralisée de feux tricolores a-t-il contribué à une meilleure fluidité du trafic sur le tronçon en question ?

Réponse (09.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Le projet du réaménagement du tronçon routier en question, qui intègre bien entendu les carrefours N6/CR163 et N6/N34, a évolué depuis l'année 2016, compte tenu des questions foncières et de l'évolution du concept d'exploitation des autobus.

Les accords nécessaires pour résoudre les questions d'emprises ont pu être négociés entre-temps. En outre, il a été décidé de prendre des dispositions supplémentaires en faveur des transports en commun sur le site du campus des écoles, notamment en ajoutant une sortie supplémentaire pour autobus sur la N6 au « Tosseberg ».

Les dossiers d'adjudication du volet génie civil et des nouvelles installations tricolores ont été adaptés et il est prévu de lancer les appels d'offres sous peu.

La gestion centralisée des feux tricolores sur le réseau étatique se fait à partir d'une centrale de gestion à distance qui surveille en permanence les installations de feux tricolores, les coordonne et permet une intervention à distance lorsque des incidents surviennent. Il va de soi que les installations de terrain doivent être connectées à cette centrale et que leur fonctionnement, notamment en réaction aux différentes situations de trafic, doit être assuré en permanence.

Actuellement, l'Administration des ponts et chaussées dispose de 73 installations de feux tricolores, dont 35 sont aujourd'hui déjà gérées à distance par un système intermédiaire et provisoire. Les études pour la mise en place de la centrale de gestion à distance définitive ont récemment été finalisées et l'architecture informatique de ce système, les interfaces avec d'autres centrales (p. ex. le CITA ou celles des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette), la compatibilité avec la directive européenne sur les systèmes de transport intelligents (STI) ainsi que le concept pour la migration des installations de feux tricolores existantes et leurs interfaces informatiques ont été définis. En outre, les préparations pour la phase de soumission sont en cours.

Quant à l'état d'avancement du volet « coordination des feux tricolores », des projets sont actuellement en cours de planification sur la N6 entre la ville de Luxembourg et Steinfort, sur la N2 dans la traversée de Remich et sur la N5 dans la traversée de Bascharage / Helfenterbruck. Par ailleurs, 79 nouvelles installations à travers le pays sont en cours de planification par l'Administration des ponts et chaussées.

En ce qui concerne le tronçon de la N6, l'Administration des ponts et chaussées a repris les installations existantes des communes concernées en fin de l'année 2017 afin de pouvoir appliquer le principe de coordination, c'est-à-dire une coordination des temps verts des feux tricolores sur des intersections consécutives d'une même section. Pour mettre en place cette coordination, des études ont été lancées mi-2018 en vue de recenser le trafic, d'analyser la compatibilité technique de ces installations et de définir des principes pour leur fonctionnement et leur programmation. En ce qui concerne la compatibilité technique, il est à

noter que les installations reprises datent de 1995-2014 et doivent pour la plupart être remplacées afin de pouvoir être connectées à la centrale de gestion. Ce remplacement est prévu en plusieurs phases et la première phase débutera en 2019. Quant au fonctionnement des installations en place, il a été constaté que ces dernières présentent un niveau de service insuffisant dû à des programmations trop vieilles et non adaptées au trafic réel ou à des dysfonctionnements suite à des défauts techniques non résolus avant leur reprise par l'Administration des ponts et chaussées.

Il importe finalement de souligner que la modernisation des installations, une programmation moderne et sophistiquée et la connexion à la centrale de gestion à distance devraient permettre des gains importants de vitesse commerciale de l'ordre de 10 km/h dans la direction prépondérante aux heures de pointe.

Question 0528 (19.03.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant l'**Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA)** :

L'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) est en charge de la bonne application des textes réglementaires par rapport aux services de médias audiovisuels. Il appert que l'ALIA n'a plus publié de rapports annuels, ni de comptes annuels depuis l'exercice 2015. Les derniers rapports disponibles sur le site de l'autorité sont ceux de 2014 et de 2015. En effet, dans leur dernier rapport, envoyé seulement au mois de janvier 2019 à la Chambre des Députés, l'ALIA précise le « retard non négligeable pour des raisons en grande partie indépendantes de la volonté de l'Autorité (...) ».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons exactes pour lesquelles l'ALIA n'a pu publier ni les rapports ni les comptes annuels suivant l'exercice 2015 ?

- Selon Monsieur le Ministre, quand l'ALIA sera-t-elle en mesure de présenter et de publier les rapports en suspens ?

Réponse (18.04.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

L'ALIA, en tant qu'autorité indépendante, est en charge de sa propre gestion administrative et financière au quotidien.

Depuis sa création en 2013, l'ALIA a publié les rapports et comptes annuels des années 2014 et 2015.

Les comptes annuels des années 2016 et 2017 sont en phase de finalisation et devront être publiés sous peu : le rapport financier de l'exercice 2016 est actuellement en cours de finalisation par le réviseur d'entreprise ; les travaux pour l'exercice 2017 se trouvent à un stade avancé, mais nécessitent la clôture du rapport de 2016 pour pouvoir être finalisés.

Le retard dans la présentation des rapports et comptes annuels résulte de l'accumulation de plusieurs problèmes structurels, dont notamment la mise en place des effectifs de l'Autorité qui s'est avérée plus compliquée et plus lente que prévu initialement, créant ainsi un certain retard au bon fonctionnement interne de l'Autorité durant les premières années de son existence.

La Cour des comptes a d'ailleurs déjà remis deux rapports (avril 2016 et octobre 2017) suite à un contrôle approfondi des comptes et du fonctionnement de l'Autorité et n'a relevé aucune irrégularité majeure. Un troisième contrôle est prévu au courant de l'année 2019.

Question 0530 (20.03.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **temps de travail de la Police grand-ducale** :

Aus Kresser vun der Police héiert een eng Rei vu Suergen, déi dacks am Zesammenhang mat de Personalproblemer um Terrain stinn. Och héiert een, datt den Här Minister sech net géif genuch ëm d'Police këmmen oder Aussoen iwwert d'Police maachen, déi dem Optrag vun der Police net entsprechen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Aarbeitsrecht, souwuel wat national wéi och europäesch Dispositiounen ugeet, an der Police a vollem Ëmfank agehale gëtt? Wéi schätzt den Här Minister déi Kloe vun enger

grousser Gewerkschaft an, datt d'Aarbeitsrecht an der Police net géif respektéiert ginn, an dat net nëmmen an engem Noutfall?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt et opportun wär, en Audit iwwert d'Anhale vum Arbeitsrecht an der Police maachen ze loosser, eventuell mat Bedeelegung vun der Generalinspektioun vun der Police?

3. Wéi vill Poliziste missten am aktiven Déngscht stoen, fir datt d'Police, ënner Berécksichtigung vu sämtlechen arbeitsrechtlichen Dispositiounen, all hir Strukturen, a vollem Ëmfank an esou wéi an den Organigramme virgesinn, kéint zu all Abléck optimal funktionéieren loosser (ënner Berécksichtigung vu Reserven, fir zum Beispill eng statistesch ermëttelt duerchschnëttlech Zuel vu Congéen, Familljecongéen oder Krankheitsfäll auszegläichen)?

4. Ass et wouer, datt den Här Minister eng Ausso an dësem Sënn viru Poliziste gemaach huet: „Wéinst dem Populismus misst d'Police net méi kucken, op der Säit vum Recht ze sinn, mä misst kucken, datt d'Recht op der richteger Säit ass.“ Bekennt sech den Här Minister zum Prinzip vun enger politesch neutraler Police am Déngscht vum Rechtsstat?

Réponse (15.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. De Minister verweist op d'Antwort von der parlamentarescher Fro N° 0203 vom 15. Januar 2019.

ad 2. D'Aarbeitsrecht an d'Aarbeitszäitorganisatioun vun der Police gi vum Ministère fir bannenzeg Sécherheet a vum Ministère fir d'Fonction publique kontrolléiert. No enger gemeinsamer Sëtzung mat der CGFP an de Gewerkschafte vun der Police den 3. Abrëll 2019, gëtt elo e gemeinsamen Accord iwwert d'Aarbeitszäit- an d'Aarbeitsorganisatioun ausgeschafft.

ad 3. Bedéngt virun allem duerch Departen aus der Police, Detachementer an aner Verwaltungen oder d'Schafte vun neie Posten am Kontext vun neie Missiounen, déi d'Police muss iwwerhuelen, sinn de Moment ronn 50 Plazen, déi am Organigramm vun der Police virgesi sinn, net besat.

Des Weidere si ronn 200 Beamten am Congé parental, Congé de maternité, Congé sans traitement oder am Service à temps partiel mat Tauxen, déi tëscht 25 an 90 % leien.

Fir dës an aner Absenzen (Krankheitsfäll, Congé formation, Congé jeunesse, ...) ze kompenséieren a fir am Aklang mat deene verschiddenen arbeitsrechtliche Bestëmmungen ze bleiwen, muss kuerzfristeg bis zu 300 Beamten agestellt ginn. Dëst bedeit ee gréisseren Effort am Rekrutement bei de Polizisten a beim Zivillpersonal, dee sech iwwer e puer Joren zéie wäert an den och esou am Koalitionsaccord festgehalte gouf.

En optimale Fonctionnement vun alle Servicer ass iwwerdeems nëmme méiglech, wann zousätzlech eng gewisse Flexibiliséierung vun de Schaffzäiten agefouert ka ginn, esou wéi dat schonns an der Antwort op déi virdrun erwänt parlamentaresch Ufro annonciéiert gouf.

ad 4. De Minister ass der Meenung, dass d'Police, wéi iwwregens all staatlech Administratioun, am Déngscht vun all Bierger muss stoen an dofir strikt politesch neutral muss sinn.

Question 0532 (20.03.2019) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **arrêts des transports publics** :

Il me revient qu'à la gare de Pfaffenthal, les voyageurs sont souvent exposés à un vent coulis, ceci notamment bien plus qu'à d'autres gares. Malheureusement il n'y aurait guère de possibilité de se mettre à l'abri. De même, les arrêts de tram au Kirchberg et à Luxembourgville n'offriraient pas assez de protection en cas de temps mauvais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique ?

- Cette problématique n'a-t-elle pas été considérée lors de la planification des arrêts ?

- Monsieur le Ministre entend-il faire construire un abri pour les voyageurs attendant leur train ? Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour remédier à la situation ?

- De quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il améliorer la protection contre le mauvais temps sur les arrêts de tram ?

Réponse (17.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Tout en étant conscient du fait qu'il est désagréable d'attendre le train ou le tram pendant de mauvaises conditions météorologiques, il m'importe d'évoquer que la renonciation d'aménager des salles d'attente s'explique par le souci de vouloir éviter ou réduire à un minimum des actes de vandalisme, inclus les conséquences négatives pour les voyageurs (sentiment d'insécurité) et des frais en résultant (réparations de l'équipement, enlèvement de graffitis, etc.). L'arrêt train Pfaffenthal-Kirchberg et la plateforme constituent a priori des zones de passage et ne sont pas destinés d'être des zones « d'attente ».

Néanmoins, afin de répondre dans la mesure du possible au souhait exprimé par les voyageurs, une étude de faisabilité pour équiper la plateforme supérieure de la gare de Pfaffenthal-Kirchberg avec des abris protégeant efficacement du vent a été lancée, mais sans installation de chauffage. L'installation de tels équipements sur des quais ne sera que difficilement possible vu l'encombrement nécessaire et l'obligation de respecter toutes les spécifications techniques d'interopérabilité au niveau européen.

Le réseau tramway a été conçu avec des aménagements et des mobiliers qui encouragent l'usage des transports publics en toute sécurité tout en proposant une insertion urbaine de très grande qualité.

Les stations tramway sont équipées, selon le meilleur standard européen, avec quatre abris voyageur d'une longueur de 7,86 m chacun, soit une protection optimale pour les voyageurs qui disposent d'une surface totale de 50 m² par station. Les abris tramway ont été dessinés par le designer Marc Aurel et permettent une attente des voyageurs debout ou assis sur des bancs intégrés et dans des conditions de protection similaires aux abris bus de la ville de Luxembourg.

À l'évidence l'augmentation programmée de la fréquence du tramway qui passera progressivement de six à trois minutes diminuera significativement les temps d'attente des passagers sur les quais.

Pour améliorer encore notre qualité de service offerte aux usagers des transports publics, nous installons actuellement deux abris voyageurs en complément de l'auvent du pôle d'échange Luxexpo.

Question 0534 (21.03.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**agriculture biologique** :

Laut Regierungsprogramm solle bis d'Joer 2025 ronn 20 % biologesch Produkter aus der Landwirtschaft kommen. Laut offizieller Statistik waren zum Enn vum Joer 2017 ronn 132 Produzenten bei der ASTA als Bioproduzenten gemellt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wéi gedenkt d'Regierung virzegoen, fir dat Zil vun deenen 20 % biologescher landwirtschaftlecher Produktioun ze erreechen?

2. Wéi vill Prozent vun de Produkter aus der Lëtzebuurger landwirtschaftlecher Produktioun koumen d'lescht Joer vu Bioproduzenten?

3. Wéi vill Prozent vun dëse Bioprodukter sinn an de leschte fënnf Joer och reell als Bioprodukter verkaaft ginn, also och als solch gekennzeechent ginn? Wéi deelen déi sech no Kategorien op, ewéi zum Beispill Mëlch, eenzel Fleeschzorten, Eeër, Geméis, Uebst an esou weiter?

4. Wéi vill Prozent vun de Bioprodukter sinn zu Lëtzebuerg an de leschte fënnf Joer an de konventionelle Consommationscircuit gefloss, déi also net als Bioprodukter gekennzeechent goufen?

5. Wéi vill Prozent Bioprodukter goufen d'lescht Joer aus dem Ausland importéiert a wéi deelen dës sech - no Land a Produkter klassifizéiert - op?

6. Wann d'Bioproduktioun ausgebaut gëtt, wäert jo déi konventionell Landwirtschaft, déi jo méi produktiv ass, an hirer Produktionskapazität abëssen. Wéi soll an deem Kontext dësen Defizit erëm opgefaange ginn?

7. Ass et dem Ministère méiglech, déi Betriber ze identifizeieren, déi zwar konventionell Landwirtschaft bedriewen, awer esou nohalte schafften, datt si d'Bedingunge fir eng Bioproduktioun erfëlle géifen, de Statut awer net unhuelen aus Angscht virun deenen domat verbonnenen Oplagen?

Réponse (16.04.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. D'Zil vun der Regierung ass et net, 20 % biologesch Produktioun ze erreechen, mä datt 20 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch bis 2025 sollen no biologesche Produktionsregelen bewirtschaft ginn. Fir dëst Zil ze erreechen, ass de MAVDR amgaangen, en neien Aktionsplang auszuschaffen. An dësem Aktionsplang ginn eng ganz Rei Mesurë festgehalen, déi zum Zil hunn, d'Attraktivitéit vum biologesche Landbau fir eis Produzenten an d'Nofro no Bioproduiten ze erhéien.

ad 2. D'Auswärtunge fir 2018 sinn nach net ofgeschloss.

ad 3. Zu dëser Fro leien de Servicer vum Landwirtschaftsministère keng Statistike vir.

ad 4. Zu dëser Fro leien de Servicer vum Landwirtschaftsministère keng Statistike vir.

ad 5. Dem EU-Reglement Nr. 834/2007 zur Bioproduktioun no ass en Import eng Aféierung vu Wuere aus Drëttlänner. Hei hate mer d'lescht Joer aacht Importateuren, déi zu Lëtzebuerg als Bioimportateur gemellt waren an deementsprechend kontrolléiert gi sinn. D'Produkter, déi vun dësen Importateuren agefouert gi sinn, si Kaffi, Téi, Gewierzer, Hunneg, Avocadoen, Schwäizer Kéis a MÛsli. Ausser dem Kaffi gi ganz vill vun dëse Produkter da vun hei aus um EU-Marché weiderverdréiwwe oder online verkaaft. Vu datt Wuere, déi um EU-Marché sinn, kënnen fräi zirkuléieren, ginn et dozou keng Zuelen, genausou wéineg wéi zu de Quantitéite vu Produkter, déi aus aneren EU-Länner op Lëtzebuerg kommen.

ad 6. Och wann d'Bioproduktioun ausgebaut gëtt a Lëtzebuerg erreecht zum Beispill 20 % vun der Notzfläch, déi biologesch bewirtschaft gëtt, da bleiwen nach ëmmer 80 % konventionell bewirtschaft Flächen. D'Liewensmëttelwirtschaft ass haut international opgestallt, soudass eventuell Verschiebung l'icht vum Marché opgefaange ginn. Allgemeng bleift festzhalen, dass d'Liewensmëttelproduktioun bezüglech Produktionsstrukturen, Maartbedingungen a Präisentwécklung ganz heterogen ass.

ad 7. Am neien Aktionsplang soll och konkret analyséiert ginn, wat fir Hemmschwelle genee bei de Betriber dozou féieren, datt se net ëmstellen. Bei dëse Betriber bitt zum Beispill d'Deelëmstellung eng Méiglechkeet, fir an d'Bioproduktioun eranzeklammen. Dëst muss awer jeeeweils individuell gekuckt ginn, zesumme mat de Berodungsdéngschter.

Question 0539 (21.03.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **nouveau bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé** :

Depuis plus de dix ans, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) est en attente d'une nouvelle construction d'abord prévue à Bonnevoie et finalement décidée par la loi du 21 septembre 2017 à proximité du Centre hospitalier de Luxembourg.

Ce projet comprend, outre le nouveau bâtiment pour le LTPS, un internat en faveur de la même école ainsi qu'un hall des sports pour le Centre de logopédie.

- J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si le planning des travaux annoncé en 2018 a pu être respecté.

- Quel est le cas échéant le nouvel échéancier pour les différentes étapes du projet ?

Réponse (05.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En effet, la loi votée le 11 juillet 2017 prévoit non seulement la construction du LTPS mais également celle du hall des sports pour le Centre de logopédie, ainsi que des logements pour étudiants et pour jeunes.

Avant de pouvoir démarrer le chantier proprement dit, il y a lieu de procéder à des travaux d'assainissement et de démolition des anciens bâtiments du Centre de logopédie. Cependant, deux de ces bâtiments sont actuellement encore occupés par des réfugiés.

Ceci avait pour conséquence que le chantier devait être réalisé en deux phases :

Lors de la première phase, l'ancien bâtiment administratif, ainsi que le bâtiment modulaire,

ont été démolis pour ensuite entamer les travaux relatifs au hall des sports pour le nouveau Centre de logopédie et aux logements pour étudiants et pour jeunes.

Les travaux de gros œuvre de la première phase débuteront fin avril 2019. D'après les plannings prévisionnels actuels le hall des sports pour le Centre de logopédie et les logements pourront être mis en service mi-2021, respectivement à la rentrée 2021.

La deuxième phase avec la construction du LTPS pourra être entamée dès que les réfugiés seront relogés et les bâtiments restants démolis.

Vu que le relogement des réfugiés vers un autre site a pris plusieurs mois de retard suite à la procédure des autorisations pour la nouvelle construction qui est toujours en cours, il est difficile, à ce stade, d'avancer une date exacte pour l'ouverture du LTPS ; néanmoins le projet pourra au plus tôt être achevé pour la rentrée scolaire 2023.

Question 0540 (22.03.2019) de M. Georges Mischo (CSV) concernant la tuberculose :

La Région européenne de l'OMS célèbre la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose le 24 mars 2019.

Préoccupé par la recrudescence des formes pharmaco résistantes de tuberculose en Europe, notamment dans les pays les plus à l'est du continent, le Conseil de l'Europe réclame des mesures de prévention et de lutte plus efficaces contre cette maladie, qui devrait, selon lui, « occuper une place prioritaire dans l'agenda politique européen ». L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe déplore les échecs des politiques de santé face à une maladie pourtant bien guérissable.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé :

- 1) Qu'en est-il de la situation au Luxembourg ?
- 2) Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis de personnes atteintes de tuberculose ?
- 3) Ces chiffres sont-ils en augmentation par rapport aux années précédentes ?
- 4) En tout état de cause, quelle est l'actuelle politique de prévention en la matière ?

Réponse (17.04.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1) La tuberculose, sous sa forme infectieuse à localisation pulmonaire, est une maladie à déclaration obligatoire et est existante au Luxembourg. Son incidence peut être considérée comme très faible par rapport à d'autres pays.

ad 2) En principe tous les cas de tuberculoses pulmonaires détectés sont rapportés au médecin-inspecteur de l'Inspection sanitaire de la Direction de la santé.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Le nombre de cas fluctue légèrement d'année en année et est passé à 43 cas par an en 2018.

ad 4) L'incidence faible à cause de l'application d'un protocole de suivi épidémiologique de tous les cas diagnostiqués. L'inspection sanitaire, en collaboration avec la Ligue médico-sociale, organise un dépistage systématique des contacts de tous les patients chez lesquels une tuberculose sous forme infectieuse a été constatée. Ce dépistage se fait, soit par un test cutané, soit par une analyse de sang. Ceci permet de diagnostiquer une éventuelle contamination des personnes de contact par le bacille de la tuberculose. Une telle contamination ne produit pas directement une forme de tuberculose infectieuse, mais une forme beaucoup plus fréquente appelée tuberculose latente. Le sujet atteint par une telle forme latente ne présente pas de signes de maladie, n'est pas malade et n'est pas infectieux. Un certain pourcentage des cas de tuberculose latente se dégradent en tuberculose infectieuse endéans les années qui suivent la contamination. Le dépistage précoce du stade de tuberculose latente permet d'éradiquer le bacille par un traitement antibiotique ciblé et évite ainsi la dégradation en état infectieux.

Il faut signaler que tous les demandeurs de protection internationale et toutes personnes ne

provenant pas d'un pays de l'Union européenne qui demandent une autorisation de séjour au Luxembourg de plus de trois mois doivent se soumettre également à un tel dépistage de la tuberculose.

Cette politique de prévention s'est montrée très efficace.

Question 0541 (22.03.2019) de M. Roy Reding (ADR) concernant le placement de mineurs :

Aktuell gëtt an der Chamber un enger Reform vum Jugendschutzgesetz geschafft.

An deem Kontext wëllt ech dem Här Justizminister gär folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Justizminister soen, wéi vill Mannerjäreger „placéiert“ ginn, dat heescht aus hirer Famill erausgeholl ginn, fir si an eng staatlech Institutioon oder eng „Fleegefamill“ ze placéieren? Kann den Här Minister dëst an engem zäitleche Kader präziséieren? Wéi gesäit d'Évolutioun vun dëser Zuel iwwer d'Zäit aus?
2. Gëtt et iergendwellech „qualitativ“ Statistiken doriwier, firwat Kanner placéiert ginn?
3. Wann esou eng Decisioun bis geholl ass, bei där e Mannerjäreger placéiert gëtt, wéi gesäit dann de weidere Verlaf an der Praxis aus?
4. Ginn déi betraffe Kanner ofgeholl oder féieren d'Eltere si selwer op déi Plaz, déi fir d'Kanner bestëmmt gouf?
5. Stëmmt dat, dass a ville Fäll Polizisten déi betraffe Kanner op Uerder vum Parquet ofgeholl hunn - sief dat doheem, an der Schoul oder bei Frënn? Kann den Här Justizminister soen, a wéi vill Fäll déi betraffe Kanner esou vun der Police ofgeholl goufen? Sinn déi Polizisten an Zivill oder sinn dat arméiert Polizisten an Uniform?
6. Stëmmt et, dass d'Madamm Familljeminister an den Här Educatiounsminister bei lech als zoustännege Justizminister intervenéiert hunn, fir déi Praxis ze stoppen?
7. Firwat gëtt dës Praxis nach ëmmer weider ausgefouert?
8. Wusst den Här Justizminister, dass déi Praxis vun deenen, déi sech um Terrain fir d'Rechter vun de Kanner asetzen, z. B. vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), als „eng institutionaliséiert Mësshandlung“ bezeechent gëtt?
9. Huet den Här Justizminister wëlles - nodeem déi Fäll bekannt goufen -, de Parquet unzeweisen, an Zukunft d'Ofhuele vun de Mannerjäreger méi human ze gestalten?

Réponse (18.04.2019) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice :

D'Zuel vu Mannerjäreger, déi an enger staatlecher Institutioon oder a Fleegefamillje placéiert sinn, ass folgend:

Am Centre socio-éducatif de l'État:

Um 31.12.2017 waren 128 Mannerjäreger iwwer d'Jugendgericht placéiert.

Um 31.12.2018 waren 107 Mannerjäreger iwwer d'Jugendgericht placéiert.

An de Fleegefamilljen:

Um 01.10.2017 ware 500 Mannerjäreger a Fleegefamillje placéiert.

Um 01.10.2018 ware 526 Mannerjäreger a Fleegefamillje placéiert.

D'Grënn fir e Placement si villsäiteg an hänke vum sozialen a familiären Umfeld vum Mannerjäreger of, sengem Verhalen a senger Entwécklung, souwéi vum Wëlle vun der Famill, fir aktiv mat de Professionelle vum Jugendschutz an der Kannerhëllef ze kooperéieren.

D'Decisioun fir Placementer gi vu Fall zu Fall geholl, am Aklang mat engem komplexen Ensemble vu faktuellen Émstänn.

D'Exekutioun vun enger Mesure am Kader vum Placement judiciaire gëtt a Fonction vun den Émstänn gemaach, déi vu Fall zu Fall appreciéiert ginn.

Wann d'Elteren d'accord si mam Placement vum Mannerjäreger, da kënnen d'Elteren hiert Kand an déi respektiv Institutioon féieren. Dës Solutioun, soulaang se méiglech ass, gëtt privilegiéiert, well se am Interêt vum Kand a vun den Elteren ass.

Am Fall, wou d'Elteren net d'accord si mat der Decisioun vum Placement vum Mannerjäreger oder wann d'Eltere selwer eng Gefor fir d'Kand duerstellen (am Fall vu Mësshandlung oder sexuellem Mëssbrauch z. B.) gëtt d'Police vum Parquet chargéiert, fir de Placement vum Mannerjäreger ze exekutieren.

Dozou muss folgend Remarque gemaach ginn:

Et muss ënnerstrach ginn, dass et, zum aktuellen Zäitpunkt, keen disponibele Service gëtt,

dee 7/7 Deeg a 24/24 Stonnen d'Exekutioun vum Placement vum Mannerjäreger assureiere kann. Dësen Émstand ass der Madamm Familljeminister an dem Här Educatiounsminister, souwéi dem Här Justizminister bekannt. An all Initiativ, déi dozou bäidréit, dat ze änneren, ass ze ënnerstëtzen.

Et dierf een net aus den Ae verléieren, dass déi urgent Placementer sech oft ausserhalb vun den normale Bürozeiten ofspillen. D'Exekutioun vum Placement vum engem Mannerjäreger, deen a senger Famill mësshandelt gëtt, kann net bis den Dag drop oder méindes waarden, wann d'Fakte sech während der Nuecht oder Enn der Woch ofgespillt hunn.

Ausserdeem muss präziséiert ginn, dass d'Polizisten, déi spesialiséiert am Beräich vum Jugendschutz sinn, an Zivilluniform, mat banaliséiertem Auto, sech ëm d'Exekutioun vun de Placementer këmmen. Nëmmen an exceptionnelle Fäll, wa kee spesialiséierte Polizist disponibel ass, kann et virkommen, dass d'Police an Uniform sech ëm d'Exekutioun vum Placement këmmert.

Schliisslech kann et virkommen, dass d'Police entscheet, fir de Mannerjäreger an engem anere Milieu ze recuperéieren wéi säi Wunnstëtz, virun allem wann et konkret Indizie ginn, dass et zu enger weiderer Eskalatioun am familiäre Milieu komme kéint, bedéngt duerch d'Verhale vun den Elteren.

An esou Fäll probéiert d'Police ëmmer, diskret virzegoen, zum Beispill andeem d'Police den Enseignant freet, fir kënnen mam betreffende Kand erauszegoen.

An anere Fäll gëtt de Mannerjäreger an de Centre socio-éducatif de l'État (UNISEC) placéiert, virun allem opgrond vun de Strofdoten, déi hie begaangen huet. An dësem Fall gëtt d'Exekutioun vum Placement oft un d'Police attribuéiert.

Laut enger Estimatioun, déi am Joer 2017 gemaach gouf, si manner wéi d'Halschent vun de Placementer vun de Mineure vun der Police grand-ducale effectuéiert ginn.

Question 0542 (22.03.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la cybercriminalité :

D'Digitalisatioun bréngt fir d'Gesellschaft vill Virdeeler a Chancen. Och am Beräich vun de polizeilechen Enquêtë bidden déi nei Outillen, déi d'Digitalisatioun mat sech bréngt, den Enquêteuren effikass Mëttel, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen. Nieft all deenen neien Opportunitéiten, erginn sech awer och ganz nei Risiken. De Lëtzebuurger Stat sensibiliséiert an deem Kontext verstärkt am Beräich vun der Onlinekriminalitéit a weist op d'Geforen hin, déi den Internet nu mol leider mat sech bréngt. Och d'Police ass a Saache Sensibiliséierung ganz aktiv, mä a ville Fäll sinn hier d'Hänn gebonnen, well d'Personal-Mëttel feelen a si kaum bis guer net proaktiv handele kann, fir méiglechst fréi géint Phishing-Websäiten a Cyberkriminalitéit virgoen ze kënnen. Aus dësem Mangel u Mëttel, sief et finanziell oder personell, ergëtt sech eng Situatioun, wou d'Biergerinnen an d'Bierger sech selwer iwwerlooss sinn an d'Autoritéiten eréischt da kënnen agéieren, wann et ewell ze spéit ass.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Kéint den Här Minister Bausch konkret Zuelen nennen, wéi vill Biergerinnen a Bierger am Joer 2018 Affer vu Cyberkriminalitéit goufen? Wéi vill vun dëse Fäll konnt d'Police mat Succès oplären?
2. Plangt de Minister Bausch an noer Zukunft d'Polizeieenheet vun der Cybersecritéit opzestocken? Falls jo, ëm wéi eng zousätzlech Mëttel handelt et sech a kann den Här Minister präzis Zuelen nennen?
3. Ass virum Hannergrond vun enger Präventioun vu Phishing-Fale virgesinn, de Biergerinnen a Bierger eng Méiglechkeet ze bidden, der Police suspekt Internetsäiten oder E-Mail-Adresse fréizäiteg kënnen ze signaléieren? Wa jo, wéi genee géif dësen Outil an der Praxis funktionéieren?
4. Här Minister Bausch, ass aktuell virgesinn der Méisproochegkeet Rechnung ze droen an d'Informatioun vun der Police a méi Sproochen unzebidden? Wa jo, ëm wéi eng Sprooche gedenkt de Minister dës Supporten ze erweideren?

Réponse (12.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1. De Begrëff „Cyberkriminalitéit“ kënn am Lëtzebuurger Code pénal net vir. De Code pénal kennt awer eng Rei Strofdoten, déi sech op Attacken op IT-Systemer bezéien. Bei villen

anere Strofdote ginn informatesch Systemer benotzt, haaptsächlech fir de Kontakt Täter - Affer opzebauen. An enger zweeter Phas kënn et dann zu der geplangter Strofdot, woubäi et sech oft ëm verschidden Typen vun Escroquerien handelt. En anere Beräich, an deem d'„Information and communication technology (ICT)“ eng grouss Roll spillt, sinn d'Pädopornografie, de Grooming, Erpressungen etc. an de ganzen Domän vun illegalen Aktivitéiten am Darknet.

Mat der Reform vun der Police an der Reorganisatioun vum Service de police judiciaire, gouf och eng Sektioon mam Numm „Cybercriminalité“ agefouert. Déi enquêtéiert a Fäll, wou et ouni de Gebrauch vun ICT-Systemer net zur Ausféierung vun enger Strofdot hätt kënnen kommen. Am Joer 2018 sinn 80 nei Dossieren an déi Sektioon erakomm, 95 waren an der Enquête a 16 konnte mat engem positive Resultat ofgeschloss ginn. Déi Zuelen decken awer nëmme e Brochdeel vun deenen Typen vu Strofdoten of, well d'Statistiken sech op d'Natur vun de Strofdote bezéien an net op d'Mëttel, déi agesat ginn, fir d'Strofdoten auszeféieren.

ad 2. D'Police ass sech bewusst, dass d'Kriminalitéit an der virtueller Welt sech weiderentwéckelt a rekrutéiert kontinuierlech Spezialisten op dem Gebitt vun der ICT.

ad 3. Generell kann all Bierger all Police-Unitéit seng Kenntniser matdeelen, wann de Verdacht besteet, dass et sech ëm Strofdoten handelt. An dësem präzise Beräich ass d'Police net den eenzegen Akteur.

An enker Zesummenaarbecht hu BEE SECURE (Service national de la jeunesse, Kanner-Jugendtelefon), d'CNPD a SECURITYMADEIN.LU de Projet SPAMBEE entwéckelt, deen de Biergerinnen a Bierger et erméiglecht fir ganz einfach (an engem Klick), SPAM, Phishing oder aner unerwünschten an eventuell schiedlech E-Mails ze mellen. Dëst a Form vun engem Plug-in fir all gängige Browser (Firefox, Chrome, Edge etc.) an E-Mail-Clients (Outlook, Thunderbird, Gmail etc.) esou wéi als App (iOS, Android).

D'Meldunge ginn iwwer en automatiséierte System analyséiert, sou dass de Benotzer direkt Bescheid gesot kritt op et sech effektiv ëm eng schiedlech E-Mail handelt. De Plug-in schützt den Notzer, esou wéi all déi aner Notzer, ganz automatesch viru geféierlechen Internetsäiten. Wann een op esou eng Säit geet, da kenneschent de Plug-in, dass et sech ëm eng kënneg Phishing-Säit handelt.

De Projet baut op e staarke Schutz vun der Privatsphär op a setzt d'Konzepter vun „privacy by design and by default“ integral ëm. Eenzeg, anonym an technesch relevant Informatiounen fléissen an eng gemeinsam Plattform, déi vu „securitymadein.lu“ senger interner „Internet-pompjees“-Equipp, CIRCL, genotzt gëtt, fir déi Attacken nohalteg ze stoppen.

SPAMBEE geet nach virum Summer 2019 online.

ad 4. Um Internetsite vun der Police sinn d'Präventiounsvidéos zum Thema Strofdoten am Netz a franséischer a lëtzebuergescher Sprooch publizéiert.

Question 0544 (22.03.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les maisons médicales :

Den Oste vum Land ass nach ëmmer ouni Maison médicale. Am Kader vun enger gudder Gesondheetsversuergung misst awer och d'Populatioun aus dem Osten e Recht op dëse wichtege Service hunn, bei de betraffene Bierger besteet déi Demande op alle Fall scho laang. Eisen Informatiounen no ass de Centre médical zu lechternach prett, fir dëse wichtege Service ze iwwerhuelen, an huet och schonn eng deementsprechend Ufro beim Gesondheetsministère gemaach.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Reagéiert d'Regierung elo favorabel op d'Demande vum Centre médical, fir och kënnen Maison médicale ze sinn an esou enger wichtege Demande vun de Bierger aus dem Osten nozekommen?
2. Vu datt et Maison-médicallen zu Esch-Uelzecht, an der Stad Lëtzebuerg an och zu Ettelbréck ginn, wéi begrënn d'Regierung, am Fall vun enger negativer Decisioun, de Fait, dass d'Regioun Osten weiderhin als eenzeg Regioun vum Land keng Maison médicale soll hunn?

Réponse (17.04.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Kenntnis vun dëser Demande an ass deemo net an der Lag, op dës Fro ze äntwerten.

ad 2. Wéi dëst schonn an anere parlamentaresche Froen erënnert ginn ass, gouf de Choix getraff, d'Maisons médicales an direkt Émgéigend vun den Urgencen ze setzen, fir d'Kollaboratioun ënnert de Strukturen ze verbesseren. D'zukünfteg Evolutioun wier d'Förderer vun engem Gruppecabinetsmodell, deen der Bevëlkerung d'Grondversuergung ubitt, mat erweiderten Éffnungszäiten. Dat soll och fir den Osten vum Land de Fall sinn.

Question 0549 (22.03.2019) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant l'intégration des demandeurs de protection internationale :

Dans l'accord de coalition 2018-2023, on peut lire que « les dernières années, de nombreuses associations et projets citoyens se sont constitués afin de favoriser l'intégration des réfugiés. Ces apports extrêmement importants de la société civile méritent d'être soutenus. Ces projets feront l'objet d'une évaluation afin de pérenniser les meilleurs projets ».

En matière d'intégration, l'accord stipule que « les moyens nécessaires seront mis à disposition du Ministère ayant l'intégration dans ses attributions pour mettre en œuvre le Plan d'action national d'intégration (PAN). Il s'agit de continuer à développer les trois phases du Parcours d'intégration accompagné (PIA) au profit des réfugiés, d'adapter le Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) aux besoins des utilisateurs et de veiller à offrir des cours de langues en nombre suffisant. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Concernant le PIA (Parcours d'intégration accompagné), une évaluation est-elle prévue ? Est-ce qu'une extension du programme est envisagée ? Est-ce qu'une implication des offices sociaux est envisagée ?

2) Concernant l'évaluation des projets associatifs, est-ce que celle-ci est déjà en cours ? Sinon, quelles sont les échéances prévues ? Qui mènera cette évaluation ? Est-ce que des projets associatifs ont déjà été pérennisés ou sont prévus d'être pérennisés ?

Réponse (11.04.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) La mise en place d'une stratégie cohérente d'intégration, telle qu'élaborée de façon concertée dans le cadre du Plan d'action national d'intégration (PAN intégration), prévoit une évaluation des différents programmes et initiatives. Le Parcours d'intégration accompagné (PIA), qui se trouve toujours dans sa phase de projet pilote, fera également l'objet d'une telle évaluation qualitative et quantitative. Une extension du programme PIA est envisagée afin de répondre au mieux aux divers besoins de la population cible. Les offices sociaux continueront à jouer un rôle important de prise en charge de leur population cible, y compris des bénéficiaires de protection internationale.

ad 2) Une évaluation rigoureuse, qui sera réalisée par des instituts indépendants, portera également sur les projets associatifs. Ces résultats viendront alors alimenter les décisions de pérennisation des projets. Le calendrier précis de cette démarche d'évaluation n'a pas encore été arrêté.

Question 0550 (22.03.2019) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant l'hébergement des demandeurs de protection internationale :

L'accord de coalition 2018-2023 contient un certain nombre d'annonces par rapport à la situation spécifique des demandeurs de protection internationale (DPI).

Il stipule notamment que pour améliorer les chances d'intégration des réfugiés « un diagnostic individualisé des DPI sera généralisé afin d'identifier rapidement leurs compétences et besoins ».

En matière d'hébergement, l'accord prévoit une réforme de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers afin de « créer une base légale pour les normes et standards à respecter dans les structures d'hébergement ».

L'accord mentionne également l'élaboration d'un plan d'urgence ensemble avec le Haut-Commissariat à la protection nationale « en vue d'un éventuel futur afflux massif de réfugiés ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Est-ce que le diagnostic individualisé, mentionné plus haut, a effectivement été mis en place et est-ce qu'il a été généralisé ? À quel moment et avec quels moyens se font ces identifications des compétences et des besoins ? Quelle attention est portée à l'identification d'éventuels traumatismes et quels sont les moyens mis en œuvre pour les traiter ?

2) Quelle est l'échéance visée par Monsieur le Ministre pour la mise en place des normes et standards d'hébergement ? Est-ce qu'un relevé de l'État des hébergements actuels a été réalisé ? Dans l'affirmative, quelles conclusions en avez-vous tirées ?

3) Quelle est l'échéance visée par Monsieur le Ministre pour la mise en place du Plan d'urgence pour l'hébergement des DPI ?

Réponse (15.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) Dans le contexte du Parcours d'intégration accompagnée (PIA), toutes les personnes DPI prennent part à des séances de diagnostic et à des diagnostics individualisés aux moments-clés du parcours, notamment lors des transitions d'une phase du PIA vers la phase suivante.

En outre, le Service de la scolarisation des enfants étrangers a élaboré une procédure d'accueil et d'évaluation pour les jeunes demandeurs de protection internationale âgés de 18 à 24 ans inclus. Au cours de cette procédure, les jeunes DPI passent un entretien avec la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA), une épreuve de langues (si besoin) et des tests de raisonnement.

Sur base de ce dossier détaillant les compétences de l'élève, les DPI peuvent être orientés soit vers des classes d'accueil pour jeunes adultes en vue de poursuivre leurs études ou une formation professionnelle, soit vers le Service de formation adulte (SFA) où des cours d'alphabétisation pour adultes ou d'autres cours de langue sont proposés.

Ce diagnostic est individuel et traité au cas par cas. Néanmoins la procédure s'applique à tous les primo-arrivants indépendamment de leur statut ou de leur pays d'origine.

Pour ce qui est de l'identification d'éventuels traumatismes et les moyens mis en œuvre pour les traiter, je me permets de me référer à la réponse de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 3696 du 13 mars 2018 :

« L'OLAI tient compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables : mineurs, mineurs non accompagnés, personnes handicapées, personnes âgées, femmes enceintes, parents isolés accompagnés d'enfants mineurs, victimes de la traite des êtres humains, personnes ayant des maladies graves, personnes souffrant de troubles mentaux et personnes qui ont subi des tortures, des viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle, et plus particulièrement les victimes de mutilation génitale féminine.

Afin de répondre aux besoins des personnes vulnérables, une évaluation de la situation du DPI est faite lors du premier entretien avec l'assistant social de l'OLAI.

L'OLAI identifie et prend en charge immédiatement les personnes dont la vulnérabilité est visible tels que les mineurs, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les parents isolés, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs en leur proposant, dans la mesure du possible, un hébergement adapté à leurs besoins et une orientation voire la prise en charge financière des prestations de services compétents.

Dans le cadre de l'accord de collaboration entre la Croix-Rouge et l'OLAI, une équipe ethnopsychologique est chargée de dépister des personnes souffrant de troubles mentaux et de mettre en place un suivi extérieur à la structure d'hébergement. Dans le cadre de cette mission, l'équipe en question collabore étroitement avec les acteurs compétents du réseau de la santé mentale.

Par ailleurs, un dépistage est effectué par l'OLAI et ses partenaires tout au long de la procédure. En effet, certains besoins ne peuvent se détecter au premier entretien et ce n'est qu'au fil du temps et suite à l'installation d'une relation de confiance que certains besoins sont dépistés.

Depuis l'afflux massif de 2015, l'OLAI a confié l'encadrement et le suivi social de différentes structures d'hébergement à ses partenaires Caritas et Croix-Rouge. Parallèlement, les effectifs de l'OLAI ont été renforcés. Ces mesures ont permis une présence renforcée de personnel socio-éducatif dans les structures, ce qui est in-

dispensable au développement du suivi et de la relation de confiance. Enfin, pour augmenter la sensibilité du personnel encadrant à certaines problématiques, l'OLAI forme de façon continue ses collaborateurs chargés de l'encadrement et du suivi social sur divers sujets, tels que les victimes de la traite des êtres humains, les victimes de mutilation génitale féminine ou encore les personnes LGBTI.

La prise en charge des réfugiés traumatisés est faite à la demande des intéressés par divers services et prestataires de santé du domaine de la santé mentale. Ajoutons que les mineurs non accompagnés sont pris en charge par du personnel encadrant spécialisé. »

ad 2) Une fois le nouvel Office national de l'accueil (ONA) créé, une des priorités de l'administration sera de définir et de formaliser les exigences en matière de qualité auxquelles doivent répondre les structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale.

En préparation, les autorités compétentes sont actuellement en train de réaliser un relevé de l'état des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale. Les conclusions de cette analyse guideront les démarches à suivre dans la mise en place d'un accueil de qualité.

ad 3) Le Gouvernement compte formaliser la démarche à adopter en cas d'afflux massif de demandeurs de protection internationale au courant de la période de législature actuelle. La mise en place du Plan d'urgence pour l'hébergement des DPI se fera dès la création de l'Office national de l'accueil (ONA), en concertation avec le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN). Il se basera sur l'expérience acquise dans le contexte de l'afflux massif des demandeurs de protection internationale en 2015. Face à cette situation, le Gouvernement avait mis en place un groupe de coordination réunissant tous les acteurs concernés en vue d'identifier voire de construire de nouvelles structures d'hébergement et d'assurer leur équipement. Sur le plan opérationnel, les travaux étaient organisés par une cellule d'évaluation et une cellule logistique.

Question 0552 (25.03.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la revalorisation de la place de la Constitution :

La place de la Constitution à Luxembourg accueille le monument « Gëlle Fra » à la mémoire des soldats luxembourgeois morts lors de la 1^{ère} Guerre mondiale et est devenue depuis lors le symbole de la liberté et de l'indépendance du Luxembourg. Elle abrite une entrée pour les casemates, offre une vue panoramique sur la vallée de la Pétrusse et le pont Adolphe et accueille occasionnellement des événements comme par exemple le marché de Noël.

Ainsi, cette place constitue un élément important tant du point de vue symbolique et touristique que pour la qualité de vie en ville. Or, son aménagement actuel en parking pour voitures et arrêt pour bus touristiques ne valorise guère son potentiel urbanistique. La création d'un véritable espace public et de rencontre sans voitures pourrait largement revaloriser l'endroit et améliorer le vivre ensemble de même que la qualité de vie. Une idée de réaménagement, soutenue par la Ville de Luxembourg, vise à en faire un lieu dédié aux piétons lors de l'achèvement de l'extension du parking Knuedler en 2023. Un groupe de travail réunissant la Ville et l'État, propriétaire du terrain, aurait pour mission de concrétiser le projet de réaménagement.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement des discussions au sein du groupe de travail ? Quelles sont les pistes de réaménagement évoquées ou retenues et quel est le calendrier prévu ?

2) En attendant la revalorisation urbanistique, Monsieur le Ministre serait-il disposé à permettre une utilisation temporaire plus fréquente de ladite place afin d'y accueillir des événements conviviaux, culturels et autres durant les mois d'été ?

Réponse (05.04.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En effet, la place de la Constitution à Luxembourg accueille le monument « Gëlle Fra » à la mémoire des soldats luxembourgeois morts lors de la 1^{ère} Guerre mondiale et est devenue depuis lors le symbole de la liberté et de l'indépendance du Luxembourg. Elle abrite une entrée pour les casemates, offre une vue panoramique sur la vallée de la Pétrusse et le pont Adolphe et accueille occasionnellement des

événements comme par exemple le marché de Noël.

Ainsi, cette place constitue un élément important tant du point de vue symbolique et touristique que pour la qualité de vie en ville. Or, son aménagement actuel en parking pour voitures et arrêt pour bus touristiques ne valorise guère son potentiel urbanistique. La création d'un véritable espace public et de rencontre sans voitures pourrait largement revaloriser l'endroit et améliorer le vivre ensemble de même que la qualité de vie. Un groupe de travail réunissant la Ville et l'État, propriétaire du terrain, aurait pour mission de concrétiser un projet de réaménagement.

Les discussions au sein du groupe de travail ont été clôturées récemment et le concours proprement dit sera lancé dans les mois à venir et la durée est estimée à quelque six mois.

L'objet du concours concerne le réaménagement de la place de la Constitution et de ses alentours, en vue d'intégrer cet ensemble dans le réseau des espaces publics de la ville en assurant notamment une liaison qualitative avec l'hypercentre par le boulevard Roosevelt (notamment via la rue Chimay respectivement via la rue de l'ancien Athénée), d'une part, et à la vallée de la Pétrusse, d'autre part.

Le programme de base inclut la conception de l'espace, l'aménagement de la place et le dessin des équipements nécessaires, tout en mettant en valeur le monument de la « Gëlle Fra ». Par ailleurs, sur demande des représentants de la Ville de Luxembourg, un ascenseur assurant la liaison entre la place et la vallée de la Pétrusse est à intégrer.

Il s'agira en particulier de redonner la place aux habitants et aux visiteurs notamment en bannissant le stationnement des voitures et véhicules motorisés tout en favorisant la mobilité douce. Les arrêts des bus touristiques seront également relogés. Les aménagements à envisager devront permettre et encourager l'organisation d'événements de tout genre afin de favoriser l'échange social et la diversité des activités. À part le réaménagement des surfaces par des revêtements plus adaptés pour la future destination de la place, il est aussi prévu de regrouper toutes les fonctions permanentes (comme par exemple l'accès aux casemates, le kiosque, le WC public) de manière à créer un espace bien ordonné avec une surface maximale à disposition d'un usage multifonctionnel.

En tant que Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, je ne peux que soutenir l'organisation d'événements sur cette place, ce qui est d'ailleurs déjà de plus en plus le cas au courant des dernières années. En effet, une utilisation temporaire plus fréquente souligne davantage la nécessité de pouvoir disposer d'un tel espace multifonctionnel pour des activités très diverses à cet endroit.

Question 0553 (25.03.2019) de **M. Yves Cruchten** (*LSAP*) concernant le sponsoring de la présidence du Conseil de l'Union européenne par des sociétés privées :

Selon des articles de presse, la Présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne est vertement critiquée pour sa coopération avec des entreprises privées, notamment Coca-Cola, qui, je suppose, assume une partie des frais d'organisation de la présidence tournante.

Il va sans dire que cet état des choses pose des problèmes quant à la crédibilité de l'un des organes politiques principaux de l'Union européenne, et ceci dans un contexte où l'UE se voit d'ores et déjà reprocher par d'aucuns que des sociétés privées prennent une influence importante sur les décideurs politiques en Europe. Il appert également que le sponsoring par des entreprises privées a été une pratique courante lors de présidences passées.

Dans ce cadre, je souhaite demander à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- s'il partage mon avis que cet état des choses est susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et que la réputation des institutions européennes en est ternie.

- si lors de la Présidence luxembourgeoise de 2015, le Gouvernement a également passé des contrats de sponsoring avec des sociétés privées. Et le cas échéant, quelles ont été ces sociétés et quel a été le volume de leur contribution financière ?

- s'il est d'accord que ces pratiques devraient cesser pour cause d'incompatibilité avec nos valeurs déontologiques. Dans l'affirmative, envisage-t-il lancer un débat à cet effet ?

Réponse (15.04.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

L'organisation d'une présidence tournante du Conseil de l'UE présente une certaine envergure logistique et financière pour l'État membre concerné et le sponsoring par des entreprises privées peut réduire l'impact sur le Trésor public. Le sponsoring peut aussi fournir l'opportunité de travailler avec des entreprises et institutions locales afin de mieux les faire connaître à un public international.

En même temps, il y a lieu d'éviter tout conflit d'intérêt, perçu ou réel, afin de garantir l'impartialité des travaux d'une présidence tournante. Il faut donc veiller à ce que ce sponsoring se fasse de manière mesurée et transparente.

Les partenaires de la Présidence luxembourgeoise de 2015 sont listés sur le site « www.eu2015.lu ». Ainsi, BMW Group Belux a pris en charge des services liés au transport des ministres et de leurs délégations, y compris des aspects ayant trait à l'assurance et à la sécurité. D'autres coopérations pour réduire les frais de la présidence ont été les suivantes : l'Entreprise des Postes a accordé une remise sur son projet de l'enregistrement électronique des délégués des conférences ; le MUDAM a mis à disposition des billets gratuits ; la firme Petrocenter a accordé une réduction du prix de carburant pour les voitures de la présidence ; la Ville de Luxembourg a organisé la fête de lancement de la présidence et a mis à disposition ses locaux pour des réunions ; le Luxembourg City Tourist Office a soutenu la présidence en ce qui concerne la réservation de chambres d'hôtel ; et la compagnie Luxair a pavosé sa flotte aux couleurs de la présidence. En plus, l'entreprise Bofferding a fourni de la bière pour les repas de la présidence.

Question 0554 (25.03.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **protection des animaux** :

Dat zweet Kapitel vum Déiereschutzgesetz vum 2018 regelt zesumme mam Reglement vum 5.12.2018 d'Modalitéiten zum Hale vun Déieren. Gewëssen Déiereschutzorganisatiounen hunn eis awer op Lacunnen an dësem Gesetz opmierksam gemaach.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Infractionne goufe géint d'Artikelen 4 a 5 vum Déiereschutzgesetz säit der Aféierung vum Gesetz konstatéiert? Wéi vill vun dësen Infractionen hunn zu enger vun de genannte Strofe vum Artikel 17 vum genannte Gesetz gefouert?

2. Den Artikel 10 (3) vum Reglement zum Hale vun Déiere gesäit vir, dass Muppen temporär dierfen un eng Ketten ugestréckt sinn, déi net méi kuerz wéi 6 Meter däerf sinn. Wéi vill Fäll sinn dem Här Minister bekannt, an deene géint dës Bestëmmung verstouss ginn ass? Gi präventiv Kontrollen duerchgefouert, fir Mëssstänn ze verhënnere?

3. Den Artikel 14 (5) vum Reglement zum Hale vun Déiere gesäit vir, dass Kazen, déi op landwirtschaftleche Betriber liewen, net musse geschippt, steriliséiert oder kastréiert ginn. Kann den Här Minister erklären, firwat dës Derogatioun virgesinn ass? Wat ass den Ennerscheid tëscht enger Kaz, déi op engem Bauerenhaff leeft, an enger, déi bei enger Privatpersoun leeft?

Réponse (18.04.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. Et ass ee Fall erfaast, wou eng Persoun Déieren ouni déi obligatoresch Autorisatioun gehalen huet an dofir och vun der Justiz poursuivéiert gouf.

Anerersäits si bei de Kontrollen op de Bauerebetriber a 15 Fäll Verstëss festgestallt ginn, déi am Kader vun der Cross-Compliance mat enger Kierzung vun de Subside bestrooft goufen. A kengem vun deenen Dossiere war en Transmis un de Parquet néideg.

ad 2. Dës Dispositioun ass net nei; si stoung schon am viregten Déiereschutzgesetz vum 1983. An dräi Fäll ass géint dës Bestëmmung

verstouss ginn an de Joren 2015-2017 an de Problem konnt all Käiers geléist ginn, ouni dat weider juristescht Mesuren néideg waren. Präventiv Kontrolle gestalte sech schwierig, zum Beispill wann en Hond an engem Bannenhaff ugestréckt ass, dee vu baussen net ka gesi ginn. Esou Mëssstänn kënnen nëmme konstatéiert ginn, wa se der Veterinärverwaltung gemellt ginn.

ad 3. Am Reglement ass rieds vun „chats errants dans les exploitations agricoles“, et handelt sech also ëm Kazen, déi kengem gehéieren. Oft sinn et wéll Kazen, déi sech e Bauerenhaff als Iwwerdaach eraussichen, oder Kazen, déi do gebuer sinn, mä prinzipiell nach ëmmer wéll Kazen sinn. Hei gétt et also keen definéiert Proprietär, deen d'Kaze misst chippen a kastréiere respektiv steriliséiere loosse.

Question 0559 (25.03.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant la **rougeole** :

Informatione vun der Press no, ginn et aktuell siwe Fäll vu Riedelen hei am Land. Et gouf e Foyer vun dëser viraler an extrem ustiechender Krankheet zu Mamer an der Europaschoul. Et kann ee sech géint d'Riedelen impfe loosse, en Traitement, wann een d'Krankheet huet, gétt et net. D'Riedele kënnen grav Komplikatiounen mat sech bréngen an am uergste Fall zum Doud féieren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass bekannt, wéi déi concernéiert Kanner sech infizéiert hunn? Ware se net geimpft oder hate se de Rappel verpasst?

- Ginn et Statistiken, wéi vill Prozent vun de Leit géint d'Riedele geimpft sinn?

- Wier et an den Ae vun der Regierung sënnvoll, d'Impfung géint d'Riedelen obligatoresch ze maachen?

Réponse (29.03.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Lëtzebuerg huet effektiv am Moment eng kleng Epidemie vu Riedelen, mat aktuell zwielef confirméierte Fäll (Situatioun den 28. Mäerz). Et handelt sech haaptsächlech ëm Kanner a Jugendlecher, déi net oder net richteg geimpft woren (et sinn zwou Injektione vum Impfstoff néideg, fir eng komplett Immunitéit ze hunn). An dräi Fäll ass d'Direktioun vun der Santé nach derbäi, déi genau Impfgeschicht vun de betroffene Persounen zesummenzesichen. Den éischte Fall ass aus Frankräich (Savoie Val Thorens) komm, wou Lëtzebuurger Schüler eng Schivakanz gemaach hunn an ee Schüler krank heemkomm ass. Déi aner Fäll sinn esou genannten „secondaire Fäll“, dat heescht Leit, déi mat dem éischte Fall a Kontakt woren.

D'Direktioun vun der Santé mécht all fënnf Joer eng Enquête de couverture vaccinale bei engem representativen Echantillon vu Kanner am Alter vu 25-30 Méint - also nodeem si dem Lëtzebuurger Calendrier vaccinal no hätte misse déi meescht Impfung kritt hunn. Den Taux de vaccination fir déi éischt Dosis vum Riedelenimpfstoff läit bei exzellenten 98,7 % am Joer 2018 (99 % am Joer 2012), leider fällt dësen Taux op 90,0 % (wat awer eng Verbesserung par rapport zu de 87,2 % am Joer 2012 ass) fir déi zweet Injektion. Idealerweise hätt ee gären en Taux iwwer 95 % fir déi zwou Impfungen. Dësen Taux verhënnert, dass de Virus an der Populatioun zirkuliere kann an Epidemien ausléise kann.

Lëtzebuerg huet ëmmer Wäert op Information an Oplklärung vun den Eltere geluecht. Et ass wichteg, dass si déi richteg Informatiounen iwwer d'Impfung kréien. Dobäi spillen d'Gesondheitsberuffer eng wichteg Roll, zemoos d'Kannerdokteren, déi zu Lëtzebuerg eng exzellente Aarbecht maachen. Trotz ëmmer méi Falschinformation, déi zum Beispill iwwer d'sozial Medie verbreet ginn, verbessert sech zu Lëtzebuerg dann och den Taux de vaccination liicht, ouni awer déi recommandéiert 95 % ze erreechen.

Als Reaktioun op déi aktuell Epidemie, a fir d'Situatioun ënner Kontroll ze kréien, kontaktéiert d'Direktioun vun der Santé d'Persounen, déi am Kontakt mat kranker Persoun woren, verifizéiert deenen hir Impfsituatioun a recommandéiert zousätzlech Impfungen do, wou et néideg ass. D'Direktioun huet och decidéiert, den Impfstoff géint Riedele gratis fir all Kanner an elo och Erwuessener zur Verfügung ze stellen, falls eng Impfung néideg ass (bis elo war den Impfstoff nëmme gratis fir Kanner am Kader vun nationalen Impfkalenner).

Baséiert op de gudden Zuelen aus der Enquête de couverture vaccinale mengt d'Regierung net, dass et am Moment sënnvoll ass, eng

Impfflicht anzeféieren, wéi dat a verschiddene Länner elo de Fall ass (Frankräich, Italien) oder diskutéiert gétt (Däitschland). Dës Länner hunn am Géigesaz zu Lëtzebuerg en Taux de vaccination, deen iwwer déi lescht Jore staark gefall war. Esou eng Impfflicht ass dann och schwéier ëmzesetzen (an Italien gétt a verschiddene Regione geimpft, an aneren awer net, an dat trotz dem Gesetz) an ze kontrolléieren (a Frankräich sinn eng ganz Rei falsch Certificats de vaccination oder Certificats de contre-indications à la vaccination opgetaucht, nodeem d'Obligatioun agefouert gouf). D'Regierung verfolge awer d'Progressioun vun der Epidemie zu Lëtzebuerg regelméisseg an ass bereet, hir Positioun ze iwwerdenken, falls d'Situatioun dat erfuerdert.

Question 0560 (26.03.2016) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **interventions chirurgicales assistées par robot** :

Au cours de l'année dernière le Centre hospitalier de Luxembourg s'est doté du robot Da Vinci Xi pour le coût de 2,2 millions d'euros. Cette technologie de pointe est destinée à assister les chirurgiens qui dirigent les opérations à partir d'une double console en leur fournissant des images 3D du champ opératoire. Par ce biais, il s'agit de conférer plus de précision et de fiabilité à certaines opérations tout en réduisant les risques hémorragiques et les douleurs des patients. Comme développé récemment dans un article de presse, cette technologie est née aux États-Unis dans les années 1990 et est en train de se diffuser dans 66 pays dont le Luxembourg, avec un total de 831 robots pour les pays européens.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les informations suivantes de Messieurs les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quels sont les établissements hospitaliers luxembourgeois qui se sont déjà dotés d'un ou de plusieurs robots dans le domaine de la chirurgie ?

2) Pour quelles disciplines chirurgicales les robots en place sont-ils actuellement utilisés ?

3) Quel est le nombre d'actes chirurgicaux réalisés jusqu'à cette date dans les différentes disciplines ?

4) Quatre chirurgiens du CHL sont actuellement formés en la matière et trois chirurgiens supplémentaires du même établissement hospitalier seront formés au cours de 2019. Quel est en l'occurrence le nombre total de chirurgiens travaillant au Luxembourg et maîtrisant déjà la chirurgie robotique ?

5) Étant donné que l'élaboration d'une nomenclature précise pour tous les actes médicaux n'a pas encore été achevée, quels sont actuellement les critères qui déterminent le coût d'une opération assistée par robot, voire les honoraires à payer le cas échéant par les patients ?

6) À quel taux se situe actuellement le remboursement de la CNS pour une opération assistée par robot ?

7) Existe-t-il un premier bilan, voire une évaluation clinique des actes de chirurgie robotique réalisés jusqu'à l'heure actuelle dans les établissements hospitaliers luxembourgeois, le Centre Hospitalier du Kirchberg s'étant déjà doté du robot chirurgical Da Vinci Si HD en l'an 2018 ?

Réponse commune (17.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Deux centres hospitaliers sont actuellement équipés de robots dans le domaine de la chirurgie. Il s'agit du CHL et des HRS.

ad 2) Les domaines chirurgicaux sont les suivants :

- chirurgie viscérale ;

- chirurgie urologique ;

- chirurgie orthopédique ;

- chirurgie gynécologique (sous peu).

L'indication d'une chirurgie par robot n'est en aucun cas systématique. Elle va dépendre de l'indication (type de chirurgie), du contexte (urgence ou chirurgie programmée), du chirurgien et de la logistique.

ad 3) Suivant les informations du Ministère de la Santé et de la Direction de la santé qui ont été fournies par les établissements hospitaliers consultés, les interventions chirurgicales réalisées se répartissent comme suit :

- chirurgie viscérale : environ 300 interventions (première intervention en 2016) ;

- chirurgie urologique : 695 interventions (première intervention en 2013, environ 150 interventions par an) ;

- chirurgie orthopédique (assistance robotisée) : 395 interventions (première intervention en 2016).

La mise en place de la documentation hospitalière devrait permettre d'obtenir des données plus précises en 2020 pour les activités réalisées en 2019.

ad 4) Selon les informations transmises par les centres hospitaliers utilisant actuellement cette technologie, 15 chirurgiens ont été formés à la chirurgie assistée par robot, deux sont en cours de formation.

ad 5) Actuellement la chirurgie assistée par robot n'est pas identifiable dans la nomenclature des actes et services des médecins. Toutefois, la refonte du chapitre de la chirurgie digestive, à savoir des sous-sections 1 à 15 de la section 6 « Chirurgie de l'appareil digestif et de l'abdomen » du chapitre 2 « Chirurgie » de la deuxième partie de l'annexe de la nomenclature précitée, a intégré la possibilité d'interventions chirurgicales assistées par robot moyennant le dédoublement de chacun des actes dont le libellé indique la coelioscopie comme voie d'abord. La mise en application de ces nouveaux actes relatifs à la chirurgie robotique est prévue pour l'année prochaine.

ad 6) Quant au taux de remboursement applicable aux interventions chirurgicales assistées par robot, il y a lieu de préciser que le taux de remboursement des interventions chirurgicales est identique quelle que soit la technique opératoire utilisée.

ad 7) Il n'existe pas encore de premier bilan au niveau national en l'absence de données systématiquement issues de la documentation hospitalière qui est en cours d'être mise en place.

Question 0561 (26.03.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant le **don d'organes** :

Et war rezent aus der Press gewuer ze ginn, datt et 2018 just siwen Organspenden am Grand-Duché gouf an datt véier Patiente gestuerwe sinn, well se kee Spenderorgan kruten. Potenziell hätten 2018 wuel 30 Organspende kënnen gemaach ginn.

Laut dem Gesetz vum 1982 ass all Mënsch, dee gehirndout ass, Organspender, ausser wann hien zu Liefzäiten explizitt uginnt hätt, dat net ze wëllen. De Responsabele vu Protransplant no wier d'Reglement iwwer d'Organspenden aus dem Joer 2018 net kloer genuch, well d'Spideeler net gezwonge wieren, Referenten ze designéieren, déi kontrolléieren, ob e Patient, dee gehirndout ass, och Organspender ass oder net.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Gesondheitsminister stellen:

1. Gedenkt d'Regierung, dat bestoend Reglement an deem Sënn ze änneren, datt d'Spideeler obligatoresch Referente musse designéieren? Gesäit d'Prozedur vir, datt d'Famill an all Fall kontaktéiert gétt, fir erauszefannen, ob de Patient säi Refus fir Organspenden ausgedréckt hat?

2. Wat fir aner konkret Mesurë gedenkt d'Regierung an de Spideeler ze huelen, fir datt séchergestallt ass, datt Patienten, déi hir Organer wëlle spenden, dëst och am Fall vum Doud maachen?

3. Hunn d'Sensibilisierungscampagnen aus der Vergaangenheet eng Hausse vun den Organspende mat sech bruecht?

4. Wier et net sënnvoll, en zentraliséierte Fichier ze schafen, an deem d'Leit sech kënnen als Organspender androen an op deen dono all d'Spideeler kënnen zrëckgräifen?

Réponse (17.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Dësem Wonsch entsprécht de Règlement grand-ducal vum 18. Juli 2018, bezüglech op d'Organisatioun an d'Aarbechtsmethoden vum „Service national de coordination des dons d'organes“, deen de Begrëff „Referent“ aféiert.

Et handelt sech heibäi ëm eng Persoun, déi, ganz onofhängeg vun der Transplantatiounsequipp, zum medezinnesche Personal oder dem Fleegepersonal vum Spidol gehéiert. Dës beoptraagt Persoun identifizéiert potenziell Organspender a mécht eng Verbindung tëscht dem Spidol, an deem se schafft, an dem nationale Koordinatiounsdeingscht. Se huet déi néideg Erfahrung an dësem Beräich a suert fir d'Sensibilisierung an d>Weiderbildung vun den Dokterinnen an dem Fleegepersonal. De Referent begleet och potenziell Organspender an deenen hir Familien. D'Nominatioun vun dëse wichtege beoptraagte Persounen ass amgaange vu Lux-Transplant ëmgesat ze ginn.

Wat de Kontakt mat der Famill ugeet, gétt et d'Méiglechkeet vum „Passport de vie“ - dem Spenderpass, op deem een ugi kann, ob ee

seng Organer spende wëllt oder net. Dëse Pass vereinfacht och d'Aufgab vum medezinnesche Personal a Fleegepersonal, awer virun allem hëlleft en der Famill, an engem emotional schwéiere Moment eng Entscheidung ze treffen.

D'Gesetz vum 25. November 1982 iwwert d'Organspend gesäit och vir, datt den Dokter muss nopréiwen, datt déi verstuerwe Persoun sech net während senger Liefzäit géint d'Organspend ausgedréckt huet.

ad 2. Et muss präziséiert ginn, datt de Gesundheitsministère schonn 2010 iwwert de sougenannten Donor Action Program en „Coordinateur du prélèvement“ an de Spideeler agefouert huet.

Déi Lëtzebuergesch Gesetzgebung berout op dem Prinzip vum der vermeintlecher Zoustëmmung („consentement présumé“), dat heescht, all Bierger ass automatisch en Organspender, wann e sech zu senger Liefzäit net ausdrécklech schréiftlech dergéint entscheet huet.

An dësem Sënn ass de Gesundheitsministère drëm beméit, d'Bierger ze informéieren an och ze sensibiliséieren, sech mat der Famill an de Bekannten iwwert dëst Thema auszetauschen an d'Entscheidung kloer auszudrécken, sou datt dës och gegebenefalls respektéiert kënnen ginn.

Et goufen och scho weider Schrëtt ënnerholl. Esou huet beispillsweis de Gesundheitsministère virun ongeféier engem Joer mat Luxembourg-Transplant eng Konvention ënnerschriwwen, déi d'Roll an d'Aufgabebereicher vu Lux-Transplant als „Service national de coordination des dons d'organes“ definéiert. Zu den Aufgabe vum dësem Koordinatiounsdéngscht gehéiert virun allem d'Verwaltung vum den nationale Lëschten, dorënner och déi offiziell Lëscht vum de Patienten, déi op e Spenderorgan waarden. Dës Lëscht gëtt zesummegehallt unhand vum den noutwendige medezinneschen Angaben an der HLA-Typisierung vum de Spideeler, vum der medezinnescher Equipp a vum zoustännegen Dokter vum Patient, deen op eng Organtransplantation waart. Dës Informatiounen ginn un de Koordinatiounsdéngscht weidergeleet.

Den DSP (Dossier de soins partagé) gesäit vir, datt all Patient a sengem elektronnesche Patientendossier kann uginn, ob en Organspender ass oder net. Den DSP soll am Prinzip nach am Laf vum dësem Joer operationell ginn.

ad 3. Opgrond vum de villen Ustregungen d'lescht Joer a Bezuch op eng besser Informatioun vum de Bierger souwéi Campagnen - dorënner och déi national Campagne vu Protransplant, e wichtige Partner vum Gesundheitsministère - konnt eng däitlech Verbesserung vum der Tendenz zur Organspend festgestallt ginn. Sou huet eng rezent Etüd vu Lux-Transplant, déi am Abréll 2018 virgestallt gouf, gewisen, datt 82 % vum de gefrote Bierger eng positiv Grondstellung zur Organspend hunn.

D'Regierung ënnerstëtzt d'Organspend awer och aktiv duerch d'Konvention an d'Finanzierung vu Lux-Transplant, deenen hir Mission ënner anerem och d'Sensibilisierung an d'Opläre vum der Öffentlechkeet ass, beispillsweis an de Lëtzebuerg Schoulen oder während dem alljäreleche Spendemarathon, deen am Oktober stattfënnt.

ad 4. Wéi schonns erwäant, wäert den DSP et erméiglechen, sech als Organspender anzuschreiwen.

Question 0564 (27.03.2019) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant les statistiques de la Police grand-ducale :

La Police grand-ducale vient de présenter les statistiques de la délinquance de l'année 2018. Dans le débat public, les chiffres exclusivement présentés, diffusés et discutés sont les statistiques de la police. Or, ces chiffres reflètent les activités d'enregistrement de la criminalité par les services de police à travers 1) la proactivité de la police et 2) la reportabilité d'un fait (plainte déposée par une victime).

En outre, ces faits enregistrés qualifiés d'infraction sont à considérer comme des actes condamnables. Ils nécessitent par la suite d'un traitement judiciaire pour devenir des actes à condamner et à sanctionner dont la condamnation ferme ou avec sursis, une peine ou mesure de probation, une amende, voire aussi un classement sans suite. Toutefois, les statistiques judiciaires (criminalité légale) bien que présentes sont peu discutées publiquement.

Ces deux types de statistiques, ensemble avec celles des établissements pénitentiaires, renseignent sur la criminalité apparente, visible et enregistrée. Or, il ne suffit pas qu'une infrac-

tion soit commise pour que le système pénal en ait connaissance.

La « criminalité réelle » sur un territoire donné comme le Luxembourg recouvre l'ensemble des crimes commis. À côté de la criminalité enregistrée, il existe aussi la « non-criminalité enregistrée » (l'ensemble des faits enregistrés mais qui ne sont pas des crimes). Il existe aussi la « criminalité connue » mais qui ne fait pas l'objet d'un enregistrement. Finalement, il y a le « chiffre noir » qui vise l'ensemble des crimes qui ne sont pas connus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

1) Estimez-vous que les statistiques policières puissent être considérées comme un échantillon représentatif de la criminalité ? Mesurent-elles la criminalité ?

2) En matière de recueil et d'enregistrement statistique, la police et les autorités judiciaires emploient-elles une nomenclature identique ?

3) L'analyse et l'exploitation statistique du casier judiciaire (sentencing) ne permettent-elles pas de mieux connaître les caractéristiques des infractions commises et faits condamnés ?

4) N'estimez-vous pas opportun d'élaborer un modèle de statistiques intégrées regroupant les données de la police, du parquet, des tribunaux, de l'exécution des peines et du casier judiciaire ?

5) Estimez-vous utile de faire procéder à des enquêtes de délinquance auto-rapportée et à des enquêtes de victimation ?

6) N'estimez-vous pas utile de commanditer une recherche criminologique pour analyser scientifiquement les chiffres de la délinquance au Luxembourg ?

Réponse commune (16.04.2019) de M. François Bausch, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Félix Braz, Ministre de la Justice :

ad 1) Les statistiques policières présentées récemment ne constituent qu'une analyse quantitative de la criminalité avec les limites bien connues, qui ont d'ailleurs été rappelées avant la présentation officielle. Elles ne renseignent que les faits qui sont à la connaissance de la police avant une date butoir servant comme limite pour la prise en compte dans les statistiques annuelles. Outre ce fait, les qualifications retenues par la police sont faites à la lumière des premières informations reçues et peuvent changer au cours de la procédure judiciaire. La représentativité dépend fortement de la catégorie d'infraction notamment par rapport à la tendance à déposer plainte.

Ceci étant relevé, les statistiques policières sont dans de nombreux domaines un outil important pour le travail policier journalier. Sur l'ensemble de l'année elles servent à reconnaître des tendances.

ad 2) Les autorités judiciaires enregistrent les procès-verbaux qui leur parviennent principalement de la police en utilisant les infractions telles que retenues par les agents verbalisant.

Il y a lieu de relever que les parquets reçoivent aussi des procès-verbaux d'autres administrations, notamment de l'Administration des douanes et accises, de l'Administration de la nature et des forêts, de l'Administration de l'environnement, de l'Administration de la gestion de l'eau, ainsi que du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère de l'Égalité des chances, du Ministère de l'Économie, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, du Ministère de la Santé et du Ministère de la Sécurité intérieure.

Les nomenclatures utilisées par la police et les autorités judiciaires comportent une partie seulement de libellés identiques. Les statistiques policières sont surtout axées sur les différents phénomènes de la délinquance (p. ex. les types de vols) et ont comme vocation première d'être un outil de travail pour les policiers.

ad 3) Le casier judiciaire renseigne simplement les infractions pour lesquelles il y a eu condamnation avec la simple date des faits. Il ne contient pas d'autres précisions, ni quant aux faits, ni quant aux caractéristiques des infractions.

ad 4) La banque de données de la justice pénale englobe tous les procès-verbaux qui ont été dressés par tous les officiers de police judiciaire de toutes les administrations ci-avant énumérées ainsi que le sort réservé à ces procès-verbaux (poursuites, classement, médiation...). Comme précité, le casier judiciaire renseigne uniquement des condamnations définitives. Le service de l'exécution des peines se charge uniquement de l'exécution des peines

qui ont été prononcées et lesquelles figurent au casier judiciaire.

ad 5) Les enquêtes de délinquance auto-rapportée pourraient être des instruments adéquats lorsqu'il s'agit de recueillir des informations détaillées sur des comportements délinquants.

Néanmoins, ces sondages de délinquance auto-rapportée ne peuvent être utilisés ni comme mode de comptage alternatif, ni comme mode de comptage complémentaire aux statistiques officielles, notamment parce qu'ils portent généralement, pour des raisons économiques ou de faisabilité, sur des échantillons de petite taille qui ne sont dès lors pas représentatifs de la situation globale. De plus, ces enquêtes posent des incertitudes au niveau de la fiabilité, étant donné qu'elles se basent uniquement sur le récit des personnes interrogées.

Concernant les enquêtes de victimation, celles-ci pourraient renseigner sur les conséquences de la délinquance et prendre en compte des actes délinquants qui ont un taux de plainte très faible (comme p. ex. les menaces, les insultes, les violences conjugales). Ces renseignements se limiteraient cependant aux infractions sous-représentées dans les statistiques officielles et pourraient, dans ce sens, uniquement aider à déterminer la raison de cette sous-représentation.

ad 6) Une recherche criminologique pourrait, sous certaines conditions, apporter une valeur ajoutée aux statistiques de la délinquance au Luxembourg. Des recherches qualitatives englobant éventuellement des sondages de délinquance auto-rapportée et/ou des sondages de victimation pourraient en constituer des éléments.

Question 0565 (27.03.2019) de M. Roy Reding (ADR) concernant les subsides accordés aux clubs sportifs :

D'Ennerstëtzung vu federéierte Sportveräiner a besonnesch vun hirer Jugendaarbecht ass e Muss, grad wann een iwwert dat reng Sportrecht eraus de soziale Facteur berücksichtegt. Dat gëtt hei zu Lëtzebuerg och honoréiert iwwer e staateleche Subsid, esou wéi en am Sportsgesetz vum 3. August 2005 a sengen Ausféierungsbestëmmungen (groussherzoglecht Reglement vum 23. Dezember 2016 „concernant les subsides accordés aux clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée“) festgeluecht ass. Dorënner gëtt et e Basissubsid an e Subside qualité+ mat méi héijen Ufuerderungen un d'Qualifikatioun vum den Trainere vu jonke Leit ënner 16 Joer. Well awer ganz vill Veräiner a ville Sportarten nëmmen duerch d'Gratisaarbecht vu Benevollen iwwerliewen, wollt ech dem Här Sportminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewusst, wat d'Ufroen vum esou engem Subsid fir en administrativen Opwand bedeit, deen dacks muss vu Benevolle gelescht ginn?

2. Kann den Artikel 5 vum Reglement esou interpretéiert ginn, datt dee ganze Subsid ka refuséiert ginn, och wann zum Beispill een enzege Trainer/Betreier d'Konditiounen vum Artikel 25 Paragraf 2 net erfëllt an all déi aner Trainere/Betreiere d'Konditiounen ënner Artikel 5-1 op héijem Niveau erfëllen?

3. Stëmmt et, datt an Zukunft soll exigéiert ginn, datt all Diplom homologéiert muss ginn, och wann et sech ëm europäesch Standarddiplom handelt, ewéi zum Beispill am Fussball den UEFA PRO-, UEFA A-, UEFA B- oder UEFA C-Trainerschäin?

4. Wann déi Interpretatiounen esou wieren, muss dann net envisagéiert ginn, den Text vum Reglement ze änneren, fir esou Situatiounen an esou iwwerdrifwe Fuerderungen ze evitéieren? Dobäi kéint dann déi ganz Prozedur vereinfacht ginn, am Sënn vum enger Simplification administrative zum Wuel vum Bierger.

5. Wäer et zum Beispill méiglech, de Prozess vum Ufroen vum Subsid ze erlichteren, zum Beispill andeems de Ministère eng Lëscht féiert vu qualifizéierten Trainere, déi esou net all Joer nei missten déi entsprechend Pabeiere virleeën? Dëst géif déi personell an zäitlech Belaaschtung vum de Veräiner reduzéieren an hinne hëlleft, hir knapp Ressourcen an d'Jugendaarbecht ze stiechen amplaz an d'Bürokratie.

Réponse (03.05.2019) de M. Dan Kersch, Ministre des Sports :

No der Ofschaffung vum de fréiere Chèques services accueil fir de Sportberäich am Joer 2017, huet d'Regierung de Subside qualité+ an d'Liewe geruff, fir déi Sportsveräiner finanziell ze ënnerstëtzen, déi an d'Qualifikatioun vum hi-

ren Trainere am Jugendberäich, an esou mat an e qualitativ héichwäertegen Encadrement vum hire jonke Sportler, investéieren.

An dësem Kontext ass och de fréiere Subside ordinaire op de Leescht geholl ginn an un den neie Subside qualité+ gekoppelt ginn. Et ass allerdinges duerchaus méiglech nëmmen de Subside de base unzefroen, wann een als Veräiner déi méi selektiv Kritäre vum Subside qualité+ net, oder nach net, erfëllt.

Ech freeë mech och, dem honorabelen Deputéierte matzedeelen, dass fir d'Joer 2018 vu Veräiner vu 27 Federatiounen insgesamt 327 Ufroen fir e Subsid am Sportsministère traitéiert gi sinn an esou ronn 3,4 Mio an d'Jugendaarbecht vum de Veräiner gefloss ass.

ad 1. Et ass evident, dass d'Ufro souwuel vum Subside de base wéi och vum Subside qualité+, esou wéi iwwerregens all administrativ Demarche, e gewëssen administrativen Opwand fir d'Veräiner bedeit. Aus, ënner anerem, Dateschutzgrënn müssen dës Demanden exklusiv iwwert déi elektronnesch a securiséiert Plattform „MyGuichet“ gestallt ginn, wat souwuel d'Saisie wéi och den Traitement vum der Demande allerdinges vereinfacht. D'Unzuel an den Traitement vum den Demandé vum Joer 2018 hunn allerdinges erginn, dass de gréissten Deel vum de Veräiner dëst oui gréisser Problemer gemeschert huet.

ad 2. Beim Ausschaffe vun dësem Subsid, iwwerregens an enker Zesummenaarbecht mam ganze Sportsmouvement, a virop dem COSL, ass e ganz besonnesche Wäert op d'Qualitéit vum der Betreuung vum de jonke Sportler geluecht ginn, déi sech duerch d'Qualifikatioun vum den Trainere ausdréckt. Et gouf drop gehalen, dass d'Kanner vum Ufank un, wou si Sport maachen, gutt a richtig encadréiert ginn. Fir dëst ze garantéieren, sinn d'Kritären, am Aklang mam Sportsmouvement, esou fixéiert ginn, dass op d'mannst 50 % vum den Trainere, déi sech ëm d'Jugend këmmere, en „C-Schäin“ oder méi muss virweisen, an déi aner maximal 50 % vum den Trainere entweder eng sougenannte Preformatioun oder en Acquis de l'expérience vum zéng Joer muss geltend maachen.

Dat bréngt effektiv, laut de Bestëmmung vum Reglement, mat sech, dass, esoual een Trainer oui iergendeng Qualifikatioun op der Demande steet, de Veräiner d'Konditiounen fir de Subside qualité+ net méi erfëllt.

Grad dofir kënnen d'Trainere oui Diplom eng Validatioun vum hirem Acquis de l'expérience ufroen an e Sportler, dee während zéng Joer aktiv war, brauch just de Module „apprentissage et enseignement“ vum acht Stonne bei der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) matzemaachen, fir als Trainer ze zielen. Och fir d'Leierpersonal an d'Éducateure sinn erlichtert Konditiounen virgesinn, andeems si just de Module „planification d'une séance“ vum acht Stonne bei der ENEPS maachen müssen.

ad 3. D'ENEPS ass zoustänneg fir d'Homologatioun vum auslänneschen Trainerdiplom, an dat net nëmmen am Kader vum Subside qualité+, mä och am Kontext vum der Emsetzung vum de betreffenen europäesche Richtlinnen. Dës Homologatiounen erlaben dem Sportsministère, déi jeeweileg Trainere am Kontext vum Subside qualité+ korrekt anzestufen a si besonnesch bei esou gängegen Trainerschäiner ewéi UEFA Pro, UEFA A, B, oder C eng reng Formsaach.

ad 4. De Sportsministère ass säit e puer Wochen amgaangen, d'Erfaure vum de leschten zwee Joer Subside de base a Subside qualité+ ze analyséieren an opgrond dovunner, esou wéi dëst och am Regierungsprogramm festgehale ass, dat aktuell Reglement ze iwwerschaffen, an dëst souwuel am Kontext vum der Reform vum den Texter, déi d'Trainerformatiounen betreffen, wéi och am Sënn vum enger administrativer Vereinfachung.

ad 5. Selbstverständlech huet d'ENEPS déi relevant Donnéeën iwwert d'Qualifikatiounen an d'Diplomer vum den Trainere, déi zu Lëtzebuerg hir Formatioun gemaach hunn, a vum deenen Trainere, déi eng Homologatioun vum hirem auslänneschen Diplom ugefrot hunn. Aus Dateschutzgrënn ass et awer just méiglech, dës Diplomer un déi jeeweileg Trainere erauszeginn, an net un de Veräiner oder un eng aner Institutioun. De Sportsministère ass awer amgaangen, souwuel mat der ENEPS wéi och mam Centre informatique des technologies de l'État (CTIE) ze kucken, wéi et méiglech ka gemaach ginn, dës Prozedur fir 2020 ze vereinfachen.



Et ass de Veräiner awer elo scho méiglech, d'Donnéeë vu Joer zu Joer ze kopieren an esou nach just Adaptatiounen mussen ze maachen, ouni awer alles nei mussen ze saisieren.

Des Weidere kann ech dem honorabelen Deputéierte versécheren, dass déi zoustänneg Divisioun vum Sportsministère de Veräiner bei alle Froen zur Verfügung steet.

Question 0570 (28.03.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'**accident vasculaire cérébral** :

Bei engem Hireschlag zielt all Minutt. D'Erheulungschancë vum Patient variéiere staark a Funktioun zu den Entscheedungen, déi an den éischte Stonnen nom Opriede vun de Symptomer vum medezinnesche Personal getraff ginn.

Leider huet net all Spidol zu Lëtzebuerg déiselwecht Ressourcen, fir Persounen mat engem Hireschlag behandelen ze kënnen. Beispillsweis gëtt et nëmmen am CHL zu Stroossen eng sougenannte Stroke Unit vum Level 2 an och net emol all Spidol zu Lëtzebuerg huet eng Stroke Unit vum Level 1.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen goufen zu Lëtzebuerg (opgeschlëselt no Joer a Spidol) insgesamt säit dem Joer 2013 wéinst engem Hireschlag an engem Spidol behandelt?

2. Den European Stroke Action Plan 2018-2030 hält als Zil fest, dass 90 % vun de Patienten direkt an engem Spidol mat enger offizieller Stroke Unit behandelt solle ginn.

Wéi vill Patiente goufen zu Lëtzebuerg (an absoluten Zuelen ausgedréckt an opgeschlëselt no Joer a Spidol) säit 2013 fir d'Éischt an engem Spidol opgeholl, wou et keng Stroke Unit gouf, a sinn eréischt no enger Diagnos am éischte Spidol an en zweet Spidol mat enger Stroke Unit vum Level 1 bruecht ginn? Wéi vill an e Spidol mat enger Level 2 Unit?

Wéi vill Persounen (an absoluten Zuelen ausgedréckt an opgeschlëselt no Joer a Spidol) goufen net weiderverwisen a sinn tëscht dem Joer 2013 an dem haitegen Dag mat hirem Hireschlag an engem Spidol behandelt ginn, an deem et keng Stroke Unit gouf?

3. Ass et virgesinn, dass an Zukunft all Spidol zu Lëtzebuerg mindestens eng Stroke Unit vum Level 1 wäert hunn? Falls neen, wisou net?

4. Soll et an Zukunft zousätzlech zum CHL nach en anert Spidol mat enger Stroke Unit vum Level 2 zu Lëtzebuerg ginn?

Réponse (17.04.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Direktioun vun der Santé huet d'Infoen, déi an der Carte sanitaire publizéiert goufen. Dës sinn disponibel fir d'Joren 2011 bis 2015.

D'Zuele vun den Openthalter an den Etablissementer sinn déi Folgend (hospitalisations avec un diagnostic de sortie codé dans le groupe ICD 10 I60-I69, codes retenus par l'OCDE pour les analyses relatives à l'AVC dans sa publication « Panorama de la Santé » même si tous les codes ne sont pas exclusifs de l'AVC):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. De Spidolsplang vun 2009 (dee bis Mäerz 2018 gëlt war) huet maximal fënnf Neurologieservicer mat enger Stroke Unit pro Spidolsregioun virgesinn. D'Etablissementer ouni Stroke Unit hu missen eng Konventioun mat engem Etablissement mat Stroke Unit ofschléissen (cf. Annex 3 RGD vum 13. Mäerz 2009 - Aféierung vum Spidolsplang).

Am Kader vum Gesetz vum 8. Mäerz 2018 a Bezuch op d'Spideeler an de Spidolsplang huet de Gesondheitsministère d'Autorisatiounen vun de Servicer folgendermoosse ginn:

- Stroke Unit 1: Autoriséierte Service am CHdN, CHEM an HRS;

- Stroke Unit 2 (nationale Service): Autoriséiert am CHL.

D'Direktioun vun der Santé huet keng Informatiounen iwwert d'Transferte vun de Patienten tëschent de Spideeler. Et ass dofir net méiglech, op Basis vu Fakten op dës Fro ze äntweren. D'Aféierung vun der Documentation ho-

spitière erméiglecht et, iwwert dës Informatiounen iwwert d'realiséiert Prise en charge ab 2019 ze verfügen.

Ad 3. D'Annex 2 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2018 a Bezuch op d'Spideeler an de Spidolsplang präziséiert d'Missiounen vun de verschidene Servicer. Dëst Gesetz präziséiert, datt « le service Stroke Unit 2 répond aux critères du service Stroke Unit niveau 1 et assure en outre, sur le même site, la prise en charge des accidents vasculaires hémorragiques et des patients relevant des techniques de neuro-imagerie interventionnelle et de neurochirurgie ». Déi véier Spideeler hunn also e Service neuro-vasculaire, deen de Kritäre vun enger Stroke Unit 1 entsprécht.

ad 4. De Service Stroke Unit 2 ass en nationale Service. Per Definitioun ass also just ee Service fir d'Land virgesinn (cf. Artikel 4 Paragraf 4 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2018). No de Kritäre vun der European Stroke Organisation (ESO) muss e Minimalvolumen vu Stroke-Unit-Akte realiséiert ginn, fir d'Qualitéit vun de Prisen en charge ze garantéieren. D'Evaluation vun dem sanitäre Bedarf vun der residéierender Populatioun unhand vun den Donnéeën aus der Carte sanitaire wäert bestëmmen, ob Ännerungen an der Zuel u Better a Betreuecht gezu ginn. D'Empfehlung vun der Prise en charge vun den AVC aigu (Hireschlag) vum Conseil scientifique du domaine de la santé ënnerstréicht d'Wichtigkeit vun der Organisatioun am Fleegebereich. Dësen Aspekt ass an d'Spidolsgesetz erageholl ginn a gëtt präziséiert: « Les hôpitaux disposant d'une stroke unit niveau 1 établissent obligatoirement une convention avec celui disposant d'un service stroke unit niveau 2. » D'Optimisatioun vun der Organisatioun vum AVC-Bereich ass och en Haaptpunkt am European Stroke Action Plan (ESAP). Dëse Punkt ass an der Organisatioun vun den Urgencë festgehale (cf. RGD vum 25. Januar 2019 bestëmmend d'Uspréich an d'Normen an déi sech d'Urgencen aus de Spideeler an d'national-pediatresch Urgencë mussen halen) a gëtt am Kader vun dem Kompetenzreseau AVC a Betreuecht gezunn (cf. Artikel 28 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2018).

Question 0571 (28.03.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **Service d'aide médicale urgente (SAMU)** :

Viru Kuerzem huet d'Regierung ugekënnegt, datt de Service d'aide médicale urgente (SAMU) mat enger véierter Unitéit verstärkt gëtt. Am Moment ginn et SAMU-Unitéiten an der Haaptstad, zu Ettelbréck an zu Esch, jee weils un e Spidol gebonnen. Dat neit véiert SAMU-Gefier gëtt provisoresch zu Hesper am Gebai vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) stationéiert a plënnert spéider an déi nei Zentral vum CGDIS zu Gaasperech. Den neie SAMU soll ab dem 1. Juli operationell sinn, bis dohi gëtt nach dat noutwendegt Personal, also en Noutdokter an eng Rei Infirmiëren, spezialiséiert an Anästhesie a Reanimatioun, rekrutéiert.

Och wann dës Mesure ze begrëssen ass, esou wéilt ech an dësem Kontext gäre folgend Präzisatiounen vun der Regierung froen:

1. Wéi gëtt d'Koordinatioun tëscht de véier SAMU-Unitéiten assuréiert respektiv reorganiséiert?

2. Dovun ausgoend, datt am Dag ronn 780.000 Leit am Land sinn, ass mat véier SAMU-Unitéiten de Ratio nach ëmmer bei 195.000 Leit pro SAMU. Wëssend, datt an eisen Nopeschlänner de Ratio tëscht 1/60.000 an 1/100.000 läit, gedenkt d'Regierung mëttelfristeg, weider SAMU-Unitéiten ze schafen?

Réponse commune (05.04.2019) de **Mme Taïna Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Esou wéi d'Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet et virgesäit, ass d'Direction médicale et de la santé vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) zoustänneg fir déi organisatoresch Koordinatioun a fir d'Gestioun vum SAMU.

Dës Koordinatioun geschitt, esou wéi fir all d'Unitéite vum CGDIS, a Konformitéit mat de Regele vum Règlement opérationnel vum CGDIS.

ad 2. D'Aféierung vun engem véierter Vecteur ass eng Mesure d'urgence, fir kuerzfristeg d'Disponibilitéit vum SAMU ze verbesseren. Opgrond vun den Erfarunge mat dësem véierter Vecteur an enger méi detailléierter Analys vum aktuelle Fonctionnement vum SAMU, wäerten, esou wéi den Artikel 69 vum Gesetz vum 27. Mäerz 2018 et virgesäit, am Kader vum Plan national d'organisation des secours (PNOS), un deem am Moment geschafft gëtt, Konklusione gezu ginn, wéi eng Mesuren eventuell nach ze huele sinn, fir d'Bereitschaft vum SAMU ze verbesseren.

Question 0572 (28.03.2019) de **M. Guy Arendt** (DP) concernant le **Laboratoire souterrain de géodynamique à Walferdange** :

Cette année le Laboratoire souterrain de géodynamique à Walferdange a fêté son 60^e anniversaire. Ce laboratoire souterrain, installé dans une mine de gypse désaffectée, est doté d'une instrumentation ultra moderne et précise en séismologie et en gravimétrie. Il s'agit d'une station de référence mondiale en gravimétrie de précision qui a déjà accueilli à plusieurs reprises des intercomparaisons internationales de gravimètres absolus. Nombreux sont les scientifiques qui profitent de ces infrastructures dans de nombreux domaines de recherche. Les phénomènes géodynamiques principalement étudiés par le laboratoire sont les marées terrestres et les tremblements de terre.

Or, il m'a été rapporté que la stabilité de l'entrée au site du laboratoire souterrain devrait être renforcée. Il est à craindre que sans travaux de stabilisation les intercomparaisons internationales pourraient être définitivement compromises. Or, le site étant unique au monde, les scientifiques et chercheurs insistent pour pouvoir effectuer leurs mesurages à Walferdange plutôt que sur d'autres sites au Grand-Duché.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que l'entrée au site du laboratoire est effectivement endommagée ? Dans l'affirmative, en quoi consiste le problème exactement ?

- Des travaux de remise en état sont-ils prévus ? Dans l'affirmative, dans quel délai ces travaux pourraient être entamés ? Quelle serait la durée probable de ces travaux ?

- Quelles seraient les conséquences des travaux à effectuer pour le fonctionnement du laboratoire ? L'accès sur le site devrait-il être interdit aux chercheurs pendant la durée de tels travaux ? Est-ce que les activités comme les intercomparaisons de gravimètres y seraient toujours possibles ?

Réponse commune (02.05.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Les problèmes concernant la stabilité de la galerie d'accès existent depuis plusieurs années. L'entrée du site est effectivement dans un état dégradé, étant donné que la structure en bois/métal est vétuste, ce qui rend la construction instable. L'aération de la mine est périodiquement insuffisante en raison des conditions atmosphériques, ce qui constitue également un danger pour les personnes devant y accéder.

À noter que les mesures préconisées dans le rapport établi par SaarMontan Berg- und Tunnelbau GmbH, spécialiste dans ce domaine, ont été dernièrement mises en place, à savoir un système d'alarme GSM tout au long de la mine, la fermeture des couloirs secondaires ainsi que l'équipement de premier secours.

Actuellement, l'accès à la mine est limité à des visites pour la maintenance et la surveillance des équipements scientifiques par du personnel qui est obligé de se soumettre aux prescriptions de sécurité.

Suite à une visite sur place avec l'Inspection du travail et des mines, le bureau d'études INCA a établi un premier estimatif relatif à la consolidation de la mine au montant de quelque EUR 720.000.- TTC, honoraires compris, sur base de l'offre de 2014 de la société SaarMontan Berg- und Tunnelbau GmbH. À noter que cette solution ne comprend pas le coût de la création d'un puits complémentaire d'aération/issue de secours, mais uniquement la remise en état des anciennes consolidations.

Or, afin d'améliorer les conditions atmosphériques dans la mine, il faudrait aménager un deuxième puits lequel sortirait en pleine zone protégée (Natura 2000). Par ailleurs, une telle aération n'est pas souhaitée par l'exploitant, à savoir le Centre européen de géodynamique et de séismologie (CEGS) à cause des mesurages scientifiques nécessitant une constance au niveau de la température et de l'hydrométrie. Il est possible d'installer des systèmes d'alertes en cas de baisse du taux d'oxygène, avec l'obligation de porter des appareils portatifs tels que des détecteurs monogaz et des masques recycleurs d'air (Dräger). Mais cette solution ne résoudrait pas le problème de la deuxième sortie de secours demandée par l'ITM.

Durant les travaux relatifs à la consolidation de l'accès, à l'aération et à la mise en place d'une issue de secours secondaire, l'accès au site ne sera pas possible. Par ailleurs, les mesurages scientifiques ne pourront pas être réalisés suite aux vibrations résultant des travaux, dont l'envergure reste toutefois à être définie.

À ce stade aucune décision n'a été prise quant à la suite à donner aux travaux de consolidation et d'aération à envisager. Par conséquent, le délai relatif aux travaux à effectuer ne peut pas être défini.

Question 0575 (28.03.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant **fumer en terrasse des restaurants** :

Momentan ass an der Gesellschaft eng grouss Diskussioun iwwert d'Fëmmen op Terrasse vu Restauranten amgaangen. D'Regierung huet sech an deem Kontext géint ee Verbuet op den Terrassen ausgeschwat. De Minister fir Mëttelstand huet an der Chamberskommissioun dem Horeca-Secteur seng Ennerstëtzung fir Sensibiliséierungscampagnen zougeséichert.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mëttelstand an un den Här Gesondheitsminister stellen:

- Wéi huet den Här Minister fir Mëttelstand wëlls, d'Campagnë vun der Horeca ze ënnerstëtzen?

- Gedenkt den Här Minister fir Mëttelstand, dës Campagnë finanziell ze ënnerstëtzen?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.



- Gëtt souguer vläicht envisagéiert, eng gemeinsam Campagne mam Gesondheitsministère op d'Been ze stellen?

- Ass ugeduecht, dass d'Ministère vun der Santé an dem Mëttelstand e Logo fir fëmmfräi Terrassen entwéckelen?

- Ass et méiglech, eng Onlineplattform ze lancieren, wou d'Clienté gesinn, op wéi engen Terrassen där gefëmmt ginn an op wéi engen net?

Réponse commune (02.05.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Den Horeca-Secteur huet effektiv annoncéiert, eng Sensibiliséierungscampagne iwwert d'fëmmverbuet op den Terrasse wëllen an d'weeër ze leeden. D'Regierung huet regelméisseg Echangé mat de Verrieder vum Secteur, an deenen och dës Sujet diskutéiert ginn ass. Am Kader vun deenen nächste Reunionne wäert och d'Sensibiliséierungscampagne iwwert d'fëmmen op den Terrassen e Sujet sinn. Sollt vun der Horesca eng Demande fir eng finanziell oder anerwäiteng Ernerstëtzung un d'Regierung eruge droe ginn, erkläert d'Regierung sech bereet, do och en Apport ze leeschen.

Eng spezifesch Logo fir fëmmfräi Terrassen ass zu dësem Zäitpunkt net geplangt. Et ass sech awer ze erwaarden, dass fëmmfräi Terrasse mam traditionelle Verbuetschëld wäerten ausgezecht ginn, engem Schëld, dat een internationalen Erëmerkennungswäert huet.

Virun engem eventuellen Ariichte vun enger Onlineplattform soll ee bedenken, dass de Client haut schonn d'Méiglechkeet huet am Internet iwwer Sichmaschinnen a sëlloch aner bestoend Plattformen en Etablissement no verschiddene Kritären ze sichen (wéi zum Beispill: behënnertegerechten Accés, Spilleck fir Kanner, Parkingsméiglechkeet virun der Dier, Déieren zougelooss asw.). Et ass sënnvoll mat de bestoende Lëtzebuurger Plattformen Kontakt opzehuelen, fir si ze encouragéieren, fir d'fëmmfräi Terrassen als weider Variabel op hire Säiten ze referenzéieren, dëst direkt aus méi Grënn:

- well een esou kann op d'Notoriétéit vun de bestoende Plattformen opbauen;

- well d'Gewunnecht vun den Internauten zu de bestoende Plattformen net gebrach gëtt;

- well de Client op de bestoende Plattformen bei Wäitem méi Informatiounen fénnit wéi just d'Informatiounen iwwer fëmmfräi Terrassen.

Eng spezifesch Plattform an d'Liewen ze ruffen, déi eenzeg an eleng fëmmfräi Terrasse géif referenzéieren, wier den Ament net pertinent.

Question 0576 (29.03.2019) de **MM. Gusty Graas** et **Guy Arendt** (DP) concernant l'autorisation de la chasse pendant la nuit :

Même si à l'heure actuelle aucun cas n'a encore été détecté au Luxembourg, la peste porcine africaine (PPA) continue à menacer notre pays et inquiéter les éleveurs et agriculteurs luxembourgeois.

Il ressort malheureusement de la réponse à la question parlementaire n° 0385 du 19 février 2019 concernant l'autorisation exceptionnelle de la chasse pendant la nuit, limitée à une seule phrase, que nos questions sont restées sans réponse. Il s'ensuit que nous devons réitérer ces questions :

1) En cas de détection du virus, Madame la Ministre entend-elle autoriser la chasse pendant la nuit à titre transitoire ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre prévoit-elle d'autoriser l'utilisation de dispositifs de visée nocturne ?

Réponse (18.04.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) + 2) La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse définit précisément le cadre et les règles régissant l'exercice de la chasse. La loi n'accorde pas de pouvoir dérogatoire au ministre.

Ainsi, d'un point de vue purement légal, il est impossible d'autoriser l'exercice de la chasse pendant la nuit, et ceci même à titre transitoire. En effet l'article 10 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse stipule que « La chasse n'est autorisée que pendant le jour. Est considérée comme jour, la période comprise entre une heure avant le lever officiel et une heure après le coucher officiel du soleil... »

Quant au scénario évoqué par les honorables Députés, à savoir la détection du virus de la

peste porcine africaine, il m'importe de préciser que toute action que le Gouvernement envisagerait dans pareil cas se ferait sur base de la législation régissant la lutte contre les épidémies et non pas dans le cadre légal de l'exercice de la chasse régulière.

Par ailleurs, les mesures adéquates dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine devraient alors être prises en accord avec les services compétents de la Commission européenne. Lors d'une telle situation de crise, la mission de coordination relève de la compétence du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Question 0580 (29.03.2019) de **Mme Josée Lorsché** (*déj gréng*) concernant la rupture de stock de médicaments :

La rupture de stock de médicaments est un phénomène qui s'est intensifié au cours des dernières années et cela tant au niveau national qu'international.

Pour certains médicaments, une rupture de stock ne pose pas de problème. Ces médicaments peuvent être remplacés par un médicament d'un autre fabricant qui contient le même principe actif au même dosage.

D'autres médicaments ne peuvent pas être remplacés en raison de l'absence ou de l'indisponibilité d'un substitut, ou encore parce que l'ingrédient actif du médicament possède une marge thérapeutique étroite. Dans ce dernier cas de figure, une substitution peut entraîner un risque de surdosage ou sous-dosage et une adaptation de la posologie peut s'avérer nécessaire.

Les ruptures de stock sont souvent imputables à des difficultés liées à la production en Europe et/ou au niveau mondial. Cependant, certaines ruptures résultent du fait que les médicaments destinés à être vendus à un pays sont finalement vendus ailleurs, notamment à des pays où ils pourraient être vendus à un prix plus élevé ou à des pays qui subissent déjà une rupture de stock.

Afin de faire face à la problématique de la rupture de stock de médicaments en Belgique, trois députés ont déposé en commission « santé publique » à la Chambre des représentants une proposition de loi dont l'objectif est de répondre aux problèmes d'indisponibilité de médicaments en limitant notamment les exportations à l'étranger.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Du fait que la majorité des médicaments vendus au Luxembourg proviennent de la Belgique, n'est-il pas à craindre qu'une éventuelle législation belge limitant les exportations de médicaments à l'étranger puisse avoir des répercussions sur la disponibilité de certains médicaments au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il d'ores et déjà prendre les précautions nécessaires afin de garantir au Luxembourg un approvisionnement suffisant en médicaments ?

3) Quelles sont les cas échéant les mesures envisagées par Monsieur le Ministre ?

4) Est-ce qu'il y a des médicaments qui sont importés par le Luxembourg et réexportés ensuite dans d'autres pays ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons, de quels médicaments s'agit-il plus particulièrement et quel est leur taux parmi le total de médicaments importés ?

Réponse (02.05.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

L'absence d'approvisionnement approprié et continu des pharmacies en médicaments à usage humain est un problème d'ampleur croissante que l'on observe depuis quelques années dans différents États membres et qui peut nuire gravement au traitement des patients. Il est reconnu que le commerce parallèle de médicaments peut être l'une des raisons de l'apparition de pénuries d'un certain nombre de médicaments à usage humain.

ad 1) Les importations et exportations parallèles de médicaments constituent une des libertés fondamentales de l'Union européenne - la libre circulation des marchandises. Les États membres peuvent néanmoins, sous certaines conditions, restreindre le commerce parallèle, tant que les mesures sont justifiées, raisonnables et proportionnées pour garantir un intérêt public légitime, comme par exemple pour assurer une fourniture adéquate et continue de médicaments à la population.

Concilier le respect de la libre circulation des marchandises au sein du marché intérieur avec

le droit des patients d'accéder à des soins de santé relève d'un équilibre délicat.

Le recours aux restrictions à l'exportation parallèle des médicaments vers un autre État membre de l'Union européenne reste donc une mesure d'exception. En principe, l'usage de cette mesure à l'encontre des médicaments destinés au marché luxembourgeois par l'autorité compétente belge, dans l'hypothèse que le projet de loi en cause soit adopté en Belgique, n'est pas à craindre du fait de la chaîne d'approvisionnement particulière en médicaments et des accords bilatéraux qui scellent les liens historiques unissant le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique⁸.

En ce qui concerne les exportations des médicaments en dehors de l'Union européenne, la politique commerciale commune de l'Union européenne est fondée sur des principes uniformes, de sorte qu'une action unilatérale dans ce domaine est moins contraignante.

ad 2) L'accès aux médicaments et l'approvisionnement suffisant en médicaments est un sujet de discussion récurrent au niveau européen. Je compte profiter d'une prochaine réunion des ministres de la santé de l'UE pour discuter plus en détail avec mon homologue belge des répercussions éventuelles qu'une modification du cadre légal belge pourrait avoir sur la disponibilité au Luxembourg des médicaments en provenance de la Belgique.

Il n'est pas exclu que suite à ces pourparlers, je proposerai au Conseil de Gouvernement un amendement au projet de loi n° 7383, actuellement examiné par la Commission de la Santé et des Sports, afin de rassurer les autorités belges que les médicaments en provenance de leur marché seront soumis aux mêmes restrictions qu'en Belgique et qu'ils ne subiront pas l'exportation parallèle des médicaments vers un autre État membre de l'Union européenne ou en dehors de celle-ci.

ad 3) Au stade actuel, il y a lieu de rechercher d'autres moyens que les mesures coercitives pour résoudre au mieux cette situation complexe, de manière à pouvoir réagir rapidement et efficacement en cas de pénurie en médicaments.

Le Ministère de la Santé s'est engagé dans un dialogue structuré avec les entreprises pharmaceutiques concernées. Le ministère reste déterminé à appuyer les efforts déployés par les professionnels de la santé et les grossistes luxembourgeois pour faire en sorte que les citoyens aient accès, en temps utile, à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de qualité. Pour ce faire, il recueille davantage d'informations de la part des parties prenantes sur le volume des ventes des médicaments susceptibles de pénurie et insiste auprès des acteurs du terrain sur l'obligation de service public. Enfin, le recours aux sanctions administratives et pénales reste un ultime moyen de faire pression sur les réfractaires.

ad 4) En pratique, le Grand-Duché de Luxembourg n'étant pas un marché de destination des médicaments per se, mais un marché approvisionné en médicaments en provenance de la Belgique, de l'Allemagne et de la France, il n'existe pratiquement pas d'importations et d'exportations parallèles telles que dans les autres États membres avec l'implication des importateurs parallèles qui détiennent une autorisation de fabrication. En d'autres termes, le marché national pharmaceutique est une extension du marché belge, allemand et français où les grossistes-répartiteurs, à côté des titulaires d'autorisation de mise sur le marché, jouent un rôle primordial dans l'approvisionnement du pays en médicaments.

Le Luxembourg est évidemment confronté régulièrement aux importations et exportations des médicaments vers et depuis les pays limitrophes. Ces activités sont principalement dues à une répartition plus homogène, ultérieure à la mise sur le marché, entre le Luxembourg et les pays limitrophes, des stocks des médicaments réservés a priori à ces marchés liés aux fluctuations occasionnelles de l'offre et de la demande. Parmi d'autres raisons majeures, on peut citer le mouvement des stocks des médicaments dont la date d'expiration arrive à échéance, les modifications significatives du prix, le changement du système de quota par pays, la mise en œuvre des marchés publics et les limitations d'approvisionnement dues aux problèmes de fabrication.

Il n'est pas possible de déterminer, sans recours à des outils informatiques performants, le taux

⁸ Voir les dispositions de l'article 30, paragraphe 2, de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, les dispositions de l'article 2, paragraphe 2, lettre a) du Traité instituant l'Union Benelux et la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé (en cours de ratification).

des médicaments qui sont liés aux importations et exportations, car il s'agit d'un phénomène aléatoire et spécifique au marché luxembourgeois.

Question urgente 0729 (23.05.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le droit de vote :

Zu Lëtzebuerg herrscht d'Wahlpflicht. Esou steet et am Kapitel VIII vun eiselem Wahlgesetz. Fir Leit, déi

(i) kuerzfristeg fir de Wahldag op hirer Aarbecht agedeelt goufen,

(ii) dowéinst net dru geduecht hunn, d'Bréifwahl unzefroen, an

(iii) hirer Biergerpflicht trotzdem wëllen nokommen,

ass dat net ëmmer einfach hinzekrienen.

Vu dass et sech bei der Ausübung vum Wahlrecht ëm dat elementairst demokratescht Recht handelt, wéilt ech folgend Froen un den Här Premier- a Statsminister an un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung stellen:

- Kënnen d'Häre Ministeren bestätegen, dass laut Gesetz, am wäitste Sënn vum Wuert, de Patron den Aarbechter, fir säi Wahlrecht ausüben ze kënnen, muss fräistellen? Wa jo, op wéi enger Basis?

- Virausgesat et gëtt keng gesetzlech Basis fir eng obligatorescht Fräistellung vum Aarbechter, fannen d'Häre Ministeren et net befruemlech, dass sech eng Persoun strofrectleche Pursuite riskéiert aussetzen, well de Patron se net wile goe léisst?

- Sinn d'Häre Ministeren net der Meenung, dass d'Wahlrecht (an d'Wahlpflicht) iwwert den aarbechtsrechtleche Verflchtunge vum Aarbechter vis-à-vis vu sengem Patron steet an den Aarbechter deemtsprechend ka wile goen, och ouni Averstännis vum Patron?

- Souguer wann de Patron entgéint dem Wëlle vun der concernéierter Persoun bereet wier, eng Excuse ausstellen, deelen d'Häre Ministeren d'Aschätzung, dass d'Wäertegkeet vun esou enger Excuse eenzeg an eleng am Kompetenzberäich vum zustännege Procureur läit an déi Persoun, zumindest an der Theorie, Pursuite riskéiere kéint?

- Wéini beabsichtegen d'Häre Ministeren, déi gesetzlech Regelungen am Sënn vu méi Rechtssécherheet ofzeänneren?

Réponse commune (27.05.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Den honorablen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang mat der Ausübung vum Wahlrecht an den aarbechtsrechtleche Verflchtungen an am besonnenen, ob de Patron e Salaré muss fräistellen, fir dass dee senger Wahlpflicht nokomme kann.

Déi obligatorescht Fräistellung vum Salaré ass am Code du travail geregelt. Den Artikel L.233-11 gesäit eng legal Dispens vum Patron u säi Salaré fir d'Ausübung vum Wahlrecht vir:

« ... Les dispenses éventuelles de service dont doit jouir le salarié avec conservation de l'intégralité de son salaire, aux fins de l'accomplissement régulier tant de sa mission de membre de la Chambre des Salariés ou de la Chambre de Travail, de celle de membre de la délégation du personnel et de celle d'assesseur au tribunal du travail, que des droits et devoirs civiques à lui octroyés ainsi que des mandats à lui attribués par les lois, arrêtés ou le Gouvernement, ne comptent pas pour la computation des congés susvisés. »

Des Weideren ass ze bemierken, datt, am Fall wou de Salaré a säin Employeur sech net eens ginn, de Salaré vu sengem Recht op Dispens ka Gebrauch maachen, fir senger Obligation, wilen ze goen, nozekommen. An dësem Fall muss de Salaré aver nowise kënnen, datt hien eng Dispens gefrot huet an datt duerch seng Absence op der Aarbechtsplaz de Fonctionnement vun der Entreprise net a Gefor bruecht ginn ass.

Och bei der Statsbeamten an der Salaréë beim Stat gesäit de Statsbeamtestatut wéi och de Kollektivvertrag fir d'Salaréë eng Dispens fir d'Ausübung vum engem Droit civique vir.